

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°208-209

JUILLET-AOÛT 2002

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## Sommaire

- **ANKARA : L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT, RECONNAISSANCE DE CERTAINS DROITS LINGUISTIQUES AUX KURDES**
- **LA MORT DE LAURENT SCHWARTZ**
- **WASHINGTON : RÉUNION DE CONSULTATION ENTRE LES LEADERS DE L'OPPOSITION IRAKIENNE ET LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS**
- **APRÈS LA DÉSAGRÉGATION DU PARTI DU PREMIER MINISTRE TURC, DES ÉLECTIONS SE TIENDRONT LE 3 NOVEMBRE**
- **LE SECRÉTAIRE ADJOINT DU PENTAGONE PAUL WOLFOWITZ EN VISITE EN TURQUIE POUR**
- **LE TON MONTE ENTRE LES CONSERVATEURS ET LES RÉFORMISTES EN IRAN**
- **LA TURQUIE POUR LE MEURTRE D'UN AVOCAT KURDE CLASSÉ " NON ÉLUCIDÉ " PAR ANKARA**
- **LE RAPPORT DE L'O.S.C. EN EUROPE CRITIQUE LA TURQUIE**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

---

### **ANKARA : L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT, RECONNAISSANCE DE CERTAINS DROITS LINGUISTIQUES AUX KURDES**

**L**ES députés turcs ont adopté le 3 août à l'aube un train de réformes cruciales, dont l'abolition de la peine de mort et l'octroi de certains droits culturels aux Kurdes, dans l'espoir de satisfaire aux conditions posées par les Quinze pour que leur pays rejoigne l'Union européenne. L'ensemble des réformes démoc-

ratiques a été approuvé, à main levée, en bloc, lors d'un vote final, à l'issue de 16 heures de débats parfois houleux. Les ultranationalistes du parti de l'Action nationaliste (MHP) arguaient que des droits élargis pour les minorités risqueraient de relancer un conflit kurde quasiment éteint qui a fait quelque 36.500 morts en 15 ans dans les provinces kurdes.

L'abolition de la peine de mort - excepté en temps de guerre ou de menace de guerre - avait reçu dès le 2 août un soutien inattendu au Parlement, faisant tomber d'autres tabous. Cette mesure sauve définitivement la tête d'Abdullah Ocalan et d'une cinquantaine d'autres condamnés à mort.

La diffusion de programmes audiovisuels en langue kurde est désormais autorisée, ainsi que l'enseignement privé du kurde. Le texte sur la langue kurde a été approuvé à l'issue d'un vote préliminaire, au

cours d'une session parlementaire marathon qui s'est ouverte le 2 août. " *Les programmes peuvent être conçus dans les différentes langues et dialectes que les citoyens turcs utilisent dans la vie de tous les jours* ", dit le texte de loi.

Le Parlement a également étendu la liberté d'expression et d'association; limité la répression des manifestations publiques et élargi les droits des instances religieuses non musulmanes, qui pourront désormais acquérir des biens immobiliers. Des poursuites pour critique d'institutions d'Etat, dont l'armée, ont été supprimées et l'emprisonnement pour délit de presse aboli. D'autre part, les députés ont introduit des mesures strictes sur l'immigration clandestine.

L'abolition de la peine de mort, était, avec l'octroi de droits culturels à la minorité kurde, l'un des principaux impératifs politiques exigés par les Européens. " *Le Parlement a aboli la peine de mort, le plus grand obstacle pour une adhésion de la Turquie à l'UE, un vote historique* ", s'est réjoui le journal populaire *Sabah*, s'exclamant à la Une " *Merci!* ". " *Nous n'avons pas raté le train de l'UE (...)* Le Parlement turc a ouvert un peu la porte de l'UE à un moment où les espoirs s'évanouissaient ", écrivait le journal libéral *Radikal*.

Le dernier rapport d'évaluation publié fin 2001 par la Commission européenne créditait Ankara

d' " *efforts substantiels* » pour satisfaire aux critères d'adhésion à l'Union, mais jugeait " *considérables* " ceux restant à consentir.

Les députés turcs ont été soumis à de fortes pressions pour adopter les réformes. Une horloge a été installée symboliquement devant les portes du Parlement par un groupe de pression favorable à l'adhésion à l'UE pour décompter les minutes jusqu'au sommet européen de Copenhague, consacré en décembre 2002 à l'élargissement de l'Union.

" *La Turquie a répondu à tous les critères politiques avec cette série de réformes que nous allons mettre en œuvre. Personne ne peut prétendre le contraire* ", a déclaré le 4 août le Premier ministre, Bulent Ecevit. " *La Turquie attend à présent de l'Union européenne son intégration dès que possible* ", a-t-il ajouté au lendemain de l'adoption de ces réformes démocratiques. M. Ecevit a paru confiant sur le fait que ces réformes permettraient d'offrir à son pays de meilleures perspectives pour l'ouverture rapide de négociations en vue de son adhésion à l'UE. " *Nous n'avons aucune lacune en ce qui concerne le respect des critères politiques de l'Union* ", a déclaré M. Ecevit, ajoutant : " *Je ne doute pas que nos amis occidentaux le remarqueront eux aussi lorsqu'ils examineront en détail la série de réformes adoptées par le Parlement* ". " *Je ne veux même pas envisager cette possibilité, mais si nous*

*échouons à fixer une date (pour les négociations), nous ferons ce qui est nécessaire pour y parvenir* ", a-t-il ajouté, sans fournir d'autres précisions.

L'UE a salué l'adoption de ces mesures, mais a précisé qu'elle " *surveillerait étroitement* " la manière dont elles seraient appliquées. La coopération d'Ankara dans la réunification de Chypre et son feu vert à l'accès de la Force européenne de réaction rapide aux moyens militaires de l'Otan sont également de première importance, tout comme les délicates réformes que devrait envisager la Turquie pour réduire l'influence politique de ses généraux. Cependant même si ce membre stratégique de l'Otan réussissait à remplir toutes ces conditions - ce qui semble bien improbable en année électorale -, il n'est pas certain qu'une date d'ouverture des discussions d'adhésion puisse être fixée, en raison des réticences de plusieurs Etats de l'UE. Le candidat de l'opposition conservatrice, Edmund Stoiber, favori des législatives allemandes du 22 septembre, s'est déclaré, en mai, hostile à l'entrée de la Turquie dans l'UE, un point de vue que partagent en privé nombre de responsables politiques d'Europe occidentale. L'ancien ministre espagnol des Affaires étrangères Josep Piqué a fait naître les espoirs turcs en déclarant au dernier sommet de l'UE, en juin à Séville, que de " *nouvelles décisions* " concernant la candidature d'Ankara

seraient prises à Copenhague. Mais d'autres dirigeants européens se sont empressés de dire que la Turquie était encore loin de répondre aux critères européens concernant la démocratie, les droits de l'Homme, les droits des minorités, la liberté d'expression et le contrôle de l'armée par les civils. Un responsable européen a estimé que la Turquie restait une " *semi-dictature militaire* ", un point de vue largement partagé à Bruxelles.

Publiquement, la Commission européenne a qualifié de " *décision courageuse* " les réformes adoptées, mais elle a rappelé que l'application de ces réformes était aussi importante que leur adoption. Le commissaire européen à l'Elargissement, Gunter Verheugen, a souligné que ces réformes n'auraient pas été possibles sans " *la perspective européenne développée par l'UE pour la Turquie* " lorsqu'elle a fait officiellement d'Ankara un candidat, en 1999. Mais ce magnétisme ne fonctionnera durablement que si les Turcs décèlent de la part de l'UE une volonté sincère d'admettre un jour leur pays. " *Nous avons réussi, maintenant c'est votre tour !* ", titrait le 4 août le quotidien turc *Sabah* à l'adresse de l'UE. Recep Tayyip Erdogan, chef de file du parti de la justice et du développement (AKP- islamiste), en tête des intentions de vote dans les sondages, ne disait pas autre chose en affirmant : " *Nous jugerons la sincérité de l'Union européenne sur sa prochaine initiative* ".

En revanche, les ultranationalistes turcs ne cachent pas leur opposition aux réformes et le vice-Premier ministre, Devlet Bahçeli, dont le parti d'action nationaliste (MHP) constitue la plus importante formation au Parlement, a annoncé dans une déclaration retransmise à la télévision le 4 août qu'il demanderait à la Cour constitutionnelle d'annuler les réformes. Il a estimé que le vote du Parlement en faveur de ces mesures était " *dangereux et irréfléchi* ". " *Ceux qui ont fait du zèle pour lui (M. Ocalan) épargner le châtiement qu'il mérite ont porté atteinte à notre pays* ", a déclaré M. Bahçeli à ses partisans rassemblés dans la province anatolienne de Kayseri. Ces réformes vont " *pulvériser l'unité et l'existence de la nation turque* ", a-t-il ajouté.

Les Kurdes, dans leur grande majorité, saluent ces mesures

positives en direction de la reconnaissance de leur langue mais restent très prudents. D'abord, il n'est pas exclu que la Cour constitutionnelle dominée par des magistrats nationalistes annule la loi. De plus, on ignore comment ces droits vont pouvoir être exercés alors que la Constitution et le code pénal contiennent de nombreuses dispositions répressives et que des institutions comme le Haut Conseil de l'audiovisuel vont régenter cet espace de liberté promis. On ne sait pas non plus quelle sera la politique de la majorité qui se dégagera des élections du 3 novembre prochain. On se souvient qu'en 1991, déjà, le Premier ministre Demirel avait déclaré que " *la Turquie reconnaît désormais sa réalité kurde* ". On connaît la suite de cet effet d'annonce qui, à l'époque, avait aussi suscité beaucoup d'espoirs en Turquie et en Europe.

## LA MORT DE LAURENT SCHWARTZ

**L**E peuple kurde vient de perdre l'un de ses amis les plus prestigieux et fidèle, Laurent Schwartz, décédé, le 4 juillet 2002, à Paris à l'âge de 87 ans. Savant de renommée internationale, le professeur Schwartz était aussi un grand militant des causes anti-colonialistes et défenseur des minorités opprimées.

Il fut, au milieu des années 1970 parmi les tout premiers intellectuels français à

prendre la défense du peuple kurde et de son droit à l'autodétermination. En 1974, il participa, avec d'autres intellectuels français dont Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maxime Rodinson, Pierre Vidal-Naquet, Edgar Morin, Bernard Dorin et Gérard Chaliand, à la création d'une association France-Kurdistan. Cette association, par ses publications et ses interventions dans les media, a largement contribué à faire connaître la question kurde en France. Elle est restée

active jusqu'à l'ouverture, en février 1983, de l'Institut kurde. Les intellectuels français qui avaient jusque-là apporté leur soutien au peuple kurde dans le cadre de cette association, acceptèrent, pour poursuivre leur action, de devenir des membres du comité de parrainage de l'Institut. À ce titre, le professeur Schwartz suivait de près nos activités, nous prodiguant conseils et encouragements, restant très solidaire de la cause, de la défense de la diffusion, et de la culture kurde assurée par l'Institut.

Ami des Kurdes, il fut aussi défenseur d'autres causes anti-coloniales dont au moins une, celle de l'indépendance d'Algérie, lui a valu de sérieux démêlés avec les autorités françaises.

Né le 5 mars 1915 à Paris, Laurent Schwartz, est l'un des mathématiciens français contemporains les plus connus. À 35 ans à peine, ce normalien agrégé de mathématiques et docteur ès sciences a été récompensé par la plus haute distinction pour un mathématicien, la médaille Fields, l'équivalent du prix Nobel, pour ses travaux sur les distributions. Il s'est également distingué très tôt par ses engagements politiques, signant par exemple en 1960, le manifeste des 121 intellectuels proclamant le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, alors même qu'il était professeur à l'École Polytechnique, grande école

au statut militaire. Révoqué par le ministre des armées, Pierre Messmer, qui considéra que son poste serait « contraire au bon sens et à l'honneur », il avait rétorqué : « Si j'ai signé la déclaration des 121, c'est en partie pour avoir vu depuis plusieurs années la torture impunie et les tortionnaires récompensés. Mon élève Maurice Audin a été torturé et assassiné en juin 1957, et c'est vous, monsieur le ministre, qui avez signé la promotion du capitaine Charbonnier au grade d'officier de la Légion d'honneur à titre exceptionnel... Venant d'un ministre qui a pris de telles responsabilités, les considérations sur l'honneur ne peuvent que me laisser froid ».

Issu d'une famille de droite, Laurent Schwartz était pourtant un anti-colonialiste et internationaliste convaincu, désenchanté devant la politique de « non-intervention » pratiquée en France par le gouvernement de Léon Blum face à la montée en puissance du nazisme, aux purges stalinienne et à la guerre civile en Espagne. Au-delà de la figure emblématique de l'universitaire, Laurent Schwartz, jouera pleinement de son influence pour mobiliser et lutter contre les oppressions et les guerres coloniales, d'abord l'Algérie, puis la guerre de Vietnam, l'intervention en Afghanistan, en Tchétchénie, mais aussi le Kurdistan...

### WASHINGTON : RÉUNION DE CONSULTATION ENTRE LES LEADERS DE L'OPPOSITION IRAKIENNE ET LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS



LORS que les analyses des spécialistes vont bon train sur une éventuelle intervention américaine, que celle-ci suscite des clivages au sein de l'administration américaine, des interrogations au Congrès, des objections plus ou moins affichées dans les chancelleries européennes, les diverses composantes de l'opposition irakienne multiplient réunions, conférences et sommets pour débattre de la coordination de leurs efforts afin de contribuer au

renversement du régime irakien et préparer l'après-Saddam. Ainsi, les 13 et 14 juillet, la capitale britannique a accueilli quelques 200 opposants irakiens, plus d'une soixantaine d'anciens hauts gradés militaires mais aussi des partis kurdes, chiites et sunnites tout comme une forte délégation américaine, représentant le Pentagone et le département d'État. « Nous poursuivons nos plans pour faire tomber le régime oppressif » a déclaré le général Tawfiq al-Yassiri, un des organisateurs de la réunion qui espère

encourager les défections au sein de l'état-major irakien. Un conseil militaire en vue de renverser Saddam Hussein a d'ailleurs été créé.

La réunion a également été marquée par la présence du prince Hassan de Jordanie, oncle du roi Abdallah II, évincé de la succession au trône par son frère le roi Hussein mais qui est également le cousin de Fayçal II, dernier monarque irakien, renversé et assassiné en 1958. Amman qui refuse officiellement de servir de base à une quelconque attaque américaine contre Bagdad, a toutefois déclaré que le prince n'était pas mandaté par le gouvernement.

Mais c'est la réunion au sommet du 9 août à Washington des dirigeants des principales organisations de l'opposition irakienne qui a retenu l'attention. Organisée par le gouvernement américain, cette réunion a permis des échanges jugés « substantiels et sérieux » entre les plus hauts responsables du Département d'Etat et du Pentagone et les principaux dirigeants irakiens sur les perspectives de changement en Irak. Le vice-président américain Dick Cheney a, par le biais de la vidéo-conférence, participé aux débats et réitéré « la détermination de l'administration américaine à

renverser la dictature de Saddam Hussein ». Cependant on ne semble guère en savoir plus sur la stratégie américaine ni sur les moyens de provoquer ce changement de régime ni sur la période d'après-Saddam. En tout cas, en rassemblant les principaux dirigeants irakiens et en les recevant avec ostentation, Washington a voulu, au moins, donner plus de crédibilité à son discours interventionniste.

Les deux principales formations politiques kurdes, le parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan étaient représentés à cette réunion respectivement par Hashyar Zibari et Mohsin Dizayee, d'une part, et Jalal Talabani et Barham Salih, d'autre part. Avant de s'envoler pour Washington, M. Talabani, chef de l'UPK, avait tenu à rendre, les 6 et 7 août, une visite de deux jours à Ankara où il s'est entretenu avec le sous-secrétaire d'Etat turc aux affaires étrangères ainsi qu'avec des responsables militaires.

Outre le Congrès national irakien représenté par son président, Ahmed Chalabi, le conseil suprême de la révolution irakienne, importante fraction politico-militaire chiite basée à Téhéran a également participé au

sommet de Washington, très vraisemblablement avec le feu vert de ses protecteurs iraniens.

De son côté, le Sénat américain a procédé fin août à une série d'auditions d'experts pour s'informer sur l'opportunité et les conséquences d'une intervention militaire américaine en Irak.

Selon le quotidien américain *USA Today* daté du 5 août, citant des responsables des services de renseignement américains, le président irakien Saddam Hussein tente de persuader les Kurdes de rester neutres en cas d'attaque des Etats-Unis contre son pays. « Saddam a eu recours à des intermédiaires ces dernières semaines dans le nord de l'Irak pour lancer un appel aux rebelles qu'il terrorise depuis des années », a rapporté *USA Today*, se basant sur des informations obtenues auprès de ces responsables.

Afin d'obtenir la neutralité des Kurdes, qui représentent environ 28 % de la population irakienne et luttent pour un statut fédéral, Saddam Hussein les aurait assurés qu'ils pourraient continuer à bénéficier d'une certaine autonomie, à enseigner le kurde à leurs enfants, à prélever des taxes et à obtenir une part des recettes pétrolières du pays.

## APRÈS LA DÉSAGRÉGATION DU PARTI DU PREMIER MINISTRE TURC, DES ÉLECTIONS SE TIENDRONT LE 3 NOVEMBRE

**L**E Parlement turc réuni en séance plénière a décidé de fixer la date des élections législatives anticipées au 3 novembre afin de mettre un terme à une crise politique susceptible de nuire aux efforts de redressement économique du pays. Les députés ont approuvé la proposition de loi fixant la date du scrutin par 449 voix pour, 62 contre et trois abstentions. Ces élections anticipées se dérouleront au moment où Ankara tente d'arracher une date pour l'ouverture de négociations sur son adhésion à l'Union européenne et alors que les Etats-Unis pourraient lui demander son soutien en cas de prochaine offensive militaire contre le voisin irakien.

Opposé à la tenue d'un scrutin anticipé et affaibli par la maladie, le Premier ministre, Bulent Ecevit, a perdu une bataille contre ses alliés de la coalition gouvernementale, en particulier contre le Parti d'action nationaliste (MHP), favorable à la proposition de loi. Hospitalisé à deux reprises depuis début mai, Ecevit a vu les divisions au sein de son alliance tripartite s'accroître en son absence. Après des démissions en cascades de députés et de ministres affiliés à son parti,

parmi eux le vice-Premier ministre, Husamettin Ozkan et Ismail Cem, le populaire ministre des affaires étrangères, suivi finalement de Kemal Dervis, le ministre turc de l'économie, la coalition du Premier ministre a survécu, mais le parti de la Gauche démocratique (DSP) a perdu la majorité au Parlement. Ismail Cem, s'est présenté en héraut d'une Turquie "rénovée" et résolulement européenne, le 12 juillet, en lançant un nouveau parti politique social-démocrate. À la tête de la diplomatie turque depuis 5 ans, une durée record dans ce pays gouverné par des

coalitions instables, Ismail Cem s'est taillé une réputation de partenaire privilégié et apprécié des chancelleries européennes. Il avait notamment obtenu pour la Turquie, au sommet européen d'Helsinki en décembre 1999, le statut de candidat à l'intégration de l'Union.

Les Quinze doivent publier en octobre prochain un rapport sur les progrès faits par Ankara sur la voie d'un renforcement de ses institutions démocratiques et des droits de l'Homme. Les mouvements pro-européens souhaitent faire avancer les réformes avant cette date afin d'obtenir un satisfecit de l'UE et décrocher, en décembre, une date précise pour l'ouverture des négociations sur l'adhésion.

---

## LE TON MONTE ENTRE LES CONSERVATEURS ET LES RÉFORMISTES EN IRAN

**L**E régime iranien, et plus particulièrement sa faction dure, a été secoué par la démission de l'ayatollah Tahéri, l'un des proches compagnons de l'imam Khomeiny, qui dirigeait depuis trente ans la prière de vendredi de la ville d'Ispahan. Dans une lettre datée du 11 juillet, l'ayatollah Tahéri a justifié sa démission en dénonçant la « corruption généralisée », « l'incompétence des autorités et la défaillance des structures politiques » du pouvoir. Le principal

dignitaire religieux de la ville d'Ispahan, a également dénoncé « la dépossession du Parlement de ses pouvoirs au profit de structures non élues », « des arrestations et des emprisonnements troublants et, derrière tout cela, un peuple et un pays ridiculisé ».

Fait sans précédent, l'ayatollah Tahéri a pris ouvertement parti pour l'ayatollah Montazéri, l'ex-dauphin de l'ayatollah Khomeiny, disgracié et mis en résidence surveillée depuis 1989, et fustigé « ceux qui dans



le pouvoir instrumentalisent la religion » en les qualifiant d'« alliés de groupes de fascistes ».

Par ailleurs, pour la première fois depuis trois ans, le « corps des Gardiens de la Révolution islamique », les fameux

Pasdarans, créé en 1979, sont ouvertement intervenus dans le jeu politique en publiant un communiqué contre les réformistes moins de deux jours après une manifestation anti-américaine le 19 juillet en se disant « prêts à défendre les valeurs de la révolution ».

### **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LE MEURTRE D'UN AVOCAT KURDE CLASSÉ " NON ÉLUCIDÉ " PAR ANKARA**

**L**A Turquie devra verser au total près de 24.000 euros à Mme Ulku Ekinçi, dont le mari, un avocat d'Ankara suspecté de sympathies pour le nationalisme kurde, a été assassiné en 1994, a indiqué le 16 juillet la Cour européenne des droits de l'homme.

Celle-ci a estimé que les autorités turques n'avaient pas mené " d'enquête adéquate et effective " sur les circonstances du décès de cet avocat. En revanche, la Cour n'a pas reconnu, comme le soutenait Mme Ekinçi, que son mari avait été tué dans des circonstances engageant la responsabilité des autorités turques, en raison de l'absence " d'éléments de preuve suffisants ". Son frère le Dr. Tarik Ziya Ekinçi, a été député de Diyarbakir et secrétaire général du parti ouvrier de Turquie dans les années 1960.

Yusuf Ekinçi, membre d'une grande famille kurde, a été

retrouvé mort le 25 février 1994 le long d'une autoroute dans la banlieue d'Ankara. Son corps avait été criblé de onze balles. Selon son épouse, ce meurtre est l'un des quelques 400 assassinats " perpétrés par des auteurs non identifiés " cette même année et dont l'existence a été établie par Amnesty International et la Fondation turque des droits de l'homme.

Yusuf Ekinçi, qui avait été " dans une certaine mesure actif sur le plan politique jusqu'en 1990 ", a été tué dans des circonstances analogues à celles de l'un de ses clients assassiné un mois auparavant, Behçet Canturk, un homme d'affaires soupçonné de financer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et figurant à ce titre sur la fameuse liste Çiller d'une centaine de personnalités kurdes à éliminer sans procès. Selon la Cour européenne, un rapport commandé par le gouvernement turc et publié en 1998 " donnait à penser que

des agents de l'Etat étaient effectivement impliqués dans le meurtre " de cet homme d'affaires. Un rapport préparé en 1998 à la demande du nouveau Premier ministre, Mesut Yilmaz, par l'Inspection générale de ses services avait établi que ces meurtres avaient été approuvés par les hautes autorités de l'Etat et Mme Çiller s'était publiquement félicitée de ces « actions patriotiques ».

Par ailleurs, la Cour européenne, a, le 9 juillet, condamné la Turquie pour " violation de la liberté de la presse " dans l'affaire Karatas. En juillet 1995, Seher Karatas, l'éditrice et la rédactrice en chef du bi-mensuel *Gençligin Sesi* (la Voix de la Jeunesse), avait été condamnée par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article intitulé " On doit s'orienter vers le système lui-même ", sur le fondement de l'article 312 du code pénal turc sanctionnant " l'incitation du peuple à la haine et à l'hostilité au moyen d'une distinction fondée sur l'appartenance à une classe sociale et à une région ". Le Gouvernement turc soutient que le ton sur lequel a été écrit l'article n'est pas celui de la critique mais celui de l'agression verbale contre le régime établi.

La Cour européenne " relève que l'article litigieux, dans son ensemble, présente un appel destiné à la jeunesse pour que celle-ci se joigne à la classe ouvrière dans sa lutte contre le chômage et la misère, et elle ne

*voit rien qui puisse passer pour un appel à la violence, au soulèvement ou à toute autre forme de rejet des principes démocratiques* ”.

La Cour souligne que *“ le fait qu'un tel appel politique passe pour incompatible avec la législation répressive de l'Etat turc ne le rend pas contraire aux règles démocratiques. Sous cet angle, cet appel, même s'il englobe un appel à “ la grève et à la résistance générales ”, ne se distingue guère de celui lancé par des mouvements politiques dans d'autres pays membres du Conseil de l'Europe ”*. Aucun passage n'indiquait que l'article litigieux préconisait la poursuite de la violence, souligne la Cour, qui condamne la Turquie pour violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La Cour conclut également à la violation de l'article 6§1 de la Convention, puisque la requérante avait répondu devant une Cour de sûreté de l'Etat comprenant un officier de carrière appartenant à la magistrature militaire.

La Turquie est condamnée à verser à la requérante 4500 euros pour dommage moral et 2000 euros pour frais et dépens.

La Turquie, régulièrement condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour des violations

de la liberté d'expression des Kurdes, s'est une nouvelle fois engagée le 11 juillet à faire plus pour garantir ce droit. Dans une déclaration jointe à une affaire réglée à l'amiable, les autorités turques s'engagent *“ à opérer toutes les modifications du droit et de la pratique internes nécessaires dans ce domaine ”*. Dans cette affaire, l'Etat turc a accepté, dans le cadre d'un règlement à l'amiable, de verser 7.000 euros à un ressortissant turc condamné à un an de prison pour avoir prononcé *“ un discours sur les problèmes du peuple kurde et (...) sur les solutions possibles à y apporter ”*. *“ L'ingérence incriminée dans le cas d'espèce (...) constitue une illustration supplémentaire ”* du fait que *“ le droit et la pratique turcs doivent d'urgence être mis en conformité avec les exigences résultant de l'article 10 de la Convention ”* (liberté d'expression), explique la Turquie.

Enfin, le 16 juillet, la Cour européenne a communiqué que la Turquie a reconnu sa responsabilité dans les mauvais traitements infligés à un militant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à une militante de gauche et a accepté d'indemniser les victimes.

Au terme d'un accord amiable, un militant du PKK âgé de 37 ans recevra environ 32.000 euros pour préjudice,

après avoir été torturé en janvier 1994 dans les locaux de la Direction de la sûreté d'Istanbul. Une jeune femme de 29 ans, membre de l'organisation illégale Dev-Sol (Gauche Révolutionnaire), victime de mauvais traitements lors de sa garde-à-vue à Istanbul en avril 1993, recevra du gouvernement turc une indemnité totale de près de 30.500 euros.

Dans une déclaration quasi-identique pour les deux cas, le gouvernement *“ regrette la survenance, comme en l'espèce, de cas individuels de mauvais traitements infligés par les autorités à des personnes en garde-à-vue, malgré la législation turque existante et la détermination du gouvernement d'empêcher de tels incidents ”*. Le gouvernement *“ s'engage à édicter les instructions appropriées et à adopter toutes les mesures nécessaires pour garantir l'interdiction de pareilles formes de mauvais traitements ”*.

De son côté, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a vivement critiqué les violations persistantes des droits de l'Homme en Turquie. La réforme de la formation de la police, engagée depuis trois ans, *“ n'a encore donné aucun résultat visible et concret ”*, a regretté l'exécutif de l'organisation dans une résolution.

## LE SECRÉTAIRE ADJOINT DU PENTAGONE PAUL WOLFOWITZ EN VISITE EN TURQUIE POUR SONDER ANKARA SUR UNE ÉVENTUELLE INTERVENTION MILITAIRE EN IRAK

**L**E secrétaire adjoint américain à la Défense, Paul Wolfowitz, a exprimé lors de sa visite à Ankara les 16 et 17 juillet la détermination de son pays à renverser le régime de Saddam Hussein en Irak, recherchant le soutien de son allié stratégique turc, réticent à des frappes militaires.

Le responsable américain a cependant indiqué aux autorités turques que le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas encore pris de décision concernant l'Irak ni demandé à Ankara d'en prendre une, lors d'une conférence de presse avant son départ de Turquie. " Je ne suis pas venu avec une idée précise de ce que devrait être le rôle de la Turquie (dans une éventuelle opération militaire contre l'Irak, ndlr) ni avec la décision d'une opération, car nous n'avons nous-mêmes pas pris de décision ", a-t-il déclaré au terme de deux jours d'entretiens avec les responsables civils et militaires turcs. " Nous ne sommes pas venus chercher une décision du gouvernement turc, mais profiter des points de vue de la Turquie ", a-t-il ajouté "

*Le régime irakien, hostile aux Etats-Unis et suppôt du terrorisme, est un danger que nous ne pouvons nous permettre d'affronter indéfiniment. Mais résoudre ce problème implique une série de décisions que le président (George W.) Bush n'a pas encore prises ", a ajouté M. Wolfowitz.*

La Turquie a, de son côté, expliqué à M. Wolfowitz, accompagné du numéro trois du département d'Etat (ministère américain des Affaires étrangères), Marc Grossman, et du général Joseph Ralston, commandant des forces américaines en Europe, pourquoi elle voulait éviter une option militaire : sa hantise de la création d'un Etat kurde dans le cas de l'éclatement de l'Irak et les répercussions défavorables pour son économie en crise.

Elle a également réclamé de son allié-clé un mécanisme de consultation plus étroit. " Nous ne voulons pas de surprise. Nous leur avons dit de nous consulter à chaque étape de leur décision et de ne pas se contenter de nous informer la veille d'une éventuelle opération " militaire, a précisé un responsable turc sous couvert de l'anonymat.

Les autorités ont en outre demandé au numéro deux du Pentagone la possibilité d'effacer la dette de la Turquie découlant des ventes d'armes américaines, se chiffrant à plus de 4 milliards de dollars.

Cengiz Candar, éditorialiste du journal islamiste *Yeni Safak*, relève que la position d'Ankara consiste désormais davantage à " réclamer des garanties économiques et politiques des Etats-Unis qu'à s'opposer à des frappes ". Selon lui, la décision du gouvernement de coalition du Premier ministre turc Bulent Ecevit de convoquer des élections anticipées en novembre pourrait permettre d'avoir un gouvernement stable à Ankara avant le lancement au début de l'année prochaine d'une opération contre l'Irak.

Les menaces américaines contre l'Irak se précisent alors que la Turquie a, ces dernières années, accru ses efforts pour revitaliser son commerce avec son voisin. Le volume commercial entre les deux pays avant la guerre du Golfe s'élevait à 4 milliards de dollars par an. Actuellement, il est de 2 milliards de dollars par an. Ankara chiffre à environ 40 milliards de dollars ses pertes liées à l'embargo multiforme imposé contre l'Irak.

## LE RAPPORT DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE CRITIQUE LA TURQUIE POUR SA POLITIQUE KURDE

**D**U 6 au 10 juillet 2002 plus de 300 parlementaires des 55 Etats différents se sont réunis au Bundestag à Berlin pour la 11ème session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le débat, axé sur l'aspect politique, économique et humanitaire de la lutte internationale contre le terrorisme, a été suivi par une déclaration finale. Par ailleurs, un rapport élaboré par Svend J. Robinson pour la Commission de la démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires, intitulé " *Faire face au terrorisme : un défi à l'échelle planétaire pour le XXIème siècle* ", a été adopté.

Le Rapport déplore qu' " *en Turquie, les maires HADEP sont victimes d'un harcèlement permanent, tel le maire de Hakkari, qui a été accusé d'activités subversives pour avoir publié un calendrier en anglais et en kurde* ". Il souligne également que " *la langue kurde reste interdite à la radio et dans l'enseignement, et [que] la députée Leyla Zana est toujours en prison* ".

« *À Van, les forces de sécurité ont arrêté environ 500 étudiants pour avoir signé une pétition dans laquelle ils revendiquaient le droit de faire leurs études en kurde. Comme l'a dit l'avocat des droits de l'homme Osman*

*Baydemir dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre, " le gouvernement croit qu'il peut faire tout ce qu'il veut maintenant, et que l'Occident laissera faire "*  ", indique le rapport.

Dans son projet de résolution, le rapporteur " *encourage les Etats participants à contribuer aux efforts internationaux pour mettre fin aux injustices existant de longue date au Moyen-Orient, ce qui inclut le respect intégral des droits des Palestiniens et des minorités kurdes, et du droit pour tous les Etats de la région de vivre dans la paix et la sécurité* ".

### AINSI QUE...

• **L'UNION EUROPÉENNE REFUSE DE FIXER UN CALENDRIER À LA TURQUIE QUI EST À LA TRAÎNE.** Alors que le Danemark a pris le 1er juillet le relais de la présidence semestrielle de l'Union européenne qui doit conclure impérativement un accord sur les conditions d'élargissement de l'UE au sommet de Copenhague, en décembre 2002, le commissaire européen chargé de l'élargissement, Gunter Verheugen, a déclaré au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qu'aucun calendrier ne pourra être fixé à la Turquie pour son adhésion à l'UE.

En recevant à Copenhague le président de la Commission européenne, Romano Prodi, et tous les commissaires, M. Rasmussen a " *émis l'espoir que les dix pays candidats seront prêts pour entrer dans l'UE* ". [ndlr : la Turquie onzième candidat à l'UE] M. Rasmussen a mis une

nouvelle fois en garde " *contre tout petit retard dans les négociations d'adhésion qui résulterait en un report de plusieurs années de cet élargissement* ", faisant référence à l'agenda très chargé de l'UE dans les années à venir. Il a indiqué que " *l'Union européenne présentera au tout début novembre sa position commune aux pays candidats, et qu'il restera à mener des négociations intenses avec ces pays jusqu'au sommet de Copenhague* " des 12 et 13 décembre. Ce sommet pourrait même être prolongé d'un ou deux jours, au besoin.

• **5 MOIS DE PRISON POUR LA VERSION TURQUE D'UN LIVRE DE L'AMÉRICAIN JONATHAN RANDAL SUR LES KURDES.** La Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Istanbul a condamné le 31 juillet l'éditeur Abdullah Keskin, directeur de la maison d'édition AVESTA, à 5 mois de prison commuée à

830 66 000 livres turques d'amende pour la publication du livre de Jonathan Randal " *After such knowledge. What forgiveness ? - My encounters with Kurdistan* ". La cour a considéré que le livre a " visé l'unité indivisible de la nation et de l'Etat " en parlant du Kurdistan.

Le livre en question a déjà paru en plusieurs langues-persan, kurde, anglais, arabe- L'ancien correspondant de guerre du *Washington Post*, qui est reconnu pour son professionnalisme et est appelé à témoigner par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, s'est donc vu incriminé et condamné par la justice turque.

• **CAMPAGNE D'ARABISATION FORCÉE À L'UNIVERSITÉ DE MOUSSOUL.** La campagne d'arabisation forcée irakienne s'est récemment étendue aux étudiants kurdes de l'université de Mossoul. Selon l'hebdomadaire *Gulan* du 25 juillet, « les étudiants kurdes originaires de Mossoul, de Kirkouk et d'autres zones encore restées sous le contrôle de Bagdad, et inscrits à l'Université de Mossoul pour l'année scolaire 2001-2002, ont été obligés de payer une importante somme d'argent et n'ont reçu aucune allocation mensuelle ». L'hebdomadaire ajoute que « les étudiants non-Arabs de l'université de Mossoul... ont été informés qu'ils devaient tous changer leurs identités, leurs noms et les remplacer par des noms arabes,

mais aussi adhérer au parti Ba'ath. Ils ont été menacés de ne pas avoir le droit de s'inscrire à l'université pour l'année 2002-2003 »

L'hebdomadaire *Gulan* ajoute que « les Palestiniens et Yéménites forment 30 % des étudiants de l'université de Mossoul et ils disposent de tous les droits et facilités d'accès... aussi bien que 400 dollars de don et 100 000 dinars irakiens d'allocation mensuelle ».

Par ailleurs, *Gulan* souligne que « les étudiants non-Arabs, comprenant les Kurdes et les Turkomans, ne sont pas acceptés pour des spécialisations, telles que les masters ou les doctorats, et cela quelles que soient les notes obtenues... »

Selon des estimations non officielles, dans les dix dernières années, plus de 260 000 Kurdes et 5000 Turkomans ont été exilés des zones kurdes restées sous le contrôle de Bagdad vers la région contrôlée par les Kurdes. Il n'y a, par contre, aucun chiffre pour les Kurdes déplacés vers le Sud de l'Irak.

• **ENCORE DEUX MORTS À LA SUITE DES GRÈVES DE LA FAIM.** Mlle Semra Basyigit, membre du Parti-front de libération révolutionnaire du peuple (DHKP-C / marxiste-léniniste), âgée de 24 ans, est décédée le 31 juillet des suites de la grève de la faim, entamée depuis plus d'un an pour protester contre les prisons de type-F.

Le 10 août, une cinquante-troisième victime, Mlle Fatma Bilgin, 30 ans, est décédée dans un hôpital d'Ankara un an environ après avoir rejoint le mouvement de grève de la faim. Les protestataires jeûnent à tour de rôle, et n'absorbent que des liquides sucrés et salés ainsi que des vitamines pour se maintenir en vie.

Fatma Bilgin purgeait une peine de douze ans de prison pour appartenance au Front-Parti de Libération du Peuple Révolutionnaire (DHKP-C), à la tête du mouvement de protestation dans les prisons turques. Ce mouvement avait été lancé en octobre 2000 par des centaines de détenus d'extrême-gauche contre la mise en service de prisons de haute sécurité où des cellules de une à trois personnes remplaçaient de vastes dortoirs pouvant contenir plusieurs dizaines de prisonniers. Les protestataires avancent que le nouveau système expose les détenus aux mauvais traitements des forces de sécurité et accroît leur isolement.

Le bilan de la grève de la faim inclut aussi des sympathisants extérieurs qui ont rejoint le mouvement par solidarité avec les détenus.

• **ACCORD SUR L'ELECTRICITÉ ENTRE ERBIL ET SULEIMANIEH.** Sur la base d'un accord signé le 3 juillet, le gouvernement régional kurde d'Erbil devrait payer sept millions de dinars par mois [1\$ vaut environ 17

dinars kurdes] au Département d'électricité de Suleymanieh pour l'achat de 80 megawatts.

L'électricité utilisée dans la ville d'Erbil, peuplée de 800 000 habitants, est principalement générée par les barrages de Dokan et de Darbandi Khan, qui sont sous le contrôle de l'administration de Suleymaniyeh.

• **MALGRÉ LA GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE DU PAYS, L'ARMÉE TURQUE VA ACHETER 150 AVIONS DE COMBAT D'UN MONTANT DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS.** Selon le quotidien turc *Milliyet* du 5 juillet, la Turquie s'apprête à signer avec le Département d'Etat américain un contrat de commande de 150 avions de guerre nouvelle génération, des F-35, de fabrication américano-britannique, d'un montant de 6 milliards de dollars (soit 40 millions de dollars par avion), payable avant 2013 et livrés à partir de 2015 jusqu'en 2030.

L'état-major turc compte également confirmer sa commande de 30 nouveaux avions F-16 d'un montant d'un milliard de dollars mais demande aux Etats-Unis son soutien dans la vente de ses anciens F-16.

Le programme F-35 avec un projet de vente de 5000 avions constitue le plus vaste projet militaire concernant les avions à réaction.

Malgré l'injection de 16 milliards de dollars par le FMI, la Turquie a le plus grand mal à faire face à une crise économique sans précédent qui touche toutes les couches de la société, mais vraisemblablement pas l'armée turque.

• **L'ÉCRIVAIN TURC FIKRET BASKAYA LIBÉRÉ.** L'écrivain, universitaire et journaliste turc de gauche, Fikret Baskaya, a été libéré de prison le 27 juin après avoir purgé une peine d'un an pour un article sur le problème kurde. M. Baskaya, 62 ans, a été accueilli par des défenseurs des droits de l'Homme à la sortie de sa prison de Kalecik, près d'Ankara.

M. Baskaya, un universitaire spécialiste de l'économie, qui a purgé dans le passé vingt mois de prison entre 1993 à 1995 pour sa défense des droits des Kurdes, avait été condamné à 16 mois de prison pour " *propagande séparatiste* " par une Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article publié en 1999 dans le journal *Ozgur Bakis* qui a cessé de paraître depuis.

• **AFFRONTEMENTS ENTRE L'UPK ET DES GROUPES ISLAMISTES.** La chaîne de télévision kurde, KurdSat, a, le 4 juillet, annoncé que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avait repoussé dans les villages de Girda Drozna,

Tapi Safa, Tapa Kurra et Shashka, proches de la frontière iranienne, une attaque massive d'Ansar al-Islam, un groupe armé kurde islamiste. Selon un communiqué des forces militaires de l'UPK, huit peshmergas ont été tués et six autres blessés au cours des affrontements. Le site internet arabophone Ayobi.com, citant des sources d'Ansar al-Islam, annonce la mort de 40 combattants de l'UPK et de nombreux autres blessés.

• **LEVÉE D'ÉTAT D'URGENCE DANS LES PROVINCES DE TUNCELI ET DE HAKKARI MAIS INSTAURATION D'UN AUTRE STATUT DÉROGATOIRE !** Les autorités turques ont, le 30 juillet, levé l'état d'urgence (OHAL) appliqué depuis 23 ans dans les provinces kurdes de Tunceli (Dersim) et de Hakkari. La décision est devenue effective à 17h00, heure locale. La population locale devrait légalement bénéficier du régime ordinaire alors que le régime dérogatoire avait été pour la première fois imposé le 26 avril 1979, soit 8 ans d'état de siège et 15 ans d'état d'urgence. Sur le terrain, les deux provinces sont déclarées " *mucavir il* " (province périphérique) et la super-préfecture régionale de l'état d'urgence aura encore la compétence pour quatre mois concernant les questions de sécurité.

Les autorités turques attribuent au parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK) l'assassinat dans la province de Tunceli de 21 instituteurs et l'incendie de 35 écoles de village, en soulignant que, jusqu'en 1999, l'enseignement n'avait pas été rétabli dans les écoles fermées.

Par ailleurs, la province de Tunceli a vu l'évacuation forcée de 151 villages et de 800 hameaux par les forces turques, selon les données officielles. Durant ce régime dérogatoire, un embargo alimentaire, organisé selon un arrêté préfectoral a été imposé à la région. Des produits alimentaires, en premier lieu la farine, ont été rationnés par les commissariats environnants et les voyages ont été organisés en convoi. Ce système n'a été levé qu'en 1999. Un jeune âgé de 24 ans n'a pu connaître, en l'espèce, qu'un régime d'exception à Tunceli et à Hakkari.

Can Dundar, journaliste au quotidien turc *Milliyet*, écrit le 1er août dans ses colonnes : " L'année dernière on m'avait raconté : Un enfant âgé de 8 ans, originaire de Hakkari, emmené à Ankara pour raison de santé, a demandé avec étonnement à son père : " Où sont donc les chars, papa ? "... Un jeune instituteur originaire d'Izmir mais enseignant à Hakkari racontait également que " ici les enfants ne peuvent pas construire de jeu pendant les récréations... Ils ont grandi sous des lois interdisant les réunions, et donc de ce fait ils ne jouent pas en groupe ". Umut,

un jeune qui a grandi sans jamais savoir ce que c'est que de vivre dans un régime " ordinaire ", explique, irrité, que les responsables n'avaient même pas autorisé la célébration du baccalauréat... "

Toujours à propos de Hakkari, le journaliste ajoute que " il n'y a pas de médecin spécialiste dans la ville, les habitants manquent cruellement d'ophtalmologue et d'oto-rhinolaryngologiste. Il n'y a ni cinéma et ni théâtre... La seule librairie de la ville a fermé l'année dernière... La municipalité est au bord de la faillite... À cause des dettes contractées les années précédentes, 80 % de ses revenus sont automatiquement envoyés pour le recouvrement. Depuis 13 mois, les fonctionnaires ne sont

pas payés... Un exemple des relations entre la municipalité et l'Etat : L'année dernière le président est allé à Hakkari. Le maire HADEP, Huseyin Umit, a voulu l'accueillir. Invité par le préfet, il s'est rendu auprès de l'unité militaire où l'avion présidentiel aurait dû atterrir. Un lieutenant l'a reconduit à la porte en disant qu'il ne pouvait pas entrer. "

" Hakkari, malgré la pauvreté qui y sévit, a beaucoup d'espoir en une vie sans OHAL. Malgré l'inscription sur la montagne à l'entrée de la ville " un peuple, une langue ", ici on attend la décision d'Ankara pour l'enseignement de la langue maternelle et la diffusion (en kurde)... " conclut Can Dundar.

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

• **BATMAN MEURTRIEUR DU TRAVAIL ET DES DROITS CULTURELS.** Pour prendre le pouls de la population, à trois mois des élections anticipées, le quotidien *Milliyet* a décidé de parcourir la Turquie avec quelques-uns de ses journalistes en vue. L'étape du 13 août les a ainsi conduit dans la province kurde de Batman. " L'économie ou l'identité ? ", " Les habitants de Batman préfèrent le parti HADEP et suffoquent à cause de la violence et des interdictions ", titre le quotidien.

" Au cours de la conversation avec la population de Batman, on a entendu dire que des

équipes en civil interpellaient des jeunes distribuant des roses aux commerçants. Les jeunes se sont alors indignés en disant : " Comme vous pouvez le constater, la démocratie ne reste qu'au stade de la parole ", écrit le journaliste Derya Sazak dans son article. " Nous voudrions nous réjouir pour le vote des réformes pour l'Union européenne. Il paraît qu'on a aboli la peine de mort, et qu'on autorise l'enseignement et la diffusion en langue kurde. Comment cela s'appliquera concrètement ? Nos voix seront-elles comptabilisées régulièrement aux élections ? " s'interrogent encore les jeunes.

Le journaliste poursuit en disant

qu' " en réalité, le HADEP a aussi des problèmes. Par exemple, les maires de Batman et de Siirt, ont dû démissionner à la demande de la direction générale du HADEP... Elu à Batman aux cours des dernières élections municipales, Abdullah Akin, un avocat de Diyarbakir, n'a pas été en mesure de s'intégrer dans la population. Cela étant, le choix des candidats décidés par la direction-même n'est pas un problème propre au HADEP mais se retrouve dans tous les partis. " Derya Sazak constate, d'autre part, que les partis islamistes, de la Justice et du développement (AK) comme celui du Bonheur (SP), devraient également être pris en considération. " À Batman, le nom du parti SP est aussi souvent évoqué que celui de AK. La raison réside dans la possibilité d'une alliance avec le HADEP... Les journaux locaux ont d'ailleurs titré " *Selamaleykum Heval !*" [ndlr : Salam, bonjour chez les musulmans et Heval, ami en kurde]. Le journaliste conclut par le constat suivant " À Batman, il y a près de 100 000 jeunes, et quelques centaines de cafés-internet. Malheureusement

pas une salle de cinéma ! Les jeunes attendent qu'il y ait une université à Batman. Le chômage est le problème numéro un. La raffinerie TPAO [ndlr : société turque de pétrole] ne fait qu'administrer et aujourd'hui le pétrole n'arrive plus à nourrir la population. Le commerce transfrontalier est interdit. La crise économique a ruiné les commerçants et les agriculteurs. On impose un quota sur le tabac et dans les villages qui ont été évacués pour des raisons de terreur, l'élevage est mort. On importe du bétail de l'Iran. La terreur est finie mais la pauvreté sévit à Batman ".

La journaliste Serpil Yilmaz approfondit son analyse de la situation économique de Batman : " c'est la province la plus touchée par le déclin de l'économie publique... Alors qu'il y a deux mois 11 000 personnes étaient employées dans la raffinerie de Batman, aujourd'hui ils sont 3000. Payés 800 marks alors que la moyenne était de 3000 marks. L'agriculture se concentre sur la production de tabac et de coton à Batman. Avec le quota appliqué sur le tabac, les 45 000 familles qui vendaient une à deux tonnes

de tabac par an à l'Etat, ne peuvent en vendre que 200 kg... Selon les données, sur les 600 000 habitants, 45 000 sont sans emplois..." Taha Akyol, quant à lui, note que " pendant qu'il est en train de discuter des problèmes économiques et de la crise, un commerçant se lance : " L'économie est importante mais notre identité passe avant tout ".

" 5000 familles ont envoyé une demande au Parlement turc pour avoir le droit de retourner dans leur village. Les parlementaires ont simplement répondu " Est-ce que c'est interdit ? ils peuvent retourner " écrit par ailleurs S. Yilmaz. Le point le plus dramatique à Batman étant le nombre de suicides chez les femmes, selon elle " en 2000, il y a eu 33 suicides et grâce (soi-disant) à l'ouverture des centres de soutien pour les femmes ... ce nombre est descendu à 18 ". Le journaliste Can Dundar déplore également le phénomène du suicide et écrit que le nouveau centre commercial de 4 étages à Batman est équipé de filets de protection pour lutter contre les suicides. " Que peut expliquer plus que cela l'humeur d'une ville ? ".



# Turkey's ailment

The country's chances of controlling public debt and securing economic recovery could be jeopardised by the ill-health of the prime minister, write **Leyla Boulton** and **Martin Wolf**

**B**razil is not the only emerging market country whose national team did well in the World Cup but whose economic stability is in doubt. Turkey, which came third, is another. A combination of fragile public finances, global financial turmoil and uncertainty over the health of Bulent Ecevit, the prime minister, is throwing doubt on its reform programme.

Between November 2001 and May 2002, a virtuous circle of falling inflation, declining interest rates and renewed growth brought hope of a successful recovery and an end to decades of economic instability. Now this circle risks turning vicious.

The yield on six-month domestic treasury bills fell from an average of 148 per cent in March

2001 and 88 per cent last October, to 54 per cent in April. This was a fall in the real interest rate from 38 per cent last October to 16 per cent. Now the nominal interest rate has shot back up to 75 per cent. This is a real rate of more than 30 per cent. Similarly, the spread over US treasuries on dollar bonds fell from a peak of 1,200 basis points in April. Last week, it was 930 points.

The fall in interest rates coincided with renewed confidence. According to J.P. Morgan, the real exchange rate was 9 per cent higher in April than before the floating of the lira in February 2001. The nominal effective rate appreciated 30 per cent between October 2001 and April 2002.

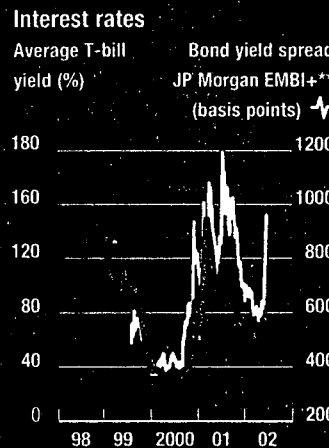
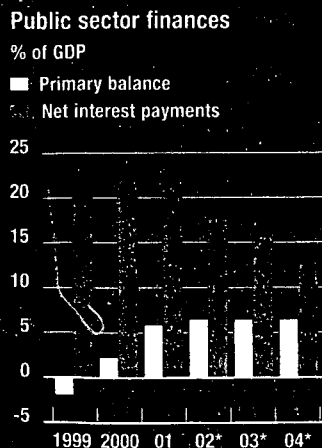
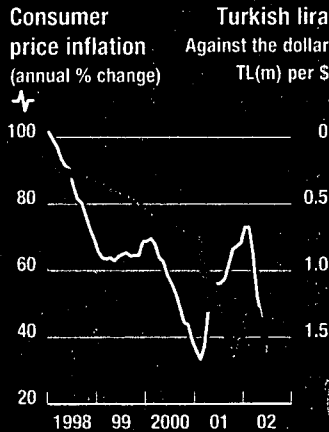
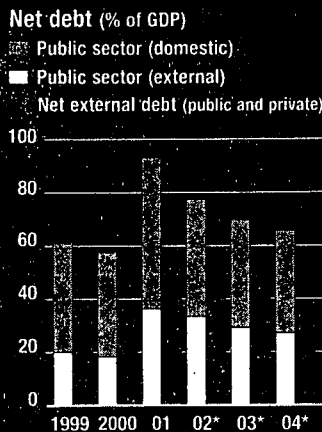
Inflation seemed likely to

undershoot the 35 per cent target for the year to December. After shrinking by 7.4 per cent last year, gross domestic product rose 2.3 per cent in the year to the first quarter of 2002. Industrial production rose 14 per cent in the year to April. The economy minister, Kemal Dervis, believes the economy was on course to reach 4 per cent growth this year.

Three events renewed doubts about the sustainability of Turkey's programme: uncertainty in world markets, particularly over Brazil; difficulties in completing the reform of the battered banking system; and, most important, doubts about the health of the prime minister since he went to hospital on May 4. "We are again on a knife's edge," according to Tunçay Özilhan, head of Tusiad,

FINANCIAL TIMES MONDAY JULY 1 2002

## Turkey: obstacles to recovery



Sources: IMF; Goldman Sachs; Thomson Datastream \* IMF forecasts \*\* Strip Sovereign Spread Picture by AP



Bulent Ecevit, Turkish prime minister

the leading Turkish business association.

The final phase of the recapitalisation of the banking system proved tricky. But the decision to take over Pamükbank, the country's seventh largest bank, was taken. That decision showed the importance of political leadership. Mr Dervis, Sureyya Serdengeçti, the central bank governor, and Engin Akcakoca, chairman of the quasi-independent Banking Regulation and Supervision Agency, visited Mr Ecevit at home before the bank was seized two days later.

The biggest concern is therefore over the prime minister's health. Without him, the day-to-day business of government is impaired. Doubts have also re-emerged about the durability of the ill-assorted coalition of his own Democratic Left party (DSP), the liberal Motherland party, and the far-right National Action party (MHP). Differences within the coalition over preconditions for negotiations on Turkey's membership of the European Union have substantially increased these doubts.

The high interest rates caused by political uncertainty are dangerous for two reasons: the first is their impact on indebtedness; the second is the impact on economic growth.

The net debt of Turkey's public sector peaked at 93 per cent of gross national product last year. It was forecast by the government to fall to 77 per cent this year. The higher the real interest rate, the more difficult it is to keep this debt burden under control, even with Turkey's heroic fiscal efforts. The country achieved a primary fiscal surplus (surplus before interest payments) of 5.9 per cent of GNP last year and is forecast to manage 6.5 per cent of GNP this year, notwithstanding its recession.

Yet Mr Dervis notes that the programme was constructed, conservatively, on the assumption of an average nominal interest rate of 67 per cent this year. This is not far below where rates are today. Mr Dervis also argues that the high real interest rates on offer should make Turkish lenders happy to roll debt over.

In addition, the International Monetary Fund provided a \$16.3bn (€18bn) loan in February, making Turkey its biggest borrower, with 1,468 per cent of the country's quota outstanding. On Friday, a further tranche of \$1.15bn was released after a positive IMF assessment of the pro-

gramme. Combined with borrowing of \$2.2bn from eurobond markets earlier in the year, the country's foreign currency

### A majority in business and politics believe Ecevit must quit for the good of the nation

requirement is now met for the year, according to Mr Dervis.

Despite the high interest rates, economic recovery should also continue. Mr Dervis still expects growth to reach 3 per cent for the year. The depreciation of the exchange rate since April has restored much of the competitiveness lost in previous months. Inflation will be higher than it would otherwise have been. But the minister believes the 35 per cent target is still attainable.

Yet political uncertainty has to be resolved in at most a few months if the economy is to remain on track. The best solution would be for a healthy Mr Ecevit to remain in charge until

April 2004, when elections are next due. But that is no longer a plausible option. A majority of people in business and political circles now believe he must quit for the good of the nation. One leading industrialist argues that "economic players want to see somebody in charge".

Mr Ecevit's appearance in parliament on Thursday, looking haggard and frail, can only have strengthened the desire for his departure. He renewed promises that he would be well enough to return to work in two to three weeks. But he recommended that his party's deputies spend the parliamentary summer recess with their voters because "early elections are seen on the horizon". An hour later, he said he had been misunderstood and that elections would take place only when they were due in April 2004. "This shows he is gone," said one of his parliamentary deputies yesterday.

A recent opinion poll indicated that at present only one political party would cross the 10 per cent threshold required to enter parliament. This is the Justice and Development (AK) party led by Recep Tayyip Erdogan, the former Islamist mayor of Istanbul, who claims he is no longer an

Islamist. The poll suggested that his party could collect 18 per cent of the vote. It would then get all the seats in parliament under the present system.

Mr Dervis has been an isolated voice in arguing that elections might be "a solution rather than a disaster". But that must depend on who is elected. He is right to argue that politicians have been deprived of traditional means of corrupt electioneering. But credibility could be destroyed by a rogue result.

If elections are to be avoided this year, which would give time for a further recovery, a new leader for Mr Ecevit's DSP could take over as prime minister of a reconstituted coalition government with the same partners. Alternatively, a different coalition could be formed from the present parliament. Ismail Cem, the foreign minister, is perhaps the most popular candidate to succeed Mr Ecevit. Husamettin Ozkan, Mr Ecevit's right-hand man who has been de facto prime minister, has the support of business and the influential military but no public profile. Some hope that Mr Dervis might join Mr Cem as number two in the DSP in time for an election.

All these questions must be resolved very soon. The IMF board congratulated the Turkish authorities for their strong policy performance. Enough has indeed been achieved for the programme to survive perhaps a few months of uncertainty. But the Turkish economy - particularly, Turkish public finances - remain on a knife edge. It is, as always, up to the politicians. They must find a way to deliver stable, sound and credible government. It would be a tragedy if the poor health of one man were to destroy all they have achieved over the past year.

# Turkish voters 'accept EU human rights demands'

By Leyla Boulton in Ankara

Turkey's fractious politicians have been humbled by an opinion poll challenging the widespread perception that human rights reforms needed for admission to the European Union are too "sensitive" for voters to accept.

The three-party coalition is split over a bid to abolish the death penalty and to lift a ban on Kurdish-language broadcasting and education. Speculation that the government could collapse over these issues since Bulent Ecevit, the 77-year-old prime minister, became ill at the beginning of May has put at risk an economic recovery plan backed by the

International Monetary Fund.

But a survey, published by the respected Turkish Economic and Social Studies Institute, suggested that the reforms could be accepted by Turks, two thirds of whom want to join the EU, if they were appropriately packaged by politicians. For instance, it found that 62 per cent of Turks would accept lifting the death penalty if strict life sentences were introduced to punish the likes of Abdullah Ocalan, blamed for 30,000 deaths in his failed Kurdish guerrilla war.

The poll also showed that only 39 per cent of those polled overall - as opposed to 69 per cent of Kurdish-speaking citizens - backed

Kurdish-language education and broadcasting. However, only 17 per cent of those surveyed feared that EU admission would encourage separatist tendencies - the nationalists' main argument for opposing Kurdish-language rights.

Most Turkish political leaders, attending a presentation of the poll's findings, conceded they needed to do a better job explaining the relevant reforms, given that 76 per cent of the people polled said they knew little or nothing about the EU's Copenhagen criteria for starting accession talks.

Only the rightwing National Action party, the second largest in government, which has opposed the

reforms, continued to blame the EU's "lack of sensitivity" for the domestic deadlock.

The parliamentary opposition has failed so far to agree a deal with other government parties. Mr Ecevit's Democratic Left party and

Motherland, the junior coalition partner, hope that the three reform steps which divide the government will persuade the EU at its Copenhagen summit in December to set a date for starting accession talks.

Interestingly, those polled attached more importance to other reforms, such as equality before the law, freedom of conscience, religion and expression.

FINANCIAL TIMES MONDAY JULY 1 2002

**EARTHQUAKE AFTERMATH** THE CATASTROPHE HAS EXPOSED THE VULNERABILITY OF A REGIME HEAVILY CRITICISED FOR ITS RESPONSE

## Faultlines that underlie Iranian government

By Guy Dinmore in Tehran and Najmeh Bozorgmehr in Abdarreh

The earthquake that levelled villages in northern Iran last week, leaving some 25,000 people homeless, exposed not just the frailty of their mud and brick houses but also the vulnerability of the government itself.

All of Iran lies within an earthquake belt but the capital Tehran is especially vulnerable on five faultlines. Over two millennia, the Tehran region has been hit about every 150 years. The last time was 1830.

Experts agree that a quake in Tehran similar to the one that hit the north last week could lead to more than a million deaths and reduce half the city to rubble. Apart from the human catastrophe, another question being asked in the street is whether Iran's rulers would survive such a disaster.

Mohammad Khatami, the

pro-reform president re-elected with broad popular support a year ago, was given a cool reception when he visited one devastated village on Tuesday. But at least he fared better than his interior minister in charge of relief efforts, who had his convoy pelted with stones by angry survivors.

Two women washing dishes in a stream in Abdarreh village, where only one house was left standing, did not seem at all enthusiastic to be suddenly visited by their president, and shouted angrily at the mob of accompanying photographers.

Newspapers, both in the president's pro-reform camp and those controlled by his hardline opponents, have been critical of the government's handling of the disaster, especially since the quake was modest in comparison to past catastrophes.

"[The] earthquake, more than being a natural disaster, reveals the weaknesses

of the executive officials as well as the instability of buildings in rural and urban areas," the Iran Daily commented.

Iran News complained of the lack of information and asked why officials one day said no foreign aid was needed and "just a day later practically begged for foreign assistance".

It took the government three days to accept a politically sensitive offer of help from the US and, according to diplomats, there was a confused response to offers from Europe.

The danger to Tehran is well known. Senior engineers engaged in the city's construction boom estimate that 80 to 90 per cent of new buildings would not come through a large earthquake. The main seismology institute says a quake measuring 7.1 on the Richter scale would destroy or seriously damage up to 64 per cent of all buildings and could kill

1.4m people. Emergency services would be paralysed.

Inadequate supervision by the municipality and corruption among chief engineers and architects are largely to blame. Diplomats believe a catastrophe would lead to an outpouring of anger that could bring down the regime, which is riven by political infighting. Public support for the president is already clearly waning because of his inability to confront his hardline rivals.

Transforming the Middle East ■ By Jim Hoagland

# Time to deploy a large American military force

WASHINGTON

**A**merican strategy in the greater Middle East is at a turning point. The hesitant, at times contradictory, efforts by President George W. Bush and his aides to calm the Israeli-Palestinian conflict have produced nothing of substance. The administration must now pursue other methods of preventing the region from becoming a chaotic platform for greater global terrorism.

That means more reliance on U.S. military might to support diplomacy. Events pull Bush toward a strategy of transforming the region by establishing a greatly expanded and intrusive U.S. military presence there. American forces would stay for years to help develop and shield new and democratic leaderships in Iraq and in a Palestinian state.

This could become a vast and risky enterprise on the scale of American commitments to Europe during the Cold War. No president would undertake it lightly, or even voluntarily — especially not a president who came to office with few fixed ideas about foreign policy or the Middle East. The vision is not Bush's first choice. It is his last resort.

But the failure of the Saudi peace plan, of Israeli military strikes and of Secretary of State Colin Powell's diplomacy to stabilize the Middle East after nearly two years of turmoil deprives Bush of options. He must now respond to their evident exhaustion with new and determined leadership.

Otherwise, Bush risks letting events make strategy for him through incremental adjustments that do not add up to a coherent commitment to success. Vietnam illustrates the grave dangers of making policy by piecemeal commitments, which leave the initiative to the enemy.

The United States and its NATO partners would invite that risk by an isolated deployment of Western troops as a buffer force between the Israelis and Palestinians. Hamas, Al Qaeda and Saddam Hussein would all welcome the opportunity to set up a shooting gallery with American soldiers as sitting ducks.

This is no time to think small. American troops can be effective and secure on the West Bank only as part of a much larger force committed to the region on a twofold mission: to fight the sources and sup-

porters of global terrorism, and to advance the interlocking causes of democracy in the Arab world and the survival of Israel. That is the price of admission — admittedly a steep one — for committing U.S. forces into the middle of the Arab-Israeli conflict.

Conventional thinkers argue the opposite case: The Palestinian problem must be appeased and Al Qaeda totally eliminated before the United States acts to remove Iraq's weapons of mass destruction and Saddam Hussein.

But the enduring Israeli-Palestinian stalemate pushes the White House toward turning such conventional wisdom on its head. The greater the polarization between Israelis and Palestinians, the more likely a U.S. invasion of Iraq becomes.

Straws in the wind suggest a growing acceptance at the White House of the need for an overwhelming U.S. invasion force that will remain on the ground in Iraq for several years. The U.S. presence will serve as the linchpin for democratic transformation of a major Arab country that can be a model for the region. A new Iraq would also help provide greater energy security for Americans.

The international environment has also changed significantly in recent months. The open opposition voiced in the past by Russia and France to U.S. action against Saddam Hussein has turned into a muted, conditional acquiescence to U.S. plans. Behind the scenes, Russian and French business interests have secretly opened contacts with an Iraqi opposition that they have concluded may soon come to power.

The wind has shifted in the region as well. Iran welcomed Ahmed Chalabi, Saddam's most visible and dedicated opponent in exile, for political discussions in Tehran earlier this month. Turkey has privately told Washington it will support U.S. action against Baghdad. U.S. officials will soon begin discussions with Israel on the implications for the Jewish state of a U.S. campaign against Iraq.

Foreign leaders have concluded that Bush means what he says about regime change in Baghdad, and are adjusting their policies. Bush's bold vision on Iraq is the right starting point for a coherent Middle East strategy.

The Washington Post

International Herald Tribune  
Tuesday, July 2, 2002

## Condition du PDK pour participer au renversement de Saddam Hussein



DUBAI, 4 juil (AFP) - 20h46 - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien Massoud Barzani a affirmé jeudi que son parti ne participerait pas à une action militaire américaine pour renverser le président Saddam Hussein sans s'assurer au préalable de "l'alternative".

"Si nous ne sommes pas assurés de l'alternative, nous ne pourrions participer à aucune opération visant à changer le régime" du président Saddam Hussein, a déclaré M. Barzani au quotidien arabe al-Hayat.

Mais M. Barzani a ajouté que si le président américain George W. Bush prenait "une décision ferme pour mettre au conflit (avec l'Irak) militairement, nous ne pourrions pas l'en empêcher".

Le PDK partage avec son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) le contrôle du Kurdistan irakien qui échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis 1991.

Les Etats-Unis ont menacé de lancer une opération militaire d'envergure, à une date qui n'a jamais été précisée, contre l'Irak, accusé de développer des armes de destruction massive.

# UN wake-up call for Arab societies

By Barbara Crossette

The New York Times

The United Nations warns in a blunt new report that Arab societies are being crippled by a lack of political freedom, the repression of women and an isolation from the world of ideas that stifles creativity.

The survey, the Arab Human Development Report 2002, will be released Tuesday in Cairo.

The report notes that while oil income has transformed the landscapes of some Arab countries, the region remains "richer than it is developed." Per-capita income growth has shrunk in the last 20 years to a level just above that of sub-Saharan Africa. Productivity is declining. Research and development are weak or nonexistent. Science and technology are dormant.

Intellectuals flee a stultifying, if not repressive, political and social environment, it says.

Arab women, the report found, are almost universally denied advancement. Half of them still cannot read or write. The maternal mortality rate is double that of Latin America and four times that of East Asia.

"Sadly, the Arab world is largely depriving itself of the creativity and productivity of half its citizens," the report concluded.

Planning for the report "started over a year ago, when we thought that there was a serious development problem in the Arab countries," Rima Khalaf Hunaidi, director of the UN Development Program's Arab regional bureau and the driving force behind the survey, said in an interview in her New York office.

"There were some very scary signals that were specific to Arab countries and not other regions."

Then came the attacks on the United States, giving the report unexpected new relevance as explanations for Arab anger against the West are being sought.

The report, the first by the UN Development Program devoted to a single region, was prepared by Arab intellectuals from a range of disciplines, who do not fault others for what they see as the "deficits" in contemporary Arab culture, Khalaf Hunaidi said.

Khalaf Hunaidi, 49, a former deputy prime minister of Jordan who led its economic policy team, said that she had asked the authors "to come and look at this problem and decide: Why is Arab culture, why are Arab countries lagging behind?"

"It's not outsiders looking at Arab countries," she said. "It's Arabs deciding for themselves."

There are 280 million people in the 22 Arab countries covered by the report, which was co-sponsored by the Arab Fund for Economic and Social Development, an institution set up by members of the Arab League. The number of Arabs is expected to grow to between 410 million and 459 million by 2020.

For the Palestinians in particular, the report says, human development is all but impossible under Israeli occupation. Moreover, the Israeli-Palestinian conflict "has been a cause and a pre-

text for delaying democratic change," contended Khalaf Hunaidi, who was born in Kuwait of Palestinian parents. She studied at the American University of Beirut and Portland State University in Oregon, where she received a Ph.D. in systems science.

The report does not directly criticize Islamic militancy and its effects on intellectual and economic growth, although Khalaf Hunaidi said this is implicit in passages that refer to a less tolerant social environment.

Despite growing populations, the standard of living in Arab countries on the whole has advanced considerably. Life expectancy is longer than the world average of 67 years, the report noted. The level of abject poverty is the world's lowest. Education spending is higher than elsewhere in the developing world.

But the use of the Internet is low. Film-making appears to be declining. The authors also describe a "severe shortage" of new writing and a dearth of translations of works from outside.

"The whole Arab world translates about 330 books annually, one-fifth the number that Greece translates," the report said. In the 1,000 years since the reign of the Caliph Mamoun, it concludes, the Arabs have translated as many books as Spain translates in just one year.

Laila Abou-Saif, an Egyptian writer and theater director, whose theater in Cairo was closed in 1979 after she produced a play that satirized polygamy, said in an interview that the Islamic factor must be acknowledged in explaining the condition of the Arab world, which was a center of arts and sciences.

Abou-Saif, a Coptic Christian who now lives in the United States, said that creativity among Arabs now often hews to religious themes.

Books are not being translated in part because of Islamic pressures, said Abou-Saif, the author of "Middle East Journal: A Woman's Journey Into the Heart of the Arab World."

"A whole gamut of religious literature are best-sellers," she said.

Fouad Ajami, director of Middle East Studies at Johns Hopkins University and the author, most recently, of "The Dream Palace of the Arabs: A Generation's Odyssey," said in an interview that there was a pervasive sense that life in the Arab world is repressed by both the state and religious vigilantes.

"Arabs today feel monitored," he said, attributing a decrease in intellectual freedom to the growing power of a lower-middle class whose members are literate but not broadly educated.

This group shows "its lack of hospitality to anyone of free spirit, anyone who is a dissident, anyone who is different," he said.

He said that for many Arab intellectuals the only option has been exile.

"There is a deep, deep nostalgia today in the Arab world," he said. "Societies looking ahead and feeling a positive movement never succumb to nostalgia."

Above all, there is no movement in politics, he said. Rulers, even elected, stay in power for life and create dynasties. "People just don't know how to overthrow, how to reform, how to change them."

At the United Nations, Khalaf Hunaidi said that it was significant that the new report links what it calls a "knowledge deficit" to insufficient freedom.

"Without good participatory governance; without guaranteeing freedoms for everybody; without pursuing politics of inclusion, where all segments of societies are equal, the Arab countries will not make it," she said. "That is the story of this report."

IRAN

# La "troisième génération" iranienne est arrivée

Ils sont 18 millions, ont entre 16 et 30 ans, sont nés et ont grandi sous la République islamique et constituent la principale force du pays. Enfants d'Internet et de la parabole, ils rêvent d'un autre monde.

THE NEW YORK TIMES  
New York

**L'**Iran a la bombe. Je le sais. Je l'ai vue. Non, non, pas cette bombe-là ! La bombe dont je parle passe inaperçue et pourtant elle est partout : dans les lycées, les universités et les cafés. Posée sous la société iranienne, elle explosera au cours de la prochaine décennie et changera le visage de la République islamique. Cette bombe, c'est la "troisième génération".

La première génération de révolutionnaires iraniens a renversé le régime du chah en 1979 et fondé la République islamique d'Iran. Ils sont maintenant vieux, grisonnants et de plus en plus las. Le régime clérical se maintient au pouvoir plus par la force que par l'adhésion du peuple à l'islamisation de tous les aspects de la vie iranienne. La deuxième génération est parvenue à maturité durant la guerre Irak-Iran, qui a fait, de 1980 à 1988, 286 000 tués et 500 000 blessés du côté iranien. C'est une génération perdue, abattue et passive. La troisième génération est celle des Iraniens âgés de 16 à 30 ans, qui ont grandi sous la loi islamique. Ils n'ont jamais été confrontés au despotisme du chah ; ils n'ont connu que les ayatollahs. On en dénombre 18 millions - environ le tiers de la population -, parmi lesquels

2 millions poursuivent des études universitaires et 4 millions sont frais émoulus de l'université.

*"Cette troisième génération n'a pas de sympathie particulière pour les auteurs de la révolution. En fait, ils nous reprochent de leur avoir laissé un gouvernement qui ne sait pas diriger le pays correctement",* observe Mohen Sazgara, ancien conseiller de l'ayatollah Khomeyni. *"Numériquement, c'est le groupe le plus important en Iran et la direction qu'il prendra sera aussi celle de l'Iran au cours de la prochaine décennie."* La voie à laquelle aspire cette troisième génération est déjà manifeste. Si certains de ses membres sont des religieux conservateurs, la plupart ne le sont

pas. Ils sont jeunes, modernes et souffrent au chômage parce qu'il n'y a pas assez de bons postes. Ils sont reliés au reste du monde par Internet ou par la parabole et ils aiment ce qu'ils regardent. Ils veulent avoir une vie agréable, un travail intéressant, davantage de libertés individuelles et de contacts avec le monde extérieur, et ils sont de plus en plus irrités de ne pas obtenir satisfaction.

*"Ils ne sont pas antireligieux, mais ils sont antifondamentalistes : ils refusent d'être des disciples aveugles de quoi que ce soit",* explique Hamidreza Jalaeipour, professeur de sociologie. Face à cette génération, le gouvernement a déjà été obligé de lâcher du lest.

Lors de mon précédent séjour en Iran, il y a six ans, un ami m'a conduit chez un guitariste qui ne pouvait jouer que dans sa chambre car la musique pop était interdite. Aujourd'hui, ce même guitariste donne des concerts de musique pop iranienne et enregistre des CD. De même, lors de mon dernier voyage, le corps des femmes devait être entièrement dissimulé sous une robe noire et leur chevelure ne devait pas être visible. Aujourd'hui, les robes sont colorées et beaucoup d'Iraniennes repoussent leur foulard en arrière pour montrer leurs cheveux. Lorsque les mollahs leur adressent des reproches, beaucoup de jeunes femmes leur répondent sur le même ton.

Les films iraniens les plus populaires aujourd'hui sont ceux qui raillent l'hypocrisie de la théocratie, comme celui, actuellement sur les écrans à Téhéran, qui raconte l'histoire d'une Iranienne de 15 ans qui tombe enceinte hors mariage ou tel autre où l'on voit une mère qui s'enfuit avec le fiancé de sa fille.

La troisième génération d'Iraniens est différente de la dernière génération de Saoudiens. L'Arabie Saoudite est un pays en train de rajeunir, de s'appauvrir, de devenir plus islamiste et

▼ Dessin d'Herman  
paru dans  
Kayhan, Téhéran.



plus antiaméricain ; les jeunes réagissent contre un régime qu'ils jugent corrompu, mécréant et proaméricain. L'Iran rajeunit, s'appauvrit, mais devient moins islamiste et moins antiaméricain ; les jeunes réagissent contre une théocratie antiaméricaine qui les coupe du monde.

L'introduction du télégraphe en Iran, dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, a contribué au déclenchement de la première révolution contre le régime despotique de la dynastie Kadjar. Celle du téléphone et des cassettes, dans les années 70, a aidé l'ayatollah Khomeyni à lancer sa révolution contre le chah. Aujourd'hui, le réseau Internet et la télévision par satellite sont arrivés en Iran, offrant de nouveaux appétits à la troisième génération d'Iraniens.

Thomas L. Friedman

**IRAK**

**Lettre à une héroïne qui aimait Saddam Hussein**

**Affreusement torturée dans les geôles irakiennes, Layla Mohsen exprime une admiration mêlée de reproche à la flamboyante opposante jordanienne Toujane Fayçal, qui adule Saddam Hussein.**

Toujane Fayçal, voilà bien un nom dont les sonorités excitent la curiosité. On m'assure qu'il est d'origine tcherkesse\*. Mais, chez cette femme, il n'y a pas que le nom qui évoque les Tcherkesses. Il y a aussi la beauté de ses yeux et son courage. Elle défend bec et ongles les libertés, la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité des sexes. C'est, en plus de tout cela, la première parlementaire jordanienne qui ait réussi à défaire nombre d'hommes dans les débats publics, provoquant l'admiration de la presse arabe. On l'a envoyée en prison\*\* pour lui faire payer son enthousiasme enflammé, sa fougue et son emportement. Devant une femme pareille, ai-je encore le droit d'évoquer le nom de certaines femmes irakiennes auxquelles Dieu n'a pas accordé autant de beauté ni de courage ? Elles n'ont hérité que d'une part infime des dons de Toujane Fayçal, et il ne fait aucun doute que, contrairement à elle, ces femmes se sont mordu les doigts de regret en se retrouvant entre les murs de la Direction générale de la sécurité (DGS) à Bagdad, à Bassorah, à Arbil, à Kirkuk ou dans l'une de ces innombrables DGS implantées partout en Irak, pas si loin de la Jordanie. Citerai-je le nom de l'une de ces Irakiennes

que j'ai connues, côtoyées ou découvertes dans les listes d'Amnesty International, disparues à jamais, au point que leurs familles craignent de les rechercher dans ce puits sans fond que l'on nomme Irak ? Comment osé-je mettre sur le même plan le nom étincelant de Toujane Fayçal et celui de femmes de l'Irak saddamien qui ne sont sorties de prison que pour aller dans la tombe, tandis que celles qui y sont encore sont biffées du registre officiel des vivants ? Et Toujane qui plaçait sur les murs de son bureau le portrait de Saddam Hussein, Toujane qui, selon l'acte d'accusation qui l'a envoyée en prison, aurait insulté la Jordanie, lors d'un congrès à Bagdad, en défendant le régime irakien... Je joue perdant : elle aime Saddam Hussein parce que ce dernier est l'ennemi de l'Amérique et des régimes arabes réactionnaires ; elle aimait l'Irak auparavant pour les mêmes raisons. Comment oser la comparer à mes sœurs irakiennes, ces inconnues ? Ces Irakiennes qui n'étaient pas du même avis que Toujane, sans savoir qui elle était, sont sans doute coupables d'un crime de désamour pour ce héros que Toujane défend de toutes ses forces. C'est que Saddam Hussein personnifie la haine éprouvée par la rue arabe à l'égard de l'Amérique et de son allié israélien. Et puis, s'il a attaqué l'Irak, c'était pour redonner leur fierté aux Arabes. Et s'il a développé des capacités nucléaires, c'était pour dominer Israël. Et quand il s'est mis en tête d'envahir le Koweït, c'était pour punir un allié de l'Amé-

rique. Ces femmes ont commis une bien grande faute, et leur destin n'émeut guère quiconque connaît les grâces et les bienfaits du leader irakien ! Il y a entre Toujane et moi quelque chose comme une vieille jalousie. La jalousie de celle qui a ravalé ses paroles dans sa gorge, par peur, envers celle qui illustre le courage et le défi. La jalousie de celle qui n'a jamais eu de Parlement dans son pays envers la députée qui insultait le gouvernement depuis sa tribune de l'Assemblée. La jalousie de celle qui n'a jamais eu les occasions d'une Toujane Fayçal qui poursuit le débat depuis sa prison et élève la voix par le biais des télévisions par satellite. Comment ne pas être jalouse, alors que je me remémore mon effroi devant la laideur de mon visage, quand je le découvris dans le miroir au soir de ma sortie de prison ? L'image de Toujane me ramène à ce jour où je me tenais, tremblant de peur et de honte, nue, les yeux bandés, devant sept hommes après qu'ils eussent déchiré mon corps de leurs griffes dans l'une de ces prisons de Bagdad. Comment ne pas être jalouse de Toujane Fayçal, qui mène au grand jour sa bataille pour la liberté en Jordanie en me faisant revivre tous les jours les épisodes obscurs de ma détention en Irak ?

Layla Mohsen, *Al Hayat*, Londres

\* Peuple du nord du Caucase (république des Karatchaïs-Tcherkesses).

\*\* Pour avoir dénoncé la corruption en Jordanie, Toujane Fayçal a été condamnée à dix-huit mois de prison. Elle vient d'être graciée par le roi Abdallah II.

**'Evil' label doesn't deter European firms on Iran**

By Gavin Serkin

Bloomberg News

**LONDON:** Iran's first foreign bond sale since the Islamic revolution of 1979 is attracting interest from Deutsche Bank AG, Pictet & Cie and other banks outside the United States that are not put off by its place in President George W. Bush's "axis of evil."

Money managers who met with Iranian officials, this week in Frankfurt and Paris said they might buy some of the €500 million (\$489 million) of bonds underwritten by Commerzbank AG and BNP Paribas SA.

"Nobody in Germany or Continental Europe agrees with Bush," said Holger Friedrich, a fund manager at Union In-

vestment GmbH in Frankfurt.

Many European money managers are ignoring Bush's January statement that Iran, along with Iraq and North Korea, supports terrorists like those that destroyed the World Trade Center on Sept. 11.

Instead, these money managers say that Iran's oil and its history of repaying debts make it more trustworthy than emerging-market alternatives such as Brazil, Turkey or Argentina.

For some U.S. investors, European willingness to invest in countries accused of sponsoring terrorism is abhorrent, particularly after the attack on New York's financial district.

"I lost friends on that day," said Stapley Mitchell, a fund manager at Fifth Third Investment Advisers in

Grand Rapids, Michigan. "I don't care how much money you can make, these are people that are trying to kill."

Frank Scheidig of Deutsche Asset Management said there was no evidence that Iran supported the attacks on the United States. After a meeting this week with Iran's deputy central bank governor, Mohammed Mojarrad, Scheidig said he might recommend that investors buy the bonds.

"If there was the smallest confirmation that they supported Sept. 11," Scheidig said, "we would never spend a cent on any investment in a country that would do something bad."

Iran has recently tried to improve relations. President Mohammed Khatami expressed his "deep sorrow and sympathy" within hours of the Sept. 11 attacks, and "Death to America" chants were dropped from Friday prayers.

But Bush has maintained a hard line against Iran. In his Jan. 29 State of the Union address, Bush said Iran was developing weapons of mass destruction and accused Tehran of "exporting" terror.

He also said Iraq and North Korea were building biological and nuclear weapons, and he accused Iraq of supporting terrorists as well.

"States like these and their terrorist allies," Bush said, "constitute an axis of evil, arming to threaten the peace of the world."

But despite Washington's hard-line stance, Iran, the second-biggest producer in the Organization of Petroleum Exporting Countries, still attracts investment from international oil companies.

Royal Dutch/Shell Group, Eni SpA and TotalFinaElf SA have invested \$10.5 billion in the country since 1997, according to the Congressional Research Service, the public policy research arm of the U.S. Congress.

Analysts also note that Iran has the lowest debt level relative to gross domestic product among more than 60 governments monitored by Fitch Ratings, the London-based ratings agency said in a May 10 report.

Unlike some other emerging markets, Iran has not defaulted on its debt and had a current account surplus in the seven of the past eight years. Fitch rates Iran's foreign debt B-plus, on a par with Brazil, Uruguay and Romania and

one level below Russia.

Moody's Investors Service Inc. last month withdrew its rating on Iran because of concern updating its research might violate American sanctions.

In 1987, the U.S. government barred American citizens and companies from most trade with Iran because it determined that the country supported international terrorism. Corporations can be fined as much as \$500,000 for violating the Iranian Transactions Regulations.

Iran plans to price the five-year bonds to produce a yield of 8.46 to 8.96 percent. That rate is less than half the 23 percent yield on Brazil's dollar-denominated bond due in 2007.

Russia's 2007 dollar bond recently traded to yield 8.67 percent. Turkey's euro-denominated bond due in the same year yields 14.7 percent at recent prices.

Some investors said Iran needs to pay higher returns because the U.S. sanctions make it a bigger risk. "You can't argue that Iran has as good credit as Russia," said Dominique Audin, who helps manage securities for Pictet Asset Management in London. "Russia isn't being pointed at by the U.S. president as a potential target."

Some European investors are also trading the defaulted loans of countries that are under U.S. sanctions, including Iraq, North Korea, Cuba and Sudan.

The 11 countries on Washington's embargo list have about \$51 billion of outstanding debt, according to Exotix Ltd., a unit of ICAP PLC, a London-based derivatives brokerage firm.

Colm McDonagh, a fund manager at Aberdeen Asset Management, has invested in Iraqi and North Korean debt on expectations the loans will be repaid if President Saddam Hussein is removed or the two Koreas reunite.

"It's toxic stuff, but when it moves, it really moves," McDonagh said.

Mark Mobius, managing director of Templeton Asset Management Ltd., said fund managers should not stop investing in countries like Iran because of the U.S. blacklist.

"In some ways, there is a moral obligation for us to get involved," Mobius said. "Business relationships, built over time, could help promote political relationships. I think the arguments in favor of commercial relationships are stronger than for cutting these countries off."

# Agreement eludes UN and Iraq

## More talks planned, but no new date is set

From news reports

**VIENNA:** After two days of talks, the United Nations and Iraq failed to agree Friday on the return of UN weapons inspectors as a step toward the lifting of the 12-year embargo on Baghdad.

Diplomats agreed to keep talking, however, planning another round in Europe in the coming months.

The UN secretary-general, Kofi Annan, said the Iraqis needed to consult with officials in Baghdad. He said a date for the next round of talks had not been established.

"There has been some movement, but obviously not enough," Annan said, adding that contacts would be maintained.

Annan and the Iraqi foreign minister, Naji Sabri, spoke privately before the announcement, but they were unable to agree on any face-saving measures.

In Washington, American officials said they had expected that Iraq and the United Nations would fail to agree on the return of arms inspectors to Iraq.

"We are not surprised that the Iraqi regime did not agree," said a State Department official who asked not to be named, reading language approved in the department.

"Neither the accounts of the previous discussions or Iraq's public statements have shown any indication that the Iraqi regime is prepared to comply with UN Security Council resolutions," the official added.

Annan dissociated himself from President George W. Bush's threats of action against the Iraqi leader, Saddam Hussein. "I was not here to stop an attack. I was here to get the inspectors back," Annan said.

The New York Times reported Friday that a top secret U.S. military document, described as a preliminary "concept" for a war, outlines a massive, three-pronged attack on Iraq by land, sea and air with as many as 250,000 troops and hundreds of warplanes.

The unsuccessful session in Vienna came after technical experts from the United Nations and Iraq in closed-door talks discussed the details under which weapons inspectors might be allowed to return to Iraq.

Sabri said the talks would continue on a technical basis because, after 12 years of unsatisfactory contact with the United Nations, much work remained to be done and both sides needed to search for agreement. "We agreed to continue contact on technical matters," he said. "There are a lot of issues involved."

The two sides did reach agreement on how to handle the return of government archives from Kuwait that had been taken during the Iraqi invasion in

1991 that prompted the Gulf War.

Sabri and Annan had emerged smiling after talks on Thursday — a departure from two other rounds held earlier this year.

Iraq had a broad list of subjects it wanted addressed in talks, while the United Nations was focused largely on the return of the inspectors.

The Iraqis want the United Nations to lift sanctions and address Washington's threats to topple Saddam before giving ground on the inspectors.

Under UN resolutions, sanctions can be lifted only when inspectors certify that Iraq's nuclear, chemical and biological weapons have been destroyed, along with the long-range missiles that could deliver them.

The Security Council, and particularly the United States, has accused Iraq of trying to rebuild its banned weapons programs and of supporting terrorism.

The United States has warned Saddam that he faces unspecified consequences if he does not allow the return of the inspectors, who left in 1998 after Iraq blocked inspections.

(AP, AFP, Reuters)

International Herald Tribune  
Saturday-Sunday, July 6-7, 2002



**The New York Times** July 6-7, 2002

# U.S. drafting 3-front attack against Iraq

## Plan entails 250,000 troops and invasion from Kuwait

By Eric Schmitt

The New York Times

**WASHINGTON:** An American military planning document calls for air, land and sea-based forces to attack Iraq from three directions — the north, south and west — in a campaign to topple President Saddam Hussein, according to a person familiar with the document.

The document envisions tens of thousands of Marines and soldiers probably invading from Kuwait. Hundreds of warplanes based in as many as eight countries, possibly including Turkey and Qatar, would unleash a huge air assault against thousands of targets, including airfields, roads and fiber-optics communications sites.

Special forces or covert CIA operatives would strike at depots or laboratories storing or manufac-

**A key question: How would Saddam react to a buildup?**

turing Iraq's suspected weapons of mass destruction and the missiles to launch them. None of the countries identified in the document as possible staging areas have been formally consulted about playing such a role, officials said, underscoring the preliminary nature of the planning.

Defense Secretary Donald Rumsfeld visited U.S. bases in Kuwait and Qatar

and the 5th Fleet in Bahrain on his most recent trip to the Gulf region in June.

The existence of the document that outlined significant aspects of a "concept" for a war against Iraq as it stood about two months ago indicates an advanced state of planning in the military even though President George W. Bush continues to state in public and to U.S. allies that he has no fine-grain war plan on his desk for the invasion of Iraq.

But the concept for such a plan is now highly evolved and is apparently working its way through military channels. Once a consensus is reached on the concept, the steps toward assembling a final war plan and, most importantly, the element of timing for ground deployments and commencement of an air war represent the final sequencing that Bush will have to decide.

The Central Command document does not contain a time line of when U.S. forces could start flowing to the Gulf or how long it would take to put all the forces in place. Nor does it answer one of the big questions administration officials are wrestling with: How will



Hussein Malla/The Associated Press

People in Baghdad on Friday reading press reports about talks in Vienna between Iraq and the United Nations on the return of UN weapons inspectors. It was unclear whether negotiators were any closer on the resumption of inspections after three and a half years.

Saddam react if there is a large buildup of conventional forces, such as the United States had in the Gulf War?

"The Iraqis aren't just going to sit on their butts while we put in 250,000 people," a military analyst said.

Bush has received at least two briefings from General Tommy Franks, the head of the Central Command, on the broad outlines, or "concept of operations," for a possible attack against Iraq.

The most recent briefing was June 19, according to the White House.

"Right now, we're at the stage of conceptual thinking and brainstorming," a senior defense official said. "We're pretty far along."

The highly classified document, "CentCom Courses of Action," was prepared by planners at the Central Command in Tampa, Florida, according to the person familiar with the document.

Officials say it has already undergone revisions but is a snapshot of an important, but preliminary stage, in a comprehensive process that translates broad ideas into the detailed, step-by-step blueprint for combat operations that the Pentagon defines as a "war plan."

Still, the document, compiled in a long set of briefing slides, offers a rare glimpse into the inner sanctum of the war planners assigned to think about options for defeating Iraq.

"It is the responsibility of the Department of Defense to develop contingency plans and, from time to time, to update them," said Victoria Clarke, the Pentagon spokeswoman. "In fact, we have recently issued new general planning guidance, and that generates activity at the staff level."

Officials said neither Rumsfeld, nor the Joint Chiefs of Staff or Franks had been briefed on this specific document

as yet.

The source familiar with the document described its contents to The New York Times on condition of anonymity, expressing frustration that the planning reflected at least in this set of briefing slides was insufficiently creative and failed to incorporate fully the advances in tactics and technology that the military has made since the Gulf War in 1991.

Administration officials say they are still weighing options other than war to dislodge Saddam. But most military and administration officials believe that a coup in Iraq would be unlikely to succeed and that a proxy battle using local forces would not be enough to drive the Iraqi leader from power.

Nothing in the Central Command document or in interviews with senior military officials suggests that an attack on Iraq is imminent. Indeed, senior administration officials continue to say that any offensive would probably be delayed until early next year, allowing time to create the right military, economic and diplomatic conditions.

Nonetheless, there are several signs that the military is preparing for a major air campaign and land invasion.

Thousands of Marines from the 1st Marine Expeditionary Force at Camp Pendleton, California, the unit designated for the Gulf, have stepped up their mock assault drills, a Pentagon adviser said. The military is building up bases in several Gulf states, including a major airfield in Qatar called Al Udeid. Thousands of U.S. troops are already stationed in the region.

After running dangerously low on precision-guided bombs during the war in Afghanistan, the Pentagon has said it has stepped up production of critical

munitions. The air force is stockpiling weapons, ammunition and spare parts at depots in the United States and in the Middle East.

"We don't know when or where the next contingency will be," General Lester Lyles, head of the Air Force Materiel Command, said in an interview this week. "But we want to fill up the stock bins."

The Central Command document, as described by the source familiar with it, is significant not just for what it contains, but also for what it leaves out.

The document describes in precise detail specific Iraqi bases, surface-to-air missile sites, air defense networks and fiber-optics communications to be attacked.

"The target list is so huge it's almost egregious," the source said. "It's obvious that we've been watching these guys for an awfully long time."

Dozens of slides are devoted to organizational details, like the precise tonnage of American munitions stored at various bases around the Gulf, deployment time lines for troops leaving East and West Coast ports for the Gulf region and the complexities of interwoven intelligence, surveillance and reconnaissance networks.

The document does not mention other coalition forces, casualty estimates, how Saddam may himself be a target or what political regime might follow the Iraqi leader if a U.S.-led attack was successful, the source said.

It describes the number of Marine and army divisions, air expeditionary forces, and aircraft carriers. These and other forces add up to as many as 250,000 troops, the source familiar with the document said, but there is little detail about those forces beyond that.

# Failure of other efforts led U.S. to plan war on Saddam

By Patrick E. Tyler

The New York Times

The pressure on the Pentagon to produce a plan for President George W. Bush to make war on Iraq underscores the failure of either diplomacy or covert operations to dislodge Saddam Hussein or force him to open up to UN inspectors hunting for weapons of mass destruction.

The emergence of a detailed concept for a military attack on Iraq also suggests that Bush's new approach to solving the conflict between Israel and the Palestinians may be part of a shift in focus toward preparations for an Iraq campaign.

Bush was briefed on the state of war planning on June 19 by the top general in the American central command, Tommy Franks. Five days later, the president delivered his long-awaited Middle

East policy address, calling on Palestinians to jettison their leader, Yasser Arafat, and warning that otherwise they can expect little in the way of support or assistance from the United States.

That stalled the American mediation effort in the Middle East, a state of affairs reflecting the broad view of Bush's

## NEWS

### Analysis

more conservative advisers, among them Vice President Dick Cheney and Defense Secretary Donald Rumsfeld, that the Israeli-Palestinian conflict does not present a strategic threat to American interests in the Middle East — but that Iraq's interest in developing weapons of mass destruction does.

The evidence that Saddam still possesses such weapons remains murky — particularly in the view of America's

European allies, most of whom have argued against a new war on Iraq.

In the United States and its principal Middle East ally, Israel, however, a number of senior officials — including Prime Minister Ariel Sharon and former Prime Minister Ehud Barak — believe that a post-Saddam Iraq could be fashioned into some form of democracy.

In this view, an Iraq under new governance could become a new Western ally, helping to reduce American dependency on bases in Saudi Arabia, to secure Israel's eastern flank and act as a wedge between Iran and Syria, two of the most active sponsors of terrorism.

The obstacles, risks and costs to such a strategy remain largely unaddressed the Bush administration, and its planning for any eventual war is tightly wrapped in secrecy.

Deputy Defense Secretary Paul

July 6-7, 2002

The New York Times

Wolfowitz, the administration's leading advocate for the centrality of Iraq in American strategic planning in the Middle East, was host this week to Iraqi opposition leaders, according to opposition officials, and received a bleak report from them on the chaotic state of opposition forces in Iraq.

Nonetheless, the Pentagon is pursuing efforts to unite the Iraqi opposition so that it might play the same kind of adjunct role of intelligence collection, target identification and combat that anti-Taliban partisans played in the Afghan campaign.

According to the opposition officials, the meeting was attended by representatives from the State Department's and the CIA's task forces on Iraq, along with American military officials.

Kurdish leaders in Northern Iraq are riven by internal disputes and have yet

to come to any agreement with the CIA to allow American intelligence officers, special forces trainers or diplomats to set up camp there and begin preparing for a new campaign against Saddam.

In April, Kurdish and other Iraqi opposition officials said that Massoud Barzani and Jalal Talabani, the principal Kurdish leaders, traveled to Frankfurt and then to a CIA training base in southern Virginia.

There, the opposition officials said, their leaders were told that the United States had decided to overthrow Saddam and was seeking to send CIA teams to train Kurdish fighters in how to work with U.S. forces, much as Afghan fighters helped U.S. forces against the Taliban.

A CIA spokesman declined comment.

For now, Kurdish leaders appear reluctant to sign on to American war

planning unless they get strong guarantees that the Bush administration plans to go all the way to Baghdad.

They also want Kurdish cities protected from the kind of onslaught that Saddam unleashed during the Clinton administration's failed attempt to dislodge the Iraqi leader. The failure forced the CIA to evacuate partisans from Iraq at a cost of more than \$100 million, according to administration officials.

On the diplomatic front, a number of moderate Arab leaders have advised the White House in recent months that if Bush hopes to build a consensus for removing Saddam by force, the best way to achieve that goal is first to achieve an Israeli-Palestinian breakthrough.

Many of the moderate Arab states have expressed a willingness to assist in Saddam's removal if he does not accept the intrusive inspections.

## Le Monde

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUILLET 2002

# Fuites américaines sur un nouveau plan d'attaque contre l'Irak

Officieusement, les Etats-Unis laissent entendre que le sort de Saddam Hussein est scellé

### WASHINGTON

de notre correspondant

De nouvelles informations ont paru dans la presse américaine au sujet des projets de l'administration Bush contre Saddam Hussein. Cette fois, c'est le *New York Times* qui, dans son édition du vendredi 5 juillet, fait état d'un plan préparé par des officiers du commandement central, l'état-major installé à Tampa, en Floride, et couvrant la zone du Proche-Orient, de l'Asie centrale et de l'Asie méridionale.

Selon le quotidien, ce document n'a encore été présenté ni au général Tommy Franks, chef du commandement central, ni à aucun responsable placé au-dessus de lui. Le *Times* tient ses informations d'une source anonyme. La porte-parole du ministère de la défense, Victoria Clarke, ne les a pas démenties.

L'intérêt de ce « briefing », qui se présente sous la forme d'une série de diapositives, réside dans les hypothèses avancées quant aux bases de départ d'une offensive aérienne, terrestre et navale contre le dictateur irakien. Les opérations aériennes seraient lancées de huit pays, dont pourraient faire partie la Turquie et le Qatar ; les opérations terrestres partiraient du Koweït. L'Arabie saoudite n'est pas considérée comme une base d'action possible, alors que la guerre de 1991

avait été menée à partir de son territoire. Selon l'informateur du quotidien new-yorkais, le document est relativement détaillé sur certaines cibles qui pourraient être bombardées - armes antiaériennes, infrastructures, centres de communication - et sur le rôle qui reviendrait à la CIA et aux unités spéciales dans la neutralisation des armes de destruction massive dont dispose peut-être le régime de Bagdad. Quant à l'importance des forces nécessaires, le document reprend le chiffre de 250 000 hommes, évoqué dans de précédentes études.

La publicité donnée à ces projets n'est probablement pas sans rapport avec les discussions qui étaient en cours à Vienne, ces derniers jours, entre les représentants irakiens et l'ONU, sur une éventuelle reprise des inspections destinées à vérifier que Saddam Hussein ne fabrique pas des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques. L'informateur du *New York Times* explique qu'il a décidé de communiquer le plan parce qu'il le trouve mauvais, mais ces révélations offrent au régime irakien un prétexte pour refuser le retour des inspecteurs des Nations unies.

A quoi bon coopérer si, de toute façon, les dirigeants américains sont décidés à provoquer ce que George Bush appelle un « change-

ment de régime » à Bagdad ? Il y a trois semaines, le *Washington Post* affirmait que l'Agence centrale de renseignement (CIA) avait reçu carte blanche du président pour renverser Saddam Hussein. Fin mai, le *Post*, encore, évoquait une offensive pour le début de 2003, alors que, le 23 mai, à Berlin, M. Bush avait affirmé qu'il n'avait « pas de plans sur [son] bureau » pour attaquer l'Irak.

### DOUTES DU CONGRÈS

Cependant, devant les députés allemands et, quatre jours plus tard, à Paris, le président américain a insisté sur le danger que représente Saddam Hussein.

Dans la même période, le vice-président, Richard Cheney, expliquait que la reprise des inspections de l'ONU ne suffirait pas à régler le problème posé par un régime intrinsèquement dangereux. Officiellement, les dirigeants des Etats-Unis s'inscrivent dans le cadre de l'action menée par l'ONU ; ils appuyaient la recherche d'un accord sur les inspections comme ils ont approuvé, il y a deux mois, les « sanctions intelligentes » proposées par la France et par la Russie. Officieusement, ils laissent entendre que le sort de Saddam est scellé.

Fin mai, devant une commission du Congrès, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, affirmait que

la question n'est pas de savoir « si » des terroristes peuvent se procurer une arme nucléaire, chimique ou biologique, mais « quand et où » ils vont l'utiliser. Symétriquement, le gouvernement américain, qui accuse Saddam Hussein d'être prêt à fournir de telles armes à des réseaux terroristes, suggère que la question, pour les Etats-Unis, n'est pas de savoir s'ils vont intervenir préventivement en Irak, mais quand et par où. Ces derniers jours, M. Rumsfeld a exposé à plusieurs reprises son classement des Etats sur l'axe du Mal : le régime nord-coréen se délite du fait de la fuite des habitants de ce pays ; le régime iranien doit composer avec une population de plus en plus hostile ; le seul qui n'ait aucune chance de se décomposer ou de se réformer de l'intérieur est le régime irakien.

Cependant, pour déclencher une offensive militaire en Irak, M. Bush aura besoin de l'appui du Congrès. En 1991, le président Bush père n'avait obtenu l'accord du Sénat que par 52 voix contre 47. Or, non seulement les démocrates, aujourd'hui majoritaires au Sénat, mais même certains républicains doutent de l'opportunité d'une nouvelle guerre contre Saddam Hussein.

Patrick Jarreau

# Students overtake Khatami as main force for reform

By Nazila Fathi

The New York Times

**TEHRAN:** A forceful student movement is replacing President Mohammed Khatami as the leading engine for political reform in Iran. Activists at the country's vibrant, overflowing universities say their calls for change are gathering momentum, and they are preparing to put delicate issues like renewing relations with the United States to a public vote for the first time.

Unlike Khatami, who has twice been elected president but has been stymied in his quest for change by the still-powerful conservative clerics and their supporters, the students are not patient, polite or at all ready to settle for the status quo.

Gholamabass Tavassoli, a liberal activist who had just served a year in jail on charges of trying to overthrow the Islamic government, found out how far things had shifted when he addressed a crowd at the Science and Industry University here in May.

The students were disenchanted with his muted criticism of the minor reforms of Khatami, and they wanted Tavassoli to hear their unrestrained criticism.

Akbar Atri, like many of the campus radicals, is something of an eternal student at age 30.

"The public in general has lost its vigor compared to five years ago because of the violence and suppression that hard-liners exerted," he said. "It is clear that the reform movement has failed because the reformers were not willing to pay the price for change."

Mohsen Sazgara, a reformist politician and former journalist who often speaks at universities, said the students were becoming more and more restive.

"They can make a politician sweat with bold questions," he said.

Students were a powerhouse of revolution from Bolshevik Russia to Tiananmen Square and Eastern Europe in 1989 and in Iran's own Islamic revolution 10 years earlier. In Iran today, the students derive strength from numbers. There are 1.7 million in a country of 65 million where two-thirds of the population is under 30. The closed, state-run economy, combined with corruption and mismanagement, has prevented the development necessary to give everyone jobs. Officials predict 6 million will be jobless by 2004.

Sazgara said the students wanted more freedom in their private and social lives. "They are fed up with the state's interference, telling them what to do," he said. "They want to be able to integrate in the global culture, have a



Atta Kenare /Agence France-Presse

Students still back President Khatami, as they showed at Tehran University last year.

democratic system and be sure that there will be jobs in future."

The students are aware of the realities outside Iran because of the Internet and satellite television. They read about Western democracy and are taught by professors who studied in the West.

Reza Amerinassab, 28, a medical student who advocates reform, said he spent hours surfing the Internet and more time reading books on the formation of Western democracies than reading his medical textbooks.

The turning point for students was July 1999, when vigilante forces, along with the police force controlled by hard-liners, attacked a student dormitory in Tehran after students protested the closing of a pro-reform newspaper. Students were beaten, and one was killed. The attack set off five days of the worst violence since the 1979 revolution.

Eventually, protesters retreated after Khatami pleaded for order. Hard-liners were using the unrest to threaten a coup against Khatami, said Mohammedreza Namnabat, a student involved in those protests.

But the judiciary, also controlled by hard-liners, mocked the students and acquitted major defendants, convicting just one soldier of stealing an electric shaver. Meanwhile, student leaders were suppressed and jailed.

Despite the shock of 1999, and the

continuing repression, students are pressing for change, led mainly by the Office for Consolidating Unity, the leading student reform movement. It has brought the country's Islamic Association of Universities under one umbrella, represents every campus in the country and has a central board in Tehran.

Ahmad Faraji, a student who was jailed for two weeks, said: "We still do not reject Khatami and his reform movement but believe they are not enough. We think change should be from the bottom up."

Inside the universities, student leaders are preparing to hold referendums on sensitive issues like changing the constitution to eliminate the veto the clerics have over the democratically elected Parliament, talks with the United States and elimination of hard-line unelected bodies that have impeded reforms. It will be the first time any of the topics are put to a public vote.

"These are important issues, and we intend to make at least the universities' opinion public about these matters," Amerinassab said. "Public opinion is a powerful means for change, and universities are where thoughtful opinions are shaped. We must help break the locks that have stopped reforms. We must pressure politicians not to give up."

# L'Irak continue de refuser le retour des inspecteurs de l'ONU

VIENNE

de notre correspondante

« J'espère que les discussions seront constructives et déboucheront sur une décision », avait déclaré, confiant, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, avant le troisième round des discussions avec l'Irak sur le retour des inspecteurs de l'ONU chargés de contrôler le désarmement. En fin de compte, M. Annan a quitté Vienne, vendredi soir 5 juillet, après deux jours de pourparlers pratiquement les mains vides. Le seul résultat concret est la restitution prochaine de plus de six camions d'archives nationales koweïtiennes, confisquées lors de l'invasion de l'émirat, en 1990, par les troupes de Saddam Hussein.

« Les Irakiens n'ont pas dit oui » s'est tout bonnement borné à déclaré Kofi Annan au terme de ses entretiens avec le ministre irakien des affaires étrangères, Naji Sabri. L'ONU va toutefois « rester en contact » avec l'Irak, a-t-il ajouté précisant que « la délégation irakienne va rendre compte à son gouvernement et [que] les discussions

aura « une nouvelle ronde de négociations », mais ni la date ni le lieu des pourparlers à venir n'ont été fixés. Il semble que le secrétaire général ne s'impliquera plus directement dans ces négociations tant que Bagdad ne sera pas prêt à aller plus loin sur la question décisive du retour des inspecteurs de l'ONU qui ont quitté l'Irak en décembre 1998. Jusqu'à nouvel ordre, les contacts se poursuivront à un niveau plus technique.

Malgré tout, l'atmosphère s'est considérablement réchauffée au fil des trois rounds de discussions surtout si l'on compare les derniers entretiens avec les premières négociations reprises en mars, après un an de gel, et au cours desquelles les Irakiens s'étaient contentés de dérouler leur catalogue de doléances et de revendications au point d'irriter Kofi Annan. Le secrétaire général avait alors demandé sèchement que l'on aille au cœur du problème, à savoir le retour des inspections, afin de vérifier la fabrication d'armes de destruction massive. Pour permettre le retour des inspecteurs, l'Irak exigeait en effet des réponses à une série de dix-neuf questions sur le désarmement et les modalités de l'inspection, les relations de l'ONU avec l'Irak et les menaces d'utilisation de la force contre Bagdad. Désormais, les Irakiens acceptent de discuter avec le directeur de la CCVINU (Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies),

Hans Blix, et ils se réfèrent même à la résolution 1284 des Nations unies qui a créé en 1997 la CCVINU, héritière de l'Unscop.

Ils n'en exigent pas moins « Un règlement global comprenant notamment la levée des sanctions et le respect de l'indépendance » de l'Irak, comme l'a expliqué le chef de la diplomatie irakienne, Naji Sabri.

## « RÊVES COLONIALISTES »

« Nous sommes les victimes de l'embargo et des sanctions appliquées en contravention avec le droit international », a-t-il ajouté, indiquant que « plus de 1,6 million d'Irakiens sont morts à cause de ces sanctions ». Devant la chaîne de télévision arabe MBC, basée à Dubaï, Naji Sabri accuse « les Etats-Unis (de vouloir) un retour des inspecteurs pour actualiser les informations qu'ils fournissent à leurs avions et à ceux de la Grande-Bretagne afin de frapper le peuple irakien ». « C'est un rêve qui ne se réalisera jamais a-t-il déclaré. Ce sont des rêves colonialistes des dirigeants maléfiques à Washington », a-t-il ajouté, répétant que les questions en suspens avec l'ONU nécessitent « un règlement global ».

Les Etats-Unis ont déclaré ne pas être surpris par l'échec des discussions de Vienne. « Ni les comptes-rendus des premières discussions entre Kofi Annan et Naji Sabri, ni les déclarations publiques irakien-

nes n'avaient laissé entendre que le régime irakien était prêt à se conformer aux résolutions de l'ONU », a déclaré Jo-Anne Prokopowicz, porte-parole du département d'Etat. « Nous ne voyons aucune raison ou besoin de discussions prolongées sur les obligations de l'Irak, elles sont bien connues », a-t-elle ajouté.

L'article publié, vendredi, dans le New York Times révélant un plan d'attaque de l'Irak n'a pas été abordé lors des négociations à Vienne, mais il a été largement évoqué dans les couloirs suscitant notamment des commentaires ironiques des Irakiens. Quant à Kofi Annan, il a bien pris soin de se démarquer d'une éventuelle intervention militaire en Irak indiquant : « Je n'étais pas là pour stopper une attaque (des Etats-Unis), je suis venu pour permettre le retour des inspecteurs ».

Vendredi, des journaux du Golfe ont estimé que le Conseil de sécurité de l'ONU reprenait à son compte l'exigence formulée par les Etats-Unis d'un retour des inspecteurs en Irak, « pour rechercher des armes de destruction massive dans la chambre à coucher du président Saddam Hussein ». Cette exigence est destinée à donner aux Etats-Unis « un prétexte pour attaquer l'Irak », commentait le quotidien émirati Al-Bayane. Pour que le dialogue puisse aboutir, « l'ONU devrait ne plus se mettre sous le parapluie américain », conclut le journal.

Joëlle Stolz



« Nous voulons un règlement global comprenant la levée des sanctions et le respect de l'indépendance »

NAJI SABRI

techniques vont se poursuivre ». M. Annan a aussi indiqué qu'il y

## Pour Jacques Baute, spécialiste de l'énergie atomique, rien ne peut remplacer les visites d'inspecteurs

VIENNE

de notre correspondante

« Dix ans d'expérience avec l'Irak montrent qu'aucune déclaration n'est crédible si elle n'est pas vérifiable. Trois ans et demi se sont passés depuis le départ des inspecteurs des Nations unies. Or en dépit de tout ce que nous savons déjà, de toutes les techniques dont nous disposons, grâce à l'imagerie satellitaire, nous ne pouvons rien garantir si nous n'allons pas sur le terrain, car rien ne remplace l'inspection sans préavis ». Chef du groupe d'action (Action

Team) sur l'Irak de l'agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA), le Français Jacques Baute sait de quoi il parle.

Expert du Commissariat à l'énergie atomique où il travaillait à la direction des applications militaires, il a épluché minutieusement des kilos de documents scientifiques confisqués aux Irakiens ou livrés par eux, longuement interrogé techniciens et ingénieurs, participé aux quelque 1 500 inspections menées le plus souvent par surprise entre 1994, date à laquelle le groupe d'action a établi une présen-

ce permanente en Irak et fin 1998, lorsque l'AIEA a dû retirer son équipe pour des raisons de sécurité, peu de temps avant l'opération « Renard du désert ».

Enfanté lui aussi, en avril 1991, dans les tourmentes de la guerre du Golfe, le groupe d'action, qui ronge aujourd'hui son frein à Vienne, est le « frère » nucléaire de la commission spéciale des Nations unies sur l'Irak, l'Unscop (devenue depuis la CCVINU ou commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies), basée à

New York, qui s'occupe des armes balistiques, chimiques ou bactériologiques. Elle est dirigée par le Suédois Hans Blix, ancien directeur de l'AIEA. C'est dans la juridiction de la CCVINU que, selon la terminologie diplomatique, des « questions importantes restent à régler » et que subsistent les vraies zones d'ombre, tandis que l'AIEA ne parle plus que d'« incertitudes » dans le domaine nucléaire.

« On a détruit, neutralisé ou enlevé tout ce qui était de nature purement militaire, et nous avions sous contrôle tout ce qui était à double

usage, donc pouvait permettre une application militaire, résume Jacques Baute. Mais que s'est-il passé depuis fin 1998 ? Nous n'accusons pas l'Irak, pourtant la seule manière d'être pleinement rassuré, et pour ce pays de se laver de tout soupçon, serait d'autoriser le retour des inspecteurs ».

#### REFUS PERSISTANT

A cause du refus persistant de Bagdad, l'AIEA est revenue à la situation d'avant 1991, et doit se contenter d'une seule inspection annuelle, sur un site déclaré dans l'ancien système de garanties (safe-guards) qui avait longtemps permis à l'Irak de tromper sa vigilance. Car l'objectif presque unique de l'agen-

ce, dans le contexte de la compétition entre les deux grandes puissances, était de « mettre un verrou sur la matière nucléaire ». Il lui a fallu admettre qu'elle avait été dupée, et que l'Irak avait continué à développer dans le plus grand secret un programme d'armement nucléaire, tout en continuant à ouvrir les sites inoffensifs aux experts venus de Vienne. « Sur le site de Touwaitha, rappelle M. Baute, il y avait des bâtiments déclarés auprès de l'AIEA, et d'autres, bien sûr non déclarés, où étaient concentrées les activités illicites ».

Ces visiteurs trop diplomates pour pousser la mauvaise porte n'avaient rien détecté d'anormal, alors que le régime de Saddam Hussein avait

accélééré, à partir de 1988, son programme clandestin de fabrication « indigène » d'une arme nucléaire et était capable, lors du déclenchement par les Américains et leurs alliés de l'opération « Tempête du désert », de se doter d'une bombe atomique « assez primaire », comparable aux engins utilisés contre le Japon en 1945. Les scientifiques irakiens, qui n'ont semble-t-il jamais bénéficié d'une aide extérieure significative, avaient pu récupérer 5 grammes de plutonium à partir des matières irradiées de leur vieux réacteur de recherche IRT-5000, de fabrication soviétique. Et comptaient se doter, sous la couverture d'un mystérieux « projet pétrochimique 3 », d'une arme nucléaire à uranium haute-

ment enrichi. L'intense activité d'inspection déployée dès 1991 sur le terrain n'a pas seulement permis de « limer les dents nucléaires de Saddam Hussein », mais aussi de découvrir ce qui avait été obstinément dissimulé ou édulcoré jusqu'alors par les autorités irakiennes. Ces informations seront complétées après la défection spectaculaire en 1995 du gendre du dictateur, Kamel Hussein, qui supervisait tous les programmes de destruction massive initiés en secret par le régime irakien : sans doute pour se dédouaner, les Irakiens livrent alors une quantité considérable de documents, souvent fort éclairants.

J. Sz

Le Soir • Mardi 9 juillet 2002

## Condamné car « la danse corrompt les jeunes »

SIAYOSH GHAZI  
TÉHÉRAN

C'est sans doute le verdict le plus insolite décidé par la justice iranienne. En effet, le tribunal de Téhéran a condamné un danseur d'aérobic à dix ans de prison conditionnels, dix ans d'interdiction de quitter le territoire iranien et surtout trois ans d'interdiction d'assister à des mariages sauf lorsqu'il s'agit de sa famille proche. Le délit de Mohammad Kordadian est d'avoir donné des cours d'aérobic à de jeunes Iraniennes, aux Etats-Unis. En fait, Mohammad Kordadian a quitté l'Iran en 1979, au lendemain de la révolution islamique.

C'est-à-dire il y a un peu plus de 22 ans. A l'époque, il était simple chauffeur de taxi dans la région de Téhéran. Lorsque je suis parti aux

Etats-Unis, j'ai erré d'un Etat à l'autre. Puis, j'ai rencontré une jeune Anglaise, avec qui je me suis marié. C'est elle qui m'a appris la danse aérobic, a-t-il déclaré à la sortie du tribunal.

En quelques années, il devient une véritable star dans la communauté iranienne de Los Angeles. Il donne des cours d'aérobic aux jeunes Iraniennes parties se réfugier en Amérique. Il y a actuellement plus d'un million et demi d'Iraniens aux Etats-Unis, en particulier sur la côte Ouest. Très vite, ses cours d'aérobic enregistrés sur cassette vidéo ont traversé les océans. On pouvait les acheter sous le manteau, pour s'entraîner à la maison. De même, les télévisions en langue persane qui émettent depuis les Etats-Unis vers l'Iran ont largement diffusé ces cassettes. Ces télévisions sont contrôlées par des membres de la communauté iranienne qui ont

pour la plupart quitté l'Iran après la révolution islamique.

En tout cas, après avoir passé plus de vingt ans aux Etats-Unis, Mohammad Kordadian a décidé de revenir au pays. Je voulais aller sur la tombe de ma mère et revoir mon pays, affirme le danseur. Revenu en Iran en mars dernier, il passe deux mois à visiter le pays avant d'être arrêté, pour le compte d'une justice contrôlée par les conservateurs. La justice l'a accusé de corrompre les jeunes avec ses cours d'aérobics mais aussi d'avoir consommé de l'alcool. Mohammad Kordadian rejette catégoriquement la seconde accusation. Je n'ai jamais bu d'alcool de ma vie... Quant aux cours d'aérobic, c'est du sport. Je ne pensais pas que ces cours étaient considérés par la justice comme une tentative de corruption, a précisé le danseur. En effet, les autorités ira-

niennes considèrent que l'islam interdit aux hommes d'être en contact avec des femmes en dehors des liens du mariage.

En tout cas, Mohammad Kordadian doit désormais rester en Iran pendant une période de dix ans. Il lui est aussi interdit de donner des cours d'aérobic ou de danser dans les mariages. Au moindre faux pas, ou plus exactement au moindre tour de hanche, il sera envoyé derrière les barreaux pour subir sa peine de dix années de prison.

Cette affaire est significative de l'attitude d'une justice iranienne contrôlée par des ultraconservateurs. Elle montre dans le même temps que les conservateurs ont de plus en plus de mal à contrôler la société. En effet, il y a encore deux ou trois ans, le jeune danseur aurait tout simplement été envoyé directement derrière les barreaux. •

## Battle plans for Iraq

The New York Times

President George W. Bush has made no secret of his desire to drive Saddam Hussein from power in Iraq. What has been unclear is how Bush expects to strike. Partial answers to that question come now in the form of a preliminary Pentagon planning document. It suggests that the military brass is considering a large-scale air and ground assault involving as many as 250,000 American troops.

At this early stage in planning, long before actual operational details are set, there ought to be some discussion in Congress and around the nation about the manner of American intervention in Iraq. At the moment, the White House seems to be moving toward a military offensive early next year.

The willingness of officials to outline Pentagon thinking in recent days suggests unhappiness in some quarters with the current drift of strategizing. One option that has apparently now been discarded is an Afghanistan-style campaign to be built around air strikes and the use of Special Operations forces in alliance with Iraqi opposition groups. Wayne Downing, the retired general who resigned last week as the chief White House adviser on counterterrorism, had favored such an approach.

Under the preliminary Pentagon plan, tens of thousands of U.S. Army and Marine ground combat troops would invade Iraq, most likely from Kuwait, backed by hundreds of warplanes based on carriers and airfields in as many as eight nearby countries.

Warfare on this scale carries substantial risks. A new war against Iraq may not be a rerun of the low-casualty 1991 campaign to liberate Kuwait. This time, with the survival of his regime on the line, Saddam may not be as easily deterred from using his hidden stocks of anthrax, botulinum toxin and VX nerve gas.

Congressional leaders, including top Democrats, have rushed to voice approval for the popular notion of getting rid of Saddam. They have not, however, lived up to their responsibility for demanding a full public discourse about how to pursue this attractive goal with maximum chances of success and minimum risk to American forces, interests and alliances. Discussion of these issues is possible without giving away legitimate military secrets.

War with Iraq, if it comes, is still many months away. What is urgently needed now is informed and serious debate.

*Politique extérieure*  
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)

74255. - 18 mars 2002. - M. Yves Tavernier attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation de Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, et des anciens députés d'origine kurde emprisonnés pour délit d'opinion en Turquie. Jugés par la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, le 8 décembre 1994, ils ont été condamnés à quinze ans de prison. Le 17 juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie dans cette affaire en jugeant que le procès avait été « inéquitable » en raison de la présence d'un juge militaire au sein du tribunal. Cependant, malgré ce jugement, la situation des anciens députés n'a pas évolué. La Turquie a demandé à entrer dans l'Union européenne. Certes, l'adoption récente par le parlement turc de trente-quatre amendements constitutionnels est une avancée positive pour la situation des Droits de l'homme dans ce pays. Toutefois, ces réformes doivent se traduire dans la réalité et l'Union européenne doit, avant l'intégration de la Turquie en son sein, inciter ce pays à respecter le volet « Droits de l'homme » des critères de Copenhague. En conséquence, il lui demande de lui préciser les actions qu'il envisage de mener pour obtenir la libération des députés kurdes et plus généralement, le respect des droits de l'homme dans ce pays.

*Réponse.* - L'attention de la France sur la situation des droits de l'Homme en Turquie, et plus particulièrement sur le sort de MM. Hatip Dicle, Selim Sakak, Orhan Dogan et de Mme Leyla Zana demeure très grande. Mme Leyla Zana, MM. Hatip Dicle et Orhan Dogan ont été condamnés en 1995 à dix ans de prison pour complicité avec le PKK, alors qu'ils étaient députés du parti pro-kurde DEP, dans des circonscriptions du sud-est du pays. Les autorités turques ont cependant accepté que des personnalités (tel le député européen Daniel Cohn-Bendit) puissent venir leur rendre visite lors de leur détention, et leur ont assuré qu'un libre accès permanent aux avocats de leur choix. Le Gouvernement et l'ambassade de France à Ankara suivent attentivement le cas de Mme Zana, de MM. Dicle et de Dogan. Quant à M. Selim Sakak, il a été libéré depuis plusieurs années : il n'est plus député du DEP, mais reste un des membres du comité directeur du parti qui lui a succédé, le HADEP. La Turquie doit respecter les critères politiques, définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1993, c'est-à-dire se doter « d'institutions stables garantissant la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'Homme, le respect des minorités et leur protection ». La reconnaissance de la candidature de la Turquie à l'Union européenne lors du Conseil européen d'Helsinki (1999) et le « partenariat pour l'adhésion », adopté sous présidence française de l'Union européenne en décembre 2000, doivent l'inciter à évoluer vers une meilleure prise en compte des droits de l'Homme, et singulièrement de la liberté d'expression. La Turquie a commencé à répondre à ces critères dans son programme national de reprise de l'acquis communautaire publié le 19 mars 2001. Elle a aussi voté, le 3 octobre dernier, une importante réforme de la Constitution qui diminue notablement les limites constitutionnelles à la liberté d'expression (révision de l'article 26 de la Constitution turque). Ces modifications doivent être encouragées et poursuivies : elles indiquent un changement des mentalités qui doit également se traduire sur le terrain.

*Politique extérieure*  
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)

74439. - 25 mars 2002. - M. André Gerin attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des députés kurdes emprisonnés en Turquie, Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sakak et Orhan Dogan. En 1994, ils ont été condamnés à quinze ans de prison. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné ce pays le 17 juillet 2001 pour violation de l'article 6 de la convention, en raison du manque d'indépendance et d'impartialité de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara et du manque de temps laissé à la défense pour préparer le procès. Des rapports récents présentés à la Commission européenne demandent la garantie de la restauration des droits civils et politiques dans les cas où ils ont été restreints suite à une condamnation, la réouverture du procès et la possibilité de réparation lors des procès établis comme non équitables. Les associations telles que Agir ici, Amnesty international, CIMADE et plusieurs autres appellent à la libération de ces anciens députés. Le respect des droits civiques et du droit à l'expression doit s'appliquer partout. Notre pays peut intervenir de manière directe et par l'intermédiaire des instances européennes pour favoriser la révision du procès par un tribunal indépendant pour les personnes concernées et pour favoriser de manière plus large le respect des droits de l'homme en Turquie. Il lui demande quelles dispositions entend prendre le Gouvernement dans ce dossier nécessitant de la ténacité.

*Réponse.* - Madame Leyla Zana, et deux autres députés, Monsieur Hatip Dicle et M. Orhan Dogan, ont été condamnés en décembre 1994 à dix ans de prison pour complicité avec le PKK, alors qu'ils étaient députés du parti pro-kurde DEP, dans des circonscriptions du sud-est du pays. Les autorités turques ont cependant accepté que des personnalités (tel le député européen Daniel Cohn-Bendit) puissent venir. L'ambassade de France à Ankara suit attentivement le cas de Mme Zana, de M. Dicle et de M. Dogan. Quant à M. Selim Sakak, il a été libéré depuis plusieurs années : il n'est plus député du DEP, mais reste un des membres du comité directeur du parti qui lui a succédé, le HADEP. Dans son arrêt du 17 juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie pour procès inéquitable sur la base de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme : la Cour de sûreté d'Ankara, ou siégeait encore en 1994 un juge militaire, n'offrait pas toutes les garanties d'un tribunal impartial, et les délais de jugement étaient excessifs. La Cour n'a pas, en revanche, estimé utile d'examiner les autres griefs invoqués par les requérants (liberté d'expression, liberté d'association et interdiction de toute discrimination). La France souhaite que la Turquie exécute les arrêts de la Cour. Conformément à l'article 46 de la Convention, cet arrêt sera transmis au comité des ministres du Conseil de l'Europe qui en surveillera l'exécution. Au sein de ce comité, la France sera attentive au respect par la Turquie de ses engagements conventionnels. Par ailleurs, la Turquie s'est engagée à respecter les critères politiques, définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1993, c'est-à-dire se doter « d'institutions stables garantissant la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ». La Turquie a, le 3 octobre dernier, voté une importante réforme de la constitution qui réduit notablement les limites constitutionnelles à la liberté d'expression (révision de l'article 26 de la Constitution turque) et qui fixe de nouveaux cadres à l'exercice des libertés publiques en Turquie. Lors de la session d'hiver de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (21-25 janvier 2002), le rapporteur, M. Jurgens, a d'ailleurs lui-même admis que ces amendements constitutionnels réduisaient le nombre d'arrêts non exécutés par la Turquie. Ces modifications constitutionnelles et législatives doivent être encouragées et poursuivies, à l'occasion notamment des réformes législatives qui ont été votées le 7 février et le 25 mars derniers au Parlement turc. Toutes ces réformes indiquent un changement des mentalités qui doit également se traduire sur le terrain. La France y sera particulièrement attentive.

# Iran, Turquie : l'inflation est une arme politique

LES DEUX NATIONS VONT ÊTRE AMENÉES À REVOIR LEURS POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET DONC À REDÉFINIR CE QUI RELÈVE DE L'ÉTAT

**I**l est souvent coutume d'opposer l'Iran et la Turquie : d'un côté, une république islamique au système économique peu performant ; de l'autre, une démocratie laïque dotée d'un secteur privé efficace. La réalité est évidemment plus complexe, et ces deux pays se rejoignent sur un point essentiel : l'ordre politique y est intimement lié à l'ordre monétaire et l'on ne peut réformer l'un sans l'autre.

On constate notamment une inflation forte et régulière, 20 % en Iran et plus de 60 % en Turquie en moyenne annuelle depuis le début des années 1980. Très classiquement, cette inflation est le résultat du financement par la création monétaire de déficits budgétaires importants. Par contre, et c'est plus inhabituel, ces pays n'ont jamais sombré dans l'hyperinflation. Il y a bien eu des crises financières, notamment en Turquie au début 2001, mais, globalement, les autorités sont arrivées à gérer cette inflation, qui a

pourtant toutes les caractéristiques d'un régime hyperinflationniste : manque de confiance de la population dans la monnaie nationale, dollarisation massive (le dollar est utilisé comme moyen de transaction dans le secteur informel en Iran et en Turquie ; plus de 50 % des dépôts bancaires sont en dollars), très larges déficits du secteur public, extrême fragilité du secteur bancaire. Pourtant, ces systèmes tiennent debout. L'Iran

a réussi à faire face à des chocs très violents (guerre avec l'Irak, contre-choc pétrolier de 1986), tout en assurant les investissements de base en matière d'infrastructures et d'éducation. La Turquie a réussi une industrialisation rapide en s'appuyant sur un secteur manufacturier privé dynamique et compétitif : le montant des exportations manufacturières représente près de 13 % du produit intérieur brut (PIB), contre, par exemple, 8 % pour la Pologne.

Comment expliquer cette capacité des systèmes économiques à ne pas exploser ? L'existence d'une rente pétrolière et une politique de contrôle des changes efficace en Iran, une politique intelligente de dévaluation contrôlée en Turquie, ont permis d'éviter une crise inflationniste. Mais il

**Il est impossible pour chacun de ces deux pays de modifier l'ordre monétaire sans redessiner un autre type de légitimité politique s'appuyant sur des nouveaux groupes sociaux**

existe aussi d'autres raisons. Il faut en fait revenir à ce qui fait la légitimité de la monnaie. D'une part, la légitimité de la monnaie signifie, à l'origine, une adhésion de la population aux « valeurs » défendues par l'Etat : en Iran, il s'agit d'un ensemble de valeurs mêlant islamisme et nationalisme ; en Turquie, il s'agit plutôt de défendre les valeurs d'un régime laïque et nationaliste autoritaire

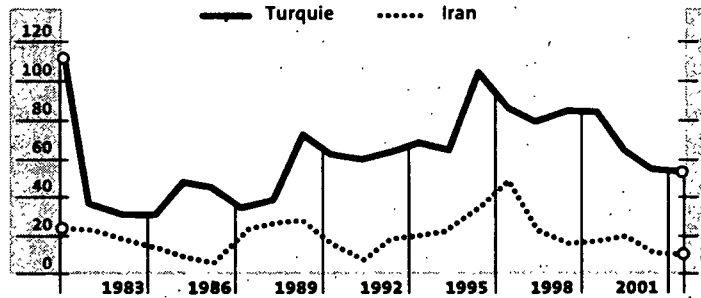
(attribuant un rôle politique à l'armée). Or c'est aussi la légitimité de ces ordres politique et monétaire qui a permis d'éviter que ces pays s'enfoncent dans une crise financière grave.

Mais l'ambivalence de la monnaie implique également que les groupes sociaux soutenant le régime soient fidélisés par l'octroi d'avantages financiers. En Iran, les bazaris et les fondations religieuses ont réalisé des surprofits grâce à d'énormes subventions sous la forme d'allocations de change ou de crédits bancaires. En Turquie, l'armée et des réseaux proches de l'Etat ont bénéficié directement ou indirectement des dépenses effectuées par des fonds extrabudgétaires, ou des crédits effectués sans véritable contrôle par un certain nombre de banques publiques.

Ce soutien de l'Etat à ses clients politiques est intervenu grâce au développement des activités « quasi budgétaires », c'est-à-dire des dépenses prises en charge par l'Etat mais qui ne figurent pas au budget national. Or ce sont surtout ces activités qui sont à l'origine de l'inflation élevée dans ces deux pays. Un régime d'inflation forte mais ne dérapant pas signifie donc qu'un

## LA HAUSSE DES PRIX RESTE SOUS CONTRÔLE

Inflation, en %



Source : FMI, Banque Centrale d'Iran

« équilibre » avait été trouvé entre la légitimité de la monnaie et la multiplication des activités quasi budgétaires.

Mais cet ordre politique et monétaire est en crise dans les deux pays. En Iran, le développement de activités quasi budgétaires a contribué à un très fort développement des inégalités, qui mine la légitimité politique. En outre, un tel système politique et économique basé uniquement sur la redistribution de la rente pétrolière ne peut créer les emplois nécessaires pour faire face à la croissance de la population active (plus de 600 000 personnes par an). En Turquie, l'inflation et des taux d'intérêt réels élevés pèsent sur le potentiel de croissance de l'économie. En outre, l'inflation élevée et de larges déficits budgétaires freinent une intégration économique plus prononcée avec l'Union européenne.

Or limiter les activités « quasi budgétaires » impliquerait de définir une frontière claire entre le secteur public et le secteur privé, ce qui est un problème éminemment politique. Il est de ce fait impossible pour chacun de ces deux pays de modifier l'ordre monétaire sans redessiner un autre type de légitimité politique s'appuyant sur des nouveaux groupes sociaux, tout en surmontant les oppositions des groupes bénéficiaires de l'ordre ancien (les bazaris et les fondations religieuses en Iran, l'armée en Turquie). Plus facile à dire qu'à faire !

**Thierry Coville**  
chercheur associé au département  
Monde iranien (CNRS)



The Guardian Wednesday July 10 2002

## Future of Iraq

# Dissident blueprint gathers support

### Rebel Kurds at heart of plan to split country into two regions

Michael Howard  
in Irbil, northern Iraq

A significant attempt is being made by Iraq's notoriously fractious opposition groups to agree on a model for a post-Saddam state that would guarantee the Kurds their own

federal region and the rights of the country's ethnic and religious groups.

One of the two main Kurdish groups controlling the self-rule area in northern Iraq has drawn up a draft constitution which has gained wide currency among the four main Iraqi opposition groups and is being treated seriously in Washington.

The plan, detailed in a document seen by the Guardian, would divide Iraq into two federal regions — an Arab region covering the centre and south of Iraq, and an Iraqi Kurdistan

region to the north. Each region would have its own assembly and president, but Baghdad would maintain control of internal security and a federal army.

The document is being seen as an attempt by opposition forces in Iraq to forge a local solution to the problem of governing the country should the current regime fall or be removed.

Until now, opposition groups within Iraq have been wary of taking part in any US-backed campaign to remove Saddam without clear guaran-

tees for their safety and future status.

The constitution's commitment to a "a republican, democratic, parliamentary, pluralistic system" for Iraq also represents a desire to head off any US thoughts about replacing the current dictator in Baghdad with another one.

The draft constitution was drawn up by the Kurdistan Democratic party, led by Masoud Barzani, one of the two main Kurdish groups controlling the self-rule area in northern Iraq.

Hoshiyar Zebari, the KDP's



Patriotic Union of Kurdistan fighters parading in northern Iraq. The PUK is to meet other opposition factions and US officials to discuss plans to redraw Iraq Photograph: Jockey Finck/AP

# Rebel groups reject CIA overtures down on the farm

head of international relations, said: "Given the country's complex ethnic and religious make-up, Kurds believe it is vital for there to be an agreement among the Iraqi people about

what sort of country they want. Otherwise there could be chaos following any regime change."

The draft constitution describes in detail the character of the federal Kurdish entity and its relationship with the central government in Baghdad, but does not prescribe a structure for the Arab federal region. "That is up to the Arab communities to work out for themselves," Mr Zebari said.

Under the plan, each region would have its own constitution and president, and would establish a parliament, freely elected in a secret ballot.

A federal assembly would sit in Baghdad, where a president, elected for a five-year term (and able to serve a maximum of two terms), would preside over a council of ministers accountable to parliament.

In Baghdad, the federal authorities would have the power to declare war and make peace, decide foreign policy and diplomatic representation, sign international treaties and agreements, set general economic strategy, preside over the country's oil wealth and its nuclear energy programme, and issue federal legislation.

But the regional administration in Kurdistan, which would have the oil-rich city of Kirkuk as its capital, would also have wide-ranging powers at its disposal, including taxation and initiating international relations.

The most influential anti-Saddam alliance, the KDP, the Patriotic Union of Kurdistan, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (representing the majority Shia community) and the Iraqi National Accord are to discuss the plan when they meet US officials in Europe later this summer.

But the plans for a federal Iraq face huge difficulties among Iraq's anxious neighbours.

Turkey is alarmed about the establishment of a Kurdish entity on its borders, fearful that it will stir up its own harried Kurdish population. Ankara is also opposed to the city of Kirkuk becoming the capital of the Iraqi Kurdistan region.

A US state department official who follows Iraqi affairs closely said on condition of anonymity: "It is an elegant and equitable solution to the puzzle of how to maintain Iraqi territorial and political unity after a regime change. And we don't have anything else on the table."

Julian Borger in Washington

**D**eep in the bowels of the US state department, not far from the cafeteria, there is a small office identified only by a handwritten sign on the door reading: The Future of Iraq Project.

Such is the ramshackle reality lying beneath the Bush administration's pronouncements on regime change in Baghdad. There is little doubt that the Pentagon is devising invasion plans in deadly earnest, but the parallel effort to build a political alternative has been half-hearted to say the least. In fact it is in retreat on several fronts.

The secret side of this "unconventional war" has not been going any more convincingly. Recent administration leaks have confirmed that there was a presidential directive to the CIA in February, ordering the agency to topple Saddam Hussein, with extreme prejudice if neces-

**'My theory is that the US government is going to want to do this alone'**

sary. But here again, the reality seems to be falling far short of the hype.

Already stretched and humiliated in the hunt for al-Qaida, CIA agents have been approaching would-be allies among the Iraqi opposition who have little reason to trust them, having been let down by Washington twice before.

Morale is so poor in the CIA that, in recent testimony to Congress, its director, George Tenet, admitted the agency had no more than a 15% prospect of carrying out its presidential order.

The CIA was taught a sobering lesson on its lowly standing among Iraqi rebel groups on its own home ground in April.

The agency runs a boot camp near Williamsburg in Virginia for its paramilitary units, which played an important role in Afghanistan. It is officially called Camp Perry, but inside the CIA it known simply as The Farm. Alongside the training camp it has a "black" area which serves as a venue for the secret side of US diplomacy. Foreign leaders, rebels or agents can be flown in without the complications of visas and customs, for meetings that officially never happen.

In late April, The Farm was the site of delicate talks with Kurdish leaders, aimed at persuading them to cooperate in the effort to topple President Saddam. The guests of honour were Masoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP), and Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) — the only opposition with significant troop numbers and territory under their control.

The KDP and PUK confirm the meeting took place but officially insist it took place in Germany. Privately Kurdish opposition officials confirm they flew to Virginia.

A US intelligence source also told the Guardian that the encounter took place at The Farm and that the US was represented by CIA officials and General Wayne Downing, the president's military adviser on counter-terrorism and the author of a 1998 plan to unseat Saddam relying heavily on local opposition and US air power.

"The idea was to see what the Kurds would be prepared to do in a war on Baghdad," the US source said.

Specifically, the Kurds were asked to agree to the establishment of CIA stations at their headquarters in Irbil and Suleimaniyah, but they demurred. According to one account, Mr Barzani and Mr Talabani asked for more money than the CIA was prepared to offer.

However, according to a Kurdish source, the meeting failed for a more fundamental reason: lack of trust. The Kurds had been encouraged to rise up against Saddam twice, in 1991 and 1995, and both times Washington had abandoned them to the Iraqi army. In 1995, the CIA pulled the plug on the insurrection 48 hours before it was due to begin.

"We wanted to know if that was going to happen again. If Saddam struck at us, would we be protected?" the Kurdish opposition activist said.

At one point, the Kurds reportedly

## Jordan refuses to allow launchpad for invasion

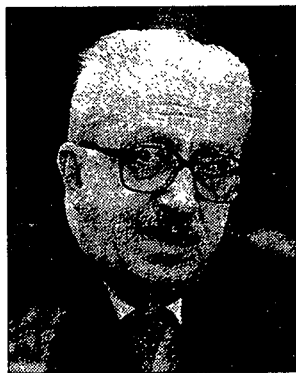
Ewen MacAskill  
Diplomatic editor

Jordan vowed yesterday that it will not allow US troops to be stationed on its territory to mount an attack on Iraq.

Responding to press reports that Washington has secret plans to use Jordan as one of its launch-pads, the Jordanian information minister, Mohammad al-Adwan, said: "Jordan rejects the principle of interfering in the internal affairs of its brothers under any justification. We refuse to be a launching pad or arena for any act against our brotherly state Iraq or to use our soil and airspace to attain this objective."

Speculation about a US invasion of Iraq next year has increased since the breakdown of talks between the UN and Iraq in Vienna on Friday and the leaking to the New York Times of Pentagon plans for an attack.

The US has been building up its forces in Qatar and has a strong presence in Saudi Arabia and Kuwait. Turkey would also be a vital staging post for an attack. A report in the Observer adding Jordan to the list prompted the Jordanian foreign minister, Marwan al-Muasher, to call in the Iraqi ambassador, Sabah Yassin, on Sunday to assure him the kingdom



Tariq Aziz: ready to fight

respected Iraq's sovereignty. Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, said yesterday the US could not remove the Iraqi president, Saddam Hussein, and his country was ready to defend itself against American aggression.

The US state department says no decision has been made on military action against Iraq. Mr Bush said on Monday night the US will use all the tools at its disposal to remove Saddam.

Iraq yesterday blamed the US for scuppering the Vienna talks. The UN has been trying to get Iraq to accept the return of UN weapons inspectors to check whether Saddam has been rebuilding his arsenal of weapons of mass destruction.

asked whether the US officials at The Farm really represented the entire administration, and so Ryan Crocker, a state department official who had visited Kurdistan a few months earlier, was hastily called in from Washington. No senior Pentagon officials attended.

It was hardly a convincing demonstration of US resolve, and the American representatives were unable to provide the assurances the Kurds were seeking.

### Denounced

Last week, Mr Barzani denounced the secret war, telling the Guardian: "We cannot stop the US [from taking covert action], but we would like there to be transparency and clarity, and for there to be no covers or curtains to hide behind."

The White House announced Gen Downing's resignation after less than a year as counter-terrorism adviser. But a spokesman denied that his departure had anything to do with the fact that he lost his battle to persuade the administration to support a guerrilla campaign by Iraqi rebel groups against Baghdad.

Meanwhile, the understaffed and underfunded Future of Iraq Project has been spending more effort struggling with other government departments than plotting

Saddam's downfall. Two US-sponsored meetings aimed at bringing members of the Iraqi opposition together have been put off indefinitely. One was to have been a seminar in Washington for Iraqi ex-officers in exile. It was to have taken place under the auspices of the Iraqi National Congress (INC), with the backing of the Pentagon and members of Congress who view the INC, a London-based umbrella organisation, as the rightful vanguard of the opposition.

However, the state department, convinced that the INC is corrupt and unreliable, dragged its feet on issuing visas to the Iraqi generals in Europe, who were themselves sceptical about the role of the INC and its leading figure, Ahmed Chalabi. Ultimately Congress grew impatient and suspended the funding.

The state department has simultaneously been trying to organise another Iraqi opposition conference in Europe, to talk about life after Saddam. Mr Chalabi lobbied against the meeting among his friends at the defence department and in Congress, and the conference has consequently been put on hold.

The state department has also cut off funds to the INC's intelligence gathering effort, which smuggled defectors and in-

formation about Saddam's weapons of mass destruction out of Iraq.

The shambles of the political struggle might suggest that the Bush administration is not serious about getting rid of the Iraqi dictator. But many analysts believe that the lack of effort invested in building political alliances simply reflects the fact that the Bush administration does not attach much importance to them.

"My theory is that the US government is going to want to do this on its own, on the basis that if you work with the Kurds and the Shi'ites you're going to end up with three Iraqs rather than one," said John Pike, who runs a Washington security thinktank, GlobalSecurity.org.

In a forthcoming paper for the Centre for Strategic and International Studies, Anthony Cordesman, a strategic analyst, argues: "The US has shown in the past that it can execute military operations without any clear plan for conflict termination and nation building."

"The American military culture seems to feel its responsibility ends with strategy and grand strategy is the province of politicians and God."

# 3 top aides abandon Turk chief

From news reports

**ISTANBUL:** Three Turkish cabinet ministers, including a deputy prime minister, resigned Monday, and their departures are expected to fuel calls for early elections and the resignation of the ailing prime minister, Bulent Ecevit.

Deputy Prime Minister Husamettin Ozkan, who was considered one of Ecevit's closest aides, stepped down along with the culture minister and a state minister, NTV reported. The deputy speaker of Parliament also

resigned, NTV said.

The Anatolia news agency said a total of 17 lawmakers from Ecevit's Democratic Left Party, including the ministers, resigned Monday.

The crisis caused the Turkish stock market to plunge nearly 4.7 percent Monday.

Fears over political paralysis have risen in the last two months, during which Ecevit has been in the hospital or confined to his home because of illness. Ecevit has refused calls to step down.

With the resignations, his party loses its position as the biggest party in the 550-member Parliament.

On Sunday, Devlet Bahçeli, leader of the nationalists, called for an early election in November to end uncertainty over Ecevit's health and divisions within the government.

The resignation of Ozkan is a sharp blow. One of three deputy prime ministers, he was considered Ecevit's closest aide and his possible successor. He was seen as a key player in keeping the coalition, whose partners differ on many

issues, together for more than three years. But the two men have drifted apart in recent weeks.

Ecevit, a five-time prime minister who has become the symbol of honesty and gentlemanliness in Turkey's rough political scene, has governed his party with an iron grip, earning a reputation for easily dismissing those who show the slightest disobedience.

Ecevit was apparently angered that Ozkan failed to quash rumors that Ecevit was too ill to govern.

Ozkan "has created deep sadness among our organization and our friends in the party," Ecevit told the private CNN-Turk television station in an interview Sunday.

Ozkan enjoyed good relations with the other two coalition partners — as well as with the influential military and the business world — and often brokered compromise solutions when the government was divided. (AP, AFP)

Tuesday, July 9, 2002

The New York Times

## Lifetime Ban On Giving Dance Lessons

By NAZILA FATHI

TEHRAN — A court has convicted an Iranian-born American dancer, who came

to Iran three months ago for the first time in 22 years, of promoting corruption and issued a 10-year jail sentence, which the court suspended.

The dancer, Mohamad Khordadian, was banned from leaving Iran for 10 years, banned for life from giving dance lessons, and banned for three years from attending ceremonies and celebrations of people not close relatives, the official

news media reported Tuesday. Mr. Khordadian has given dance classes in Los Angeles for several years but the court accused him of trying to corrupt Iranian youths through videotapes. Islamic hard-liners condemn dance as a crime, especially if men and women do it together.

Mr. Khordadian's lawyer said his client accepted the ban on teaching dance here but objected to the ban on

leaving Iran, which the court said was intended to keep him from "tempting circumstances" outside the country.

Mr. Khordadian said in court that he was a taxi driver until 1981, when he went to the United States and married a British woman who encouraged him to begin a career as a dance instructor.

# Kurdish leaders reluctant to join U.S. move against Saddam

By John F. Burns

The New York Times

**ARBIL, Iraq:** As the United States considers ways of accomplishing President George W. Bush's call for an end to Saddam Hussein's rule in Iraq, Washington's goal of a "regime change" in Baghdad is running into strong reservations from Iraqi Kurdish leaders who would be crucial allies in any military campaign.

These leaders, interviewed in their strongholds across northern Iraq, have said flatly that they would be reluctant to join U.S. military operations that put Kurds at risk of an onslaught by Iraqi troops of the kind they suffered after the Gulf War in 1991.

A Kurdish uprising then that was encouraged by the first President Bush was brutally suppressed by Saddam, and U.S. forces failed to intervene as thousands of Kurds were killed.

No group has suffered more from Saddam's 23-year-old rule than the Kurds, who lost tens of thousands of lives in Iraqi military offensives in the 1980s and 1990s.

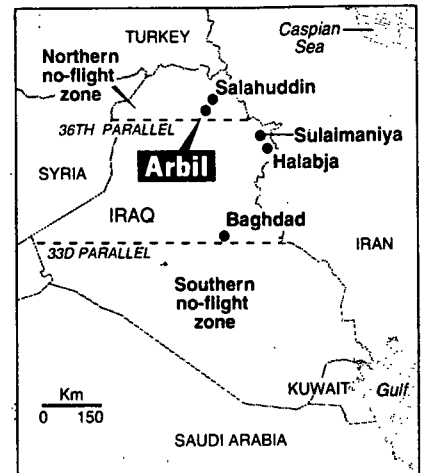
The most brutal attacks, cited by the

present President Bush in recent weeks as part of the justification for toppling the Iraqi ruler, involved the use by Iraqis of poison gas at Halabja and dozens of other towns and villages in the Kurdish districts of northern Iraq during the eight-year Iran-Iraq war that ended in 1988.

Still, no Iraqis have benefited more from Western support in the last decade than the Kurds. Protected by a "safe haven" declared by the United Nations and a "no-flight zone" patrolled by U.S. and British warplanes, the Kurds, with barely 40,000 troops and only light weapons, have built a ministate across an 800-kilometer (500-mile) stretch of Iraqi territory bordering Syria, Turkey and Iran.

The threat of Western air strikes has kept Saddam's armored battalions immobilized along front lines to the south, often within artillery range of Kurdish strongholds like Arbil. Within this liberated area of soaring mountains, lush foothills and semidesert, the Kurds have built a society with freedoms denied to the rest of Iraq.

The Kurdish-controlled area has opposition parties and newspapers, satel-



lite television and international telephone calls, and an absence of the repression that has prompted international human rights organizations to brand Saddam's Iraq a terror state.

The drawback is that all this exists outside international law and could be made permanent only by a new government in Baghdad that embraced



Agence France-Press

Protected by allied air forces, Kurds enjoy unique benefits in Iraq, and fear their loss if the United States pursues military action.

Tuesday, July 9, 2002

The New York Times

freedoms for all of Iraq.

But while a U.S.-led military campaign to topple Saddam holds out the possibility of making their freedoms more secure, the Kurdish leaders said Washington would be asking them to put all they have gained from their decade of autonomy at risk of a fresh Iraqi offensive. "We are not ready to take any

risks, and if we are not sure of the outcome of any step, then we are not ready to take that step, because we are not sure of improving our circumstances," Massoud Barzani, leader of one of the two main Kurdish political groups, the Kurdistan Democratic Party, said at his mountaintop headquarters outside Salahuddin, north of Arbil.

He added, alluding to the centuries of oppression that Kurds suffered from Turks, Arabs and Persians, "This is a golden era for Iraqi Kurds."

Their concerns are so deep that the Kurds have set aside political differences among themselves to speak with a common voice on the possibility of U.S. action against Saddam.

The two main political groups, Barzani's Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, have divided the northern territory into two areas, each with its own government and army. But at their respective headquarters cities, Arbil and Sulaimaniya, the reluctance of the Kurds to support U.S. moves against Saddam is

expressed in virtually identical terms.

Kurdish leaders in both cities said U.S. officials had visited the Kurdish territory this year to discuss U.S. options, and

had also met with Kurds in Washington and Europe.

At one meeting in Europe, Kurdish officials said, Barzani and Talabani, bitter rivals for years, sat down together to meet with U.S. officials. Their main message, these Kurdish officials said, was that Washington should not expect Kurds to subordinate their own safety to U.S. priorities.

"Nobody has suffered more from Saddam than the Kurds," one senior Kurdish official said. "We told the Americans, 'This time, the Kurds will put their own interests first, and last.'"

Although the Kurds' fear of again being abandoned by the United States seemed real, the greater fear seemed to be of Saddam. An official in Arbil acknowledged that the Kurdish leaders, in publicly discouraging U.S. military action, were signaling to the Iraqi leader that the Americans, not the Kurds, were his adversaries. "Saddam is our shadow," the official said. "He's always there, right behind us, and we don't want him to think that we're drawing the Americans in to overthrow him."

Concern among the Kurds seems certain to intensify with the failure in Vienna on Friday of the latest talks between the UN secretary-general, Kofi Annan, and Iraqi officials, aimed at resuming UN weapons inspections in Iraq.

Le Monde 10 JUILLET 2002

## Le gouvernement turc de Bülent Ecevit est en pleine crise

Des démissions en cascade rendent inévitables des élections anticipées

**LE GOUVERNEMENT** du premier ministre turc, Bülent Ecevit, est cette fois à l'agonie. Lundi 8 juillet, Hüsamettin Ozkan, l'un de ses vice-premiers ministres, considéré jusqu'alors comme son bras droit, a démissionné, provoquant un séisme politique. Son départ a été immédiatement suivi par la démission de trois autres ministres du Parti démocratique de gauche (DSP), mettant à mal la coalition gouvernementale. Des élections anticipées apparaissent désormais inévitables, malgré l'opposition de M. Ecevit.

En dépit de sa maladie et d'hospitalisations à répétition depuis le début du mois de mai, Bülent Ecevit, 77 ans, a jusqu'à présent refusé de quitter son poste, affirmant qu'il serait rétabli sous peu et que la coalition poursuivrait son mandat jusqu'au printemps 2004. L'incertitude créée par son état de santé chancelant et par l'opposition des ultranationalistes à l'adoption de réformes nécessaires au processus d'adhésion à l'Union européenne n'a fait que grandir ces dernières semaines. Cette instabilité est surtout perçue comme une menace à l'application du programme

de redressement introduit avec l'appui financier du Fonds monétaire international (FMI) qui, depuis la signature d'un premier accord, en décembre 1999, a promis la somme record de 31 milliards de dollars.

Dimanche, le vice-premier ministre ultranationaliste Devlet Bahçeli avait lancé un premier pavé dans la mare en suggérant des élections anticipées au début du mois de novembre. Dans la foulée, la livre turque s'effondrait et atteignait, lundi, son niveau le plus bas contre le dollar.

### NOUVELLE TOURMENTE

Le départ de Hüsamettin Ozkan, un politicien discret souvent considéré comme l'héritier naturel de M. Ecevit, a déclenché une nouvelle tourmente. Sa démission a apparemment été exigée par Bülent Ecevit lui-même, qui estimait que son dauphin ne l'avait pas soutenu avec suffisamment de vigueur au cours des dernières semaines. M. Ozkan avait déclaré, dans le passé, qu'il resterait au côté d'Ecevit jusqu'à la fin. En définitive, son départ marque le début de la fin pour le gouvernement de coalition.

Fief de Bülent Ecevit et de son épouse Rahsan, le Parti démocratique de gauche est désormais profondément divisé. Outre les trois ministres qui ont démissionné pour protester contre le départ de M. Ozkan, une vingtaine de parlementaires du DSP ont également quitté le parti hier et la liste menace de s'allonger. Les démissionnaires pourraient former un nouveau parti. Hüsamettin Ozkan devrait s'entretenir, sous peu, avec le ministre en charge de l'économie, Kemal Dervis, dont l'entrée officielle dans l'arène politique est attendue par de nombreux Turcs.

Le DSP de Bülent Ecevit ayant perdu sa majorité de sièges au Parlement, des élections législatives anticipées se profilent. La Turquie est « dans une phase de crise », a reconnu, mardi, le vice-premier ministre Mesut Yılmaz, chef du Parti de la Mère patrie, troisième partenaire de la coalition. M. Yılmaz estime « inutile » d'attendre jusqu'à novembre pour de nouvelles élections, comme proposé par les ultranationalistes. Et d'évoquer un scrutin dès le mois de septembre.

Nicole Pope

# En Turquie, le premier ministre, Bülent Ecevit, affiche sa volonté de rester au pouvoir

Le chaos politique compromet la reprise économique : la Bourse a reculé de 1,8 %, mardi 9 juillet, après avoir cédé 4,6 % la veille. Une mission du Fonds monétaire international arrive à Ankara

**IL NE DÉMISSIONNERA PAS** « à ce stade ». C'est en tout cas ce que le premier ministre turc, Bülent Ecevit, a affirmé, mardi 9 juillet, à la présidence du parti d'opposition de la Juste voie, Tansu Ciller. Selon les propos rapportés par M<sup>me</sup> Ciller à ses pairs, le vieux chef du gouvernement, absent de la vie politique depuis mai en raison de son état de santé, n'envisage pas plus de provoquer des élections anticipées : celles-ci auront lieu « en temps normal », c'est-à-dire en 2004. Sauf, a-t-il concédé dans un entretien paru dans le quotidien *Milliyet*, mercredi 10 juillet, « si cela devient obligatoire ».

Au centre d'une tourmente politique qui a déclenché la démission de 33 députés de son Parti démocratique de gauche (DSP), dont six ministres, Bülent Ecevit estime donc que son heure n'a pas encore sonné. Il devait réunir mercredi le cabinet des ministres.

## CLIN D'ŒIL

En remplaçant rapidement les ministres démissionnaires, M. Ecevit, en convalescence à la suite de deux hospitalisations en mai, a confirmé sa volonté de s'accrocher au pouvoir. Plutôt que de choisir le ministre de l'intérieur, İsmail Cem, souvent cité comme un successeur possible à la direction du DSP, le premier ministre a nommé au poste de vice-premier ministre Sükrü Sina Gürel, pour remplacer Hüsamettin Ozkan, son ex-bras droit, dont le départ a donné le signal de la rébellion au sein du parti.

La promotion de M. Gürel, un eurosceptique affiché, est un clin d'œil aux ultranationalistes membres de la coalition, qui sont désormais le parti le plus important au sein du Parlement. Elle témoigne aussi d'un désir de garder les candidats à la succession à distance res-



*Le ministre turc de l'économie, Kemal Dervis, s'adresse à la presse à Ankara, mardi 9 juillet. Ancien de la Banque mondiale, il bénéficie du soutien des Etats-Unis et du FMI. Avec İsmail Cem, le nouveau ministre des affaires étrangères, il pourrait jouer un rôle important dans une prochaine recomposition politique en Turquie.*

pectable. Mais le brouillard politique persiste. Tous les regards se tournent vers les trois personnalités clés susceptibles de donner l'élan nécessaire à la formation d'un nouveau mouvement politique.

L'un d'eux est Kemal Dervis, le ministre de l'économie, transfuge de la Banque mondiale, arrivé en 2001 pour reprendre en main une économie qui partait à la dérive, avec la bénédiction des institutions de Bretton-Woods et des Américains. Kemal Dervis, qui

n'est pas membre d'un parti politique mais se situe au centre gauche, flirte depuis longtemps avec l'idée d'entrer dans l'arène. Ces derniers jours, il s'est entretenu à la fois avec Hüsamettin Ozkan et avec le troisième homme clé de la crise, İsmail Cem, le nouveau ministre des affaires étrangères.

C'est pourtant à l'espoir de voir M. Dervis prendre la tête d'une nouvelle alliance réformatrice que s'accrochent l'opposition, les marchés financiers et le Fonds monétaire international. Pivot straté-

gique entre l'Europe et le Proche-Orient, indispensable pour relayer les intérêts américains dans la région, la Turquie a toujours bénéficié d'un traitement extrêmement compréhensif de la part du FMI. En février, Ankara a reçu un soutien financier de près de 17 milliards de dollars sur trois ans dans le cadre d'un programme de réformes économiques et sociales. Alors que la Bourse dégringolait à la suite des démissions en série, le FMI a annoncé qu'une mission se rendait immédiatement sur place pour discuter du déblocage de 1,1 milliard de dollars que la Turquie n'a pas encore utilisés.

## STABILISATION DE LA LIVRE

Cette annonce a provisoirement calmé les marchés. Après avoir perdu 4,6 %, lundi 8 juillet, la Bourse a limité sa chute à 1,8 % mardi. La livre turque a cessé de perdre du terrain pour se stabiliser à 1,66 million pour un dollar après avoir atteint un plancher de 1,7 million contre le billet vert.

La baisse récente des taux d'intérêt avait créé l'espoir que la Turquie, dont le PIB a reculé de 8 % en 2001, pourrait sortir de la récession. L'incertitude politique fait naître des doutes sur sa capacité à gérer la dette publique, qui atteint près de 200 millions de dollars.

Il est pourtant peu probable que les Etats-Unis, principaux actionnaires du FMI, lâchent financièrement cet allié dont ils auraient un besoin impérieux en cas de nouvelle confrontation militaire avec l'Irak.

Les discussions du FMI se déroulent encore avec le premier ministre Bülent Ecevit. Mais ce dernier aura fort à faire pour convaincre ses ministres et ses partenaires que la coalition, sous sa forme actuelle, reste viable.

Nicole Pope et Babette Stern

## Standard and Poor's dégrade la dette turque

L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé, mardi 9 juillet, qu'elle baissait de « stable » à « négatif » la perspective de la dette souveraine de la Turquie. Le 26 juin, l'agence avait déjà ramené sa perspective de « positive » à « stable ». Comme pour la dette souveraine, la perspective accordée à l'Export Credit Bank of Turkey (contrôlée par l'Etat) dans ses opérations en devises étrangères a par ailleurs été abaissée de « stable » à « négatif ». Cette décision de l'agence américaine « reflète des inquiétudes quant à la persistance de l'instabilité politique qui pourrait mettre en danger le programme de soutien du FMI », écrit l'analyste de l'agence, Ala'a Al-Yousuf.

The New York Times

Thursday, July 11, 2002

# U.S. considers Jordan as a base for staging attacks on Iraq

By Eric Schmitt

The New York Times

**WASHINGTON:** American military planners are considering using bases in Jordan to stage air and commando operations against Iraq in the event the United States decides to attack Iraq, senior defense officials said.

Using Jordanian bases would enable the Pentagon to attack Iraq from three directions — from the west, as well as from the north via Turkey and the south via several Persian Gulf states.

Such an arrangement would also introduce American forces between Iraq and Israel who could help detect, track and destroy Scud missiles that Baghdad might shoot at Israeli targets, as it did during the Gulf War in 1991, the officials said.

A final military plan for attacking Iraq has not yet been prepared, but “every country in the region, from Turkey to Jordan to the Gulf states, was being considered when you’re talking about mounting an operation,” a senior military official said. President George W. Bush has discussed with King Abdullah of Jordan the administration’s goal to topple President Saddam Hussein of Iraq and create a political landscape without Saddam, officials said. But Jordan has not yet been consulted specifically about the possible use of its bases, and Jordanian officials in recent days have publicly criticized such a plan.

In a telephone interview from Amman, Jordan’s foreign minister, Marwan Muasher, said: “Our public position is the same as our private position. Jordan will not be used as a launching pad, and we do not have any U.S. forces in Jordan.”

The reason for Jordan’s anxiety is clear. Abdullah, who presides over a poor country in need of aid and good will from the United States, is trying to be a friend to Washington.

He has met with Bush and Vice President Dick Cheney at the White House four times in the past two years, most recently on May 8. The king is to meet privately with Bush here later this month, officials said.

At the same time, most of Jordan’s population is of Palestinian descent, and Palestinians have been ardent supporters of Saddam.

Jordanian sensitivities regarding Iraq have a long history. During the Gulf War, the current king’s father, King Hussein, essentially sat on the fence as Palestinians in the West Bank and in Jordan repeatedly held boisterous and sometimes violent demonstrations in support of Iraq.

Now Iraq sends large payments to families of Palestinian suicide bombers, cementing the

Iraq leader’s popularity among Palestinians.

Abdullah would risk alienating many Palestinians in his kingdom, destabilizing the fragile balance that maintains Jordan as a viable state, if he allowed American troops to mount an attack from Jordanian territory.

Indeed, when Cheney visited the king in Amman in March, the Jordanian authorities issued a statement expressing the monarch’s concern about “the repercussions of any possible strike on Iraq and the dangers of that on the stability and security of the region.”

American military planners, operating without the political filters that their superiors would impose if an attack were imminent, say Jordan’s role could be similar to that of Pakistan in the war in Afghanistan.

Pakistan has allowed American Special Operations forces and search-and-rescue crews to work out of bases in the country, but neither nation publicly acknowledges the arrangement.

A spokesman for the National Security Council, Sean McCormack, said the administration would not comment on war planning, but noted that “Jordan is a close friend and ally.”

Indeed, there are several signs that military cooperation between Washington and Jordan is increasing. The administration has requested \$25 million from Congress as part of a larger emergency spending bill to provide Jordan with military equipment and “upgrades for land and air base defense,” as well as border security, said a congressional aide. House and Senate negotiators are working to put the finishing touches on the package.

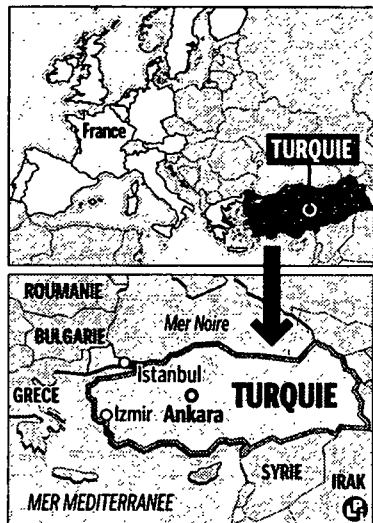
The military’s Central Command, which is responsible for planning military operations in 25 countries from the Red Sea to the Indian Ocean, has rated the construction projects in Jordan among its highest priorities, one official said. Some of the American aid could go toward lengthening runways at two Jordanian air bases, Al Jafr and Al Azraq, to accommodate larger planes, the official said.

Two weeks ago, General Tommy Franks, the head of American forces in the Middle East, met in Amman with Abdullah and with the defense minister and the senior military officer. Colonel Ray Shepherd, a spokesman for Franks, said the meeting was a “routine” visit.

American forces have conducted joint operations in Jordan. A year ago, 2,200 marines from the 11th Marine Expeditionary Unit from Camp Pendleton, California, participated in an exercise in Aqaba.

In the late 1990s, American warplanes flew missions to enforce the no-flight zone over southern Iraq from Jordanian air bases. Air Force officials declined to say if American or other allied forces are still using the bases.

# La Turquie face aux islamistes



## CLES

- **Superficie** : 779 452 km<sup>2</sup>
- **Population** : 68 millions d'habitants dont 12 millions de Kurdes
- **Religion** : musulmane sunnite
- **Langues** : turc et kurde (usage privé autorisé depuis 1991)
- **Monnaie** : livre turque
- **Capitale** : Ankara
- **Régime** : république laïque depuis 1923
- **Economie** : textile, industrie légère et surtout tourisme (12 millions de visiteurs et plus de la moitié du produit national brut en recettes)
- **Equipements** : 59 automobiles et 286 téléviseurs pour 1 000 habitants
- **PNB par habitant** : 3 000 € (19 600 F) par an
- **Dette extérieure** : 120 milliards d'euros (788 milliards de francs)



**ANKARA (TURQUIE), HIER** Entouré de ses gardes du corps, Bulent Ecevit (au centre), le Premier ministre turc, à la santé déclinante, s'accroche à son poste. (AP.)

**E**T DE HUIT !... Après Ismail Cem, le chef de la diplomatie, et six autres ministres, qui tous les sept ont démissionné, c'est Kemal Dervis, celui de l'Economie, qui a menacé hier de lâcher Bulent Ecevit, 77 ans, le Premier ministre turc, cloué par la maladie au fond de son lit depuis deux mois, et qui s'accroche à son poste de peur de précipiter son pays dans la tourmente. Tous demandent à Ecevit des élections anticipées. En imitant les députés de la Gauche démocratique, le parti d'Ecevit, dont un bon tiers d'entre eux ont déjà annoncé qu'ils allaient fonder un nouveau parti de centre-gauche.

Les démissionnaires jouent une partie serrée, dont l'issue est très incertaine. Des élections législatives anticipées pourraient, en effet, donner un pouvoir accru aux islamistes qui, en 1999, avaient obtenu 15 % des voix. Les sondages prévoient que Tayyip Erdogan, 47 ans, ex-maire d'Istanbul, serait le grand vainqueur du scrutin. Erdogan a fondé Justice et développement, en défendant des thèses moins radicales que son concurrent islamiste, le Parti du bonheur. Mais sa dénonciation répétée de « l'oligarchie », sa revendication de « transparence et de démocratie » trouvent un grand écho dans une population dont près de la moitié vit avec 1,5 € par jour.

Le Fonds monétaire international (FMI), qui maintient la Turquie sous tente à oxygène, a aussi provoqué, par ses exigences, l'écroulement de pans entiers de l'économie. Istanbul, la seule ville au monde bâtie à cheval sur deux continents (l'Europe et

l'Asie), compte aujourd'hui onze millions d'habitants, dont un grand nombre de chômeurs et de paysans déracinés s'entassant dans des quartiers aux allures de bidonvilles qui poussent aussi vite que les mosquées.

## L'angoisse des Américains

Face à cette misère grandissante, à une inflation galopante (le moindre ticket de bus vaut plus d'un million de livres turques), la Turquie est engagée dans une véritable course de vitesse pour s'arrimer au continent européen. Elle fait le forcing pour obtenir son ticket d'entrée dans l'Europe. Ce qui passe par l'abolition de la peine de mort et l'octroi de droits à la minorité kurde. Deux exigences européennes que la droite nationaliste hésite à accepter. Faute d'être bouclé rapidement, le dossier turc risque donc d'être renvoyé aux calendes... grecques. D'autant plus que l'Europe n'a que l'embarras du choix, puisque douze autres pays frappent à sa porte. Une hypothèse

catastrophique pour les Américains qui ont fait de la Turquie, membre de l'Otan, le cœur de leur dispositif de lutte contre le terrorisme : ainsi, les soldats de l'ex-empire ottoman ont-ils récemment pris la tête de la Force occidentale d'intervention (Isaf) à Kaboul.

Ecevit, le vieux politicien à la santé déclinante, déjà Premier ministre en 1974 lors de l'intervention de l'armée turque à Chypre, encore au pouvoir en 1999 lors de la capture d'Öcalan, le chef du PKK, est perçu aujourd'hui comme un obstacle à une « opération rénovation ». La classe politique pro-occidentale mise aujourd'hui sur un trio composé de Cem, Dervis et aussi Ozkan, l'ex-bras droit d'Ecevit. Un trio qualifié de « dream team » (équipe de rêve) hier matin par un journal d'Istanbul. Le compliment n'est pas mince dans un pays fou de football qui vient de se classer troisième du Mondial.

Reste à savoir si ce rêve est partagé par une population aux prises avec le cauchemar d'une crise économique qui n'en finit pas.

PHILIPPE DUVAL

**le Parisien**

VENDREDI 12 JUILLET 2002



# Le clergé divisé ébranle l'Iran

*Un haut dignitaire démissionne et attaque violemment le pouvoir.*

**D**ans un climat de mécontentement général, où les réformes tant espérées depuis la réélection l'an dernier de Mohammad Khatami se font toujours plus lointaines, un religieux de haut rang vient de provoquer une grave crise politique en démissionnant avec fracas de ses fonctions. Proche du président réformateur, l'ayatollah Jalaleddine Tahéri, 76 ans, a justifié sa démission du poste d'imam de la prière d'Ispahan – ce qui fait de lui le principal dignitaire religieux de cette grande ville – en affirmant «ne plus pouvoir tolérer le chaos» et la «corruption généralisée à tous les niveaux» du pouvoir. Dans une lettre ouverte publiée mardi, il dénonce péle-mêle «le chômage, l'inflation, la hausse quotidienne des prix, l'écart diabolique entre les pauvres et les riches, l'économie malade et la bureaucratie corrompue, les

pots-de-vin, l'escroquerie, l'expansion de la consommation de drogue, l'incompétence des autorités et la défaillance de la structure politique» du pouvoir. Une lettre d'une telle violence est sans précédent, d'autant que l'auteur s'en prend à la personne du Guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, dont la moindre critique à son encontre peut mener en prison. Le religieux accuse aussi l'emprise croissante du clergé et du courant conservateur sur toutes les institutions du régime: «Tout cela menace l'existence même de notre pays et de notre peuple.» **Appui.** Mercredi soir, 125 des 290 députés du Parlement ont apporté leur soutien au religieux frondeur tout en regrettant son départ. Cet appui a transformé le coup de tonnerre de l'ayatollah Tahéri, ancien proche de l'imam Khomeiny, le fondateur du régime, de qui

il tenait son poste, en crise politique, «la plus grave depuis vingt ans», précise un spécialiste de l'Iran. La dissension entre religieux est considérée comme un délit très grave dès lors qu'elle s'exprime en public. Le dignitaire est allé encore plus loin, violant l'un des tabous du régime. Il a dénoncé les mesures policières à l'encontre de l'ayatollah Ali Hossein Montazéri, en résidence surveillée depuis plus de treize ans dans la ville sainte de Qom. Ce religieux, qui fut le dauphin de Khomeiny avant d'être destitué peu avant la mort de ce dernier en 1989, incarne la dissidence religieuse au sein du régime. Le camp conservateur a aussitôt réagi. Le Conseil suprême de sécurité, la plus haute instance de décision en matière de défense, a interdit à la presse de publier «toute information en faveur ou contre» l'imam démissionnaire.

**Offense.** L'Iran vit aujourd'hui une telle crise aussi parce que des proches de Khatami, séculiers cette fois, ont lancé de violentes attaques contre le clergé chiite. Le 19 juin, le journaliste Hachem Aghajari, qui dirige un petit mais influent parti réformateur, a osé déclarer que les musulmans «n'avaient pas à suivre aveuglement (...) un chef religieux». Cela lui vaut aujourd'hui d'être comparé à Salman Rushdie et poursuivi pour «offense» au clergé chiite. Jeudi, son parti – l'Organisation des moudjahidin de la révolution islamique (Omri) – a récidivé par une virulente attaque contre l'Association des enseignants de Qom, principale institution de gestion des écoles coraniques. Il l'accuse d'être au service «du courant conservateur et de son capitalisme mercantile». C'est la première fois qu'une polémique s'installe entre un



L'ayatollah Jalaleddine Tahéri, menant, en 1999, la prière du vendredi à Ispahan. L'imam vient d'abandonner son poste avec fracas.

parti laïque et cet important bastion du clergé chiite. **Souterrain.** Mais tant de virulence de la part des proches de Khatami peut surprendre. Depuis sa triomphale réélection, son camp paraissait assoupi, démoralisé, acceptant sans les

rendre les coups des conservateurs. En fait, ce raidissement semble répondre à une offensive souterraine des conservateurs alliés à l'ex-président Khatami-Rafsandjani, qui ne cache pas sa volonté de revenir au pouvoir. «Il veut mettre sur

un système qui contrôlerait la présidence et le Parlement. Ceux-ci tomberaient sous la tutelle du Conseil de discernement (autre institution du régime ndr), qui est sous son contrôle», analyse depuis Paris le politologue Ahmad Salamati. Se-

lon lui, la crise va déboucher sur des négociations entre les deux camps et une redistribution des cartes. On ne sait pas encore au profit de qui ●

JEAN-PIERRE PERRIN

# Le monde arabe, cancre des libertés

Droits politiques, statut des femmes... l'ONU dresse un constat sans concession.

Pour son premier rapport traitant du monde arabe, le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) a adressé une cinglante volée de bois vert aux Etats de cette région, qui «ont enregistré le niveau de liberté le plus bas du monde à la fin des années 90» et un niveau d'émancipation des femmes analogue. Dans ce rapport, récemment rendu public au Caire, l'agence déplore aussi «le taux élevé d'analphabétisme et les déficiences du système éducatif». Soit autant d'obstacles majeurs au développement des 22 pays membres de la Ligue arabe, dont la population s'élevait, en 2000, à 280 millions d'habitants (5% de la population mondiale). **Bas niveau.** A partir d'une série d'indicateurs sur les différents aspects du processus po-

litique, des libertés civiles, des droits politiques et de l'indépendance des médias, le Pnud établit que le monde arabe vient «en dernière place, derrière toutes les autres régions du monde». Ce bas niveau de liberté est confirmé par un autre indice. La région arabe «enregistre aussi le niveau le plus bas en terme de participation et de responsabilité». «La participation politique y est encore limitée en dépit d'améliorations à noter dans certains pays (...). Les acteurs de la société civile rencontrent toujours des contraintes extérieures qui les empêchent de jouer leur rôle de manière effective (...). Les rapports des pouvoirs publics arabes avec la

*«Les rapports des pouvoirs publics arabes avec la société civile varient de l'opposition à la manipulation et à la liberté sous surveillance.» Rapport du Pnud*

société civile varient de l'opposition à la manipulation et à la liberté sous surveillance», ajoute le Pnud.

Problème encore plus criant, celui de la condition de la femme arabe, dont une sur deux est illettrée. Toujours d'après le Pnud, «l'utilisation de la capacité des femmes arabes, à travers leur participation à la vie politique et économique, reste le plus faible au monde en termes quantitatifs». Dans les parlements arabes, les femmes n'occupent que 3,5% des sièges, contre 11% en Afrique subsaharienne et 12,9% en Amérique latine et aux Caraïbes. Dans plusieurs pays, elles ne sont pas citoyennes de part entière et font l'objet de discriminations juridiques: «L'ensemble de la société souffre lorsque la moitié du potentiel productif est gelé», note le rapport.

**Pauvreté** Certes, les pays arabes sont riches, mais les populations sont pauvres. «La région arabe est plus riche qu'elle

est développée», constate le rapport. Et elles risquent de s'appauvrir encore en raison du taux de croissance démographique élevé. La population devrait atteindre entre 410 et 459 millions d'habitants en 2020. Aussi, le Pnud estime que «le monde arabe est au carrefour de son histoire». «Le choix fondamental consiste à savoir si son parcours restera dominé par la torpeur, comme le laisse croire le contexte institutionnel actuel, et par des politiques inefficaces (...) ou bien si les perspectives d'une renaissance arabe, ancrées dans le développement humain, seront activement recherchées», conclut-il ●

J.-P.P.

Poisoner of the Kurds ■ By Jim Hoagland

## We all can see what Saddam is

WASHINGTON

For two decades the world has treated the transformation of Iraq into a giant laboratory for terrorism and crimes against humanity with silence, forgetfulness and complicity. Now the attacks of Sept. 11 against the United States have broken through the curtain of indifference.

The debate over Saddam Hussein's murderous regime has escaped the control of the experts. There is enough information available for citizens to make reasoned judgments about the unique set of dangers posed to regional and global stability by that regime.

Much of the information has long been known. But the Baghdad leadership's unequalled record of contemporary evil is being scrutinized anew or understood more clearly as President George W. Bush considers military operations to remove Iraq's capability to spread weapons of mass destruction.

Americans who watched the powerful documentary on Iraq that PBS was airing this Thursday night saw familiar events in a new light. An advance viewing of the program was deeply unsettling. To watch

this disturbing program is to bear witness to atrocities that the mind can hardly comprehend.

The documentary captures the horrible and lingering effects of Baghdad's use of poison gas and other chemical/biological weapons against the Kurdish tribes of northern Iraq 14 years ago. It then

examines and brings forward Iraq's continuing development of instruments of mass terror.

The most horrifying impression that sinks in as the film unwinds is how little the world understood then, and how little it has done since to help the Kurds, out of human solidarity. Or to study the effect of chemical and biological weapons on human beings — out of self-interest. Now that fears of the use of similar weapons in American subways are voiced by the U.S. government, the plight of the Kurds seems more relevant to mainstream America.

The United States consciously pursued a closed-eyes policy in the 1980s, making sure it did not know what Saddam was doing to the Kurds. Iraq's 1990 invasion of Kuwait briefly got attention. But reasons to return to ignoring the menace were abundantly

available to policymakers.

Al Qaeda's attacks on New York and Washington changed that. Washington does not know for a fact that Iraq either helped mount the Sept. 11 terror assault or has operational links with Osama bin Laden's organization. U.S. intelligence has yet to find the "smoking gun." But it does know this: Saddam has an inventory of the kind of horror weapons Al Qaeda has promised to use against Americans, and the Iraqi is working to expand his holdings to include a nuclear bomb. Washington cannot afford to return to seeing too little evil to act.

This is true whether Iraq's links to Al Qaeda are shown to be strong and operational or, as I suspect, opportunistic and compartmentalized.

The documentary unfortunately muddies the water on that score by giving prominence to unsupported statements from an unidentified Iraqi military defector who says he saw bin Laden in Baghdad in July 1998, shortly before al Qaeda blew up two U.S. em-

bassies in East Africa. Linking Saddam and bin Laden provides the United States with an unavoidable casus belli. It is not to be undertaken lightly. The program should have made more of an effort to investigate this sensational charge.

Unnamed U.S. officials have sought to discredit a report from the Czech police that the Sept. 11 hijacker Mohamed Atta traveled to Prague in 2001 and met with an Iraqi intelligence agent there. Two senior U.S. officials who have access to all American intelligence available on the case tell me independently that they are certain that the Prague meeting took place. But, each adds, "we do not know what it involved."

We should not miss the forest by looking only at the trees. The terror networks and terror nations have used each other and worked together when it advanced their mutual interests. The world stayed silent when it was just the Kurds. Now similar horror has come to American shores and cannot be ignored.

The Washington Post

## La Jordanie et l'Irak vue par la presse arabe

### USS « Kingdom of Jordan », fleuron des porte-avions américains ?

**LES PRÉPARATIFS** militaires pour attaquer l'Irak et provoquer la chute de Saddam Hussein ont connu un nouveau rebondissement avec les révélations du **New York Times** sur une éventuelle implication de la Jordanie dans les plans américains. La presse arabe s'insurge...

« L'utilisation des bases militaires jordaniennes pour lancer une attaque américaine contre l'Irak est envisagée par les stratèges militaires américains. La Jordanie, qui s'oppose à une intervention militaire contre l'Irak, n'a pas encore été consultée sur ce projet », révélait **The New York Times** dans son édition du mercredi 10 juillet, en citant des responsables militaires américains. Le quotidien new-yorkais poursuit, en se fondant toujours sur des sources militaires : « Les forces américaines pourraient également se positionner [au sol] entre l'Irak et Israël pour repousser d'éventuelles représailles irakiennes visant l'Etat hébreu, comme il y en avait eu durant la guerre du Golfe de 1991. »

Pour le commandement central américain, « le rôle de la Jordanie serait similaire à celui du Pakistan dans la guerre contre l'Afghanistan. Dans le cadre des préparatifs militaires, il est prioritaire d'apporter une aide à la Jordanie, notamment pour améliorer les pistes d'atterrissage de deux bases militaires jordaniennes », précise le journal.

Le gouvernement jordanien, embarrassé par cette information, a « reconfirmé la position de la Jordanie et nie toute implication dans la guerre américaine contre l'Irak »,

annonce le quotidien jordanien **Al-Doustour**, avant de constater : « Même si l'Irak exécute toutes les résolutions imposées par Washington, il n'échappera pas au despotisme américain, qui s'acharne à vouloir détruire cette nation. »

Son confrère **Al-Ra'i** estime que « les fuites diffusées par la presse, américaine ou autre, ont pour but de fourvoyer l'opinion publique et de fragiliser la position des pays arabes, qui rejettent à l'unanimité toute opération militaire contre l'Irak. Les objectifs américains ne sont plus un secret. Les exigences demandant à l'Irak de se plier aux résolutions des Nations unies et d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU pour contrôler le programme, présumé, d'armes de destruction massive qui constitue une menace pour ses voisins et pour le monde ne trompent plus. Les véritables objectifs de Washington sont liés à son désir d'asseoir son hégémonie sur la région, et notamment sur le pétrole arabe, sans oublier son souci de protéger les intérêts et la sécurité d'Israël ».

Le journal s'étonne de « la persistance du président Bush, qui promet d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour renverser le régime irakien, et ce malgré les réticences et réserves exprimées par la communauté internationale concernant les plans de Washington ». Néanmoins, **Al-Ra'i** relève que le ministre des affaires étrangères russe a déclaré, mercredi 10 juillet, que « la Russie souhaiterait éviter tout conflit avec les Etats-Unis sur la question irakienne ».

Le quotidien panarabe **Al-Qods**

**al-Arabi**, pour sa part, titre en « une » : « L'opposition irakienne s'attend à une attaque en Irak à l'automne prochain. » Dans le cadre des préparatifs visant à renverser le régime irakien en place, « vingt opposants irakiens en exil ont assisté, mardi 9 juillet, à une réunion organisée par le ministère des Affaires étrangères américain », rapporte le quotidien édité à Londres. Le journal précise que plusieurs figures importantes de l'opposition irakienne ont choisi de ne pas prendre part à cette réunion, « exprimant ainsi leurs réserves sur les véritables intentions de Washington, qui serait prêt à accepter n'importe quel nouveau régime en Irak, même un régime militaire. Aucune garantie pour protéger la démocratie au sein du nouveau gouvernement n'est fournie. Les responsables au ministère des Affaires étrangères imposent leur ordre du jour et décident des sujets à débattre. Ils essaient de manipuler l'opposition irakienne et de faire naître des dissensions entre les différents groupes d'opposants. Cette attitude nuit à la crédibilité de Washington ».

Pour le quotidien irakien **Al-Thawra**, organe du parti Baas, au pouvoir, « les manœuvres de Bush sont destinées à détourner l'attention de son opinion publique des scandales financiers qui éclaboussent son administration corrompue. En réitérant les menaces contre l'Irak et en brandissant la carte militaire, les politiciens américains pensent trouver une issue pour sortir des crises internes et pour cacher leur

faillite à assurer la sécurité de leur pays, comme l'ont montré les événements du 11 septembre 2001 ».

courrierinternational.com  
pour **Le Monde**

**Le Monde**

13 JUILLET 2002

# Turmoil in Turkey sees minister resign but Ecevit survives

By Leyla Boulton in Ankara

The Turkish government narrowly avoided collapse yesterday when Kemal Dervis, the economy minister and architect of the country's economic stabilisation programme, submitted his resignation, only to withdraw it after appeals from the country's head of state.

However, Ismail Cem, the respected foreign minister who is closely associated with Turkey's bid to join the European Union, did resign from both the government and the Democratic Left party (DSP) of Bulent Ecevit, the prime minister.

His move is likely to pose a new threat to the crippled government of the ailing, 77-year-old Mr Ecevit. At a news conference today, Mr Cem is expected to announce that he will assume the leadership of the new reformist alliance, which includes Husamettin Ozkan, the former deputy

prime minister, who resigned on Monday.

The prime minister, fighting a last-ditch campaign to prevent the collapse of both his party and the coalition, yesterday continued to resist calls for his own resignation. Although his refusal to step down has triggered the loss of a quarter of the parliamentary members of his DSP, Mr Ecevit yesterday appealed to his remaining party colleagues to stick together "for the happiness of our people".

It is understood that Mr Dervis submitted his resignation after being challenged by Mr Ecevit for supporting a new reformist platform being established by defectors from the prime minister's Democratic Left Party.

Mr Dervis said he reconsidered his decision after being asked to do so by Ahmet Necdet Sezer, the Turkish president, and Mr Ecevit in order to minimise the threat to an economic rescue programme

backed by the International Monetary Fund.

Meanwhile the central bank announced that it had intervened to defend the Turkish lira, which this week hit new lows on the heightened political turmoil. The main stock index, which closed shortly before news of Mr Dervis' resignation, ended up almost a percentage point, although bond yields rose in late trade.

"It is good news that Dervis is staying. This is also a very clear message that Sezer has put out, that if Ecevit loses further ground, the president would favour the new movement," said Mehmet Simsek, emerging markets economist at Merrill Lynch.

Mr Dervis has made clear that he sees this as only the first step towards the creation of a grand alliance of the centre and centre-left of Turkish politics.

But now that he is remaining in office, he is likely to back it from a distance, at least until the

new movement either gains enough support to form an alternative government or the current coalition dissolves to make way for early elections. Either scenario is possible, with the first depending on how many more deputies leave Mr Ecevit's DSP.

FINANCIAL TIMES FRIDAY JULY 12 2002

## A sick man in Ankara

If ever there were a moment when Turkey needed a strong and stable government, it must be now. Its IMF-backed economic stabilisation plan is on a knife-edge. Washington is demanding support for unpopular military action against Iraq. Negotiations over a settlement in Cyprus are coming to a head. Relations with the European Union are in the balance, with urgent human rights reforms awaiting parliamentary approval while Turkey demands a date for membership talks to begin.

Yet if ever there were a moment when a strong government looked less likely, it must be now. Yesterday's resignation of Ismail Cem, the internationally respected foreign minister,

struck a heavy blow to the government's credibility. The resignation of Kemal Dervis, the economy minister, would have been the last straw. His last-minute retraction, at the insistence of the president, may well not be enough to prevent renewed turmoil in the financial markets.

Bulent Ecevit, the ailing prime minister who had demanded that both men quit, has issued an urgent plea to dissidents in his own party, including seven ministers, to rejoin the government. But few believe he is any longer the man to lead it.

He has clearly lost the confidence of the reformers in his own ranks. He is left with a fiercely nationalist rump. Both his coalition partners, the rightwing

National Action party and the centre-right Motherland party, have called for early elections. Now President Ahmet Necdet Sezer has in effect overruled his attempt to dismiss Mr Dervis.

There is no guarantee that an early poll would make matters better. Reformers are hoping Mr Cem and Mr Dervis will join forces to form a pro-EU, pro-IMF party. It could break the ossified mould of Turkish party politics. But it is not clear they would enjoy popular support.

The good news is that this political crisis is about a real political issue: whether Turkey at last commits itself to a course of fundamental political and economic reform so that it can join the EU, or whether it opts for an

inward-looking alternative.

So far the powerful military leadership has yet to show its hand. It is caught between its desire to back the pro-European policy option and the knowledge that if it intervened, it would have the opposite effect. Turkey must prove its democratic credentials. The soldiers must stay in their barracks.

Some reformers argue in Ankara that the EU should give a date now for accession talks to begin, in order to bolster their chances in an election. That is both politically unrealistic and premature. Turkey is not going to be rescued from its dilemma by some white knight from Brussels. The political choice must be made at home.

LE FIGARO VENDREDI 12 JUILLET 2002

## Ismail Cem, diplomate et fervent européen

Sa présence au gouvernement rassurait les diplomates européens et américains. Fin diplomate, doté d'un charisme certain, Ismail Cem a démissionné, hier, de son poste de ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ecevit, quittant dans la foulée son parti de la Gauche démocratique (DSP). Issu d'une famille bourgeoise d'Istanbul, Ismail Cem, 62 ans, a été nommé chef de la diplomatie turque en 1997 dans le gouvernement de coalition formé par Mesut Yılmaz, le chef du parti de la Mère patrie (Anap, centre droit). Il a retrouvé ce poste après les élections d'avril 1999, le conservant jusqu'en 2002.

Fervent partisan de l'entrée de son pays dans l'Union européenne, il a beaucoup œuvré pour que la Turquie obtienne, en décembre 1999, le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE. Très respecté par la classe politique turque et dans les milieux occidentaux, il avait été avec son homologue grec, Georges Papandréou, l'architecte du rapprochement entre la Tur-



Ismail Cem a démissionné, hier, de son poste de ministre des Affaires étrangères. (Photo Fatih Saribas/Reuters.)

quie et la Grèce, deux voisins qu'opposent de nombreux différends. La société turque a appris à le connaître

grâce à sa direction novatrice de la radiotélévision d'Etat (TRT) en 1974 et 1975, avant qu'il ne soit limogé pour ses idées jugées trop libérales à l'époque. Idéologue connu du mouvement social-démocrate turc, il a été élu député d'Istanbul en 1987 sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate. De 1989 à 1995, il a été président par intérim du groupe socialiste au Conseil de l'Europe.

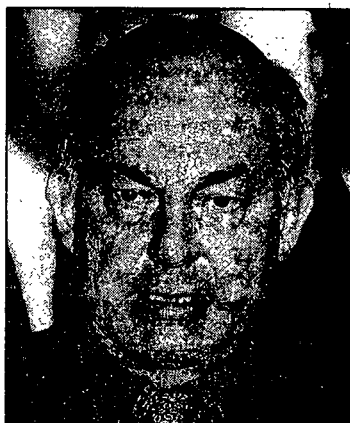
Nommé ministre de la Culture du gouvernement de Tansu Ciller en 1995, il a rejoint les rangs du DSP.

Seul élu de gauche de Kayseri, un fief islamiste, Ismail Cem est diplômé de la faculté de droit de l'université de Lausanne, et titulaire d'une maîtrise de sociologie politique, obtenue à l'Institut d'études politiques de Paris en 1981. Avant de se consacrer à la politique, il a été chroniqueur et rédacteur en chef de plusieurs organes de presse. Il est également l'auteur de plus de dix ouvrages, consacrés notamment à la social-démocratie turque.

## Kemal Dervis, cheval de Troie des États-Unis

Le ministre turc de l'Économie, Kemal Dervis, démissionnaire quelques heures hier après-midi, comme son collègue Ismail Cem, a finalement consenti à rester au gouvernement. Ancien responsable de la Banque mondiale, Kemal Dervis est arrivé au poste de ministre de l'Économie en 2001 avec pour mission de redresser une économie à la dérive. C'est lui qui a négocié le programme d'aide qu'accorde actuellement le FMI à la Turquie, touchée par l'une des crises économiques les plus désastreuses de son histoire. A l'inverse de ses collègues, Kemal Dervis, 53 ans, n'est affilié à aucun des trois partis politiques qui composent la coalition actuelle de gouvernement de Bülent Ecevit. Sérieux, travailleur, partisan de réformes profondes, Kemal Dervis se situe au centre-gauche de l'échiquier politique.

Fervent partisan de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le ministre de l'Économie doit batailler au quotidien avec les ultranationalistes, deuxième partenaire de la coalition,



Kemal Dervis, ministre de l'Économie, doit batailler avec les ultranationalistes. (Photo Reuters.)

très critiques sur le calendrier des réformes. Bien qu'il ne se soit encore jamais lancé dans l'arène électorale, les observateurs lui prêtent des ambitions politiques. Kemal Dervis envisagerait de fonder avec Ismail Cem et un autre

ministre démissionnaire, Husamettin Ozkan, un nouveau parti centriste qui pourrait jouer un rôle pivot dans l'avenir politique du pays. Au plan international, Kemal Dervis bénéficie du soutien des États-Unis. Les marchés financiers, la Banque mondiale et le FMI verraient d'un très bon œil son arrivée au pouvoir, à la tête d'une coalition centriste. Mais pour l'instant, Kemal Dervis se montre plutôt prudent. Ces derniers jours, il s'est discrètement entretenu à plusieurs reprises avec Ozkan et Cem, sans les suivre dans leurs élans démissionnaires. Regrettant le maintien au pouvoir d'un premier ministre malade, il est aussi conscient des conséquences économiques fâcheuses qu'engendrerait une interminable crise politique. Devant la réaction défavorable des marchés, l'économiste a tenu à rassurer ses partenaires inquiets. « Il n'y a rien à craindre » insiste-t-il. « La Turquie est un puissant pays, toutes les institutions de l'État sont debout et fonctionnent solidement. »

A. B.

# En pleine crise, la Turquie se prépare à des élections anticipées

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

La course aux élections législatives est de fait lancée en Turquie. Après avoir démissionné, jeudi, du gouvernement et annoncé, le lendemain, la création d'un nouveau parti, l'ancien chef de la diplomatie turque İsmail Cem a couru les plateaux de télévision accordant pas moins de 16 entretiens pour la seule journée de samedi. « Notre ambition première est d'arriver seuls au pouvoir dès les prochaines élections », a déclaré cet ancien journaliste, qui se revendique comme le symbole d'une Turquie moderne et tournée vers l'Europe.

La convocation en session anticipée du Parlement, le 1<sup>er</sup> septembre, initiative lancée par le parti ultranationaliste MHP (Parti nationaliste du mouvement), membre de la coalition gouvernementale, pourrait fixer le scrutin à l'automne. Cette échéance semble convenir au candidat İsmail Cem, qui a annoncé dimanche 14 juillet que, « pour préparer tranquillement ces élections, nous avons besoin de trois mois ».

La nouvelle formation politique dont M. Cem a annoncé qu'il prenait la tête devrait réunir à ses côtés l'incontournable ministre de l'économie, Kemal Dervis, ancien dirigeant de la Banque mondiale, et Husamettin Ozkan, l'ex-bras droit du premier ministre Bülent Ecevit et dont le départ a donné le signal de la rébellion. « La création de notre parti est le résultat de facteurs politiques internes, propres à la Turquie », a encore précisé au Monde İsmail Cem.

Bülent Ecevit, toujours malade, a dû se résoudre à reconnaître la possibilité d'élections anticipées. Il estime que son heure n'a pas sonné, malgré la défection de 7 ministres et 46 députés de son Parti démocratique de gauche (DSP, social-démocrate nationaliste), en pleine décomposition. L'alliance conduite par le premier ministre ne dispose aujourd'hui que d'une majorité de 13 sièges au Parlement. Et tous les partis, y compris désormais les deux alliés gouvernementaux du DSP, réclament des élections anticipées pour mettre fin à la paralysie de l'exécutif.

Depuis l'hospitalisation de Bülent Ecevit, en mai, l'accès au premier ministre est strictement contrôlé par sa femme, Rahsan Ecevit, comparée à Marie-Antoi-



Au lendemain de sa démission, le chef de la diplomatie, İsmail Cem, annonçait à la presse, vendredi 12 juillet à Ankara, la création d'un nouveau parti politique pro-européen et social-démocrate. Ce front d'opposition a le soutien de deux poids lourds politiques : l'ex-vice-premier ministre Ozkan, et Kemal Dervis, le ministre de l'économie.

nette par le *Financial Times*. La fragile coalition gouvernementale tripartite et gauche-droite n'a pas résisté à l'autoritarisme de celle qui est aussi la présidente du groupe parlementaire du DSP. Selon de nombreux observateurs turcs, elle serait à l'origine du maintien de son mari au poste de premier ministre. C'est encore elle qui aurait refusé la tenue d'un congrès extraordinaire du DSP destiné à préparer la succession de son mari.

De nouvelles démissions ne sont pas à exclure dans les jours à venir. Dans l'hypothèse où le gouvernement viendrait à perdre la majorité au Parlement, le président

Ahmet Necdet Sezer devrait désigner un député pour former un nouveau cabinet. Il n'est pas impossible qu'il désigne, durant l'été, İsmail Cem ou encore Husamettin Ozkan pour former un gouvernement de coalition minoritaire avec les députés ayant quitté le DSP. Mais, actuellement, le MHP de l'antieuropéen Devlet Bahçeli constitue la première force politique au Parlement.

Pour l'heure, il paraît bien difficile de voir clair à travers « l'épauillage de poussière » qui plane au-dessus d'Ankara, selon l'expression de l'analyste politique Mehmet Ali Birand. Depuis plusieurs semaines, les sondages donnent en tête les islamistes modérés, avec en particulier la nouvelle formation de l'ancien maire d'Istanbul, le populaire Recep Tayyip Erdoğan.

Il bénéficie du profond mécontentement

d'une population plongée depuis 2001 dans une grave crise économique. L'éventualité d'une victoire du parti de M. Erdoğan semble à nouveau inquiéter l'armée, déjà intervenue en 1997 pour démettre le premier ministre de l'époque, l'islamiste Necmettin Erbakan.

## UNE « TROÏKA » FRAGILE

Seule capable de contrer la poussée islamiste, la « troïka » de MM. Cem, Dervis et Ozkan est fragile. La formation naissante ne possède pas de structures de parti ni de réseaux de militants. Autre handicap, selon différents commentateurs turcs, İsmail Cem n'est pas un « animal politique ».

Kemal Dervis, qui n'est pas membre d'un parti politique mais bénéficie du soutien des Etats-Unis et du Fonds monétaire international, est, lui, rendu responsable, aux yeux des classes populaires, de cette politique économique qui n'améliore pas leur quotidien. Enfin, le plus effacé des trois, Husamettin Ozkan reste associé à des manipulations financières douteuses.

« Pour le moment, la troïka a échoué dans sa tentative », estime Artun Unsal, professeur de sciences politiques à l'université de Galatasaray. « Tant que le gouvernement n'est pas dissous, ce nouvel attelage n'ira pas loin. Dans trois mois, ajoute cet analyste, le système jouera en faveur des grands partis. MM. Cem, Dervis et Ozkan représentent cette nouvelle bourgeoisie des villes qui rêve d'une formation à

l'image du Parti travailliste de Tony Blair. Mais, pour gagner, ils auront également besoin des leaders politiques de l'Anatolie profonde [Est] qui souffre en raison du diktat du FMI. »

La maladie du premier ministre a plongé la Turquie dans une nouvelle crise. Elle a surtout été le révé-

lateur de maux plus profonds dont souffre le pays de manière chronique depuis des décennies. Le gouvernement de M. Ecevit était un des plus stables de l'histoire contemporaine turque. Et pourtant, la période actuelle met au jour son immobilisme en matière de réformes, indispensables pour envisager une adhésion à l'Union européenne.

Nicolas Bourcier

## « C'est la pire époque que nous vivons depuis plus de vingt ans »

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

« Demain dimanche, je prends mon premier jour de repos depuis trois ans et demi. » Osman (30 ans),

### ■ REPORTAGE

## « Istanbul devient une ville où la loi ne règne plus »

père de trois enfants, n'en revient toujours pas. Dans son taxi jaune, il accumule les heures et connaît des fins de mois difficiles. « Je travaille de 7 heures du matin à 1 heure du matin, sept jours sur sept, pour gagner 50 millions de livres turques par jour (33 euros) », soupire ce jeune chauffeur, originaire du bord de la mer Noire. « Normalement, ici à Istanbul, on partage une voiture à deux, mais en ce moment je n'ai trouvé personne. » Est-ce légal de travailler autant ? « Non, mais c'est le seul moyen de m'en sor-

tir, indique-t-il après un bref silence. Je livrais auparavant pour une boulangerie et gagnais 400 millions par mois (266 euros). J'ai été obligé d'arrêter. »

Dehors, on ferme boutique. Samedi, il est 18 heures, et les touristes se font encore rares en ce début juillet dans le quartier d'Eminonu. Les marchands de quatre saisons ont enlevé les trois derniers

zéros des prix jusque-là affichés. Le lot de bananes est à 1 500 (1 euro) et le jus d'orange à 500 (33 centimes). Dans un atelier de bois, Hamza range des piles de boîtes. « Ecevit doit partir. Il faut de nouvelles élections le plus vite possible », dit-il d'un air entendu. Pour lui, « tout le monde souffre ». Un refrain que la presse islamiste n'a pas fini d'exploiter. « Istanbul devient une ville où la loi ne règne plus [...] La crise économique a tué les emplois et les gens affamés sont prêts à tout », affirme le quotidien *Yeni Safak*, prompt à surfer sur la vague du mécontentement populaire.

« Les clients n'osent plus rien faire, estime d'un ton moins dramatique Baki, jeune serveur de thé dans une ruelle perdue. Ils n'investissent pas à cause de la peur du dollar qui bouge en permanence. En revanche, tout le monde ne parle ici que de la situation politique et économique du pays. » Aux prochaines élections, il votera Recep Tayyip Erdogan, le candidat islamiste modéré, ancien maire d'Istanbul et actuellement en tête dans les sondages.

La crise économique turque ne date pas d'hier, mais la période de récession se poursuit malgré l'aide massive du Fonds monétaire international. L'économie s'est contractée de 11,8 % en 2001, l'année de tous les dérapages. Au total, les économistes estiment à plus d'un million le nombre de personnes ayant perdu leur emploi depuis 1999. Un léger redressement a été annoncé par les économistes. « Je

me méfie des "légers mieux", lance Erkan, directeur photo indépendant. Regardez, l'inflation baisse, mais tous les jours les prix augmentent ! » A trente-cinq ans, il estime que son activité ne représente que 20 % de ce qu'elle était avant 2001. La société paraît manifestement bloquée. « C'est la pire époque que nous vivons depuis plus de vingt

ans, poursuit-il. Peut-être que MM. Cem, Dervis et Ozkan pourront changer les choses. De toute façon, la Turquie a un besoin vital de l'Union européenne. »

### SORTIR DE L'ORNÈRE

Dans les arrière-boutiques, les stocks se font rares. Chez Macro, une chaîne de supermarchés de luxe, la crise est perceptible. « On achète moins et plus fréquemment en petites quantités, admet un des responsables d'un magasin situé dans le quartier de Nisantas. C'est de plus en plus difficile de trouver des crédits, et on ne sait jamais ce qui peut arriver. Mais nos clients sont toujours aussi nombreux à croire que la crise touche davantage les classes populaires et favorise les plus riches. »

Téléphone mobile à la main, cravate large impeccable, il dit travailler six jours sur sept avec quinze jours de vacances par an. Question salaire, c'est « un milliard » (644 euros). La nouvelle équipe formée cette semaine avec Ismail Cem saura-t-elle sortir la Turquie de l'ornière ?

N. Bo.

## En jeu, l'avenir de Chypre et son entrée dans l'UE

Plusieurs conflits enveniment les relations avec l'Union européenne

BRUXELLES

de notre bureau européen

La crise turque intervient alors que plusieurs négociations sont dans l'impasse et enveniment les relations d'Ankara avec l'Union européenne (UE). Il y a en premier lieu la question de Chypre. A Nicosie, depuis la mi-janvier, Rauf Denktaş, le dirigeant chypriote turc, et Glafcos Cléridès, le président chypriote-grec, se rencontrent deux fois par semaine pour tenter de trouver un compromis sur l'avenir de l'île, divisée depuis l'occupation de sa partie nord, en 1974, par l'armée turque.

Les deux hommes, qui se connaissent depuis plus de cinquante ans, se livrent à une pseudo-négociation. En sept mois, les positions sont restées inchangées sur les questions clés du futur statut de Chypre, du partage du territoire et de la restitution des terres et propriétés. Rauf Denktaş continue de réclamer un partenariat systématique de la souveraineté du futur Etat indépendant, dans le but d'institutionnaliser l'annexion du Nord. S'il veut bien indemniser les propriétaires grecs spoliés, il se

refuse à envisager une restitution de leurs terres.

Glafcos Cléridès, pour sa part, qui prône l'instauration d'une fédération entre deux « provinces », ne pourrait pas justifier auprès de l'opinion publique grecque la non-restitution des biens spoliés. Constatant ce blocage, Alvaro de Soto, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, ne cache plus son pessimisme. Au fond, estime-t-on à l'ONU, la méthode de négociations directes entre ces deux vieux politiciens était peut-être une erreur. Sans doute faut-il envisager d'imposer aux deux parties une médiation plus dirigiste.

L'un des points de blocage, ce sont les liens étroits unissant Rauf Denktaş au premier ministre turc, Bülent Ecevit, l'intransigeance du premier trouvant un écho favorable à Ankara. Dans la partie nord de Chypre, un facteur positif est cependant intervenu au début du mois, avec la victoire aux élections municipales du Parti républicain (CYP, gauche) de Mehmet Ali Talat, opposant de Rauf Denktaş, et proche des positions défendues par les Chypriotes-grecs.

### LES PRÉALABLES DÈMEURENT

Mais, sauf à tabler sur un retournement de situation provoqué par l'arrivée au pouvoir du ministre turc des affaires étrangères démisionnaire, Ismail Cem, c'est en territoire divisé que Chypre - sa partie sud - entrera dans l'UE en 2004. Le gouvernement de M. Ecevit a menacé à plusieurs reprises d'annexer militairement le nord de l'île si seule la partie grecque entre dans l'Union. Trente-cinq mille soldats turcs sont déjà présents au nord de la ligne de cessez-le-feu. Mais si un bruit de bottes se produit dans le nord, les Grecs ont prévenu qu'ils ne resteraient pas inactifs. La perspective d'importer la querelle chypriote au sein de l'UE peut être lourde de conséquences pour les relations entre la Turquie et l'UE.

Le gouvernement de M. Ecevit a été déçu de la prudence des Quinze à Séville, le mois dernier : il n'est pas encore question de fixer une date pour le début des négociations d'adhésion de la Turquie. Les préalables demeurent : abolition de la peine de mort, droits de l'homme, questions de l'état d'urgence et de l'octroi de droits culturels aux Kurdes.

Une transition pro-européenne du pouvoir à Ankara faciliterait les négociations. De même, un compromis sur Chypre serait également positif. Reste un troisième dossier, celui des relations entre l'Alliance atlantique et l'Union européenne, compliqué par les relations gréco-turques. Les Grecs ont certes avalisé un compromis (le « texte d'Ankara ») passé entre les Quatorze (moins la Grèce) et la Turquie, à propos de l'utilisation des moyens de l'OTAN. Mais ils ne l'ont fait que sur la base d'une déclaration additionnelle au « texte d'Ankara » leur apportant certaines garanties signifiant qu'un Etat membre de l'OTAN mais non de l'UE (la Turquie) ne pourra pas s'opposer à l'autonomie de décision de la défense européenne. Les Turcs estiment que cela est inacceptable. A l'automne, les Quinze doivent prendre la relève de l'OTAN en Macédoine, dans le cadre de l'opération « Amber Fox ». Sans accord sur les « arrangements permanents » entre l'UE et l'OTAN, une telle opération est difficilement envisageable.

Laurent Zecchini

# Des officiers irakiens se sont réunis à Londres pour préparer le renversement de Saddam Hussein

Ces hauts gradés militaires en exil se sont constitués en conseil militaire pour contribuer à la chute du président en cas d'intervention américaine

## LONDRES

de notre correspondant

De hauts gradés militaires irakiens en exil ont annoncé, dimanche 14 juillet à Londres, la création d'un conseil militaire en vue de renverser le président Saddam Hussein. « Le premier objectif de ce conseil militaire est de coordonner l'aspect militaire dans le processus de changement », a affirmé le général Taoufik Al-Yassiri, porte-parole de cette nouvelle instance, créée au terme d'une réunion de trois jours qui a rassemblé dans la capitale britannique des officiers en exil et des représentants des mouvements d'opposition. Elle était destinée à appuyer une éventuelle opération militaire d'envergure contre l'Irak pour en finir avec M. Hussein.

Outre une soixantaine d'anciens généraux et d'officiers supérieurs regroupés au sein de l'Alliance militaire irakienne, les principales composantes de l'opposition au régime de Bagdad étaient représentées à la mairie de Kensington. A la suite du général Al-Yassiri, qui est un proche d'Ahmad Chalabi, chef du Congrès national irakien (CNI), une coalition d'opposants soutenus jusqu'à main-

tenant par les Etats-Unis, et qui a supervisé la réunion de Londres, les orateurs (chiïtes, sunnites, kurdes) ont martelé le même message : la nécessité d'activer les réseaux anti-Saddam au sein de l'état-major irakien, afin de hâter la chute de M. Hussein en cas d'intervention militaire américaine.

## PRÉSENCE JORDANIENNE

Les débats du Kensington Town Hall ont été suivis par une forte délégation américaine, représentant le Pentagone et le département d'Etat. Si les Etats-Unis semblent avoir décidé de faire eux-mêmes le travail après avoir tenté de fomenter en vain des insurrections intérieures, ils entendent également préparer l'après-Saddam sur le plan politique.

La présence du prince Hassan de Jordanie, oncle du roi Abdallah II, est à cet égard instructive. « Je n'ai pas de programme. Je ne suis pas qualifié pour commenter des questions concernant l'avenir de l'Irak, cette question dépend entièrement du peuple irakien. Je n'ai aucun message, je ne suis pas un responsable du gouver-

nement irakien », a assuré l'ancien prince héritier de la couronne hachémite, tandis qu'à Amman on affirmait, de source officielle, que le prince n'était pas mandaté par le gouvernement. La portée de sa présence à Londres n'a toutefois échappé à personne, d'autant que Washington n'a pas caché son intention de faire de la Jordanie l'une des bases d'une éventuelle intervention militaire contre l'Irak. Amman répète toutefois à l'envi qu'il n'est guère impliqué dans un quelconque plan américain de ce genre.

En cas de chute du dictateur irakien, les stratèges américains semblent par ailleurs enclins à rééditer en Irak la formule d'un gouvernement intérimaire, du style de celui dirigé par Hamid Karzai en Afghanistan. Le prince Hassan, qui fut évincé de la succession au trône par son frère, feu le roi Hussein, est le cousin d'Al-Sharif Ali Ben Hussein, président du Mouvement pour une monarchie constitutionnelle, créé après l'invasion du Koweït en 1990. Al-Sharif Ali Ben Hussein est le cousin maternel de l'ex-roi Fayçal II, dernier monarque irakien, renversé et

assassiné le 14 juillet 1958 par le général Abdel Karim Kassem. Tout en démentant toute velléité d'œuvrer au rétablissement de la monarchie en Irak, le prince Hassan de Jordanie a insisté sur les « racines communes » entre les branches jordannienne et irakienne de la dynastie hachémite. Hassan de Jordanie et Fayçal II étaient en effet cousins.

Derrière le « code d'honneur » en vertu duquel les militaires en exil irakiens s'engagent à céder le pouvoir aux civils après un éventuel renversement de Saddam Hussein, beaucoup voient également l'influence de Washington qui s'est déclaré le 8 juillet prêt à utiliser tous les moyens « pour obtenir un changement de régime ». Les experts restent toutefois prudents devant les divisions entre les différentes factions de l'opposition. Ainsi, lors du conclave de Londres, si les monarchistes se sont déclarés en faveur du maintien d'un Etat centralisé, les groupes kurdes ont défendu le concept d'une fédération fortement décentralisée.

Marc Roche

## An opportunity in Turkey

The Washington Post

**B**ulent Ecevit, Turkey's sickly 77-year-old prime minister, is getting politically weaker by the day, and so is his country. Last week seven cabinet ministers resigned. Finance Minister Kemal Dervis, considered crucial to sustaining Turkey's precarious financial health, remained in office only after a special appeal by the president. Coming as it does in a nation that hosts U.S. warplanes, borders on Iraq and is one of the few secular democracies in the Islamic world, the crisis could pose serious problems for the Bush administration. But it also may offer the United States and Europe an opportunity to nudge a key ally toward crucial political and economic reforms.

Ecevit's government is crumbling just as Turkey and its region face a daunting series of tests. In addition to the financial crunch, which has had Turkey teetering on the edge of default, the country faces a moment of truth with the European Union. After re-

peated disappointments in seeking full EU membership, Brussels has delivered a list of reforms that Turkey must complete. These include abolishing the death penalty, liberalizing freedom of speech and easing controls on the long-persecuted Kurdish minority. If they are accomplished by the next EU summit at the end of the year, Turkey may finally be invited to begin formal negotiations on membership.

At that same meeting the EU will decide on membership for Cyprus, creating enormous pressure for the settlement of a 28-year conflict between the Turkish-controlled rump state on the northern end of that island and the majority Greek community.

To all that must be added the looming possibility of confrontation between the United States and Iraq. Pentagon planning for a war counts on Turkey's cooperation in serving as a base for U.S. forces.

Ecevit, whose health has been failing along with his political support, manifestly lacks the strength to deal

with these multiple challenges. Hardly anyone believes that his government can endure until the next scheduled election, in April 2004. The question is by whom it will be replaced. Some of the possibilities are unnerving — right-wing nationalists who oppose EU membership or political liberalization, or Islamicists whose success in any new elections would raise the risk of political intervention by the military.

Yet one of the strongest possibilities is also the most encouraging one. An alliance of pro-Western liberals, including just-resigned Foreign Minister Ismail Cem, has announced the formation of a new political party dedicated to carrying out political and economic reform and leading Turkey into the EU. If Ecevit can be removed from office, the reformers have a chance to assemble a majority in the current Parliament and push through reforms before holding elections. The result could be a decisive shift by Turkey toward the West, at a crucial moment in the region.

The Bush administration should do its best to encourage this outcome. It can do so by pressing Turkey's pro-Western forces to unite and by urging European governments to respond quickly and favorably if they do.



# LA TURQUIE DANS UN ETAT CRITIQUE

*La maladie du Premier ministre paralyse le pays.*

Jour après jour, la Turquie s'engluie toujours un peu plus dans un psychodrame politique sans précédent, et les Européens ne cachent plus leur préoccupation face à ce que la Commission européenne a vendredi défini pudiquement comme «une situation sérieuse». Les termes de l'équation de la crise turque sont clairs. D'un côté, il y a Bülent Ecevit, 77 ans, vieux leader charismatique de la gauche nationaliste turque et Premier ministre depuis avril 1999 à la tête d'une hétéroclite coalition gauche-droite. Désormais gravement malade, il est toujours plus isolé. Mais il s'accroche à son fauteuil, malgré les appels de la majorité de la classe politique comme des milieux d'affaires, malgré la défection d'un tiers des députés de son parti et le départ en moins d'une semaine de sept de ses ministres, dont le très moderniste et européen İsmail Cem, titulaire des Affaires étrangères, qui a démissionné jeudi. Il a été remplacé par Sukru Sina Gurel, réputé être eurosceptique.

**Réformes clés.** La paralysie de l'exécutif, tout juste capable depuis deux mois d'expédier les affaires courantes, apparaît d'autant plus inquiétante que le pays reste plongé dans une grave crise économique et financière. En outre, Ankara doit impérativement adopter avant le sommet européen de Copenhague en décembre un certain nombre de réformes clés, dont l'abolition formelle de la peine de mort et la libéralisation de l'utilisation de la langue kurde dans les médias et l'éducation. Cela permettrait à la Turquie d'obtenir une date pour l'ouverture formelle des négociations d'adhésion. Ces quelques mois représentent aussi la dernière chance de trouver un accord sur la ques-



Le Premier ministre Bülent Ecevit a reconnu vendredi à la télévision qu'il pourrait être obligé de démissionner si son parti perdait la majorité au Parlement.

tion de Chypre, dont le Nord est occupé depuis 1974 pour protéger la minorité turque, sur décision du Premier ministre de l'époque... un certain Bülent Ecevit.

*«Etre membre à part entière de l'Europe s'inscrit dans le processus historique de développement de la Turquie. Nous sommes arrivés au stade de l'ouverture de négociations pour devenir membre de l'UE, et nous ne devons pas manquer cette occasion»*, a martelé vendredi İsmail Cem en lançant un nouveau parti social-démocrate avec les 44 parlementaires et ministres dissidents du DSP (gauche démocratique), le parti de Bülent Ecevit, qui depuis cette scission n'est plus que la troisième force du Parlement turc.

**Poids lourds.** Ce nouveau parti, dont İsmail Cem n'a pas encore dévoilé le nom, prône une «Turquie rénovée» et

se veut résolument tourné vers l'Europe. La nouvelle formation regroupe les poids lourds dissidents du DSP, comme l'ancien vice-Premier ministre Husamettin Ozkan. Le très prestigieux ministre de l'Economie, Kemal Dervis, ancien vice-président de la Banque mondiale, appelé l'an dernier à la rescousse par Bülent Ecevit pour faire face à la crise financière, soutient clairement le projet même si finalement il est resté à son poste à la demande du chef de l'Etat, Ahmet Necdet Sezer. Ce nouveau parti pourrait débloquer une situation politique en grande partie figée à cause de l'absence d'autre solution politique crédible à la coalition sortante. Celle-ci réunit, au côté du DSP d'Ecevit récemment converti à l'Europe, l'extrême droite du MHP de Devlet

Bahceli, ultranationaliste et viscéralement antieuropéen, ainsi que l'Anap de Mesut Yilmaz, libéral et proeuropéen.

Profondément divisé sur les réformes, le gouvernement ne tenait que grâce au prestige du Premier ministre. «Sa stature internationale permettait même de faire oublier que le numéro 2 du gouvernement et son principal partenaire de coalition était le Le Pen local», souligne Ahmet Insel, professeur d'économie politique.

Mais, désormais, le roi est nu. Pis: depuis l'hémorragie de députés du DSP, le parti d'extrême droite est devenu la première force politique du Parlement avec 127 députés sur 550. Le MHP a déjà proposé, sans avoir l'accord de ses deux partenaires de coalition, l'organisation d'élections anticipées pour le 3 octobre, alors que les élec-

tions devraient normalement se tenir en 2004. Bülent Ecevit a fini vendredi par reconnaître, lors d'une interview à la chaîne NTV, qu'il pourrait être obligé de démissionner au cas où son gouvernement perdrait la majorité au Parlement, mais il s'est une nouvelle fois opposé à des élections législatives avant la date prévue.

**Islamistes.** Le scrutin anticipé effraie les partis au pouvoir, qui, selon les sondages, ne devraient pas franchir le seuil minimal des 10 % des voix. En premier lieu, le DSP, qui ne pourrait survivre au retrait de son leader. « C'est moins un parti qu'une PME familiale tenue d'une main de fer par Bülent Ecevit et sa femme », ironise l'un des dissidents du parti. L'extrême droite, en revanche, pourrait limiter les dégâts grâce à son implantation militan-

te. Selon les sondages, les vainqueurs du scrutin pourraient bien être les islamistes rénovés du Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul. Une éventualité qui inquiète l'armée.

L'entrée en lice de la nouvelle formation d'İsmail Cem pourrait changer la donne. L'ancien ministre des Affaires étrangères espère recueillir bon nombre des suffrages des 70 % de Turcs qui mettent beaucoup d'espoir dans l'Europe. Une foi massive mais plutôt abstraite: une grande enquête d'opinion publiée il y a un mois dans le quotidien *Hurriyet* montrait qu'à peine 2 % des Turcs savaient ce qu'implique concrètement l'entrée dans l'UE ●

RAGIP DURAN (à Istanbul)  
et MARC SEMO

### Deux mois d'absence de Bülent Ecevit

4 mai 2002: Bülent Ecevit est hospitalisé à Ankara, officiellement pour « infection intestinale ».  
17 mai: nouvelle hospitalisation.  
20 mai: les médecins affirment qu'il s'est fracturé une côte et souffre d'un début de thrombophlébite.  
7 juin: absent depuis plus d'un mois, il doit renoncer

à participer à un sommet crucial des chefs de parti politique pour tenter de dynamiser le processus de réformes pour intégrer l'UE.  
25 juin: pour la première fois, des députés de son parti l'appellent implicitement à démissionner.  
8 juillet: son homme de confiance, le vice-Premier ministre, Husamettin Ozkan, démissionne de son poste.

# Les opposants irakiens veulent un changement de régime

**POLITIQUE** Des Irakiens en exil ont tenu une conférence à Londres pour prévoir la succession de Saddam Hussein

## LONDRES

De notre correspondant

**P**our œuvrer à la succession de Saddam Hussein, quelque 200 opposants irakiens en exil, dont 80 anciens officiers, ont tenu conférence ce week-end à Londres. Une assemblée ultramédiatisée qui offrait un spectacle « assez surréaliste », plaisantait un diplomate américain, présent en tant qu'observateur. Les États-Unis, qui depuis 1997 ont appelé à un changement de régime en Irak, ne sont en effet pas officiellement les initiateurs de cette rencontre. Mais la politique de George Bush a bien sûr occupé une large place dans les conversations.

« Les États-Unis nous aideront », a répété plusieurs fois Ahmed Chalabi, le leader du Conseil national irakien, le mouvement d'opposition soutenu par Washington, en marge de la soirée. « Et ils mettront en place une démocratie en Irak », a-t-il assuré, citant les cas de l'Allemagne et du Japon en 1945. Ahmed Chalabi, qui essaie d'encourager les défections au sein de l'armée de Saddam, a affirmé être en contact régulier avec des officiers en poste

en Irak. « Le pays n'est pas si fermé qu'on le dit », a-t-il précisé, expliquant avoir des liaisons par téléphone et même par e-mail. Il a cependant rejeté tout projet d'utiliser ces réseaux pour monter un « coup de palais » afin de renverser Saddam. « Il y a bien d'autres scénarios », a-t-il ajouté, sans donner de précisions.

Les officiers irakiens en exil disent vouloir la démocratie

« Nous poursuivons nos plans pour faire tomber le régime oppresseur. Dans les rues irakiennes et au sein de l'armée, la haine est forte contre Saddam », a lancé le général de division Tawfiq al-Yassiri, l'un des promoteurs de la rencontre. Cet officier de la marine avait soutenu une insurrection dans le sud de l'Irak avant de prendre la fuite.

« L'armée devra servir d'instrument pour le changement et non pour prendre le pouvoir », a affirmé pour sa part Khaled Shams al-Din, un général qui a quitté l'armée il y a un an pour passer dans l'opposition. Ces appels visent à rassurer les plus suspicieux des opposants civils irakiens qui accusent certains officiers d'avoir commis des crimes de guerre au nom de Saddam. « Nous

faisons confiance à ces officiers dissidents. Ils sont représentatifs de l'ensemble de l'armée irakienne », a expliqué Mohammed Mohammed Ali, un chiite membre du Conseil national irakien. Il a insisté sur l'ampleur du réseau d'anciens officiers en exil, environ un millier, selon lui. « Une fois Saddam tombé, un militaire pourra occuper le rôle de leader par intérim. Mais l'armée devra rester défensive et le peuple irakien décider du régime qu'il veut. Je suis pour un système fédéral », a poursuivi Mohammed Mohammed Ali. Il s'est lui aussi montré confiant vis-à-vis des États-Unis qui, en 1991, avaient encouragé les chiïtes et les Kurdes à se révolter mais n'avaient pas ensuite empêché Saddam d'écraser leur rébellion. Des représentants kurdes étaient aussi présents à la rencontre.

Mais l'invité surprise de la soirée était le prince Hassan de Jordanie, l'oncle de l'actuel roi Abdullah. Son pays a récemment nié vouloir participer à une opération américaine contre son voisin. Mais le prince a expliqué qu'il ne fallait pas oublier le peuple irakien et a envoyé aux officiers dissidents ses meilleurs vœux de succès...

Benjamin QUÉNELLE



TARIK TIMAZAN-AP

**TIPPING POINT:** Cem's resignation has cast reforms, and the government's future, in doubt

# Turmoil at the Top

## Political chaos jeopardizes Turkey's bid to join the EU

BY OWEN MATTHEWS AND SAMI KOHEN

**T**HIS WAS MEANT TO BE the year Turkey turned around, when sensible economic policies and an ambitious program of reform would heal a deep economic crisis and put the country on track for membership in the European Union. Instead, what the Turkish press has dubbed a "political earthquake" in Ankara is threatening to plunge the country back into recession and put plans for Turkey's EU membership in the deep freeze.

The man at the center of the storm is 77-year-old Bulent Ecevit, Turkey's prime minister and one of the country's most trusted veteran politicians. Until recently he was doing a good job of holding together an unlikely coalition of socialists, centrists and nationalists while pushing forward with reforms demanded by the EU and the International Monetary Fund. But in May Ecevit fell ill and disappeared from public view (and cabinet meetings). Opponents and supporters alike called for him to step down in favor of a younger man, most likely the pro-EU Foreign Minister Ismail Cem. The prime minister, legendarily stubborn, refused. That prompted a revolt from within his Democratic Left Party (DSP). Over the course of a week, Ecevit's trusted deputy, Husamettin Ozkan, resigned his post, along with 46 DSP parliamentarians and seven ministers, including Cem. Economy Minister Kemal Dervis, a former World Banker who has come close to cur-

ing Turkey's sick economy, tried to step down, too, only to withdraw his resignation hours later after Turkey's president, Ahmed Sezer, begged the highly regarded minister not to leave.

The result is an ominous political stalemate. Ecevit insists he'll limp on with a rump cabinet, including his new Euroskeptic, hawkish foreign minister, Sukru Sura Gurel. Meanwhile his best ministers and the rebels from within his own party are working to set up a new centrist political movement to contest elections, which will probably be called in November. Though Dervis is still at his post, the political uncertainty is sure to depress the markets and the already hyperinflated Turkish lira (which hit a historical low of 1.7 million to the dollar before Dervis withdrew his resignation). Worst of all, the turmoil in Ankara will likely bring to a halt the political and economic reforms designed to qualify Turkey for the first rung on the ladder to EU accession—changes like granting more minority rights, abolishing the death penalty and allowing more freedom of expression. "It was going to be a high bar to jump even in ideal circumstances," says a senior EU source. "This was a window of opportunity [for Turkey]. Now they're not going to get this close again for years."



REUTERS

**HOLDOUT:** Ecevit (center)

The timing of this political crisis couldn't have been worse. Thanks to Dervis and a \$16 billion bailout from the IMF, things were finally starting to go right for Turkey. The economy looked set to grow 4 percent this year (after falling 10 percent in 2001), the lira was finally stable after losing half its value in the past 18 months and inflation was approaching the IMF's target of 35 percent. The governing coalition had suddenly gotten serious about complying with strict IMF economic criteria and about passing EU-inspired legislation designed to make Turkey freer and more democratic. Now those achievements could easily be reversed as investor confidence evaporates and Turkey's leaders maneuver for power ahead of elections.

But the deeper problem is that the current crisis isn't just a tactical spat between ambitious politicians; it's also a battle for the very identity of Turkey. Many Turkish politicians—notably those in the Nationalist Action Party, a member of the government coalition (and now the largest single party in Parliament)—have become increasingly unhappy with

the kind of reforms pro-EU activists like Cem were trying to push through. They fear that granting Turkey's 12 million-strong Kurdish minority the right to broadcast and teach in their own language will encourage ethnic separatism. The political meltdown may also open the door to the pro-Islamic AK Party; its candidates have topped recent pre-election polls. Though

the AK Party is moderate by Mideastern standards, it's the political heir to much more radical Islamist parties—and post-September 11 sensitivities mean that even the hint of Islamists in government is enough to send tremors running through the ultrasecularist Army and international investors.

That leaves Turkey at a crossroads. The best-case scenario is that Cem, Dervis and Ozkan's new movement takes the political initiative and forms a caretaker government to push through reforms before elections in the fall. There's still a good chance that important democratic reforms over language rights and the death penalty can be passed—if Ecevit steps down. If he doesn't, Turkey's political and economic life will continue to be paralyzed by the prospect of the government's imminent fall. That would risk making this the year Turkey turned back the clock. ■



Iranian politics

## Time for all good reformists to resign

TEHRAN

**Ayatollah Taheri (in the foreground) says the unsayable**

**I**MAGINE a game of chess after the board has been overturned, and no one is sure where to put the pieces." Thus an analyst describes Iranian politics in the wake of Ayatollah Jalaluddin Taheri's sensational open letter on July 10th. Before this public lambasting of Iran's strangely counter-productive way of running itself, the struggle between reformists and conservatives had become a stalemate, almost putting Iranians to sleep. Now, even if the chessmen go back more or less to where they were before, the spectators have woken up—and the play may be bolder.

Mr Taheri, a reformist cleric, delivered his criticism with considerable lyrical power. His feat was to say what no one of consequence has dared to say since the cleric-politicians led by Ayatollah Ruhollah Khomeini consolidated their power after the 1979 Islamic revolution.

From his base in Isfahan, Mr Taheri debunked those who climb to office "on the ladder of popular sanctities and beliefs," as well as the "fascist" thugs under their command. He mocked "our betters", who "compete with one another to steal the capital and wealth of the nation." He attacked the powers of veto that have been assumed by conservative-run institutions (and which hold up political reforms longed for by the majority). For good measure, the ayatollah announced that he was resigning as Isfahan's Friday prayer leader.

His letter was addressed to all Iranians. Nonetheless, the conservative-minded supreme leader replied to it on July 12th. Ayatollah Ali Khamenei assured Mr Taheri that he shared some of his concerns—though not, it would seem, his urging that the highest office-holders be regularly rotated, or that the regime be subjected, for its own good, to invigorating criticism. "Efforts to weaken the edifice of the system", said the supreme leader darkly, would not be forgiven.

Mr Taheri listened. On July 17th, to the disappointment of many of his supporters, he bowed to conservative pressure and put his signature to an "interview" in which he charitably described the supreme leader as a "comrade" of reform.

Yet his original critique cannot be unsaid. Conservatives hope to prevent the errant ayatollah from being turned into a second Hossein-Ali Montazeri, a senior cleric whose long period under house arrest has won him much sympathy from dissidents inside and outside Iran. Mr Montazeri was pushed from office, when he refused to be disciplined. Mr Taheri's withdrawal from public life was voluntary.

Should others also resign? In the run-up to his resounding re-election victory last year, the reformist president, Muhammad Khatami, let it be known that he was considering resigning in protest at conservative obstructionism. The day

after the publication of Mr Taheri's letter, Abbas Abdi, who is known as a "radical" reformist, elliptically challenged Mr Khatami to make good on his threat.

More and more Iranians are said to be coming round to Mr Abdi's belief that the only way to bring real pressure to bear on the conservatives is for frustrated reformists to quit public life. Convinced that its deputies will be disqualified from standing in the 2004 parliamentary election, the biggest reformist party is considering boycotting the polls. If voters do the same, the regime would lose the popular legitimacy the conservatives still ascribe to it.

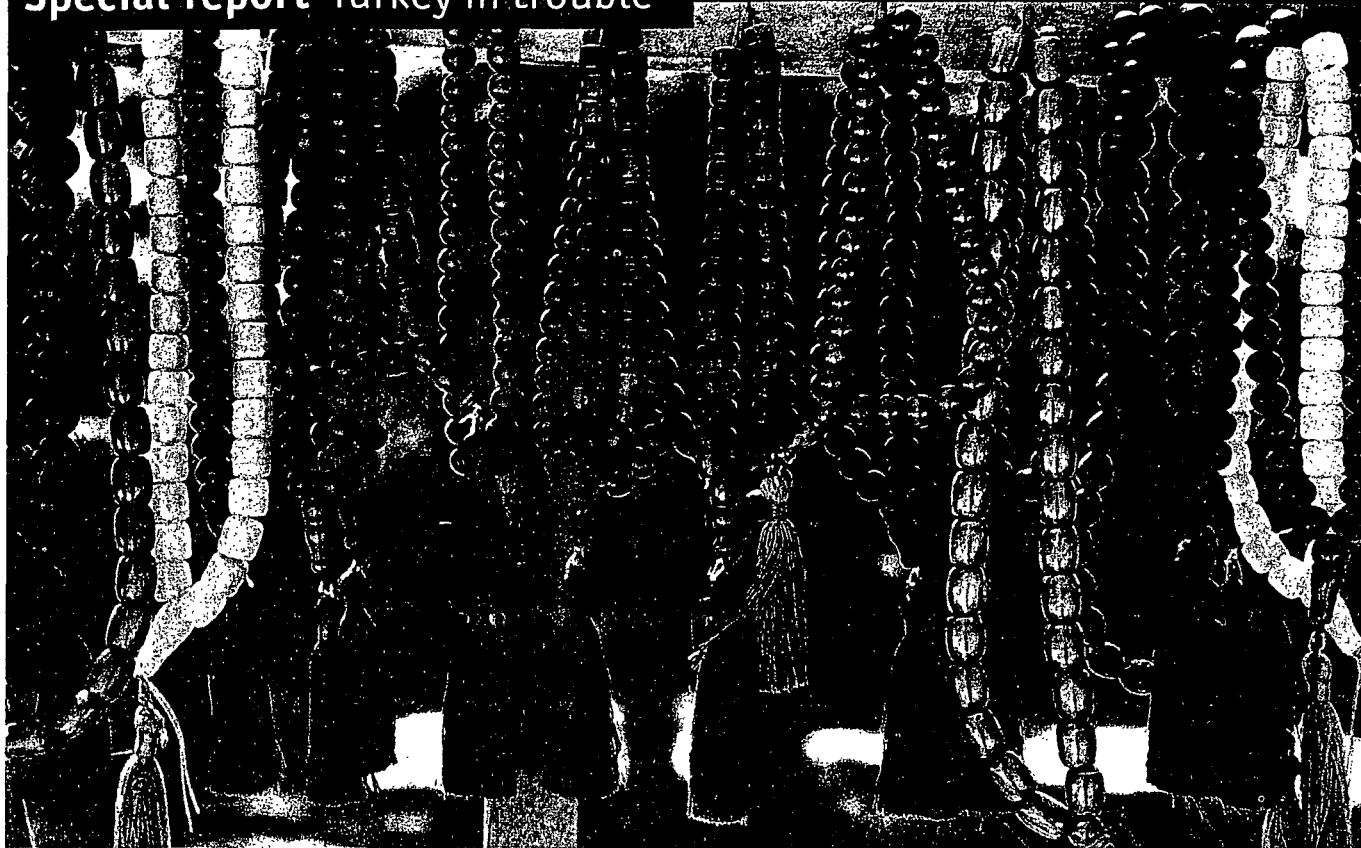
Mr Khatami is no longer an inspiration. He has been forced on to the defensive, not least by the crisis in foreign affairs brought about when George Bush included Iran in his "axis of evil". Then, on July 12th, Mr Bush again contrasted Iran's unelected rulers to its reform-minded citizens. Conservatives delightedly insinuated that Mr Khatami and his allies were in America's pocket, and Mr Khatami was moved to recall nostalgically the Clinton presidency, when officials kept their comments about Iran's internal politics to a minimum.

### A mountain of ice and snow

The momentum that twice brought Mr Khatami to power has slowed. This became obvious at recent demonstrations to commemorate the large-scale student protest that took place three years ago. Although some protests were held, the protesters were in many cases outnumbered by the police, and by hired toughs who responded to slogans with baton-blows. Mr Abdi has likened popular enthusiasm for reformist politics to a "mountain of ice and snow, melting continuously." If they want to preserve what remains of it, reformist leaders may have to emulate Mr Taheri. ■

## Special report Turkey in trouble

The Economist July 20th 2002



### More than enough to worry about

ANKARA AND ISTANBUL

**Feuding politicians and a fragile economy in a place that is strategically more vital than ever**

OSMAN is not much interested in the interest rate on 238-day Treasury bills: over 75%, up from 50% two months ago. He has bigger worries. One, he couldn't get aboard the overcrowded bus to his little self-built house, glued improbably to the rocky hillocks around Ankara, in defiance of the laws of gravity and the state. Two, as he explains via the German of a taxi driver returned from Essen, last year—when GDP fell by 7.4%—he lost his job, even though, officially, like his house, it didn't exist.

Why? He blames the government, a bunch of Americans called the IMF, some politicians, among them Kemal Dervis, minister of the economy and darling of the Fund and of western media. And the prime minister, Bulent Ecevit? Osman's own German is sufficient for him and the lot of them: they're *kaput*. And a country of 68m, a long-term ally of the West, in a vital area, may be deep in trouble too, just when its recovering economy can't afford political weakness and its key ally, the United States, wants its solid help against Iraq.

Even before the 77-year-old Mr Ecevit fell ill, and, many thought, incapable of

governing, two months ago, his three-party coalition was creaking. Mr Dervis was one reason. A non-party man, he was drafted in from a World Bank post in Washington, in March 2001, after a monetary crisis provoked by a squabble between Mr Ecevit and President Ahmet Necdet Sezer. He has begun to put right the things—far deeper than a flurry in the markets—that needed it: notably the public-sector deficit and industries, and a weak, often misused, banking sector. He also added a strong voice to the many, in government as



among the public, who see joining the European Union as the long-term answer to Turkey's multiple woes. But the farther the country advanced on these roads, the unhappier some of the government's parliamentarians became; mainly Mr Ecevit's Nationalist Action allies, but also some in his own Democratic Left and Motherland, the smallest party of the coalition three.

Then Mr Ecevit fell ill. This accelerated plots already afoot to replace the Nationalists with an opposition party, and the prime minister with—well, what about the foreign minister, Ismail Cem, thought, notably, Mr Cem? Two weeks ago, Mr Ecevit, sick or not, hit back: he gave Husamettin Ozkan, one of three deputy prime ministers and till then his faithful fixer, the push. A week later, after several ministers resigned, and his own rank and file began fleeing the party, the crisis duly came. Mr Cem resigned. So did Mr Dervis, only to change his mind within hours under pressure from President Sezer and, covertly, Turkey's influential generals and the Americans.

Messrs Ozkan and Cem announced they would start a new party. Mr Dervis said he was with them in spirit, if not yet the flesh. The Nationalist leader Devlet Bahçeli asked, fairly enough, why the economy minister was still in the cabinet and declared his usefulness over. And the political shenanigans got into top gear. With further defections costing the government its majority, this Tuesday brought news of an early election, given parlia- ▶▶

ment, meeting in September, approves.

Misunderstanding—not only among foreigners—got into top gear too. Is the Ozkan/Cem/Dervis “troika”, acclaimed by some Turkish media, really a troika at all, let alone a party laden with policy prescriptions? Could it really sweep the country? Given the short time they now have to organise, not even its leaders truly think so. Is Mr Dervis really “the messiah” as some half-tongue-in-cheek journalists dub him? Well, he may have the right notions for the economy, but remember that only this spring, for a couple of months, a young diplomat, Mehmet Ali Bayar, late of New York, with the mini-party he had adopted, was being hailed by business as the new political wonder-man.

**Economic magicians needed**

Turkey could use some wonders. For all the energy and enterprise of people like Osman or the ex-émigré taxi-driver—more than 2m Turks now prove these qualities in Germany, no slackers’ paradise—its economic woes can fill pages. For years it has run banana-republic levels of inflation: this year’s target is to halve the 12-month rise by December—to 35%. The public sector in 2001 was 6-7% of GDP in surplus before interest payments. Fine? No: massive debt and fierce interest rates meant an all-in deficit of about 16%. The Turkish government pays far more (about seven percentage points more on 10-year money) than the American one on such dollars as it can borrow. Real rates on domestic debt, mostly rolled over short-term, are wild: over 30% last year. Nice work if you have capital to lend; in contrast, by early this year, real wages in manufacturing had fallen 17% in 12 months, and (official) unemployment was up three points to 11.8%.

These last few figures were the result of the IMF’s fierce prescription to cure awful earlier statistics, the result of years of neglect, half-cures and sudden shocks that dashed the best intentions. The IMF agreed on a new prescription, sugared with dollars, with Mr Dervis soon after his appointment. A further dose came this February, with about \$16 billion in standby credits, \$12 billion of it new money. Because America needs Turkey so much strategically, it gets more IMF money than anyone else.

In his 16 months Mr Dervis has done a lot, often against grumbles in cabinet: “The biggest structural changes we’ve ever seen,” says one businessman. He has cut the central bank free from government, and let the lira float. Banks, often used as sources of easy credit for their industrial associates, have been fiercely audited by the banking regulator and forced to beef up their capital. Some were seized by the state and sold on. The latest to be grabbed, kicking and screaming, was Pamukbank, owned by the mighty Cukurova group.

You don’t pick a fight with Cukurova for fun. Other banks have been merged or, like one owned by Koc, another big conglomerate, shoved into the cash-laden arms of foreign partners. Private-sector banking is certainly a lot more solid than it was. The odd array of state-owned banks is being restructured for sale, one day: the first put on the market, last December, has yet to find buyers. Meanwhile, the state’s Industrial Development Bank is arm-twisting heavily indebted companies and their bank creditors into deals that can get working capital flowing again.

The state’s own industries have been pushed towards the real world: a crazy buying-up scheme for tobacco-growers has gone, and the state’s monopoly drinks and tobacco “enterprise” is to be sold off. Ditto state sugar, also a monopoly, Turkish Airlines, and an oil refiner. Fixed-line telecoms too, once they have been readied for long-overdue competition in, supposedly,

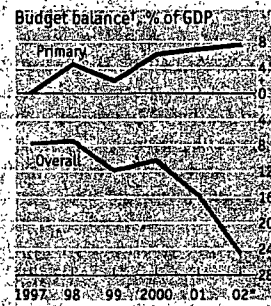
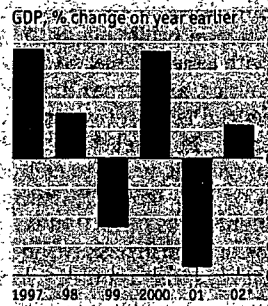
Don’t even hint at the word “default”, but the Fund, though it still says Turkey will need only \$4 billion from it over 2003 and 2004, must have had dreams in which the word slips out.

**The European dream, and its price**

Yet it is politics that rules: not just the election and after, but, above all, Turkey’s relations with the EU. It wants a firm date for the start of its access negotiations from the EU summit in December. Grant that, and the world will see Turkey set on the western road of modernism, democracy, free-marketing and prosperity, and confidence will soar. Refuse it, and gloom will flood in while foreign investors, already notably scarce this year, will not.

Yet here too the world misunderstands. Its faith in Mr Dervis’s untried political skills may prove right. But the battle is no simple one between virtuous pro-western modernisers and baddies stuck with stat-

**Struggling to improve**



Sources: Turkish Treasury; Thomson Datastream

\*1st quarter. †Consolidated

2004. Electricity generation and distribution are already being opened up, though the private sector is hardly rushing in.

In public finance, discipline, of course, is the cry. Public services are to be slimmed and taxes—“high if you volunteer to pay them”—reshaped, simplified and, that oldest of reformers’ promises, better collected. Great, unless you are one of those directly affected. Mr Dervis’s trouble is that some of his cabinet colleagues are: a bloated public sector or compliant state banks are nice places to find jobs for party supporters or loans for pals. Mr Dervis’s efforts increasingly ran into swamps or brick walls: a blazing row with the then transport minister last year, for instance, over plans for Turk Telekom.

To business observers, Mr Dervis has achieved near-miracles. But they wouldn’t bet much on his ability to go on doing so. “The secret is to make changes permanent,” says one: “there is a tendency to slide back to the past.” What he can now do before the election, let alone after, is open to doubt. This week, poor fellow, as the political storm clattered around him, he had to convince a visiting IMF team that reform was still on track. It had better be.

ism, inward-looking nationalism or headscarved Islam. You can be seriously Muslim, pro-EU and for free speech and human rights, as two substantial parties are. You can be free-market and thoroughly nationalist. You can be nationalist and western-looking, secular and suspicious of democracy, as the generals are (though they are no monolithic block these days, another misunderstanding).

The EU’s terms for starting to negotiate include, notably: abolition of the death penalty; an end to the state of emergency aimed at Kurdish terrorism in the south-east; and, most controversially, the right to broadcast in the Kurdish language and a proper place for it (meaning what? few agree) in education. Separately, Cyprus is a big hurdle. The EU is ready—if not, Greece threatens to veto any expansion of membership at all—to bring the divided island in, if it must, with the first wave of candidate countries, even if the Greek Cypriots and Turkish ones cannot settle their differences. To most Turks, fed up with the issue though many are, this would be a slap in the face. For all their wildly overdone dreams of the economic joys of EU membership, the 65-70% support that this now ▶▶

► has could crumble rapidly.

There is talk now of legislating to meet the EU's terms even before the election. Could be. The Nationalists will acquiesce, though basically they are against. The Democratic Left and its defectors are for, though Mr Ecevit's new foreign minister, till now minister for Cyprus, is a hardliner (a charge he denied this week in terms that proved it true). Motherland is dead keen. It sees the EU as a panacea. Give the Kurds an EU-enforced fair deal, and why would they want to separate? Bring Cyprus and Turkey in, and the island's squabbles would be "history" within 20 years, thinks Mesut Yilmaz, the party's leader, cheerily ignoring the several years which, at best, will lie between the two arrivals. Most of the opposition claims to be pro-EU, including the big True Path party. The generals, though divided, mainly oppose concessions on Cyprus. Let alone to the Kurds: "We beat them, why butter them up now?" And, however "western", they fear losing the wide (and constitutional) political power and the public funds (not to say tax privileges for Oyak, their own business conglomerate) that they enjoy.

The result is a hodge-podge, and even this version is over-simplified. The picture is muddled still further by deep suspicion of the EU's sincerity. Does it really want Turkey, in today's anti-Muslim and anti-immigrant climate? The EU blames Rauf Denktash, the Turkish-Cypriot leader, for the stagnation, after six months, of the latest inter-communal talks in Cyprus. True, he is an obstinate old man, and the generals, who could arm-twist him, did so to get him talking at all, but gave him no map of how far to go. Yet, say the Turks, it takes two to disagree, and the EU, they argue, has not pushed the Greek Cypriots, promising

them membership, deal or no deal.

This confusion should be no surprise. The EU issue is just today's face of much older history. Turkey was the centre of a great empire, now forcibly shrunk to its Eurasian rump; a once ruling people longing to be successful and be seen as such, yet knowing that they are neither. No wonder Turks fear the further "loss" of northern Cyprus—its territory, not just its people, who mostly, to judge from recent local elections there, are keener on a deal than Mr Denktash. Likewise Kurdish separatism. In neither case is there any Turkish version of the typical Briton's "can't be bothered" attitude to Northern Ireland.

And what is it to be Turkish? Turkey, once the seat of the Muslim caliphate, was ruthlessly secularised and westernised—not just modernised, like 19th-century Japan—by Kemal Ataturk not over centuries but within a few years. Is it Muslim? Or European? Can it be both? Does it want to be either? Is there a Turkish third way?

These questions intrude even into power politics. Turks are not Arabs. Their state is not Muslim. They've no sympathy with Saddam Hussein or al-Qaeda. Their army is in bed with Israel's. They have few friends save America, and depend on the American-influenced IMF. Yet when Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld's number two, was in Ankara this week to sell the idea of an attack on Iraq, he surely learned that few prominent Turks think that wise, and fewer still want Turkish bases used for it, though most accept that a country so in hock to the IMF will ultimately acquiesce.

The objections are practical. The Gulf war—which Turkey joined—cost it \$50 billion (or some blue-sky figure) in later lost trade, the Turks claim. Worse, the resulting poverty in their south-east fed Kurdish ter-

rorism. Third, they are terrified of any post-war Kurdish state, or even autonomy, in northern Iraq. Mr Wolfowitz soft-soaped them. What he could not answer, and perhaps was not told of, was an unease of spirit that a good many ordinary Turks feel, not as liberals or bleeding hearts or anti-Americans, but as Turks. Yet if a post-Saddam Iraq were back to its normal trading self, Turkey could benefit enormously.

#### The Erdogan phenomenon

The most striking example of Turkish ambiguity is the party now far ahead in the opinion polls, with 20-25%: Justice and Development, whose Turkish initials, not by chance, spell *ak*—white, or pure. Much of its appeal is just that: most of the old parties are seen as corrupt. The establishment wants to pin that label on the Whites' leader, Recep Tayyip Erdogan; a case against him, based on his years, 1994-99, as mayor of Istanbul, reached court on Wednesday. But his real crime is different: here, allegedly, is one of the dreaded Islamists.

You might think so. The generals, in what one called the world's first post-modern coup, eased out of power a government led by a veteran Islamic politician, Necmettin Erbakan, in 1997. His party was later banned, as was its successor, and many of the latter's MPs defected to what is now Mr Erdogan's party. But he fiercely denies the Islamist label, and others agree.

The party, born last year, is one of conservative Muslims, yes; his own upbringing and political background was indeed Islamic (though his sons are at college in America); but, says a keen observer, the Whites "have learned from experience, and the appeal of modernity, that the old political Islam has no future."

Visit the party headquarters, gleaming in a dowdy district of Ankara, and you could be in Europe: handsome young women, few of them trying and failing to conceal that fact with headscarves; bright young English-speaking aides—ambitious young American Republicans, you might think. Their leader is immaculately suited, elegant tie, striped shirt, his initials embroidered on the cuffs. Yes, flatly, Turkey should join the EU, on EU terms. No, just as flatly, its women don't get the education and jobs they deserve. Yes to wide-ranging privatisation. No to what he says is the increasing secularist strictness, like the ban on female university students wearing headscarves. In crude sum, an American view of the secular state: freedom for religion, not suppression. Yet is his party Islamic nonetheless? People have religions, he says; parties don't.

Mr Erdogan would, say his critics. For good measure, they add that being, as he was, an effective mayor of Istanbul is no test of the knowledge or skills for national leadership. Given Turkey's plight, one can think of worse. ■



Dervis and Cem, plotting hard

Asile

Le camp de réfugiés de Sangatte fermé dans moins d'un an.

# Afghans et Kurdes, ces êtres indésirables

**Durcissements tous azimuts : les ministres de l'Intérieur britannique et français chassent l'Afghan et le Kurde pour que le fret circule en paix.**

**E**n conférence de presse, aux côtés de son homologue britannique Daniel Blunkett, le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a annoncé, vendredi, que la fermeture du camp de réfugiés de Sangatte demeurerait « un objectif ». Objectif à court terme puisqu'il est conditionné à l'adoption, par la Grande-Bretagne, de lois plus restrictives sur le droit d'asile. De ce côté, le ministre est assuré d'avoir gain de cause puisque le « projet de loi sur la nationalité, l'immigration et l'exil » doit être adopté d'ici la mi-octobre. Il s'agit de renvoyer les étrangers déboutés du droit d'asile, mais aussi les enfants nés sur le territoire de parents en situation irrégulière. Seront également renvoyés, pendant l'examen de leur dossier, dans un pays tiers, ceux qui seront passés par celui-ci avant de parvenir en Grande-Bretagne. Les ressortissants afghans perdront leur droit de résidence exceptionnelle. Le ministre de l'Intérieur britannique semble profondément convaincu que la majeure partie des migrants qui choisissent son pays comme terre d'accueil sont des immigrés économiques. Dont il n'a pas besoin.

**Il prépare également un second projet de loi créant une carte d'identité avec empreinte digitale et identification de l'iris. Il est crucial, estime-t-il, que son pays réduise le « facteur d'attraction » qu'il représente pour les réfugiés. Le ministre, qui milite depuis longtemps pour la fermeture du centre, est consciencieusement relayé dans cette démarche par la presse populaire de son pays et, surtout, par les compagnies de fret et Eurotunnel. Les dispositions adoptées devraient donc suffire à Nicolas Sarkozy pour mettre en œuvre la fermeture de Sangatte, entre décembre 2002 et mars 2003. Entre-temps, après l'installation, il**



ya quelques mois, de policiers britanniques pour le contrôle des trains en France, Réseau ferré de France et la Strategic Rail Authority financeront sept millions et demi d'euros de travaux : double clôture, vidéosurveillance, alarmes, éclairage, barrières infrarouges. Les services des deux pays échangeront leurs informations sur les filières, des contrôles « juxtaposés » seront mis en place à Douvres et Calais, les Anglais prêteront aux Français des appareils de détection de présence humaine dans les camions. Les deux ministres en appellent à leur collègue belge pour participer à une réunion tripartite pour une « coopération policière renforcée ».

Comme le haut-commissariat aux réfugiés a proposé son aide, il y a une semaine, pour faire le tri entre les « bons » réfugiés et les « mauvais », entre ceux qui fuient leur pays pour conserver la vie et ceux qui ne sont que des réfugiés économiques aux prises avec la famine, les deux ministres en acceptent l'intervention. Le HCR pourrait contribuer à l'enregistrement des candidats, prendre en charge les mineurs non accompagnés et participer à l'aide au retour dans les pays d'origine. Bénéficiaires : les Afghans. Et si cela ne fonctionne pas, on passera « au retour organisé avec le gouvernement afghan ». D'ici quelques semaines, le HCR sera sur place. À charge pour

la Croix-Rouge de faire le tri entre Afghans et Kurdes. Du personnel de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) sera dépêché sur place, les conditions d'asile en France seront expliquées, mais aucun Anglais ne collaborera. Précisons qu'Amnesty international exhorte la communauté internationale à ne pas reconduire les réfugiés dans un pays peu stable et peu sûr, tout comme l'estimait le haut-commissariat aux réfugiés il y a un mois. quand il déclarait qu'il « n'encourageait pas le retour en Afghanistan et informait les Afghans sur la situation sur le plan de la sécurité, du manque de services de base ainsi que du danger des mines terrestres. » Quid des Kurdes dans ces conditions ? À Sangatte, André Segard, le maire et le collectif d'habitants qui réclamaient la fermeture, sont satisfaits. Jack Lang, nouveau député du Pas-de-Calais, parle d'annonce « positive », mais fait une concession à l'humanitaire pour que « les réfugiés trouvent eux-mêmes dans de bonnes conditions une issue à leur situation ». Jacky Henin, maire communiste de Calais, rappelle qu'il « faut tarir les flux à la source et régler les problèmes de passage aux frontières ». Du côté d'Eurotunnel, on attend de voir. À la SNCF, réaliste, on estime que « ce n'est pas la fermeture du centre qui va fondamentalement changer les choses car

l'Humanité

LUNDI 15 JUILLET 2002



il s'agit surtout d'un symbole ». Le directeur du centre de la Croix-Rouge partage assez cette façon de voir : « Le problème n'est pas franco-britannique, explique-t-il à notre confrère du *Monde*, mais européen. Il y a, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Hongrie, des centres comme celui de Sangatte, plus anciens et plus importants, dont personne ne parle, et dont l'utilité est prouvée par leur existence même. Le discours ambiant manque de sérieux. On travaille plus sur les effets d'annonce que sur le problème lui-même. »

Le camp de Sangatte, créé pour accueillir les réfugiés qui peuplaient les parcs et jardins de Calais, reçoit, en moyenne, depuis plusieurs mois, 1 500 personnes. Cinquante-trois mille ont transité par ses murs inhospitaliers depuis 1999. Les ministres ont parlé de « pompe aspirante ». Mais qui sont-ils ? Afghans, Kurdes, Kosovars, on le sait. Diplômés, on l'a déjà dit. Célibataires, jeunes, pour la plupart envoyés et financés par leur famille. Comme il ne suffit pas que certains le disent, le sociologue Smain Laacher, chercheur au CNRS et à l'École des hautes études en sciences sociales, s'est vu confier une étude « pour mettre fin aux fausses vérités » par la Croix-Rouge. De ces six mois de travaux, non encore rendus publics, si ce n'est par *le Monde* d'hier, il ressort que seuls 7 % d'entre eux viennent chercher du travail. Persécutions politiques, guerre, insécurité sont les moteurs. Plus de 40 % ont atteint ou dépassé le niveau du bac. 30 % sont commerçants ou artisans, 13 % ouvriers, 12 % exerçaient une profession intellectuelle ou libérale, 8,5 % sont employés. Et pour tous, la solidarité familiale est passée par une filière clandestine, très chère, incontournable, qui ne révèle pas, au départ, le pays de destination. Une étude sérieuse qui mérite qu'on s'y arrête et qui apporte confirmation de l'inquiétude de la coordination du droit d'asile qui s'inquiète de l'avenir et demande l'adoption, par l'Union européenne, de « règles simples en matière d'asile, qui permettent à toutes les personnes désireuses de réclamer la protection de la convention de Genève de déposer leur demande dans n'importe quel pays de l'Union ». Quand le président de la République, Jacques Chirac, proposait, hier, de réduire les procédures d'asile à un mois, d'harmoniser les législations européennes sur les différences desquelles « jouent les clandestins », de réfléchir à l'aide au développement que

peuvent apporter les pays riches, et de lutter contre des systèmes mafieux « pires que l'esclavage », répondait-il à cette préoccupation ? Il n'a pas parlé du seul texte de référence des associations : la convention de Genève.

ÉMILIE RIVE

**Le Monde**  
ÉDITORIAL

14 - 15 JUILLET 2002

## L'asile après Sangatte

**FERMER Sangatte** : si cet objectif est atteint l'hiver prochain, comme l'ont conjointement promis, vendredi, les ministres de l'intérieur britannique et français, un cauchemar prendra fin. Cauchemar pour les gouvernements, confrontés à l'afflux de migrants désireux de traverser la Manche et entassés, depuis septembre 1999, dans un immense hangar à proximité de l'entrée du tunnel sous la Manche où ils tentent leur chance, au péril de leur vie. Cauchemar pour les habitants proches et pour la SNCF qui voyait ses trains pris d'assaut.

Mais cauchemar, surtout, pour les intéressés, Kurdes d'Irak et de Turquie, et Afghans, qui sont entre 1 500 et 1 800, confinés avec femmes et enfants dans ce véritable camp de relégation agité par des bagarres et pris en main par les passeurs. La situation déplorable sur le plan humanitaire se double d'un imbroglio juridique que le gouvernement Jospin n'a pas su ou voulu démentir. Pour la France, en effet, les « réfugiés » de Sangatte n'ont pas de statut, puisqu'ils ne souhaitent pas lui demander l'asile et ne peuvent être expulsés. Les persécutions encourues au Kurdistan ainsi qu'en Afghanistan, jusqu'à la chute des talibans, ont empêché jusqu'à présent tout rapatriement.

C'est surtout ce dernier verrou que l'accord franco-britannique entend faire sauter avec la bénédiction du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Estimant que le retour des exilés afghans est désormais possible, l'agence internationale a

proposé d'aider à organiser les retours. Proposition évidemment acceptée par les gouvernements en dépit des doutes sérieux qu'émettent les ONG, telle Amnesty International, sur la sécurité en Afghanistan. Mais la proposition du HCR de participer à l'examen des demandes d'asile n'a, en revanche, pas été retenue. C'est l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) qui devrait être chargé de ce travail, alors que les migrants de Sangatte réclament le droit de vivre au Royaume-Uni.

La Grande-Bretagne s'est engagée à voter de nouvelles lois, plus restrictives, sur l'immigration illégale. Les deux pays veulent ainsi envoyer un message de fermeté aux populations des pays concernés mais surtout aux « gangs » qui leur promettent le passage après un lourd paiement. On peut espérer qu'il sera entendu.

Mais l'accord franco-britannique laisse entière la question centrale du droit d'asile en Europe, qu'il est temps de redéfinir et d'harmoniser. Dans l'immédiat, les occupants actuels de Sangatte doivent tous pouvoir bénéficier d'un examen individuel de leur situation avec droit à la protection de la convention de Genève, en un mot à la protection du statut de réfugié. Ce doit être le cas d'abord pour les Kurdes d'Irak. Si le plan pour fermer Sangatte n'était que l'emballage d'une opération de reconduite forcée, les migrants, alertés par la menace d'expulsion, fuiraient le centre pour se disperser à nouveau, grossissant une population en désérence sur le territoire.

# Defectors see Saddam as vulnerable to coup

## He is hated by army, ex-officers say

By John F. Burns

The New York Times

**LONDON:** Prompted by President George W. Bush's calls for the overthrow of Saddam Hussein, former Iraqi military officers who have defected during the Iraqi ruler's 23 years in power, some as recently as the mid-1990s, met here during the weekend to discuss ways of helping to bring down Saddam.

The meeting drew together several dozen former officers as well as prominent figures from Iraqi opposition groups based in Europe and the United States.

Organizers said the meeting had several aims, most important among them sending a message to military officers in Iraq encouraging them to prepare to support an American-led effort to oust Saddam. Several of the former officers here said that the Iraqi officer corps was rife with hatred for Saddam and could be persuaded to join a coup or invading force, provided they were guaranteed a future in a post-Saddam Iraq.

The approach was summarized by Ahmed Chalabi, head of the Iraqi Na-

tional Congress, a London-based opposition umbrella group that has received millions of dollars in American backing under the Iraq Liberation Act of 1998.

"We are sending a message to the Iraqi military that there is life for them after Saddam, that they must not fear change," Chalabi said.

American officials from several agencies, including the State Department, the Pentagon and Vice President Dick Cheney's staff, attended as observers. The State Department spokesman, Richard Boucher, said Friday that the United States was not financing the gathering, although it viewed the meeting as "a useful tool in helping the Iraqi community move closer to the goal of a better future for the Iraqi people after Saddam Hussein."

The meeting came as momentum continued to build in Washington for action against Saddam. Bush was reported to have signed a presidential directive this year authorizing stepped-up covert action by the CIA to encourage a coup against the Iraqi leader. More recently, the Pentagon was reported to be drafting a plan for a full-scale military invasion involving as many as

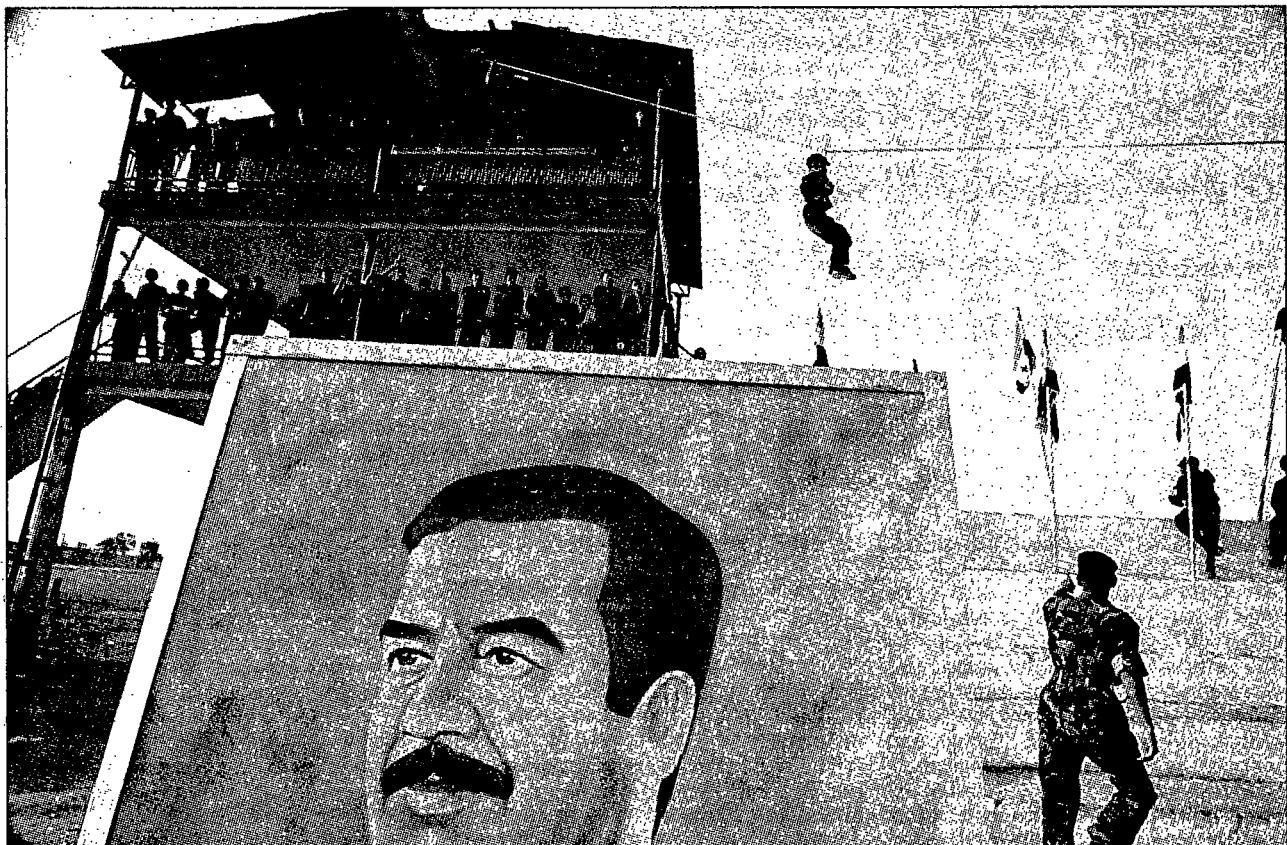
250,000 American troops, operating from bases in as many as eight neighboring countries.

A major surprise as the Iraqi officers opened the meeting Friday night was the presence of Prince Hassan bin Talal of Jordan, brother of that country's late monarch, King Hussein. Hassan spent years as heir to the Jordanian throne before King Hussein changed the succession in favor of his son, the present King Abdullah II, shortly before his death in 1999. Hassan was reportedly deeply embittered by the change.

Although a recent report in The New York Times quoted senior Defense Department officials as saying that American military planners were considering using Jordan as a base for air and ground attacks against Iraq, Abdullah's government was swift to say that "Jordan will not be used as a launching pad."

Privately, Jordanian officials said Abdullah needed to maintain a public posture of neutrality, much as King Hussein did during the 1991 Gulf War, given the large and often volatile Palestinian population in Jordan and Jordan's vulnerability to subversion and other hostile acts by Iraq.

By attending a meeting dedicated to discussing ways to overthrow Saddam, Hassan appeared to be sending a message that conflicted with the position taken by Abdullah's officials. But after a speech to the London meeting that dwelled on the historical links between Iraq and Jordan, and the close family ties between the Jordanian monarchy



Karim Sahib/Agence France-Presse

Iraqi school boys, dubbed "Saddam's cubs," taking part in a military training session at a summer camp outside Baghdad.

and the Hashemite dynasty that ruled Iraq until the assassination of King Faisal II in 1958, Hassan said that his presence was purely personal.

Diplomats suggested that Hassan might have attended the meeting to signal to the United States that he was a better friend than Abdullah, or, contrarily, that his presence might have been agreed to by Abdullah as a means of balancing Jordan's public statements of

neutrality.

Hassan denied any political motive. "I have no agenda at all," he said. "I'm not carrying any signals. I'm not a Jordanian government official. You know the Jordanian position very clearly from official government statements."

As one former officer after another took the lectern Friday to denounce Saddam — including Major General Khaled Shams Din, who described the Iraqi

ruler as "a ruthless savage without regard for human life" — the picture that emerged was of an army that might prove as irresolute in defending Saddam now as it was during the war in 1991.

"The army will defect, even those closest to Saddam," said Colonel Hamed Ziadi, who defected in 1982. "The country is dismembered under the surface. Everything is weak."

Le Monde

18 JUILLET 2002

## Le premier ministre turc se résigne à convoquer des élections anticipées le 3 novembre

Lâché par ses partenaires, ne disposant plus de majorité au Parlement, Bülent Ecevit, 77 ans, accepte un scrutin qui devrait mettre un terme à sa carrière politique

ISTANBUL

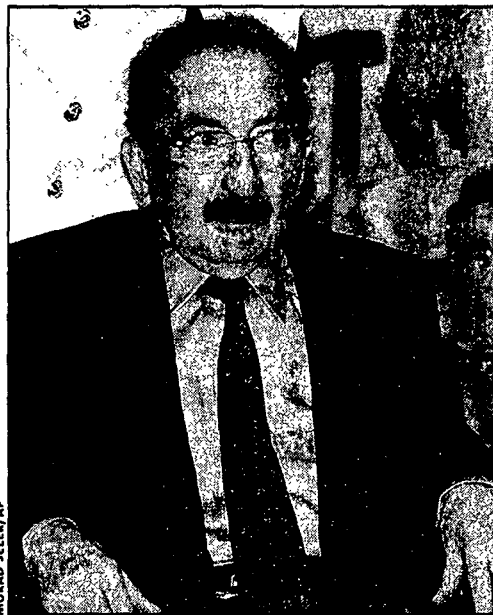
de notre envoyé spécial

« Un gros poisson ne meurt pas facilement. » L'expression est d'Artun Unsal, professeur de sciences politiques à Istanbul, et résume les derniers revirements de Bülent Ecevit pour rester à son poste de premier ministre. En se résignant, mardi 16 juillet, à finalement accepter des élections législatives anticipées pour le 3 novembre, il vient d'obtenir un petit sursis dans la crise politique qui secoue le pays depuis une semaine.

Cette décision est intervenue quelques heures après que la coalition gouvernementale gauche-droite a perdu la majorité au Parlement suite à de nouvelles défections d'élus du Parti de la gauche démocratique (DSP, social-démocrate nationaliste) du premier ministre. « Les leaders de la coalition se sont mis d'accord pour convoquer des élections législatives anticipées le 3 novembre », a annoncé un bref communiqué publié après une réunion des dirigeants des trois partis de la coalition.

Les députés doivent à présent entériner cette date lors d'une session extraordinaire du Parlement normalement prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre à la demande du parti ultranationaliste MHP (Parti nationaliste du mouvement), membre de la coalition gouvernementale. Mais il n'est pas impossible que ce vote soit avancé plus tôt cet été.

Jusqu'aux élections, le pays pourrait s'installer dans un *statu quo* de son exécutif avec en toile de fond d'après tractations entre les différents états-majors en vue de la for-



Mardi 16 juillet, Bülent Ecevit assiste à une cérémonie à la Cour constitutionnelle d'Ankara. Malade, privé de majorité et contraint à convoquer de nouvelles élections, le premier ministre turc risque de voir lui échapper son rêve : celui de faire entrer son pays dans l'Union européenne.

mation de nouvelles alliances. Cette perspective n'a pas l'heur de déplaire aux principales formations politiques. « Chacun doit rester calme, le travail se poursuit correctement, il n'y a pas de problème particulier », a affirmé le ministre de l'économie, Kemal Dervis, assurant que le programme de réformes soutenu par le FMI serait poursuivi.

Après s'être opposé à des élections anticipées, Bülent Ecevit, celui que l'on surnomme « le Brave » depuis 1974 pour avoir donné à l'armée turque l'ordre d'intervenir à Chypre, vient peut-être de signer l'arrêt, à 77 ans, de sa carrière politique. « La décision de convoquer des élections signifie la fin de Bülent Ece-

vit, de sa femme et du DSP », estime Ali Bayramoglu, politologue et chroniqueur au quotidien islamiste modéré *Yeni Safak*. « Une page de l'histoire turque se tourne. Elle avait commencé avec Mustafa Kemal et Ismet İnönü et se termine avec le siècle nouveau », ajoute-t-il.

**CHEF CHARISMATIQUE**

Né en 1925 à Istanbul d'un père député et d'une mère peintre, Bülent Ecevit décroche un diplôme de littérature anglaise à l'université d'Ankara, de sanskrit et de bengali à l'Université de Londres. Il débute comme journaliste en 1950 dans la presse proche du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate),

le parti du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. Elu du CHP en 1959, il en prend la direction dès 1972.

Chef charismatique, porté par la vague de gauche des années 1970, Bülent Ecevit devient premier ministre en 1973 à la tête d'une coalition avec le Parti islamiste du salut national (MSP), dirigé par Necmettin Erbakan, qui sera plus tard l'un de ses plus farouches adversaires. Après le succès du CHP aux élections de 1977, il dirige un deuxième gouvernement de 1978 à 1979. Arrêté après le coup d'Etat de 1980, M. Ecevit passe à nouveau trois mois en prison, fin 1981, pour avoir dénoncé la répression des militaires.

Après l'annistie de 1987, il prend la tête du Parti de la gauche démocratique (DSP), fondé en 1985, abandonne ses thèmes gauchistes des années 1970 pour un discours à forte coloration nationaliste. L'homme est souvent critiqué par la presse pour diriger son parti, avec sa femme Rahsan, d'une main de fer.

Son image n'a cessé de se dégrader depuis son hospitalisation au mois de mai. Pour les jeunes, qui n'ont pas connu le Bülent Ecevit victorieux à Chypre, le héros de la « gauche nationale » fait figure de « vieux ». « Contrairement à ce que l'on peut penser, il n'est pas quelqu'un qui s'accroche au pouvoir, souligne Artun Unsal. Il a démissionné de son poste de premier ministre en 1979 alors que rien ne l'y obligeait. Il voulait être celui qui avait fait entrer la Turquie en Europe. La maladie l'en a empêché. »

Nicolas Bourcier

## Un rapport de l'ONU dénonce le retard du « développement humain » dans les pays arabes

Tandis que la région s'est globalement enrichie, les secteurs de la santé et de l'éducation ont été gravement négligés

ÉCRIT dans le langage neutre d'universitaires convaincus qu'un « diagnostic précis est un élément important de la solution » selon l'expression de Rima Khalaf Hunaidi, directeur du Bureau régional du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) pour les Etats arabes, le « Rapport arabe sur le développement humain dans les pays arabes » pour l'année 2002 qui vient d'être publié par l'ONU n'en est pas moins accablant. Il dénonce de graves disparités dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, et une pauvreté persistante.

Les retards pris en matière de développement humain sont d'autant plus affligeants que cette zone de 280 millions d'habitants - 5 % de la population mondiale - s'est globalement enrichie. La « région arabe » ne manque pourtant pas d'atouts, humains en particulier, avec une population beaucoup plus jeune que la moyenne mondiale (38 % des personnes ont moins de quatorze ans). Mais ces richesses sont étouffées par des dirigeants pour la plupart guère soucieux de rendre des comptes à leurs peuples, et dont les politiques économiques, éducatives, sociales, environnementales et de l'information sont archaïques et inadaptées. Résultat : le bien-être ne profite qu'au plus petit nombre.

Au chapitre des acquis, « des progrès considérables, souligne le rapport, ont été enregistrés dans les services sociaux de base : santé, loge-

ment et éducation », l'éducation des jeunes est « quantitativement » plus importante, l'espérance de vie à la naissance s'est sensiblement améliorée, les taux de mortalité infantile ont chuté des deux tiers, la croissance économique a bénéficié aux pauvres - « la pauvreté absolue, c'est-à-dire un revenu de moins de 1 dollar par jour, y étant moindre que dans les autres pays en développement ».

### ILLETTRISME

Mais... la liste est longue de ce que les auteurs du rapport qualifient élégamment de « signaux d'alerte » dans des domaines vitaux. Au cours des vingt dernières années, le taux d'accroissement du revenu par tête d'habitant a été le plus bas du monde, si l'on exclut l'Afrique subsaharienne ; et si la tendance actuelle de croissance de 0,5 % par an en moyenne persiste dans les prochaines années, il faudrait au citoyen arabe... « cent quarante années pour doubler son revenu, contre un peu moins de dix ans dans d'autres régions ». La productivité du travail a, par ailleurs, accusé une baisse continue, ramenant notamment à la moitié de celui de la Corée du Sud le produit national brut par tête d'habitant, alors qu'en 1960 il était supérieur à celui des « Tigres » asiatiques.

Bien qu'elles bénéficient d'une longévité supérieure à l'espérance de vie moyenne mondiale, les populations des pays arabes souffrent de sérieuses disparités en

matière de santé : d'un pays à l'autre, entre zones urbaines et zones rurales, entre hommes et femmes, entre nantis et riches, entre malades physiques et handicapés mentaux.

Les progrès pour le secteur de l'éducation sont sensibles, notamment en termes d'alphabétisation, mais il y a toujours 65 millions d'adultes illettrés ; 10 millions d'enfants entre 6 et 15 ans n'ont pas accès à l'école, l'enseignement supérieur demeure l'apanage d'une minorité (13 %), les femmes, dans ces différents secteurs, étant les plus lésées. La qualité de l'enseignement s'est détériorée, creusant le manque d'interaction entre l'enseignement, le monde du travail et le niveau de développement. Même les tendances en matière de traduction sont décourageantes : l'ensemble du monde arabe traduit environ 300 livres par an, soit le cinquième de ce que traduit la Grèce. Le nombre total de livres traduits depuis le calife Ma'Moun (VIII<sup>e</sup> siècle) est d'environ 100 000 - ce que l'Espagne traduit chaque année.

### 12 MILLIONS DE CHÔMEURS

Surtout, s'il est vrai qu'un habitant sur cinq vit avec moins de 2 dollars par jour, la pauvreté est surtout notable en termes de « potentialités », du fait des disparités en matière d'enseignement et d'apprentissage. Aussi, avec près de 12 millions de chômeurs (15 % de la main-d'œuvre), des marchés du travail « traditionnels, gravement segmentés et dysfonctionnels » et une mobilité de l'emploi insignifiante, il n'est pas étonnant que 51 % des adolescents « les plus âgés » et 45 % des plus jeunes souhaitent émigrer.

Les raisons de ces retards ? « l'absence de liberté de choix, le défaut de promotion des femmes et les carences de connaissance », souligne le rapport. Le degré de liberté à la fin des années 1990 était le plus faible des sept régions du monde. La « région arabe », définie comme englobant les vingt-deux membres de la Ligue arabe, est également au niveau le plus bas en ter-

mes de participation et de responsabilité. La participation des femmes à la vie politique et économique reste la plus faible au monde en termes quantitatifs, sans parler du fait que dans plusieurs pays, elles ne sont pas considérées à part entière. Quant au savoir, il pâtit de faibles niveaux de recherche et de développement scientifique, d'accès aux technologies de la communication et de l'information, les efforts étant concentrés sur le développement des infrastructures à l'exclusion des contenus.

Les universitaires arabes auteurs du rapport ont examiné leurs sociétés « avec sympathie mais dans un esprit critique » ce pour quoi ils étaient les mieux placés, fait observer Mark Malloch Brown, l'administrateur du PNUD. Les gouvernements arabes sont invités à choisir entre un « parcours dominé par la torpeur » ou la recherche de perspectives « d'une renaissance, ancrées dans le développement humain ».

Mouna Naïm

### Des ressources en baisse pour l'éducation

Le rapport publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) constate que les ressources consacrées à l'éducation diminuent dans les pays arabes depuis 1995. Elles ne représentent plus que 10 % de ce qui est dépensé pour le même poste dans les pays industrialisés, contre 20 % en 1980. Ce recul est en partie imputable à des politiques d'ajustement structurel mal conçues et insuffisamment attentives au développement humain. La scolarisation à tous les niveaux est à la traîne par rapport à d'autres régions en développement.

Un fossé se creuse entre un enseignement privé et élitiste, réservé à une minorité, et l'enseignement public de qualité inférieure, dont doit se contenter la majorité. L'investissement consacré au savoir est très faible. Aujourd'hui, les dépenses pour la recherche et le développement représentent moins de 0,5 % du PNB contre 1,26 % à Cuba et 2,9 % au Japon en 1995.

## Premier créancier du FMI, Istanbul a reçu 32 milliards de dollars

EN ACCEPTANT, au printemps 2001, de quitter la vice-présidence de la Banque mondiale pour devenir ministre de l'économie de son pays, Kemal Dervis savait ce qu'on attendait de lui : rassurer les marchés et mettre en œuvre le programme de réforme sur trois ans soutenu par le Fonds monétaire international (FMI).

En décembre 1999, l'institution avait consenti une aide de 4 milliards de dollars à la Turquie. Le numéro deux de l'époque, Stanley Fischer, avait justifié cette décision en déclarant que « les autorités turques s'étaient engagées à libérer le pays de l'hyperinflation qui minait l'économie depuis deux décennies, à restaurer les fondamentaux macro-économiques et à s'attaquer aux faiblesses structurelles persistantes de l'économie ». En un mot, à mettre de l'ordre dans un pays rongé par la corruption, où le système bancaire était détenu par des amis du pouvoir et où le clientélisme régnait en maître.

La décision du FMI coïncidait avec un autre événement : le 10 décembre 1999, la candidature de la Turquie à l'Union européenne, rejetée dix ans auparavant en raison notamment de la situation des droits de l'homme, avait été acceptée. Au soutien quasi inconditionnel des Etats-Unis pour des raisons géostratégiques, la Turquie pouvait désormais ajouter celui de l'Europe et compter sur la compréhension des institutions de Bretton Woods.

Malgré le peu de progrès dans ses réformes structurelles, Istanbul obtiendra une rallonge de plus de 7 milliards de dollars en décembre 2000. Portée par la bonne santé de l'économie mon-

diale, la croissance repart et dépasse 6 %, l'inflation descend à 39 %, contre 69 % en 1999. La dévaluation de la livre, en février 2001, fait repartir les prix à la hausse, plonger la demande et précipite la crise des banques, qui sont sous-capitalisées. Lorsque Kemal Dervis est appelé à la rescousse, la monnaie a perdu près de 50 % de sa valeur par rapport au dollar.

La crise a provoqué la perte de dizaines de milliers d'emplois. Le mécontentement populaire s'accroît, mais M. Dervis maintient un discours de fermeté. La Turquie doit « restructurer de fond en comble son économie », assure-t-il.

## PROGRAMME DE PRIVATISATIONS

Ses premières mesures portent, conformément aux vœux du FMI, sur une réduction des dépenses du secteur public de 9 % et un gel du recrutement dans la fonction publique, qu'il juge « pléthorique ». Il s'attaque à l'assainissement du secteur bancaire, une tâche délicate sur le plan politique et dangereuse sur celui des équilibres budgétaires : la recapitalisation des banques publiques, la prise de contrôle et la fermeture d'une vingtaine de banques en faillite augmentent de 25 points de PNB la dette publique, qui atteint 104 % du PNB.

M. Dervis entame le programme de privatisations voulu par les institutions internationales en commençant par Turk Telekom. En mai, le « bon élève » est gratifié d'un nouveau coup de pouce du FMI de 8 milliards de dollars. En trois ans, le soutien du FMI s'est ainsi transformé en un vaste plan de sauvetage de 17 milliards de dollars. De

son côté, la Banque mondiale s'est engagée pour 4,8 milliards de dollars.

Ces bouées financières n'évitent pas à la Turquie de subir les effets du ralentissement de l'économie mondiale. L'année 2001 se termine sur une contraction du PIB de 8,5 %, des dizaines de milliers de licenciements, une inflation qui est remontée à 68,5 % et la perspective d'avoir à rembourser les deux tiers de sa dette publique en 2002.

Satisfait du respect des engagements pris par le gouvernement turc pendant la période 1999-2001, le FMI décide, en février 2002, de renouveler le bail financier. Saluant « les progrès considérables réalisés pour mettre en œuvre leur ambitieux programme de réformes », l'institution repart pour un tour (2002-2004) avec un crédit de près de 16 milliards de dollars dont 3 milliards qui n'ont pas été utilisés par Istanbul dans le cadre du programme précédent. La feuille de route est toujours la même : réduction du nombre des fonctionnaires ; poursuite de la réforme du secteur bancaire. Les objectifs sont une croissance de 3 % en 2002, une inflation ramenée à 35 % et une dette publique ramenée à 68,5 %.

En annonçant ce nouveau prêt, le directeur général du FMI, Horst Köhler, déclarait que « la vigoureuse mise en œuvre du programme économique par le gouvernement et la démonstration renouvelée qu'il existe une unité politique pour soutenir ce programme justifiait l'exceptionnel soutien du FMI à la Turquie ». Cinq mois plus tard, l'unité politique que voulait voir M. Köhler est à bas.

Babette Stern

## Préparatifs pour renverser Saddam Hussein

LE FIGARO MERCREDI 17 JUILLET 2002

Les Etats-Unis n'ont « pas encore pris de décision » sur le type d'opération qu'ils comptent entreprendre contre l'Irak. Avant de se rendre à Ankara pour sonder les dirigeants turcs, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a ajouté : « Les événements du 11 septembre ne sont rien comparés à ce que les armes chimiques, biologiques et nucléaires peuvent faire (...). Nous n'allons pas attendre indéfiniment. »

A Washington, Donald Rumsfeld a annoncé avoir ordonné une réévaluation de tous les plans de guerre y compris ceux ayant trait à une possible action militaire contre l'Irak. Ces scénarios ne seront pas rendus publics, même si le président George W. Bush prenait la dé-

cision d'un « changement de régime » en Irak par des moyens militaires, a déclaré le secrétaire à la Défense à CNN.

Les scénarios à l'étude iraient d'une option lourde prévoyant le déploiement de

2 5 0 0 0 0 0 0 h o m m e s (500 000 hommes avaient été nécessaires pendant la guerre du Golfe) à des options plus limitées. Le Pentagone a pour l'instant retenu l'hypothèse du déploiement conventionnel massif, baptisé « Desert Storm Lite », tel qu'il avait été présenté au président Bush en juin par le général Tommy Franks, commandant en chef de la région Centre.

Selon une autre option à l'étude, citée par le *Wall Street Journal*, entre 50 000 à

75 000 troupes au sol pourraient suffire, à condition de recevoir un appui aérien massif, et l'assistance d'au moins 25 000 hommes d'infanterie légère aéroportée. La plupart de ces troupes, auxquelles s'ajouteraient des Forces spéciales, seraient basées au Koweït et disposeraient de matériels prépositionnés en Turquie, au Qatar, au Koweït, à Bahreïn, à Oman et aux Emirats arabes unis. Une telle option pourrait être mise en place dans un délai d'environ deux semaines, contre trois mois pour un déploiement massif. Cette option serait une voie moyenne entre le déploiement conventionnel massif et le recours à des forces de l'opposition irakienne, jugées peu fiables, contrairement à l'Alliance du Nord qui servit de fer de lance à la guerre en Afghanistan.

L'opposition irakienne a toutefois gagné en crédibilité, tout au moins politique, à la faveur de sa réunion de

Londres, le week-end dernier. Un « conseil militaire » de 15 membres a ainsi été désigné en vue de renverser le président Saddam Hussein alors que l'armée irakienne était appelée à s'associer aux efforts de l'opposition qui entend servir de gouvernement de transition en Irak, une fois Saddam Hussein renversé.

« Nous pensons que le processus de changement viendra de l'intérieur de l'Irak et que l'armée irakienne jouera un rôle crucial », a déclaré le général de division Tawfiq al-Yassiri, élu porte-parole du nouveau conseil militaire. « Sa principale tâche est de diriger l'effort militaire dans le processus de changement » de régime en Irak, a-t-il ajouté.

Le prince jordanien Hassan ibn Talal, cousin germain du roi Fayçal d'Irak, assassiné lors du coup d'État de 1958, et oncle du roi Abdallah de Jordanie était présent « à titre individuel ».

P. R.

VITRINE DE LA CULTURE D'UN PEUPLE EN QUÊTE D'UNE NATION

# Les Kurdes de Mantes auront bientôt leur association culturelle

Dans un coin de la salle du centre culturel Le Chaplin, deux femmes kurdes, mantaises, montrent comment on pratique dans les régions montagneuses de Turquie ou d'Irak le travail de la laine. Une, à genoux, adoucit la matière avec un gros peigne, en brossant une grosse touffe blanche à plat sur l'instrument à pointes de métal. Sa voisine actionne le rouet à main qui transforme la boule blanche en fil. Jusqu'à la fin de la semaine, une exposition réalisée par l'Institut kurde de Paris en collaboration avec la Maison de l'artisanat présente quelques aspects de la culture kurde au Chaplin (voir aussi rubrique *Sorties*).



Démonstration de "Büllür", la flûte des bergers.

## "La musique, une place centrale dans la culture kurde"

Un peu plus loin, on assiste à une démonstration de "Büllür" (Bloure), c'est la flûte du berger. Traditionnellement, elle sert au gardien à communiquer avec son troupeau. La Büllür par la suite est devenue l'instrument de base de la musique populaire. Jouée en solo, elle accompagne fréquemment des chants d'amour ou les fameux chants épiques des cavaliers. Improvisés à l'origine par des femmes soucieuses d'immortaliser les hauts faits des guerriers, ou par les combattants eux-mêmes de retour du combat, les chants épiques constituent de véritables chroniques historiques ou à peu près tous les événements de la vie locale et nationale sont consignés.

"Dans toutes sortes de soirée organisée par la communauté kurde, la musique est présente. En fait, elle occupe une place centrale dans la culture kurde", explique Aliyé Vienne, initiatrice du projet

d'association kurde mantaise. "C'est grâce à la musique que les gens se rencontrent. un autre type de chanson kurde appelé Kulamên dilan est semblable au fado portugais. Elle évoque toujours l'amour malheureux". "Aux cours de soirées coutumières, amis et familles sont assis autour du chanteur et écoutent ces histoires comme dans toutes les veillées ancestrales".

C'est aussi parce que le peuple kurde est un peuple qui a été, et reste notamment en Turquie, privé d'expression et de diffusion culturelle, que cette tradition orale revêt cette charge identitaire forte, et a valeur encyclopédique pour toutes les générations.

Répartis dans plusieurs pays du Moyen-Orient, entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, les Kurdes sont un peuple sans Etat, sans frontières, sans reconnaissance officielle. Des plus extrémistes des militants de la cause kurde aux plus modérés, le combat pour la "liberté d'être un peuple doté

d'une nation" accompagne la communauté partout où elle se déplace. C'est aussi parce que la vivacité de la culture kurde conditionne la survie identitaire de son peuple, que cette communauté a soigneusement transmis et conservé ses usages et sa mémoire. Ils rappellent les origines nomades ancestrales (les Kurdes sont un peuple de bergers nomades), la qualité et la finesse de l'artisanat (tapis, broderie, facture de vêtements, tissage de chaussettes et de ballerines d'apparat), la richesse du répertoire musical.

## 1000 familles mantaises

Cependant les Kurdes immigrés de leur région natale demeurent souvent une communauté très discrète, obscure au sens où leur culture n'apparaît pas transparente. Aysel Ozadanir, la directrice de la Maison de l'artisanat de Mantes-la-Jolie tente une explication, "en émigrant en

France, ils ont notamment choisi de ne plus vivre de leur artisanat, ce qui n'est pas forcément le cas des autres populations immigrées". Et pourtant, environ 1000 familles kurdes, en majorité originaires de Turquie vivant à Mantes aujourd'hui intègrent cette grande diaspora (qui compte 100 000 personnes dans le pays). "Les Kurdes de Mantes après des années de mutisme veulent être plus visibles et c'est pour cela que la Maison de l'artisanat s'est voulue une porte ouverte sur leur culture", poursuit Aysel Ozadanir.

Rappelons que cette diaspora kurde a toujours joué un rôle politique et culturel important. C'est elle qui a su donner un nouvel essor à la langue écrite, à la littérature et à la musique kurde. Elle a joué aussi un rôle prépondérant pour faire connaître à l'opinion occidentale le sort des Kurdes dans les pays où ils sont persécutés.

Créé en février 1983, l'Institut kurde est un organisme culturel indépendant, non poli-

tique et laïc, qui regroupe des intellectuels et artistes kurdes d'horizons divers, ainsi que des spécialistes occidentaux du monde kurde. Il est présent à Mantes cette semaine pour soutenir le projet d'association

mantaise qui devrait se réaliser dans le cadre de la jeune Maison de l'artisanat. L'institut qui apporte conseils et références a pour vocation d'entretenir la communauté dans

la connaissance de sa langue, de son histoire et de son patrimoine culturel, de contribuer à l'intégration des immigrants kurdes d'Europe dans leurs sociétés d'accueil et de faire

connaître au public, les Kurdes, leur culture, leur pays et leur situation actuelle.

FA.

AU CAC LE CHAPLIN

# L'art kurde se découvre à Mantes

Le Courrier de Mantes MERCREDI 17 JUILLET 2002

Jusqu'au 21 juillet, le C.A.C Le Chaplin accueille une exposition consacrée à l'art kurde. Une initiative culturelle organisée conjointement par l'Institut Kurde de Paris et la Maison de l'Artisanat.

Les Kurdes sont l'un des plus anciens peuples du Moyen-Orient. Mais leur histoire est surtout celle d'un peuple divisé. Les Kurdes, qui ne disposent d'aucun état autonome, peuplent une vaste zone montagneuse située en Mésopotamie, une région étendue sur quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie considérée comme le berceau de toutes les civilisations.

Mais qu'ils soient Kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak ou de Syrie, tous retrouvent leur identité autour de la même culture. Une culture ancestrale d'une richesse immense qui est pourtant menacée.

"Depuis 70 ans, les quatre pays qui dominent le Kurdistan gommant d'une manière systématique toute trace de l'histoire et de la culture kurdes aussi bien anciennes que modernes", indique Véronique Beau-Cazeneuve, directrice de l'Institut Kurde de Paris.

## Culture méconnue

Les Kurdes ont longtemps souffert du déni de leur culture, par la Turquie notamment, et souhaitent aujourd'hui la promouvoir et la diffuser auprès des



autres communautés.

"Beaucoup de personnes ne savent toujours pas ce que le mot kurde signifie. Ils ne connaissent rien à l'histoire de notre peuple et font un amalgame entre turc et kurde. C'est la raison pour laquelle il est très important de présenter notre culture pour montrer sa spécificité", explique Ferat, kurde de Turquie qui étudie en France depuis 3 ans.

La confection d'habits et de tapis est la principale forme artisanale kurde. Le tapis noué, aussi bien que le tapis tissé, est probablement aussi ancien que la civilisation elle-même. Selon la technique traditionnelle, la laine est filée manuellement. Les artisanes kurdes teignent elles-mêmes leur laine et restent fidèles aux couleurs obtenues par des procédés naturels. Les dimensions

des tapis, leurs couleurs, leurs motifs et surtout la technique de tissage, sont autant de particularités qui les distinguent des costumes et tapis turcs, arabes et persans.

Pour le peuple kurde, la musique occupe une place essentielle. La Blur, flûte du Berger, la def et le Tembûr sont les instruments de base de la musique populaire qui se distingue des musiques traditionnelles du Moyen-Orient. L'usage de la langue kurde étant interdit à l'écrit, la musique est, depuis des siècles, le seul vecteur de communication pour transmettre l'histoire des tribus de génération en génération. Des chroniques d'histoires à la poésie lyrique en passant par les épopées et certaines œuvres de la littérature écrite, tout est chanté, tout est mis en musique afin d'être

mieux mémorisé. Selon les régions, la musique kurde se rapproche de la musique celtique - c'est le cas dans les montagnes -, andalouse ou orientale où les "maqams" (modes) utilisés sont les mêmes qu'au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

La collection d'objets artisanaux et la série de photographies présentées dans le cadre de cette exposition ont été prêtées par l'Institut Kurde de Paris. Des démonstrations de tissage de tapis, ainsi que des ateliers de musique sont également proposées aux visiteurs.

Cette exposition, à ne pas manquer, est une superbe mosaïque de toutes les richesses culturelles, encore méconnues, que peut offrir le Kurdistan.

# Les proches de Saddam Hussein resserrent les rangs derrière leur président face aux menaces américaines

Bagdad prépare sa population à supporter le « fardeau d'une guerre qui risque d'être plus féroce » que l'opération « Tempête du désert » ayant mené à la libération du Koweït en 1991

DEPUIS que, le 8 juillet, le président américain, George W. Bush, s'est dit déterminé à « utiliser tous les moyens à la disposition » des Etats-Unis pour obtenir un changement de régime en Irak, Bagdad est sur le qui-vive. Les avertissements du secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, les informations publiées par la presse américaine et la visite en Turquie du secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, pour parler de l'Irak n'ont fait qu'accroître la nervosité des dirigeants irakiens.

La dénonciation des menaces américaines est allée crescendo, avec, en point d'orgue, un discours, mercredi 17 juillet, du président Saddam Hussein. Saisissant l'occasion du trente-quatrième anniversaire de l'accession au pouvoir du parti Baas qu'il dirige, M. Hussein a lancé une violente diatribe contre les Etats-Unis. « Vous ne pourrez jamais me vaincre. Jamais, même si vous rassemblez de tous les coins du monde et si vous invitez aussi tous les diables », a-t-il

déclaré à l'adresse de « tous les tyrans (...) et oppresseurs du monde ».

Il a rendu hommage aux citoyens irakiens pour avoir réussi « à affronter l'injustice et l'agression, refusant de permettre aux flèches des tyrans et de leurs serviteurs de toucher à [leur] esprit, [leur] détermination, [leur]



« Vous ne pourrez jamais me vaincre. Jamais, même si vous rassemblez de tous les coins du monde »

SADDAM HUSSEIN

conviction, [leur] position, [leur] volonté et [leur] loyauté ». « L'Irak vaincra et triomphera », a-t-il conclu.

Depuis trois jours, ses proches et ses collaborateurs ont eux aussi saisi l'occasion de cet anniversaire pour l'assurer de leur loyauté. Du vice-président du commandement de la Révolution, Izzat Ibrahim Al Douri, au ministre de la défense, sultan Hachem Ahmad, en passant par son

propre fils cadet, Qoussaï, adjoint au responsable du bureau militaire du parti, par le vice-président Taha Yassine Ramadan et par le président du Parlement, Saadoun Hamadi, tous se sont dits déterminés à le suivre et à affronter toute attaque.

Le Parlement, simple caisse de résonance du régime, s'est engagé à « se tenir fermement derrière le commandement du président Saddam Hussein et à soutenir toutes les mesures qu'il a prises ou qu'il prendra à l'avenir pour défendre la sécurité de l'Irak, son indépendance et son régime national ». A l'unisson d'Oudaï, le fils aîné de M. Hussein, les parlementaires ont invité les pays arabes à dénoncer le comportement des Etats-Unis.

Oudaï a, par ailleurs, invité les députés à « préparer la population aux plans psychologique, militaire et national à s'opposer à toute attaque (...) pour supporter le fardeau de la guerre qui risque d'être plus féroce » que celle qui, en 1991 a permis à la coalition multinationale de libérer le

Koweït. Faute de quoi, a-t-il prévenu dans un document soumis au Parlement, le pays risque une « réédition-des actes de trahison » de 1991, dans une allusion aux soulèvements kurde dans le Nord et chiïte dans le Sud, qui ont eu lieu au lendemain de la guerre.

Les parlementaires irakiens ont annoncé, pour leur part, qu'ils avaient l'intention de demander une réunion urgente de la Ligue arabe consacrée aux menaces américaines. Ils se proposent également de réclamer aux représentants permanents des pays arabes aux Nations unies de requérir une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité. Les Parlements arabes devraient être eux aussi invités à débattre du sujet, estiment les députés irakiens.

Lundi, le ministre des affaires étrangères, Naji Sabri, n'avait pas hésité à menacer de « couper la tête de quiconque osera toucher aux frontières de l'Irak ».

Mouna Naïm

## Les Etats-Unis réactualisent leurs plans de guerre contre l'Irak

UNE ÉVENTUELLE intervention militaire américaine en Irak est à nouveau à l'ordre du jour. Les motifs en sont le refus de l'Irak d'accepter le retour sur son territoire des experts du désarmement et les risques de reconstitution de son arsenal d'armes de destruction massive. Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, vient de révéler qu'une réévaluation des éventuels plans de guerre, dont ceux qui concernent l'Irak, était en cours. Le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, est à Ankara pour des concertations sur le sujet.

Chaque jour ou presque, la presse américaine apporte son lot de « fuites » sur les intentions de Washington. Le *Wall Street Journal* (WSJ) croyait ainsi savoir, mardi 16 juillet, que certains stratèges militaires étudiaient la possibilité d'une opération qui serait un moyen terme entre deux extrêmes : un engagement à minima, qui impliquerait l'aviation et quelques centaines de membres des forces spéciales, opérant en coordination avec des forces de l'opposition irakienne et des militaires qui auraient fait défection et, à l'opposé, une intervention massive requérant la mobilisation de quelque 250 000 soldats américains.

Le WSJ livrait un luxe de détails sur ladite opération médiane en vertu de laquelle seuls 50 000 à 75 000 militaires seraient engagés. Des pays tels que le Koweït, le Qatar, la Turquie, Bahreïn, Oman et les Emirats arabes unis seraient d'une manière ou d'une autre impliqués. Mais le journal précisait que l'opération en question n'a pas encore pris la consistance d'un plan en bonne et due forme. Le débat au sein de l'administration américaine s'est intensi-

fié, mais Washington n'a pas encore, à ce stade, décidé d'intervenir, ajoutait le journal.

C'est le leitmotiv de tous les responsables américains qui se sont récemment exprimés sur ce sujet, publiquement ou sous le sceau de l'anonymat. Début juillet, le *New York Times* avait rapporté, citant une source qu'il n'avait pas identifiée, que des officiers du commandement central avaient mis au point un plan pour un engagement massif (250 000 hommes). La même source avait, elle aussi, fourni force précisions à ce sujet, tout en indiquant que le projet n'avait pas encore été soumis au général Tommy Franks, chef du commandement central, ni à aucun responsable plus haut placé.

### BANALISER L'INTERVENTION

Ce n'est pas la première fois que de telles informations et « fuites » circulent aux Etats-Unis. A la fin 2001, l'administration américaine s'était déjà focalisée sur l'Irak. Des responsables indiquaient que la question n'était plus « si » mais « quand » aurait lieu une intervention. La presse avait fait état de la possible participation de plus de 200 000 soldats. Les pronostiqueurs prévoyaient le passage à l'acte à l'automne, compte tenu notamment du fait que le Conseil de sécurité de l'ONU devait discuter, en mai, de la reconduction de la formule dite « pétrole contre nourriture » et qu'il fallait attendre la fin des chaleurs de l'été en Irak pour intervenir.

En avril, la presse croyait savoir que l'offensive était repoussée jusqu'au début 2003 et que Washington aurait définitivement opté pour un engagement direct, du fait qu'un coup d'Etat

ou qu'un simple appui aux forces de l'opposition aurait peu de chances de succès. Une liste de pays concernés était également énumérée qui tous, alors comme aujourd'hui, avaient démenti avoir été sollicités et s'étaient déclarés hostiles à une telle intervention.

Ce qui est certain, de l'avis général, c'est que Washington est déterminé à en finir avec le régime irakien. George W. Bush en a même fait une de ses priorités dès son accession à la présidence. Il est tout aussi certain, estiment des diplomates occidentaux et des sources de l'opposition irakienne, que la réaffirmation périodique et de plus en plus insistante de cet objectif accroît la pression sur Bagdad ; d'autant que, note un opposant, ces déclarations d'intention se sont accompagnées cette fois-ci de la réunion à Londres d'un conclave d'anciens officiers irakiens, le premier du genre depuis 1991. Du point de vue des Etats-Unis, les mises en garde répétitives auraient une autre « vertu » selon cet opposant : banaliser l'idée de l'intervention militaire.

Quant à la date de l'opération, elle est tributaire de plusieurs considérations, estime-t-on de source diplomatique occidentale et arabe : il faut notamment que le débat soit tranché au sein même de l'administration américaine, que des consultations aient été sérieusement engagées avec tous les Etats alliés et amis, sans oublier les préparatifs militaires. Il est toutefois peu vraisemblable qu'une intervention ait lieu avant les « primaires » prévues pour novembre aux Etats-Unis.

M. Na.



The New York Times

Thursday, July 18, 2002

# Congress raises questions on Iraq

## Lawmakers want Bush to say more about military plans

By James Dao

The New York Times

**WASHINGTON:** Concerned that the United States is moving swiftly toward a full-scale military confrontation with Iraq, many congressional Democrats and a growing number of Republicans are urging the Bush administration to provide a public accounting of its plans.

The Senate has scheduled hearings on Iraq before the Foreign Relations Committee later this month. But the White House has made it clear that no one from the administration will participate.

The lawmakers do not say they oppose the idea of military action against Iraq. In fact, nearly all of them support the idea, at least in concept. But they want to understand how it might be carried out, and they say their concerns have been raised by recent administration steps toward military action.

On Tuesday, Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz met with officials in Ankara to work out an agreement on cooperation from Turkey during any military action against Saddam Hussein. And last month, General Tommy Franks, commander of U.S. forces in the Gulf, briefed President George W. Bush on the conceptual outlines of a possible invasion.

Although few in Congress expect the administration to reveal detailed scenarios for a possible Iraq invasion, most say they believe the time has come for a more robust public debate on several issues, including: the threat from Iraq's chemical weapons arsenal, whether the administration sees any potential successors to Saddam, the views of America's European and Islamic allies and whether an exit strategy exists.

"I am convinced that a regime change in Iraq is in the best interest of the United States and also our allies," said Representative Ellen Tauscher, a Democrat from California who is considered a hawk on many military issues. "But if they are putting the green light on this, they better bring this over, and start talking to us. They can't just say: trust us."

Representative Henry Hyde, the Illinois Republican who is chairman of the House International Relations Com-



President Saddam Hussein speaking Wednesday on Iraqi television, marking that country's national day.

Reuters

mittee, also intends to hold hearings on Iraq in late August or early September, his office said Wednesday.

"They have to make a case for military action," a senior House Republican official said. "You have Wolfowitz in the region today, you have the administration engaged in the issue. Congress by extension should be doing the same."

The White House has not yet said whether it will provide witnesses for this hearing.

"Should we make a goal of regime change? Absolutely," said Senator John Kerry, Democrat of Massachusetts. "But how you go about it, with what methodology, the timing — there is a whole series of questions that are critical to that."

"I think there is very little public activity going on with respect to Iraq that ought to be going on," he said.

Some Democrats have privately expressed concerns about raising questions about Iraq in an election year, fearful that the party will be attacked by Republicans as disloyal or weak on military issues.

"A lot of members worry that election comes after the anniversary of 9-11, when lots of candidates will be wrapping themselves in the flag," said a Democratic official in the House. "So until the election is over, the races will be a suppressant to public debate."

But despite such concerns, the House

Democratic caucus is expected to pass a nonbinding resolution calling on the administration to report to Congress on its Iraq plans before undertaking any military action, said Erik Smith, a spokesman for the House minority leader, Richard Gephardt. "He thinks we should plan on military action if all other efforts fail," Smith said of the Missouri Democrat.

"However, he hasn't given the administration a blank check. He's a firm believer that any large-scale action should be presented to Congress before action is taken. There should be a national dialogue."

### ■ Saddam sees victory

President Saddam Hussein said Wednesday that Iraq would emerge victorious and predicted the failure of what he called hostile foreign schemes against Iraq. The Associated Press reported from Baghdad.

In a televised speech marking Iraq's national day, Saddam said that Iraqis were not afraid of the "propaganda of foreign powers" and that "Iraq will eventually emerge triumphant." He also exhorted Iraqis to fight for their independence and freedom.

"The wind will blow away foreign rattling as the noise of an evil tyrant," he said in an allusion to U.S. war threats and plans to remove him from power.

Wednesday's address came a day after Saddam sought to rally the Arab world against U.S. plans to topple him, saying in an interview published Tuesday that any American action against Iraq would be an attack on all Arabs.

President Bush, whose father launched the Gulf War against Saddam in 1991, accuses Iraq of sponsoring terrorism and producing and stockpiling weapons of mass destruction.

Saddam appeared confident that Iraq could defend itself, said Mohammed Misfir, a political science professor at the University of Qatar, who conducted the interview in Baghdad.

Misfir quoted Saddam as having said: "America loves war and it has declared its stance toward Iraq and other nations, but we will confront this aggression with all available force." The interview was published in several Arab newspapers.

**PROCHE-ORIENT** *Les fuites se multiplient faisant état de préparatifs en vue d'une intervention militaire américaine pour renverser Saddam Hussein*

# Bruits de bottes autour de l'Irak

Pierre Rousselin

Accélération réelle des préparatifs ? Pressions des « faucons » du Pentagone ? Volonté d'intimider le régime de Saddam Hussein ? C'est sans doute un peu de tout cela à la fois. Depuis peu, les fuites se multiplient, laissant entendre que les Etats-Unis s'apprentent à mettre en œuvre la politique de « changement de régime » en Irak énoncée le 8 juillet par le président George W. Bush.

Il y a eu, la semaine dernière, un article du *New York Times* affirmant que la Jordanie avait offert ses installations pour une opération contre Bagdad. Amman a dû démentir et a même organisé une visite guidée d'une base pour prouver aux journalistes l'absence d'Américains.

Ensuite, le *Wall Street Journal* présentait une nouvelle option militaire, plus légère que celle généralement envisagée et pouvant être mise sur pied en deux semaines seulement (voir nos éditions du 17 juillet).

Compte tenu des armes sophistiquées disponibles, le déploiement de 50 000 à 75 000 hommes suffirait pour renverser Saddam Hussein.

L'autre jour, une dépêche très anodine de l'agence Associated Press signalait que les fabricants aux Etats-Unis de bombes à guidage laser avaient doublé leurs cadences... D'ici à la fin de l'année, les stocks de ces armes de précision, entamés par les opérations en Afghanistan, seraient rétablis.

Du coup, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld a publié un communiqué sornant les hauts responsables militaires de faire cesser la diffusion d'informations confidentielles aux médias.

Ces fuites surviennent au moment où l'opposition irakienne, réunie trois jours à Londres, se dotait d'un « conseil militaire » en vue de renverser Saddam Hussein et appelait l'armée irakienne à s'associer à ses efforts. Au lendemain de cette réunion, à laquelle une large publicité a été donnée, la visite en Turquie du

secrétaire d'Etat adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz (lire ci-dessous) contribuait à attirer encore davantage l'attention sur les préparatifs américains.

Dans le Golfe, les Etats-Unis peuvent compter sur l'accord du Koweït, de Bahrein, du Qatar et d'Oman pour baser des troupes et des appareils en vue d'opérations en Irak. Quelque 20 000 hommes seraient déjà stationnés dans ces quatre pays, dont la moitié au Koweït.

Les facilités offertes par les monarchies du Golfe permet-

tent de pallier les réticences des Saoudiens qui refusent que leurs bases servent de tremplin à des attaques contre le pays voisin. Ainsi des unités basées en Arabie Saoudite auraient été redéployées notamment au Qatar et à Bahrein.

Malgré ces bruits de bottes, qui suscitent des interrogations et des demandes d'information de la part des membres du Congrès aux Etats-Unis, une intervention militaire semble loin d'être imminente. L'opposition irakienne reste toujours aussi peu crédible et les obs-

tacles militaires et diplomatiques à une invasion de l'Irak sont toujours aussi considérables.

Certains pays de la région font à nouveau part de leurs inquiétudes. En Egypte, notamment, le président Hosni Moubarak a ainsi estimé lundi qu'une frappe américaine contre l'Irak « serait une tragédie et créerait une situation très difficile » dans la région. « Ce serait une erreur de frapper l'Irak. Ce qui nous intéresse, c'est le peuple irakien, la région ne peut pas suppor-

ter d'autres crises (outre le conflit israélo-palestinien) et nous ne voulons pas davantage de tension », a affirmé lundi M. Moubarak dans un entretien au quotidien koweïtien *Al Siyassa*.

A Bagdad, Saddam Hussein n'est nullement impressionné. Le président irakien, qui a 65 ans, a profité mercredi du 34<sup>e</sup> anniversaire de son régime pour défier les Etats-Unis et « dire à tous les tyrans maléfiques et aux oppresseurs dans le monde : vous ne pourrez jamais me vaincre ».

*Pièce maîtresse d'un dispositif militaire contre Bagdad*

## La Turquie veut être consultée

Le premier ministre turc, Bulent Ecevit, a appelé les Etats-Unis à maintenir « un dialogue très étroit » avec son pays « s'ils décident de lancer une opération » militaire contre l'Irak voisin. « Nous avons demandé (aux Américains) de faire preuve d'une extrême prudence afin que nous subissions le moins de dommages possible », a déclaré M. Ecevit après le départ d'Ankara du secrétaire adjoint américain à la Défense, Paul Wolfowitz.

Istanbul :  
de notre correspondant  
Eric Biegala

L'effacement d'une dette de 5 milliards de dollars, un mécanisme énoncé lors de la consultation du

rant les opérations et des garanties quant à l'avenir de l'Irak : tel semble être le prix demandé par la Turquie pour aider les Américains contre Saddam Hussein.

Lors de la visite du vice-secrétaire d'Etat à la Défense, Paul Wolfowitz, la Turquie a fait monter les enchères. Officelle-

ment, Ankara demeure opposée à toute opération contre l'Irak au motif qu'une guerre chez le voisin irakien affaiblirait davantage son économie. Autre sujet d'inquiétude : une attaque contre l'Irak risque d'avoir des conséquences au Kurdistan.

Selon le quotidien *Hürriyet*, proche de l'appareil sécuritaire, Ankara aurait demandé l'effacement d'une dette de 5 milliards de dollars (contractée en matériels militaires) en échange de son appui sur le dossier irakien. Selon une source gouvernementale citée par l'Agence France-

Presse, c'est « une consultation à chaque étape de décision » qu'Ankara aurait exigée... Mais fondamentalement, les Turcs entendent mettre tout en œuvre pour qu'un Kurdistan indépendant ne voit pas le jour en Irak.

Quoi qu'il en soit, la Turquie est une pièce maîtresse dans la stratégie américaine contre Saddam Hussein. Toute opération au sol devra s'assurer au préalable d'une maîtrise du ciel et donc du « nettoyage » de tout ce qui peut ressembler à une batterie de missile sol-air. L'US Air Force devra ensuite assurer

l'appui aérien rapproché des troupes : cette suprématie aérienne avait été l'élément déterminant de la victoire de 1991.

Outre les appareils d'attaque proprement dits, Washington devra établir des bases logistiques à proximité du théâtre d'opération : appareils chargés du brouillage électronique, « citernes volantes » pour le ravitaillement en vol et, surtout, Awacs et autres J-Stars, véritables postes de commandement volants qui surveillent le théâtre d'opération et coordonnent les attaques en temps réel.

Pour les forces aériennes américaines et britanniques, l'exercice fait partie du quotidien depuis 1991. Stationnées sur la base turque d'Incirlik, près de la côte méditerranéenne, les appareils anglo-américains font respecter une zone d'exclusion aérienne sur l'essentiel du Kurdistan d'Irak, au nord du 36° parallèle. Depuis la fin 1998, les cinquante appareils basés à Incirlik attaquent systématiquement les positions irakiennes quand ils sont « accrochés » par les radars de Saddam.

Au-delà des deux pistes d'Incirlik, Washington serait intéressé par l'aérodrome de Diarbakir et par celui de Batman, tous deux nettement plus proches de la frontière irakienne. Quant au Kurdistan irakien, il ferait sans nul doute une excellente « base d'assaut » pour les fantassins américains.

Protégée par l'aviation alliée, la zone n'est plus contrôlée par Saddam depuis 1991. Les Kurdes l'administrent de façon autonome depuis cette date... et de manière à peu près pacifique depuis fin 1998. Les milices kurdes pourraient jouer un rôle de supplétifs... Attaqués aux gaz de combat par l'armée ira-

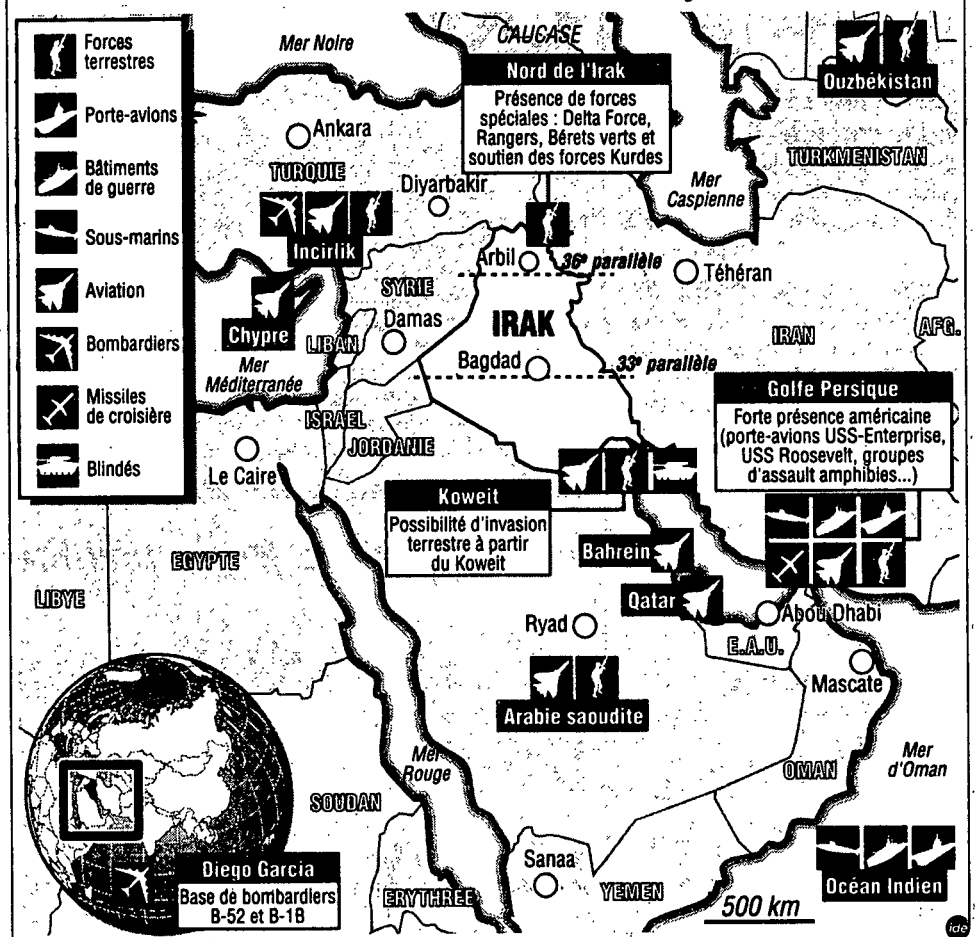
kienne en 1988, les Kurdes d'Irak n'ont aucune aménité particulière pour le régime de Bagdad et entendent bien s'asseoir à la table des négociations le jour où l'avenir du pays sera discuté. Ils veulent préserver leur autonomie dans une future fédération qui reste à inventer. C'est là que les Turcs ne sont plus d'accord...

Ankara veut s'assurer qu'un Kurdistan indépendant ne sur-

gira pas des cendres de l'Irak : une telle entité risque d'avoir des prétentions sur le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Paul Wolfowitz vient de s'engager clairement. Selon la presse turque, Ankara aurait aussi exigé que le pétrole de Kirkouk et de Mossoul ne soit pas placé sous administration kurde dans l'Irak de l'après-Saddam. Ankara se fait parfois l'écho des ambitions de la minorité turco-

mane d'Irak qui revendique une sorte de légitimité ethnique sur la zone pétrolière du nord-irakien. Certains cercles en Turquie, proches des militaires, n'hésitent pas à revendiquer une partie du pétrole irakien pour la Turquie.

## L'armada des Etats-Unis dans la région



## TURQUIE

# Le salut ne viendra que d'une coalition pro-Europe

**Le ministre de l'Économie Kemal Dervis et ses alliés proeuropéens tentent de sortir le pays du chaos. Le Premier ministre Bülent Ecevit demeure impuissant face à cette manœuvre.**

Comme vous le voyez, on en arrive à chaque fois à la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Les raisons de la désagrégation du Parti de la gauche démocratique (DSP,

parti du Premier ministre Bülent Ecevit) sont également à rechercher dans ce projet d'adhésion, mis à part les obstinations, rancunes et autres détails. Le gouvernement a perdu sa raison d'être à partir du moment où il ne pouvait plus avancer dans la direction de l'objectif de l'UE. En effet, l'opinion publique le tolérerait dans la mesure où il parvenait à mener à bien les réformes, dans les domaines de l'économie et de la démocratisation.

Du moment où il ne peut plus les réaliser, son existence est devenue discutable. La maladie d'Ecevit a accéléré le processus. Aujourd'hui, il existe un seul moyen de sortir de la crise : faire promulguer les lois exigées par l'UE, puis aller aux élections. Et tant mieux si dans la foulée on parvient aussi à changer la loi sur les partis politiques, mais je suis personnellement opposé à la modification de la législation concernant les élec-

tions\*. Pour toutes ces raisons, les contacts noués par Kemal Dervis, ainsi que sa recherche d'un dénominateur commun avec d'autres partenaires, sont très importants. Ce dénominateur commun est le fait que le pays se trouve au bord du gouffre et que seul le salut viendra de l'obtention d'un calendrier pour notre candidature à l'UE. Comme on le voit, tous les leaders et « personnalités » contactés par

Dervis s'unissent autour de ce même dénominateur commun. Il ne fait aucun doute que cela constituera les fondements d'un nouveau gouvernement à créer. Dervis est en fait tout simplement en train de constituer le protocole de la coalition et le programme de celle-ci. Et n'oubliez pas qu'il garde son poste de ministre (de l'Economie) alors qu'il effectue toutes ces démarches visant à renverser le gouvernement et à le remplacer par un autre. Le même Dervis figure dans l'accord tripartite avec Ismail Cem (ministre des Affaires étrangères démissionnaire) et Husa-

mettin Özkan (ancien bras droit d'Ecevit), et il est prêt à devenir l'un des trois leaders du parti à créer. Pour résumer, il joue sa carte la plus forte en lançant au Premier ministre et à ses adjoints : "Je fais toutes ces démarches et vous ne pouvez pas vous y opposer." A ce stade, ni le Premier ministre ni personne d'autre n'a la force de contester la place de Dervis dans le gouvernement, ni de le destituer. Car c'est Dervis lui-même qui sauve du chaos total ce gouvernement turc qui se trouve dans un état de coma. Les cours des devises et de la livre turque se

sont en effet mis en veilleuse, sans ajouter de primes de risque aux taux d'intérêt, puisqu'ils "lisent" correctement les démarches de Dervis et lui font confiance. D'ailleurs, l'espoir est retrouvé sur le marché par le fait que Cem, Dervis et Ozkan s'allient. Et, vraisemblablement, cette tendance va se poursuivre. Ecevit reste impuissant face à cette évolution. Il ne peut pas destituer Dervis. Et, au lieu d'expulser du parti, comme par le passé, les neuf députés dissidents, il les reçoit pour discuter. C'est la preuve de l'impuissance de cet Ecevit que nous

connaissons si bien. Sa carrière politique est désormais terminée ; il joue maintenant les prolongations. Mais il va sans doute attendre d'être renversé plutôt que de démissionner. Entre-temps, l'érosion au sein du DSP va s'accélérer. Un nouveau parti ainsi qu'un nouveau gouvernement semblent poindre à l'horizon. Ce sera une coalition pro-Europe, une coalition dont le programme est déjà préparé par Dervis. Et, ensuite, les élections.

Ismet Berkan, *Radikal*, Istanbul

\* Le système électoral turc exige qu'un parti recueille 10 % des suffrages pour pouvoir siéger au Parlement.

# Saddam courts his neighbors to help fend off any U.S. attack

By Walter Pincus

The Washington Post

**WASHINGTON:** President Saddam Hussein of Iraq is waging a concerted campaign to improve relations with countries in the Gulf and elsewhere in the Middle East in what senior Bush administration officials say is an attempt to forestall any U.S. effort to topple him.

U.S. officials say the diplomatic offensive, aimed at ending more than a decade of isolation in the region, is a direct response to repeated vows by President George W. Bush and administration officials to seek a change of leadership in Baghdad. One official said that Saddam's efforts began in earnest shortly after Bush "showed we were serious" by publicly calling for a "regime change."

Officials cite the fact that many of the countries Saddam is courting would be

potential launching pads for any U.S. military strike. It was not by chance, according to a senior intelligence analyst, that Oman and Qatar, two Gulf states where the U.S. military presence has been expanding, were enlisted by Iraq to assist with its recent overtures to Kuwait.

The campaign began in March at the Arab summit meeting in Beirut, where Iraq agreed to recognize Kuwait's border, discussed locating missing Kuwaiti prisoners and arranged talks on the return of Kuwait's national archives, which were stolen during the 1990-91 Gulf War.

It has picked up pace since, as Iraq signed economic agreements with Egypt, Saudi Arabia and Turkey, discussed prisoner exchanges with Iran and bolstered relations with almost all Gulf states. The Iraqi leader also has stepped up his public rhetoric in sup-

port of the Palestinians. Saddam's hope is that regional countries can be wooed into saying "not from my turf" if the Bush administration formally requests their assistance in a military move against Iraq, an official said.

Anthony Cordesman, a former Pentagon official now with the Center for Strategic and International Studies, a Washington research group, said that because Saddam could not win a conventional war with the United States, his "best strategy was to defuse the political momentum for a major U.S. attack."

A senior U.S. diplomat acknowledged that "the Iraqis have had success in reducing their isolation."

"We don't like what they are doing, but we can't stop it," the diplomat said, adding that American officials had reminded countries signing economic agreements with Baghdad that an embargo against Iraq remained in effect

and would not be ended until Baghdad accepted the return of United Nations weapons inspectors and was found to be in compliance with disarmament resolutions.

The diplomat predicted that the Iraqi campaign would ultimately prove unsuccessful.

"They are still under the same regime, and we are counting the days until Saddam is gone," he said.

An Israeli diplomat echoed this view, saying that Iraq "wants to build up relationships that are economically beneficial to these countries so that they will favor the status quo." But, he added, "we don't think it will work."

Central to Iraq's campaign is its foreign minister, Najji Sabri, who took office last autumn when Saddam held a major housecleaning of his foreign affairs team. A diplomat with an Iraqi Christian background, Sabri once taught

English literature at Baghdad University and was director general of the Information Ministry during the Gulf War.

Described recently as "smart and smooth" by a UN official, Sabri is seen as much more effective than his combative predecessor, Tariq Aziz, who moved up to the post of deputy prime minister. Sabri "is a type that appeals to Westerners," the official said.

In January, Sabri took the unusual step of visiting Iran and meeting with its leaders. In February, he was in Turkey, hinting at some movement in the Iraqi position on allowing resumed UN weapons inspections.

In March, after the Arab summit meeting, Sabri said there were steps to cooperate on "in order to bring our ties back to normal." As a first step, he said, "We have instructed our media to avoid any references which annoy the state of Kuwait."

Since then, Sabri and other Iraqi officials have been involved in almost non-stop diplomacy in the Middle East and Europe. Sabri visited Moscow before talks with UN officials on arms inspections and last week, in return for his January visit to Tehran, met in Baghdad with Deputy Foreign Minister Mohammed Javad Zarif of Iran.

Sabri announced the exchange of prisoners captured in the 1980-1988 Iran-Iraq war and said, "Iraq wants to establish good neighborly relations with Iran through a comprehensive settlement of unresolved issues."

The Kuwaiti defense minister, on a trip to South Africa, said his country would approve a U.S. attack on Iraq only if done under the auspices of the United Nations. "Kuwait does not support threats to hit Iraq or to launch an attack against it," said the minister, Sheikh Jaber Ahmad as Sabah.

# Iraq's Kurds assess risk of backing the US

## Supporting Washington's plans could jeopardise precious gains

Michael Howard  
in Sulaymaniyah

The vibrant city of Sulaymaniyah is anxiously awaiting a decision 6,000 miles away in Washington which faces its people, and the rest of the 3.5 million Kurds in the self-rule region of northern Iraq, with a cruel dilemma.

Most of them are as anxious as George Bush to see the back of Saddam Hussein and an end to decades of brutality by successive Iraqi governments, but they are wary of sacrificing all that they have built for themselves since the safe haven was established in the bloody aftermath of the Gulf war.

Looking up to the craggy ridges of Mt Pir Magroun, which tower over the town, Sherwan Mohammed recalls his days as a *peshmerga* (meaning one who faces death) fighting to defend his people from the wrath of Baghdad.

"I lived in these mountains for months on end with little food. I know every peak, every ambush point, every hiding place. And I'll go up there again if I have to."

But he is anxious about America's intentions.

"We have been let down before. Who is to say it won't happen again?"

This is what the Kurds' leaders want to know too. Why should they commit themselves to taking part in a US-led attack on Baghdad without a clear guarantee of their security and future status?

The two parties controlling the self-rule area, the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic party, led by Massoud Barzani, could muster perhaps as many 80,000 *peshmerga* between them.

But they would be lightly armed and no match for the Iraqi army, especially if it uses chemical weapons, as it did in the late 1980s.

Aware that their "democratic experiment" in self-rule may stand or fall according to the nature of a post-Saddam administration, the Kurds are reluctant to gamble everything they've gained unless they know the kind of future Iraq the US has in mind.

They are adamant that they

will not just be "hired guns" for the west.

"We have bitter memories of being sold out by the Americans on more than one occasion," says Dr Mahmoud Osman, a veteran Kurdish leader.

"Now people fear being victimised once again if America does not support a democratic regime to replace the current one in Baghdad."

His concern is echoed by Barham Salih, the prime minister of the PUK government in Sulaymaniyah.

"We are seeking international guarantees for our security and we are trying to affirm to our neighbourhood ... that we have no desire to harm anyone," he says.

Mr Salih, an articulate, western-educated moderate and one of a much-needed new generation of Kurdish leaders, adds: "The consequences and the risks are very dire for our people, no doubt about it."

"Remember we endured a massive chemical attack in Halabjah, and there are people who are still traumatised by that and it remains very high on our minds. We definitely risk losing what we have."

Since the creation of the haven and the British- and US-patrolled no-fly zone above the 36th parallel, this 40,000 sq

km crescent-shaped area, populated mostly by Kurds but with Turkoman and Assyrian minorities, has undergone an impressive transformation.

The task of rebuilding was enormous. Thirty years of fighting the central government in Baghdad left its economic infrastructure in ruins: vast areas of prime agricultural land were mined; 20 towns and more than 4,000 villages were flattened.

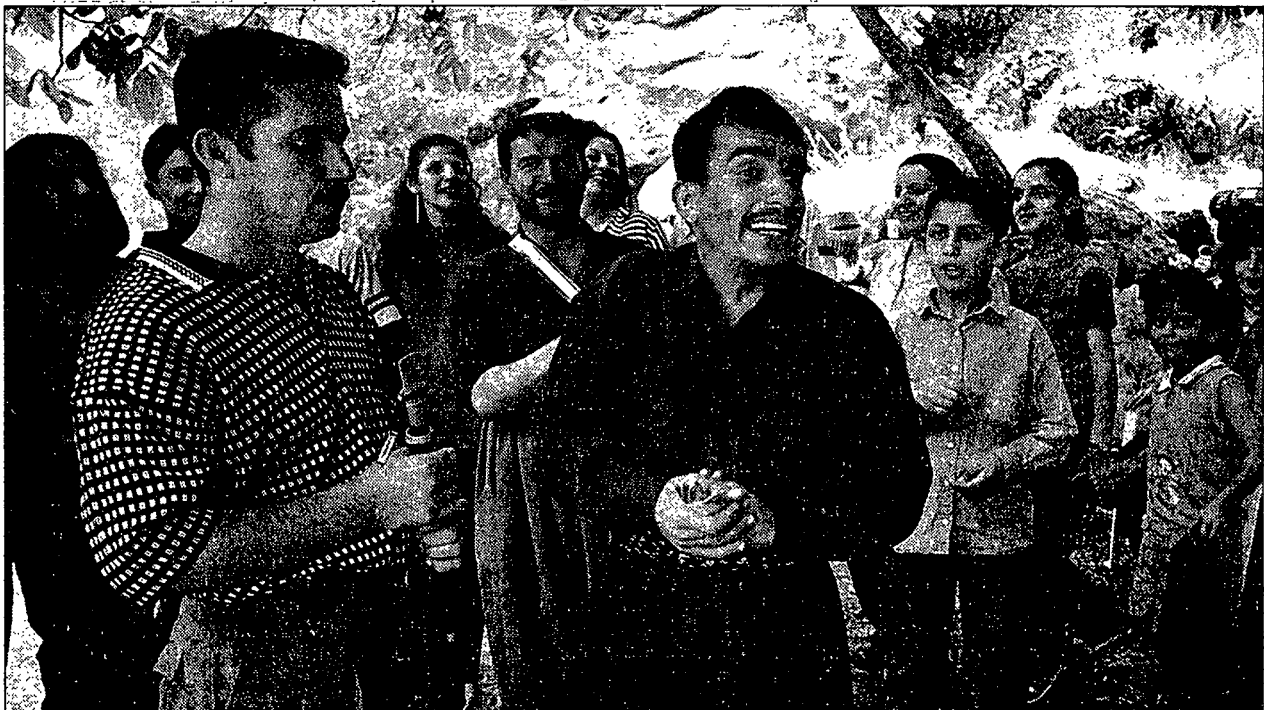
The Kurds felt the full force of Saddam's rage during his infamous Al-Anfal operation in the 80s, in which thousands were tortured to death, gassed, shot, or buried alive. Thousands are still missing.

Doubly hit by international sanctions on Iraq and internal sanctions imposed by Baghdad, they created more difficulties for themselves when fighting broke out between the KDP and the PUK in the mid-

90s. But the US-brokered ceasefire in 1998 and the revenues from the UN's food-for-oil programme, which began in 1996 and guarantees the Kurds 13% of Baghdad's oil income, have laid the ground for the current renaissance.

A UN official who works in the region says: "At least instead of fighting each other the two regional authorities

The Guardian Thursday July 18 2002



Today's Iraqi Kurds have the means and freedom to enjoy a picnic in the mountains, entertained by a troubadour. Would rising in support of a US attempt to depose Saddam Hussein enhance their future, or destroy what they have? Photograph: Dana Smillie

are now competing to show who can provide their people with the best services. And that's very encouraging."

With the help of the oil revenue, and under UN supervision, most of the destroyed towns and villages have risen again from the rubble.

Agricultural land is being cleared of mines and a big afforestation scheme is under way.

Cities resemble vast building sites. Smartly-uniformed, and uniquely polite, traffic police patrol the streets.

Health care is also improving, food seems plentiful and the standard of living is rising steadily.

The Kurdish authorities are

encouraging a cultural pluralism rarely seen in the region: satellite TV and the internet are widely available; there is a growing party and opposition press, the Turkoman and Assyrian communities can broadcast and publish in their own languages; an atmosphere of religious tolerance prevails.

"The times here are good but they are definitely not good enough," Mr Salih says.

"Our people deserve better and it cannot be good enough until we have a voice in Baghdad and until we have constitutional guarantees in Baghdad, and we have a credible share in the revenues of Iraq devoted to the rehabilitation or our economy.

"Some Kurds may be short sighted enough to say don't tamper with what we have, that this is good, but definitely this is not a healthy situation we live in."

Having long ago abandoned any realistic hope of an independent state, the Kurds are clinging to the notion of a federal Iraq, in which they will run their own region. They hope a framework will be agreed at a meeting in the Netherlands in September of the Group of Four: the KDP, the PUK, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (representing the Shia majority) and the Iraqi National Accord — mainly former members of the ruling Ba'ath party,

Turkey, Syria, and Iran, each with its own large Kurdish population, are wary of this growing confidence.

An extreme Islamist group with suspected links to al-Qaida is violently opposed to the secular Kurdish authorities and has attempted suicide bombings and assassinations, including an attack earlier this year on Mr Salih. Attacks on parks and restaurants, possibly instigated by Baghdad, have unsettled the main towns.

Mr Salih says: "We Kurds have learned to deal with the terrible hand history and geography have dealt us."

Nobody, it appears, wants to see the Kurds deal with it too well.

A new spirit at work ■ By William Pfaff

## Europe is good for Greece and Turkey

ATHENS

One of the great assets of European unification is that its virtues are contagious. This is evident in the case of Greece. A few years ago, it was hard to find anyone in Brussels with a good word to say for Greece as EU member.

The country entered the European Union in 1981, following its return to democracy after the military regime installed by coup d'état in 1967. France argued that a "Europe" without Greece was nonsensical, and that EU membership would strengthen democracy.

The Greeks, however, afterward seemed to many of their fellow Europeans ungrateful, erratic and grasping. One heard Greece's admission called "the worst mistake the EU ever made."

That opinion has changed. The current government has worked imaginatively to remove the inherited, as well as gratuitous, irritants in its relations with other Europeans and with neighbor Turkey — a candidate for EU membership five times more populous than Greece, Greece's ruler from the 15th to the 19th century and its hereditary enemy since.

An associate of Foreign Minister George Papandreou has remarked that there are historic moments to seize, and one of them arrived when a devastating earthquake in Turkey inspired Papandreou and Prime Minister Costas Simitis to dispatch Greek fire department and emergency crews to Turkey to help in the relief work.

That was a considerable gamble with Greek public opinion. However, "there are situations when you are living in a closed and stifling room, and then you throw open the windows and everything suddenly changes — light and fresh air flood in." It happened like that. The Turkish foreign minister visited Greece, and in another crucial gesture Papandreou, following Balkan custom, initiated a dance with him. Since then relations between the two governments have steadily warmed.

Kemal Dervis, Turkey's economy minister and a rising political star, was in Greece at a Papandreou-sponsored seminar last week when a government crisis in Istanbul provoked his abrupt return home.

Dervis, an independent and a former World Bank official, has joined several other modernizers in forming a new party to lead Turkey into the EU, a program fraught with difficulties but which would gain greatly from Greece's support. Dervis promises to keep on course an economic reform effort backed

by IMF loans.

Turkey's difficult political and religious relations with mainland Europeans have kept it at Europe's ambiguous edge ever since World War II. It was itself a European power until World War I, when it lost what remained of the Ottoman Empire's former Central and Southeast European possessions.

International recognition of the republic created by Kemal Atatürk confirmed the country's new identity as an independent secular state with republican institutions, but one in which the army considered itself guardian of those institutions.

The political role of the army has been one of the two major obstacles to Turkey's European Union ambitions. The other is religion. European intellectual rectitude demands multiculturalism, but there nonetheless is reluctance to admit into the EU an Islamic country where Islamic fundamentalism is influential.

These are not trivial problems. Five years ago an Islamist government in Turkey was forced out by indirect military intervention. Polls currently suggest that the Islamist party will do well in new elections. However, the political scene in November will not be what it was before.

An American banker who has been working in the region for the last decade with both international and private institutions emphasizes how important the practical and financial consequences of Greece's EU membership have been in widening and "Europeanizing" Greece's intellectual and political horizons.

All of the Balkan states have suffered a certain political paranoia as a result of their long subordination to Ottoman control and their difficulties since independence.

Incorporation into the European Union threw windows open for the Greeks, who now identify themselves in a new fashion. They are open to Europe, with a new confidence about their international role. Athens is rebuilding for the centenary of the modern Olympics. The embattled nationalism of the past has weakened. There is a new tolerance for old enemies.

The new spirit now is at work in Turkey. The Cyprus issue nonetheless is unresolved, as is Turkey's economic crisis. War against Iraq would have serious consequences for Turkey, and for U.S. relations with the EU. But despite all, the outlook for Greece and Turkey is better than it has ever been.

International Herald Tribune

Los Angeles Times Syndicate International

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

Monday, July 22, 2002

Iraqi Kurdistan ■ By David L. Phillips

## Protection and help instead of betrayal

**A**fter a decade of development and self-rule, Iraqi Kurds have a lot to lose from a botched effort to remove Saddam Hussein. Kurdish leaders see regime change as a golden opportunity, but they are careful not to be too outspoken in calling for Saddam's ouster. In the 1980s his "Anfal Campaign" targeted civilians with chemical weapons. Tens of thousands were killed.

The Kurds have a tragic history of betrayal. After the Gulf War the United States encouraged Iraqi opposition groups to rebel against Saddam. Then Washington stepped aside while Iraq's Republican Guard brutally repressed the Kurdish uprising. Washington finally marshaled a humanitarian intervention and established a no-flight zone over Northern Iraq so that displaced Kurds could return home and begin rebuilding their lives.

I visited Iraqi Kurdistan soon after the Gulf War. It was devastated. Since then the Kurds have worked hard at recovery and reconstruction. With allied airpower keeping Saddam's forces at bay, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan have restored order and administered territories under their control like a de facto sovereign state.

The UN Oil for Food Program pays for humanitarian assistance from the proceeds of Iraqi oil sales. Thirteen percent goes to the Kurds. Since 1996, UN agencies have dispensed more than \$3 billion in food and medicine in Iraqi Kurdistan. But the international community avoids activities that might be

construed as support for independence. The Kurds recognize their limited possibilities. As a result, they affirm support for Iraq's territorial integrity.

But Iraq's neighbors are concerned that military action would cause instability and inspire Kurdish nationalism. They also worry that the emergence of a federal democracy in Iraq might inspire democratic movements elsewhere in the region.

Neighboring states are carving out spheres of influence in anticipation of Saddam's removal. Turkey seeks a buffer zone along its border, and covets access to the Kirkuk oil fields. Iran is determined that Iraq's Shiites, who are more than half the population, play a leading role in whatever government is established after Saddam.

Such pressures have exacerbated historic differences among the Kurds. In 1996 a dispute between the Union and the Kurdistan Democratic Party erupted into violence. Iran intervened to support one of the Kurdish groups; Iraq seized the opportunity to strengthen its ties with the other. Finally, the United States mediated an end to the conflict, but not until the Kurds had divided their territory into two entities and frittered away much of their goodwill with the international community.

At the present critical juncture, Kurdish leaders must consolidate their gains and, by demonstrating responsible leadership, encourage the international community to stay involved. Iraqi Kurds need to show that they can get along. To this end, the democratically elected Parliament is on the verge of reconvening after a six-year hiatus.

The Kurds are taking steps to ensure religious freedom for Christian Assyrians and expand Iraqi Turkoman cultural rights. Kurdish legal experts are collaborating with other Iraqi opposition groups to develop governance arrangements for the day when a new government is established in Baghdad.

The Kurds affirm that peace and prosperity would have been unattainable without U.S. protection. They caution that international support is still essential to keep progress from eroding. America can help by further encouraging power-sharing agreements between the Kurdish factions.

The United Nations should more vigorously assist the transition from relief to development. The no-flight zone must be vigorously enforced. If the Iraqi army attacks, the United States should be prepared to provide close air support to Kurdish fighters.

The Kurds are precariously perched between their tragic past and a promising future. While a decade of self-rule has transformed Iraqi Kurdistan, Iraq's imminent transition is inherently unstable. Iraqi Kurdistan may serve as a model for regional democratic development, or it may prove to be yet another failed humanitarian intervention and ill-conceived Western experiment in nation-building for Iraq.

*The writer, deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York, contributed this comment to the International Herald Tribune.*

International Herald Tribune  
Monday, July 22, 2002

LE FIGARO LUNDI 22 JUILLET 2002

## TURQUIE

# Ecevit tient tête aux islamistes

Le premier ministre turc n'en est plus à son premier revirement. Ce week-end, Bülent Ecevit a affirmé qu'il était opposé aux élections anticipées, fixées au 3 novembre par la coalition au pouvoir, et qu'il tenterait de persuader les députés de voter contre ce projet. « Notre priorité est de ne pas tenir des élections anticipées cette année, mais l'an prochain. Le mieux serait d'attendre avril 2004 (date de la fin du mandat du gouver-

nement) », a fait valoir Bülent Ecevit.

Le chef du gouvernement, malade et âgé de 77 ans, avait cédé mardi aux pressions de ses alliés de la coalition tripartite et des ministres démissionnaires, acceptant la tenue d'élections anticipées. Avant de revenir sur sa position : selon lui, un scrutin avancé serait dangereux, autant pour les partis du gouvernement que pour le pays, engagé dans un lourd pro-

gramme de réformes réclamées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Dans une interview à la télévision d'Etat TRT, le premier ministre a mis en garde, hier, contre un succès des partis islamiste et pro-kurde lors de ces élections. Bülent Ecevit faisait allusion au Parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (Hadev), non représenté au parlement et menacé d'interdiction, et au Parti de la justice et du développement (AK), force montante, né de la scission du Parti islamiste de la vertu (Fazilet), interdit l'an passé.

Selon les derniers sondages, l'AK pourrait arriver en tête d'un éventuel scrutin. « Certains prédisent que l'AK va devenir le premier parti, d'autres que le Hadev dépassera la barre des 10 %, a déclaré le chef du gouvernement. Si cela se réalise, la Turquie pourrait être confrontée à de très graves problèmes de régime et même à des problèmes allant au-delà. »

Le Hadev est menacé d'interdiction, accusé de « liens organiques » avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK, qui a mené pendant 15 ans une lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde a déclaré, en 1999, un cessez-le-feu unilatéral. Réorganisé sous le nom de Kadek (Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan), il entend lutter, avec des moyens démocratiques, pour les droits des Kurdes.

(AFP, Reuter.)

LETTER FROM...

Times literary supplement TLS JULY 19 2002

Erbil

Today, there are surprisingly few signs in Erbil of the traumas of the past thirty years, or of the embargo that is said to be crippling Baghdad-controlled Iraq. A lot of men carry guns, it is true, and official buildings are invariably guarded by a bevy of Kalashnikovs. But the markets are full and the streets crowded with imported cars. A vast park has been built where the Iraqi army base once stood, and the bullet-riddled wreck of the local party headquarters is being converted into a luxury hotel. Erbil's rapidly expanding suburbs are an endless variation on three of the main themes of modern Middle Eastern architecture – the balcony, the teardrop window, and the gratuitous pillar. No two houses are the same, except in their choice of orange trees for the garden. In spring, the smell of blossom briefly neutralizes the clouds of exhaust-fumes.

With the exception of the refugee camps outside town, where thousands of the Kurdish and Turcoman victims of Saddam's arabization campaign in Mosul and Kirkuk find what comfort they can under blue tarpaulin, the only part of Erbil that seems to have remained largely untouched by this construction fever is the old city. There is a new statue of Mistawfi, the thirteenth-century historian of the town, so stiff-armed and stern with concentration that some call him "the apprentice bus driver". Above his head, though, the battlements are still shell-scarred. Within the walls, satellite dishes have colonized the flat mud roofs, but the streets are narrow and unpaved. Soap-grey water trickles along open drains, and small children in grubby fluorescent clothes play hopscotch in the dust.

The film maker Nasser Hassan is in the inner courtyard of one of the larger houses here, bullying a flock of actors into the corner where the light is better. He is on the verge of completing a thirty-part television adaptation of the Kurdish folk epic *Mamé Alan*. Tonight they are working on one of the crucial scenes. Villainous Beko smooths down his moustache, pats his Abraham Lincoln beard and prepares to whisper calumnies in the Caliph's ear: the young lovers Mamé and Zina are traitors and must die. So they will, Thursday week.

*Mamé Alan* is the nearest the Kurds get to a national text. Though a version of it was versified in 1696 by the poet Ahmad Khani and renamed *Mam û Zin*, Nasser Hassan's film is based on the original folk story passed from generation to generation by the *dengbêj*, troubadours who used to hawk their poetic wares in the courts of local aghas. Now that the tradition of public recitation has all but died out, the text owes its survival to versions compiled by early twentieth-century scholars from the accounts of

different *dengbêj*. You can see why many call the poem the Kurdish *Romeo and Juliet*. Zina, daughter of the emir of Jizira Botan, and Kurdish prince Mamé Alan, "a young man beautiful as the spring moon at its fourteenth day", fall in love. Their love is impossible and they eventually die, Mamé deliberately eating the seeds of a poisoned pomegranate, and Zina, a week later, of a broken heart. But this is far grimmer than Shakespeare. The lovers' downfall is engineered by the emir's vizier, Beko, whose exaggerated hatred for Mamé seems unmotivated, the random side-effect of blackest nihilism. And unlike *Romeo and Juliet*, who can at least die in the knowledge that half the audience is crying, the deaths of Zina and Mamé bring neither catharsis nor peace. Outlawed by the grieving emir, Beko is tracked down by a gardener who attacks him with his spade. Bleeding heavily, he retreats to the graveyard where the lovers are buried hand in hand. Where his blood falls, between their tombs, "a vast tree grew, whose roots prised open the lovers' hands. / The traitor had prevented these unfortunates from uniting above ground, and now he separated them in their tomb. / When he reached Beko the Devil, the gardener crushed his head with his spade." The story ends with Mamé Alan's liegemen massacring the innocent population of Jizira Botan.

Nasser Hassan has been trying to make his film for the past fourteen years. He first proposed the idea in the late 1980s, when he was working for Baghdad Radio, but the authorities refused it on the grounds that the piece would incite nationalist feeling. He and ten of his collaborators were later arrested and interrogated. Since the establishment of a de facto auton-

mous Kurdistan in 1991, Hassan says, "the situation is better than I could have dreamed it. We

Kurds are all in the same boat now – our authorities know that as well as I do – so rather than criticizing what we do, they help us."

One of the battle scenes in his film required a large cast of extras. The Kurdish army lent him 750 *peshmergas* (guerrillas) for the day. "Good actors, actually", says Hassan. In the courtyard tonight, the only thing hampering proceedings is the angry squawking of a gaggle of tame quail fighting over food.

As well as seeing it as a step towards educating "a whole generation which has grown up cut off from its culture", Hassan also believes his film has a message for Kurds today. For him, *Mamé Alan* is a voyage of discovery. At the beginning, the thirteen-year-old Mamé is so innocent he has not "yet seen flies coupling on the sleeves of his garment". He dies world-weary, murdered by a political system he tries in vain to change. For Hassan, "this corruption is still here, Kurdish life is still undermined by pointless rivalries between clans and parties".

In the film the final scene is brought up to the present day. The lovers are buried by the side of a busy road, behind a broken wall where children are playing. Beko, in traditional dress, passes through them, towards the camera, and

disappears off screen. "Perhaps you find the symbolism heavy", Hassan laughs, "but I feel strongly that the Kurds have never had as good an opportunity as these last ten years. Beko is here among us – he always will be – but we must control him before it's too late."

The fear of division is deeply ingrained in the hearts of modern Kurds. In 1920, when dele-



Prayers just below the walls of the old city, Erbil



gates gathered at Sèvres to discuss the future shape of the Middle East, the joke was that the Kurdish representatives were the only ones asking for less than they deserved. They ended up with nothing, their people split between Turkey, Syria, Iraq, Iran and the Soviet Union. But Sèvres merely codified a centuries-long lack of unity. The Kurds have never had a state, only the fluctuating domains of quarrelsome aghas.

Geographically isolated, they have been further separated by the incursions of other peoples, their language rapidly subdivided into four main groups (Gurani, Louri, Kirmanji and Dimili) and innumerable, often mutually incomprehensible dialects. The gap widened yet further after 1923, when Turkey's Kurds followed Ataturk in adopting the Latin alphabet and Soviet Kurds began using Cyrillic. "This", says Badran Hasib, director of Araspress, one of three publishing houses established in Erbil since 1991, "is our tragedy: the tribes of the Arabian peninsular were federated by the Koran, and the Italians by the genius of Dante. Kurdish-speaking areas today are like Italy before the *Divine Comedy*."

Efforts to bring some order to this chaos are not new. Hazar Mukriani, a Kurd of Iranian origin who spent most of his life in relatively liberal Iraq, published a 60,000-word Kurdish dictionary in the 1970s. Today, a significant portion of linguistic research is done in two of the capitals of the Kurdish diaspora, Paris and Stockholm. In recent years, though, Iraqi Kurds have been doing their bit to accelerate this process of rapprochement.

In a sense they are lucky. With the exception of a small Gurani-speaking community in the south-east of the region, most people speak Sorani and Bahdinani, both dialects of Kirmanji. Separated between 400 and 600 years ago, the dialects are – according to Ferda Turan, a Swedish Kurd who runs a charity here – about as close as Danish and Norwegian. The first Kurdish television stations set up after 1991 were local affairs, catering to a linguistically homogeneous community. Real problems of comprehension arose in 1999, when KTV satellite began to broadcast. The same difficulty had already been faced by Med-TV, the Europe-based satellite station financed by the Turkish separatist group, PKK. They had resolved it by presenting all news programmes twice, in Bahdinani and Sorani. "But this seemed to us to miss the point", says Moayyed Tayyib, KTV director in the western city of Dohuk. "Our news is read by two presenters, one item in Sorani and one in Bahdinani. For the moment that means that our audience only understands 75 per cent of what's going on in the world, but at least people are becoming familiar with the other dialect." The chief executive of KTV, Garwent Akray, admits that television alone cannot cancel out

hundreds of years of separation. For him, the real advantage of satellite is "to have given us control of our own public relations – for decades the crimes committed against us were accompanied by almost total media silence. At least now we have the weapons to prevent this from happening again."

In Café Machko, perched under Mistawfi and his invisible bus, the poet Abbas Abdullah Yussef and his friends have a different battle on their hands. Like 65 per cent of Iraqi Kurds, they speak Sorani, a dialect whose dominance is very recent. While Gurani and Bahdinani both have literatures stretching back centuries, almost nothing had been written in Sorani before the 1930s. A battered parchment found in the 1960s, telling the story of Zoroastrian Kurds converted forcibly to Islam by Arab invaders, briefly raised hopes of a literary heritage, but it was rapidly exposed as a bungled nationalist forgery. An eighth-century narrator would have been Christian, not Zoroastrian, and he would not have understood modern Sorani. "Our poetry badly needed a facelift", says Yussef. "Too many people were still writing twee folk ballads that were already out of date fifty years ago."

There was another problem. "Under Saddam, the majority of Kurdish poetry was forbidden", explains Kerim Deshty, another poet. "We had our own samizdat, with individual poets handing out their latest pieces to trusted friends. A few of them were good, but most were just a rag-bag of words for a cause, poetically rather light." Though there are still nationalist poets in Iraqi Kurdistan, he says, "they've largely lost their *raison d'être* – we now have most of what we've been calling for over the past fifty years, and television and newspapers are better than poetry as vectors for social and political change." At last, Yussef says, Kurdish poets are free to do what poetry is best at, "the creation of worlds large enough to hold everybody".

Two new monthly magazines – *Ciwayez* (Review) and *Weran* (Dissolution) – open their pages to a wide range of material. There are tongue-in-cheek poems like Yussef's "Bombardment", where a Dadaist fly with intestinal problems sabotages a page of elegant calligraphy, and more sombre pieces such as Deshty's lyrical "Analysis". Yussef professes himself amazed by the variety. "There's nothing like a blank sheet to get your imagination going", he says. "A decade ago, that's what the Kurds had, both as poets and as the builders of this do-it-yourself autonomous state of ours." Now, with war once more brewing in the region, the people here have little desire to fight again. They have far too much to lose.

NICHOLAS BIRCH

# Turk leader balks at early vote

## Battling to finish term, he warns of a pro-Islamic victory

From news reports

**ANKARA:** Early elections could bring a pro-Islamic party to power and harm the nation's economic recovery, Prime Minister Bulent Ecevit said Sunday as he battled to maintain his tenuous hold on power and backed away from an earlier agreement to hold elections ahead of schedule.

In an interview on state television, the prime minister, who has lost a vast portion of his political backing in recent weeks, insisted that his government should stay in office until the end of its term in April 2004. Many of his allies are demanding elections in November.

"The decision for early polls is wrong and against Turkey's interests," the 77-year-old Ecevit said.

In an interview, Ecevit also warned that the United States risked becoming bogged down in a long war if it moved ahead with plans to topple President Saddam Hussein of Iraq.

He said that Turkey was making progress in carrying out changes required by the International Monetary Fund-backed recovery program and that early elections would derail that progress. The balloting could also result in a pro-Islamic party emerging the winner, and a pro-Kurdish party making strong headway, he said.

Many Turks blame the government for an economic crisis that has shrunk the economy by 9.4 percent in the last year and led to 2 million layoffs. Polls indicate that Ecevit and his two coalition partners would suffer heavy losses if an election were held soon.

Turkey's Parliament is due to open briefly Monday but will most likely close again without setting a date for early elections because governing party deputies will not turn up.

Two opposition parties forced the recall of Parliament, but the recall date did not suit the three governing parties, which want it to meet a week or so later. They plan to stay away Monday, depriving the session of a quorum of 184 deputies.

Ecevit had agreed to hold elections on Nov. 3 after pressure from his coalition allies. Turkey's financial markets welcomed the decision, which appeared to end weeks of squabbling and political uncertainty. But Ecevit backed away from that plan Saturday, saying he wanted to keep his coalition in place until at least next spring.

The pro-Islamic party, Justice and Development, would come out No. 1 in an election, according to polls. The party is led by Recep Tayyip Erdogan, a charismatic former mayor of Istanbul who draws support from those worst affected by the economic crisis.

The pro-Kurdish People's Democracy Party has also been steadily increasing its votes.

"There is speculation that Justice and Development will end up the first party," Ecevit said, and that the pro-Kurdish party will make significant gains.

"If that comes true," he said, "Turkey will be faced with questions over its regime," a reference to the powerful and staunchly pro-secular military, which could well block a pro-Islamic government from wielding power.

In 1997, the military pressured another Islamic-led government out of power.

The pro-Islamic party has been playing down his Islamic roots in recent months. Ecevit said his government had to remain in office longer to make clear that the party had not changed.

"I do not want Erdogan's rights to be taken away from him or the party

banned, but their true faces must be exposed," Ecevit said.

The government has been virtually paralyzed since May, when Ecevit began suffering from health problems but refused to step down.

His government lost its absolute majority in Parliament last week when more than 60 legislators from Ecevit's party defected in protest over his refusal to quit. His party, once the largest in Parliament, dropped to fourth-largest.

As for Iraq, Ecevit said the United States should consider steps other than military action.

"There are other measures to deter the Iraqi regime of being a threat to the region," he said.

"Iraq," he said, "is so developed technologically and economically that it cannot be compared to Afghanistan or Vietnam."

It will not be possible for the United States "to get out of there easily," Ecevit said after a recent visit by Deputy Defense Minister Paul Wolfowitz. The Pentagon deputy was in Turkey to lobby for its assistance in any U.S. move against Saddam.

Ecevit said he did not know when the action might occur or what shape it might take.

Turkish leaders are reluctant to back any U.S. action they fear could hamper the country's economic development and lead to the creation of an independent Kurdish state in northern Iraq.

Turkey has long complained that it has lost \$40 billion in trade with Iraq since the 1991 Gulf War.

Turkish officials have repeatedly said they fear that a war in Iraq would encourage Kurds in northern Iraq to create an independent state, which could encourage Turkey's own Kurdish population to do the same. (AP, Reuters)

Nation-building ■ By Robert Kagan

## America will have to stay in Iraq

WASHINGTON  
Europeans ask whether Washington has a workable plan for a post-Saddam Hussein Iraq. Does the United States plan on sticking around long enough to build a new Iraq that is reasonably stable, peaceful, and democratic? Or will the Americans bug out after a few months or a year, leaving the job of putting Iraq back together to the United Nations or to Europe or, perhaps, to Iran?

These are the right questions at the right time if a war in Iraq is going to come early next year, as some Bush administration officials have been hinting.

Does the Bush administration have the right answers? Maybe, but you really can't blame the Europeans for worrying. The foreign policy line of Bush's 2000 campaign treated "nation-building" and

"peacekeeping" as dirty words. Today Bush articulates a more Trumanesque vision of the American global role after Sept. 11, but the old notion of a more limited American role abroad ("Superpowers don't do windows") keeps incongruously popping up.

One gets a whiff of it in Bosnia, from which the Pentagon seemingly can't wait to extricate itself. And one sees it in Afghanistan, where the administration's aversion to nation-building and peacekeeping, and even to putting substantial numbers of troops on the ground to fight the war, is palpable.

Whether a post-Saddam Iraq succeeds or fails will shape the course of Middle Eastern politics, and therefore world politics, both now and for the remainder of this century. Europeans worry about that, and they are right to do so.

Americans ought to know the kind of task they are about to undertake. For if the Bush administration is serious, then the United States is on the verge of making a huge commitment in Iraq and the Middle East, not unlike the commitment it made in Japan more than a half-century ago.

The idea then was not simply to get rid of a dangerously aggressive Imperial Japanese government. It was to rebuild Japanese politics and society, roughly in the American image. American policy in Japan, as in Germany, was "nation-building" on a grand scale, and with no exit strategy. Almost six decades later

there are still American troops on Japanese soil.

Iraq may not be that different. Surrounded as it is by vulnerable American friends such as Turkey, by Arab states of tenuous legitimacy such as Jordan and Saudi Arabia, and by such worrisome nations as Iran and Syria, Iraq after Saddam's fall will be a vital American interest if ever there was one.

If the United States goes into Iraq, it better be ready to stay there for as long as it takes.

*The writer, a senior associate at the Carnegie Endowment for International Peace, contributed this comment to The Washington Post.*

## Tension between allies

# U.S. plan to invade Iraq raises alarms

## Europeans fear consequences of war

By Patrick E. Tyler

The New York Times

**LONDON:** The last thing Europe wants is to be accused of going wobbly on Iraq. But the American talk of overthrowing Saddam Hussein by military force is raising alarms in European governments.

They are saying that any American miscalculation could undermine the international coalition that is fighting against terrorism, and the broad-based diplomacy needed to solve the crisis between Israel and the Palestinians.

They also fear that a drive against Iraq would drive a wedge between Britain and the rest of Europe.

A French official said in an interview in Paris that some of President George W. Bush's conservative aides had become "obsessed about Iraq, while we are obsessed about achieving peace" between Israelis and Palestinians. "The important thing is to build a coalition for peace in the Middle East," he said, "not to build a coalition for war in Iraq."

Washington's increasing talk of "regime change" is hindering diplomatic strategies to press Saddam to open his country again to United Nations inspectors searching for weapons of mass destruction, the French official said.

In Britain, a newspaper reported that Prime Minister Tony Blair was preparing for a significant call-up of military reserves in the fall and that he had pulled an armored division out of training exercises so it could be made available for special deployment his year.

In the House of Commons, Blair said that Britain had gathered extensive evidence that "Saddam Hussein is still trying to develop weapons of

mass destruction," and he said that Britain would publish the evidence "at the appropriate time."

Last fall, the British government published the first detailed report that Osama bin Laden was directly linked to the Sept. 11 attacks on the United States, thus laying down an important predicate for the war in Afghanistan.

There is agreement in European capitals that Saddam's government is dangerous and may need to be confronted one day. But any agreement breaks down over strategic priorities in the Middle East, which Europeans consider neighboring territory for trade and security.

With America the lone superpower, they are ever prickly over any hint that the United States is ignoring their views or assuming, as one German official said, "that we are Euro wimps" when it comes to the use of force.

The European Union's top security official, Javier Solana, warned in an interview of a "self-fulfilling prophecy" of war against Iraq.

"If Saddam Hussein thinks that this option is inexorable, why would he yield to inspectors?" Solana said.

He said it would be "very, very difficult" to sustain allied support for an assault against Iraq unless progress was first made toward creating a Palestinian state.

The debate with Washington reminded The Economist magazine of Winston Churchill's confidence that, "You can always rely on America to do the right thing, once it has exhausted the alternatives." The right thing, for Europe, is to concentrate first on getting Israelis and Palestinians to desist in a conflict that is roiling emotions and shaking governments across the Arab world.

One European leader said King Ab-

dullah II of Jordan came to him "in tears" over recent reports that the Americans were thinking of attacking Iraq from Jordanian air bases, at a time when Arab frustration with the lack of progress on the peace front is soaring.

Besides the Middle East, Europeans point out that it is critical to achieve some stability in Afghanistan, where Western intervention has destroyed the Taliban, but has not assured that the interim government of Hamid Karzai will succeed as a stable replacement.

"There is a lot of understanding of U.S. impatience vis-à-vis Iraq," said an adviser to Chancellor Gerhard Schroeder of Germany.

"At the same time there is a tremendous amount of concern about anything that would destabilize the situation in the Middle East," the adviser said. "Things are bad enough now, and we don't need to worsen them."

European leaders, as well as most Arab states, have welcomed the meetings just held by Arab foreign ministers and Western governments on how to improve security for Israel against suicide bombers while at the same time moving toward negotiations that would realize the vision of a Palestinian state within three years.

Yet this American-backed initiative is barely a first step and will require months of intensive diplomacy to generate real progress, officials said.

"The timing is very narrow to get something going that changes the attitudes of Arab leaders and public opinion in the region," Solana said, especially if the United States wants to consider a military campaign in Iraq this winter.

There is also the question of the Palestinian elections in January, Solana said. Would they take place during a buildup for war in Iraq and under Israeli occupation? "It's going to be very difficult to have elections under these conditions," he said.

Interviews with officials in London, Paris and Berlin revealed striking agreement that the Israeli-Palestinian conflict represents the highest priority for Western governments, not only to end the carnage, but also to strengthen Western credibility in the face of the appeal of militant Muslims, who are exploiting the plight of the Palestinians to increase support for violence.

Blair's government, the United States' closest ally, distanced itself from Bush's call for the removal of the Pales-

The New York Times

Tuesday, July 23, 2002

tinian leader, Yasser Arafat, saying that it would do business with whomever the Palestinians elect.

A senior British official suggested that the United States should push harder for a peace agreement between Israel and the Palestinians because otherwise "it may not be possible" to build support for action in Iraq.

"We need to get the show back on the road," the official said, adding that "American energy" was essential to create the basis for new negotiations between Israelis and Palestinians.

Britain, too, has distinguished its position on a change of government in Iraq from the Bush administration's. "We believe that regime change is desirable, but ending the threat of weapons of mass destruction is our objective — getting the inspectors back in," the British official said.

As for a possible military campaign, the official continued, "Obviously, planning is going on." He said that European criticism of Britain's support for American military intervention would not

affect British policy.

"Nobody wants to go into a war, but sometimes you can't avoid it," the official said. "We'll look after our own interests and if others are not as resolute as us, then they're not, but we are not going to change our position because of it."

Britain's determination to remain shoulder to shoulder with the United States still leaves major questions hanging over the prospect of any campaign in Iraq.

In London, Paris and Berlin, the fundamental questions posed to Washington have been the same:

Who would guarantee the territorial integrity of Iraq after a war? What government would replace Saddam Hussein's? Is America prepared to invade and occupy Iraq for a decade or more to protect a successor government from subversion and attack from Iraq's neighbors, Iran and Syria? Who would pay for the war?

"The questions have been asked, but the answers have not been given," a French official said.

Germany's foreign minister, Joschka Fischer, said, "We will be directly hurt if there would be a miscalculation."

In an interview, Fischer expressed doubt that Saddam represented a strategic threat to Western security.

But in the end, he said, "it is a decision of the United States. I mean this will have results for all of us, but first of all it is a debate in the United States. It is not a debate here, not a decision here."

But there was also a palpable strain of disappointment in Berlin over the failure of the United States to include its allies in that debate.

As Schroeder's adviser said, "After Sept. 11, we had the feeling there would be a more multilateral approach" to international affairs by the Bush administration. But more recently, "We have been seeing a very assertive administration on the move in so many areas that people on this side of the Atlantic come to question whether really there is a new approach."

## Turk publisher charged over American's book on Kurds

By Alan Riding

The New York Times

**PARIS:** As a Turkish publisher of Kurdish extraction, Abdullah Keskin is all too aware of the perils of putting out books suggesting that Turkish Kurdistan is a separate nation.

On five occasions in 1999 and twice in 2001, he faced criminal charges in Turkey for publishing historical and academic books that touched on the Kurds' struggle to maintain their identity, language and traditions.

Still, despite these precedents, Keskin, 32, did not expect trouble last January when he published a Turkish-language translation of "After Such Knowledge, What Forgiveness? My Encounters with Kurdistan" by Jonathan Randal, a former Washington Post reporter with long experience in the Middle East who now lives in Paris.

"Randal's book is not focused on Turkey," Keskin said on a visit to Paris. "He is very critical of Kurdish organizations, and he is not especially critical of the Turkish authorities. In fact, in a preface for the Turkish edition, he says that Turkey is where there is most hope for the Kurds."

Yet within days of its publication, Randal's book was banned in Turkey, and Keskin was charged by the State Security Court in Istanbul with spreading separatist propaganda. If convicted, he faces up to three years in prison or a \$2,500 fine.

The accusation refers specifically to pages in Randal's book where the words "Turkish Kurdistan" appear. It concludes, "This book taken as a whole constitutes separatist propaganda by evoking a distinct Kurdish nation and a state of Kurdistan within the territory of the Republic of Turkey, by mentioning provinces and districts within the territory of the state of the Republic of Turkey, and by in a certain way drawing a map of Kurdistan."

In the past, publishers and writers have occasionally been jailed in Turkey on charges related to so-called Kurdish separatism. Several Turkish publishers are on trial for publishing books openly promoting the Kurdish cause. These cases have been cited by human rights

groups in arguing that Turkey's application to join the European Union should not be accepted until the country guarantees freedom of expression.

The case against Keskin, however, has drawn particular attention abroad not only because it involves a book by an American author, but also because Keskin's publishing house, Avesta, has earned a reputation for seriousness.

"Some publishers were very politicized, others purely commercial," Keskin recalled of his decision to found his own publishing house. "I wanted to place Avesta somewhere between the two. Also, there were few outlets for Kurdish literature. But we are not a political publisher. I have no links to any Kurdish political organization."

For the first hearing of the case against Keskin in April, Randal traveled to Istanbul and volunteered to testify on Keskin's behalf. The offer by Randal was rejected by the court.

Keskin, who is scheduled to appear before the State Security Court again July 31, said it was difficult to predict the outcome.

"It all depends on the political mood of the moment," he said.

"The same book three months earlier or three months later can produce a different outcome. Since the author has not been charged, it is hard to convict the publisher. I have no interest in provocation. My only aim is to inform the Turkish and Kurdish people to enable them to participate in a pluralistic debate."



Abdullah Keskin published a book that is now banned in Turkey.

**Irak** | Le chef de la diplomatie en visite à Bruxelles

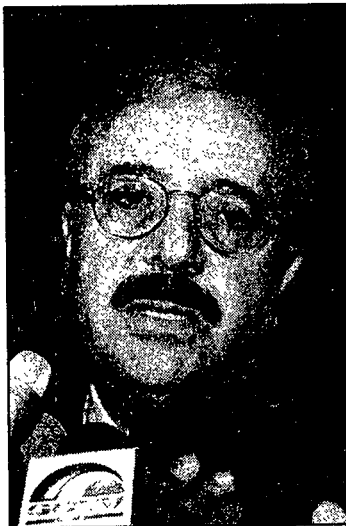
# « Nous refusons l'agenda américain »

L'Irak « ne cédera pas au chantage américano-britannique » et s'en tiendra à ses principes : « un règlement global de son dossier par l'ONU ou rien ». A Bruxelles, le chef de la diplomatie irakienne, Naji Sabri, l'a signifié à Louis Michel.

**BAUDOIN LOOS**

**F**orts de leur bon droit, les Irakiens ne paraissent pas près de lâcher du lest dans le bras de fer qui les oppose à Washington, soutenu par Londres, depuis maintenant douze ans. La différence, avec cette administration républicaine, c'est qu'elle a ouvertement menacé d'attaquer l'Irak pour y mettre fin au régime de fer de Saddam Hussein. Le ministre irakien des Affaires étrangères n'a laissé aucun doute à ce sujet, lundi, face à son homologue belge Louis Michel, qui avait accepté, pour la première fois, de le rencontrer.

J'ai expliqué à M. Michel notre position, nous a confié Naji Sabri. Nous acceptons les termes de référence que sont la charte des Nations unies et les résolutions du Conseil de sécurité; donc, en conformité avec la récente résolution 1382, nous demandons un règlement global de notre cas. Nous avons essayé une solution partielle pendant sept ans et demi, entre 1991 (NDLR : fin de la guerre du Golfe, évacuation par l'Irak du Koweït qu'il avait envahi en août 1990) et 1998 (NDLR : départ de l'Irak des inspecteurs de l'ONU en désarmement et offensive aérienne anglo-américaine), et cela a échoué, pendant que notre peuple souffrait



Naji Sabri : Bagdad « ne cédera pas au chantage américano-britannique ». Photo AP.

des sanctions sur une grande échelle, payant de plus d'un million six cent mille vies le prix de cet embargo. Je vous rappelle que les bombardements américains et britanniques sur l'Irak demeurent quotidiens, et souvent mortels, en raison de l'imposition par ces pays de zones d'interdiction aérienne au-dessus de notre pays, zones non reconnues par l'ONU.

Louis Michel, de son côté, tente depuis de longs mois de faire entendre la voix de l'Europe dans ce douloureux dossier. En vain. Les Espagnols n'ont pas voulu en discuter à Barcelone, en juin, bien que le temps presse. Son impression, après la réunion avec Naji Sabri, ne semble pas très enthousiaste, car il aurait sans doute espéré sentir une souplesse nouvelle de la

part des Irakiens. Il a d'ailleurs confié à la RTBF hier qu'il avait été surpris par l'approche irakienne, qui manque de flexibilité. En effet, pense-t-il, si les Irakiens n'ont rien à cacher en matière d'armes de destruction massive — NDLR : dont ils disent ne plus disposer —, pourquoi n'acceptent-ils pas le retour des inspecteurs spécialisés de l'ONU ?

La réponse de son interlocuteur fuse : Nous avons l'expérience de l'Unscoc (NDLR : mission onusienne de désarmement jusqu'en 1998) qui s'est discrédité en espionnant au profit des Etats-Unis et d'Israël. Maintenant, l'Unmovic a été créé, en remplacement de l'Unscoc, et les Américains ont déjà commencé leurs manœuvres pour influencer son président, le Suédois Blix, afin qu'il suive le même chemin que le chef de l'Unscoc, l'Australien Richard Butler. Nous disons ceci : nous acceptons

de discuter du retour des inspecteurs de l'ONU s'il s'effectue dans le cadre de l'agenda de l'ONU, selon, donc, un processus de règlement global qui inclue dans la négociation la fin des sanctions économiques, l'examen de la sécurité de l'Irak, de la sécurité régionale et aussi un dédommagement pour nos infrastructures détruites par les bombardements américano-britanniques illégaux.

Si le retour des inspecteurs se déroule selon l'agenda de la CIA et du Pentagone, ajoute le ministre, nous le refusons. D'ailleurs, le secrétaire à la Défense américain

Donald Rumsfeld a déclaré, il y a quelques semaines, que les Etats-Unis continueraient à mener leur plan pour changer le régime irakien, même si ces inspecteurs revenaient chez nous !

La détermination américaine paraît en tout cas absolue, George W. Bush ayant encore tout récemment déclaré qu'il n'hésiterait pas à utiliser tous les moyens nécessaires pour en finir avec Saddam Hussein. Celui-ci, en défiance, a répondu du tac au tac, le 17 juillet, à l'occasion du trente-quatrième anniversaire de la prise de pouvoir du parti Baas à Bagdad, en déclarant à tous les tyrans maléfiques et aux oppresseurs dans le monde : vous ne

pourrez jamais me vaincre.

Pourtant, les informations se multiplient, en provenance des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, pour faire monter la pression et pour in-

diquer qu'une offensive terrestre se prépare, peut-être même à brève échéance. D'aucuns supputent même qu'elle pourrait débiter fin octobre, soit à quelques jours des « mid-terms » (élections législatives partielles aux Etats-Unis), car l'on sait la population américaine pressée d'en finir avec le dictateur irakien.

Une perspective que Naji Sabri affecte d'envisager sans panique : Si nous sommes attaqués, nous nous défendrons sur notre propre sol, exerçant ainsi notre droit à la légitime défense, reconnu par le droit international. •

## Iran | Un communiqué des Gardiens de la Révolution accroît la tension politique

# Les conservateurs montrent les dents

Le ton continue de monter entre les deux principales factions du pouvoir. Les Pasdarans eux-mêmes mêlent leur voix à la polémique.

SIAVOSH GHAZI  
TÉHÉRAN

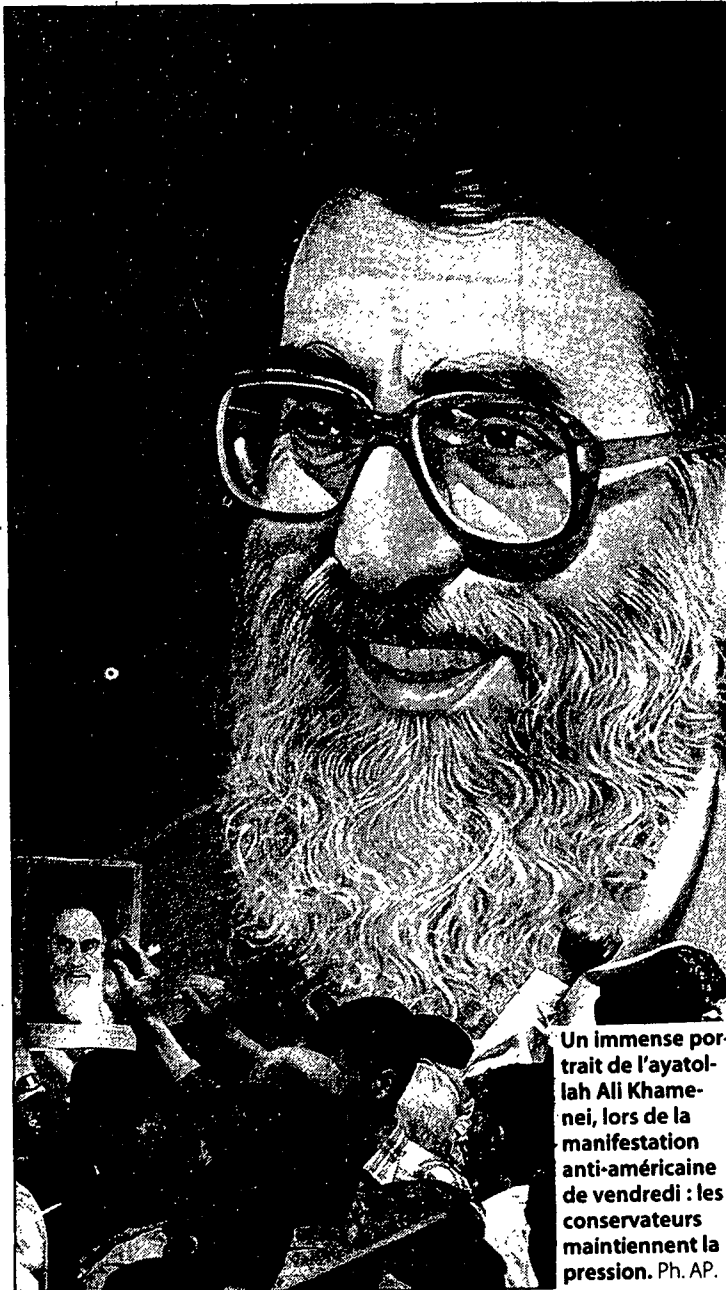
Moins de deux jours après la manifestation anti-américaine de vendredi dernier, qui devait marquer selon ses organisateurs l'unité des différentes tendances du régime et de la population face aux menaces américaines, les conservateurs ont lancé une virulente attaque contre les modérés proches du président Khatami.

Pour la première fois depuis trois ans, le « Corps des Gardiens de la Révolution islamique », les fameux Pasdarans, l'armée révolutionnaire et idéologique du pouvoir créé au lendemain de la révolution islamique de 1979, a publié un communiqué pour dénoncer les réformateurs qui font le jeu des ennemis de la révolution, c'est-à-dire les Etats-Unis.

Alors que les Américains menacent directement notre pays, certains groupes, qui ont pu prendre des responsabilités au sein du pouvoir, font le jeu de l'ennemi et menacent l'unité de notre peuple. Ils veulent détruire le caractère islamique de notre régime... Ils parlent de la liberté pour les jeunes filles et garçons de se fréquenter et veulent légaliser l'utilisation des paraboles. Ces derniers mois, ils ont ouvertement défendu la prostitution et la corruption sociale, affirme le communiqué des Pasdarans. Et ceux-ci d'affirmer dans la foulée qu'ils sont prêts à défendre les valeurs de la révolution.

### La riposte des députés

Les réformateurs ont violemment réagi à ce communiqué. Cette position représente le point de vue d'une petite minorité au sein des Pasdarans. La majorité des Gardiens de la révolution ont montré lors des élections passées, qu'ils étaient favorables aux réformes, a affirmé Mohammad Reza Khatami, frère du président iranien et chef du Front de la participation, principal parti réforma-



Un immense portrait de l'ayatollah Ali Khamenei, lors de la manifestation anti-américaine de vendredi : les conservateurs maintiennent la pression. Ph. AP.

teur au sein du parlement. De nombreux députés ont dénoncé l'intervention des militaires dans le jeu politique. Une centaine de parlementaires ont demandé des explications au ministre de la Défense.

En dénonçant aussi violem-

ment le communiqué, les réformateurs veulent sans doute empêcher que ce communiqué devienne un précédent et éviter que dans le futur les militaires interviennent aussi directement dans le débat politique.

Ce communiqué a été publié

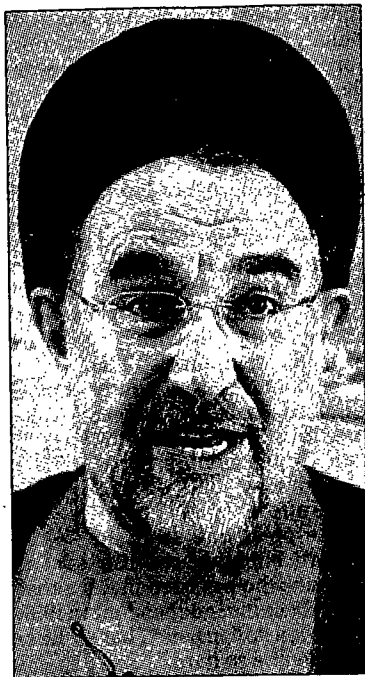
alors que depuis un mois plusieurs affaires sont venues attiser les tensions entre les deux principales tendances du pouvoir iranien. Il y a tout d'abord, le discours de Hashem Aghajari, un intellectuel musulman, qui a attaqué le clergé conservateur. Le 19 juin dernier, devant un parterre d'étudiants, il avait déclaré que les musulmans n'avaient pas à suivre aveuglement (...) un chef religieux. Seuls les singes imitent les autres, avait affirmé Hashem Aghajari.

### Garder le pouvoir

Il avait également affirmé que certains religieux voulaient à tout prix garder le pouvoir. Enfin, il avait prôné une sorte de « protestantisme islamique ». Ce fut un tollé chez les conservateurs, qui ont comparé Hashem Aghajari à Salman Rushdie. Ancien combattant, qui perdu une jambe durant la guerre Iran-Irak, Hashem Aghajari a été convoqué par la justice pour « propagande anti-islamique ».

Comme si cela ne suffisait pas, il y a eu ensuite la démission fracassante de l'ayatollah Tahéri, qui dirigeait depuis trente ans la prière du vendredi de la ville d'Ispahan. L'ayatollah Tahéri a été l'un des proches compagnons de l'imam Khomeiny, le fondateur de la République islamique. Dans sa lettre de démission, publié le 11 juillet dernier, il dénonçait la corruption généralisée, la répression politique et le traitement réservé à l'ayatollah Montazeri, l'ancien dauphin de l'imam Khomeiny, écarté du pouvoir en 1988 et qui vit en résidence surveillée depuis plus de quatre ans.

Ces affaires n'ont fait qu'attiser encore un peu plus la tension entre réformateurs et conservateurs, sans que personne sache exactement comment le fossé grandissant entre les deux principales tendances pourrait être comblé. ●



Jimin Lai/Agence France-Presse

President Mohammed Khatami speaking Tuesday in Kuala Lumpur.

## Khatami abandoned by U.S. as too weak

By Glenn Kessler

The Washington Post

**WASHINGTON:** The Bush administration has abandoned hopes that it can work with President Mohammed Khatami and his reformist allies in the Iranian government and is turning its attention to appealing directly to democracy supporters among the Iranian people, administration officials said.

The policy shift scuttles a five-year effort in which the United States tried to explore ways to work with Khatami and encourage a reform agenda in Iran. The shift follows an intensive review within the administration over whether to adopt a harder line toward a government that President George W. Bush has labeled part of the "axis of evil."

A senior administration official said that Bush had concluded with his senior foreign policy advisers that Khatami and his supporters in the government "are too weak, ineffective and not serious about de-

livering on their promises" to transform Iranian society.

Instead, the official said, "we have made a conscious decision to associate with the aspirations of Iranian people. We will not play, if you like, the factional politics of reform versus hard-line."

Bush signaled the change publicly in a strongly worded presidential statement in which he praised large pro-democracy street demonstrations in Iran. The shift cheered foreign policy experts who had urged a tougher approach toward Tehran and was a setback for the State Department, which had spearheaded efforts to engage the Khatami leadership.

In the statement, Bush said that "uncompromising, destructive policies have persisted" in Iran despite recent presidential and parliamentary elections that have brought reform advocates to power. He accused Iranian leaders and their families of continuing "to obstruct reform while reaping unfair benefits" and demanded that the government listen to the Iranian people, who he said have "no better friend than the United States."

Bush approved the statement this month after pro-democracy protesters and Iranian security forces clashed at the demonstrations, and a top Iranian cleric, Ayatollah Jaleddin Taheri, resigned his post to denounce what he called the "incompetence of the authorities and the failure of the political structure."

Bush's statement was virtually unnoticed in the United States when issued July 12. But his statement spawned fierce complaints from Iranian officials and resulted in government efforts to organize anti-U.S. demonstrations in Tehran last week, criticizing Bush for interfering in Iran's internal affairs.

The Bush administration broadcast its support to the Iranian demonstrators through the Voice of America, which carried reports on Bush's statement. Zalmay Khalilzad, a senior director at the National Security Council responsible for Iranian policy, gave a television interview in Persian promoting the policy. The interview Friday was beamed into Iran via the Voice of America.

Khatami took office in 1997 and was re-elected last year by a wide majority. He has been viewed as more open-minded toward relations with the United States and toward opening up Iran to democratic changes than Iran's supreme leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, and his fellow clerics.

The Clinton administration and the Bush administration, until now, sought to probe whether Khatami would prove to be a fruitful alternative to the fundamentalists.

Since Bush grouped Iran with Iraq and North Korea as members of the "axis of evil" in his State of the Union speech in January, there has been an intense debate within the administration over how hard to signal its support for the movement toward greater democracy.

With signs that the demonstrations were gathering momentum, the debate this month swung toward the approach urged by the National Security Council and Pentagon, taking the State Department by surprise, officials said.

"The White House kind of surprised a few people with their activity on this," a State Department official said.

Martin Indyk, a former U.S. ambassador to Israel who is now at the Brookings Institution, said the new approach carried significant risks. "This may help those we are trying to harm and harm those we are trying to help," he said, because advocates of change might be tagged as agents of the United States.

"The same principle applies to Iran as the Palestinians," Indyk said. "We should be careful about leaving the impression that we intend to determine who the leadership will be."

Relations between the United States and Iran have been a key issue in Iran since the shah was overthrown in 1979. Early this year, Khamenei declared that

talks with the United States — "the Great Satan" — amounted to treason. And the Iranian Justice Ministry announced that it would put on trial journalists who promoted dialogue with Washington.

Both Khamenei and Khatami have denounced Bush's statement. "Different factions, although they have disputes, told the Americans to mind their own business and told them not to interfere in Iran's internal affairs," Khamenei told worshipers who chanted "Death to America" last week.

"Khatami took a position against Bush and slapped him in the mouth," Khamenei said approvingly.

The fact that Bush issued the statement in his own name made a deep impression in Iran. "Usually, the White House or the State Department issue statements or express views on various incidents in other countries," said Hasan Rowhani, secretary of Iran's Supreme National Security Council. "This time around, the American president himself issued a statement, and this showed the importance of the decision."

Some officials contend that the reaction inside Iran to the statements was evidence that it was having its desired effect. "It has increased tensions within the regime," an official said.

International Herald Tribune  
Wednesday, July 24, 2002

# En tête dans les sondages, l'islamiste turc modéré Recep Tayyip Erdogan risque d'être privé d'élections

La commission électorale reproche à l'ancien maire d'Istanbul des propos vieux de cinq ans

## ISTANBUL

de notre envoyé spécial

« Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les mosquées nos casernes. » Pour avoir prononcé en public à Siirt (Sud-Est), le 6 décembre 1997, ces vers empruntés à Ziya Gökalp, un des fondateurs du nationalisme turc, Recep Tayyip Erdogan a connu la prison et la déchéance de son fauteuil de maire d'Istanbul. Cinq ans plus tard et toujours en raison de ses propos, la figure charismatique de l'islamisme modéré à « la turque » vient d'être interdite par la commission électorale de se présenter à la tête de son Parti de la justice et du développement (AKP) aux prochaines élections législatives anticipées, prévues pour le 3 novembre.

Cette décision complique encore un peu plus la donne électorale. Depuis deux semaines, le pays est en proie à une profonde crise politique après la défection de 7 ministres et de 63 députés du Parti de la gauche démocratique (DSP, sociaux-démocrates nationalistes) du premier ministre Bülent Ecevit. D'après le dernier sondage publié, le 18 juillet, par le quotidien *Radikal*, l'AKP arriverait largement en tête avec près de 20 % des intentions de vote. Aucun des autres partis ne dépasserait la barre des 10 %. Le DSP, quant à lui, tomberait à 2 %.

Les députés de l'AKP ont donc annoncé qu'ils mettraient tout en œuvre pour défendre leur chef de file. Ils sont allés jusqu'à unir leurs voix aux élus du Parti de la juste voie (DYP, opposition de centre droit) de Tansu Ciller pour obtenir



TARIK HINAZAV/AP

Le 14 août 2001, Recep Tayyip Erdogan annonçait à Ankara, au cours d'une conférence de presse, la création du Parti de la justice et du développement (AKP), islamiste modéré et proeuropéen. Moins d'un an après, l'AKP arrive largement en tête des intentions de vote pour les élections législatives anticipées.

la convocation du Parlement, lundi 22 juillet, afin d'évoquer les élections anticipées. « Au moment où des réformes pour abolir la peine de mort [en Turquie] sont en préparation, personne ne devrait être en mesure de punir un politicien respecté uniquement à cause de la lecture d'un poème », souligne Salih Kapusuz, député de l'AKP.

Dans une Turquie en proie à une crise identitaire, Recep Tayyip Erdogan a su rassembler les couches populaires, le vote anatolien et une importante partie des électeurs lassés - qu'ils soient de droite ou de gauche - d'une classe politique au pouvoir depuis trop longtemps. Avec un discours social efficace sous couvert d'un islamisme aujourd'hui modéré, il capte le vote des ouvriers et des paysans, rassure les tenants

de la tradition. « Une sorte de social-démocratie islamiste, estime Esra Kuyas, maître assistante en sciences politiques à l'université de Galatasaray et doctorante spécialiste du mouvement islamiste turc. C'est le paradoxe de ce pays, un mélange de conservatisme sur les questions d'ordre social et de social-démocratie quant à l'organisation politique et économique de la société. »

### « PROFONDÉMENT MODERNES »

« L'AKP est un parti libéral, explique Saban Sari, ami de trente ans de Recep Tayyip Erdogan et responsable local du mouvement dans le quartier populaire de Kasimpasa, à Istanbul. Nous sommes profondément modernes. Il y a même des filles en minijupe chez nous ! » Transfuge du Parti de la Mère patrie (ANAP), il brocarde volontiers ces islamistes adeptes de la charia (loi islamique), qui, d'après divers spécialistes, représentent moins de 5 % du corps électoral. Selon lui, « la république et la démocratie sont des valeurs indispensables à la Turquie. Il y a eu dans le passé des abus commis par certains islamistes. Mais nous avons appris notre leçon et ne recommencerons plus ces erreurs. Le radicalisme ne marche pas dans ce pays ».

Ce changement d'attitude, marqué par un refus public de soutenir les franges les plus extrêmes de l'is-

lamisme, est en grande partie dû à la propre évolution du leader de l'AKP. Soupçonné un temps de vouloir empêcher les femmes d'entrer en politique, ce quadragénaire d'origine modeste n'a eu de cesse depuis la création de son parti, le 14 août 2001, de rappeler qu'il n'était pas « islamiste ».

Libéré de la figure tutélaire de l'islamisme Necmettin Erbakan, interdit en 1997 de politique jusqu'en 2003 pour avoir « provoqué le peuple avec des propos contraires à la laïcité », M. Erdogan a compris l'avantage qu'il pouvait tirer en ratissant large tout en adaptant son discours à l'aune européenne. Un positionnement aujourd'hui conforté par le sondage de *Radikal* pour qui près de 62 % des personnes interrogées seraient en faveur d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE). « Il y a cinq ans, le principal clivage en Turquie opposait les laïcs aux musulmans, analyse Esra Kuyas. Aujourd'hui, c'est le camp des Européens contre ceux qui refusent l'intégration. Pour les prochaines élections, une alliance de l'AKP avec le Parti de la nouvelle Turquie, le tout nouveau parti pro-européen de l'ancien ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, n'est donc pas à exclure. »

Aux yeux de nombreux électeurs, Recep Tayyip Erdogan fait figure d'un politicien « propre », auréolé de son passage à la mairie d'Istanbul. « Même si les islamistes n'auront jamais la majorité en Turquie, ils possèdent une force d'attraction indéniable basée sur un réseau de militants structuré et faisant appel à toutes les couches de la société, souligne encore Esra Kuyas. Si la candidature de M. Erdogan aux prochaines élections est empêchée, le numéro deux du parti, Abdullah Gül, sera en mesure de prendre le relais en attendant le retour du leader incontesté. » Une perspective qui a le don d'inquiéter Bülent Ecevit. Faisant allusion, dimanche, à la montée de l'AKP, le premier ministre n'a pas hésité à déclarer que « si ces affirmations se réalisent, la Turquie pourrait être confrontée à de très graves problèmes de régime ».

Nicolas Bourcier

## M. Ecevit veut repousser les échéances électorales

Après s'être finalement résigné, mardi 16 juillet, à convoquer des élections anticipées le 3 novembre, le premier ministre turc Bülent Ecevit a une nouvelle fois changé d'avis en affirmant, samedi, qu'il allait tenter de repousser les échéances électorales. « Nous préférons que les élections se tiennent l'année prochaine. Le mieux serait même de les laisser se tenir en 2004 », a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion de son parti, le DSP (Parti de la gauche démocratique).

Le Parti de la Mère patrie (ANAP), membre de la coalition tripartite au pouvoir, a immédiatement fait savoir qu'il maintenait l'échéance du 3 novembre. Une séance extraordinaire au Parlement devrait avoir lieu le 29 juillet pour débattre sur la date des élections et sur les réformes imposées par l'UE en préalable à l'adhésion de la Turquie. - (AFP, Reuters.)



**ASIE CENTRALE** *La République islamique redoute l'alignement de Moscou sur les Etats-Unis qui se sont implantés dans la région à la faveur de la crise en Afghanistan*

# L'Iran se sent cerné par la Russie et l'Amérique

**Téhéran :**  
**de notre envoyé spécial**  
**Claude Lorieux**

L'un des pires cauchemars de l'ayatollah Khomeyni est en train de prendre corps. Déjà solidement implantée dans le golfe Persique, l'armée américaine pose ses jalons sur le « flanc nord » de l'Iran : du Caucase à l'Asie centrale. Cette fois grâce à Oussama ben Laden !

Outre l'Afghanistan, dont l'Iran accueille généreusement les réfugiés fuyant les Soviétiques puis les talibans, les Américains sont présents au Kirghizistan, en Ouzbékistan et en Géorgie. Moscou ne proteste pas et feint de croire que les « boys » s'en iront dès qu'ils auront éteint

le foyer terroriste. Bien plus, cette Russie, l'une des rares puissances sur laquelle l'Iran pouvait s'appuyer, passe dans la mouvance de l'Alliance atlantique, un des symboles les plus parfaits de la suprématie des Etats-Unis.

Cette République islamique, où les jeunes rêvent d'une Amérique que leurs dirigeants ne cessent de condamner, serait cernée. « La boucle est bouclée. L'Iran est encerclé, relève un diplomate. Les attentats du 11 septembre ont provoqué une accélération de l'Histoire à laquelle l'Iran n'était pas préparé. »

La déconvenue est d'autant plus amère que personne ne doute ici que le Mossad israélien ait mis ses pas dans ceux des services secrets américains. Au

moins dans deux pays : l'Azerbaïdjan, qui est avec l'Iran le seul Etat chiite du monde, et l'Ouzbékistan, dont les villes de Samarkande et de Boukhara furent le berceau de la langue persane.

Pourtant, les responsables iraniens refusent de dramatiser et soulignent le dynamisme de leurs relations avec Moscou. Les Russes sont leur principal fournisseur en armement conventionnel et le seul en nucléaire civil. Si les pressions américaines sur Poutine n'aboutissent pas, la centrale de Bouchehr, sur le Golfe, devrait commencer à tourner en 2003 ou 2004.

« La Russie s'est rapprochée de l'Otan. Mais elle n'est pas devenue un clone des Etats-Unis », tempère Kazem Sajjapour, le directeur de l'Institut d'études

stratégiques de Téhéran. Il souligne que « le voisinage et l'absence de fenêtre sur la mer », confortent les relations entre les républiques d'Asie centrale et l'Iran.

Les GI qui s'y aventurent, après les pétroliers, ne changeront pas cette réalité. « Les évolutions en cours sont loin d'être parvenues à leur stade final. Qui sait si la politique menée par les dirigeants russes ne leur réservera pas des surprises ? », s'interroge Kazem Sajjapour. Hamid Reza Assefi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, va plus loin : « La présence américaine est moins une menace pour l'Iran que pour la Russie et pour les pays où elle se manifeste en Asie centrale et au Caucase ».

LE FIGARO MARDI 23 JUILLET 2002



Des dizaines de milliers d'Iraniens ont défilé dans les rues de Téhéran, vendredi dernier, afin de dénoncer l'ingérence que représentent à leurs yeux les appels du président américain George Bush en faveur des réformes en Iran. (Photo Vahid Salemi/AP.)

Un historien compare la réaction de Téhéran à celle du général russe Koutouzov face aux armées de Napoléon en route vers Moscou. Convaincu que l'invasisseur se perdrait dans l'immensité de son pays, Koutouzov jouait la « *profondeur territoriale* ». Les Iraniens veulent croire que la « *profondeur du temps* » aura raison de l'aventurisme de George Bush. Les ratés de la campagne de normalisation de l'Afghanistan apportent de l'eau à leur moulin.

Les Iraniens ont eux-mêmes gâché pas mal de cartes dans cette région. Lors de la chute du « Mur du nord », qui les coupait depuis soixante-dix ans du Caucase et de l'Asie centrale soviétisés, ils se croyaient attendus impatientement par leurs frères musulmans persécutés par le

Kremlin. Pour l'éditeur Murad Sarafi, « *ce fut le temps de l'éblouissement et de l'autosatisfaction* ».

Pourtant, tout comme les Turcs, que l'on traite ici de « *Cheval de Troie des Etats-Unis* », ils subirent pas mal de déconvenues. Le modèle de développement lancé par l'ayatollah Khomeyni ne répondait pas aux attentes de pays libérés de la tutelle de Moscou. Les émissaires de Téhéran durent reballer leurs tapis de prières. Les hommes d'affaires furent échaudés. Un riche Téhéranais proteste que « *les Turkmènes lui doivent toujours un million et demi de dollars* ».

Les Iraniens ne se bousculent pas pour investir ou commercer dans la plupart de ces pays, à l'exception de la pauvre Armé-

nie chrétienne dont on chante paradoxalement les louanges à la Chambre de commerce d'Iran.

La République islamique est peut-être aussi en train de rater le coche dans le partage des zones pétrolières de la Caspienne. L'envoi d'une « canonnière » dans un secteur disputé avec Bakou n'a rien réglé. La dernière conférence qui s'est tenue à Achkhabad, capitale du Turkménistan, non plus. A son issue, un président d'Asie centrale aurait même déclaré : « *La Caspienne sent la poudre !* ». Téhéran a tenté de détendre l'atmosphère. En annonçant de prochaines manœuvres navales, Vladimir Poutine a voulu réaffirmer la présence de la Russie dans cette vaste région conquise au XIX<sup>e</sup> siècle par les tsars.

Rapporteur de la commission des Affaires étrangères du Majlis (Parlement), M<sup>me</sup> Elaheh Koulaie invite les responsables à « *analyser précisément les effets des manœuvres navales russes en Caspienne* ». « *Nous devons surveiller le comportement global et régional de la Russie depuis le rapprochement opéré entre Moscou, les Etats-Unis et l'Otan.* »

A trop attendre, la République islamique risque de se trouver devant un fait accompli. « *Sans vrais amis, sauf l'Arménie, les dirigeants iraniens arrivent au bout de la route, constate un diplomate occidental. Les prochains six mois, ceux qui nous séparent peut-être d'une intervention américaine en Irak, seront cruciaux. Ils vont devoir faire des choix.* »

Après la chute du « Mur du Caucase » avec la fin de l'URSS, Iran et Azerbaïdjan réapprennent à vivre ensemble

# Sur les marches de l'ancien empire russe

Ardebil : de notre envoyé spécial

Au pied de la tour ronde d'Ardebil, édiflée au XIV<sup>e</sup> siècle sur le tombeau d'un mystique persan, la « *Chambre des porcelaines* » accuse la Russie ! C'est une pièce à conviction de taille, à verser au dossier sensible des relations entre Téhéran et Moscou. Les alvéoles de ses quatre iwans, toutes différentes les unes des autres, rappellent le passage du général russe Paskiewicz et de son chef, le ministre plénipotentiaire Alexandre Griboïedov, dans cette ville du nord-ouest de l'Iran. Ces niches de stuc doré sont vides. Les centaines de vases que l'empereur de Chine avait offerts à Chah Abbas le Grand, le futur bâtisseur d'Ispahan, ont disparu.

Ali Reza Abdollahi, l'heureux conservateur de ce lieu magique, raconte l'histoire de cette rapine dont la province iranienne d'Azerbaïdjan se souvient encore. Elle se déroula au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, quand, battue par les Russes, la Perse signa l'humiliant traité de Tourkmanchai et perdit dix-huit villes du Caucase. Parmi elles, Bakou, la capitale de l'actuelle

république (ex-soviétique) d'Azerbaïdjan.

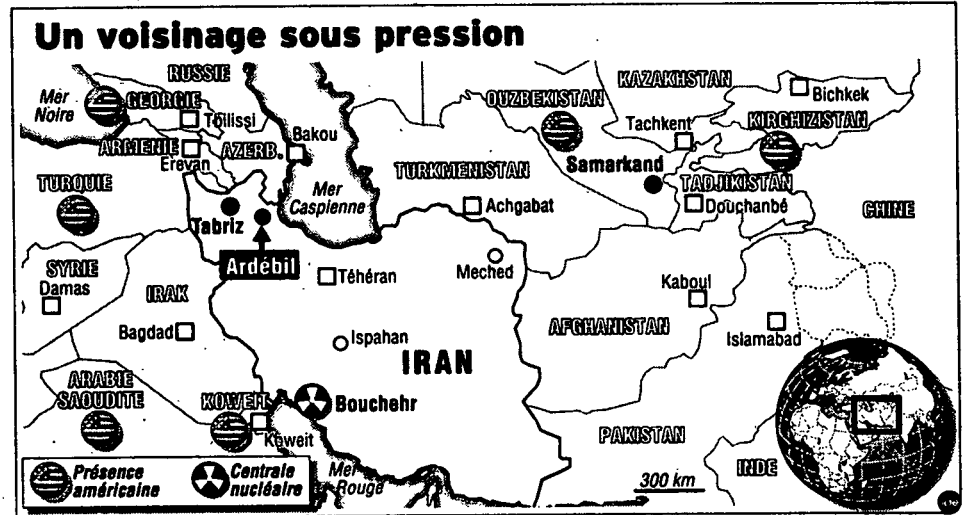
L'armée russe, donc, occupait Ardebil, où, profitant de l'anarchie et de la naïveté des mollahs locaux, le général Paskiewicz fait main basse sur les précieuses porcelaines. Le ministre plénipotentiaire Griboïedov, diplomate mais aussi poète de renom, expédie son butin à Saint-Petersbourg. Les porcelaines de l'empereur de Chine font encore aujourd'hui la joie des visiteurs du musée de l'Ermitage. Cette indécatesse ne

porta pas chance à Griboïedov : il périt peu après à Téhéran, victime d'une émeute sordide qui a fait date dans l'histoire contrastée des relations irano-russes.

Ardebil ressemble à la plupart des villes de province iraniennes. Sur les avenues, des portraits grandeur nature rappellent les soldats tués en combattant l'Irak. Plus nombreuses qu'à Téhéran, où l'on prend des libertés avec la tenue islamique, les femmes en tchador font leurs courses. Dans les lointains, la chaîne de l'Elbrouz marque la

frontière entre l'Azerbaïdjan iranien et la république d'Azerbaïdjan, jusqu'à il y a douze ans celle de l'empire soviétique.

L'effondrement de l'URSS permit aux responsables des antiquités iraniennes de visiter l'Ermitage et d'y photographier les porcelaines emportées par Griboïedov. Maigre compensation ! Des notables d'Ardebil regrettent que « *soucieux d'éviter de nouveaux problèmes avec Moscou* », le gouvernement iranien n'ait pas porté l'affaire devant la cour internationale de La Haye.



La chute du « Mur du Caucase » donna à Mohsen, un journaliste local, l'occasion de renouer avec deux branches de sa famille perdues de vue depuis le sabotage, sous pressions anglo-américaines, de la république pro-soviétique créée par Staline en 1945 dans l'Azerbaïdjan iranien. « Les Soviétiques demandèrent aux soldats qu'ils avaient recrutés sur place s'ils souhaitaient découvrir la Patrie du communisme ou rester en Iran. Deux de mes oncles se retrouvèrent en Sibirie, au goulag, et beaucoup d'autres avec eux », explique Mohsen, qui a retrouvé ses cousins au Kazakhstan et à Bakou.

Depuis dix ans, Ardebil n'est plus un cul-de-sac, au fin fond de la province iranienne d'Azerbaïdjan. La vie économique a repris, modestement, au travers de la frontière qui n'est, en certains endroits, qu'un mince torrent perdu dans la forêt. Quelques industriels de Bakou ont investi dans les carrières.

Des bourgeois d'Ardebil ont ouvert au nord des fabriques de produits alimentaires et de boissons. Ils sont peu nombreux. Trop d'Iraniens s'étaient brûlé les doigts en s'y aventurant, il y a une dizaine d'années.

A cinquante kilomètres à l'est d'Ardebil, sur les bords de la

Caspienne, où, privées de baïgnade, les dames en tchador font des promenades en bateau, les vieilles halles de la ville frontière d'Astara sont un « paradis des affaires ». Tout ou presque vient du Caucase, désormais si proche. La camelote « made in China » voisine avec des mocassins « made in Italy » vendus trois fois moins cher que dans les boutiques de Téhéran. Des hommes murmurent aux oreilles des passants : « machroub » (boissons alcoolisées). Whisky et vodka viennent de la république d'Azerbaïdjan. Malgré la communauté de langue (turque) et de religion (chiite), les habitants de Bakou n'ont cure des règles morales imposées naguère par l'ayatollah Khomeyni.

Entre nord et sud, les échanges ne sont pas que commerciaux. Longtemps unie, la région avait deux pôles : Tabriz, qui fut capitale de la Perse et qui aime le rappeler, et Bakou, qui, grâce à un premier boom pétrolier, vécut dans les années 1900 un essor économique et culturel.

Kamal, un journaliste et poète local, s'y est rendu pour voir comment avait évolué cette métropole « où l'on écrivait des pièces de théâtre à l'occidentale et où l'on jouait des opéras comme sur les scènes d'Europe ». Kamal trouva que la littérature avait « viré au nationalisme ».

La même constatation s'impose à Ardebil, où il n'est pas né-

cessaire de gratter beaucoup pour éveiller la fièvre turco-azérie, composante essentielle des relations entre l'Iran et ses voisins de l'ex-empire soviétique. Très puissants au Bazar, à Téhéran en particulier, les Iraniens turcophones représenteraient plus du tiers de la population ainsi que du gouvernement de l'Iran.

Toujours latent, le nationalisme azéri connut une poussée de fièvre quand Elchibey, premier président de la République d'Azerbaïdjan postcommuniste, proclama son ambition de « libérer les frères du sud du joug perse ». L'éviction de ce panturquiste, qui était la coqueluche d'Ankara, apaisa les tensions, sans les faire disparaître. « La volonté d'identité azérie affleure à chaque instant », témoigne un voyageur à son retour de Tabriz. Le nationalisme persan également ! La récente visite du président azerbaïdjanais Geïdar Aliev à Téhéran faillit mal se passer quand, évoquant la Caspienne – dont cinq pays se disputent les richesses pétrolières – le président Khatami parla de la « Mer du Mazanderan », du nom d'une province littorale iranienne...

D'Ardebil à Tabriz, les nationalistes azéris réclament que leur langue soit enseignée à l'école. Kamal et ses amis regrettent que « malgré des progrès », Téhéran ne lui accorde pas la place promise par la loi. Et

quand on leur rappelle que l'ayatollah Khomeïni, le Guide de la révolution, est un Azéri comme eux, ils répondent : « Les changements ne dépendent pas d'un homme. C'est le système qui, depuis Reza Chah, le père du dernier empereur, est contre nous ».

Les desseins nationalistes ont beau n'être pas, ou plus, des priorités à Bakou et à Téhéran, les relations nord-sud ne sont pas ce que l'on pourrait attendre entre deux Etats qui ont tant en commun. Mais Téhéran n'admet pas davantage que son voisin revendique le nom de République d'Azerbaïdjan, qu'Athènes n'accepte que Skopje prenne celui de République de Macédoine !

Paradoxe de l'effondrement du « Mur du Caucase » : ce n'est pas avec l'Azerbaïdjan, humainement si proche, que l'Iran entretient les meilleures relations. Mais avec l'Arménie, non seulement chrétienne mais en conflit avec Bakou.

A Ardebil, les intellectuels ont du mal à l'admettre. Depuis la razzia d'Alexandre Gribouïedov sur les porcelaines de l'empereur de Chine, les habitants d'Ardebil se méfient des chrétiens qui descendent du nord. Le « Mur du Caucase » est tombé. Les « murs mitoyens » des nations voisines sont encore trop souvent prétextes à friction...

C. L.

## IRAN

# Une police spéciale contre la "dépravation" des jeunes

Combattre la "corruption morale" est devenu la mission des conservateurs iraniens de toutes tendances. De nouvelles unités de police sont chargées de réprimer ce fléau qui menace "l'identité même de l'Iran islamique".

AL HAYAT  
Londres

Dans les rues de Téhéran et des autres grandes villes du pays patrouillent depuis peu de nouvelles unités spéciales de la police mises sur pied pour combattre la dégénérescence morale et sociale. Elles ont pour mission d'arrêter les jeunes, filles et garçons, soupçonnés d'avoir noué des "relations illégales" entre eux. Cette nouvelle police des mœurs est également censée poursuivre ceux qui vendent leurs charmes, ainsi que les voleurs et les drogués.

Les équipements et les habits neufs des hommes de ces unités spé-

ciales qui paradent dans leurs Toyota Land Cruiser n'empêchent pas les jeunes de se méfier d'eux surtout lorsqu'ils voient les matraques et les revolvers dont ils sont armés. Le débat sur l'utilité de cette police existe au sein même du gouvernement réformateur. L'un des plus chauds partisans de ce plan pour combattre la corruption morale est précisément le ministre de l'Intérieur, Abdolvahed Moussavi-Lari qui considère qu'« il faut arrêter ceux qui portent atteinte à la dignité de la population et mettre un terme à toutes les formes de dégénérescence afin de protéger la société d'une décomposition morale ». Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Khatami estime dès

lors que « la sécurité morale doit régner dans les lieux publics et que les citoyens qui les fréquentent doivent pouvoir s'y sentir à l'aise ». Il admet toutefois que cette police morale peut commettre des excès et qu'il faut veiller à ce que cela ne se produise pas.

### UNE RÉPRESSION QUI RISQUE D'ÊTRE CONTRE-PRODUCTIVE

Le ministre de la Culture et de la Guidance islamique, Ahmad Masjdjid Jamei, n'est pas d'accord sur le fond : « Les méthodes de ces unités spéciales pour contrer la jeunesse ne donneront aucun résultat. Ce type d'action exige une organisation et une coordination parfaites pré-

*cédées d'une évaluation de tous les aspects du problème. Cette politique risque d'avoir des effets contre-productifs.*" Cette approche privilégiant la prévention est soutenue par les milieux proches du parti du Front de la participation (Mocharekat) [réformateur] qui font remarquer que de nombreux jeunes ont eu à subir les bavures de ces forces spéciales alors qu'ils n'étaient pas impliqués dans des faits portant atteinte à la morale ou à l'ordre public.

### ■ Nouvelle Sodome I

Selon le quotidien iranien *Entekhab*, Téhéran compterait environ 84 000 prostituées et 250 maisons closes, dont certaines sous la protection des dignitaires du régime. 40 % des toxicomanes

iranienues qui se trouvent en prison seraient porteuses du virus du sida, et deux sœurs de 16 et 17 ans atteintes de ce virus auraient contaminé 1 100 personnes en l'espace de deux mois. Enfin, 4 millions de jeunes de moins de 20 ans seraient dépressifs.

Les milieux conservateurs voient positivement ces nouvelles mesures. Ils considèrent que la "dégénérescence publique" menace l'identité même de la société musulmane iranienne. Il convient dès lors, selon eux, de regarder le phénomène en face, sinon l'Iran islamique risque bien de devenir la "nouvelle Andalousie" !

Depuis un certain temps, les journaux iraniens regorgent d'informations concernant la découverte de réseaux de prostitution à Téhéran. L'extension de ce phénomène paraît étrange dans une société aussi conservatrice que la société iranienne, mais les spécialistes l'expliquent par l'aggravation de la pauvreté. Les responsables politiques iraniens se trouvent donc engagés dans une course de vitesse pour essayer de trouver des solutions rapides et radicales aux problèmes de la jeunesse, parmi lesquels figurent tout d'abord le chômage et la question du mariage, sachant que la jeunesse constitue 70 % de l'ensemble de la population. Ainsi, le "mariage temporaire" (toléré seule-

ment chez les chiites), vient d'être à nouveau présenté devant un Parlement dominé par les réformateurs, comme l'une des solutions au problème des relations entre garçons et filles. Tout cela, alors que la plupart des obstacles aux rencontres et à l'amitié entre les deux sexes ont presque tous disparu même si elles restent marquées par la honte et la peur des nouvelles unités spéciales de la police.

Mohammad Noun

\* En référence à l'Al Andalus de 756 à 1492.

## FRANC-PARLER

# "Un pays survit avec le blasphème, mais s'écroule avec la tyrannie"

**Voici la lettre de démission de son poste d'imam de la prière du vendredi de l'ayatollah réformateur Jaleddine Tahéri. Son départ fait l'effet d'une bombe au sein de l'establishment religieux et politique.**

Au nom de Dieu le miséricordieux. Je n'ai nullement l'intention de démoraliser ou de désespérer ce cher peuple noble et fier. Mais je ne puis fermer les yeux sur des réalités tangibles, cacher des vérités et être témoin muet de la douleur étouffante et de la souffrance insoutenable du peuple. La République islamique qui est le fruit du sang versé des courageux enfants de la nation musulmane d'Iran a été fondée sur la promesse d'un pouvoir juste, susceptible de faire prospérer le pays. Hélas les fondements de la République, c'est-à-dire la possibilité constante d'un renouvellement des dirigeants du pays et de la société

civile, la liberté de critiquer le gouvernement et la prise en compte des revendications du peuple, ne sont pas devenus une réalité en Iran. Quand me reviennent les promesses et les engagements du début de la révolution, mon corps tremble comme un saule pleureur. Je constate que les fils des

hommes au pouvoir et les privilégiés, dont certains portent des turbans, se lancent dans l'accumulation de richesses... Je rougis de honte pour ceux qui pillent les biens du peuple et qui considèrent ces richesses comme leur héritage personnel. Est-ce cela le pacte que nous avons promis de conclure avec les démunis ? Il est de mon devoir, moi qui ai humblement participé à la révolution, de demander quelle sera l'issue de tous ces dérèglements : la malhonnêteté, la faim, la pauvreté, la détresse, la discrimination et le désespoir imposés à la plupart, les richesses accumulées à leur détriment ? Jusqu'à quand allons-nous tenir des propos répétitifs et creux, organiser des conférences et soustraire encore une bouchée de pain à cette nation démunie pour financer des voyages politiques aussi pompeux qu'inutiles ? Qu'avons-nous à répondre à ces détournements répétés, ces extorsions de fonds et toutes ces illégalités ? Alors que ni le chah ni les Etats-Unis ne dominent plus ce pays pour qu'on leur fasse endosser tout ce qui ne va pas, pour quelles raisons refuser d'entendre des critiques positives ?

La grande calamité qu'est le rejet de tout ce qui est religieux, la

désillusion, le chômage, l'inflation, la cherté de la vie, le fossé profond et grandissant entre les classes, la chute du revenu national, l'économie malade, la corruption de l'administration, le dysfonctionnement grandissant de la structure politique du pays, les détournements de fonds, la pratique des pots-de-vin, la toxicomanie et l'absence d'une politique de lutte adaptée ont des conséquences catastrophiques qui s'accumulent tel un torrent derrière un barrage, menaçant les "rois" du pays et la survie de la nation.

Le recours aux effets de manches et aux récits enchanteurs, les manipulations et intrusions dans l'espace privé des individus tout comme les règlements de comptes privés maquillés en affaires politiques, pas plus que l'organisation de parades de "soutien" dans les rues n'ont pu jusque-là réduire cette masse de problèmes ni apaiser ce sentiment de désespoir. Ce que l'on observe en revanche, c'est le non-respect de la loi, l'émergence des groupes mafieux, la dépossession du Parlement de ses pouvoirs au profit de structures non élues, une politique étrangère affaiblie, des arrestations et des emprisonnements troublants et, derrière tout cela, un peuple et un pays ridiculisés.

Ceux qui dans le pouvoir instrumentalisent la religion sont les alliés de groupes de fascistes entièrement incontrôlables. Ils se présentent à la fois comme juristes, chefs religieux, agents de l'ordre et gouverneurs ! Ces voyous ont semé la terreur en commandant des assassinats en série. Au nom de quelle logique, et de quelle légitimité, justifie-t-on l'assignation à résidence du plus grand des juristes cléricaux, l'un des piliers de la révolution ? Qui d'autre parmi les responsables pourrait égaler le passé et les qualités de l'ayatollah Hossein-Ali Montazéri ? Un pays peut survivre avec le blasphème mais s'écroule avec la tyrannie et l'injustice.

Jaleddine Tahéri,

Gooya News (extraits), <www.gooya.com>

\* L'une des figures les plus éminentes du clergé chiite iranien qui fut à l'origine désigné comme le successeur de l'ayatollah Khomeyni puis disgracié et mis en résidence surveillée depuis 1989.



DU 25 AU 31 JUILLET 2002

# Kurds Savor a Golden Age That May Prove Fleeting

By JOHN F. BURNS

PESHKhabOR, Iraq — “Welcome to free Kurdistan, my friend!” cried the grinning boatman, Adnan, as he pulled away from the Syrian side of the Tigris River in the converted rowboat that serves as the ferry to the other Iraq, the one outside the dismal grip of Saddam Hussein.

The boat itself, powered by a spluttering engine and clearing the water by only inches, serves as a metaphor for the self-governing domain the Kurds have established in northern Iraq. The craft’s patched-together fragility, as well as the pervasive geniality of the boatman and his assistants, captures much of what the Kurds have accomplished in the past 10 years.

The Iraqi Kurds’ domain, at the meeting point of Syria, Iraq and Turkey, is a far cry from the Iraq controlled by Mr. Hussein. To enter that Iraq, south of the no-flight zone patrolled by American and British warplanes that have kept Iraqi troops and authority from the Kurdish region since 1991, is to encounter sullen warnings, the menace of border officials and the darkness that Mr. Hussein’s 23-year rule has cast across the rest of the country.

In the northern territory, a Switzerland-size crescent covering about a tenth of Iraq, the Kurds have come as close as ever to their centuries-old dream of building their own nation. Hemmed in by a longstanding resolve among Arabs, Persians and

Turks to deny the 25 million Kurds of this region a state of their own, the Kurds of Iraq are savoring their freedoms, yet deeply uneasy about new political crosscurrents swirling across the territory.

Never truly secure as long as their domain exists outside international law and is unrecognized by the Iraqi Constitution, the Kurds are faced now with a new problem growing out of President Bush’s vow to oust Mr. Hussein. In effect, the American plan proposes to upend the Iraqi chessboard, and many Kurds fear that, whatever happens, they may lose much of the autonomy they now enjoy.

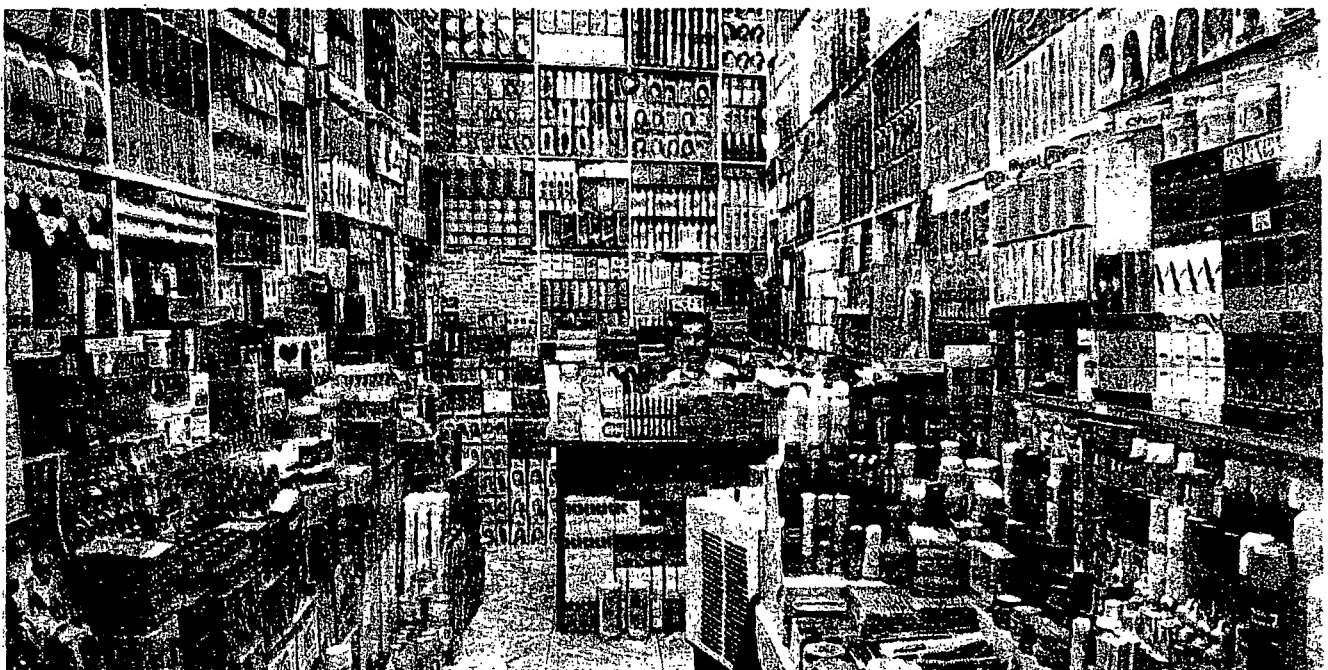
For now, though, the trip that starts at Peshkhabor is relaxed in a way that Mr. Hussein’s Iraq has never been. The only threat is a few miles downstream, where the

Iraqi ruler’s armored columns maintain a brooding vigil, broken occasionally by sniper fire and mortar shells that kill and maim Kurdish farmers, smugglers and others who enter the neutral zone between the Kurdish front-line fighters known as peshmergas (meaning “those who face death”) and Iraqi troops.

In the territory, a mostly Kurdish population of 3.6 million people, about a sixth of Iraq’s population, lives amid a landscape of stunning beauty: to the south, the ancient cities of Dohuk, Erbil and Sulaimaniya lying on the rim of the oil-rich desert; to the north, the great plain rising into folded foothills and soaring mountains, carpeted with golden wheat fields, dark woods and a blaze of wildflowers in red and blue and yellow.

It is a remarkable if improbable place, a sort of dreamland for the Kurds. Seeking precedents in their long history of repression, they cite Kurdish principalities that sprang up in this region between the 16th and 19th centuries, when Iraq was part of the Ottoman Empire, ruled by Turks. But even those distant times, the Kurds say, pale beside what exists today. Everywhere in the north, Kurds refer to the present as their golden age.

They rule a region that is 250 miles wide



John F. Burns/The New York Times

Shops in Erbil’s bazaar, like this one, can offer a variety of imported products, most of which come in from Turkey, to the north.

and at places 125 miles deep, bordered by Syria to the west, Turkey to the north, and Iran to the east. Within these boundaries, the Kurds say, they have created freedoms unknown in Iraq since the state's founding in 1921: the foundations for a civil society, that, they say, exists to the same degree nowhere else in the Arab-dominated world.

The closest parallel, these Kurds say, is Israel — a country many Kurds strongly support, even though they are mostly Muslims, because of a sense of affinity with the Jews' long quest for a homeland and because of a shared sense of the peril posed by Mr. Hussein. The parallel is extended to the Palestinians, who, many Kurds say, achieved much less with the autonomy granted to them after the Oslo accords of 1993 than Kurds have achieved here.

"An idea is born here: The Middle East could be different," said Barham Salih, 41, a British-educated Muslim who heads the government of one of the Kurds' political entities, the Patriotic Union of Kurdistan, which controls the territory's eastern half. To the west, a separate regional government operates under the control of a rival group, the Kurdistan Democratic Party.

### Carving Out a Free Zone

In both regions, there are opposition parties and dozens of free-ranging newspapers and satellite television channels, as well as international telephone calls and Internet cafes where people are free to visit any Web site they like. All this is banned or restricted in Mr. Hussein's Iraq, where, for example, Internet cafes are open only to those with

police permits, and then only for access to approved Web sites.

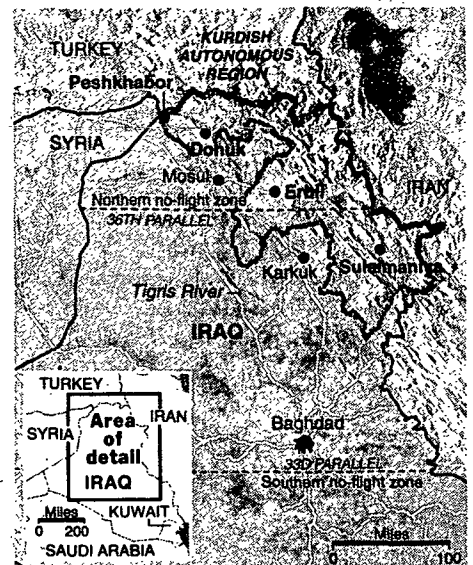
In their "liberated territory," the ruling Kurdish groups allow even Mr. Hussein's state-controlled newspapers to be sold and Baghdad's television channels to be shown, on the principle, as one Kurdish official explained it, that "it gives our people a chance to laugh at Saddam's propaganda, where once they would have cried."

The Kurdish-controlled territory is notable, too, for the absence of the apparatus of repression that has turned Mr. Hussein's Iraq into a terror state. The old secret police buildings — testaments to the torture, rape and killing by Mr. Hussein's enforcers that have been chronicled in scores of Western human rights reports — sit abandoned now, or have been turned to benign uses.

The Kurds have no special courts, and claim to have no political prisoners.

In this Iraq, the United States and Britain are hailed as liberators, for the daily patrolling of Kurdish skies that has cost the two countries nearly \$10 billion to maintain. When children here wave at aircraft tracing vapor trails high above, they are saluting the powers that banished, with the no-flight zone, the terrors of Mr. Hussein. But the Kurds also fear that they are powers now pushing them toward a new confrontation that could threaten all they have gained.

When President Bush began saying this year that Mr. Hussein "has got to go," because of intelligence reports that he continues to develop nuclear, chemical and biological weapons that could be handed to terrorist groups, he effectively placed the Kurds on notice that the days of self-rule, or

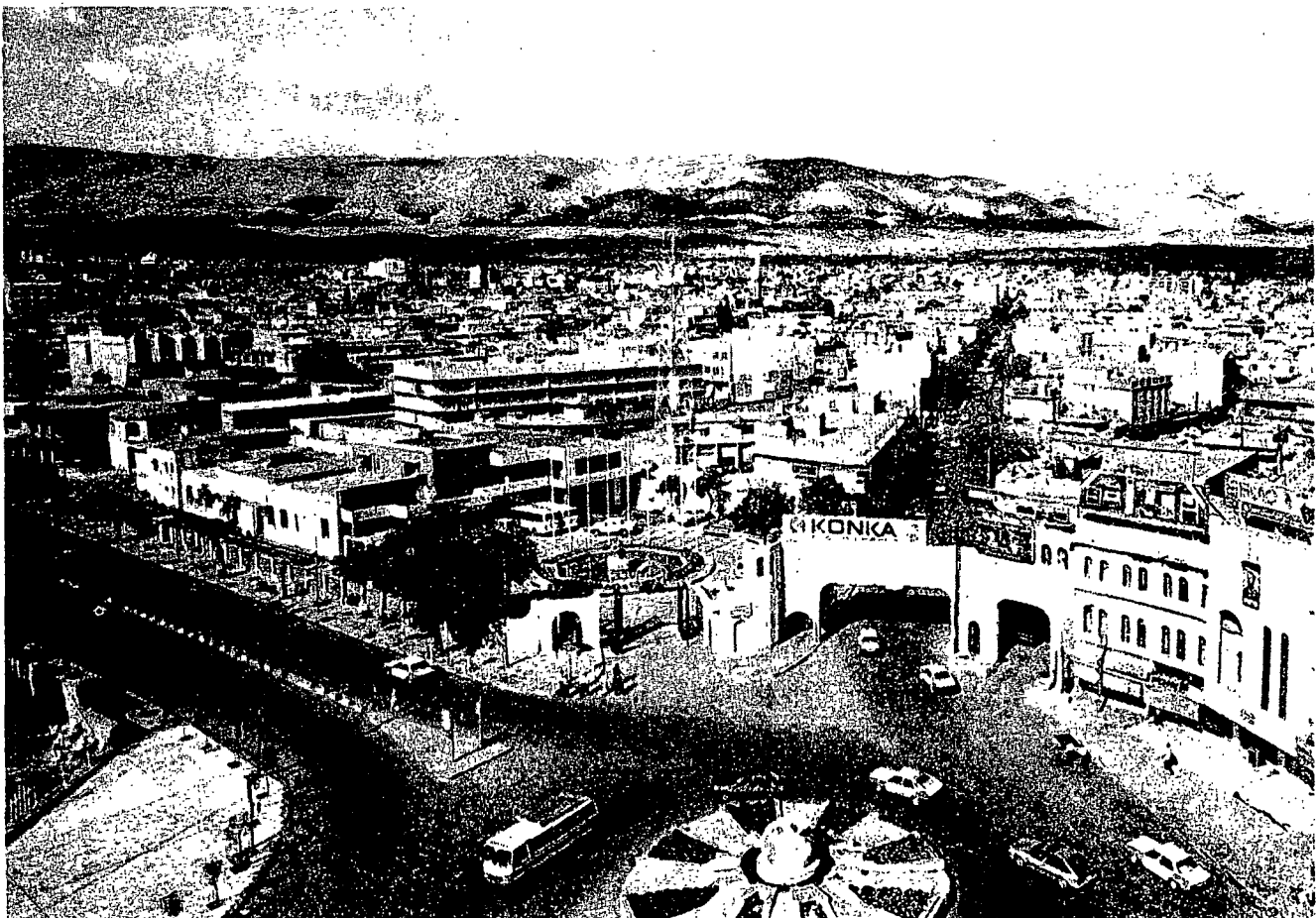


The New York Times

Territory controlled by Iraqi Kurds covers 17,000 square miles in northern Iraq.

at least the days of operating outside Iraq's political structures, might be ending.

In recent months, groups of intelligence agents, military advisers and government officials from the United States and Britain have been making clandestine visits to the Kurdish-controlled territory. Many of those trips have been in the unmarked black helicopters that fly important visitors on secret flights from Turkey. At secret locations, Kurdish officials say, these shadowy visitors have been mapping out ways the Kurds



Dana Snillie

Sulaimaniya, in northern Iraq where desert turns to rich plains and hills, is the power center of one of the two main Kurd factions.

can assist in the overthrow of Mr. Hussein.

So far, Kurdish officials say, they have been given no details of the Americans' plans beyond being told that there will be no attack before next year. This tallies with reports from Washington, where the Pentagon is said to have concluded that a military offensive, involving as many as 250,000 American troops along with bases in as many as eight neighboring countries, will take at least that long to prepare. At the same time, the Central Intelligence Agency is said to be exploring ways of toppling Mr. Hussein by a military coup.

Few people would have more reason than Iraqi Kurds to hail the demise of Mr. Hussein, who attacked them with poison gas when they allied themselves with Iran during the two nations' war in the 1980's, then killed thousands of other Kurds in the crackdown that followed a failed Kurdish uprising after the Persian Gulf war in 1991. Few conversations here end without a tally of the family members and friends numbered among the dead.

### The Enemy of Their Enemy

But as the Kurds see it, Mr. Bush is now asking them to bear the greatest risks. Concerns about an offensive have a personal edge: Many Kurds are deeply bitter that the first President Bush encouraged a Kurdish uprising against Mr. Hussein immediately after the gulf war, then failed to support it until a million Kurds had fled to Turkey. That exodus prompted the United Nations to declare a safe haven for the returning refugees, and the United States and Britain to impose the no-flight zone.

The fear is that a new American war could founder, leaving the Kurds exposed to the full might of Iraqi reprisals as American troops withdrew; or that Mr. Hussein might make a pre-emptive strike into the Kurdish-controlled areas to deny the Americans use of the Kurdish area as a base.

"Saddam is still the same; with Bush, only the 'W' is different from the father," said Fadil Mirani, a member of a hard-line group within the leadership of the Kurdistan Democratic Party that is most wary of Washington's plans.

"We don't have the luxury of the policy wonks in Washington," said Mr. Salih, who last year completed 10 years as the Patriotic Union's representative in Washington, with close links to many of the C.I.A., Pentagon and State Department planners now working on Mr. Bush's strategy. "They can afford to make mistakes; we cannot. We live here; they do not."

Just as keenly, the Kurds fear that the very "regime change" that Mr. Bush advocates could replace one dictator with another. Washington has always favored a strongman government in Baghdad, Kurds say, as a counterweight to the Islamic radicalism of Iran's ayatollahs and as the kind of leadership capable of holding Iraq and its fractious Shiite, Kurdish and Arab populations together.

Kurds presume that a new Iraqi ruler would come from the same Sunni Arab minority as Mr. Hussein, Iraq's traditional ruling class, and would be far from certain to support the kind of autonomy the Kurds now enjoy. Leaders of the Arab-dominated

opposition to Mr. Hussein, many of them living in Britain and the United States, have mostly been vague in response to the Kurds' demands that they commit themselves to Kurdish autonomy within a democratic federal system for a future Iraq.

So anguished have the Kurds become that they have subordinated some of the rivalry between the ruling parties and presented the Bush administration with what they say is a blunt message: guarantee our freedoms in a future Iraq, or count us out.

"Saddam is a man of infinite cruelty, he is an evil man," said Hamida Fandi, a 70-year-old veteran of Kurdish guerrilla campaigns who is the defense minister in Erbil. "But however evil he may be, the Kurdish people cannot be expected to sacrifice their freedoms to America's desire to eliminate him."

But other senior Kurdish leaders have argued for unequivocal support for the bid to topple Mr. Hussein, figuring it will go ahead with or without them. "What we have here is a bubble, a comfortable bubble to be sure, but still a bubble," one official in Sulaimaniya said. "We are utterly dependent for our survival on the United States and Britain. So if we have a chance to join the Americans in getting rid of Saddam and building a new, democratic Iraq, we must take it."

Most Kurds, however, seem to see the status quo — Mr. Hussein in power in Baghdad, Western air power keeping him at bay — as their best bet.

In private, most acknowledge, as do their leaders, that the age-old dream of a Kurdish state encompassing minorities in Syria, Turkey and Iran, as well as Iraq, is foreclosed by those states' implacable opposition and by an American veto. Failing that goal, they say that the freedoms of the past decade may be the most they can attain.

"Of course we wish we had a chance to have an independent state, but we have accepted our fate, that we are condemned to live as part of the state called Iraq," one top Kurdish leader said.

If few of the Kurds' old enemies in Baghdad, Tehran and Ankara are ready to believe that resignation, Washington evidently is, judging by remarks made in Istanbul two weeks ago by Deputy Defense Secretary Paul D. Wolfowitz, one of the Bush administration's leading hawks on Iraq. While urging Turkey's support for Mr. Hussein's overthrow, Mr. Wolfowitz in effect argued that the country should abandon its suspicions about the Iraqi Kurds. "A separate Kurdish state in the north would be destabilizing to Turkey, and would be unacceptable to the United States," he said.

"Fortunately, the Kurds of northern Iraq increasingly seem to understand this fact," he said, "and understand the importance of thinking of themselves as Iraqis who will participate fully in the political life of a future democratic Iraq."

Still, many Kurds would prefer not to take on Mr. Hussein. Those who take this view cite an equilibrium — brittle, but surprisingly enduring through the past five years — that has developed between the Kurdish territory and Mr. Hussein's Iraq. The relationship has become as much one of cooperation as confrontation.

### A Strange Coexistence

The proof is available at crossing points like Chamchamal, on the desert floor about 40 miles outside Sulaimaniya. Here, Kurds travel south to Baghdad or Kirkuk, an oil city, for medical treatment that is not available in the Kurdish region, or to trade truckloads of fresh fruit and vegetables. Northbound, traders in battered trucks and cars carry auto parts, furniture, toys, household equipment and a host of other products.

Both sides charge customs duties, and bribes are common. Kurdish officials check northbound Iraqi travelers against lists of known Iraqi agents. "We Kurds will never trust the Iraqis, as long as Saddam is in power," said Latif Hamid, a border guard checking and rechecking the identity cards of Arab Iraqis arriving at Chamchamal. "We can never forget what they have done."

But identity checks aside, it is mostly an open frontier for anybody on either side who dares to cross it.

To the west, tanker trucks loaded with Iraqi oil run north to Turkey, cutting through the Kurdish region. In one 15-minute period, a traveler counted more than 60 trucks heading up the highway from Mosul to the Turkish border, part of a traffic that United Nations officials estimate at 1,500 tankers a day. This traffic runs in defiance of United Nations sanctions that place all Iraqi oil sales under United Nations supervision, with the revenues to be spent on things like food, medicines and reparations to Kuwait.

For Mr. Hussein, the illicit oil yields huge sums — as much as \$2 billion a year, by some estimates. The money sustains the pampered lifestyle of the Baghdad elite, and Western intelligence agencies believe that it also pays for some of Mr. Hussein's weapons programs.

But the oil traffic is no less a bonanza for the Kurds, who receive an Iraqi toll on every truck. Before Baghdad cut its oil production sharply this year as part of the dispute over the United Nations sanctions, the tolls brought Kurds as much as \$1 million a day.

Some Kurdish officials believe it has suited Mr. Hussein to help the Kurdish territories survive. He has enough problems, they say, without having to govern the restive Kurds because he needs to concentrate on his power base — the Kirkuk oil fields just south of the Kurdish territory, the Iraqi heartland around Baghdad, and the rich oil fields of the south, around Basra. "He gave a part to save the whole," Mr. Abdurrahman said. "But if he'd foreseen how successful we've been, he wouldn't have done it."

Now, Kurds say, with almost two-thirds of the Kurdish population under the age of 25 and increasingly accustomed to their freedoms, any Iraqi government would have trouble curtailing them.

But sheltered as they are from Mr. Hussein, the Kurds seldom criticize him openly, wary that he might one day return. Although Mr. Hussein is loathed, said Mr. Salih, of the Patriotic Union, "he remains our constant shadow."

"When we turn around, he is always there," he said. "The last thing we want to do is to provoke him, and invite another onslaught against our people."



**Malgré sa rhétorique guerrière et l'intérêt évident des Etats-Unis à renverser le régime de Saddam, Bush n'a pas les moyens diplomatiques d'un conflit armé.**

# La guerre d'Irak n'aura pas

## lieu

par JEAN-LOUIS DUFOUR

**P**our le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Donald Rumsfeld, la question n'est pas de savoir si les Etats-Unis sont décidés à attaquer l'Irak pour se débarrasser de Saddam Hussein, mais de dire quand ils le feront. Le président Bush, lors d'une conférence de presse surprise le 8 juillet, n'a pas hésité à proclamer qu'il emploierait «*tous les moyens*» pour expulser de son trône le raïs irakien. «*Tous les moyens*», cela signifie la guerre, puisque les autres procédés, sanctions, coups d'Etat, insurrections, révoltes, ont tous échoué.

Voir une démocratie assaillir l'Irak, délibérément, sans vraie provocation de sa part, en contradiction formelle avec le droit des gens et la charte des Nations unies serait extraordinaire, l'opération, nullement assurée du succès. A l'intérieur des Etats-Unis, le projet ne suscite pas l'enthousiasme. C'est le cas au Pentagone. Les obstacles techniques, même s'ils sont surmontables, sont nombreux. L'opinion publique commence à fléchir. Hors du pays, et contrairement à ce qui s'est passé lors de la campagne d'Afghanistan, les oppositions politiques pourraient être virulentes, surtout chez les Etats arabes et musulmans, jusqu'à constituer une gêne pour la manœuvre. En dépit de la détermination affichée de l'administration républicaine, on a peine à croire en la mise en œuvre de pareille folie.

Certes, au-delà d'un espoir de réélection, George W. Bush a quelques motifs de s'en prendre à l'Irak. Le premier, officiel, est bien connu. L'hypothétique possession par l'Irak d'armes de destruction massive, chimiques, biologiques ou nucléaires, serait de nature à bouleverser les équilibres stratégiques au Proche-Orient et même à menacer directement l'Amérique au cas où l'organisation Al-Qaeda déciderait de s'en servir. Le moment serait donc venu d'agir préventivement. La deuxième raison, non avouée, plus sérieuse, sans pour autant justifier une «*vraie guerre*», est le pétrole, du moins si l'on en croit le centre d'analyses stratégiques Stratfor. Comme on le sait, les réserves irakiennes sont considérables. S'en

assurer le contrôle par le biais d'un Irak devenu enfin l'ami des Etats-Unis conférerait à ces derniers un moyen de pression efficace contre les deux autres très grands producteurs de la région. L'Irak et l'Arabie Saoudite. Ces deux pays dépendent totalement de leurs exportations de brut pour s'assurer une élémentaire stabilité intérieure. L'un et l'autre usent de leurs capacités pétrolières comme d'un puissant argument quand ils négocient avec les Etats-Unis ou le reste du monde. Le contrôle par les Etats-Unis des richesses irakiennes diminuerait grandement l'influence du gouvernement de Riyad et sa capacité d'initiative, pour ne pas dire de nuisance. Il en irait de même pour l'Irak des ayatollahs, avec lequel Washington nourrit un contentieux ancien.

Reste donc à se débarrasser de Saddam. Mais comment? L'assassiner, le capturer, le forcer à s'enfuir? Autant de projets aléatoires. On peut aussi rêver d'un coup d'Etat. Quatre tentatives ont eu lieu depuis la fin de la guerre du Golfe. Sans succès! L'Irak est un Etat policier. Une bonne douzaine de «*services*» constituent l'appareil sécuritaire. Tous s'épient, se jalouent, se dénoncent tout en surveillant attentivement les trublions potentiels et en manipulant régions et tribus afin d'y susciter d'inexiables rivalités. De toute manière, obtenir le départ de Saddam ne garantit pas l'avenir. Rien n'indique que le successeur du dictateur de Bagdad se montrera plus accommodant avec Washington.

Le seul vrai moyen d'en finir est d'envoyer des troupes prendre le contrôle de l'Irak et s'assurer d'un remplaçant convenable, décidé à favoriser Washington. Il s'agirait au fond de recommencer une campagne de type Afghanistan, avec engagement de forces spéciales, emploi d'Irakiens soucieux d'en finir avec leur dictateur, appui aérien massif et déploiement de G.I. au sol en nombre relativement limité.

Semblable opération doit faire l'objet d'une planification évidemment minutieuse. De plus, nombre de chefs militaires américains se disent opposés à une intervention en Irak. Leurs arguments sont divers mais vont dans le même sens. Un, l'opposition en Irak est sans consistance militaire. Contactés par la CIA, les responsables kurdes se disent très réticents à s'engager; aucun rapport avec les 20000 hommes, rustiques et aguerris, de l'Alliance du Nord!

Deux, ce qui demeure de l'armée irakienne n'a rien à voir avec les talibans et leurs 50000 moudjahidin, mal articulés en bandes dépenaillées, légèrement armées. L'Irak, c'est 200000 hommes, avec chars, hélicoptères, artillerie, armes antiaériennes. Pour les affronter, les réduire et être capable de se maintenir dans le pays plusieurs mois avec un minimum de pertes, 300000 militaires américains devront être acheminés sur place à partir de bases situées au Koweït, en Turquie et en Jordanie. Le plan, dont certains détails ont été opportunément révélés par le *New York Times*, sans doute pour le mieux critiquer, privilégierait des actions aéromobiles, plus nombreuses que lors de la guerre du Golfe, associées à des poussées blindées-mécanisées venues du nord et du sud.

Militairement possible, une concrétisation rapide de ce plan se heurte à divers obstacles d'ordre logistique, dont on sait qu'ils sont pour le Pentagone toujours déterminants. Plusieurs porte-avions sont actuellement indisponibles, faute pour la Navy d'avoir respecté les périodes d'entretien et d'entraînement en raison de la campagne afghane. Il faudra attendre l'hiver pour en avoir six opérationnels, le minimum indispensable. Les armées yankees manquent de munitions guidées avec précision. Six mois sont nécessaires à partir de maintenant pour amener les stocks à la hauteur souhaitée. Même si elle a discrètement commencé l'hiver dernier, la mise en place des forces ne saurait être instantanée. Deux mois au moins sont requis. A supposer qu'il reçoive l'ordre cet été, le Pentagone ne sera pas prêt avant l'hiver prochain.

Les exigences des militaires sont pourtant des brouilleries au regard des contraintes politiques. Washington n'imagine probablement pas s'engager dans une affaire de cette importance sans un environnement à peu près calme. Or, on en est loin. La rivalité Inde-Pakistan ne faiblit pas. Les tensions entre ces deux puissances nucléaires pourraient bien s'amplifier à nouveau lors des prochaines élections cachemiries, en octobre. La Maison Blanche doit également prendre en compte les inquiétudes de Damas et de Téhéran. Même si la Syrie et l'Irak ne sont pas des alliés de l'Irak, l'une et l'autre redoutent fort l'émergence



à leurs frontières d'un suppôt de Washington. On peut également compter sur la détermination de Riyad à tout faire pour empêcher une attaque contre Bagdad. L'Arabie tient à conserver son statut de premier fournisseur des Etats-Unis en pétrole; elle redoute encore plus les troubles graves que susciterait inévitablement semblable opération. S'agissant des bases de départ, la situation n'est pas meilleure. Le 11 juillet, le ministre jordanien des Affaires étrangères n'a pas mâché ses mots: «La Jordanie ne servira pas de plate-forme d'attaque.» De son côté, la Turquie, actuellement au cœur d'une tourmente politique, ne constitue pas une base idéale. Et il y a

aussi dans la région le différend israélo-palestinien qu'on aurait garde d'omettre dans la longue liste des facteurs défavorables. Enfin, s'agissant du reste du monde, c'est peu dire que la Russie, la Chine, même l'Union européenne, voient d'un très mauvais œil les projets du président Bush: pour être seulement verbale et rhétorique, leur opposition n'en sera pas moins bruyante et donc politiquement dommageable. La tâche que s'est fixée l'administration républicaine semble impossible à mener à bien. Difficile pour l'«hyperpuissance» américaine d'agir seule contre l'avis du monde entier. Prendrait-elle néanmoins la décision de lancer la

guerre contre l'Irak que l'essentiel demeurerait à accomplir: inventer à Bagdad un nouveau régime, aux apparences démocratiques pour être acceptable, assez complaisant pour obéir sans barguigner aux ordres de Washington, doté de l'autorité suffisante pour tenir sous sa coupe des populations sunnites, chiïtes et kurdes dont l'ambition de vivre ensemble au sein d'un même Etat n'a jamais constitué la préoccupation dominante ●

Jean-Louis Dufour est professeur associé à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Dernier ouvrage paru: «La Guerre, la ville et le soldat» (Odile Jacob, 2002).

## Un plan B anti-Saddam Hussein

Washington : de notre correspondant Jean-Jacques Mével

C'est le plan B, comme Bagdad. A mi-chemin entre l'offensive frontale, copiée sur la libération du Koweït en 1991, et le recours systématique aux commandos, comme en Afghanistan l'automne dernier, les stratèges américains mûrissent leurs plans militaires. Ils envisagent d'infliger un coup de massue sur les centres nerveux du régime irakien, avec l'espoir que le monstre enfin privé de sa tête s'écroulerait sans tarder.

Dès le déclenchement des hostilités, le maître de Bagdad et sa garde rapprochée seraient la cible numéro un de ce scénario éclair, révélé hier par le *New York Times*. Dans les calculs américains, la liquidation de Saddam Hussein est une donnée depuis que George W. Bush s'est dit déterminé, en juillet, à « utiliser tous les moyens à sa disposition » pour éliminer la direction irakienne.

Dans ce coup de force annoncé, le Pentagone s'inspire d'une sagesse chinoise chère aux bolchevistes: le poisson pourrait toujours par la tête. L'idée, dans un système aussi centralisé que l'Irak, est qu'il suffirait de faire disparaître Saddam Hussein pour que se décomposent rapidement tous les relais militaires, politiques et policiers du régime. Le pays, débarrassé de son dictateur, s'offrirait ensuite à ses libérateurs américains, comme l'Afghanistan après la chute de Kaboul.

Cette invasion « à l'envers » - un peu comme si la prise de Berlin avait précédé le débarquement de Normandie - n'est pas sans risque. En 1991, l'avia-



Sur l'image tenue par cette jeune manifestante anti-américaine, dimanche à Bagdad, Saddam Hussein avertit Georges Bush: «Petit, tu connaîtras le même sort que ton père.» (Photo K. Sahib/AFP.)

tion alliée avait su déjouer puis neutraliser la défense antiaérienne du grand Bagdad. Mais y ouvrir une tête de pont, s'emparer des centres de commandement militaire, affronter les unités d'élite de la Garde républicaine a de quoi rebuter plus d'un chef d'état-major. Si la chasse à Saddam Hussein est

aussi peu fructueuse que la traque lancée contre Oussama ben Laden, les pertes et les victimes de cette guerre urbaine pourraient retourner l'opinion américaine.

Les responsables civils et militaires cités par le quotidien américain soulignent plutôt leurs atouts et les avantages du plan

Bagdad. Neutraliser Saddam Hussein d'entrée de jeu et foncer sur sa capitale apaiserait la principale hantise du Pentagone: quel général irakien, sachant la cause déjà perdue, oserait encore user de ses armes chimiques et biologiques contre l'assaillant américain? voire contre Israël?

Une fois le coup de main et la percée réussis, les États-Unis ont les moyens qu'il faut pour dépêcher leurs troupes d'assaut aéroportées, décupler l'offensive et lancer la guerre de mouvement. Après tout, en février 1991, il n'a fallu que cent heures de course dans le désert pour mettre à genoux celle qui se prétendait « la 4<sup>e</sup> armée du monde ».

Au risque, il convient aussi d'opposer le dividende politique, ajoute-t-on à Washington. Le plan B se déroulerait beaucoup plus vite que l'invasion classique

envisagée, il y a quelques mois, à partir des frontières de l'Irak. Ce plan A, conçu sur le modèle de la guerre du Golfe, repoussait l'offensive au début de 2003, le temps de réunir un corps expéditionnaire international de 250 000 hommes, l'arme au pied. Plus long, plus lourd, il repoussait à plus tard la réponse à trois questions lancinantes : le sort de Saddam Hussein, l'assaut final sur Bagdad et de l'éventuelle parade aux armes chimiques et biologiques irakiennes.

Officiellement la Maison-Blanche n'a encore rien reçu de

l'état-major, elle n'a décidé ni quand ni même comment. Pourtant, tout laisse penser que les préparatifs s'accélèrent. En inversant les priorités, le plan de bataille décrit dans le *New York Times* permettrait de gagner du temps, qu'il s'agisse du déploiement des troupes ou de la conduite de la guerre. C'est un pari que George W. Bush pourrait juger tentant à l'approche des législatives du 5 novembre, aujourd'hui rendues plus délicates par les déconfitures de Wall Street.

Le plan B est peut-être à rapprocher de ce qui a été publié par le *Guardian*. Ven-

dre, le quotidien de Londres, indiquait que le premier ministre Tony Blair veut continuer son appui à un « nouveau plan » américain contre Saddam Hussein. Avec des effectifs ramenés à 50 000 hommes, il permettrait de passer à l'attaque beaucoup plus tôt que prévu, sur Bagdad et « peut-être dès octobre », précisait le journal, citant de hauts responsables britanniques. Incidemment, une force réduite permettrait aussi à George W. Bush de se dispenser de tout autre allié que l'obli-

geante Grande-Bretagne...

## Abdallah : attaquer l'Irak « ouvrirait la boîte de Pandore »

Le roi Abdallah II de Jordanie a appelé le président Bush à ne pas écouter les faucons de Washington : une intervention militaire en Irak ouvrirait, selon lui, « la boîte de Pandore » au Moyen-Orient.

Dans une interview au *Times* publiée hier, deux jours avant sa rencontre avec George Bush à Washington, le roi a également affirmé son soutien au secrétaire d'Etat américain Colin Powell, « l'une de nos armes les plus puissantes pour apporter la paix et la sécurité dans la région ». Abdallah II a surtout regretté une lutte

entre faucons et colombes au sein de l'Administration américaine. « Le problème est qu'il y a toujours un combat pour savoir si la situation israélo-palestinienne est plus importante que l'Irak, a-t-il souligné. Le président (Bush) comprend le lien ainsi que Colin Powell, et ils ont tendance à avoir une vision d'ensemble. »

Cependant, a précisé le roi, « d'autres à Washington sont braqués sur l'Irak, sans se soucier de ce qui arrive dans le reste du Moyen-Orient ». Selon lui, si ces voix devaient avoir gain de cause, « cela désta-

biliserait bien plus les intérêts stratégiques américains au Proche-Orient ».

Le roi Abdallah, qui a rencontré vendredi le président Jacques Chirac, s'est entretenu hier à Londres avec le premier ministre Tony Blair avant de s'envoler aujourd'hui pour Washington. Cette visite aux Etats-Unis, la première depuis le discours du 24 juin de George Bush sur le Proche-Orient, devrait être consacrée à la mise au point de ce plan d'action, qui prévoit notamment l'établissement d'un Etat palestinien en 2005.

# Top brass express doubts on Bush's Iraq plan

By Thomas E. Ricks

The Washington Post

**WASHINGTON:** Despite President George W. Bush's repeated bellicose statements about Iraq, many senior U.S. military officers contend that President Saddam Hussein poses no immediate threat and that the United States should continue its policy of containment rather than invade Iraq to force a change of leadership in Baghdad.

The conclusion, which is based in part on intelligence assessments of Iraq's nuclear, chemical and biological weapons programs and its missile delivery capabilities, is increasing tensions within the administration over policy toward Iraq.

The cautious approach is held by some top generals and admirals, including members of the Joint Chiefs of Staff. Their approach is shaping the administration's consideration of war plans for Iraq, which are being drafted at the direction of the president and Defense Secretary Donald Rumsfeld.

The senior officers' position — that the risks of dropping a successful containment policy for a more aggressive military campaign are so great that it would be unwise to do so — was made clear in several interviews with officials inside and outside the Pentagon.

High-level civilians in the White House and Pentagon vehemently disagree. They contend that Saddam is still acting aggressively, is intimidating his neighbors and is eager to pursue weapons of mass destruction and the means to deliver them. They say that time is not on the side of Washington.

"The whole question is, how long do you wait with Saddam Hussein in possession of the capabilities he has and would like to have?" said Richard Perle, head of the Defense Policy Board, a Pentagon advisory group.

The uniformed military's skepticism would not stop Bush if he were determined to attack Iraq, a White House aide said. "I assume that if the president decides this is going to happen,

they'll go along with it," the aide said.

But the military leadership's insistence on airing its concerns appears to have had an effect. Despite the administration's public rhetoric about Iraq, the view of officials interviewed at the Pentagon in recent days is that there will be no action against Iraq before spring, and perhaps not even then. These officials maintain that the administration's goal of regime change may well be achieved by Saddam's falling into poor health, or perhaps by CIA covert operations aimed at deposing him.

By making their views known, the top brass also may bolster congressional Democrats who are counseling a

more cautious approach. Senator Joseph Biden, Democrat of Delaware, the chairman of the Foreign Relations Committee, has scheduled hearings on Iraq policy beginning Wednesday.

The military's objections also indicate that while the U.S. government is united about wanting Saddam out of power, it remains deeply divided about how to achieve that goal. The military's support of containment, and its concern

about the possible negative consequences of attacking Iraq, are shared by senior officials at the State Department and the CIA, according to people familiar with interagency discussions.

One oddity of the containment policy is that the military at first was uneasy with its open-ended, indeterminate nature. But over the last decade, the military grew more comfortable with the policy of restraining Iraq through "no-flight" zones, naval enforcement of sanctions and the continuous presence of about 20,000 U.S. military personnel near its borders.

Senior officers believe the policy has been more effective than is generally recognized, officials said. They said the approach had deterred Saddam from threatening his neighbors and from backing terrorist organizations. They said it also had kept him from modernizing his military equipment.

While Iraq unquestionably possesses chemical and biological weapons, defense officials said the current U.S. intelligence assessment is that it has few, if any, operational long-range missiles that could be used to deliver them in an attack on Israel or other U.S. allies in the region. U.S. intelligence has concluded that Iraq has up to two dozen Scud "B" missiles, with a range of about 400 miles (650 kilometers) that it managed to hide from international inspectors, but that they are not assembled.

Officials said the officers contend that continuing containment is preferable to invading an Iraq that possesses an arsenal of biological and chemical weapons. Another concern is that Iraq could split up under a U.S. attack, potentially leading to chaos and the creation of new anti-American regimes and terrorist sanctuaries in the region.

Active-duty military officers have not publicly

questioned the direction of Bush's Iraq policy, but in private some are very doubtful about it.

"In my assessment, the whole containment-and-sanctions policy has worked better than it's given credit for," said a defense official who is sympathetic to the military argument. He noted that since the Gulf War ended in 1991, Saddam had obtained some spare military parts but had been unable to import new tanks, aircraft or missiles.

More than one officer interviewed questioned the president's motivation for repeatedly calling for the removal of Saddam.

"I'm not aware of any linkage to Al Qaeda or terrorism," a general involved in the Afghanistan war said, "so I have to wonder if this has something to do with his father being targeted by Saddam." The U.S. government believes that Iraqi agents plotted to kill former President George Bush with a car bomb during a 1993 visit to Kuwait.

Retired officers and specialists who stay in touch with military leaders, and are free to say what those on active duty cannot, are more outspoken in supporting the containment policy and questioning the administration's apparent determination to abandon it.

"I'd argue that containment is certainly a better approach than either marching on Baghdad or destabilizing the Iraqi government by killing Saddam," said Colonel Richard Dunn 3d, a retired army strategist. "It only has to work until something happens to him: He's either killed or dies."

Jim Cornette, a former air force biological warfare expert who took part in Gulf War targeting of Iraqi bunkers, said: "We've bottled him up for 11 years, so we're doing okay. I don't know the reason the administration is so focused on Iraq. I'm very puzzled by it."

## Talking about Iraq

The New York Times

With the Bush administration openly threatening to overthrow Saddam Hussein, a public airing of the pros and cons of intervention is long overdue. The Senate Foreign Relations Committee has planned hearings about Iraq this week. It will hear from a wide variety of experts on three crucial themes: the nature and urgency of the threat from Iraq, the range of possible policy responses, and the consequences and responsibilities that are likely to flow from a potential military victory.

War with Baghdad would be a major national effort that should be initiated only with the widest possible understanding and support.

Saddam has spent more than two decades entrenching himself in power, relying for protection on a long campaign of repression and a reliable corps of elite troops who still number more than 100,000. It has been nearly four years since his unconventional-weapons programs have been inspected. He is known to possess the ingredients for making deadly biological and nerve gas weapons and has already demonstrated the will to use such weapons against civilian populations.

Any military attack would aim to

shatter his command structures before he could launch an unconventional strike against U.S. troops or on allies like Israel or Kuwait. But a quick victory cannot be guaranteed. Military action against Iraq might have a serious economic impact as well. The 1991 war to liberate Kuwait cost America and its allies \$60 billion and set off an oil price spike that helped trigger a global recession. This time no Saudi financial help can be expected.

Removing Saddam from power could trigger internal rivalries and possible fragmentation inside an Iraq divided between mutually suspicious Arab Sunnis, Arab Shiites and Kurds. In an effort to bridge these divides, the White House has invited a broad range of Iraqi opposition leaders to meet with State and Defense Department officials in Washington next month.

Wisely, Senate Republicans have worked closely with the Democratic committee chairman, Joseph Biden, in planning this week's hearings. The White House has been similarly cooperative. Further exploration of these issues will be needed after the Senate returns from its August recess. Before any major decisions are taken, the nation needs to learn as much as it can about the available choices on Iraq and their likely consequences.

### ■ TEHRAN

#### Iran court bans party and jails reformists

Iranian reformists were reeling Sunday from tough jail sentences passed on a group of dissidents, and one reformist leader threatened to quit the government if hard-liners continued to resist change.

The feared Revolutionary Court sentenced more than 30 liberal Islamists to up to 10 years in jail Saturday after they were convicted of seeking to overthrow the country's Islamic system.

On the same charge, the court banned the Iran Freedom Movement, the country's main nonviolent opposition group, which advocates greater freedom and democracy.

The moves climaxed a two-year clampdown on reformists and intellectuals loosely grouped around President Mohammed Khatami; the clampdown aims at rolling back his liberal reforms.

The Islamic Iran Participation Front, led by Khatami's younger brother, threatened to quit the government unless religious conservatives stopped undermining the policies it was elected to implement.

The Front holds 130 seats in the 290-seat Parliament and has five ministers in Khatami's government.

(Reuters, AFP)

**The Guardian**

July 30 2002

# Iraq attack plans alarm top military

## US and UK commanders 'scratching their heads' to make sense of invasion

**Richard Norton-Taylor, and Julian Borger** in Washington

Military commanders on both sides of the Atlantic are privately expressing deep unease about American plans to invade Iraq, believing they are ill thought out with the strategy to achieve the ultimate objective — toppling Saddam Hussein — far from clear.

It will be a "gargantuan task" which could spark off a conflagration across the Middle East, a European military official warned yesterday.

A senior British military source said it was clear there was a "desire of the US government [to attack Iraq] on their own if necessary". He added: "We are scratching our heads to see what could make strategic sense."

US contingency plans include: heavy air strikes combined with a relatively small invasion force of 5,000 troops; a force of some 50,000 troops which could be deployed quickly deep inside Iraq; and a massive ground force of 250,000 US troops supported by 25,000 British soldiers.

All the options are described by a British military source as "high risk". British military planners — under Admiral Sir Michael Boyce, the chief of the defence staff known for his cautious approach and retiring next spring — are reluctantly drawing up their own contingency plans in the event of an expected request from Washington for support.

Some British military sources suggest the US plans, leaked by the Pentagon, are merely psychological warfare

on Washington's part. Their preferred option is to continue the existing policy of containment combined with attempts to destabilise the regime.

In pursuit of the "containment" option, American bombers, supported by RAF aircraft, on Sunday attacked a communications site in southern Iraq, the US central command revealed yesterday. It was the sixth such strike this month in response to what the US said were hostile actions by Iraq.

Growing concern among senior members of the armed forces about the wisdom of invading Iraq was echoed yesterday by General Sir Michael Rose, a former head of the SAS and of UN forces in Bosnia.

In an article in London's Evening Standard under the heading: "The madness of going to war with Iraq", he said: "There are huge political and military risks associated with launching largescale ground forces into Iraq."

A former chief of defence staff, Field Marshal Lord Bramall, warned in a letter to the Times that an invasion of Iraq would pour "petrol rather than water" on the flames and provide al-Qaida with more recruits. He quoted a predecessor who said during the 1956 Suez crisis: "Of course we can get to Cairo but what I want to know is what the bloody hell do we do when we get there?"

Retired top military personnel frequently express the opinions of serving senior officers. These misgivings about an Iraqi military adventure echo apprehension among senior uniformed officers on the other side of the Atlantic, clear

splits have emerged between America's professional soldiers and the gung ho civilian leaders in the White House and the Pentagon.

In briefings calculated to query the administration's persistent sabre rattling towards Iraq, unnamed officers told the Washington Post that the policy of containment was working well and that the alternative, a military assault, was too riddled with risk to be worth pursuing. The officers even questioned the motivation behind the Bush administration's preoccupation with ousting Saddam as part of a wider "war on terror". One general described as being "involved in the Afghanistan war" suggested it could be a matter of settling scores for the Bush family, after an alleged Iraqi plot to assassinate the president's father during a 1993 visit to Kuwait. "I'm not aware of any linkage to al-Qaida or terrorism," the general said, "so I have to wonder if this has something to do with his father being targeted by Saddam."

But another uniformed officer at the Pentagon played down the importance of the dissenting voices. "Has there ever been a single military operation where you haven't had some voices wondering whether it's a good idea? Probably not," the officer told the Guardian.

Michael O'Hanlon, a strategic analyst at the Brookings Institution thinktank in Washington also argued that the reports of uniform-civilian splits had been exaggerated. "If there are more than one or two on the joint chiefs of staff who are against it, I'd be sur-

prised," he said. "The thrust is how you do it and when you do it. They're not questioning the president's decision on whether to do it."

But he said senior officers were also concerned about "the casual march to war" being pursued by hawks in the administration, who portrayed the operation as relatively risk-free.

Richard Perle, a Pentagon adviser and an advocate of an assault on Iraq, rejected the anxiety voiced as irrelevant. The decision to take on Saddam, he said, was "a political judgment that these guys aren't competent to make".

# Iran reactor may test first-strike doctrine

## Concern is growing in U.S. and Israel

By Dana Priest

The Washington Post

**WASHINGTON:** For the past seven years, U.S. and Israeli spy satellites have swept regularly over Iran's Gulf coast, snapping pictures of Russian and Iranian construction crews working to complete a nuclear power plant at Bushehr.

This year, the satellites beamed back images of a round reactor dome, cooling pipes, pumping equipment and what some intelligence analysts believe to be anti-aircraft missile battery sites.

Bushehr has become the subject of debate in Washington and Tel Aviv over whether the plant should be allowed to come on line, as scheduled, in the next two or three years.

Part of the discussions involve pressuring Russia to voluntarily cease construction. But as the plant moves closer to completion, it also has emerged as a potential test case of the Bush administration's new doctrine of preempting threats to U.S. national security.

In the process, it has highlighted the complexities involved in executing a policy of preemption: What impact would a preemptive strike have on U.S. relations with Moscow? What effect would eliminating a civilian nuclear power plant have on Iran's covert nuclear weapons development program, which U.S. intelligence says is ongoing at dozens of other less prominent sites throughout the country?

And perhaps most significant, what would be the consequences of what Iran almost certainly would believe to be an act of war?

Bush has labeled Iran a part of the "axis of evil," and some U.S. defense officials contend that the Bushehr plant should be destroyed before it receives its first load of nuclear fuel from Russia.

"There is some support for preemption within the administration," said Anthony Cordesman, a leading Middle East expert and one of several proliferation specialists who described the debate within the Bush administration.

Others, in the administration, contend that if Iran agrees to international safeguards, the plant does not pose a security risk.

Besides, they say, while destroying the Bushehr plant would not eliminate Iran's nuclear weapons program, it could antagonize Iranians at a time when the administration is trying to reach out to them.

Iran is a signatory of the Nuclear Nonproliferation Treaty, and International Atomic Energy Agency inspec-

tors have visited the Bushehr construction site.

Whatever path the administration chooses could be overshadowed by a key U.S. ally in the region: Israel. Although a preemptive strike appears to be supported by only a minority in the Bush administration and has not been discussed at the top levels of government, Israel has suggested it will not allow the plant to open.

"Does Israel have a military option?" said a government official in Washington who is familiar with the Israeli position. "The answer is yes."

On June 7, 1981, Israeli F-15s and F-16s destroyed the French-built Osirak light-water nuclear reactor near Baghdad. The attack was criticized by the United States at the time but is now regarded by many U.S. policymakers as a milestone in efforts to prevent President Saddam Hussein of Iraq from obtaining nuclear weapons.

In recent weeks, Israel has publicly warned Iran that it considers the Bushehr plant — which Germany began building for Iran in 1974 and Iraq bombed three times in the mid-1980s during the Iran-Iraq War — a threat to its national security.

There is some evidence, though not conclusive, that Iran is positioning anti-aircraft missile batteries around the plant and a nuclear research facility near Tehran, according to analysts who have looked at high-resolution satellite images of those sites.

Last month, the Tel Aviv daily Ha'aretz reported that Israel's National Security Council was conducting an urgent review of its policy toward Iran and quoted one official as saying "that everything must be done, including, if necessary, using force to prevent Tehran from achieving nuclear weapons capabilities."

The Bushehr plant, on Iran's southwestern coast, is set to be completed in 16 months and operational 18 months later. Iran, which is paying Russia \$800 million for its assistance, says the 1,000-megawatt light-water reactor is for peaceful energy production only.

Neither the technology nor the spent fuel from the Bushehr plant could, by itself, be used to make a nuclear bomb. But the same technology used in the plant is necessary to manufacture enriched fuel for nuclear weapons. Also, weapons-grade plutonium could be extracted from the spent fuel for a nuclear bomb.

The CIA estimates that Iran is seven years from having a nuclear bomb. The estimate from Israeli intelligence is five years. Within the next few years, spe-

cialists agree, Iran will have acquired enough know-how and technology to produce a long-range nuclear missile capability without further foreign assistance.

The Clinton administration devoted considerable energy to its efforts to forestall construction of the plant and curtail Iran's nuclear weapons program.

But the issue has recently emerged as a top priority in U.S.-Russian relations, as the Bush administration has increased pressure on Moscow to voluntarily cease construction.

The Russians have given no sign they will comply. Indeed, the Russian government announced last week that it planned to increase its cooperation with Iran in the energy field, including a proposal to build five more nuclear reactors in Iran.

The plan envisages a total of four Russian-built reactors at Bushehr, including the reactor being built, and two at Akhvaz, where construction has yet to begin.

High-level talks with Russia on the subject will take place in the next few weeks, an administration official said. For now, the administration's strategy is to ratchet up public criticism of Russia and to warn Moscow that failure to cooperate will have "a negative impact on U.S.-Russian relations."

Bush has raised the issue of Russia's nuclear cooperation with Iran the last several times he has met with President Vladimir Putin, most recently in Moscow in May.

Russian officials have said repeatedly that the reactor is meant only for energy production and that they are not abetting Iran's nuclear weapons research.

In recent meetings, Russian officials, including the atomic energy minister, Alexander Rumyantsev, have promised U.S. officials that they will not allow the Iranians to have access to the spent fuel. The Russian legislature changed the country's laws last year to allow for the return and storage of the spent radioactive material on Russian territory.

More important, according to proliferation specialists and U.S. officials, are Iran's ongoing ties with Russian scientists.

Gary Samore, a senior nonproliferation official in the Clinton administration, said Russia's help on Bushehr had created a "convenient cover" for interaction between Iranian and Russian scientists involved in nuclear weapons development. It also provides a cover for the transfer of sensitive weapons-related components.

The construction project and follow-up maintenance requirements "would legitimize all the trade between Russia and Iran," said David Albright, president of the Institute of Science and International Security and a proliferation expert. "It makes it difficult to control other things going on."

The CIA says it has considerable evidence that Russian scientists have been actively helping Iran acquire the tech-

nology, know-how and material to build a bomb.

"Russia continues to supply signifi-

cant assistance on nearly all aspects of Tehran's nuclear program," the CIA director, George Tenet, told the Senate

Armed Services Committee in March. "It is also providing Iran assistance on long-range ballistic missile programs."

Irak | Après le projet d'invasion massive, des indiscretions venues du Pentagone font état d'une option « Bagdad d'abord »

# Enième plan américain pour liquider Saddam

George Bush l'a dit et répété : il veut un changement de régime en Irak. Et comme Saddam Hussein ne s'en ira pas tout seul, le président américain se verrait bien le pousser dehors. Le tout est de savoir comment.

AGNÈS GORISSEN

Depuis des mois, les scénarios secrets se succèdent, éventés les uns après les autres par la presse. Une énième fuite provenant du Pentagone, opportunément recueillie par le « New York Times », vient de divulguer la dernière approche en date : l'option « Bagdad d'abord ». En d'autres termes, frapper la capitale irakienne et quelques centres importants de commandement et d'armement pour neutraliser le régime de Saddam et sa force de frappe.

Incontestablement, ça réfléchit ferme au sein de l'administration américaine. Mais les plans sont une chose, le passage à l'action en est une autre. Les Etats-Unis doivent faire face à certaines données objectives à propos de la « question irakienne ». Notamment la position de différents acteurs.

**1 L'Union européenne.** A l'exception du gouvernement britannique (mais pas forcément de l'opinion), les Quinze sont hostiles à une action militaire contre l'Irak. Pas par amour pour Saddam Hussein, qu'ils enjoignent sans relâche à ouvrir son territoire aux inspecteurs en désarmement de l'ONU. Mais parce que de telles frappes sont inconciliables avec la légalité internationale. La légitime défense avancée par Washington est légère : aucun lien n'a été démontré entre Bagdad et les actions terroristes et des doutes existent sur la capacité de Saddam à produire des armes de destruction massive.

En outre, les Européens savent qu'une frappe contre l'Irak pourrait anéantir pour longtemps toute chance de règlement du conflit israélo-palestinien, une priorité des Quinze.

**2 Les pays arabo-musulmans.** Même attitude que les Européens, et pour les mêmes raisons. Avec ce souci supplémentaire d'être aux pre-

mières loges. Une opération militaire américaine déstabiliserait toute la région, en jetant dans les rues des milliers de gens refusant l'« agression contre un frère arabe » — contrairement à ce qu'avancent les Etats-Unis, les masses arabes ne seraient pas ravies de voir Saddam éjecté du pouvoir, en tout cas pas comme ça. D'où une opposition farouche au projet de frappes, opposition qui va de la Jordanie à l'Egypte, en passant par le

## Washington veut impliquer l'opposition dans ses projets. Opposition divisée

Koweït — pourtant victime de l'invasion irakienne de 1990 — et la Turquie, qui craint en plus de voir émerger un Kurdistan indépendant dans le nord de l'Irak, ce qui pourrait donner des idées à ses propres Kurdes.

Et puis il y a l'argument économique. L'Irak a fait des efforts ces dernières années pour s'insérer, autant que le lui permettait l'embargo de l'ONU, dans l'économie de la région, en signant des accords de libre-échange avec dix pays. La désorganisation qui découlerait d'une opération militaire aurait de lourdes conséquences. C'est tout cela que le roi Abdallah de Jordanie va tenter d'expliquer au président Bush dès ce mercredi à Washington.

**3 L'opposition irakienne.** Renverser Saddam Hussein ? Mais pour mettre qui à sa place ? Les Etats-Unis cherchent à impliquer l'opposition irakienne en exil dans leurs projets. Comme alternative politique, voire comme « adjuvant au combat » sur le terrain, selon le

### REPÈRES

## Des plans à la pelle

**L'option maximaliste.** Il s'agirait d'une sorte de réédition de la première guerre du Golfe, avec envoi massif de troupes soutenues par un appui aérien. C'est le plan qui a été présenté à Bush en mai (et découvert au début juillet) : une attaque sur trois fronts, engageant 250.000 soldats, nécessitant le soutien logistique des pays arabo-musulmans de la région — dont aucun n'a été consulté.

**L'option « afghane ».** Présenté par un responsable de la sécurité, ce plan suggère, lui, l'envoi d'un nombre limité de commandos d'élite, dont l'avancement sur le terrain, en combinaison avec des combattants de l'opposition locale, serait facilité par des bombardements massifs. Ce

projet semble avoir été abandonné : trop peu d'assurances quant à l'élimination de Saddam, surtout vu la faiblesse de l'opposition.

**L'option « Bagdad d'abord ».** C'est le dernier scénario découvert. Il prône l'envoi d'un nombre raisonnable d'hommes sur le terrain, l'objectif étant de s'emparer de Bagdad et de quelques centres importants de commandement et d'armement. L'hypothèse étant que, dans ce régime très centralisé, l'opération suffira à paralyser l'armée et à neutraliser Saddam presque sans coup férir.

**Les options intermédiaires.** On ne les connaît pas encore. Mais un officiel a admis hier que trois ou quatre étaient en cours d'examen.

A.Gn

type d'opération qui serait retenue. Ils ont invité à Washington, pour le 9 ou le 16 août, six groupes d'opposition, afin de coordonner le travail. Mais, hier, la puissante Assemblée suprême de la révolution islamique n'avait toujours pas décidé de sa participation — elle est soutenue par l'Iran, pays placé par Bush dans le même « axe du mal » que l'Irak... Car cette opposition est très divisée, entre chiites et sunnites, entre anciens du sérail saddamien et vieux opposants, entre groupes peu représentatifs et poids lourds, entre « unitaristes » et Kurdes (qui tiennent à l'autonomie dont ils jouissent de facto dans le nord de l'Irak). Conférence proposée au début de l'été par Washington, projet de gouvernement provisoire : toutes les initiatives fédératrices lancées jusqu'ici ont d'ailleurs échoué.

**4 L'Irak.** Il est clair que le régime de Saddam apporte de l'eau au moulin américain en refusant d'accueillir les

inspecteurs en désarmement de l'ONU. Pourquoi, s'il n'a rien à cacher ? Parce qu'on ne va pas permettre à des experts américains et britanniques de localiser et détailler nos sites d'armement alors que Londres et Washington ont de toute façon l'intention de nous attaquer, dit en substance Bagdad. Qui estime que l'arrivée de ces inspecteurs onusiens doit faire partie d'un « plan global » incluant aussi l'assouplissement puis la levée des sanctions imposées depuis la guerre du Golfe. Une position qui a le soutien de la Russie et qui n'est sans doute pas très éloignée du scénario de sortie de crise envisagé par plusieurs pays européens. •

# الفنان عيسى... يدمج الفلامنكو بالموسيقى التراثية الكورية

□ باريس - صالح بياب

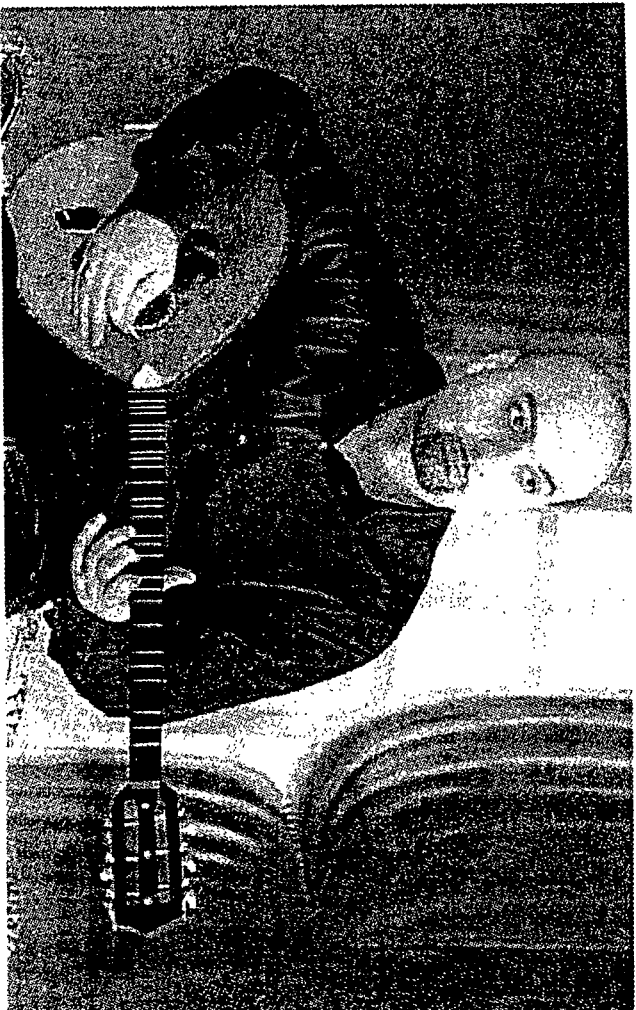
■ يقفم الفنان عيسى نو الأصول الكورية في باريس منذ ١٨ عاماً. اصدر أربع اسطوانات هي: موسيقي و أفان من كرسطان، فن البرق، نزهة كورية في اشبيليا، توتنج برودي، يعمل على مزج الموسيقى الكورية بالجاز والفلامنكو ويسعى الى اريشة التراث الموسيقي الكوري، هنا حوار تحريكه الموسيقى وسعيه لارشفة التراث الموسيقي الكوري على هامش حفلاته الاخيرتين في مسرح بطون بيموند: العربي، ومسرح بطون بيموند:

● بعد عمل تراثي، تخرج في نزهة كورية في اشبيليا، الفلامنكو مع الموسيقى الكورية. كان لا تسعى الى مستمع محمد الدوق الفني والجمالي...

- اخترت كلمة Ballade لان لها معنيين: الاول «اغنية بليغة من غير ايقاع» والثاني «نزهة» في هذه الاسطوانات مزجت الاغاني الكورية مع الفلامنكو. اخترت عنواناً شاعرياً لاسطوانة وللقطوعات أيضاً. ما يهمني في الموسيقى هو «الشاعرية» ولغيت باللغة الكورية وكشيت ولحنت الاغاني ووزعتها توزيعاً حديثاً على رغم محاسننا، على الخصوصية الكورية لكن من دون ان اصنف كاريكاتوراً للتراث، بل وضعته ضمن قالب جديد. حيث يمكن ان يستمع الى هذه الاغاني مختلف الناس من مختلف الانتماءات. كان عملاً متطوراً ضمن تجريبي.

● ما الذي يجمع بين كرسطان واشبيليا موسيقياً وبالذات توجهت الى الفلامنكو تحديداً لاقامة حوار مع الموسيقى الكورية؟

- هل يمكن ان نخسى زيباب، الذي تلق موسيقي ما بين النهرين الى قرطبة، وكان جد الموسيقى العربية في الاندلس. والفلامنكو هي اخت الموسيقى الشرقية ايضا و اخت الموسيقى الكورية ايضا وفي شكل خاص بلاد ما بين النهرين حيث يعيش الاكراد العرب، الارمن والفرس. لا يهمني انحاء زيباب اكان عربياً او فارسياً او كورياً. ما يهمني هو مجيئه من شمال العراق. منذ قرون والموسيقى الشرقية مزوجة بالفلامنكو. يجب ان تعرف كيف تدخل الفلامنكو في الموسيقى الشرقية وهذه الاخيرة في



عيسى، فلانك على البرق.

الموسيقي الاكروزي؟

ولا مراكز بحوث تهتم به، من هنا سمعت الى ارشفة هذا التراث الضخم ضمن نطاق عملي في المعهد الكوري في باريس. اللغة والموسيقى هما ما تبقى للاكراد، من هنا تكمن اهمية الارشفة.

- لا استعمل الآلات الكهربائية في عمالي، خصوصاً تلك الآلات التي تؤدي وظائف ارت عدة. لا احب ان اترع وافسد موسيقي ما يؤدي الى تحطيم روح الموسيقي عبر التكرار الميكانيكي، للرتب الموسيقي. الانسان يستطيع ان يغير الرتم، ويضيف اليه احساسه ويشاعره في الالة الطبيعية. انا ضد استخدام الآلات الكهربائية بهذه الطريقة التي تزاها في الشرق الاوسط. الروح والاحساس اللذان يصلان الى الان عند العزف واقصد روح العازف وروح الخشب والجلد الكيفيين والاحساس ايضا هما ما نغفقدهما في الآلات الموسيقية الالكترونية.

● تسعى الى ارشفة التراث الموسيقي الكوري ما امية الممل الذي تقدم به؟

- ليس عند الاكراد دولة. ليس عندهم سوى ثقافتهم الشعبية بما فيها الموسيقى، وارشفة الموسيقى الكورية امر في غاية الهمية بالنسبة للشعب الكوري وللدارسين والمهتمين والموسيقين عموماً. انا كفتان كوري مصطر لسماح التراث الموسيقي الكوري، لكي استفيد منه. كيف يمكنني معرفته خصوصاً انه لا توجد لا معاهد

الفلامنكو مع التركيز على اهمية الحوار الموسيقي وهذا العمل قلائد يجيدونه. الكل يحاول تقليد الفلامنكو تقليداً اعمى. الاجل ان يتجاوز اللويان من دون ان يسلب الواحد من الآخر خصوصيته. موسيقي تجيء من اللون الكوري مع انها متخالفة بالفلامنكو والحان

● ياخذ البرق دور القائد في كل اعمالك الموسيقية هل ترى ان لديه مقدرة على اداء هذه الهمة الموسيقية؟

- القائد الموسيقي في جميع اعمالك هو البرق. هو قائد الاوركسترا كلها بما فيها البيانو والفتحة وسانز الآلات الأخرى. احاول المحافظة على هذه الالة التي لها مقدرة كبيرة على العطاء الموسيقي في شكل غير محدود. ادخلت الة البرق في فضاعات جديدة، ان لم يعد الة جلية بدوية بل الة حديثة معدنية. ومع اني احاول ان اقفها في عوالم جديدة الا انني احافظ على روحها الريفية. امزج بين الحمل الموسيقية الجلية القديمة وما هو حديث. كخيزون يتحركون الة البرق ويذمبون الى العود مع ان الفارق بينهما كبير. ارى انه يجب المحافظة على هذه الالة وانقاذها من القدان.

● يلاحظ عدم استخدامك للآلات الالكترونية. هل انت ضد اجهزة الرتم

ليسوا وحوش رجال ورجال دم وقتل وارهاب، بل هم بشر يحبون ويمشقون ويستمتعون بالحمال مثلهم مثل سائر البشر. لقد هربت من الحرب وودلتها منذ عشرين سنة عندما كنت في لبنان ولا اريد ان اربع الاكرين هنا بها. لا اريد ان اصرخ بالارواح بالدم تفديك يا فلان». التي معني عالمي من اصل كوري وليست معنياً كورياً. زمن الصراخ والحماس.

## TRADITIONS SÉCULAIRES ET NOUVEAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES

# L'Allemagne s'active au Proche-Orient

**D**OUZE ans après avoir parachevé son unification, l'Allemagne affirme ses ambitions internationales. Certes, le « géant économique » peine à trouver un second souffle, mais le « nain politique » n'en est plus un. Candidat à un siège au Conseil de sécurité des Nations unies et à un leadership moins partagé au sein de l'Union européenne, Berlin déploie son activité tous azimuts. La guerre du Kosovo avait marqué un tournant. Mais c'est surtout au Proche-Orient que la diplomatie allemande se singularise.

Par MICHEL VERRIER \*

En recouvrant son statut de grande puissance sur la scène diplomatique internationale, l'Allemagne – explique l'ambassadeur américain à Berlin, M. Daniel R. Coats – « joue un nouveau rôle politique et militaire, dans le cadre de son partenariat avec les Etats-Unis (1) ». La place qu'a su se tailler Berlin au sein d'une Europe pacifiée n'efface pas, en effet, son lien indéfectible avec Washington, forgé par la guerre froide. Comme l'écrit le journaliste allemand Bernd Ulrich, « l'Amérique fait la guerre et l'Allemagne prépare la paix (2) ». Esquissé pendant la guerre du Kosovo, ce schéma s'est rodé en Afghanistan et pourrait se répéter en cas d'intervention militaire américaine en Irak.

La renaissance de la diplomatie allemande bénéficie d'une tradition ancienne qui, des Balkans au Proche-Orient, retrouve toute son actualité. Qui plus est, toujours selon Bernd Ulrich, « le passé allemand est devenu un point de plus dans le domaine de la politique étrangère ». Et le ministre allemand des affaires étrangères, M. Joschka Fischer, leader des Verts, passe, aux yeux de l'hebdomadaire *Die Zeit*, pour « le seul ministre des affaires étrangères de l'Union européenne en qui les Israéliens comme les Palestiniens ont confiance (3) ».

L'Allemagne a contracté avec le génocide une dette inaliénable à l'égard des juifs. Elle assure, depuis 1948, un soutien financier, politique et moral primordial pour l'Etat hébreu. Tout gouvernement israélien sait parfaitement qu'aucun dirigeant allemand aujourd'hui n'agirait ou ne voudrait agir à l'encontre des intérêts

d'Israël. L'empreinte de la Shoah interdit même à Berlin toute mise en cause radicale de la politique de l'Etat hébreu – même si ce tabou a été mis à mal lors de la récente opération militaire israélienne « Rempart ».

Ainsi, le vice-président du Parti libéral (FDP), M. Jürgen Möllemann, président de l'association Allemagne-monde arabe, a fait des semaines durant les titres de l'actualité en critiquant la politique de M. Ariel Sharon, puis en légitimant les attentats-suicides, enfin en accusant le vice-président du Consistoire juif, M. Michael Friedmann, qui fustigeait ses propos, de réactiver lui-même l'antisémitisme par son « arrogance ». Mais M. Möllemann s'est vu rapidement isolé au sein de la classe politique, accusé de chercher à ratisser large au sein de l'électorat d'extrême droite pour gonfler le score de son parti aux élections de septembre prochain, et même étiqueté « antisémite ».

Sur un autre registre, des voix « autorisées » se sont élevées, dès le 25 avril 2002, lors d'un débat au Bundestag, pour critiquer substantiellement la politique de M. Sharon : c'est le cas de M. Karl Lamers, porte-parole pour la politique étrangère du groupe parlementaire de l'Union démocrate-chrétienne (CDU), comme de M. Christoph Moosbauer, du Parti social-démocrate (SPD), membre de la commission des affaires étrangères du Bundestag et de l'association Allemagne-monde arabe.

Mais le chancelier Gerhard Schröder et son adversaire Edmund Stoiber, candidat démocrate-chrétien à la chancellerie, ont réaffirmé de concert la conduite intangible de Berlin, évoquant les liens historiques particuliers qui unissent Berlin et

Tel-Aviv et fondent l'impératif de retenue imposé à l'Allemagne. L'un et l'autre ont souligné en même temps la nécessité d'une issue politique au conflit et le droit des Palestiniens à un Etat viable. Ce faisant, ils respectaient la diplomatie de l'équilibre observée par l'Allemagne depuis la création de l'Etat hébreu.

Car, dans le monde arabe, la République fédérale bénéficie, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, d'une image favorable. « Elle n'a pas agressé l'islam dans le passé, explique l'historien tunisien Hichem Djait, elle ne colonisait pas de terre arabe ou musulmane. Elle était l'ennemie de nos ennemis. Elle était enfin l'alliée de la Turquie, qui, pour de multiples raisons, représentait encore quelque chose pour la conscience arabo-islamique. » Pendant la seconde guerre mondiale, « les masses souhaitaient majoritairement une victoire allemande, dont elles espéraient une libération de la domination coloniale (...), la mentalité collective admirait le courage allemand, l'audace et le savoir-faire allemand, et ce combat quasi solitaire contre une si gigantesque coalition (4) ».

Après-guerre, l'image de l'Allemagne, géant économique reconstitué et pacifié, a recouvert cette funeste sympathie complice. Le poids culturel de la religion outre-Rhin facilite, par ailleurs, le dialogue avec les pays du monde musulman. La CDU représente, par exemple, un modèle pour l'aile moderniste des islamistes en Turquie. La laïcité à l'allemande, qui intègre le religieux – jusque dans sa Constitution –, sert de référence dans les pays où le type de lien entre religion et politique conditionne l'instauration et le respect des libertés.

Diminuée par la coupure du pays en deux, la République de Bonn a su néanmoins faire fructifier les liens diplomatiques tressés par Guillaume II, Bismarck et Hitler. « Les Allemands ont toujours travaillé chez nous sérieusement et correctement », constatait récemment M. Saif El Islam Kadhafi, le fils du dirigeant libyen (5). Une relation historique lie l'Allemagne, l'Italie et la Libye, poursuivait-il. La première voiture du Guide de la révolution fut une Volkswagen, ajoutait-il, rappelant également qu'en 1944 les premières aides militaires à la Libye vinrent d'Allemagne.

\* Journaliste, Berlin.



M. Kadhafi junior a d'ailleurs servi d'intermédiaire entre Berlin et les talibans, lorsque ces derniers retenaient prisonniers à Kaboul les membres de l'ONG allemande Shelter Now.

« *L'Afghanistan est un héritier historique de l'Allemagne* », soulignait le journaliste pakistanais Ahmed Rashid lors de la tenue à Bonn, le 27 novembre 2001, de la conférence des Nations unies consacrée à la reconstruction de ce pays.

## Premier fournisseur d'armes

DANS les années 1920 déjà, Berlin avait contribué à mettre sur pied la première armée nationale afghane. Les Allemands participèrent aussi à la construction de l'infrastructure du royaume devenu indépendant. Le roi Amir Arnunullah fréquentera Weimar. Son successeur, Zaher Chah, refusera d'expulser les Allemands de Kaboul pendant la seconde guerre mondiale.

Depuis les années 1980, l'Allemagne s'est investie dans le soutien humanitaire et dans l'animation du groupe de soutien à l'Afghanistan fondé en 1996, rassemblant quinze pays. Elle a su réunir sur son sol, à plusieurs reprises, les représentants des peuples afghans, et Berlin a accueilli les réunions du groupe qui a tenté – avant le 11 septembre – de résoudre la crise afghane avec l'aval des pays voisins. Plusieurs dignitaires afghans plaident, au lendemain de la chute des talibans, pour que la Bundeswehr prenne le commandement des troupes internationales envoyées à Kaboul. Un rôle qui a finalement été imparti à la Turquie.

Berlin est le premier partenaire économique d'Ankara, son interlocuteur incontournable en Europe. Plus de deux millions de citoyens turcs vivent en Allemagne, y formant la première communauté étrangère. Le poids de la relation entre les deux pays évoque, dans des contextes très différents, celui du rapport franco-algérien.

Les relations des deux pays sont séculaires. Les mondes ottoman et germanique se sont confrontés dès le XVI<sup>e</sup> siècle, imposant un partage implicite en Europe centrale et orientale comme dans les Balkans. L'effondrement de l'Empire ottoman transformera ce face-à-face en alliance. Dès 1835, l'Empire ottoman fait appel aux services du général Helmut von Moltke. Puis l'empereur Guillaume II scelle en 1888 l'entente avec le sultan Abdul Hamid. Colmar Freiherr von der Goltz, surnommé Goltz Pacha, devient vice-chef d'état-major de l'armée ottomane. Celle-ci restera encadrée par des officiers de la Reichswehr jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale. Ils seront les témoins de premier rang – certains diront même les acteurs – du

génocide arménien (6). Mustapha Kemal, le père de la République turque, se montrera, quant à lui, hostile à l'influence de Berlin. Mais le rayonnement du nationalisme allemand et de l'identité nation/race marquera profondément les Jeunes-Turcs, ses compagnons.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale – pendant laquelle Ankara, « neutre » (jusqu'à son entrée en guerre aux côtés des Alliés, en 1945), conservera des liens économiques avec Hitler –, les liens « privilégiés » de l'Allemagne et de la Turquie se ravivent au sein de l'Alliance atlantique. L'Allemagne est le premier fournisseur d'armes de l'armée turque après les Etats-Unis. « *Ce sont les deux pays qui font face directement à l'expansionnisme soviétique* », expliquait à l'époque M. Ercan Vulharan, ambassadeur turc à Bonn.

Mais leur relation cumule un mélange d'histoire partagée, d'attraction-répulsion, de complicités et de coups bas. La CDU du chancelier Helmut Kohl s'est ainsi toujours opposée par principe à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne, conçue comme un club d'Etats chrétiens. M. Edmund Stoiber ne dit pas autre chose. En même temps, note Ilnur Cevik, directeur du *Turkish Daily News*, « *au cours des deux dernières décennies, nous avons vu les fondations allemandes s'installer en Turquie. La contribution de la fondation Adenauer [liée à la CDU] au développement de notre pays a été immense, particulièrement en ce qui concerne notre démocratisation* ».

Téhéran est le second allié privilégié de Berlin dans la région, et, là encore, les relations entre les deux pays ont une vieille histoire. « *Elle sont profondément enracinées* », selon le président du Parlement iranien, M. Mehdi Karrubi (7). Le 26 février 2002, le ministre des affaires étrangères iranien, M. Kamal Kharazi, et le président du Parlement allemand, M. Wolfgang Thierse, réaffirmaient de concert, dans la capitale allemande, la solidité des liens entre leurs deux pays. M. Fischer n'a pas manqué de critiquer le concept d'« *axe du Mal* », rassemblant la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran, cher à M. George W. Bush.

Au début des années 1950, l'Allemagne et les Etats-Unis ont appuyé l'instauration de la dictature du chah Reza Pahlavi. Mais la révolution iranienne gênera les rapports avec Berlin. L'Allemagne cherchera alors à renforcer ses liens avec Bagdad (8), puis redeviendra progressivement le premier interlocuteur de Téhéran, à travers un « *dialogue critique* » censé faire avancer les droits de la personne en même temps que le commerce. Une attitude qui heurtera régulièrement Washington.

Solide, la relation entre les deux pays résistera à l'assassinat d'opposants

kurdes, dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), télécommandés par les services secrets de Téhéran en septembre 1992 à Berlin, comme à la condamnation en retour des sommités de l'Etat iranien par la justice allemande, en avril 1997. La détention et la condamnation à mort d'un homme d'affaires allemand à Téhéran, puis l'arrestation et le procès de plusieurs intellectuels iraniens à leur retour de Berlin, où ils participaient, en avril 2000, à un forum sur l'avenir de l'Iran, « épiceront » encore cette période de crispations diplomatiques. MM. Fischer et Thierse se rendront à tour de rôle à Téhéran, en mars 2000 et février 2001, pour renforcer les liens avec le président Mohamed Khatami – germanophile et germanophone. Celui-ci fera sa première visite officielle, remarquée, à Berlin et à Weimar en juillet 2001. Pendant la crise afghane, Berlin servira de relais entre Washington et Téhéran.

La coopération des services secrets allemands et iraniens est depuis longtemps étroite. La RFA est un intermédiaire privilégié entre Israël et le Hezbollah au Liban, en ce qui concerne les échanges de soldats israéliens prisonniers de la milice chiite contre des membres du Hezbollah détenus par l'Etat hébreu (9).

Notons enfin que le commerce des armes a renforcé le socle de l'influence de Berlin dans la région. L'Allemagne y figurait en tête des fournisseurs d'armement dans les années 1980. Elle a notamment permis à l'Irak, à l'Iran et à la Libye d'acquérir les technologies de fabrication d'armes chimiques (10). Ce sont également des entreprises allemandes qui permirent la fabrication des Scud B irakiens qui atteindront Tel-Aviv lors de la guerre du Golfe ! Mais il est vrai que Bonn contribua alors à l'équipement d'Israël en missiles Patriot... et en masques à gaz.

(1) *Berliner Zeitung*, Berlin, 21 janvier 2002.

(2) Bernd Ulrich, « *Neue Deutsche Rolle* », *Der Tagesspiegel*, Berlin, 29 décembre 2001.

(3) N° 36, 2001.

(4) Hichem Djaït, *L'Europe et l'Islam*, Seuil, Paris, 1978.

(5) *Der Tagesspiegel*, 7 janvier 2001.

(6) Wolfgang Gunst, *Der Völkermord an der Armeniern*, Hanser Verlag, Munich, 1993. Lire également Nouredine Zaza, *Ma vie de Kurde*, Labor et Fides, Bruxelles, 1993.

(7) *In Les Turcs, les Arabes et la Révolution française*, Edisud, Aix-en-Provence, 1989.

(8) Erich Schmidt-Eenboom, *Der Schatten Krieger. Klaus Kinkel und der BND*, Düsseldorf, Econ, 1995.

(9) *Haaretz*, Tel-Aviv, 3 décembre 2001.

(10) Lire Jürgen Grässlin, *Den Tod bringen Waffen aus Deutschland*, Knauer Verlag, Munich, 1994.

# Turks to hold election despite Ecevit's wishes

From news reports

**ISTANBUL:** The Turkish Parliament voted overwhelmingly Wednesday to hold early general elections in November, cutting short the tenure of ailing Prime Minister Bülent Ecevit's troubled government by nearly 18 months.

In an emergency session, Parliament voted, 449 to 62, in favor of a proposal brought by nationalists in Ecevit's coalition for elections Nov. 3. The move passed despite the opposition of Ecevit, whose party apparently was the only one to vote as a bloc against it.

Ecevit argued that an early election would damage the economy and play into the hands of Islamist extremists and Kurdish separatists. He also warned against elections when a U.S.-led military action against neighboring Iraq could be looming.

But his government has been crumbling ever since he fell ill in early May. Ecevit, 77, was admitted to the hospital twice and in his absence divisions deepened in his three-party coalition over human rights reforms aimed at bringing Turkey closer to the European

Union.

When his rightist partners in the Nationalist Action Party called for an election and Ecevit's own Democratic Left Party faced a mutiny in early July, there was little the prime minister could do to keep his government in place for the full term until April 2004.

But in the debate that preceded Wednesday's vote, opposition parties insisted that an early election was essential to remove a government blamed for a deep economic crisis that had caused mass layoffs and bankruptcies.

"The people have just one expectation — for this Parliament to vote today to renew itself," said Nevzat Ercan of the main opposition True Path Party. "The nation no longer has confidence in this government."

"When a country goes into crisis, the best solution is to hold an election," said Abdullah Gül of the pro-Islamic opposition Justice and Development Party, which is seen by many as the likeliest victor in a November election.

Ecevit's government is expected to remain in power until the election.

Financial markets and pro-Western

business leaders were also keeping a close eye on Parliament's small Justice Committee, which began discussion Wednesday on a set of reforms designed to take Turkey closer to its aim of EU membership.

The committee had passed three of the package's 13 reforms by late afternoon Wednesday, including the lifting of the death penalty in time of peace.

The package contains major changes to many aspects of Turkish law that at present block its path to meeting EU standards on human rights and freedom of expression. If passed by the main assembly, the changes would include allowing Kurdish-language education and broadcasting, and reduce curbs on freedom of assembly and association.

The package could go to the main assembly this week if passed by the Justice Committee.

Although the number of deputies who have pledged to back the bill ought to guarantee its passage, suspicion runs high that many, aware of the looming election, will balk at backing controversial plans such as allowing Kurdish-language education.

Ecevit's coalition partners, as well as other parties, have said that early polls will end the political deadlock sparked by Ecevit's ill health and his allies' bickering over the EU-oriented reforms, which are opposed by the coalition's nationalist wing. (AP, Reuters)

International Herald Tribune  
Friday, August 2, 2002

## Americans need a national discussion

**WASHINGTON**  
In recent months, President Bush has made clear his determination to remove Iraqi dictator Saddam Hussein from power — a goal many of us in Congress share.

Without prejudging any particular course of action — including the possibility of staying with nonmilitary options — we hope to start a national discussion of some critical questions.

First, what threat does Iraq pose to our security? How immediate is the danger? Bush is right to be concerned about Saddam's relentless pursuit of weapons of mass destruction.

It's true that other regimes hostile to the United States and our allies have, or seek to acquire, chemical, biological and nuclear weapons. What makes Saddam unique is that he has actually used them — against his own people and against his Iranian neighbors.

We need to explore Saddam's track record in acquiring, making and using weapons of mass destruction and the likelihood that he would share them with terrorists.

Second, what are the possible re-

sponses to the Iraqi threat? The containment strategy pursued by the United States since the end of the Gulf War has kept Saddam boxed in.

Continuing the containment strategy, coupled with a tough weapons-inspection program, is one option. But it raises the risk that Saddam will play cat-and-mouse with inspectors while building more weapons and selling them to those who would use them against us.

If we wait for the danger to become clear and present, it may be too late.

A military response poses other problems. Some argue that by attacking Saddam, we might precipitate the very thing we are trying to prevent: his use of weapons of mass destruction. There also is concern he might try to spark a regional war.

We have to ask how much military intervention would cost and consider its likely impact on our economy. And we need to determine what level of support we are likely to get from allies in the Middle East and Europe.

Third, when Saddam is gone, what would be our responsibilities? This

question has not been explored but may prove to be the most critical.

In Afghanistan, the war was prosecuted successfully, but many of us believe our commitment to security and reconstruction there has fallen short. Given Iraq's strategic location, its large oil reserves and the suffering of the Iraqi people, we cannot afford to replace a despot with chaos. We need to assess what it would take to rebuild Iraq economically and politically.

Addressing these questions now would demonstrate to the Iraqi people that we are committed for the long haul. Iraq's neighbors would breathe easier if they knew that the future had been thought through in detail.

Simply put, we need to know everything possible about the risks of action and of inaction. Ignoring these factors could lead the United States into something for which the American public is wholly unprepared.

— From an article in The New York Times by Senator Joseph Biden, a Democrat who chairs the Senate Foreign Relations Committee, and Senator Richard Lugar, the committee's ranking Republican

International Herald Tribune  
Saturday-Sunday, August 3-4, 2002

# Turks act to abolish executions

## Move geared to gain acceptance by EU

From news reports

**ANKARA:** The Turkish Parliament voted overwhelmingly Friday to give preliminary approval to ending the death penalty except during times of war, an important move that could bring the country closer to joining the European Union.

Abolishing the death penalty, which would save the condemned Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan from the gallows, was the most controversial in a package of democratic reforms being debated into the night.

Lawmakers must approve 11 other items and then vote again on the complete package of reforms before sending it on to President Ahmet Necdet Sezer. Parliament is expected to vote on the full package Saturday.

But on Friday the legislators voted, 256 to 152, to abolish capital punishment. The measure would replace the death penalty with life imprisonment, although capital punishment would remain on the books for use in war or during a threat of war.

A condition for joining the European Union is not having a death penalty.

The Nationalist Party, the largest in Parliament and a member of the governing coalition, voted against eliminating the death penalty.

The party wants the death sentence imposed on Öcalan, whose forces have fought a 15-year war for autonomy in southeastern Turkey. The party draws strong support from families of soldiers who have fought against the rebels. It also opposes another of the reform measures to lift bans on Kurdish language education and broadcasting.

Öcalan was captured and sentenced to death for treason in 1999 amid strong popular calls for him to hang. The struggle between Öcalan's rebels and the Turkish Army has claimed about 36,500 lives since 1984.

Öcalan is currently the only inmate in a special island prison, awaiting an appeal to the European Court of Human Rights. If the reform package passes, Öcalan's death sentence would be commuted.

Parliament also passed measures Friday ending punishments for criticism of the armed forces and other pillars of

the Turkish establishment, outlawing smuggling of organs and humans and easing restrictions on foreign associations working in Turkey. The package also includes measures expanding freedom of expression and association.

Turkish leaders say passage of the laws will force the EU to set a date for the start of membership talks and attract foreign investment to the country of 67 million people that is trying to revive its economy after the worst recession since 1945. Elections in Western Europe and Turkey's economic slump may slow the process, analysts say.

"We are happy that the death penalty is being lifted in Turkey," Prime Minister Ecevit said. "It is important that the EU's door open up for Turkey."

Turkey has not executed anyone since 1984, although courts regularly impose death sentences — 50 people now are on death row.

"Turkey is finally doing what it had to do," said Bulent Kaysili, who manages \$20 million of stocks at Global Asset Management. "It's still difficult to get a date this year, but this is an important step for the future. With our economic problems, fulfilling political requirements may not be enough."

Turkish markets rose for a second day on expectations that the laws will be passed.

Turkey is the only one of 13 EU candidates that has not met political conditions for membership talks.

(Bloomberg, AFP, AP, Reuters)

# La Turquie abolit la peine de mort et autorise l'enseignement du kurde

Lors d'une séance marathon, l'ultime avant les élections de novembre, le Parlement a accédé à tous les préalables à l'adhésion à l'UE

ISTANBUL

de notre correspondant

L'assemblée nationale turque a réalisé l'impossible : pour satisfaire aux demandes de l'Union européenne, le Parlement, lors d'une session qui a duré plus de seize heures, a, aboli la peine de mort (sauf en cas de guerre), éliminé les obstacles légaux à l'éducation et à la diffusion en langue kurde, levé certaines restrictions rendant l'organisation de manifestations difficile et mis fin à l'imposition de peines pour critiques envers l'armée ou d'autres institutions étatiques.

Pour tenter de limiter le flot d'immigrants vers l'Europe, le Parlement a également introduit de nouvelles peines pour les trafiquants de personnes ou d'organes. L'ensemble de ces dispositions légales sera soumis, pour ratification, au président de la République, Ahmet Necdet Sezer.

Ces changements, qui interviennent alors que le Parlement vient d'approuver la tenue d'élections anticipées, le 3 novembre, représentent un pas géant pour la Turquie, souvent critiquée pour ses violations des droits de l'homme et restrictions à la liberté d'expression. Ces problèmes ne vont pas disparaître du jour au lendemain, mais ces réformes fournissent désormais un fondement légal pour appuyer les demandes des démocrates.

FÉLICITATIONS EUROPÉENNES

Le Conseil de l'Europe a immédiatement réagi : avant même que l'ensemble des lois soit adopté, son président, Walter Schwimmer, a envoyé un message de félicitations à l'assemblée nationale turque. L'abolition de la peine de mort, a-t-il déclaré, « représente la victoire des valeurs défendues par le Conseil

de l'Europe et démontre la détermination de la Turquie à s'intégrer à la famille de l'Europe démocratique ».

Le gouvernement turc espère que la Commission européenne interprétera également ces développements importants favorablement. Le but d'Ankara est d'obtenir des Européens une date précise pour le début des négociations d'adhésion à l'UE. Les disputes au sein du Parlement avaient jusqu'à présent retardé l'adoption de ces amendements légaux, qui figuraient parmi les engagements que la Turquie avait pris dans le cadre de son Programme national pour l'adhésion à l'Union.

La peine de mort s'est révélée le sujet le plus épineux : les ultranationalistes étaient déterminés à obtenir la pendaison du dirigeant du PKK (kurde), Abdullah Öcalan, considéré par les Turcs comme personnellement responsable de la

mort de plus de 30 000 personnes. Öcalan avait été condamné à mort en juin 1999, mais le gouvernement avait accepté d'attendre le verdict de la Cour européenne des droits de l'homme avant de l'exécuter. De nombreux nationalistes estimaient également que l'octroi de droits culturels aux Kurdes représenterait une concession aux revendications des « terroristes ».

De façon significative, le vote du Parlement est intervenu, alors que les députés s'apprentent à ouvrir leur campagne électorale. Les caisses du pays étant presque vides, les candidats n'auront, cette fois, rien d'autre à promettre aux électeurs que le projet d'adhésion à l'Union européenne, une promesse de stabilité et de prospérité aux yeux de nombreux Turcs.

Nicole Pope

Le Monde

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AOÛT 2002

# Attaquer l'Irak : le débat est ouvert aux Etats-Unis

NEW YORK

de notre correspondant

« Notre engagement doit être clair pour tout le monde, nos amis comme nos ennemis, l'Amérique ne laissera pas la sécurité et la paix entre les mains de quelques hommes diaboliques et destructeurs. » George Bush tenait ces propos le 19 juillet, à Fort Drum, dans l'Etat de New York, devant des soldats de retour d'Afghanistan. « Dans certaines parties du monde, il n'y aura pas d'autre solution qu'une action directe des Etats-Unis. A ce moment-là, nous vous enverrons remporter les batailles que vous seuls pouvez gagner », a ajouté le président. L'auditoire lui a répondu en criant « allons chercher Saddam ».

Pas à pas, l'administration construit le scénario d'une prochaine attaque de l'Irak. A en croire les « fuites » successives, le Pentagone affine ses plans. Il a convié six groupes de l'opposition irakienne à Washington le mois prochain pour « une réunion de travail ». Selon des confidences faites mardi 30 juillet par Joseph Biden, le président démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat, une opération militaire semble peu vraisemblable avant l'année prochaine.

George Bush doit convaincre le Congrès et l'opinion publique de la nécessité de mettre fin à la menace Saddam Hussein. Des parlementaires démocrates et républicains le pressent de commencer à expliquer ses objectifs et ses intentions avant d'engager des forces contre un gouvernement qui n'a pas agressé les Etats-Unis ou envahi un de ses voisins. La nouvelle doctrine stratégique, dite de « l'action préventive », demande encore à être argumentée et expliquée. « Mais compte tenu de tout ce que nous avons déjà dit et répété sur la nécessité de changer de régime à Bagdad, notre crédibilité de première puissance mondiale se trouve en jeu maintenant », souligne James Schlesinger, ancien secrétaire à la défense.

Des audiences sont prévues les 31 juillet et 1<sup>er</sup> août à la commission des affaires étrangères du Sénat sur les risques et les conséquences d'une intervention militaire. Lors des dernières semaines, des parlementaires ont fait part publiquement de leurs craintes. « Nous voulons évidemment que Saddam s'en aille, mais il faut une raison pour déclencher une attaque », a déclaré le démocrate Carl Levin, président de la commission sénatoriale des armées. « Cela doit

être l'implication de Saddam dans les attaques du 11 septembre, ou la preuve qu'il a l'intention d'utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires », a-t-il ajouté.

Le moyen le plus facile de justifier une attaque serait de lier formellement Saddam à Al-Qaïda. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense, a déclaré mardi qu'« des membres du réseau d'Oussama Ben Laden se cachent en Irak ». Le sénateur Joseph Biden estime que, si le président prouve l'existence de tels liens, « ils lui donnent tout pouvoir pour utiliser la force ». Selon des juristes, les résolutions votées par les Nations unies dans les jours suivant les attentats contre New York et Washington légitimeraient alors aussi une telle opération. Celle du 14 septembre autorise le président des Etats-Unis « à utiliser la force nécessaire et appropriée contre les nations, les organisations et les personnes qui ont décidé, préparé, autorisé, commis ou soutenu des attaques terroristes ». Reste à apporter les preuves de l'éventuelle collusion, ce que la CIA cherche à faire depuis des mois, sans succès.

## ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

L'autre obstacle de taille est militaire. Une opération mobilisant des centaines de milliers de soldats, pour l'essentiel américains, est loin de faire l'unanimité au Pentagone et chez le traditionnel allié britannique. D'où l'apparition récente d'un nouveau scénario impliquant moins d'hommes (entre 50 000 et 75 000) et consistant à s'en prendre directement à la tête du régime. Cette option s'appuierait sur la capacité de frapper avec précision de l'aviation et les possibilités de déplacement rapide des troupes, notamment par le biais d'opérations hélicoptérées. Il s'agit aussi d'empêcher Saddam d'utiliser ses armes de des-

## Le soutien du Congrès est fort souhaitable

Le président américain George W. Bush peut théoriquement se passer de l'aval du Congrès. Certains estiment même qu'un débat parlementaire pourrait affaiblir le consensus existant dans la population américaine sur la nécessité de chasser le maître de Bagdad et réduire encore l'effet de surprise. Mais en procédant ainsi, le président se priverait d'un soutien d'autant plus nécessaire que l'opération s'annonce risquée. Il faut préparer les Américains à d'inévitables pertes. « Un vote parlementaire est tout simplement indispensable », estiment les sénateurs républicains, Arlen Specter et John Warner. Ce sentiment est aujourd'hui partagé au sein de l'administration.

Mardi 30 juillet, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense a réaffirmé qu'aucune décision d'intervention militaire n'avait été encore prise. « Si les militaires irakiens se retournaient contre lui [ndlr : Saddam Hussein], il n'y aurait sans doute pas besoin » d'une telle attaque, a-t-il ajouté. « C'est une pensée agréable ». — (Corresp.)

Le Monde  
ÉDITORIAL

## M. Bush et l'Irak

QUE le régime de l'irakien Saddam Hussein soit une monstrueuse tyrannie, personne ne le conteste. Il fait le malheur des quelque 24 millions d'habitants d'un pays qui, gouverné autrement, devrait être l'un des plus riches et des plus avancés du Moyen-Orient. Qu'en violation flagrante des obligations souscrites par Bagdad en 1991, Saddam Hussein cherche à développer des armes de destruction massive, c'est plus que probable. Le régime détourne chaque année à cette fin plusieurs centaines de millions de dollars de revenus pétroliers, dont la population est ainsi privée. Que l'éventuelle transmission du pouvoir à Bagdad aux fils de Saddam Hussein fasse froid dans le dos à tous les gouvernements occidentaux, c'est une réalité : les deux jeunes gens en question ont des profils psychologiques inquiétants.

Tout cela explique que la chute de ce régime, déjà responsable de deux guerres, soit unanimement souhaitée, de Washington à l'Europe, en passant par la plupart des capitales arabes. Mais cela justifie-t-il de faire la guerre à l'Irak ? D'aller bombarder aujourd'hui l'une des plus anciennes capitales de la région ? D'envahir, dans le climat actuel du Proche-Orient, un pays de cette dimension ? Le tout sans avoir la moindre idée du régime qui succèdera à celui de Saddam Hussein et en parlant - mise des plus risquées - sur la capacité à tenir le choc d'un pays divisé : d'un côté, des Arabes sunnites et chiïtes (les seconds, les plus nombreux, vivant très mal la domination politique des pre-

miers) ; de l'autre, une forte minorité kurde cherchant à s'émanciper des Arabes...

George W. Bush paraît plus que jamais décidé à attaquer l'Irak. Mais il n'a pas, jusqu'à présent, avancé un dossier convaincant pour justifier une décision aussi grave que celle d'entrer en guerre contre un pays arabe. Il n'a pas produit la moindre preuve d'une collusion quelconque entre le terrorisme islamiste radical d'Al-Qaïda et l'Irak. Il ne peut affirmer que le régime de Saddam Hussein s'apprête à agresser les Etats-Unis, l'un de leurs alliés ou l'un des voisins de l'Irak. Ce n'est pas le cas. Il n'a pas établi que la guerre était le meilleur moyen de tenir Saddam Hussein en respect. Les plus hauts militaires américains, au sein même de l'état-major, disent ouvertement leur scepticisme. Ils jugent que le système actuel permet de « contenir » les ambitions du régime irakien. Saddam Hussein n'a sans doute pas de capacité nucléaire. Il possède très vraisemblablement un début d'arsenal biologique et chimique mais aurait peu de vecteurs pour s'en servir. A Washington, le Congrès pose à la Maison Blanche les mêmes questions que les chefs militaires du Pentagone.

M. Bush ne s'en sortira pas en qualifiant de « munichoisés » les réserves entendues aux Etats-Unis et en Europe sur sa volonté de faire la guerre à l'Irak. Il doit prouver que celle-ci obéit à de véritables raisons de sécurité pour les Etats-Unis, et non à une quelconque motivation de politique intérieure. A ce jour, il ne l'a pas fait.

truction massive contre les soldats engagés, mais aussi les alliés des Etats-Unis et notamment Israël.

Cette option, sans doute plus risquée militairement, aurait aussi le grand avantage d'être moins coûteuse. En 1990-1991, les alliés avaient payé 80 % d'une facture dont l'équivalent en dollars actuels est estimé à 79,9 milliards par la commission budgétaire de la Chambre des représentants. Il ne sera plus question cette fois de trouver de généreux donateurs. Enfin, un déploiement accéléré des troupes et une victoire rapide fragiliseraient moins les gouvernements arabes

impliqués.

L'administration Bush doit aussi et surtout mesurer les conséquences d'une telle attaque dans la région. Pour minimiser l'hostilité affichée des Européens et surtout des régimes arabes modérés, le gouvernement ne cesse d'expliquer que les discours tenus en privé et en public sont différents. Certains fonctionnaires mettent en avant les effets positifs, selon eux, d'une éviction de Saddam Hussein. Elle permettrait à leurs yeux de trouver plus facilement une issue au conflit israélo-palestinien en portant un coup sévère au front du refus. Elle changerait les rapports de forces au Moyen-Orient et dans le monde musulman. Elle enverrait un message sans équivoque à la Syrie et à l'Iran et montrerait que la destruction du régime taliban était bien la première étape de la guerre contre le terrorisme.

Voilà pour le scénario des partisans de l'attaque. Il en existe un autre : une campagne militaire difficile, une radicalisation des opinions arabes et l'éventuelle utilisation d'armes chimiques ou biologiques par un régime irakien aux abois dont personne ne peut mesurer les conséquences.

Eric Leser

## France-Allemagne : un mandat de l'ONU

Le président Jacques Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder ont souligné, mardi 30 juillet, lors de leur rencontre à Schwerin (nord-est de l'Allemagne), qu'une intervention militaire en Irak devait être fondée sur un mandat de l'ONU.

« Je ne veux pas imaginer une attaque contre l'Irak qui ne pourrait, le cas échéant, être justifiée que s'il existe une décision du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est la position de l'Allemagne et de la France », a dit M. Chirac.

Le chef de l'Etat a encore déclaré : « Je ne peux pas imaginer que les autorités irakiennes ne comprennent pas que leur intérêt est d'accepter les propositions du secrétaire général des Nations unies » sur la levée de l'embargo contre Bagdad et le retour des inspecteurs pour le désarmement irakien. — (AFP.)

# Tony Blair se voit reprocher de toutes parts son suivisme à l'égard de la Maison Blanche

LONDRES

de notre correspondant

La presse britannique ne cesse de faire état de nouveaux préparatifs d'une opération militaire d'envergure contre l'Irak à laquelle participerait le Royaume-Uni. A en croire les chroniqueurs défense, le porte-hélicoptères HMS *Ocean* et plusieurs frégates seraient mobilisés. Londres, qui vient de rapatrier 1 700 hommes d'Afghanistan, pourrait ordonner en septembre un rappel massif de réservistes. L'hôte de Downing Street ne cesse de durcir le ton envers le régime de Bagdad, comme l'atteste l'organisation récente dans la capitale d'une réunion d'officiers irakiens pour préparer le renversement de Saddam Hussein.

Pourtant, comme l'a réitéré, le 30 juillet, le ministre de la défense, Geoff Hoon, « aucune décision politique n'a été prise et aucune décision n'a été prise en ce qui concerne une éventuelle contribution militaire sur le terrain ». A l'évidence, en restant vague sur le type d'action armée qui pourrait être nécessaire contre les armes de destruction massive dont disposerait l'Irak, Tony Blair s'efforce aujourd'hui de ne pas apparaître comme trop inféodé à l'administration Bush. Sa marge de manœuvre sur le plan intérieur apparaît, en effet, limitée.

A l'aile gauche travailliste, qui exige un débat d'urgence au Parlement, vient s'ajouter l'hostilité du très puissant lobby des militaires à la retraite. « Si nous, en Occident, étions confiants quant à la solidité de nos motifs d'envahir l'Irak, nous devrions obtenir un accord de l'ONU avant de lancer une offensive », insiste Sir Michael Rose, ancien chef des casques bleus en Bosnie, qui se prononce en faveur du maintien de frappes militaires ciblées contre l'Irak. Par ailleurs, les pro-européens du New Labour estiment que cet alignement sur Washington ne peut que saper la mise en place d'une politique communautaire étrangère et de défense.

Pour leur part, les milieux d'affaires redoutent qu'une telle attitude aliène davantage le monde arabe. Les multinationales britanniques implantées dans la région craignent en particulier les possibles représailles contre les

très nombreux expatriés britanniques installés en Arabie saoudite ou dans le Golfe. Les multiples avertissements des dirigeants arabes d'un risque de déstabilisation des intérêts britanniques au Proche-Orient trouvent, à l'évidence, un écho auprès de la City.

Autre casse-tête potentiel, Rowan Williams, le nouvel archevêque de Canterbury est un adversaire convaincu d'une éventuelle attaque contre l'Irak. L'action du gouvernement, de surcroît, est pénalisée par une sourde lutte d'influence entre les « faucons », menés par le premier ministre, et les « colombes », représentées par le Foreign Office.

## INSPECTEURS EN DÉSARMEMENT

Ces divisions au sommet se reflètent dans les sondages qui montrent une opinion majoritairement contre l'envoi de soldats britanniques et qui reproche à Tony Blair de trop coller à la politique des Etats-Unis. Pourtant, ce soutien au président Bush à l'approche du premier anniversaire des attentats du 11 septembre ne provoque pas de grand débat national. L'opposition conservatrice approuve l'alliance avec la Maison Blanche.

Le remplacement anticipé, comme chef d'état-major, de l'amiral Michael Boyce, qui avait fait publiquement part de son désaccord avec Washington sur la conduite de la guerre contre le terrorisme, laisse les mains libres au premier ministre. Militaire de la vieille école, le nouveau chef des armées, Mike Walter, passe pour un professionnel dénué d'états d'âme.

Enfin, si le chef du gouvernement a donné son accord de principe à Bush, c'est sans doute parce qu'il est persuadé que les préparatifs anglo-américains devraient amener Saddam Hussein à autoriser le retour des inspecteurs en désarmement.

A l'appui de cette thèse, les observateurs relèvent qu'une équipe onusienne de contrôleurs experts en armes de destruction massive est actuellement en formation dans un laboratoire ultrasécure de Porton Down dépendant du ministère de la défense.

Marc Roche

# Les pays arabes jugent une intervention injustifiée

CHACQUE FOIS qu'ils en ont l'occasion, les dirigeants arabes disent qu'ils sont hostiles à une intervention militaire contre l'Irak. Non qu'ils aient quelque empathie pour le président irakien et son régime, mais en raison d'une multitude d'impondérables que le roi Abdallah II de Jordanie a résumés l'autre jour d'une formule aussi concise que précise : attaquer l'Irak, c'est « ouvrir la boîte de Pandore », a-t-il déclaré au quotidien britannique *The Times*.

A l'unisson de la communauté internationale, les dirigeants ara-

bes réclament le respect par l'Irak des résolutions de l'ONU, singulièrement pour ce qui concerne le retour sur son territoire des experts en désarmement des Nations unies. Mais ils jugent une intervention militaire d'autant plus injustifiée aujourd'hui qu'aucune preuve, à ce jour, n'a pu être établie quant à des liens éventuels entre l'Irak et le réseau Al-Qaïda et qu'il n'existe pas de résolution de l'ONU autorisant une attaque. Sur-tout comme le font judicieusement remarquer Philip Gordon et Michael O'Hanlon, deux cher-

cheurs américains de la Brookings Institution, « à l'heure actuelle, les voisins de l'Irak comme l'ensemble des pays du monde estiment qu'il y a plus à perdre qu'à gagner à soutenir le plan américain ».

Dans un article publié dans la dernière livraison de la revue *Politique internationale* (n° 96 - été 2002), MM. Gordon et O'Hanlon soulignent que les inquiétudes portent sur « les retombées d'une guerre sur les économies nationales, sur la stabilité régionale et sur l'opinion publique arabe, déjà très remontée contre les Etats-Unis et l'Occident en général, accusés de ne pas faire grand-chose pour mettre un terme aux souffrances des Palestiniens ».

Qu'ils soient voisins ou non de l'Irak, les pays arabes ont également d'autres raisons de s'inquiéter. Le renversement d'un régime, si détestable soit-il, par une puissance extérieure leur paraît créer un précédent inquiétant, y compris pour eux-mêmes. Qui plus est, et même si cela paraît paradoxal, rien ne garantit qu'une intervention militaire américano-britannique provoquera la chute de Saddam Hussein. Le florilège de « fuites »

et autres révélations parfois contradictoires sur des plans d'attaque de l'Irak, relayé par la presse américaine et dans une certaine mesure par les journaux britanniques, accroît l'incertitude.

Et puis, hormis le souhait de voir s'instaurer une démocratie en Irak, rien de sérieux ne paraît être à l'étude à Washington pour un éventuel

## Attaquer l'Irak, c'est « ouvrir la boîte de Pandore »

ABDALLAH II DE JORDANIE

après-Saddam Hussein. Les divisions de l'opposition sont à cet égard peu encourageantes, quoi qu'en disent les opposants de toutes tendances. Aux côtés du désormais traditionnel Congrès national irakien (CNI), ce rassemblement de formations – dont les royalistes – et de personnalités de l'opposition créé et financé par les Etats-Unis (mais qui n'en est pas moins récusé

par la CIA et le département d'Etat), existent le Mouvement de l'entente nationale ainsi qu'un Conseil militaire, formé, avec la bienveillance des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, par un groupe d'officiers de second rang.

Un autre groupe d'officiers se proposerait de créer un Conseil supérieur de salut national. Sans oublier les quatre principales formations historiques de l'opposition, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan – qui font partie du CNI visiblement sans trop y croire – du côté kurde, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak et le parti Al-Daawa, du côté chiite, le Parti communiste.

Tous veulent la chute du gouvernement irakien, mais tous affirment refuser d'être instrumentalisés par les Etats-Unis. Le département d'Etat a invité six de leurs dirigeants à se rendre à Washington vers la mi-août pour discuter des « prochaines étapes de la coordination » avec les Etats-Unis. On ignore à ce jour qui répondra à l'invitation, mais il paraît peu vraisemblable que l'ayatollah Mohammad Baqer Al-Hakim, qui dirige le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, fasse le déplacement.

De tous les invités (les dirigeants des deux partis kurdes, deux dirigeants du CNI, Ahmad Chalabi et Al-Charif Ali Ben Hussein (cousin du dernier roi d'Irak) ainsi qu'Iyad Alaoui, pour le Mouvement de l'entente nationale), l'ayatollah Hakim est en effet le seul à avoir tenu jusqu'à présent à maintenir une distance clairement revendiquée avec les Etats-Unis, tout en autorisant des contacts de représentants de son mouvement avec l'administration américaine.

Qui plus est, l'ayatollah Hakim est très proche de l'Iran, où il réside d'ailleurs depuis plusieurs années. Les menaces américaines de plus en plus insistantes contre Téhéran ne devraient pas lui faciliter la tâche. Ces menaces ne sont pas non plus du goût des pays arabes, qui ont pratiquement tous assaini leurs relations avec l'Iran dans l'espoir d'une plus grande stabilité régionale.

Mouna Naïm

### LES TROIS OPTIONS MILITAIRES

▨ Zone de peuplement kurde    ▨ ZONES d'exclusion aérienne



- La frappe ciblée → 50 000 à 75 000 soldats attaquent par surprise Bagdad, les dépôts d'armes et les centres de commandement.
- L'attaque massive → 250 000 hommes (dont 30 000 Britanniques ?) attaquent à partir du Koweït avec un armement lourd.
- L'option « Alliance du Nord » → Quelques centaines de membres des forces spéciales s'infiltrent, en coordination avec les forces d'opposition.

**IRAK** Saddam Hussein cherche à éloigner la menace américaine en invitant le chef des experts en désarmement internationaux

# Bagdad entrouvre la porte à l'ONU

Sous la menace d'une frappe des États-Unis, l'Irak a annoncé hier avoir invité le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, à venir discuter à Bagdad d'une reprise éventuelle des inspections.

Luc de Bârochez

L'Irak gagne du temps. Depuis plus de onze ans que son armée a été chassée du Koweït, la tactique dilatoire réussit plutôt bien à Bagdad. Passé maître en attermolements et faux fuyants, le président Saddam Hussein vient de lâcher encore un peu de lest. Il a entrouvert la porte aux inspecteurs en désarmement de l'ONU. Les experts internationaux ont fait la lourde erreur de partir en 1998. Ils n'ont jamais pu revenir. Pour la première fois, l'Irak vient d'inviter leur chef, Hans Blix, à venir « dès que possible ». Il s'agit, selon Bagdad, « d'évaluer ce qui a été fait dans le domaine du désarmement irakien entre mai 1991 et décembre 1998 et d'examiner les questions en suspens ».

La concession irakienne est bien loin de satisfaire George W. Bush. Le président américain ne réclame rien de moins que le départ du dictateur de Bagdad. Elle est même très en deçà de ce que réclame l'ONU. Le Conseil de sécurité a demandé à Bagdad d'autoriser le retour sans entrave des inspecteurs. A ce stade, il est impossible de savoir si les Irakiens vont vraiment autoriser la Commission de surveillance, de vérification et d'inspection de l'ONU (Unmovic) à accomplir sa tâche.

Qu'à cela ne tienne. La lettre que le chef de la diplomatie irakienne, Naji Sabri, vient d'envoyer au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est suffisante pour desserrer l'étau pendant quelques semaines. Elle sème la discorde parmi les membres du

Conseil de sécurité. Saddam Hussein peut voir venir.

Le destinataire de la lettre et le moment de son envoi sont au moins aussi importants que son contenu. Kofi Annan vient de mettre en garde contre une intervention militaire américaine en Irak. Il a jugé qu'une telle opération ne serait « pas judicieuse ». La missive fournit des arguments au secrétaire général de l'ONU, en laissant espérer qu'une solution diplomatique est toujours possible. En revanche, la lettre n'a pas été adressée à son destinataire naturel, Hans

## Kofi Annan met en garde contre une intervention militaire en Irak

Blix, qui a rejeté les conditions que l'Irak tente d'imposer aux inspecteurs. Blix s'est déjà fait berner par les Irakiens, avant la guerre du Golfe. Alors qu'il était président de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), il n'avait pas vu l'aspect militaire du programme nucléaire irakien. Il a juré qu'on ne l'y reprendrait pas.

La lettre irakienne est arrivée à New York à un moment clé. A l'approche de l'anniversaire des attentats du 11 septembre, les principaux membres de l'Administration Bush se déchirent sur l'opportunité d'attaquer l'Irak. Le président reste sur une ligne maximaliste. Il a réaffirmé avant-hier, devant le roi de Jordanie Abdallah II, son intention de renverser Saddam Hussein. « La politique de mon gouverne-

ment, de cette Administration, est le changement de régime (en Irak), et nous avons de bonnes raisons pour cela », a affirmé George W. Bush.

Si l'on en croit les Américains, l'Irak cherche secrètement à se doter d'armes de destruction massive, en violation de l'interdiction imposée par l'armistice de 1991. Aucune preuve n'a été apportée, à ce jour. Aucun lien n'a pu être établi non plus entre l'Irak et les attentats du 11 septembre. Pourtant, les États-Unis redoutent que des groupes terroristes puissent un jour se fournir en armes de destruction massive en Irak, pour les utiliser contre l'Occident.

Le rôle des inspecteurs en désarmement de l'ONU est justement de vérifier que l'Irak se conforme aux restrictions imposées en 1991, qui conditionnent la levée de l'embargo international. Une précédente mission de l'ONU, l'Unscorm, a œuvré jusqu'en 1998 en Irak, dans des conditions mouvementées. Elle a accusé Bagdad de lui mettre de multiples bâtons dans les roues, ce qui était en grande partie vrai. L'Irak l'a, à son tour, accusée d'être noyauté par des espions américains, ce qui n'était pas faux.

L'Unscorm n'a jamais pu achever sa mission. Elle a quitté l'Irak à la veille de frappes militaires, décidées en décembre 1998 par un président Bill Clinton qui s'évertuait à détourner l'attention de l'affaire Monica Lewinsky. Le nouveau corps d'inspecteurs créé en 1999, l'Unmovic, a trouvé porte close.

La lettre irakienne peut permettre de relancer les pourparlers entre l'ONU et Bagdad. Les

discussions sont dans l'impasse depuis l'échec d'une série d'entretiens à Vienne le mois dernier. La délégation irakienne a posé quatre conditions au retour des inspecteurs : fin des menaces de Washington, levée de l'embargo, abrogation des zones d'interdiction aérienne imposées par les États-Unis et la Grande-Bretagne dans le nord et le sud de l'Irak, et enfin élimination de toutes les armes de destruction massive du Proche-Orient, y compris, donc, de l'arme nucléaire israélienne.

Bagdad tente d'exploiter les divisions du Conseil de sécurité de l'ONU pour éloigner la menace américaine. Au vu des réactions internationales suscitées hier par la lettre irakienne, le coup semble en voie de réussir. Les clivages traditionnels sont réapparus, effaçant l'unité que le Conseil avait réussi à reconstituer ces derniers mois autour de la revendication d'un retour des inspecteurs.

Tout comme les États-Unis, leur principal allié contre l'Irak, la Grande-Bretagne, a exprimé le plus profond scepticisme vis-à-vis de l'offre irakienne. « Le passé a montré que Saddam ne tenait pas parole », a affirmé un porte-parole du Foreign Office à Londres. A l'opposé, la Russie a qualifié la lettre de Bagdad de « pas important en direction d'un règlement de la crise ». Au milieu, la France a réagi prudemment. « Nous soutenons tous les efforts qui peuvent conduire au respect par l'Irak de ses obligations au titre du Conseil de sécurité des Nations unies », a indiqué le Quai d'Orsay. Le président Jacques Chirac a affirmé cette semaine, au sommet franco-allemand de Schweinitz, que l'Irak serait « bien avisé » d'accepter le retour sans entrave des inspecteurs. Manifestement, on en est encore loin.

Washington  
de notre correspondant

2 AOUT 2002

**G**eorge W. Bush va-t-il renoncer à envahir l'Irak? Mijote-t-il au contraire de lancer une offensive-surprise dès cet automne, avant même les élections du 5 novembre (1)? Peut-on éviter le scénario d'une invasion terrestre de 300000 hommes? A Washington, tout au long de la semaine, les couloirs du Capitole, les salons des ambassades ou les salles de rédaction ont bourdonné de cent rumeurs sur les projets militaires américains. «*En ce moment, tout le monde ne parle ici que de ça*», constate Anthony Blinken, chef de cabinet de la commission des affaires étrangères du Sénat et ancien conseiller de Bill Clinton. Cette commission, présidée par Joseph Biden, sénateur démocrate du Delaware, a organisé hier et avant-hier une série d'auditions. Les questions posées aux experts – les officiels avaient décliné l'invitation, sur ordre – ont mis en lumière les réticences des élus face aux projets de George W. Bush. Quelle est la nature exacte du danger posé par Saddam Hussein? Que sait-on sur ses armes chimiques, bactériologiques et nucléaires? Quelles sont les preuves de ses liens avec Al-Qaeda? Comment les voisins de l'Irak réagiraient-ils à une attaque? Quel serait l'impact sur l'économie?...

**Réticences.** Une certaine confusion semble régner dans l'administration, ce qui provoque dans la presse un déluge de «fuites» souvent contradictoires. Dimanche dernier, le *Washington Post* révélait les réticences de «*nombreux militaires de haut rang*», qui jugent que Saddam ne constitue pas une menace immédiate. Les généraux ont ainsi expliqué qu'il n'y avait de toute façon rien à attendre «*avant le printemps, voire plus tard*». Le lendemain, le *New York Times* affirmait que le Pentagone réfléchissait à un plan militaire selon lequel Bagdad serait pris en premier, ainsi qu'un ou deux centres de commandement clés et quelques dépôts d'armes. L'idée étant de faire tomber le régime avec seulement quelques dizaines de milliers d'hommes, sans avoir à or-

# LA GUERRE D'IRAK AURA-T-ELLE LIEU?

*L'idée d'une offensive rapide contre Saddam divise Washington.*



Foule à Bagdad en avril 2001, lors d'un match de foot. Un des plans sur lesquels travaille actuellement le Pentagone a été baptisé «Bagdad First» (Bagdad d'abord).

ganiser une invasion en bonne et due forme. Ce plan, baptisé *Inside-out* (De l'intérieur vers l'extérieur) ou encore *Bagdad first* (Bagdad d'abord), pourrait être déclenché rapidement en vue de mettre hors d'état de nuire les armes irakiennes les plus menaçantes, alors qu'une invasion de 250000 à 300000 hommes prendrait des mois à préparer.

**Info ou intox?** Plusieurs indices laissent penser que les forces américaines se préparent à «quelque chose». Près de 25000 militaires sont maintenus dans la région, les commandes de munitions ont été augmentées et les achats de carburant par le *centcom* (centre de commandement militaire) sont supérieurs de 40 % à ce qu'ils étaient l'an dernier... Mais ces éléments peuvent faire partie d'un plan de désinformation, afin de maintenir la pression.

**L'état-major américain traîne des pieds, estimant que seule une invasion classique et soigneusement préparée pourrait éviter tout risque d'échec.**

Dans des conversations privées, la Maison Blanche a rassuré les parlementaires: il n'y aura pas d'attaque-surprise cet automne. Selon une source bien informée, une somme de 50 milliards de dollars est prévue dans le prochain budget pour préparer les opérations.

Le débat est d'autant plus enflammé que Bush n'a pas encore pris de décision sur la date ou sur la forme que prendrait une offensive. Il serait néanmoins sur le point de le faire. On retrouve les clivages classiques: d'un côté, le secrétaire d'Etat Colin Powell et le directeur de la CIA George Tenet, qui recommandent la prudence et le travail diplomatique; de l'autre, le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui poussent à une offensive rapide. L'état-major traîne des pieds, estimant que seule une invasion classique et

soigneusement préparée pourrait éviter tout risque d'échec. Saddam ne manquera pas d'exploiter ces tiraillements. Au début du mois, à Vienne, lors d'une troisième réunion consacrée au retour des inspecteurs de l'ONU chargés de contrôler le désarmement, les Irakiens ont envoyé pâître le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. «*Les Etats-Unis auraient dû réagir extrêmement vigoureusement, mais ils ont été silencieux: c'est le signe qu'ils ne sont pas prêts*», analyse Anthony Blinken.

**Partie d'échecs.** «*La négociation sur les inspecteurs, ce sera la dernière carte de Saddam: il la sortira lorsqu'il sentira l'attaque imminente, et il essaiera de faire durer les discussions le plus longtemps possible*», prévoit Tim McCarthy, un ancien inspecteur de l'ONU en Irak, aujourd'hui chercheur au Monterey Institute of International Studies, en Californie. Certes, le secrétaire à la Défense a rappelé mardi ses doutes sur l'effi-



cacité de telles inspections, laissant entendre qu'elles seraient sans effet sur la détermination américaine à faire tomber le régime irakien. Mais Saddam sait aussi, comme le souligne Tim McCarthy, que «les négociations peuvent lui re-

donner un avantage politique et diplomatique».

La partie d'échecs qui commence risque donc de durer. D'autant que George W. Bush s'est engagé à consulter ses alliés avant toute action. La fenêtre de tir possible, pour une

offensive militaire, ne restera cependant pas ouverte indéfiniment. On voit mal Washington envoyer des dizaines ou des centaines de milliers d'Américains en combinaison hermétique et masques à gaz dans la chaleur de l'été ou de

l'automne irakien. Et fin 2002, aux Etats-Unis, on entrera déjà dans une période de campagne présidentielle... ●

PASCAL RICHE

(1) Un tiers du Sénat et l'ensemble de la Chambre seront renouvelés.

## Les factions rivales kurdes d'accord sur un Parlement provisoire



SULAYMANIYA (Irak), 1er août (AFP) - 19h21 - Un responsable kurde a affirmé jeudi que les deux factions rivales, qui se disputent le Kurdistan irakien, s'étaient mises d'accord sur la constitution d'un Parlement provisoire.

"L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani se sont mis d'accord pour constituer un Parlement provisoire", a déclaré à l'AFP Adnane Al-Moufti, membre du bureau politique de l'UPK et vice-président du gouvernement kurde.

Il a indiqué que ce Parlement "aura pour mission de normaliser la situation dans le Kurdistan et de préparer le terrain à de nouvelles législatives".

M. Moufti a estimé que "les premiers pas vers une normalisation visent à autoriser la réouverture par chacune des deux formations de bureaux dans le territoire de l'autre, à libérer le reste des détenus et à unifier progressivement les deux directions" kurdes.

Le journal Hawlati, publié à Sulaymaniya, contrôlé par l'UPK, avait récemment affirmé que les deux parties étaient convenues d'élire un nouveau Parlement régional "dans six à neuf mois".

Interrogé sur le choix du siège d'un éventuel gouvernement régional unifié kurde, M. Moufti a affirmé: "En cas d'unification des deux gouvernements, le siège du gouvernement sera à Erbil".

A propos des informations relatives à un accord entre l'UPK et le PDK sur une force unifiée pour lutter contre le terrorisme, M. Moufti a déclaré: "Il n'y a aucun accord pour la constitution d'une force unifiée, mais une telle force devait normalement être constituée".

Les dirigeants du PDK et de l'UPK ont convenu en avril en Allemagne d'achever l'application de l'accord de 1998, conclu sous le parrainage des Etats-Unis, et de coopérer dans la lutte contre les extrémistes islamistes.

Le PDK et l'UPK, que des accrochages meurtriers ont opposés ces dernières années, sont en lutte pour le contrôle du Kurdistan qui échappe au pouvoir central de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le rapprochement entre le PDK et l'UPK intervient au moment où Washington menace de lancer une frappe en Irak pour renverser le régime du président Saddam Hussein.

## Iraq fails to meet demands, UN says

### Annan's remarks cast doubt on resumption of arms inspections

By Colum Lynch

The Washington Post

**UNITED NATIONS, New York:** Secretary-General Kofi Annan said Friday that Iraq's offer to hold talks in Baghdad with the UN's chief weapons inspector remained "at variance" with and failed to address long-standing Security Council demands for unfettered inspections.

The UN chief's remarks, delivered by his chief spokesman, Fred Eckhard, cast fresh doubts on the immediate prospect for the resumption of the inspections. It also reflected mounting concern among UN officials and diplomats that Iraq might be us-

ing the negotiations as a ploy to delay U.S. military action and to drive a wedge in the Security Council.

Annan's statement came in response to a letter from Foreign Minister Naji Sabri of Iraq late Thursday extending an invitation to Hans Blix, the chief UN weapons inspector, and members of his team to discuss the possible resumption of inspections.

Even before Annan responded, there were signs of an emerging rift in the 15-nation Security Council as American and British officials said that Iraq must end talks and immediately comply with its obligations to allow UN inspectors to resume their search for banned biological, chemi-

al and nuclear weapons.

"They are not signaling that they are willing to comply," a U.S. official said.

The National Security Council spokesman, Sean McCormack, said Iraq had an obligation to allow inspections of its suspected weapons of mass destruction programs "anytime, anywhere."

"We've made pretty clear what we think should be done," he said of UN action.

A senior State Department official called on Baghdad to provide "complete, unfettered access to inspectors, leading to disarmament."

"How many times have they written these letters and said 'We'll do this, we'll do

that?" he said. "It's clear what they have to do. It's very much a habit of trying to generate a news spin as if there is something new, some breakthrough."

In London, a spokesman for the Foreign Office, said, "Saddam has a long history of playing games. As his track record shows, he does not deliver. Iraq remains in breach of at least 23 of 27 separate obligations placed upon it" by the Security Council.

But Russia and France, Iraq's supporters on the council, welcomed Iraq's offer.

"Moscow believes that the Iraqi proposal is an important step toward solving this problem by political and diplomatic means," according to a Foreign Ministry statement.

A French Foreign Ministry spokeswoman, Marie Masdupuy, said her government hoped the "dialogue between the United Nations and the Iraqi authorities will continue so that Baghdad allows a return of the inspectors."

Eckhard, the UN spokesman, said that

Annan would seek guidance on a response to the Iraqi offer from the Security Council at a luncheon Monday.

"The secretary-general last night received a letter from Iraq's foreign minister, Naji Sabri, inviting chief UN weapons inspector Hans Blix and members of his team to Iraq at the earliest agreed upon time for a round of technical talks on remaining disarmament issues," he said.

### ■ 'Time for action,' Bush insists

The United States reaffirmed its demand for Iraq to permit UN inspectors unrestricted access, Bloomberg reported from the United Nations in New York.

The government of President Saddam Hussein, which has not permitted inspectors to return since 1998, signed an agreement to allow inspections at any time, the White House spokeswoman, Claire Buchan, said.

"They know that obligation," Buchan

told reporters accompanying President George W. Bush to Kennebunkport, Maine. "It's time for action, not discussion."

The U.S. response came as Bush has said Iraq will face unspecified military action if it does not allow the return of the inspectors. The Senate Foreign Relations Committee on Thursday completed two days of hearings on whether to force Hussein from power.

Bush has said U.S. policy calls for a change of government in Iraq and that Washington will use "all the tools at our disposal" to that end.

Iraq's UN ambassador, Mohammed Douri, did not immediately respond to a request for comment.

The United Nations imposed economic sanctions on Iraq after the Gulf War, which began after Iraq invaded neighboring Kuwait. The UN must certify that Iraq's weapons of mass destruction programs have been abolished before the sanctions are rescinded.

## GUERRE CONTRE LE TERRORISME *Le chef de la commission de*

*désarmement de l'ONU décline l'invitation de Bagdad*

# Bush et Saddam restent face à face

Washington :  
de notre correspondant  
Jean-Jacques Mével

Les Nations unies n'ont rien à négocier : rejetant fermement l'invitation irakienne, le chef de la commission de désarmement de l'ONU, Hans Blix, a refusé de se rendre à Bagdad aussi longtemps que Saddam Hussein refusera les contrôles internationaux sur son arsenal de mort.

Avant tout, « les Irakiens doivent dire qu'ils acceptent le retour des inspecteurs en désarmement, conformément aux résolutions de Conseil de sécurité », a expliqué le chef de l'Unmovic (commission de surveillance, de vérification et d'inspection de l'ONU). Il a dit au quotidien arabe *al-Hayat* que la tenue de discussions à Bagdad ne ferait, à ce stade, que « susciter des espoirs non fondés ».

Cette manœuvre diplomatique avortée, les États-Unis et l'Irak reprennent la guerre des mots. Le président américain a réaffirmé ce week-end sa volonté de renverser Saddam Hussein « par tous les moyens » à sa disposition. Mon devoir est d'interdire « aux

*pires dirigeants de la terre* » le chantage aux armes de destruction massive, a-t-il dit. De son côté, le quotidien irakien *as-Saoura* appelait hier le reste de la planète à se dresser contre les velléités destructrices « de l'Administration Bush et de son laquais, Tony Blair ».

L'intransigeance de Saddam Hussein et son refus de tout contrôle international depuis quatre ans pourraient finalement pousser la Maison-Blanche à abattre son jeu. S'il veut passer à l'acte, George W. Bush aura besoin du soutien de l'opinion, du Congrès et de la communauté internationale. Dans un bel ensemble, la presse américaine l'invite ce week-end à abandonner la langue de bois. Depuis des mois, l'explication présidentielle se borne à l'urgence d'un « changement régime à Bagdad », bien qu'« aucun plan de guerre ne soit encore parvenu sur le bureau » du président.

Le *New York Times*, craignant que cette « drôle de guerre » ne finisse par peser sur les nerfs de ses lecteurs, argumente : « Il est temps que George W. Bush précise ses intentions (...) et qu'il explique franchement pourquoi il pense qu'une opération militaire sera bientôt né-

cessaire, et quels seraient les buts de guerre. »

Le Congrès, avant d'ajourner pour l'été, est presque sur la même longueur d'ondes. Le Sénat, forum de politique étrangère dominé par les démocrates, a peu apprécié que l'équipe Bush décline la semaine dernière l'invitation à une série d'audiences publiques sur l'Irak. Ni le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, ni le secrétaire d'Etat Colin Powell, n'ont fait le déplacement. Le débat a tourné à une conversation d'experts, d'anciens hauts fonctionnaires et de généraux en retraite.

« Quelle est la nature précise de la menace ? Quelles sont les options et quel est leur coût ? Quel risque y a-t-il à laisser les mains libres à Saddam Hussein ? (La réponse à ces questions) serait une façon responsable de procéder », disait hier le sénateur démocrate Joseph Biden, patron de la commission des affaires étrangères. L'exigence ne vient pas seulement des adversaires politiques du président. Le sénateur Richard Lugar, influent dans les rangs républicains, monnaie lui aussi son appui : « Il y a encore beaucoup à apprendre » de la bouche du président.

## Réformes turques: le président de l'Institut kurde de Paris reste "prudent"



PARIS, 3 août (AFP) - 17h15 - Le président de l'Institut kurde de Paris a salué les "mesures très positives" adoptées samedi par les députés turcs, qui ont octroyé des droits culturels aux Kurdes, tout en se déclarant "prudent" sur leur mise en oeuvre.

"Pour nous il s'agit de mesures très positives, qui vont dans la bonne direction, sans pour autant régler le problème kurde. Nous sommes prudents sur la mise en oeuvre. Il reste un arsenal très répressif dans les lois et dans la constitution", a déclaré Kendal Nezan par téléphone à l'AFP.

Relevant que ces réformes ont été obtenues "en grande partie grâce aux pressions de Bruxelles", M. Nezan rappelle que "le droit d'association reste très limité pour les Kurdes et que plusieurs partis politiques kurdes sont interdits".

"Il y a trois jours un éditeur a été condamné simplement parce qu'il avait traduit un livre d'un Américain qui employait le mot Kurdistan", a-t-il ajouté.

Au sujet de la diffusion désormais autorisée de programmes audiovisuels en langue kurde, Kendal Nezan a souhaité qu'il ne s'agisse pas de "propagande gouvernementale" et a préconisé la réforme du Haut conseil de l'audiovisuel.

Les députés turcs ont adopté samedi un train de réformes cruciales, dont l'abolition de la peine de mort et l'octroi de droits culturels aux Kurdes, dans l'espoir de satisfaire aux conditions posées par les Quinze pour que leur pays rejoigne l'Union européenne.

L'Institut kurde de Paris est une fondation reconnue d'utilité publique depuis 1993. Selon son président, un million de Kurdes vivent dans l'Union européenne, rejoints par 40.000 supplémentaires chaque année, chassés par la pauvreté et la répression.

Par ailleurs, un journaliste kurde à MediaTV, chaîne de télévision proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et interdite en Turquie, Kris Denan, interviewé sur France Info, a qualifié de "tout petit pas en avant" les réformes accordant de nouveaux droits à la communauté kurde et estimé qu'il fallait poursuivre la lutte.

"Je ne crois pas qu'aujourd'hui les Kurdes en Turquie, dans les régions kurdes, vont célébrer la grande victoire. Ils savent très bien que c'est un petit pas, un très petit pas en avant vers l'intégration dans l'Union européenne, ce qu'ils applaudissent, mais il faut continuer la bataille. Le chemin sera encore long mais c'est un petit pas en avant", a-t-il affirmé à la radio d'information continue.

---

## Le chef kurde Talabani prêt à offrir ses bases pour attaquer l'Irak



WASHINGTON, 13 août (AFP) - 1h50 - Le chef kurde irakien Jalal Talabani a indiqué mardi être prêt à offrir à Washington l'utilisation des bases que sa faction contrôle dans le nord de l'Irak en vue d'une éventuelle attaque américaine contre le régime du président irakien Saddam Hussein, dans une interview à CNN.

Les Etats-Unis ont apporté une réponse positive à cette offre, proposée en échange de la protection des troupes kurdes contre des armes chimiques ou biologiques irakiennes, a précisé M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sur la chaîne américaine.

L'UPK est l'une des deux factions qui contrôlent le nord de l'Irak échappant à Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991. L'autre faction, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), est dirigée par son rival Massoud Barzani.

"L'armée américaine sera très bien accueillie dans le Kurdistan irakien, contrairement à certaines rumeurs", a ajouté M. Talabani.

La semaine dernière, M. Talabani avait indiqué lors d'entretiens à Ankara que sa faction ne soutiendrait une éventuelle intervention militaire américaine contre l'Irak que si celle-ci vise véritablement à instaurer un régime démocratique dans le pays.

"Nous ne sommes pas tout à fait certains des objectifs d'une attaque (contre l'Irak) et pour cette raison nous n'avons pas encore pris de décision pour y participer ou pas", avait-il indiqué dans la capitale turque.

# Un grand pas de la Turquie vers l'Europe

## Un vote historique abolit la peine de mort et reconnaît des droits aux Kurdes.

**C**'est un tournant dans la longue marche turque vers l'Europe. Bruxelles salue «une avancée significative» (lire ci-dessous) et la plupart des éditorialistes turcs évoquent «un vote historique». «La Turquie a répondu à tous les critères politiques requis par l'UE avec la série de réformes qu'elle va mettre en application», soulignait hier, satisfait, le Premier ministre, Bülent Ecevit (gauche nationaliste). Après vingt-deux heures de débats souvent houleux, le Parlement a finalement voté samedi à l'aube, à une large majorité et à main levée, les réformes cruciales – notamment l'abolition de la peine de mort et l'octroi de droits culturels aux Kurdes – exigées par les Quinze. Ces derniers devraient fixer une date pour l'ouverture formelle des négociations d'adhésion avec Ankara lors du sommet de Copenhague, en décembre. Devant l'entrée de la Grande Assemblée nationale, austère bâtisse de style néo-hittite au cœur d'Ankara, un groupe de militants proeuropéens avait apposé une horloge digitale scandant jours, heures et minutes du compte à rebours avant cette réunion décisive pour le destin du pays.

**Démocratiser.** Seule mais très imparfaite démocratie laïque du monde arabo-musulman et pilier de l'Otan au sud-est de l'Europe, la Turquie reste à la charnière de deux mondes. Commencé dès les années 60, le lent chemin d'Ankara vers la CEE puis vers l'UE est désormais arrivé à un moment crucial. Associée aux Quinze par



Les parlementaires turcs, samedi, après leur vote décisif.

*«C'est maintenant à l'Union européenne de jouer, et nous allons voir dans quelle mesure elle est sincère.»  
Recep Tayyip Erdogan, leader des islamistes modernistes*

un traité d'union douanière depuis janvier 1996, pleinement reconnue comme pays candidat en décembre 1999, la Turquie doit maintenant montrer sa réelle volonté de démocratiser un système républicain, mais volontiers autoritaire, créé sur le modèle jacobin par Mustafa Kemal après la Première Guerre mondiale.

Un choix refusé par les «souverainistes», quelques-uns à gauche, mais pour la plupart présents dans le MHP (Parti d'action nationaliste, extrême droite), devenu la première force du gouvernement de coalition de Bülent Ecevit. Seul ce parti a voté contre ces réformes, craignant que les nouveaux droits accordés aux minorités, notamment aux Kurdes (12 millions sur une population de 60 millions), ne mettent en péril l'unité du pays, relançant le conflit qui a fait plus de 30 000 morts en quinze ans dans le Sud-Est, peuplé en majorité de Kurdes. Le MHP va saisir la Cour constitutionnelle pour tenter de faire annuler ces décisions. Les autres forces politiques ont voté pour,

même les islamistes modernistes qui, selon les sondages, pourraient remporter les élections anticipées du 3 novembre. «C'est maintenant à l'UE de jouer, et nous allons voir dans quelle mesure

elle est sincère», a lancé leur leader, Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul. Environ 75 % des Turcs, selon les enquêtes d'opinion, rêvent d'intégration dans l'UE. Les quotidiens de samedi et dimanche ont salué avec emphase le vote des députés, comme le populaire *Sabah* qui titre «Merci» en première page, ou *Milliyet* clamant «Europe nous voilà!» Le

quotidien intellectuel *Radikal* souligne: «Le Parlement a un peu ouvert la porte au moment où les espoirs s'évanouissaient.» La maladie du Premier ministre Bülent Ecevit, 77 ans, et la paralysie de l'exécutif faisaient en effet craindre à beaucoup de Turcs de «rater le train de l'Europe». Les réformes votées sont certes historiques. Même si la peine de mort n'était plus appliquée depuis quinze ans, son abolition – sauf en temps de guerre – sauve définitivement la tête du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan arrêté au Kenya en 1998, emmené en Turquie puis condamné à la peine capitale. **Tournant.** Plus symboliques encore sont les nouveaux droits reconnus aux Kurdes: des émissions télévisées et un enseignement privé dans leur langue. Il s'agit d'un véritable tournant dans un système qui jusqu'ici refusait toute expression collective de l'identité kurde. Il reste maintenant à savoir comment ces décisions seront mises en pratique. «Ces réformes ont été votées sous la pression des Européens et elles ne signifient pas encore un changement de fond de l'attitude de l'Etat», souligne Yavuz Önen, président de la Fondation pour les droits de l'homme. S'il reste prudent, cet architecte très respecté pour son indépendance n'en est pas moins, lui aussi, satisfait: «Beaucoup reste à faire, et notamment le changement de l'actuelle Constitution imposée en 1982 après le coup d'Etat militaire, mais ce vote ouvre la voie à une démocratie plus réelle.» ●

MARC SEMO

### Une «avancée satisfaisante»

Les Européens ont salué les réformes votées par le Parlement turc, notamment l'abolition de la peine de mort. Le commissaire à l'élargissement Guenter Verheugen y a vu «un signal important de la détermination d'une majorité de dirigeants politiques turcs» en faveur d'un «alignement» croissant d'Ankara sur «les valeurs» défendues par l'Union. La Commission a toutefois averti qu'elle surveillerait «de près» la mise en œuvre du train de mesures adopté. La présidence danoise de l'Union européenne s'est félicitée d'une «avancée satisfaisante». Le président du Parlement européen (PE), Pat Cox, a lui aussi jugé ces réformes «très positives».

(AFP)

**TURQUIE** *Le Parlement a aboli la peine de mort, reconnu des droits culturels aux Kurdes et élargi les libertés publiques pour plaire à Bruxelles*

# Ankara à marche forcée vers l'Europe

Le Parlement turc a adopté samedi des réformes historiques sur la voie de la démocratisation du pays, avec notamment l'octroi de droits culturels aux Kurdes et l'abrogation de la peine de mort. Ankara espère que les Quinze accepteront, en échange, de négocier l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Luc de Barochez

Le Bosphore n'a jamais paru aussi étroit. Les Turcs ont chaussé leurs bottes de sept lieues pour rejoindre l'Union européenne. « Europe, nous voilà », trompetait ce week-end le journal *Milliyet*. Les réformes votées samedi par le Parlement sont d'abord destinées à remplir les conditions posées par l'UE pour ouvrir des négociations d'adhésion avec Ankara. Les Quinze vont-ils, pour autant, accepter de fixer un calendrier de pourparlers ? Rien n'est moins sûr. La perspective de voir la Turquie devenir un État membre de l'UE en effraie plus d'un.

« Désormais, plus personne ne peut dire que la Turquie ne mérite pas l'appartenance pleine et entière à l'UE », a affirmé hier le premier ministre Bulent Ecevit. « Désormais, la Turquie est plus libre, plus démocratique, plus européenne. » A l'aune du système politique turc, qui ressemble par certains traits à une semi-dictature militaire, les réformes votées sont spectaculaires. Les députés ont aboli la peine de mort en temps de paix. Ils ont autorisé l'enseignement du kurde et la télédiffusion dans cette langue. Ils ont élargi les droits d'association et de manifestation. Ils ont favorisé la liberté d'expression. Ils ont aussi, pour faire bonne mesure, promis de lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine.

La peine de mort n'est plus appliquée en Turquie depuis 1984. Des peines capitales continuent pourtant à être infligées.

Le condamné le plus célèbre est Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla séparatiste kurde, qui fut capturé en 1999. Son mouvement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a renoncé depuis lors à la lutte armée. La guerre civile fut riche en atrocités, des deux côtés. Elle a fait plus de 30 000 morts en quinze ans.

L'octroi de droits culturels aux Kurdes constitue une révolution copernicienne. Kemal Atatürk, qui a fondé la Turquie moderne, voici quatre-vingts ans, a placé l'identité nationale au cœur de la conception de l'État. En l'an 2000 encore, le programme politique de plus de 1 000 pages adopté par la Turquie pour préparer son adhésion à l'UE ne comportait pas une seule fois le mot « kurde ». Le temps n'est pas si éloigné où celui qui écoutait de la musique kurde en public était jeté en prison, sous l'accusation de soutien au terrorisme. Le sujet était tellement tabou qu'on ne sait pas combien sont les Kurdes. Les estimations varient de 10 à 25 millions, dans un pays de 66 millions d'habitants.

Côté européen, le satisfecit était de rigueur hier. Les Quinze ont salué l'adoption progressive par Ankara des valeurs de l'Union. Même la Grèce a réagi « très positivement ». Mais un silence embarrassé dominait sur les perspectives d'adhésion de la Turquie. Cela fait pourtant 38 ans qu'on en parle. En 1964, la Communauté européenne avait signé un accord d'association avec la Turquie en lui faisant miroiter, à terme, une adhésion. Et pourtant, les Européens n'en ont jamais sérieusement parlé entre

eux. En décembre à Copenhague, le Conseil européen doit débattre de l'élargissement de l'UE. Les chefs d'État et de gouvernement seront appelés à fournir une réponse aux Turcs, qui veulent qu'on leur fixe une date pour entamer les négociations. Or, à Bruxelles, personne ne sait quoi leur dire.

Le vote turc de samedi pourrait bien reposer sur un gigantesque malentendu. L'UE peut-elle accepter un jour dans ses rangs un pays laïc mais à la population quasi exclusivement musulmane, détenteur d'une

situation géostratégique clé mais presque entièrement situé en Asie, membre de l'Otan mais aussi de l'Organisation de la conférence islamique ? L'Union européenne peut-elle avoir, pour voisins directs des États aussi problématiques que l'Iran, l'Irak et la Syrie ? Les Quinze peuvent-ils s'entendre en moins de quatre mois, d'ici le sommet de Copenhague, sur un sujet aussi capital ? Beaucoup de diplomates en doutent.

Prudemment, la Commission européenne a affirmé samedi que « beaucoup dépendra de l'application pratique » des réformes votées samedi. Dans un pays en crise économique et politique, à qui le FMI a dû fournir l'an dernier la somme record de 16 milliards de dollars pour le sauver de la banqueroute, la mise en œuvre des réformes dépend de nombreuses inconnues. La première est le résultat des élections anticipées. Elles viennent d'être fixées au 3 novembre. Les scores respectifs des islamistes, des nationalistes et des pro-européens seront observés avec soin. Dès hier, le Parti de l'action nationaliste (MHP) a annoncé son intention de saisir la Cour constitutionnelle pour faire annuler les réformes.

Malgré les décisions de sa-

medi, de nombreux obstacles se dressent encore sur la route d'une adhésion de la Turquie. Il y a les conflits territoriaux gréco-turcs en mer Égée, le rôle de l'armée dans la politique turque, la torture dans les prisons, la poursuite de la libération économique. Il y a surtout Chypre, qui est censée adhérer à l'UE en 2004 alors que sa partie nord reste occupée, depuis 1974, par l'armée turque. Les pourparlers pour la réunification de l'île d'Aphrodite, menés depuis janvier entre Chypriotes-Grecs et Chypriotes-Turcs, n'ont rien donné. Les dirigeants des deux communautés doivent se retrouver le 6 septembre à Paris, mais l'espoir est maigre.

A Ankara, des militants pro-européens ont installé une horloge devant le Parlement turc, pour compter le temps restant avant le sommet de Copenhague. En juin, la présidence espagnole de l'UE avait enthousiasmé les Turcs en affirmant que « de nouvelles décisions » sur la candidature d'Ankara seraient prises à Copenhague. Les attentes suscitées sont peut-être irréalistes. Mais même si la Turquie, finalement, ne devait jamais adhérer à l'Union, la perspective aura servi à démocratiser le pays.

**LE FIGARO**

5 AOÛT 2002

# A microcosm of terror in a torn Kurdish city

By John F. Burns

The New York Times

**HALABJA, Iraq:** More than a decade after Saddam Hussein's warplanes dropped canisters of poison gas here, killing perhaps 5,000 people in one of the worst such attacks since World War I, this city was still struggling to get back on its feet.

Then, thousands of miles away, came the events of Sept. 11. Within weeks, a battle wrested this city from deeply conservative mullahs and restored secular control. But an Islamic breakaway group known as Jund-ul-Islam sharply stepped up a string of ambushes, bombings and assassinations from bases east of Halabja, threatening to paralyze life anew, Kurdish leaders here say.

Kurdish leaders contend that this group has ties both to Al Qaeda and to Saddam, who lost control of the territory after a 1991 uprising caused the region's 3.6 million Kurds to be put under Western protection. But U.S. officials appear skeptical about the Kurdish claims of outside assistance for the militants, and have rebuffed the Kurds' appeals for the kind of direct military help the United States has given the Philippines and Yemen since Sept. 11.

The Kurdish leaders say that in the villages under their control the militants have established a pocket version of Afghanistan under the Taliban, with heavily bearded mullahs imposing a way of life patterned on the culture of ancient Islam.

In June, officials say, the group narrowly missed assassinating the leader of the Kurdish regional government based in Sulaimaniya. Five guards were killed in the attempt on the leader, Barham Salih, who was preparing for a meeting with a senior State Department official, Ryan Crocker, at the time.

For Halabja, the situation has meant a shattering of fragile hopes.

A ghost town for the first years after Saddam's chemical attack in March 1988, the city had slowly begun reviving, until its population by the late 1990s had recovered almost to its pre-1988 level of 75,000. By then, fears of toxic residues in the environment had begun to recede.

But now, families fearful of attacks by the militants are once again heading west into the heartland of the Kurdish enclave, which occupies the three northern provinces of Iraq.

The reverberations reach back to Washington, where President George W. Bush's vow to overthrow Saddam, possibly with an American military invasion, has stirred intensifying debate. Bush has cited the Iraqi leader's action in "gassing his own people" in Halabja as proof of his evil.

Bush has also suggested that Iraqi success in developing biological, chemical and nuclear weapons might one day enable Saddam to hand such weapons over to terrorists.

Kurdish leaders have said they have deep reservations about Bush's plans for action against Saddam, fearing Kurdish aspirations for autonomy within Iraq might suffer in the

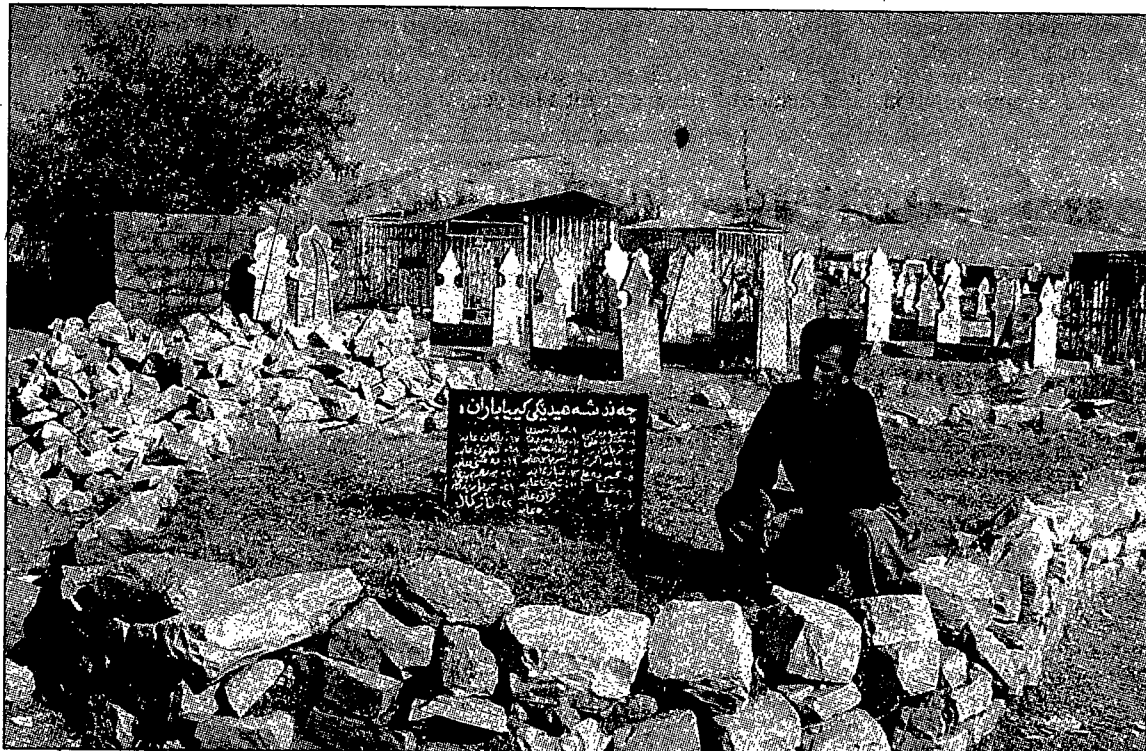
upheaval. When American officials have come here in recent months to discuss ways in which the Kurds could help oust Saddam, the Kurds have responded with appeals for more limited American military action against the militants.

Since 1991, the Kurdish territory has effectively been in rebellion against Saddam's government, which has never tired of seeking ways to subvert Kurdish rule. The Kurdish leaders claim to have captured militants who have told them of secret meetings with agents of Saddam's secret police.

Saddam has been condemned as a Muslim apostate by Islamic militant leaders, including Osama bin Laden, but Kurdish officials say religious politics mean little to the Iraqi ruler when he sees an opportunity to strike his enemies.

"Look, this is a man who helped Islamic militant groups in Syria when he wanted to destabilize the government there, and who

wraps himself in the cloak of Islam every time he looks for support from across the Arab world, even though he's ordered the killing of some of the most important



Aras Abed paying his respects at the graves of his family, who died in the poison-gas attack on Halabja a decade ago.

John F. Burns/The New York Times

Monday, August 5, 2002

The New York Times

Muslim leaders in Iraq," said a senior Kurdish leader. "So why wouldn't he help Jund-ul-Islam if he thought it would help him?"

The Kurds also contend that Jund-ul-Islam appears to have links to Al Qaeda that flow, in part, from the geography of the Kurdish enclave. Halabja is flanked on three sides by mountains forming Iraq's border with Iran. This proximity was at the root of its suffering in 1988, when an alliance between Kurdish separatist groups and Iran's ayatollahs during the Iran-Iraq war was the trigger for the poison gas attack here, and for similar

attacks elsewhere that some blamed on Iran.

Now Jund-ul-Islam has built a fortified network of villages and outposts deep in the valleys running eastward from Halabja toward Iran. The villages cover only a small area, perhaps as little as 260 square kilometers (100 square miles), but Kurdish officials believe access to the border could explain the recent growth of the group. They contend that as many as 120 Arabs and other non-Kurdish militants have arrived from Afghanistan to reinforce the 400 to 500 Kurds who are said to form the group's core.

The Kurdish claims tally with earlier con-

cerns about fighters fleeing Afghanistan, which at its closest point lies about 2,100 kilometers (1,300 miles) by road east of here. After the Taliban's collapse under American bombing last winter, American officials said Iran was allowing fugitives to flee into its territory.

Iranian officials have issued vehement denials, but the Kurds say some men who reached Iran moved into northern Iraq, drawn by the region's isolation. The 17,000-square-mile Kurdish territory — protected by a "no-flight zone," enforced by American and British planes — has only a lightly equipped militia, with virtually no counterterrorism training or equipment.

## The New York Times

Monday, August 5, 2002

# Turkey and EU hesitate to tie the knot

## In spite of reforms, both sides have reservations about membership

By Daniel Simpson

The New York Times

**ISTANBUL:** Even if Turkey truly resolves two deeply controversial issues — abolishing the death penalty and expanding the civil rights of a restive Kurdish population — it would be misleading to think that membership in the European Union was just around the corner.

Early Saturday morning, after a raucous all-night session, Parliament approved a package of reforms, including abolishing the death penalty in peacetime, giving language rights to the Kurds and easing restrictions on freedom of speech — all aimed at meeting EU requirements for membership. But the reforms could still be scuttled, as the deputy prime minister, Devlet Bahçeli, the leader of the nationalists in Parliament, said he would ask Turkey's highest court to overturn them.

Polls show that two-thirds of Turks support EU membership, primarily in the hope of an economic lift from Turkey's economic crises. But, as one Western diplomat put it, "There are few signs that Turkey has the collective will to adopt the common practices of the European Union."

The EU is in the midst of an ambitious expansion into the former Communist countries of Eastern Europe, but its commitment to Turkey remains in doubt. "It's not just a problem of Turkey's seriousness about reform," said another EU diplomat. "The EU is not all that serious, either. There's a lot of doubt among member states about whether Turkey really belongs in the club."

After Parliament adopted the reforms, a spokeswoman for Javier Solana, the EU foreign policy chief, praised the vote but remained cautious. "The European Union very much

welcomes the entire package of reforms," she said. "We must congratulate the Turkish government and encourage it to continue on the path of reform."

Turkey has advanced markedly, both economically and politically, since the military dictatorship of the early 1980s, leaving Turks little patience for lectures from Brussels bureaucrats, whom they often accuse of failing to understand Turkey.

But beneath the veneer of Turkish democracy lies a society where unaccountable generals, who have seized power three times, hold sway.

Freedom of expression is restricted to muzzle Kurdish separatists and anyone who tries to mix religion with politics, while torture remains an accepted weapon of the security forces in certain circumstances.

Many Turks are frustrated with their leaders, whose feuding, cronyism and overborrowing are blamed for plunging the economy into a downturn that led Turkey to seek a \$16 billion International Monetary Fund bailout last year.

Runaway inflation and austerity demanded by the fund have cut real wages and increased unemployment. People are now pinning their hopes on the European Union, Turkey's main trading partner, hoping for a quick fix.

"Joining the EU has become a national obsession, which everyone seems to believe will solve all of Turkey's problems at a stroke," said Umit Ozdag of the Center for Eurasian Strategic Studies in Ankara.

Early elections are now due in November, with the new Parliament determining who will be prime minister.

Ismail Cem, the Europhile foreign minister who resigned after nationalists blocked re-

forms, has formed a new party, called New Turkey, dedicated to integration with the European Union. He is likely to attract urban voters, particularly businesspeople.

A rival party, the Justice and Development Party, featuring figures from two parties previously outlawed for their Islamist overtones, has far fewer Western friends than Cem.

The Justice party has also rattled both secularists and generals in Turkey. The party's leader, Recep Tayyip Erdogan, was jailed as a religious fundamentalist in the 1990s after publicly reciting a poem that was deemed seditious. He was then mayor of Istanbul and could be banned from holding office again. But Abdullah Gul, the man most likely to succeed Erdogan, says he is no more threatening than the average Western conservative.

Gul is campaigning on an anti-corruption platform and supports EU membership, partly because it would guarantee religious freedom. "I don't want to establish religious rule," he said. "Turkey is getting more and more open. We can't turn things back."

The treatment of Turkey's Kurds, whose guerrilla movement ended a 15-year rebellion in the southeast in 1999 after 30,000 deaths, is another hindrance to EU membership. Not long ago, a minibus driver was convicted of supporting terrorists after an army sergeant objected to Kurdish music being played to his passengers.

Turks are not convinced that the European Union would accept a Muslim country as one of its biggest members.

"Most people in the EU are not prepared to stomach the idea of having borders with Iraq, Iran and Syria," said Hasan Unal, an international relations expert at Bilkent University. "Even if they do let Turkey join, it will not be for another 20 years."

# Bush's words of support set back reform in Iran, critics say

By Karl Vick

The Washington Post

**ISTANBUL:** A sudden surge in momentum for reform inside Iran was reversed last month by President George W. Bush's public expression of support for the cause, according to Iranian analysts and foreign diplomats there.

The president's statement July 12, in which he urged Iran toward "a future defined by greater freedom, greater tolerance," was framed as a direct appeal to the people of Iran to press for the political and social changes that elected reformers within the government, especially President Mohammed Khatami, have been trying to achieve.

But observers in Iran said that Bush's message had enabled religious conservatives, who hold powerful, appointive positions in the government, to link their reformist foes with the United States, which is still regarded as "the Great Satan" by many Iranians. The emboldened hard-line clerics immediately started a wave of repression, closing newspapers and jailing intellectuals.

"The authorities here — even some of the reformists — interpreted that as interference in Iran's internal affairs and condemned it," said an Iranian analyst who asked not to be identified.

A foreign diplomat in Tehran criticized the timing of Bush's statement.

"At the moment when reformers were coming out stronger," the diplomat said, "it allowed the regime to concentrate on the external threat."

Analysts and diplomats also cautioned that the gain by conservatives might be temporary. Public support for reform remains widespread, as reflected by national elections that twice gave Khatami landslide victories in the presidential vote and seated a

Parliament supportive of his agenda.

"I think, broadly speaking, reform is a bit of a juggernaut," a diplomat said. "There's not much an international power can do but affect the edges of it."

Bush's statement closely followed an extraordinary condemnation of Iran's unelected religious leadership leveled by a widely respected contemporary of the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, who engineered the 1979 revolution that brought Islamic clerics to power. Ayatollah Jaleddin Taheri, 76, lambasted Khomeini's successors for "crookedness, negligence, weakness," and "Genghis-like behavior," and for treating Iran as "their private, hereditary property."

"Now the shah and America are not in control of this country, we don't have them to blame," Taheri observed, referring to Shah Mohammed Reza Pahlavi, who was put in place by the CIA in 1953 and deposed in 1979. His three-page statement, which announced his July 8 resignation as a leader of the mosque in the central city of Isfahan, reinvigorated a reform movement that had been stymied by the resilient hard-line clerics who control the

country's most powerful institutions.

In the days following, several thousand students defied government agents to march in favor of change. The country's religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, issued a statement both warning Taheri and expressing sympathy with some of his views.

Then Bush weighed in. His statement echoed reformers' complaints and urged the overthrow of the clerics, promising that afterward Iran "will have no better friend than the United States of America."

In Iran, however, the focus was on neither the substance nor the form of Bush's remarks. Rather his statement had the effect of shifting public debate abruptly to terms favoring the conservatives. The reformist agenda fell away again. In the new atmosphere, even Taheri was obliged to issue a call for anti-American demonstrations.

"The whole internal debate was heating up," said a Western diplomat in Tehran. "The last thing anybody needed was some heavyweight comment coming in from overseas."

In the weeks since, conservatives have used the mantle of national unity to conduct a crackdown. The prominent reformist newspaper Norooz was the most obvious casualty of the changed atmosphere. It abided by the conservatives' order not to report on Taheri's remarks, but left conspicuously blank the spaces where articles would have been. The newspaper was ordered shut.

The following week, an Islamic court allied with the conservative clerics banned the Iran Freedom Movement, a nationalist party of long standing, and sentenced 33 of its members to jail. Another opposition figure, Hashem Aghajari, was charged last week with insulting the Prophet Mohammed, an offense punishable by death.

"Unfortunately the government of the United States usually chooses action that benefits the conservatives," said Saeed Laylaz, an editor of Norooz, adding, "Every response by the United States on internal Iran issues is to the benefit of the conservatives."

International Herald Tribune  
Monday, August 5, 2002

## Turquie: l'UE demande des «clarifications»

L'Union européenne a demandé hier à la Turquie des «clarifications» sur la façon dont elle compte appliquer, dans les domaines de la religion, des médias et de l'éducation, les réformes sur les droits de l'homme, adoptées samedi par le Parlement d'Ankara. «La question est de savoir comment ces nouveaux textes, qui permettent notamment l'usage d'autres langues que le turc dans l'éducation et les médias, vont concrètement être appliqués», a déclara-

ré un des porte-parole de la Commission européenne. Quant aux autorités turques, elles attendent maintenant que les Quinze fixent une date pour commencer les négociations en vue de l'adhésion. La Commission est restée évasive, se bornant hier à rappeler qu'elle publierait en octobre son prochain rapport annuel global sur tous les pays candidats, dont la Turquie. «Nous y donnerons une évaluation globale, avec

peut-être des recommandations pour le sommet de Copenhague» prévu en décembre, a indiqué le porte-parole de l'exécutif communautaire. Une partie des Quinze s'inquiète d'une future adhésion d'un pays à 90% musulman et limitrophe de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak. (Avec AFP)

L I B E R A T I O N

6 A O U T 2 0 0 2



# Iran: le grand nettoyage voulu par les conservateurs

Pour eux, la menace américaine sur l'Irak est une chance.

L'ÉDITION

6 AOUT 2002

**A**nticipant une attaque des Etats-Unis contre l'Irak, susceptible de bouleverser les équilibres politiques dans le golfe Persique, les factions conservatrices iraniennes ont choisi d'exacerber la grave crise politique que traverse l'Iran en faisant monter en première ligne des responsables militaires. Dernièrement, c'est le procureur général des armées, l'hodjatoleslam Mohammad Niazi, qui a violemment mis en garde les réformateurs, les accusant de vouloir affaiblir les forces armées. «*Ils attaquent les Pasdars (Gardiens de la révolution, des troupes d'élite fortes d'environ 200000 soldats dans les trois corps, air, terre et mer) et l'armée, qui sont l'honneur de la nation, alors que les Etats-Unis hurlent contre nous. Or, affaiblir nos forces armées, c'est l'un des objectifs des Etats-Unis et d'Israël, et ceux qui agissent ainsi trahissent la République islamique.*»

Le 22 juillet, les Pasdars avaient déjà lancé une mise en garde sans précédent aux réformateurs, les taxant de vouloir lâcher le régime et faire le jeu de Washington. Dans un communiqué, ils avaient appelé les Iraniens à se regrouper derrière le Guide suprême, l'ayatollah, Ali Khomeini, alléguant que l'Iran était menacé par les Etats-Unis. Les députés réformateurs (majoritaires au Parlement) avaient réagi en convoquant le ministre de la Défense, Ali Chamkhani, pour lui demander de s'expliquer sur cette «ingérence inadmissible» et «illégal» des militaires dans la politique. Vice-président du Parlement et frère du président iranien, Mohammad-Reza Khatami était allé encore plus loin en déclarant publiquement qu'un tel communiqué «affaiblissait la position des Pasdars, les reléguant au rang de parti politique, alors qu'ils doivent défendre la nation».

**Les conservateurs, convaincus que les Etats-Unis auront besoin de l'Iran en cas d'intervention en Irak, pensent avoir ainsi les mains libres dans le pays contre les réformateurs.**

**Elus contre religieux.** Derrière cette nouvelle bataille, on retrouve la ligne de fracture habituelle entre les pouvoirs élus



Entre les portraits de Khomeiny et Khamenei, manifestation anti-américaine à Téhéran, le 19 juillet.

(législatif et présidentiel) et le pouvoir religieux, incarné par le Guide Ali Khomeini. Cette crise est latente depuis l'élection triomphale de Mohammad Khatami au scrutin de 1997. Les attaques verbales des Pasdars, qui sont sous l'autorité directe du Guide, la rendent encore plus aiguë, et officialisent la reconnaissance de deux camps qui s'affrontent. «*Il existe des hypocrites qui, depuis toujours, sont contre la prédominance du religieux sur le politique et commencent à attaquer vivement [cette prédominance] et la Constitution, alors qu'ils n'osaient pas le faire du vivant de l'imam Khomeiny (le fondateur de la République islamique, mort en 1989 ndlr). Ils sont allés trop loin dans l'audace, veulent séparer le politique du religieux, et parlent ouvertement de laïcité,*» a déclaré le procureur des armées Mohammad Niazi.

Du côté réformateur aussi, on a frappé fort. Après une semaine de tergiversations et en dépit de l'opposition du Guide, le Front de la participation (le parti de Khatami - 130 députés sur 290 sièges au Parlement) - a rendu public les conclusions de son 3<sup>e</sup> congrès qui affirment que l'Iran est menacé de dictature ou de chaos s'il ne choisit pas les réformes.

**Radicalisation.** Si la crise prend une telle ampleur, c'est parce que des scrutins importants, notamment municipaux, sont prévus d'ici à neuf mois. Mais c'est aussi parce que les dirigeants iraniens sont per-

suadés d'une attaque prochaine des Etats-Unis contre l'Irak. «*Les conservateurs sont convaincus de cette intervention, qu'elle sera de longue durée et que les Américains s'y enliseront comme en Afghanistan. Dans cette perspective, ils croient que Washington aura besoin d'eux et qu'ils auront donc les mains libres pour faire ce qu'ils veulent en Iran. Les réformateurs n'ont pas d'autre choix que de s'engager également dans une radicalisation de leurs positions,*» analyse Ahmad Salamati, un politologue iranien. Les courants conservateurs se sentent d'autant plus encouragés dans cette voie qu'une partie importante de l'opposition armée à Saddam Hussein est basée en Iran. Notamment les brigades Badr, qui entretiennent des relations très privilégiées avec les Pasdars et les religieux, et dont les Etats-Unis auront besoin pour renverser le régime irakien. Même si l'offensive américaine était rapidement victorieuse, les conservateurs joueraient aussi la radicalisation, faisant cette fois valoir que l'Iran, après l'Irak, sera visé par Washington. Au début de l'année, George W. Bush avait désigné implicitement l'Iran comme une cible de sa «*guerre contre le terrorisme*», en déclarant qu'il faisait partie de l'«*axe du Mal*».

**Menaces de départ.** L'assaut conservateur est conduit non seulement par les partisans du Guide, mais aussi par l'ancien président Ali Akbar Hachémi-Rafсандja-

ni. Chef du Conseil de discernement (instance chargée d'arbitrer les conflits entre les institutions), ce dernier s'emploie à réduire les pouvoirs du président Khatami et du Parlement (*Libération* du 13 juillet). Le chef du Front de la participation, Mohammad-Reza Khatami, a répliqué par un «ultimatum», exigeant des conservateurs une «transparence politique» et l'organisation d'un «référendum» sur l'avenir institutionnel du pays, faute de quoi les ministres de cette formation quitteraient le gouvernement. Si cette démission se produisait, elle en annoncerait sans doute une autre: celle du président Mohammad Khatami ●

JEAN-PIERRE PERRIN

## Kofi Annan encourage les négociations avec l'Irak

Alors que les Etats-Unis évoquent, de plus en plus régulièrement, un renversement de Saddam Hussein à Bagdad, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé hier aux membres du Conseil de sécurité de se prononcer sur la proposition irakienne invitant le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU à se rendre à Bagdad. Il a également estimé hier qu'il serait «imprudent d'attaquer l'Irak, étant donné les circonstances actuelles au

Proche-Orient». Kofi Annan a accueilli favorablement la lettre que lui a adressée, la semaine dernière, le chef de la diplomatie irakienne, invitant Hans Blix, le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, à se rendre «au plus tôt» à Bagdad pour des discussions techniques. Partisans d'une ligne dure à l'égard de l'Irak, Washington et Londres devraient s'opposer à une visite de Hans Blix à Bagdad. Parmi les autres membres permanents du Conseil de sécurité, la France, la Russie et la Chine sont en revanche favorables à ce voyage, susceptible selon eux d'apaiser les velléités d'attaques américaines.

(AFP, Reuters)

# Bush dédaigne les invites de Saddam

## Washington est sceptique sur l'efficacité des inspections en Irak.

«**R**ien n'a changé», a répondu samedi George W. Bush à des journalistes l'interrogeant sur l'initiative de Bagdad, qui a invité vendredi le chef des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, à venir dans la capitale irakienne pour discuter du contrôle des armements du pays. L'objectif américain est de

déloger Saddam Hussein, et Bush, qui se dit «patient», promet d'*«utiliser tous les outils à sa disposition pour y parvenir»*. Le sous-secrétaire d'Etat, John Bolton, un des faucons de l'administration Bush, a mis les points sur les i, indiquant que la politique vi-

Bagdad avait invité, vendredi, le chef des inspecteurs de l'ONU à venir en Irak discuter du désarmement du pays.

sant à faire tomber le régime de Saddam ne serait «pas modifiée, inspecteurs ou non». Dans une interview publiée dimanche, Blix a également exclu de se rendre pour l'instant à Bagdad. «Je pense que, psychologiquement, il serait préférable qu'un responsable de mon niveau politique n'aille pas à Bagdad avant que les Irakiens acceptent les inspections», a-t-il déclaré au journal *Al-Hayat*. Il y a quelques jours, lors d'une conférence de presse, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, avait exprimé son grand scepticisme sur l'efficacité des inspecteurs. Selon lui, les Irakiens

ont eu le temps d'enterrer profondément leurs armes de destruction massive, et de les rendre indétectables. Les inspections, prévues par une résolution du Conseil de sécurité à la fin de la guerre du Golfe, ont cessé en 1998, sur ordre de Saddam Hussein. Le dictateur irakien est soupçonné d'avoir développé des armes bactériologiques, et les Américains craignent que les ingénieurs irakiens soient en mesure, dès 2005, de construire une arme nucléaire ●

P.R. (à Washington)

**TURQUIE** *Le FMI discute du versement de 1,1 milliard de dollars pour consolider le système financier*

# Ankara espère une nouvelle aide

Armelle Bohineust

Parallèlement au vote de crédits pour l'Amérique latine, le Fonds monétaire international (FMI) devrait discuter aujourd'hui du versement d'une nouvelle tranche de 1,1 milliard de dollars à Ankara. A trois mois d'élections législatives qui pourraient porter au pouvoir une coalition fragile, l'inquiétude est ravivée sur la capacité d'Ankara à poursuivre ses réformes économiques et à assainir définitivement son système

bancaire, encore fragile. Fitch Ratings a dégradé, il y a quinze jours, la note de huit banques privées turques. «L'évolution de la note reflète la détérioration de la situation financière de ces banques après la récession des trois dernières années», explique l'agence de notation.

Le processus d'assainissement des banques avance pourtant. «La Turquie a compris que la modernisation de son économie passait d'abord par le nettoyage de son système bancaire», explique un ancien fonction-

naire du FMI. Contrairement à l'Argentine, quand la crise a éclaté en décembre 2000, les pouvoirs publics turcs ont agi avec détermination et rapidité tout en maintenant la confiance de la population dans le système bancaire. »

Les banques publiques ont été recapitalisées en 2001 dans l'espoir de les privatiser d'ici à 2003. Une loi, promulguée en janvier 2002, a encouragé les banques privées à en faire autant, l'Etat apportant son écot à proportion de l'apport en capital des banques elles-

mêmes. « Il y a eu un vrai gain de transparence, souligne Jean-Raphael Chaponnière, analyste au Poste d'expansion économique français d'Istanbul. Le montant réel des créances douteuses est devenu plus réaliste. Mais les réévaluations d'actifs ont été faites sans tenir compte de leur valeur de marché. Ce qui fait que les bilans ne reflètent pas la valeur réelle des banques. En outre, ce processus n'a pas apporté de cash supplémentaire aux banques. » Il a surtout alourdi la dette de l'Etat. En accordant

en 2001 sa garantie sur les créances douteuses des banques, l'Etat a fait exploser l'endettement public, qui supporte aujourd'hui une charge d'intérêt très élevée avec des taux supérieurs à 70 %.

Pour autant, le risque de défaut sur la dette publique est moindre qu'en 2001, souligne une étude de la Coface. Reste qu'après une année 2001 calamiteuse, marquée par une récession de 8 %, la timide croissance économique amorcée au

premier semestre 2002 est fragilisée par les bruits de bottes qui résonnent du côté du voisin irakien.

« En cas de guerre avec l'Irak, la Turquie deviendrait un centre névralgique », rappelle toutefois Pierre Laurent, économiste chez CDC Ixis. Le premier débiteur du FMI, bénéficiaire d'une ligne de crédit de 16 milliards de dollars, recevrait sans doute davantage d'aide, les Etats-Unis ne pouvant courir le risque de voir cet allié stratégique s'affaiblir.

Le Monde

6 AOÛT 2002

## La Turquie attend un geste d'encouragement de l'Europe

L'adhésion à l'UE n'est plus une utopie, mais de nombreux dossiers restent en suspens

ISTANBUL

de notre correspondante

Un espoir nouveau est né en Turquie depuis l'adoption par le Parlement, à l'aube du 3 août, d'une série de lois visant à améliorer la démocratie turque, mais Ankara a encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir intégrer l'Union européenne. Psychologiquement aussi bien que légalement, un obstacle crucial a été franchi. Malgré les sondages indiquant que plus des deux tiers de la population turque souhaitent entrer dans l'Europe, celle-ci demeurerait une utopie pour la plupart des Turcs. Désormais, les standards démocratiques et économiques paraissent à leur portée, même s'ils sont encore des buts lointains.

Mais les attentes créées par ce progrès indéniable pourraient être déçues. Malgré l'enthousiasme généré par les récents développements, un doute subsiste en Turquie sur la sincérité des Européens. Aux yeux des Turcs, le vote de l'Assemblée nationale a renvoyé la balle dans le camp de l'UE, et ils attendent désormais de Bruxelles un signe sans ambiguïté - en l'occurrence l'annonce d'une date précise pour l'ouverture des négociations d'adhésion - que leurs efforts ne sont pas passés inaperçus.

« Au niveau des critères de Copenhague, je ne pense pas qu'il nous reste des insuffisances importantes », a déclaré le premier ministre, Bülent Ecevit. Cet optimisme excessif n'est pas forcément partagé à Bruxelles. Les réformes ont été saluées comme une « courageuse décision » et la preuve la plus tangible, à ce jour, des intentions de la Turquie, mais les Européens attendent de voir comment ces réformes seront appliquées dans la réalité. L'ouverture de cours de

langue en kurde, en laz et autres dialectes régionaux sera réglementée par le ministère de l'éducation nationale. Quant aux émissions de radio et télévision en kurde, elles seront soumises au contrôle strict du Haut Conseil pour l'audiovisuel (RTUK), qui interprète souvent dans leur sens le plus restrictif les directives qui assurent la protection des principes fondateurs de la République et de l'unité territoriale du pays.

Critiquer les institutions étatiques, y compris l'armée, n'est désormais plus un crime. On peut

regain de tension entre Ankara et Bruxelles si, comme on l'attend, l'UE annonce officiellement à la fin de l'année que l'île méditerranéenne a rempli avec succès les conditions d'adhésion.

Jusqu'à présent, les négociations entre les dirigeants des deux communautés sur l'île n'ont pas avancé. A Ankara, où Chypre est considérée comme une cause nationale, aucun politicien ne semble enclin à faire pression sur Rauf Denktaş pour obtenir des résultats, d'autant plus que le pays est entré en période électorale.

### Des partisans de la peine de mort manifestent

En Turquie même, le processus d'ouverture ne fait pas l'unanimité. « J'ai demandé que des préparations soient faites pour faire appel auprès de la Cour constitutionnelle contre ces lois, notamment l'abolition de la peine de mort et celles concernant le droit à l'éducation et à la diffusion en langue maternelle », a déclaré Devlet Bahçeli, le dirigeant du Parti d'action nationaliste qui, en 1999, avait centré sa campagne électorale sur la pendaison du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan.

Une soixantaine de représentants des « familles des martyrs », les soldats tombés au combat durant le conflit entre les rebelles kurdes et les forces gouvernementales, ont brièvement manifesté, dimanche 4 août, sur le pont du Bosphore contre la levée de la peine capitale. « En Turquie, malheureusement, l'Etat et la justice ne fonctionnent pas », a déclaré leur représentant, Sençan Bayramoğlu : « Ce que voulaient les forces étrangères a été adopté. »

donc s'attendre à une diminution, voire à la disparition des nombreux procès intentés contre les journalistes et les intellectuels. Mais qu'advient-il de cas tels que celui de l'éditeur Abdullah Keskin, condamné le 31 juillet à six mois de prison, commués en une amende, pour avoir traduit et publié un livre du journaliste américain Jonathan Randal sur les Kurdes, dans lequel figurait le mot « Kurdistan » ?

D'autres dossiers restent à résoudre : celui de Chypre, notamment, a le potentiel de provoquer un

Les problèmes de droits de l'homme en Turquie et l'influence des militaires ont parfois fait oublier que les critères politiques ne sont qu'un volet des conditions d'adhésion à l'Union européenne. Sur le plan économique également la Turquie a encore beaucoup à accomplir. En fait, la crise financière de 2001 et la profonde récession, qui a entraîné une contraction de l'économie de 9,4 %, n'ont fait que creuser la distance entre la Turquie et le bloc des Quinze.

Les cibles fixées par le programme de réforme économique,

introduit avec l'appui du Fonds monétaire international, qui a signé un accord stand-by de 16 milliards de dollars en février, vont dans le même sens que celles de l'UE, mais, avec 45 % d'inflation (35 % à la fin de l'année selon les estimations officielles) et des taux d'intérêt de 70 %, la Turquie est encore loin de s'aligner avec les Quinze.

Certains facteurs échappent au contrôle d'Ankara : ainsi une attaque américaine contre l'Irak risquerait de retarder la reprise économique en Turquie. De même, les résultats des élections en Allemagne, où Edmund Stoiber, le candidat de l'opposition, affiche ouvertement son hostilité à l'entrée de la Turquie dans l'UE, pourraient ralentir le rapprochement entre Bruxelles et Ankara.

Au cours des derniers mois, un mouvement civil de soutien au projet européen s'est développé, qui rassemble de nombreuses organisations non gouvernementales, syndicats et associations d'hommes d'affaires. Par le biais des médias, d'une campagne d'affichage et de pression constante sur les hommes politiques, les partisans de l'Europe et d'une Turquie plus démocratique ont réussi à se faire entendre.

Encore faut-il que les partis politiques, qui sont désormais conscients que les élections anticipées du 3 novembre feront figure de référendum sur l'Europe, maintiennent le cap avec constance. Le vote du Parlement représente pour de nombreux Turcs qui souffrent du chômage, de la récession et de la dévaluation de la monnaie nationale l'espoir d'un avenir plus prospère dont ils ont bien besoin et auquel ils s'accrochent.

Nicole Pope

LE MONDE/MARDI 6 AOÛT 2002

**Le Monde**  
ÉDITORIAL

## Tournant turc

MÊME les plus méfiantes des organisations de défense des droits de l'homme en Turquie affichent leur satisfaction. Il s'est passé quelque chose de très important à l'aube du 3 août à Ankara. Quelque chose qui marque peut-être un tournant historique pour ce pays musulman, pilier de l'OTAN, à cheval entre l'Europe et l'Asie et candidat à l'Union européenne. Après vingt-deux heures de débats houleux, le Parlement a adopté une série de réformes destinées à démocratiser la Turquie. Il s'agit de mettre ce pays de 66 millions d'habitants à la norme démocratique justement exigée pour entrer dans l'Union : abolition de la peine de mort ; droits linguistiques et culturels reconnus aux 12 millions de Turcs d'origine kurde ; libertés accrues dans le débat public général.

Sur le papier au moins, le vote du 3 août marque une révolution. La Turquie revient de loin. Pour prendre la mesure de cette affaire, il suffit de rappeler qu'un chauffeur de bus, dans ce pays-là, pouvait encore, il y a

quelques jours, être inculpé de soutien au terrorisme parce que ses passagers écoutaient de la musique populaire kurde... Il faut se souvenir qu'un éditeur, Abdullah Keskin, y était tout récemment condamné à six mois de prison pour avoir publié la version turque du livre du journaliste américain Jonathan Randal sur les Kurdes - au motif qu'y figurait le mot Kurdistan pour désigner la région Sud-Est du pays ! Longtemps, il fut interdit de prononcer le mot même de Kurde (on ne devait parler que de « Turcs des montagnes »...). Les quinze ans de guerre menée par Ankara contre le mouvement séparatiste, et terroriste, kurde PKK ont fait plus de 30 000 morts ; ils ont vu l'armée déplacer de force, dans des conditions atroces, plus d'un million de Kurdes ; ils ont abouti à un usage généralisé de la torture et à l'écrasement des libertés publiques.

En principe, la Turquie, à une assez large majorité, a voulu, le 3 août, tourner la page avec ce passé-là. Le premier bénéficiai-

re devra en être Abdullah Öcalan, le chef du PKK, emprisonné depuis 1998 et condamné à mort. Mais le message général est adressé à l'Europe : la Turquie entend en faire partie. Elle a voulu proclamer par ce vote son appartenance à ce continent-là. En contrepartie de la mise à niveau démocratique réclamée par Bruxelles, la Turquie exige que le sommet européen de Copenhague, en décembre, fixe une date pour le début de négociations d'adhésion à l'Union.

A juste titre, l'Union a salué les décisions du Parlement d'Ankara. Elles vont dans le bon sens. Dans le climat ambiant de suspicion générale portée sur l'Islam, elles prouvent qu'un pays musulman peut faire le choix de la réforme démocratique. Elles manifestent la puissance d'attraction de l'Union européenne. Elles donnent raison aux militants turcs des droits de l'homme qui se sont battus contre tout boycottage de leur pays.

Tout sera dans l'application. Tout se jouera dans la manière dont une hiérarchie militaire turque, encore toute-puissante, décidera ou non d'entraver cette évolution, de laisser libre cours à la démocratie. Ce n'est pas exclu, mais pas garanti non plus.

## Khatami, entre le marteau et l'enclume

**Réformateur pour les conservateurs, trop religieux pour les laïcs, peu convaincant pour les Américains, le président iranien ne satisfait plus personne.**

L'une des découvertes les plus simples d'Einstein est due... à son parapluie. Décidant qu'en cas de pluie il en aurait besoin au bureau, il ne tarda pas à s'apercevoir qu'en le ramenant chez lui il laisserait alors le bureau sans. Le président iranien Mohammad Khatami est comme le parapluie d'Einstein : dès qu'il se trouve quelque part, il est totalement absent autre part. Il est d'ailleurs généralement absent des deux endroits à la fois. Ce pauvre homme apparaît aux croyants radicaux comme insuffisamment radical, voire homme de peu de foi selon leur conception de la religion, et aux laïques radicaux il semble tout autant manquer de conviction

et s'avère bien entendu insuffisamment laïque en tant qu'homme de religion.

Il lui suffit de pencher un tout petit peu d'un côté pour sembler, à l'autre bord, tanguer énormément, quand on sait que le khatamisme consiste par définition à être d'ici et d'ailleurs. Et donc à périr dans ce déchirement entre l'ici et l'ailleurs. Khatami, qui semble s'attacher à l'apparence des choses, est souvent trompé par celles-ci. Avoir été élu deux fois de suite à la présidence de la République n'a pas fait de lui un véritable président, puisque le principe de la *velayat e faqih* (suprématie du religieux) va à l'encontre d'un régime présidentiel. Ses efforts interprétatifs dans le domaine de la jurisprudence islamique se heurtent aux interprétations rigoristes des mollahs plus puissants. S'en remettre à l'arithmétique, à la culture et au "dialogue des civilisations\*" ne fait guère le poids face aux épreuves d'une lutte de pouvoir hantée par

une flammé idéologique qui ne vacille pas. Le fait de représenter la jeunesse, la presse et les réformistes, de manière générale, ne lui permet pas de les protéger de l'arbitraire et de la répression. Son ouverture vers les Etats-Unis s'est écroulée avec le 11 septembre et la logique de l'"axe du mal" qui prévaut à la Maison-Blanche.

Et, lorsque son pays s'est rangé auprès de Washington et de l'Alliance du Nord (en Afghanistan), on n'a pas tardé à lui faire savoir qu'on exigerait de lui bien plus que cela. Les Etats-Unis aujourd'hui ne discutent que d'armement. Et le dossier armement concernant l'Iran est à la fois volumineux, complexe et lié à la vision israélienne de la région et de ses équilibres. Comment donc Khatami, ou un autre, pourrait-il faire un pas décisif dans ce domaine ? Les choses se passent toujours de cette manière avec le président iranien : son idée

que le pouvoir appartient aux mots se révèle toujours bien naïve à chaque fois que rugissent les détenteurs de la légitimité religieuse, secondés par leurs armées. Son ouverture vers les pays arabes du Golfe est demeurée sans effet en raison de divergences fondamentales, au premier rang desquelles les trois îles disputées\*\*. Le voilà maintenant qui

s'ouvre vers l'Irak, malencontreusement au moment où Bagdad met au jour un "réseau d'espionnage iranien"... La politique iranienne est parvenue à un moment de polarisation où chacun fait le tri de ses amis et de ses ennemis. Or Khatami ne fait l'unanimité ni chez les uns ni chez les autres. *Al Hayat, Londres*

\* Allusion aux appels du président Khatami pour un "dialogue des civilisations" après le 11 septembre.  
\*\* En 1971, l'Iran a pris le contrôle d'Abou Moussa, la Grande et la Petite Tomb, trois îles dans le golfe Persique revendiquées par les Emirats arabes unies.

# Blair faces rising opposition to an attack on Iraq

By Glenn Frankel

The Washington Post.

**LONDON:** Prime Minister Tony Blair, the Bush administration's closest foreign ally in its campaign against Saddam Hussein, is facing deepening opposition at home to Britain playing any military role in overthrowing the Iraqi leader.

Left-wing members of Blair's governing Labour Party have stepped up their criticism in recent days, with calls for Parliament to be brought back early from its summer recess to debate the issue, and a protest petition signed by more than 2,000 Christian peace activists — including Rowan Williams, the incoming Archbishop of Canterbury — delivered to the prime minister's office at Downing Street Tuesday.

But more potentially damaging are signs of unrest inside Britain's moderate political establishment. In separate interviews Tuesday, the chairmen of the Foreign Affairs and Defense Committees in the House of Commons, two of Blair's most important Parliamentary supporters, expressed strong reservations about British involvement, saying Blair and President George W. Bush had failed so far to make the case for military action.

"The prime minister would be exposing himself to great danger if he were to go all the way without much more careful preparation," said Donald Anderson, the chairman of the House of Commons Foreign Affairs Committee. "He has a considerable way to go to convince many of us."

"I'm not opposed in principle to attacking Saddam Hussein, but the British and United States governments have to produce much more solid information," said Bruce George, chairman of the Defense Committee. "For the moment it seems as if the United States is acting completely on its own with Britain being unwillingly dragged along behind it."

Their words echoed concerns expressed in newspapers and radio interviews over the weekend by Lord Bramall, a former chief of the defense staff — the equivalent of the head of the

Joint Chiefs of Staff in the United States — and General Sir Michael Rose, former commander of UN forces in Bosnia. On Monday, Lord Hurd, the former foreign secretary who was the main architect of Britain's involvement in the 1991 Gulf war, called on Washington to seek United Nations support before launching military action.

"The Americans narrow their options if they insist on 'regime change' without any international authority," he wrote in the Evening Standard.

Other European leaders are expressing stronger concerns about the Bush administration's plans for Iraq. Chancellor Gerhard Schroeder of Germany launched his reelection campaign Monday with a public declaration that his government would not provide troops

## 'We're not available for adventures, and the time of checkbook diplomacy is over.'

or money for an invasion.

"We're not available for adventures, and the time of checkbook diplomacy is over once and for all," said Schroeder, whose Social Democratic Party faces an uphill battle against the conservative Christian Democrats.

French officials have said that a new round of UN weapons inspections should be given a chance to work before any military action. And officials at the European Union in Brussels have argued that the United States needs to help resolve the Israeli-Palestinian conflict before focusing on Baghdad.

None of these leaders carry as much weight in Washington as Blair, who has given unflagging support since the Sept. 11 attacks and who dispatched British warplanes and troops to Afghanistan to back the U.S. war effort. A Downing Street spokesman said Tuesday that the prime minister's position remains unchanged since two weeks ago, when he told a group of Parliamentary chairmen — including Anderson and George — that no decision had yet been made about

military action, but added a rationale for a preemptive strike against Saddam Hussein.

"The one thing that we have learned post-Sept. 11," Blair said, "is that to take action in respect of a threat that is coming may be more sensible than to wait for the threat to materialize and then to take action."

A poll for Channel 4 Television Monday night showed 52 percent of adults agreeing that British troops should not become involved if the United States goes to war with Iraq, while 34 percent backed the action and 14 were undecided. The level of opposition has remained steady in recent months, said Robert Worcester, head of Market & Opinion Research International in London, "but it's widening and voices are getting shriller on both sides."

Much of the British opposition is centered within the prime minister's own party. With a 165-vote majority in the 659-member House of Commons, analysts say Blair does not have to worry about surviving a vote of no confidence. Committee chairmen like Anderson and George do not have the power to call hearings and summon witnesses, but their criticisms reflect widespread unease among the lawmakers and voters that constitute Blair's political base.

## ■ UN bars visit of inspectors

Barbara Crossette and Alison Mitchell of The New York Times reported earlier:

The UN Security Council and Secretary-General Kofi Annan have agreed that weapons inspectors would not go to Iraq to reopen talks after a break of almost four years unless Saddam Hussein's government agreed to abide by the UN's rules on how inspections must be conducted.

The emergence of a largely solid front against talking to Iraq unless the agenda is set at the United Nations was a setback for Baghdad, which is under threat of military attack by the United States.

International Herald Tribune  
Wednesday, August 7, 2002

Londres de notre correspondant

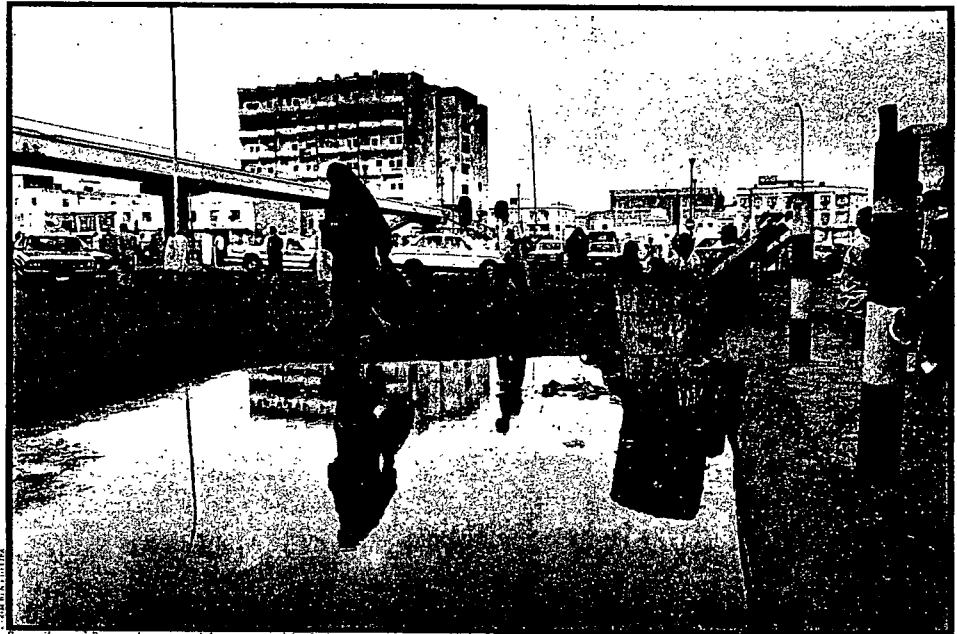
**R**arement une guerre aura autant mobilisé contre elle avant d'avoir démarré. Sans même attendre de savoir si les Etats-Unis attaqueront l'Irak et si leur pays participera ou non à l'opération, les pacifistes britanniques fourbissent leurs armes. A lire la presse du royaume, à entendre les dirigeants politiques de tous bords, travaillistes ou conservateurs, au nombre de pétitions qui circulent, on pourrait croire que les hostilités ont déjà été déclarées.

Si George Bush met ses menaces à exécution, son principal allié, Tony Blair, aura bien du mal à entraîner les Britanniques dans l'aventure. Les adversaires d'une participation de la Grande-Bretagne à une offensive contre Saddam Hussein dépassent largement le cercle habituel des va-t-en-paix. Selon un sondage effectué pour la chaîne de télévision Channel Four, 52 % des personnes interrogées se déclarent hostiles à un engagement des soldats de Sa Majesté, contre 34 % qui se disent favorables. Une guerre menée contre l'Irak en l'absence d'un nouveau mandat de l'ONU serait «à la fois immorale et illégale», proclame la dernière pétition en date lancée par l'organisation pacifiste chrétienne Pax Christi. Ses auteurs disent «regretter vivement toute action militaire qui considère la mort d'hommes, de femmes et d'enfants innocents comme le prix à payer pour lutter contre le terrorisme, car cela revient à combattre le terrorisme par le terrorisme». Le texte, qui a été remis mardi au 10, Downing Street, porte la signature de près de 3000 religieux dont le nouveau chef spirituel de l'Eglise anglicane, M<sup>re</sup> Rowan Williams.

**Divisions.** Fait nouveau, la fronde gagne une partie de l'establishment politique et militaire. Dans un article publié hier par le *Financial Times*, un ancien haut responsable du ministère de la Défense, sir Michael Quinlan, estime que la légitimité d'une telle action est «hautement discutable». Une participation de l'armée britannique entraînera, d'après lui, des «divisions profondes» dans le pays. «C'est un pari ris-

# LES ANGLAIS CONTRE LA GUERRE EN IRAK

*L'isolement de Blair prive Bush d'un allié décisif.*



En avril 2001 à Bassorah, un marché aux puces où les irakiens revendent leurs biens pour survivre. 52 % des Britanniques sont hostiles à un engagement contre l'Irak.

qué et superflu, écrit-il, à moins que de nouvelles preuves [de la culpabilité de Saddam] émergent.»

Deux anciens ministres conservateurs des Affaires étrangères, Douglas Hurd et Malcolm Rifkind, pourtant peu suspects d'antiatlantisme, ont eux aussi rejoint le camp des sceptiques. Un doute partagé par les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères à la chambre des Communes, qui sont pourtant de solides alliés de Tony Blair. «Je ne suis pas par principe hostile à une attaque contre Saddam Hussein, mais les gouvernements britannique et américain doivent présenter un dossier autrement plus solide», déclare l'un d'eux.

Le Premier ministre travailliste répète que la décision finale de renverser ou non le président irakien n'a pas encore

«été prise». Son pays continue d'exiger le retour inconditionnel des inspecteurs de l'ONU, une façon de laisser une porte ouverte au maître de Bagdad. Mais, lors d'une de ses dernières conférences de presse,

**«C'est un pari risqué et superflu, à moins que de nouvelles preuves [de la culpabilité de Saddam] émergent.»**  
Sir Michael Quinlan, ex-haut responsable de la Défense

à la mi-juillet, Tony Blair s'est déclaré favorable à une action préventive: «Une des leçons du 11 septembre, a-t-il souligné, c'est qu'il vaut mieux agir avant que les dangers et les menaces se concrétisent, plutôt qu'après.»

**Refus.** Après le 11 septembre, Blair s'était révélé l'allié le plus solide des Etats-Unis. Il avait même servi à plusieurs reprises de porte-parole à George Bush auprès du reste de la communauté internationale. Pendant des mois, il avait tour à tour endossé les habits de diplomate, de procureur et de militaire, en lieu et place du président américain. Du fait de son opi-

nion publique interne, il aura bien du mal à jouer un rôle semblable durant la crise qui s'annonce. Sa situation risque d'être d'autant plus délicate que les autres dirigeants européens semblent peu enclins à participer à une nouvelle guerre du Golfe. En pleine campagne électorale, le chancelier allemand Gerhard Schröder martèle chaque jour son refus d'une attaque, qui, selon lui, «pourrait détruire l'alliance internationale contre le terrorisme». Tandis qu'à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, avertisait la semaine dernière dans le *Monde* qu'il fallait tenir compte de «l'exigence de la stabilité, de l'unité de l'Irak, qui est un élément important de la situation au Proche-Orient». Dans leur ensemble, les diplomates de l'Union européenne sont ainsi d'avis d'épuiser tous les efforts diplomatiques avant de se lancer à l'assaut de Bagdad ●

CHRISTOPHE BOLTANSKI

## Reforms: Great, if they really happen

August 8, 2002 The Economist By Amberin Zaman

JUST weeks ago scores of students were being rounded up and jailed across Turkey for petitioning their universities to offer courses on the Kurdish language. It will not happen again, if President Ahmet Necdet Sezer approves a raft of sweeping reforms overwhelmingly approved by the parliament last week, in a bid to meet the European Union's preconditions for taking Turkey's bid for membership seriously. Few doubt that Mr Sezer, a committed Europhile, will do so.

The new laws "represent a fundamental change in our concept of identity," says Volkan Vural, the Turkish diplomat in charge of EU affairs. "They recognise cultural diversity and undertake to respect that diversity." The 12m or so Kurds will be able to have their young taught Kurdish, though not in state schools, and it will have to be as a subject in itself: the changes do not cover the use of Kurdish as a teaching medium. Broadcasting in Kurdish, now banned as separatist, will be allowed, on non-state stations. Non-Muslim religious foundations will be able to buy property; that might save hundreds of ancient churches now crumbling across Anatolia.

As to other human rights, a provision to ease restrictions on free speech will make it possible to criticise the armed forces without risking jail. Capital punishment, except in times of war, will be scrapped; to the benefit, notably, of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who was sentenced to hang on treason charges in 1999. And Turkey will limit its fiercely guarded sovereignty by allowing the European Court of Human Rights to order retrials in Turkish courts.

Mr Vural and other technocrats can take credit for drafting most of the new laws and for persuading the politicians that Turkey's dream of joining the EU would never be fulfilled unless the measures were passed into law forthwith. "It's a brilliant move, the ball is back in the EU's court," marvelled a European diplomat. Almost all Turks and Turkey-watchers share his wonder at the achievement of what days earlier had seemed impossible.

All the more so because the changes were voted through in the midst of a political crisis accelerated by the ill-health of the prime minister, Bulent Ecevit. He has clung to power, defying the advice of doctors, friends and foes alike. But over the past month, his three-party coalition has come unstuck, as several ministers from his own Democratic Left wing of the coalition, including the foreign minister, Ismail Cem, jumped ship to form their own party; and the non-party economics minister, Kemal Dervis, was only narrowly arm-twisted out of doing the same.

Another stab in the back came from his Nationalist Action partners in the coalition, who called for elections to be held on November 3rd, nearly 18 months ahead of schedule. Cynics brushed aside that move as a ploy by the Nationalist leader, Devlet Bahçeli, to blackmail the coalition into letting him replace Mr Ecevit. So sure were opposition parties of this that they called Mr Bahçeli's seeming bluff by endorsing his call. When he failed to back down, MPs last week found themselves voting in favour of November 3rd, even though many are likely to lose their seats.

The big winner in the elections, most pollsters reckon, will be an ex-mayor of Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, and his new Justice and Development or AK party. Though he is called an Islamist, he insists his new party is not religion-based in any way. Tosh, say the pro-secular generals and judiciary. They are still trying to bar him from running for parliament by slapping him with court cases alleging, on thin evidence, that he was plotting to introduce Islamic rule during his mayoral stint.

\* \* \* \* \*

## A Relationship With Bite: After so many betrayals, Kurds will be cautious about deals with the U.S.

The Los Angeles Times  
August 08, 2002 by Kevin McKiernan  
(produced the PBS documentary "Good Kurds, Bad Kurds.")

There's a Kurdish proverb that warns that someone who has been bitten by a snake will "always be careful of rope." That's good advice for the State Department to remember as it opens strategy sessions today in Washington with leaders of the Kurds and other Iraqi opposition groups.

The Kurds have been burned before and, of the groups invited to Washington this week, only they have a military presence inside Iraq. That fact is of considerable appeal to Pentagon planners hoping to duplicate the United States' success with indigenous fighters in Afghanistan.

Today, two rival factions, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, rule an area in northern Iraq roughly twice the size of Massachusetts. The region has been under Western protection since 1991. With a combined army of 80,000 lightly armed peshmerga ("those who face death"), the Kurdish troops might be recruited as a new "Northern Alliance" in a ground campaign to unseat Saddam Hussein.

But this is not the first time the U.S. has encouraged the Kurds to rise up against Baghdad, and many Kurds are wary of betrayal. "We are not 'soldiers on demand' or 'custom-made revolutionaries,'" Kurdistan Democratic Party leader Massoud Barzani told me in a recent interview in northern Iraq. "We won't permit another sellout by the United States," he declared, referring bitterly to the uprising fomented in Iraq by the CIA in 1975 when it armed the Kurds through the shah of Iran.

As a favor to the shah, then-Secretary of State Henry Kissinger secretly arranged for \$16 million to bankroll a Kurdish uprising against the Iraqi government. But the funding was a ploy, according to a 1976 study by the House Select Committee on Intelligence.

In fact, the United States never wanted the Kurds to win, the once-secret report said. Funding continued only until Kissinger brokered a deal with Hussein to cut off support for the Kurds in exchange for Iraqi land concessions to the shah. Iraq, knowing in advance that aid would be cut off, was able to launch a decisive search-and-destroy campaign against the unsuspecting Kurds only one day after the agreement was signed.

Had the United States not encouraged the Kurdish rebellion, the House report said, "The insurgents may have reached an accommodation with the central government, thus gaining at least a measure of autonomy while avoiding further bloodshed."

The Kurds, as another of their old sayings goes, had no friends but the mountains. The Nixon administration refused to extend humanitarian assistance to the refugees it had helped to create, and Iran forcibly returned about 40,000 Kurds to Iraq.

Declassified State Department cables from the period reveal that U.S. agents protested the sudden abandonment of the Kurdish allies. Kissinger dismissed such concerns. According to the House report, he remarked to a staff member at the time, "Covert action should not be confused with missionary work."

The leader of the abortive 1975 uprising was Massoud Barzani's father, Mulla Mustafa Barzani. When the elder Barzani died in exile in a Washington hospital four years later, Massoud was at his side. I asked the younger Barzani what advice his father had given him at the time. "The biggest shock of his life," the younger Barzani said, "was betrayal by the U.S. He told me to be cautious."

The Kurds bring to Washington bitter memories of what followed the CIA debacle. In the 1980s, Hussein's army destroyed 4,000 Kurdish villages, killing or "disappearing" 200,000 Kurds. There seemed to be no stopping Hussein. But even after he ordered the chemical attack that killed 5,000 Kurdish civilians in the city of Halabja, the White House refused to support trade sanctions against Iraq.

There is also the sad chapter in Kurdish history following the Gulf War in 1991, when the elder President Bush exhorted Iraqis to rise up against the dictator. The Kurds took the cue, but they found themselves abandoned, their hasty rebellion crushed by Hussein without interference from the West. More than 1.5 million Kurds fled to the mountains of Iran and Turkey; thousands died.

Today, many see a "golden era" in Iraqi Kurdistan. The economy of the Kurdish region is good, people have jobs, the shops are full of imported products. There are Internet cafes, satellite TV stations and cellular telephones. There is a respectable court system alongside ministries of health, education and transportation. In short, the Kurds have far more at risk now than the Northern Alliance did before U.S. bombs started falling in Afghanistan.

The Kurds may be willing to partner with America again, but this time they are demanding a "transparent"--not covert--guarantee that they won't be left holding the bag.



They want protection against reprisals from Baghdad, which could include chemical attacks. They also need to believe that if Hussein is overthrown, he won't be replaced with an ex-general or some other autocrat.

Before the Kurds enlist in a new uprising, the U.S. will have to convince them they will play a genuine and significant role in a post-war Iraq.

\* \* \* \* \*

## **Talabani: Iraqi Kurds won't 'blindly' join U.S. front**

Associated Press August 7, 2002

A key Iraqi opposition figure said Wednesday his group would not "blindly" commit to any U.S. plans to topple Saddam Hussein. Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of two Kurdish factions controlling northern Iraq, spoke during a visit to Ankara. He was en route to Washington for meetings with U.S. officials along with other opposition figures.

"We are not for blindly participating in any attack or in any plan," Talabani said after talks with Turkish Foreign Ministry officials. "We are not in favor of having a new dictatorship replacing the old one."

Iraqi Kurds control an autonomous zone in northern Iraq that could become a key base if U.S. forces try to oust Iraqi leader Saddam Hussein. Kurds enjoy a large degree of freedom in the autonomous areas and are concerned about what type of government would replace Saddam and if the Kurds would continue to enjoy autonomy. Kurds rose up against Saddam after the 1991 Gulf War, a rebellion that was suppressed by Iraqi forces. Many Kurds had been looking to the United States for support during that rebellion and are extremely hesitant to consider joining any U.S.-led alliance.

Earlier, Talabani told private NTV television he was confident that the Iraqi opposition could unite against Saddam.

"There is a high possibility of unifying the opposition," NTV quoted Talabani as saying. "I think a new front will emerge." Talabani was scheduled to meet with military officials to discuss the prospects of U.S.-led military action against Iraq.

Turkey is extremely wary of any cooperation with the Iraqi Kurds. It fears they could set up an independent state that might encourage Turkey's own restive Kurdish minority. Turkey was a staging point for attacks against Iraq during the 1991 Gulf War and would also be key to any future coalition.

\* \* \* \* \*

## **Kurd denies U.S. build up in north Iraq**

UPI By Seva Ulman August 7, 2002

ANKARA, Turkey, Aug. 7 (UPI) -- Iraqi opposition leader Jalal Talabani denied Wednesday there was a U.S. military build up in Northern Iraq. Various reports in recent months have spoken of a U.S. presence in Iraqi Kurdistan. On Monday, USA Today reported that operatives of the CIA and Defense Intelligence Agency in Iraq have said they are having increasing difficulty securing commitments from Kurdish leaders to support possible U.S. military action against Iraqi President Saddam Hussein.

Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan, was on a stopover in Ankara on his way to Washington. He spoke to reporters after meeting with Turkish Foreign Ministry officials.

The only military activity Talabani referred to was that Turkish forces now control an old airfield at Bamarni, between the cities of Zakho and Dohuk. According to Kurdish sources in Washington, Bamarni is one of three disused fields in Iraqi Kurdistan that could be reactivated should the United States take action against Saddam. The two others are situated near the cities of Sulaimaniya, the seat of the PUK government in eastern Iraqi Kurdistan, and Arbil, controlled by Masud Barzani's Kurdistan Democratic Party, the other main faction.

The PUK, Talabani said, had not decided whether to support any U.S. military action in Iraq. The KDP's Barzani has

expressed serious reservations about supporting efforts to topple Saddam. Talabani, along with other leaders of the Iraqi opposition, is to attend a meeting with U.S. officials in Washington Friday. Barzani was also expected to attend, but KDP sources told United Press International on Wednesday that his international affairs adviser, Hoshiyar Zibari, would represent him instead.

Talabani said he was not as yet informed what the purpose of any American attack would be, but if there were an attack, he thought it would take place in winter.

"We have not yet made any decision to participate in the attack," he said, adding, "What we are saying is (that we want) a united, democratic and secular Iraq, that consists of a single central government, and the territorial integrity of Iraq." "Our aim is to set up a parliament and make the Kurdish community a part of the central government," he said, adding "then we could start discussing federation."

Western analysts detected in Talabani's words a softening of the Kurdish position that has called for a federal Iraqi state made up of largely self-governing Kurdish and Arab entities.

Trying to allay Turkish concerns, Talabani reiterated what both he and Barzani have said repeatedly: the Kurds do not intend to establish an independent Kurdistan. Turkey is concerned that a U.S. attack on Iraq could result in an independent Kurdish state on its border, which it fears would fuel separatist sentiments in its own Kurdish population. Ankara fought a Marxist Kurdish insurgency that lasted 15 years until 1999, with continuing occasional skirmishes. The conflict took over 30,000 lives.

Turkey also fears that the Kurds might obtain the northern Iraqi oil centers of Kirkuk and Mosul provinces as part of their entity.

The Kurds are not the only group seeking self-rule. The Turkoman, descendants of medieval Turkic settlers, are the second largest minority in Iraq after the Kurds, and Ankara supports the group's interests. While there are various Turkoman factions, the Turkish military and nationalists, who are part of the coalition government in Ankara, favor the Turkoman Front, which demands a zone under Turkoman rule that would include Mosul and Kirkuk.

Last week, Turkey complained that it was not informed of the Washington meeting and that Turkoman representatives should have been invited to Washington. Talabani said Wednesday the Turkomans would be invited to the next meeting that would probably be held in Europe or Iraq.

The United States supports the Turkish objection to an independent Kurdish state. However, observers in Washington said the Bush administration is sympathetic to some kind of continuing autonomy for the Kurds within the Iraqi state.

The Kurds became able to run their own affairs in the wake of Saddam's defeat in the 1991 Persian Gulf War. Since 1992, U.S. and British warplanes deployed in southern Turkey have protected the Kurds by patrolling no-fly zones in the north, as well as a zone in southern Iraq to protect Shiite Muslim Arabs.

As well as the two Kurdish parties, the Washington talks were to be attended by leaders of the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq, the main Shiite opposition body, with headquarters in Tehran; the Iraqi National Accord, made up largely of military and intelligence officers who defected from Saddam's Iraq and are said to have strong ties to the CIA; and the Constitutional Monarchists, headed by Sharif Ali bin Hussein, a claimant to the Iraqi throne overthrown in 1958.

Sharif Ali is also spokesman for the umbrella body, the Iraqi National Congress.

Bush has committed himself to getting rid of Saddam, pointing to his past behavior and his present quest, the Bush says, for weapons of mass destruction.

(With additional reporting by Derk Kinnane Roelofsma in Washington.)

\* \* \* \* \*

IRAK

# Les ombres de l'après-Saddam

*Choyée par Washington, l'opposition irakienne en exil, déchirée et dépourvue d'assise, piaffe d'impatience. Mais elle n'offre aucune alternative crédible au régime baassiste*

**C**e fut à coup sûr un grand moment d'Histoire. Entre le Festival européen d'astronomie et la Foire des ours en peluche, la mairie de Kensington, quartier huppé de l'ouest londonien, a accueilli à la mi-juillet une conférence d'opposants irakiens. Parmi eux, une soixantaine d'officiers supérieurs, transfuges en exil de l'armée de Saddam Hussein. Il s'agissait, tandis que plane sur Bagdad, pilier de l'« axe du mal », la menace d'une offensive américaine massive, de hâter le renversement du pouvoir baassiste et d'esquisser les contours de l'après-Saddam. A la clef, la naissance d'un Conseil militaire de 15 membres et l'adoption d'un « code d'honneur ». En clair, les conjurés galonnés, prompts à se disputer la dignité de bête noire du régime, jurent de s'effacer dès la chute du tyran. On voit d'ici le raïs moustachu trembler dans son bunker... Intrigues clandestines et complots à ciel ouvert ne changent rien à l'affaire : les Etats-Unis cherchent en vain une équipe de rechange crédible. Ils ont même dû, dès juin, annuler une rencontre estivale, torpillée par les bisbilles internes. Des appelés à foison, mais pas l'ombre d'un élu. « On nous laisse le choix entre

des généraux compromis, des escrocs cupides et des dissidents d'opérette », soupire une enseignante bagdadie. Et de renvoyer dos à dos le dictateur honni et la Maison-Blanche, promotrice de l'embargo inepte qui accable l'Irak d'en bas. Une certitude : tout prétendant intronisé par l'Oncle Sam serait frappé du sceau d'infamie. La résistance irakienne, combien de divisions ? On recense à ce jour 76 factions. Prière de ne pas confondre le Mouvement des officiers libres de Najib al-Salahi, jadis commandant des blindés de la Garde républicaine, établi dans la banlieue de Washington, et le Mouvement des officiers irakiens de Fawzi al-Shamari, patron d'un petit restaurant en Virginie. Au pays, l'insurrection tarde un peu. Mais, dans les coulisses dorées de l'exil, la guérilla fait rage.

### **Invité surprise et absents de marque**

Comme tout forum de cet acabit, le sommet de Londres aura eu son invité surprise et ses absents de marque. Dans le rôle du visiteur inattendu, le prince Hassan de Jordanie, oncle du roi Abdallah II et cousin de Charif Ali bin Hussein, lui-même descendant de Fayçal, dernier souverain hachémite d'Irak, assassiné le 14 juillet 1958. En étreignant

ce parent méconnu, chef de file du Mouvement pour une monarchie constitutionnelle, Hassan a plongé son royal neveu dans un embarras teinté de colère : Amman souhaite la défaite de Saddam, terrifiant voisin, mais se doit de ménager une opinion ardemment pro-irakienne. Quant aux fantômes, ils étaient légion. A commencer par Wafik al-Samarrai, ancien pont de renseignement militaire, établi sur les bords de la Tamise depuis 1994, mais qui a invoqué un improbable « engagement antérieur » pour faire faux bond à ses pairs. Chef d'état-major de 1980 à 1991, Nizar Khazraji a, lui, préféré ne pas quitter sa retraite danoise de Soloe. Un temps pressenti pour prendre les rênes du Conseil militaire, cet ancien « héros » de la guerre Irak-Iran, puis de l'invasion du Koweït, est soupçonné de crimes de guerre. Il aurait notamment orchestré en 1988 le gazage des Kurdes de Halabja (5 000 morts). Fâcheux états de service qui ne l'empêcheront pas de lancer, au cœur de l'été, un Conseil supérieur de salut national. Bien d'autres sièges sont restés vides. Tels ceux réservés, sans trop d'espoir, à la « bande des quatre », surnom du quartette que composent les rébellions les plus influentes : les deux mouvements rivaux

maîtres des provinces du Nord, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani ; les chiites de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), qu'anime de Téhéran l'ayatollah Mohammad Bakr al-Hakim ; et le Mouvement de l'entente nationale.

Présents sur le terrain, dotés de bras armés, ceux-là affichent un souverain mépris pour les querelles d'ego et de préséance des conspirateurs de salon. Premier intrigant visé, Ahmed Chalabi, fondateur du Congrès national irakien (CNI) et metteur en scène du rassemblement londonien. Banquier failli vainement poursuivi par la justice jordanienne, Chalabi n'a jamais été avare de rodomontades. Il prétend avoir survécu à neuf tentatives de meurtre ourdies à Bagdad et se vante de communiquer par téléphone satellitaire et courrier électronique avec un réseau de fidèles tissé en Irak même. Las ! il faudra le 26 juillet reporter sine die la formation d'un « gouvernement provisoire ». « Pour renverser Saddam, soutient ce Tartarin chiite, il nous suffirait de onze semaines d'entraînement. » Miné au fil des ans par les dissensions internes, son cénacle bénéficie néanmoins d'appuis



Cheikh Mohammed Ali, le prince Hassan de Jordanie et Charif Ali bin Hussein lors de la conférence d'opposants irakiens qui s'est tenue à Londres le 12 juillet dernier.

au sein du Pentagone et dans les rangs républicains du Congrès. En revanche, il a épuisé son crédit auprès du Département d'Etat et de la CIA. Qu'à cela ne tienne : au nom de l'Iraq Liberation Act, loi adoptée en 1998, Washington s'obstine à engloutir des millions de dollars dans le tonneau des Danaïdes d'une dissidence éclatée. Bien sûr, il lui arrive de couper les vivres au CNI, coupable de « manque de transparence », ou de geler pour mauvaise gestion les largesses consenties à Hurriya TV (Télé Liberté), sa chaîne de télévision, réduite au silence depuis mai. Mais la volonté compulsive d'en finir à tout prix avec le tyran de Bagdad a tôt fait de réamorcer la pompe à fric. On financera donc une radio en arabe dont l'émetteur devrait être installé au Kurdistan, région échappant à l'autorité de Bagdad. Et l'on convie, en ce mois d'août, sur les bords du Potomac, les chefs de file saddamophobes les plus en cour.

Admettons. Admettons que les assauts de l'US Army détrônent Saddam Hussein. Restera alors à cicatriser les blessures du passé et à dissiper les

équivoques. Si les monarchistes, les communistes ou les musulmans sunnites tiennent au maintien d'un Irak unitaire, Kurdes du Nord et chiites du Sud préconisent une formule fédérale concédant aux provinces d'amples prérogatives. A vrai dire, les frères ennemis Barzani et Talabani rêvent du statu quo. Et pour cause : ils jouissent, grâce à la protection

– combattants – du PDK et ceux de l'UPK. A l'époque, Massoud Barzani avait pactisé avec Bagdad dans l'espoir d'anéantir son rival. Et seule une impérieuse médiation de Washington fera taire, deux ans plus tard, les kalachnikovs. Unis ou divisés, les Kurdes éprouvent en outre envers leur parrain américain une méfiance justifiée. Par deux fois,

trouble les stratégies d'outre-Atlantique : l'émergence, sur fond de chaos post-Saddam, d'un pouvoir dominé par des chiites pro-iraniens, disciples d'une confession majoritaire dans le pays. On trouve encore, dans les couloirs du Pentagone ou de la Maison-Blanche, des apprentis sorciers avides de rééditer, sur les bords du Tigre, le succès – tout relatif au demeurant – de l'aventure afghane. Analogie absurde, convient Colin Powell : Saddam est plus fort que les taliban, et l'opposition irakienne, moins aguerrie que l'Alliance du Nord du défunt Ahmad Chah Massoud. Suggérons faute de mieux au secrétaire d'Etat américain un procédé peu coûteux et tout aussi efficace que l'entretien d'une mosaïque de clans plus familiers des amphes que du maquis. Il s'agirait de passer dans tous les journaux d'Orient une annonce ainsi libellée : « Recherchons de toute urgence général irakien sunnite, démocrate, populaire, estimé au sein de l'armée et des services, respecté par Kurdes, chiites et dignitaires tribaux. Criminels de guerre s'abstenir. » ● Vincent Huguex

*“On nous laisse le choix entre des généraux compromis, des escrocs cupides et des dissidents d'opérette”*

aérienne américaine, d'une totale autonomie administrative et politique ; 13 % des revenus de l'or noir irakien, exporté en vertu de la résolution « pétrole contre nourriture », leur revient de droit ; enfin, la contrebande avec la Turquie génère des profits colossaux. La maîtrise d'un tel pactole n'est d'ailleurs pas étrangère à la guerre fratricide qui éclata, en 1996, entre les pechmerga

celui-ci les a poussés au soulèvement avant de trahir ses promesses. Nul n'a oublié le honteux lâchage de 1995, lorsque la CIA décida de « démonter » son opération l'avant-veille du jour J, livrant ses alliés locaux, les civils et leurs villages au châtement dévastateur des soudards de la Garde républicaine.

A l'heure de jouer les faiseurs de roi, une hantise

La trentaine de Kurdes qui squattaient un hangar ont été arrêtés.  
Leur avenir en France reste incertain

# Cherbourg interdit son port aux clandestins

La fermeture du centre d'hébergement de Sangatte risque de déplacer les lieux de départ vers l'Angleterre.

Cherbourg (Manche) envoyée spéciale

**C**herbourg ne veut pas devenir Sangatte. Alors pas question de laisser s'installer des groupes de clandestins en partance pour l'Angleterre dans des squats, surtout quand les locaux appartiennent à la communauté urbaine. Jeudi soir, une trentaine de jeunes Kurdes, présumés irakiens, ont été expulsés de l'usine désaffectée où ils avaient été repérés une semaine plus tôt et placés en garde à vue. Vendredi, aucun d'entre eux n'ayant déposé de demande d'asile politique, le préfet a pris un arrêté de reconduite à la frontière. Et ils ont été dirigés vers des centres de rétention administrative en région parisienne. C'est jeudi en fin d'après-midi, plus d'une heure avant le rendu du référé d'expulsion par le tribunal de Cherbourg, qu'un impressionnant dispositif de CRS a encerclé le squat. Après discussion avec les autorités locales, les quelque vingt Kurdes présents à l'intérieur sont expulsés tranquillement avec leur baluchon, vers 21 heures. Et une dizaine d'autres se sont spontanément rendus aux policiers, dans la rue. Roumains surtout, mais aussi Chinois, Irakiens... C'est de notoriété publique, Cherbourg est un port d'embarquement pour de nombreux clandestins. Mais c'est la première fois que le port manchois est confronté à l'arrivée d'une communauté aussi nombreuse, de 40 à 50 personnes.

Pour la municipalité, tout commence le 2 août. **Jardin public.** Le maire est averti par ses services d'un va-et-vient d'étrangers s'approvisionnant en eau dans un jardin public. Le squat de ces clandestins, identifiés comme kurdes, est localisé dans une ancienne usine à 300 mètres de la gare, dont le propriétaire est la CUC (communauté urbaine de Cherbourg). La réaction des autorités locales est immédiate. «Une expulsion est demandée, car les conditions sanitaires sont déplorable, et parce que c'est l'unique moyen pour que l'Etat, seul compétent, agisse», justifie le maire PS, Bernard Cazeneuve.

«Nous ne pouvons pas faire face, devenir un Sangatte bis.»  
Bernard Cazeneuve, maire PS de Cherbourg

Le maire demande enfin à ses adjoints de veiller à ce

que soit apportée une aide humanitaire d'urgence. Pour le maire de Cherbourg, la situation est limpide: «Les annonces précipitées du gouvernement sur la fermeture du centre de Sangatte ont des effets collatéraux: le déplacement des problèmes le long de la côte. Mais nous ne pouvons pas faire face, devenir un Sangatte bis.» Sangatte bis? Eux-mêmes ne veulent pas l'avouer, mais nombre des Kurdes arrêtés jeudi soir viendraient en fait de Sangatte, selon des sources policières et municipales. Une chose est sûre: tous sont des hommes, âgés d'une quinzaine à une trentaine d'années, qui, interrogés avant leur expulsion, racontent à peu près la même histoire. Inquiets mais pas agressifs. Ils ont fui l'Irak, où leur peur du régime de Saddam Hussein et des représailles américaines s'intensifiait de jour en jour. Et sont venus par petits groupes en camion, via la Syrie et la Turquie. En laissant leur famille sur place, «pour ne pas leur faire prendre de risque». Là-bas, tous n'avaient pas la même vie.

Tamir, 31 ans, dit qu'il était assistant ingénieur dans l'industrie chimique. Azad, 24 ans, tenait un commerce de vêtements. D'autres étaient étudiants ou militaires. Ici, tous ont rêvé ou tenté d'embarquer sur un ferry pour gagner l'Angleterre ou l'Irlande. «Nous sommes prêts à tout pour ça. Moi, j'aurais même pris un canot pneumatique, mais ce n'est vraiment pas stable», plaisante Imad, 22 ans, l'un des leaders du groupe et l'un des seuls à parler anglais. La demande d'asile politique en France? «On voudrait bien mais on n'y croit pas. Ils acceptent une personne sur cent», croit savoir cet étudiant en médecine (1).

**Amagris.** Alors, pour tenter le passage-outr-Manche, ils sont restés des jours, pour certains des semaines, dans le squat: un hangar et ses bâtiments attenants, vétustes, sales et odorants. A dormir – sans couverture – sur des cartons ou des étals en

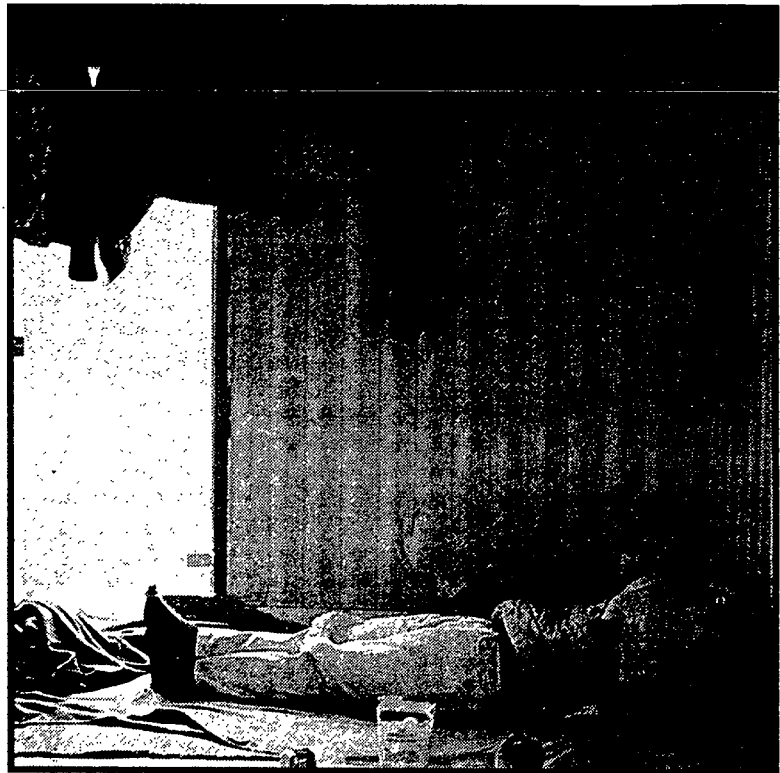


Expulsion et arrestation d'un clandestin du hangar de Cherbourg, jeudi soir.



bois, au régime pain-eau, sans possibilité de se laver ni de se changer. Mercredi et jeudi, ils avaient pu enfin bénéficier des aides d'associations locales, comme le Secours populaire et la Croix-Rouge, et semblaient en bonne forme. «*Beaucoup sont éprouvés et amaigris, tempère Chantal Winckler, du Secours populaire. Quand ils ont choisi un pantalon en voulant prendre leur taille habituelle, ils flottaient dedans.*» Reste à savoir ce qu'ils vont devenir, leur nationalité irakienne, si elle se confirme, interdisant toute reconduite à la frontière. Bien difficile aussi de dire combien sont passés à travers les mailles du filet à la gare maritime. Sur place, les agents de la police aux frontières et ceux chargés du contrôle des camions avant leur montée sur les ferries racontent, désabusés, les arrestations croissantes de clandestins. Parfois plus de vingt par jour, repérés grâce à l'inspection humaine ou canine des essieux, ou à celle des bâches avec des sondes à CO<sub>2</sub>. Leur identité est notée, et ils sont simplement reconduits hors zone. Alors beaucoup reviennent tous les jours. Moyens humains insuffisants, organisation de plus en plus sioux des passeurs, «*Cherbourg est une passoire*», estime un maître-chien ●

SANDRINE CABUT  
photos LIONEL CHARRIER



Le hangar d'une usine désaffectée où ont vécu une trentaine de clandestins.

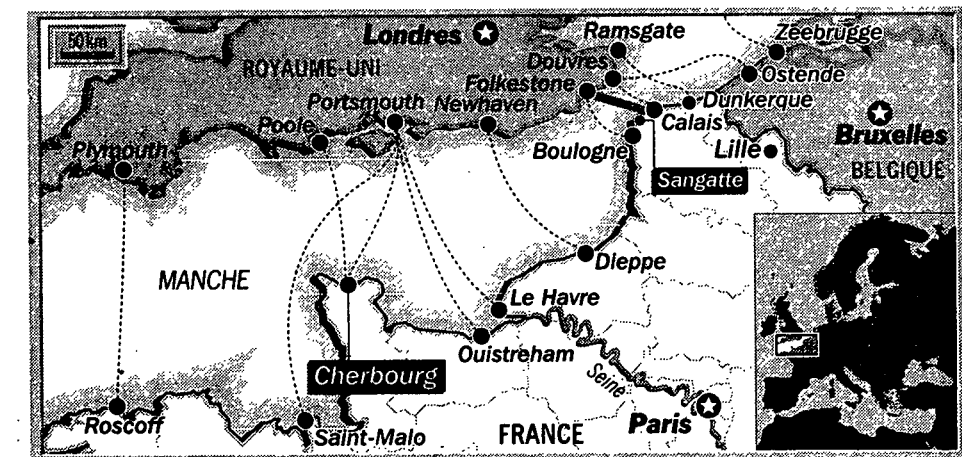
(1) En 2001, le taux d'octroi du statut de réfugiés pour les Irakiens a été de 62,1 %, selon l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

## La côte manchoise exposée à tous les flux

Les ports restent sereins face à l'arrivée éventuelle d'immigrés.

**H**ier Sangatte et Calais, aujourd'hui Cherbourg, demain Roscoff, Le Havre, Dieppe? La découverte d'une trentaine de clandestins cachés dans une usine désaffectée à Cherbourg en attendant un passage vers l'Angleterre est un scénario qui risque de se répéter. Elle est la preuve de la détermination extrême des migrants. Et préfigure ce qui attend les ports de la côte française reliés à l'Angleterre. Surtout après la fermeture du centre d'hébergement de la Croix-Rouge à Sangatte, annoncée par les ministres de l'Intérieur anglais et français (lire ci-contre).

**Discretion.** Le déplacement des clandestins le long de ce littoral n'est pas un phénomène nouveau. En 2000, à Ouistreham (Calvados), neuf Kosovars sont ainsi interpellés dans deux camions en partance pour l'Angleterre. A Roscoff (Finistère), la reprise de ligne de ferry vers Cork (Irlande) at-



tire des candidats au passage. En avril 2000, six étrangers en situation irrégulière, dont trois enfants, sont arrêtés. Sans compter ceux qui ont réussi le passage, en toute discrétion. A Dieppe (Seine-Maritime), en mars, le syndicat de police SGP-FO avait tiré la sonnette d'alarme, protestant contre la fermeture des services de la PAF (Police aux

«*Au printemps, on a repéré une poignée de Kurdes. Ils ont été interpellés, ont demandé l'asile, puis ont disparu dans la nature.*»  
La mairie de Dieppe

frontières) qui comptait 14 fonctionnaires, alors qu'ils constataient l'arrivée d'étrangers se cachant dans les camions à destination de l'Angleterre. Avec l'ouverture du centre de Sangatte (Pas-de-Calais), installé en septembre 1999 pour abriter des familles kosovares qui dormaient dans les squares de

Calais, ces candidats à l'exil ne se sont pas sédentarisés pour autant. La sécurisation du port de Calais et du site d'Eurotunnel dès juillet 2001 a rendu les passages nocturnes de plus en plus difficiles et dangereux. «*Ce durcissement ne les fait pas renoncer. Quand un lieu est interdit, clôturé,*

ils recherchent d'autres points de passage. C'est une activité constante qui montre ce que ces migrants pensent d'un éventuel retour chez eux», constate Smaïn Laacher, sociologue au CNRS et auteur d'une étude sur Sangatte.

**Effet.** Mais, jusqu'à présent, ces errances semblaient plutôt désordonnées. «Au printemps, on a repéré une poignée de Kurdes qui se baladaient tout seuls. Ils ont été interpellés. Ils ont demandé l'asile, puis ont disparu dans la nature», se souvient-on à la mairie de Dieppe. «Depuis, il n'y a pas eu d'autres cas.» En un an, l'association dieppoise Information Solidarité Réfugiés est entrée en contact avec une douzaine d'étrangers interpellés, dont la moitié s'est évanouie, certainement de l'autre côté de la Manche. C'est peu, comparé au millier de Kurdes et d'Af-

ghans de Sangatte. Mais ce phénomène de déplacement risque de s'amplifier, avec la fermeture du camp de la Croix-Rouge. Smaïn Laacher l'indiquait dans son rapport: «Cette mesure produirait l'effet exactement inverse du résultat recherché: [...] Ces populations sans abri ne disparaîtraient pas comme par enchantement, mais, rationnellement, se déplaceraient vers d'autres ports.»

Cette délocalisation risque également de s'organiser. Dans l'affaire de Cherbourg, ce qui semble inédit c'est le squat. Un tel regroupement dans ces conditions n'a pas de précédent, relève ainsi la direction centrale de la PAF. «Des Chinois et des Irakiens ont été interpellés, mais toujours de manière isolée, note la préfecture de Calvados. Il n'y a jamais de squat.» A Cherbourg, l'existence du squat indique que les passeurs ne sont pas loin. Smaïn Laacher en est

convaincu. «Les migrants ne connaissent pas la région. Il faut repérer des lieux vides, savoir qu'il y a une liaison transmanchée. Les passeurs, eux, sont des spécialistes de l'itinéraire.»

**Douanes.** Pourtant les municipalités du littoral ne semblent pas trop inquiètes. Ou se veulent rassurantes. «Le Havre est un port difficile et très surveillé de par son activité marchande. Le centre régional des douanes est basé ici, et les contrôles, accrus. Il y a un ferry qui va vers l'Angleterre, c'est donc facile à surveiller. Les clandestins n'ont jamais été très présents chez nous», dit-on à la mairie du Havre (Seine-Maritime) comme pour dissuader d'éventuels candidats. Les services municipaux de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), autre ville qui dispose de lignes de ferry régulières, estiment que ce port «ne sera pas un point de passage alternatif.» A Dieppe, on ne s'alerte pas «outr mesure»:

«Cherbourg est un port plus important, avec une partie commerciale plus développée», fait-on valoir. A Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), la mairie est persuadée que «les flux vont se reporter, notamment sur la Belgique», les deux points de passage étant Zeebrugge et Ostende. Depuis l'annonce de la fermeture de Sangatte, la Croix-Rouge a noté un léger ralentissement des arrivées, notamment des Afghans. Seuls 29 se sont présentés la semaine passée. «Il est trop tôt pour tirer des conclusions», met en garde Smaïn Laacher. Mais ce sont les Afghans qui sont les plus menacés par l'accord franco-britannique qui prévoit pour eux des retours forcés au pays. Peut-être les retrouvera-t-on demain à Cherbourg ●

DANIEL DE ALMEIDA  
et CHARLOTTE ROTMAN

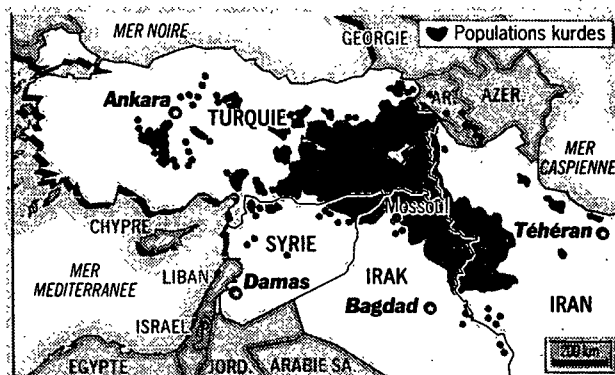
# Kurdes nés en Syrie, niés en série

## Aucun droit, de père en fils, pour des dizaines de milliers de familles.

### Une nation éclatée

Plus de 25 millions de Kurdes vivent écartelés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak ou la Syrie. Ils ont une identité bien définie, leur propre langue de la famille du persan, et une civilisation remontant aux Mèdes (IX<sup>e</sup> siècle avant J.-C.). Quoique vivant sur une zone géographique homogène, les Kurdes représentent le seul peuple d'une telle importance qui n'ait jamais obtenu de droit à l'autodétermination, à l'indépendance ou à l'autonomie, sinon pour de brèves périodes. En Turquie vivent 15 millions de Kurdes, pour la plupart dans le Sud-Est anatolien. Beaucoup ont émigré vers les villes de l'ouest du pays, dont Istanbul. Quelque 6 millions de Kurdes vivent en Iran. Au nord de l'Irak, ils

sont 4 millions sous protection de l'ONU. 1,5 million de Kurdes vivent en Syrie et 500 000 dans l'ex-URSS. En outre, 450 000 Kurdes vivent en Allemagne (sur 2 millions d'immigrés de nationalité turque), 50 000 aux Pays-Bas (sur 400 000 Turcs) et 80 000 en France (sur 250 000 immigrés turcs).



**P**endant les quelque trente ans où il a vécu en Syrie, son pays natal, Ali (1) n'a jamais eu d'autre document d'identité qu'une feuille jaunâtre avec tampons, certifiant seulement qu'«il ne figure pas sur le registre d'état civil des Arabes syriens». Ce jeune Kurde aujourd'hui réfugié en France a toujours été considéré par les autorités de Damas comme «un étranger non ressortissant d'un pays étranger». Une définition qui en faisait une espèce de non-être privé de tous ses droits. «C'était comme être assigné à résidence dans mon propre pays», raconte le jeune homme né

sans papier d'un père lui aussi sans papier. Et ses trois enfants étaient aussi sans papier. Entre 600 000 et 1 million de Kurdes syriens (sur un total de 1,5 million), vivent dans cette situation, notamment dans le nord-est. Beaucoup tentent par tous les moyens de quitter un pays où ils n'ont aucun avenir. Ainsi, la plupart des 900 émigrants arrivés en février à bord du *East Sea*, échoué au large de Saint-Raphaël (Var), étaient des Kurdes syriens, même si à l'époque tous affirmèrent venir d'Irak. Ils craignaient d'être renvoyés en Syrie. **Alibi.** La tragédie de ces Kurdes déçus de leur nationalité il y a quarante ans, a long-

Migrations 10 ET 11 AOÛT 2002

temps été ignorée des pays occidentaux pour qui il n'y avait pas de problème kurde en Syrie. Des dizaines de milliers de Kurdes vivent effectivement sans problème à Damas depuis des décennies. «Parfaitement assimilés, ils servent d'alibi au régime», souligne Hassan, un intellectuel originaire du département d'Al-Hassakeh, limitrophe de la Turquie et de l'Irak, où vivent des centaines de milliers de Kurdes «sans papier».

La vie de ces paysans et bergers installés là depuis des siècles a basculé lors du recensement de 1962 quand le parti Baas au pouvoir décida de réduire drastiquement dans les statistiques le nombre des Kurdes vivant en Syrie. «Mes parents m'ont raconté que le maire désignait aux agents recenseurs les bonnes familles kurdes et celles qui ne l'étaient pas», témoigne Hassan. A l'origine, 250 000 Kurdes furent victimes de cette mesure. En 1970, les autorités sont revenues à la charge pour arabiser ces zones frontalières en y transférant de nouvelles populations. Et il n'était

*«C'est comme un châtiment éternel, irréversible, qui s'étend à tous les descendants.»  
Ali, un Kurde*

pas question de rendre aux Kurdes punis leur citoyenneté. «C'est comme un châtiment éternel, irréversible, qui s'étend à tous les descendants», renchérit Ali. Une femme perd aussitôt sa citoyenneté si elle épouse un «sans papier» et leurs enfants ne seront pas enregistrés à l'état civil. Ils vivoteront eux aussi en se débrouillant, condamnés à rester en marge du système. Faute de document, ils ne peuvent être soignés dans les hôpitaux, sauf en «bakchichant». Les enfants vont à l'école – qui reste obligatoire – mais ils ne peuvent obtenir aucun diplôme. Les emplois publics leur sont bien évidemment interdits. Ils ne peuvent posséder ni terres, ni troupes, ni appartements en propre. Mais ils s'arrangent grâce aux solidarités familiales. Dans la même tribu, il peut y avoir des noyaux familiaux avec la citoyenneté syrienne et d'autres sans. «J'étais transporteur avec un petit camion à moi, mais immatriculé au nom d'un cousin», raconte Mohamed. Mais dès qu'ils quittaient la région, les policiers considéraient avec la plus grande suspicion «l'extrait de registre» qui était son seul document. Et, souvent, ils le tabassaient.

**Trafic.** «Nos parents vivaient déjà comme ça, mais la situation devient de pire en pire, y compris sur le plan politique malgré les promesses du fils Assad», raconte Ali qui ga-

gnait à peine de quoi survivre comme couturier à domicile. Comme lui, ils sont toujours plus nombreux à vouloir partir à tout prix vers l'Occident. Bien évidemment, ils ne peuvent obtenir de passeports. Certains passent par la zone kurde en Irak du Nord puis, de là, en Turquie, avec l'espoir, une fois arrivé à Istanbul, d'une Europe toute proche. D'autres, en nombre croissant, s'embarquent depuis un port syrien ou libanais dans des épaves flottantes le plus souvent à destination de l'Italie, payant de 3 000 à 5 000 dollars le «voyage». Ali en est convaincu: «Ce trafic ne pourrait continuer sans la tolérance des autorités syriennes, apparemment plutôt satisfaites de se débarrasser de leurs Kurdes» ●

MARC SEMO

(1) Pour des raisons de confidentialité, les prénoms ont été changés.

## EDITORIAL

par JACQUES AMALRIC

### Retour au passé

Le temps des drames connus par les clandestins, traversant la France pour partir à l'assaut de la Grande-Bretagne, est loin d'être fini. L'épisode des squatters dont personne ne peut vraiment garantir la nationalité et qui vient de défrayer la chronique cherbourgeoise le prouve, en dépit des dénégations du ministère de l'Intérieur: la perspective de la fermeture du centre de Sangatte à la fin de l'année et la multiplication des mesures de sécurité aux abords de l'Eurotunnel ont toutes les chances de déplacer le problème vers d'autres points

de passage, en France et en Belgique. Certainement pas de le résoudre. On comprend l'inquiétude de la police des frontières et celle des élus locaux, que ce soient ceux de Cherbourg aujourd'hui ou ceux de Saint-Malo, de Dieppe, du Havre demain. Tous se souviennent de l'avant-Sangatte, lorsque les candidats au passage vers la Grande-Bretagne erraient, perdus dans la nature et dans des conditions déplorables, à travers toute la région. Et tous craignent un retour à cette situation après la disparition de l'abcès de fixation humanitaire qu'aura tout de même été Sangatte. Ils le redoutent d'autant plus que ce retour au passé, en fait, risque d'être pire: pour autant qu'on le sache, le nombre des clandestins attirés par le droit d'asile britannique s'est multiplié par deux ou trois en quelques années et les réseaux de

passagers ont, de toute évidence, considérablement amélioré leur efficacité et leur emprise sur leurs victimes consentantes. Aucune raison donc pour que cesse cet afflux vers les côtes de la Manche. A moins que Londres ne modifie radicalement sa pratique du droit d'asile, ce qui n'est nullement certain. A l'autre bout de la chaîne, en tout cas, on n'a enregistré aucune évolution politique susceptible de faire changer d'avis les candidats au départ. Que ce soit en Afghanistan, où la situation se dégraderait plutôt, en Irak, où les menaces américaines contre Saddam Hussein ne peuvent que confirmer les candidats à l'exil dans leur détermination, ou en Syrie, où végètent des centaines de milliers de Kurdes dans un statut d'apatride dans leur propre pays.

### L'accord franco-britannique

Mi-juillet, les ministres de l'Intérieur britannique et français ont annoncé la fermeture définitive de Sangatte, au plus tard au premier trimestre 2003. Elle interviendra après l'entrée en vigueur du nouveau dispositif juridique sur l'asile au Royaume-Uni, jugé par la France comme un préalable indispensable. A la rentrée, le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés) se rendra dans le centre pour un enregistrement préalable des étrangers. Le HCR va également élaborer un plan d'aide au retour pour les ressortissants afghans, en concertation avec Kaboul. Pour les Afghans qui ne bénéficieraient pas du statut de réfugiés, mais ne seraient pas non plus volontaires pour rentrer, les ministres envisagent un «retour organisé», en clair forcé.



# Oui à l'étude du kurde

**TURQUIE** ■ Défendre l'enseignement de la langue kurde demeure une source de problèmes en Turquie. Quatre étudiants en ont fait la cruelle expérience.

RADIKAL  
Istanbul

Dans une rue qui donne sur l'avenue Istiklal, en plein cœur d'Istanbul, quatre jeunes universitaires sont en train de siroter leur thé. Ils ont tous les quatre à peine plus de 20 ans. Eshref est originaire de Van, dans l'est de la Turquie ; il est venu à Istanbul pour étudier et achève sa dernière année à la faculté de pédagogie ; sa langue maternelle est le kurde. Pour avoir signé une pétition en faveur de l'enseignement de cette langue, il a été exclu de sa fac pour deux semestres. Ozgür, elle, est originaire d'Antalya, sur la mer Méditerranée ; elle est en troisième année de communication à l'université d'Istanbul ; sa langue maternelle est le turc. Elle vient d'être définitivement exclue de sa faculté parce qu'elle aussi avait signé cette pétition. Sinan, de langue maternelle turque, est arrivé à Istanbul venant de Tokat, en Anatolie centrale. Etudiant en première année de littérature, il vient également d'être radié pour avoir apposé sa signature au bas de la même pétition. Quant à Turan, qui vient de Hakkari, à l'extrême sud-est de la Turquie, et dont la langue maternelle est le kurde, il devra patienter deux semestres avant de pouvoir continuer ses études de littérature, toujours pour la même raison.

Pourtant, selon des informations publiées dans les grands quotidiens, le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, aurait proposé, lors d'une séance du Conseil national de sécurité, que l'un des canaux de la chaîne de télévision publique TRT diffuse chaque jour un petit programme en langue kurde. Presque au même moment, le ministre d'Etat chargé des droits de l'homme, Nejat Arseven, déclarait que l'enseignement du kurde dans des écoles privées ne devrait pas poser de problèmes. On est donc dans une situation où de sérieux indices annoncent que l'interdiction de la langue kurde est en train d'être battue en brèche sous la pression de l'Union européenne. Et voilà que, dans ce contexte pourtant plutôt positif, des étudiants sont sanctionnés parce qu'ils ont signé une pétition qui réclamait que le kurde puisse devenir une matière à option à l'université.

Ces trois derniers mois, la Turquie a vécu une "panique" liée à la question de l'enseignement du kurde. Dans plus de trente villes et vingt-deux universités, près de quinze mille étudiants ont signé une pétition réclamant un enseignement du kurde : deux mille de ces pétitionnaires ont été placés en

garde à vue, tandis que cent vingt personnes étaient emprisonnées. Pouvait-on imaginer pareil épilogue pour des citoyens qui ne faisaient finalement qu'user du droit reconnu de signer une pétition ?

Dans le cas d'Eshref, Turan, Ozgür et Sinan, signataires de la pétition des étudiants, la direction de l'université et la police d'Istanbul ont envoyé l'une et l'autre une lettre à leurs parents. Voici un extrait de celle adressée par la police : "La campagne afin de réclamer sa soi-disant identité et menée au nom du slogan 'Nous voulons un enseignement en kurde' qui a été lancée par l'organisation terroriste et séparatiste [le PKK] est en train de conduire vos enfants à leur perte. (...) Malheureusement, votre enfant a signé une pétition préparée par cette organisation terroriste et séparatiste. (...) Si vous ne voulez pas que cela vous affecte, vous et votre famille, et que cela porte préjudice à votre enfant pour le restant de ses jours, empêchez-le de succomber au discours antipatriotique élaboré par cette organisation terroriste et séparatiste. Il est de notre devoir de vous informer de la gravité de la situation."

L'université de Van, elle, a répondu par écrit à chacun des 1 053 étudiants signataires de la pétition. L'université d'Istanbul est celle qui a eu la main la plus lourde : trente étudiants expulsés et trente-huit autres écartés pour deux semestres.



▲ Le drapeau kurde brandi à Istanbul.

Lorsqu'on demande à Eshref, qui est dans ce dernier cas, pourquoi il a signé, il répond que, pour avoir étudié la langue et la littérature allemandes, il connaît bien l'influence de la langue sur le développement humain et sur le système de pensée. Özgür, dont les parents sont tous deux instituteurs, a réclamé l'enseignement du kurde en tant que "fille de Yorük" [nomade turcophone d'Anatolie]. "L'année passée, je suis allée à Van. Je demandais mon chemin en m'adressant plutôt à des

femmes. J'ai dû demander à au moins cinquante personnes. Aucune de ces femmes ne parlait le turc. Je suis maintenant étudiante en communication et je veux devenir journaliste. Si demain je dois faire un reportage auprès de ces femmes, en quelle langue vais-je le faire ? Le pire, c'est que si j'avais milité pour pouvoir apprendre la langue de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, je n'aurais eu aucun problème."

Celal Baslangıç

COURRIER INTERNATIONAL

DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002 -

# La grande mascarade de l'opposition en exil

Des officiers ambitieux, des candidats à la succession, un prince qui rêve de retrouver le trône... Voilà la cacophonie de l'opposition irakienne décrite, non sans humour, par *The Sunday Telegraph*.

THE SUNDAY TELEGRAPH

Londres

**L**e général de division Taoufik al-Yassiri était en colère. "Vous êtes tous censés être dans la salle de conférences !" cria-t-il, regrettant manifestement de ne plus avoir de colonnes de chars irakiens à sa disposition. Mais les médias étaient à l'extérieur, et pratiquement tous les délégués invités à sa conférence pour préparer la chute de Saddam Hussein étaient occupés à donner des interviews : ils indiquaient aux journalistes les raisons qui faisaient de chacun d'eux le candidat le mieux placé pour devenir le prochain président ou roi de l'Irak. Mais, même pour des têtes couronnées, la mairie de Kensington [à Londres] n'était pas le lieu le plus évident pour fomenter le renversement d'un dictateur. Le général Yassiri avait profité des quelques jours d'intervalle entre le Festival européen d'astronomie et le Salon de l'ours de collection pour organiser la plus grande réunion de l'opposition en exil jamais vue.

L'idée première était de réunir pendant trois jours quelque 70 officiers en exil pour élaborer une stratégie destinée à amener l'armée irakienne à retirer son soutien à Saddam Hussein. Mais, comme l'attitude de Washington donnait à penser qu'une action militaire contre Saddam Hussein pourrait intervenir au cours des six prochains mois, l'événement s'est transformé en une vaste opération médiatique. Malheureusement, avec leurs moustaches identiques à celle du dictateur irakien et leurs costumes mal coupés, la plupart des délégués étaient impossibles à distinguer pour les journalistes étrangers. A leur sortie, chacun d'eux était filmé par des équipes de télévision du monde entier, de la Finlande au Japon, et on entendait des voix murmurer : "Qui est-ce ?"...

"Nous dressons nos propres plans pour être prêts à agir le jour où les Américains attaqueront - s'ils

attaquent -", a déclaré Sharif Ali Ben Hussein, descendant du dernier roi d'Irak, assassiné en 1958. Interrogé sur ses propres projets, y compris celui de monter sur le trône, il a répondu : "Le peuple choisira de retourner à la monarchie et je serai son roi." Pendant notre discussion, un homme de petite taille s'est approché de moi et m'a offert des dattes. "Personne ne veut retourner à la monarchie", a-t-il murmuré. "Je suis l'ennemi numéro un de Saddam Hussein", a-t-il précisé en guise de présentation, comme beaucoup d'autres participants ce jour-là.

Finalement, j'ai rencontré un homme à la voix douce dénommé Najib al-Salhi, qui commandait les chars de la Garde républicaine [irakienne] pendant la guerre du Golfe. Ayant changé de camp en 1995, il dirige aujourd'hui le Mouvement des officiers libres. "L'armée irakienne n'attend que l'occasion pour passer à l'action", a-t-il dit. "Dans le cas d'une intervention militaire américaine, je suis certain qu'elle sera suivie par des actions irakiennes." "Comment le savez-vous ?" lui ai-je demandé. "J'ai reçu des mails." Son assistant l'a interrompu pour me dire que, lors d'un récent sondage sur Internet, le général avait été plébiscité par le plus grand nombre comme futur dirigeant irakien !

Tous les participants n'étaient pas aussi enthousiastes. "Pendant la guerre irano-irakienne, notre peuple a été gazé par son armée", a rappelé un religieux kurde, avant d'ajouter : "Tout gouvernement qui n'inclurait pas les Kurdes serait insensé. Nous devons recevoir notre part du gâteau."

Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien (CNI), galvanisait son auditoire comme un véritable candidat à la présidence. S'il y avait eu un bébé dans l'assistance, nul doute qu'il l'aurait embrassé. "Pourquoi l'opposition irakienne est-elle si divisée ?" lui ai-je demandé. "La Résistance française n'était-elle pas divisée en 49 groupes qui s'entre-tuaient ?" a-t-il répondu. Nul besoin de lui demander qui voyait-il dans le rôle du général de Gaulle. Quant à l'embarrassante décision des Etats-Unis de ne plus financer le CNI en rai-

son de rumeurs de détournement de fonds, il n'a pas jugé bon de s'étendre sur la question.

Saturée de règlements de comptes, je me suis mise à la recherche d'agents secrets. Le premier homme que j'ai accosté s'est révélé être le responsable des affaires internes du parti des Verts. "Je suis ici parce que nous sommes contre la guerre", m'a-t-il expliqué. La personne suivante m'a raconté qu'elle effectuait des "recherches historiques" ; et, se laissant emporter par son sujet, elle s'est mise à dessiner sur mon calepin un arbre généalogique de la dynastie hachémite qui a couvert plusieurs pages. Finalement, je suis tombée sur un homme en imperméable qui remplissait un sac du supermarché Sainsbury de... pâtisseries arabes provenant du buffet.

L'arrivée du prince Hassan de Jordanie, qui a éclipsé tout le monde en traversant théâtralement la salle pour aller embrasser son cousin Sharif Ali, a suscité un frisson d'agitation dans l'assistance : la Jordanie soutenait-elle l'opposition irakienne ? Les rumeurs allaient bon train.

Le général Yassiri a finalement réussi à faire entrer tous les participants. Avec sa veste beige à large carrure, sa chemise en soie noire et sa pochette assortie, il avait davantage l'allure d'un patron de boîte de nuit des années 70 que celle d'un homme qui commandait, il n'y a pas si longtemps, les régiments de Saddam Hussein. En saluant "les personnes du Pentagone, du département d'Etat, du cabinet du vice-président Cheney et du ministère des Affaires étrangères britannique" et en les remerciant de maintenir la zone d'exclusion aérienne, cet ancien militaire a mis dans l'embarras les autorités américaines et britanniques, qui prétendaient ne pas être représentées.

Au bout du compte, ce sont les absents qui se sont fait le plus remarquer. Le plus haut gradé des transfuges, le général Nizar Khazraji, ancien chef d'état-major de Saddam Hussein, qui vit au Danemark, n'avait pas pu venir, nous a-t-on dit, en raison de "problèmes de droits de l'homme" - il fait l'objet en réalité d'une enquête pour crimes de guerre. Le général Wafiq al-Samarrai, l'ancien patron des services de renseignements de l'armée de terre, qui vit non loin de là, à Ealing, avait pris "un engagement". En revanche, les "Big Four" - les deux principaux partis kurdes, le Mouvement chiite et l'Accord national irakien - n'ont pas daigné s'excuser. **Christina Lamb**

# le bloc-notes

## d'Alexandre Adler



**S**addam Hussein est parvenu par la négative à jouer en permanence un rôle central dans la longue tragédie du Moyen-Orient musulman.

Par la négative, sans aucun doute, car un Irak sans Saddam aurait à coup sûr eu une évolution très différente compte tenu du potentiel extraordinaire de ce pays : l'eau de la Mésopotamie, une agriculture potentiellement la première de la région, des réserves de pétrole considérables, une laïcité, là aussi potentielle, qui n'a pas attendu l'avènement du Baas pour exister, fondée qu'elle est sur un équilibre permanent entre sunnites (minoritaires mais compacts au nord de Bagdad) et chiites (majoritaires mais longtemps divorcés de l'Iran voisin par nationalisme arabe). A cela s'ajoutait le prestige historique d'une capitale comme Bagdad et l'existence d'une élite d'ingénieurs, de médecins et de journalistes formée sous le règne éclairé des souverains hachémites, et qui pouvait ambitionner de rivaliser avec Le Caire.

Mais Saddam Hussein vint de sa bourgade de Tikrit, qui enfanta aussi le grand unificateur (kurde) du Machrek, Saladin, à l'époque des croisades. Notre Saladin contemporain commença par massacrer les communistes à l'époque des troubles irakiens des années 60, puis s'empara des services spéciaux du parti Baas, et grâce à eux mit en échec l'ambition des militaires membres du parti de confisquer à leur profit le pouvoir politique, sur le modèle des cousins syriens. Dès lors, Saddam Hussein n'aura de cesse de provoquer partout des affrontements où son armée se trouvera finalement occupée, de manière à la désarmer d'une revanche contre son pouvoir tout à la fois familial, partidaire

et assis sur les services secrets les plus meurtriers du monde arabe.

Rappelons pour mémoire cette échappée sanglante : élimination systématique des modérés palestiniens (et très vraisemblablement d'Henri Curiel) lors du premier dialogue de 1976-78 par l'entremise du groupe Abou Nidal, ruptures systématiques des compromis passés avec le mouvement kurde, guerre d'agression contre l'Iran qui durera dix ans et consolidera le pouvoir, à Téhéran, de la mollahocratie la plus obtuse, et enfin agression contre le Koweït en 1990, qui liguera contre lui, avant les renforts occidentaux, les trois autres grands du monde arabe, l'Égypte, la Syrie et l'Arabie Saoudite.

## Attaquer l'Irak, et après ?

Si l'on s'en tient à ce bilan non détaillé, il n'y aurait aucun doute sur le fait qu'un départ un peu précipité de Saddam Hussein permettrait, à tout le moins, un début de renaissance de l'Irak. Mais nous ne sommes pas à n'importe quel moment de l'histoire de cette région, nous sommes au cœur d'une crise sans précédent du monde islamique, engendrée par la geste d'Oussama Ben Laden. L'opportunité d'une attaque américaine contre l'Irak se situe, quoi qu'en pensent certaines belles âmes si promptes à défendre les tyrannies, moins sur un plan moral que sur celui de la réussite pragmatique.

Premier danger, le plus lourd : l'échec. Une campagne contre Saddam Hussein ne pourrait se limiter à des frappes aériennes du type de celles entreprises en Afghanistan. Tout le monde sait qu'il faudrait une centaine de milliers d'Amé-

ricains marchant avec des chars sur Bagdad pour venir à bout de l'armée irakienne. Avant même que ces troupes ne soient déployées, le Koweït, l'Arabie Saoudite et surtout la Jordanie ont refusé de les accueillir. Reste la fidèle Turquie. Mais ici une identité remarquable se fait jour : ni l'armée, ni ses adversaires islamistes ne veulent d'un engagement trop poussé d'Ankara. Pour l'armée turque, cette expédition ne pourra se terminer que par un triomphe de l'Iran, protecteur des chiites, et du mouvement kurde, qui établira une zone indépendante de facto à la chute de Saddam Hussein. Pour Erdögan, le leader du nouveau parti islamiste AK, il s'y ajoute un argument d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Rien ne dit qu'à l'issue des probables élections anticipées de l'automne 2002 la Turquie ne se fermera pas à son tour. L'Amérique pourrait bien alors boxer dans l'air.

Second danger, le plus insidieux : la fausse victoire. L'effondrement de Saddam Hussein livrera le pays à sa majorité ethnique, les Arabes chiites, très déçus par le régime unitaire. Sans entente avec les sunnites modérés, majoritaires à Bagdad et plus au nord, c'est une nouvelle et redoutable libanisation qui commence. Si un quasi-Etat chiite voit le jour à Basra et dans tout le sud, il faut savoir qu'il exercera son emprise idéologique sur la population arabe chiite de Bahreïn et de la côte saoudienne du golfe Persique, la province de Hasa, où elle doit représenter 50 à 60 % des habitants des zones pétrolières les plus riches. Le Moyen-Orient arabe, déjà bien éprouvé par la question de la Palestine, ne peut résister à l'émergence d'une Yougoslavie régionale.

Si les Etats-Unis ne comprennent pas ces équations sur le plan intellectuel, elles se démontreront d'elles-mêmes, dans la réalité. Et cela sera bien sûr très douloureux. ■

Si les Etats-Unis ne comprennent pas ces équations sur le plan intellectuel, elles se démontreront d'elles-mêmes, dans la réalité. Et cela sera bien sûr très douloureux. ■



en couverture

◀ Un manifestant devant une affiche à la gloire de Saddam Hussein, lors d'une marche anti-américaine, le 17 mars 2002.

Courrier  
INTERNATIONAL

DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002

# IRAK Quand Bush attaquera...

■ Automne 2002 ? Hiver 2003 ? Nombre d'indices montrent en tout cas qu'une attaque américaine de grande envergure se prépare contre l'Irak. Les Européens, malgré leurs réticences, seront tenus d'y participer. Cette guerre, qui visera à éliminer Saddam Hussein, dictateur aussi corrompu que sanguinaire, aura de graves répercussions sur tout le Moyen-Orient. ■ L'Irak, exsangue économiquement depuis des années, est laminé par des divisions ethniques, sociales et religieuses. Une implosion du pays pourrait entraîner des troubles dans tous les pays frontaliers, et peut-être envenimer encore le conflit israélo-palestinien. Le gouvernement Bush est-il capable de gérer l'après-Saddam Hussein ? L'exemple de l'Afghanistan de l'après-talibans et la faiblesse de l'opposition irakienne en exil poussent à en douter.

## Les deux plans américains pour attaquer Bagdad

Les responsables américains ne sont pas tous d'accord pour intervenir en Irak. Pourtant, deux stratégies existent bel et bien.

THE OBSERVER  
Londres

**D**ans le nord de l'Irak, des agents de renseignements américains collectent des informations sur l'emplacement des champs de mines et la disposition des troupes irakiennes. A Bagdad, le fils aîné de Saddam Hussein, Oudaï, met en garde contre un danger de déstabilisation générale du Moyen-Orient en cas de guerre. Le Premier ministre britannique Tony Blair est invité à se rendre à Camp David pour discuter de plans militaires avec le président Bush. Les signes apparaissent comme sans ambiguïté, et le message est de plus en plus clair : préparez-vous à la guerre.

A moins que... ? Les spéculations frénétiques qui ont cours au sujet de l'imminence d'un conflit

ont soulevé autant de questions qu'elles ont fourni de réponses. Pourquoi les officiels du Pentagone, du département d'Etat ou encore du ministère de la Défense britannique se sont-ils montrés aussi bavards ? S'agissait-il d'un écran de fumée destiné à dissimuler une autre stratégie encore tenue secrète ? Cette fièvre guerrière a-t-elle été conçue pour déstabiliser Saddam Hussein ? Ou bien Donald Rumsfeld, Dick Cheney et consorts tentaient-ils seulement de détourner l'attention de certaines difficultés survenues au plan intérieur ?

Les premières fuites sont apparues début juillet, quand une source anonyme a remis au *New York Times* un dossier détaillant un plan d'invasion de l'Irak par une force d'environ 250 000 hommes. La nouvelle a aussitôt fait le tour du monde. Le 7 juillet, *The Observer* publiait les résultats de sa propre enquête sur les indices, de plus en plus nombreux, laissant à penser que les Américains espèrent se servir de la Jordanie comme d'une base d'où ils lanceraient au moins quelques unités contre l'Irak. Au cours de la semaine suivante, une série d'articles tendant à indiquer qu'une guerre contre l'Irak était à peu

près certaine pour l'année prochaine occupaient une large place dans la presse aux côtés des nouvelles alarmantes des Bourses mondiales.

Dans les semaines précédentes, on avait pu observer une chute de confiance de l'opinion publique à l'égard de la capacité du président et de son parti à garantir l'honnêteté de la gestion de l'économie et de l'administration. "Il est certainement curieux que plus les scandales financiers se rapprochent de la Maison-Blanche, plus les plans d'attaque contre l'Irak se durcissent et se précisent", soulignait un adversaire de Bush. Certains d'entre eux font remarquer que le plan d'invasion est parvenu dans les mains du *New York Times* au moment même où le scandale financier [de WorldCom] atteignait son apogée et menaçait d'atteindre le président lui-même.

*The Observer* a appris que les fuites ne provenaient pas de la Maison-Blanche, mais de l'intérieur même du Pentagone. Ce qui ouvre un angle de vue tout à fait inédit. Il est possible, en effet, que les fuites proviennent de militaires opposés à une guerre dans laquelle le président et leurs supérieurs civils, menés par le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, veulent les

entraîner. On sait, par exemple, que Colin Powell est opposé à un nouveau conflit avec l'Irak. D'après de hauts responsables qui travaillent sous les ordres de Powell au département d'Etat, les fuites font partie d'une campagne sophistiquée destinée à faire monter les enjeux avant qu'une guerre puisse être déclarée avec leur approbation. Ainsi, dans les jours qui suivirent, une nouvelle fuite paraissait indiquer qu'il n'existait aucun casus belli susceptible de permettre aux Américains d'ouvrir les hostilités. Selon ces officiels, il faudrait par exemple, pour que ce soit le cas, que Saddam Hussein envahisse un pays voisin, réitère son génocide des musulmans chiïtes ou des minorités kurdes, ou encore brandisse la menace d'utiliser une arme nucléaire.

Les fuites ont par ailleurs servi un objectif secondaire fort utile aux opposants à la guerre. A mesure qu'étaient connues les intentions américaines à Bagdad des signes se faisaient jour qui montraient qu'en dépit de la rhétorique affichée par Bagdad un embarras croissant se développait au sein du gouvernement irakien, qui s'est dit prêt à reprendre des pourparlers avec l'ONU.

Mais, si Powell et ses partisans essaient de bluffer les Irakiens afin d'en obtenir des concessions tout en coupant simultanément l'herbe sous les pieds des faucons de l'administration, ils jouent un jeu dangereux. Rumsfeld et son adjoint, Paul Wolfowitz, répètent depuis un an – avec l'appui du président – qu'ils détiennent tous les éléments nécessaires pour justifier le déclenchement d'une attaque. Les fuites pourraient donc renforcer leur main.

Si, donc, on en arrive à la guerre, quelles sont les options américaines ? Le plan A mettrait en jeu les gros bataillons. Plus de 200 000 hommes, répartis en trois groupes de bataille principaux et appuyés par plusieurs milliers d'avions, envahissent l'Irak. Il suffit que deux pays voisins de l'Irak décident de prendre le risque d'aider les Etats-Unis pour que l'entreprise soit faisable. Depuis la Turquie, un grand nombre de soldats pourraient pénétrer dans le nord de l'Irak contrôlé par les Kurdes. Pour les Turcs, la crainte serait de voir leur propre minorité kurde tenter de saisir l'occasion d'une guerre pour fonder leur propre Etat. Mais les Kurdes irakiens, dont les capacités militaires ne semblent pas beaucoup impressionner les planificateurs du Pentagone, ne constitueraient guère plus que des auxiliaires passifs durant l'attaque, ce qui réduirait considérablement leurs capacités à négocier une fois que Saddam Hussein aurait été chassé.

Si la Turquie est partante, il ne restera aux Etats-Unis qu'à convaincre l'un des Etats du Golfe de prendre le risque de troubles intérieurs en aidant Washington. Le candidat le plus probable serait le Koweït, d'où un deuxième groupe de bataille, appuyé par quelques-uns des 300 chars qui y sont prépositionnés, pourrait remonter vers le nord, avec l'aide éventuelle de débarquements amphibies. Simultanément, des unités des forces spéciales lanceraient à partir de la Jordanie des

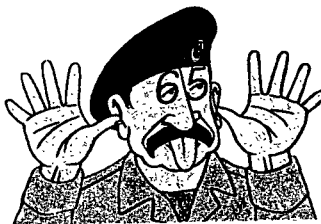
#### ■ Du balai !

**Le président Irakien a tenu ces derniers temps un nombre record de réunions. On connaît peu de détails sur les plans militaires de Saddam Hussein.**

**En revanche, il s'est livré devant les leaders ébahis de son parti à un monologue sur l'importance de la propreté des toilettes, des méthodes de nettoyage, exigeant d'eux de transformer les toilettes de leurs permanences en un exemple pour le voisinage.**

**Durant la guerre du Golfe, il a livré à la télévision irakienne sa recette de haricots blancs et expliqué comment faire avaler des bananes aux nourrissons ! Selon ses détracteurs, Saddam Hussein en danger désirerait retourner à sa vie paysanne, ironise Al Hayat.**

▼ Caricature de Saddam Hussein publiée à l'occasion de son 65<sup>e</sup> anniversaire, en avril dernier. Dessin de Rainer Hachfeld paru dans Neues Deutschland, Berlin.



raids éclairs destinés à détruire les installations d'armes non conventionnelles et les missiles que Saddam Hussein pourrait déployer, et, espère-t-on, à traquer et à neutraliser le dictateur lui-même. Les planificateurs militaires américains estiment qu'ils disposeront de quarante-huit heures après le déclenchement des hostilités pour débusquer Saddam Hussein avant que celui-ci ne décide d'employer les armes nucléaires, chimiques ou

biologiques qu'il pourrait détenir. Et, pendant toute l'opération, plus de 1 000 avions, dont des stratoferteresses B-52, des bombardiers furtifs B-2 Spirit et des drones, attaqueraient les centres de contrôle et de commande. Une fois que les missiles high-tech auraient détruit tout ce qui est nécessaire pour diriger une armée, les troupes irakiennes au sol seraient dans l'incapacité de recevoir des ordres. "Saddam se retrouvera dans un bunker privé de communications, sans nourriture et sans éclairage", déclarait un analyste militaire. Dans de telles circonstances, les forces militaires irakiennes, considérablement affaiblies après onze années de sanctions, devraient rapidement se désintéresser.

Gerald Butt, de la Middle Eastern Economic Survey, pense que des pays comme l'Arabie Saoudite seraient menacés de "suicide politique" si ils décidaient de s'aligner sur Washington. "Une agitation sociale est perceptible sous la surface, dit-il. Le sentiment anti-américain est si fort partout dans le Golfe que les dirigeants ne peuvent pas courir le moindre risque." C'est pourquoi on pourrait opter pour le plan B : la "frappe chirurgicale". Celui-ci consisterait en une série de frappes opérées à l'aide de munitions de précision et des forces spéciales qui réduiraient à néant les forces irakiennes. Profitant de la désorientation de Saddam Hussein et de ses 300 000 hommes, d'autres unités des forces spéciales aideraient la population locale et les soldats irakiens déserteurs à s'emparer des leviers du pouvoir. "Il s'agirait de trancher la tête sans toucher au reste du corps", résume un analyste. Pourtant, que Bush opte pour la frappe chirurgicale ou pour les gros bataillons, il subsiste une question : que se passera-t-il ensuite ? Jason Burke et Ed Vulliamy

**SURVIVRE**

## Un pays livré à la peur !

**Tout le monde a peur en Irak. Même le pouvoir. Et ses cauchemars ressemblent étrangement à ceux qu'ils suscitent dans la population.**

Il y a un peu plus de dix ans, Kanan Makiya publiait son fameux livre *Irak : la machine infernale*, [J.-C. Lattès, Paris, 1991]. Aujourd'hui, ce livre compte parmi les ouvrages les plus lus en Irak. Bien qu'il soit dangereux de faire circuler ce livre, celui-ci est toujours autant copié et distribué. Il s'agit là d'un paradoxe qui apporte quelques éclaircissements sur la situation des Irakiens dans la république de la peur aujourd'hui. La peur est en effet une réalité bien concrète et intangible dans la vie des Irakiens depuis trente ans. En Irak, la peur est le lot de tous, des petits et des grands, des proches du pouvoir ou de leurs opposants, ainsi que des proches de Saddam Hussein ou de ceux qui en sont éloignés. Une peur silencieuse, qui se glisse jusque dans les plis de la peau et au-dessous des ongles, une peur qui donne la chair

de poule au moment où s'arrête l'hystérie des panégyriques et des odes à la guerre. Les Irakiens sont effrayés à l'idée que le pouvoir découvre leur peur, même si celui-ci a fondé toute sa stratégie sur la fabrication de cette peur et sur sa généralisation. Ils ont en effet parfaitement compris que le pouvoir craignait malgré tout la propre peur qu'il suscitait. Les cauchemars des dirigeants irakiens sont ainsi finalement semblables à ceux de la population. Mais cette peur incroyable qu'il est bien difficile de décrire reste une réalité concrète dans la vie du dominant tout comme dans celle du dominé, et elle va déterminer le type d'avenir qui attend l'Irak ainsi que les relations que ce pays entretiendra avec ses voisins et avec le monde entier. En Irak, la peur ne se cache pas toujours dans le courage de celui qui est conduit vers la chambre de la mort ou la salle de torture chaque jour, à chaque heure et à chaque minute. Elle apparaît aussi dans l'expression sévère du visage du présentateur de la télévision qui rappelle précisément celui du responsable de la police secrète. La peur transparait aussi dans les pas du négociateur irakien qui a été mandaté par son gouvernement, ou chez le ministre qui s'incline devant

le président ou encore dans les gestes hésitants du haut gradé qui est en train d'effectuer la cérémonie du salut et qui essaie de contenir ses tremblements devant Saddam Hussein car il craint que celui-ci ne devine sa peur. C'est cette peur-là qui pousse Saddam Hussein à tirer en l'air avec son fusil devant les caméras de télévision du monde entier, à recharger et à tirer encore et encore comme quelqu'un qui voudrait se libérer d'une vieille peur qui habite son cœur. C'est encore cette peur-là qui a maintenu le poète irakien Al Jawahiri éveillé toutes les nuits lorsqu'il entendait des bruits de coups imaginaires derrière les murs de toutes les chambres qu'il a habitées de Prague à Londres, en passant par Amman et Damas. En Bulgarie, au milieu des années 80, un étudiant irakien s'est suicidé en se jetant par la fenêtre de son appartement après avoir passé la dernière année de sa vie à chasser les démons des policiers qui lui apparaissaient à chaque endroit où il se trouvait. Voilà où en est l'Irak aujourd'hui. L'Irak dont le bourreau voit pourtant son portrait brandi au-dessus des têtes des déshérités de Palestine.

Layla Mohsen, *Al Hayat*, Londres

# Le Moyen-Orient que veut Washington

Après avoir fait main basse sur l'Irak, Washington pense avoir les atouts pour faire tomber le régime iranien et s'imposer en Syrie.

THE DAILY STAR  
Beyrouth

**V**u de Washington, l'Irak est un gros fruit mûr qui attend d'être cueilli. Les Américains n'ont plus qu'à décider du moment où ils le feront. Selon une opinion largement partagée dans la capitale américaine, la chute de l'Irak ouvrirait pour les Etats-Unis de riches opportunités, au Moyen-Orient et au-delà, et renforcerait leurs intérêts dans la région. En admettant que les Américains l'emportent en Irak, quelles modifications interviendraient dans les paramètres géostratégiques locaux ?

Prenons d'abord l'Iran. Les Etats-Unis ont mené leur "guerre antiterroriste" en Afghanistan en partie avec l'aide de l'Iran. Pourtant les Américains ont non seulement exclu les Iraniens de l'équation afghane, mais ils ont de surcroît fait figurer l'Iran sur la liste des pays constituant "l'axe du mal". Washington a maintenu sa pression visant à limiter les programmes d'armement de l'Iran et son rôle au Moyen-Orient. Une attaque contre l'Irak parachèverait donc l'encercllement et l'isolement de ce pays.

Apparemment, l'administration Bush pense qu'en maintenant sa pression sur Téhéran dans la phase actuelle de la lutte opposant conservateurs et réformistes à Téhéran, elle parviendra

■ **Peur saoudienne**  
L'Arabie Saoudite ne craint pas de réaction populaire violente, suite à une éventuelle invasion de l'Irak. Les événements en Palestine ont bien montré que la rue arabe n'est pas en état d'ébullition, souligne amèrement *Al Quds al-Arabi*. Ce que craint Riyad est la transformation de l'Irak en une base américaine. Plus riche que l'Egypte et imperméable au rigorisme religieux des Saoudiens, Bagdad pourrait supplanter Riyad dans le rôle du principal allié arabe des Américains.

à faire s'effondrer tout l'édifice. S'emparer de l'Irak constituerait alors un premier pas vers la liquidation définitive de la révolution islamique.

La chute de l'actuel régime irakien permettrait également aux Etats-Unis d'édifier un mur étanche entre l'Iran et la Syrie. Une fois Bagdad neutralisé, les Américains pourraient s'occuper de provoquer des changements à Damas. Depuis quelque temps en effet, Washington suit avec une extrême attention le développement des relations entre l'Irak et la Syrie. Certaines initiatives prises récemment par les deux régimes baasistes au pouvoir à Bagdad et à Damas pour développer leurs liens ont été observées avec une grande inquiétude à Washington. Il est incontestable que la Syrie et l'Irak ont depuis quelque temps opéré un rapprochement, à tel point qu'ils apparaissent désormais comme des poumons complémentaires : la Syrie respire économiquement grâce à l'Irak, et l'Irak s'assure une respiration politique et économique à travers la Syrie. Au vu de cet état de fait, s'emparer de Bagdad permettrait aux Américains d'imposer leurs objectifs à Damas - objectifs qui pourraient bien inclure une demande de changement de régime en Syrie même. Si cela s'avérait, le Liban cesserait d'être un atout pour la Syrie et deviendrait

une épine dans son flanc. Ainsi, l'administration Bush pourrait utiliser à son avantage le ressentiment de certains Libanais à l'égard de la Syrie.

En prenant le contrôle de Bagdad, les Américains se libéreraient de leur dépendance actuelle vis-à-vis du pétrole saoudien, ainsi que des inconvénients politiques – même s'ils sont limités – que leur crée cette situation. En fait, cela pourrait être la raison profonde de l'opposition de Ryad à une attaque américaine contre son voisin du nord. On ne peut manquer de remarquer en effet que les officiels américains qui soutiennent avec le plus d'acharnement les projets de frappe contre l'Irak sont les mêmes qui contestent avec le plus de virulence l'Arabie Saoudite, sa culture et son système de gouvernement. Les critiques formulées à l'égard du bilan saoudien sur les droits de l'homme et sur son fondamentalisme ne sont qu'un écran de fumée destiné à masquer les véritables raisons de l'exaspération américaine : l'amélioration des relations de Ryad avec l'Iran et sa politique à l'égard de la Palestine.

Certes Washington considère la Jordanie avec sympathie, mais l'administration Bush n'ignore

pas qu'une part importante de la population jordanienne soutient l'Intifada palestinienne, et que le reste soutient l'Irak. Washington sait également que Bagdad fournit une aide économique à Amman. La Jordanie occupe une position stratégique importante ; elle peut agir soit comme tampon, soit comme canal de communication entre l'Irak et la Palestine. Il ne fait aucun doute que des changements à Bagdad libéreraient la Jordanie du poids irakien et lui permettraient d'adopter la politique américaine, quelle qu'elle soit, sur la question palestinienne. Les conséquences politiques fourniront un cadre "approprié" pour une solution israélo-américaine à la question palestinienne.

Il est clair que l'administration Bush a renoncé à l'idée selon laquelle elle était prête à faire des concessions en Palestine si en échange on lui laissait les mains libres en Irak. En fait, certains à Washington pensent qu'une escalade de la violence entre Israéliens et Palestiniens rendrait plus facile une attaque contre l'Irak – surtout si les Arabes (gouvernements comme populations) persistent dans leur inertie actuelle.

Ce nouveau Moyen-Orient isolerait l'Egypte

et laisserait les mains libres à Israël. Mais ce n'est pas tout : une fois que les Etats-Unis auront remis l'Afghanistan sous contrôle et auront pris pied en Asie, cela voudra dire que toutes les réserves pétrolières seront dans des mains américaines.

Certains à Washington se frottent les mains à la perspective de s'emparer de l'Irak. Même si les projets américains sont synonymes de nombreux dangers, les Etats-Unis se sentent suffisamment confiants pour prendre des initiatives ambitieuses. Pour être en mesure d'engranger une moisson prometteuse, Washington semble prêt à tolérer un certain degré de chaos aux périphéries de l'Irak. Ce qui est important pour les Américains, après tout, c'est de conserver le contrôle du gouvernement central irakien et celui de ses décisions en matière de pétrole et d'orientations stratégiques. **Joseph Samaha**

APATHIE

## Les Turcs doivent refuser d'aider les Américains

**La visite du vice-ministre de la Défense américain en Turquie n'a pas convaincu l'opinion de l'utilité de participer à la croisade contre Saddam Hussein. Milliyet explique les raisons de ce manque d'enthousiasme.**

Paul Wolfowitz, le vice-ministre de la Défense américain chargé du "djihad" contre l'Irak, est arrivé en Turquie. Il a pris contact avec un jeune et glorieux patron de holding à Istanbul. Il a discuté des modalités de l'opération contre l'Irak avec des célébrités du monde des affaires et de la politique. Devant un parterre d'officiels américains se trouvaient donc des négociateurs turcs sans représentativité réelle. Enfoncée jusqu'au cou dans la boue, la Turquie essaie péniblement de se maintenir à la surface pour respirer. Si, dans l'espoir d'obtenir quelque subside, elle accepte le rôle qu'on veut lui faire jouer, elle va s'asphyxier. Voici quelques raisons de ne pas participer à cette guerre :

1. La roue de l'économie turque tourne actuellement grâce à l'argent prêté par le FMI. Bientôt la source s'épuisera. A partir du mois de septembre, la Turquie devra s'endetter de nouveau sur le marché monétaire mondial. En 2003 notamment, l'économie turque ne pourra se maintenir sans l'obtention de prêts sur le marché libre. Or aucun prêteur n'accepterait de financer un pays engagé dans une guerre au profit des Etats-Unis.

2. Le gouvernement américain n'octroie pas de sommes généreuses aux pays qui lui servent de bras armé. Il n'a tout simplement pas la faculté de le faire. Les Etats-Unis peuvent accorder une aide monétaire à un pays par décision du Congrès et ce sont des sommes allouées sur le bud-

get national. Ceux qui espèrent recevoir 52 milliards d'euros (!) en échange d'une mission en Irak en seront pour leurs frais. Le Congrès américain n'a d'ailleurs toujours pas approuvé la somme de 252 millions d'euros qui devait couvrir les frais occasionnés par l'envoi de soldats turcs en Afghanistan. Il est également vain de s'imaginer qu'on offrirait la région pétrolifère [irakienne] de Kirkouk à la Turquie contre le sang versé par ses soldats.

3. L'Irak et les autres pays à nos frontières de l'est sont d'une grande importance pour nous. L'économie de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est [à majorité kurde] tient debout grâce au commerce direct avec l'Irak. Entrer en guerre avec ce pays détruirait économiquement ces régions.

4. Le tourisme est l'artère vitale de l'économie nationale. Aucun touriste n'envisagerait de passer ses vacances dans un pays en guerre avec l'Irak.

5. Les investisseurs étrangers se détourneraient de la Turquie. Ils ne participeraient plus aux privatisations d'un pays qui a déjà des problèmes avec la Grèce sur sa frontière ouest et avec l'Iran et la Syrie sur sa frontière est, et qui, de plus, envoie ses soldats là où le veulent les Etats-Unis. Les pays occidentaux prospèrent, en maintenant le calme et la paix chez eux. La Turquie n'aboutira nulle part en quémandant de l'argent au FMI un jour et en envoyant ses enfants à la guerre le lendemain. Nous négligeons notre économie à force de courir les armes à la main et en dépensant le peu de moyens que nous avons pour de nouvelles armes. Toute économie est fondée sur des investissements et sur la production. Nous devons nous préoccuper de cela plutôt que des guerres des autres. **G. Uras, Milliyet, Istanbul**

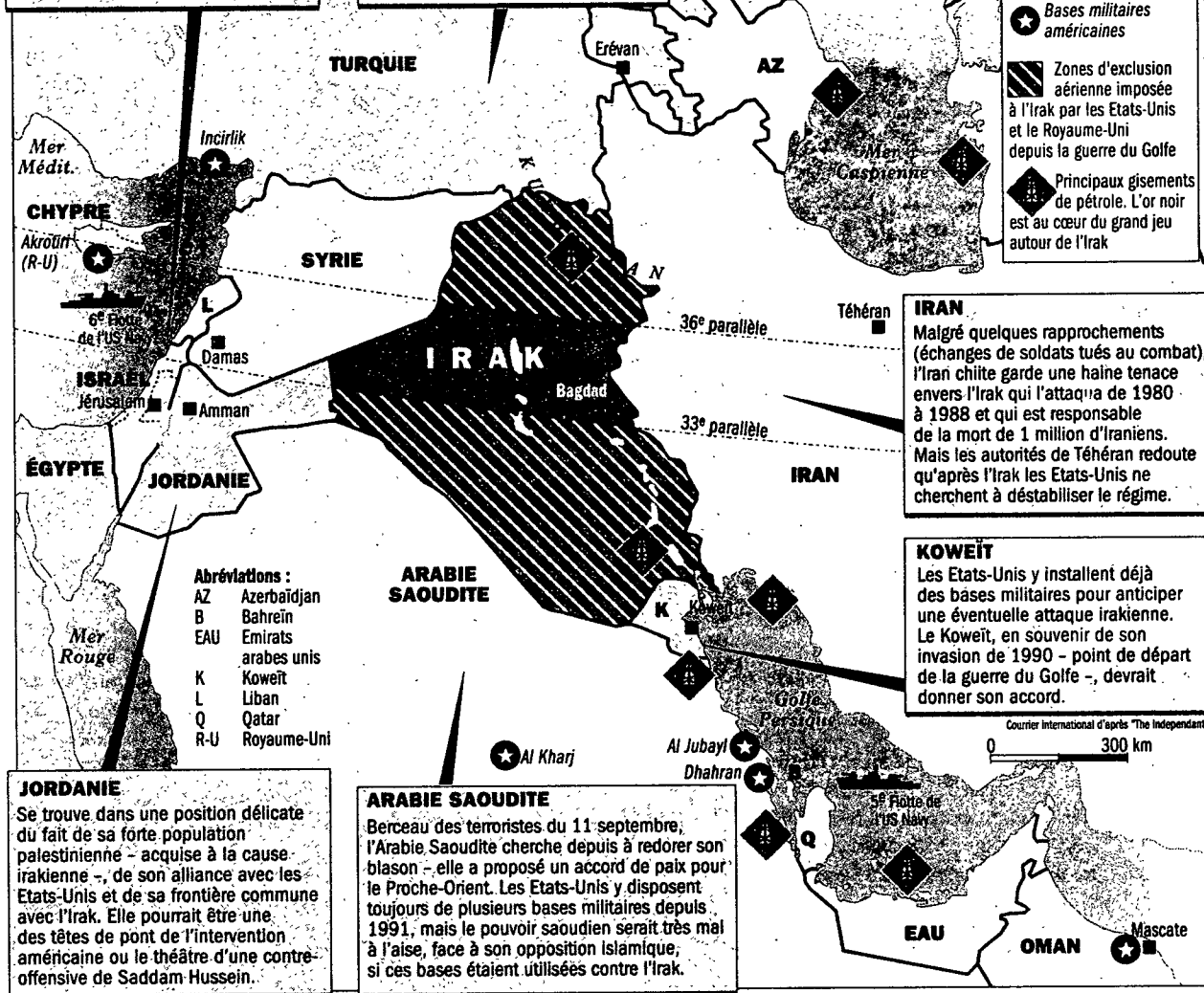
DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002

Courrier INTERNATIONAL

## Les risques régionaux de déstabilisation

**ISRAËL**  
Dans l'hypothèse d'une attaque américaine, Israël redoute que l'Irak ne le prenne à nouveau pour cible, comme lors de la guerre du Golfe. Les Etats-Unis espèrent empêcher Israël d'intervenir dans ce conflit pour ne pas s'aliéner ses alliés arabes.

**TURQUIE**  
Membre de l'OTAN, elle dispose des bases militaires les plus proches du théâtre irakien. Ankara craint une future souveraineté des Kurdes irakiens qui pourrait réveiller les velléités indépendantistes de sa population kurde.



★ Bases militaires américaines  
 ▨ Zones d'exclusion aérienne imposée à l'Irak par les Etats-Unis et le Royaume-Uni depuis la guerre du Golfe  
 ◆ Principaux gisements de pétrole. L'or noir est au cœur du grand jeu autour de l'Irak

**IRAN**  
Malgré quelques rapprochements (échanges de soldats tués au combat), l'Iran chiite garde une haine tenace envers l'Irak qui l'attaqua de 1980 à 1988 et qui est responsable de la mort de 1 million d'Iraniens. Mais les autorités de Téhéran redoutent qu'après l'Irak les Etats-Unis ne cherchent à déstabiliser le régime.

**KOWEÏT**  
Les Etats-Unis y installent déjà des bases militaires pour anticiper une éventuelle attaque irakienne. Le Koweït, en souvenir de son invasion de 1990 - point de départ de la guerre du Golfe -, devrait donner son accord.

**JORDANIE**  
Se trouve dans une position délicate du fait de sa forte population palestinienne - acquise à la cause irakienne -, de son alliance avec les Etats-Unis et de sa frontière commune avec l'Irak. Elle pourrait être une des têtes de pont de l'intervention américaine ou le théâtre d'une contre-offensive de Saddam Hussein.

**ARABIE SAOUDITE**  
Berceau des terroristes du 11 septembre, l'Arabie Saoudite cherche depuis à redorer son blason - elle a proposé un accord de paix pour le Proche-Orient. Les Etats-Unis y disposent toujours de plusieurs bases militaires depuis 1991, mais le pouvoir saoudien serait très mal à l'aise, face à son opposition Islamique, si ces bases étaient utilisées contre l'Irak.

Abréviations :  
 AZ Azerbaïdjan  
 B Bahreïn  
 EAU Emirats arabes unis  
 K Koweït  
 L Liban  
 Q Qatar  
 R-U Royaume-Uni

Courrier International d'après "The Independent"

# Saddam et ses six armées

L'Irak se prépare à la guerre non pas avec une armée conventionnelle, mais avec six groupes militaires, plus ou moins bien équipés et plus ou moins proches du pouvoir.

AL HAYAT (extraits)  
 Londres

**T**out indique que les Etats-Unis sont en train de se préparer à une offensive militaire contre l'Irak. L'échec récent de la rencontre entre le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et le ministre irakien des Affaires étrangères, Naji Sabri al-Hadithi, a encore contribué à faire monter la tension au point que le déclenchement d'une guerre contre l'Irak semble de moins en moins

évitable. Dans ces conditions, un intérêt tout particulier est porté à l'institution militaire, qui devrait jouer un rôle essentiel pour contrer une éventuelle attaque américaine. Actuellement, cette institution se divise en six armées - une configuration sans précédent dans la plupart des autres armées conventionnelles -, le premier élément étant axé autour d'un foyer unique à partir duquel Saddam Hussein assure le commandement. Par ailleurs, même si les missions de ces différentes armées s'entrecroisent parfois, il y a néanmoins un système qui organise leurs relations en fonction de leur importance et de leur proximité avec le cercle rapproché du président irakien. Ce qui distingue notamment ces armées irakiennes, c'est la variation de leur niveau d'armement. Ainsi, leur puissance de feu et leurs moyens techniques augmentent en fonction de leur proximité avec le dernier cercle présidentiel. C'est ainsi que

les corps d'armée traditionnels qui se trouvent dans le cercle le plus éloigné sont stationnés aux confins du pays, au bord des zones frontalières, alors que les unités spéciales sont regroupées autour de la personne de Saddam Hussein. Autre originalité : certaines composantes de cette institution militaire assument des fonctions qui ne sont pas habituellement celles d'une armée traditionnelle. Les "fedayins de Saddam", par exemple, ont pour mission essentielle de réprimer toute révolte de civils importante d'abord à Bagdad, puis dans les autres régions du pays, si toutefois les conditions de sécurité le permettent. Par ailleurs, les soldes et le système de récompenses diffèrent aussi entre ces armées en fonction de leur proximité avec le centre de commandement de Saddam Hussein et en fonction de la nature des missions qui leur sont assignées. Même si au niveau international les évalua-



tionnés sur les capacités de l'armée irakienne restent approximatives, les informations recueillies sur ce sujet permettent néanmoins de conclure

que la puissance des différentes armées irakiennes ne vaut pas la moitié de ce qu'elle était il y a dix ans.

**La Garde républicaine** comprend deux régiments : le régiment du Nord, appelé aussi le "commandement des forces de Dieu le plus grand" (*Allah U Akbar*), et le régiment du Sud, ou "commandement des forces de la victoire éclatante". Cette organisation est aussi parfois appelée "secrétariat de la Garde républicaine". Cette Garde républicaine est reliée directement à Saddam Hussein, et non pas au ministère de la Défense.

**L'armée régulière (ministère de la Défense)** comprend cinq régiments, qui sont tous reliés à l'état-major. Cette organisation constitue l'armature principale des forces armées irakiennes. En dépendent également l'aviation, la défense aérienne, la marine et les unités de missiles sol-sol.

**La Garde spéciale républicaine.** Il s'agit ici d'autre chose que la célèbre Garde républicaine. Cette Garde spéciale a en effet été mise sur pied en 1983. Elle se distingue par une composition de différents types d'armements tels que des chars ou des avions, le tout sous le contrôle des services de sécurité. Cette unité spéciale est dotée de missiles Strella et de canons antiaériens. Il s'agit véritablement du cercle le plus rapproché du président irakien. Ses membres bénéficient des meilleures armes ainsi que de larges prérogatives et de compensations financières. Le siège de la Garde spéciale républicaine se trouve

à l'intérieur du palais présidentiel.

**La Garde spéciale**, à distinguer de la Garde spéciale républicaine. Il s'agit d'une force de frappe dont la mission est d'assurer la sécurité terrestre de Saddam Hussein. Cette garde est répartie en différents endroits du pays, précisément là où le président irakien peut séjourner ou se cacher. Cette garde contrôlerait les soixante-cinq palais et lieux de résidence de Saddam Hussein. Elle est composée de douze bataillons pour un total estimé à 15 000 hommes. Les membres de cette garde spéciale ont été recrutés parmi les tribus et les groupes sur lesquels le régime irakien s'appuie traditionnellement.

**Les "fedayins de Saddam"**, une milice non gouvernementale qui, selon l'opposition, compterait 40 000 membres. Cette milice a d'abord suppléé à l'absence de l'armée populaire qui était en train de faire la guerre à l'Iran. Organisée par Oudaï Saddam Hussein, le fils aîné du président irakien, cette milice est surtout destinée à mater les révoltes populaires intérieures. Elle fonctionne sous la houlette d'Oudaï de façon tout à fait autonome, comme un Etat dans l'Etat, et possède ses propres banques, ses sociétés de transport terrestre de même qu'elle gère des projets dans le secteur agricole et industriel, sans oublier ses maisons d'éditions, ses journaux et ses chaînes de télévision. Les "fedayins de Saddam" stationnent aussi maintenant dans le Nord, sur la ligne de démarcation avec les régions kurdes autonomes, mais aussi dans le Sud, en particulier à Bassora et à Nassiriya.

**L'Armée de Jérusalem**, organisation militaire

mise sur pied il y a un an dans le but de participer à la "libération de la Palestine". Les autorités irakiennes ont annoncé qu'elle comprenait 7 millions d'hommes, mais il semblerait qu'elle compte en réalité 180 000 hommes en armes. Bien que prévue pour libérer les territoires palestiniens, cette milice armée servirait surtout pour des missions de sécurité intérieure dans le centre et le sud de l'Irak.

Ismail Zayer

### ■ Double jeu syrien

**Le double jeu de la Syrie - ouverture sur les Etats-Unis et relations cordiales avec l'Irak - ne peut continuer éternellement, pense Ha'Aretz. Le quotidien israélien affirme que Damas a conclu secrètement des contrats d'armement au profit de Bagdad.**

**La Syrie achèterait à la Russie, à la Bulgarie, à la Biélorussie, à l'Ukraine, voire au Chili, des armes et des pièces de rechange pour les vieux appareils irakiens de construction soviétique, puis les acheminerait en conteneurs vers l'Irak.**

## DÉPENDANCE

# Et l'Europe suivra les Etats-Unis...

**Plusieurs pays européens seront aux côtés des Américains non parce qu'ils croient à la justesse de la guerre, mais pour ne pas être tenus à l'écart, pense The Washington Post.**

Le débat qui agite l'Union européenne sur une possible invasion de l'Irak par les Etats-Unis change de nature depuis quelque temps. Les Européens pensent de plus en plus que l'invasion, que cela leur plaise ou non, est pratiquement inévitable et certaines personnalités reconnaissent en privé que leur gouvernement ne protestera pas beaucoup si les Etats-Unis persistent dans leur projet.

Plus encore, il y a quelque chance de voir des pays importants participer à la campagne : par exemple l'Italie, en fournissant un accès à ses bases aériennes. Et qu'on ne s'étonne pas si des forces britanniques et françaises se joignent aux opérations. Ce ne sera pas parce qu'elles auront été persuadées que c'est une bonne idée - rien ne pourra probablement les en convaincre -, mais tout simplement pour ne pas être tenues à l'écart. Car la seule chose que les Européens craignent plus qu'une invasion américaine en Irak, c'est que les Etats-Unis envahissent seuls l'Irak et laissent les anciennes puissances d'Europe plantées sur le bas-côté, incapables de les en empêcher comme de les y aider. Les Européens ont aujourd'hui d'autres questions : et après l'invasion ? Les Etats-Unis ont-ils un projet viable pour l'Irak

d'après Saddam Hussein ? Plus important encore, ont-ils l'intention de rester sur place assez longtemps pour bâtir un Etat raisonnablement stable, pacifique et démocratique ? Ou bien vont-ils foutre le camp au bout de quelques mois et laisser le soin de remettre l'Irak sur les rails aux Nations unies, à l'Union européenne, voire à l'Iran ? Ces questions sont en fait de bonnes questions qui viennent au bon moment. Si la guerre doit commencer au début de l'année prochaine, l'administration Bush a-t-elle les bonnes réponses ? Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont cherché au Japon et en Allemagne leur unique politique : la "reconstruction des nations". Les troupes américaines sont encore présentes sur le sol japonais presque soixante ans après leur arrivée. Ce n'est peut-être pas si différent avec l'Irak. Le pays est entouré d'amis vulnérables - comme la Turquie -, d'Etats arabes à la légitimité fragile - comme la Jordanie et l'Arabie Saoudite - et d'Etats préoccupants - comme l'Iran et la Syrie -, et sa réussite après la chute de Saddam Hussein sera d'un intérêt vital pour les Etats-Unis. Si les Américains entrent en Irak, ils feraient mieux d'être prêts à rester aussi longtemps qu'il le faudra. Que le président Bush explique à ses alliés européens que c'est bien ce qu'il entend, et certains d'entre eux au moins pourront respirer un peu. Et nous aussi.

Robert Kagan, *The Washington Post* (extraits), Washington

# Pourquoi les Kurdes se méfient des Etats-Unis

**Courrier**  
INTERNATIONAL

DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002

Au cours des trois dernières décennies, les Etats-Unis ont lâché leurs alliés kurdes à trois reprises. Et Saddam Hussein en a profité pour martyriser la population civile.

THE NEW REPUBLIC (extraits)  
Washington

**A**u-delà de la rivière Zab, la "frontière" du Kurdistan irakien, le territoire était un no man's land. Mais cela n'a pas empêché les forces irakiennes de l'occuper au printemps 2000 et, en l'absence d'une réaction des Etats-Unis, de s'y installer. "Si les Américains s'étaient manifestés, les troupes irakiennes se seraient repliées", explique un soldat kurde. Pour les Kurdes, la remilitarisation du no man's land montre une fois de plus qu'on ne peut pas faire confiance aux Etats-Unis. Ce qui pose un problème de taille : en effet, sans l'aide kurde, les plans d'invasion de l'administration Bush risquent fort de se retrouver définitivement sur "arrêt". Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux principaux leaders kurdes irakiens, dirigeants respectivement du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), administrent un territoire de 42 000 km<sup>2</sup>. Ils ont sous leurs ordres 50 000 combattants peu armés et contrôlent quelques petits terrains d'aviation. Si, pour les bombardiers, les pistes d'atterrissage devraient être agrandies, ces infrastructures sont suffisantes pour des hélicoptères et peuvent être rapidement modernisées pour accueillir des avions plus sophistiqués. La région est en outre semée de bunkers en béton construits par Saddam Hussein. Ces constructions pourraient tout à fait servir de dépôts de munitions à l'arrière-garde américaine. Certes, les Etats-Unis n'ont pas besoin de l'aide des Kurdes pour chasser Saddam Hussein du pouvoir. Mais une zone dans le nord de l'Irak rendrait les Etats-Unis moins dépendants de certains partenaires arabes du Golfe sur qui il vaut mieux ne pas compter.

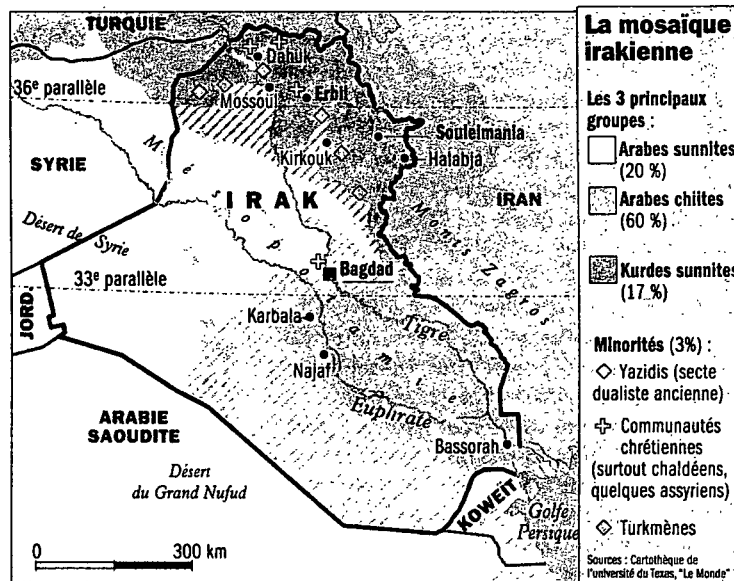
Cependant, les Kurdes ne montrent pas à l'heure actuelle un grand enthousiasme à mettre leurs ressources à la disposition des Etats-Unis. En avril dernier, Barzani et Talabani ont même refusé à la CIA l'autorisation de maintenir une présence américaine permanente dans la région. De plus, les efforts déployés par les Américains pour convaincre les deux leaders kurdes de signer un document jetant des bases communes pour

## ■ Culte

Pour se différencier de son ennemi Saddam Hussein, qui a institué le culte de la personnalité, le leader kurde Massoud Barzani a interdit à la presse du Kurdistan d'exagérer son rôle ou de publier son portrait sans autorisation, révèle *The Kurdistan Observer*.

## ■ Entente irano-turque

L'Iran et la Turquie sont généralement en désaccord. Seuls certains aspects du dossier irakien semblent les unir. En effet, les deux pays s'opposent farouchement au démembrement de l'Irak, qui entraînerait automatiquement les conséquences qu'aurait celle-ci sur l'état d'esprit de leurs propres minorités kurdes, note *An Nahar*.



la constitution d'un Irak fédéral sont restés stériles. En février, le PDK et l'UPK s'étaient déjà opposés à l'installation d'un émetteur radio du Congrès national irakien [opposition irakienne] sur leur territoire, alors que les deux partis sont membres dudit congrès. "Nous ne prendrons part à aucun projet susceptible de mettre en danger nos acquis", déclarait Barzani. Même si la majorité des Kurdes irakiens méprisent Saddam Hussein, qu'ils considèrent comme un tueur en série, et si rien ne pourrait leur faire plus plaisir que sa destitution, ils ne veulent pas le provoquer sans de solides garanties. Or, étant donné le comportement passé des Etats-Unis, ils ne sont pas convaincus que Washington sera là pour finir le travail s'ils se soulèvent encore une fois.

Les souvenirs des dirigeants kurdes irakiens remontent loin et sont empreints d'une obsession sur la trahison de l'"étranger". "Comment pouvons-nous faire confiance aux Etats-Unis ?" m'a demandé Barzani. "Tout ce qui vous intéresse ce sont vos intérêts." Il a ensuite illustré son propos avec un historique de la désertion américaine axé sur trois événements clés. Le premier eut lieu en 1975, à Alger, avec la négociation par Henry Kissinger de la suspension du conflit alors mineur entre l'Iran et l'Irak. Le plan de Kissinger impliquait de couper l'herbe sous le pied des rebelles kurdes irakiens soutenus par l'Iran, ce qu'il fit, envoyant ainsi des dizaines de milliers de Kurdes irakiens dans des camps de réfugiés en Iran. "Ce fut la trahison la plus cruelle de notre histoire."

Les Américains trompèrent à nouveau la confiance kurde en 1987 et en 1988, après la mort de 182 000 Kurdes au cours d'une campagne d'épuration ethnique qui débuta lorsque le gouvernement irakien rasa au bulldozer plus de 4 000 des 4 650 villages kurdes du nord de l'Irak et se termina avec l'utilisation d'armes chimiques contre les civils kurdes. La triste-ment célèbre attaque contre Halabja\* avait été menée par Saddam Hussein, soi-disant en représailles au soutien apporté par les milices kurdes aux forces iraniennes. Or la plupart des villages attaqués et détruits étaient habités par des civils et se trouvaient loin de la frontière irakienne. Mais, pour ne pas contrarier Saddam Hussein, dont ils cherchaient alors à se faire un allié, les Etats-Unis nièrent avoir eu connaissance de ces exactions. Cependant, trois

ans plus tard, une carte où figurait chacun des villages détruits, établie d'après les données fournies par un satellite espion américain, prouva la duplicité des Etats-Unis.

Pour finir, les Kurdes tiennent les Etats-Unis largement responsables de l'échec de leur soulèvement après la guerre du Golfe, il y a dix ans. Le 15 février 1991, le président George Bush demanda "à l'armée irakienne et au peuple irakien de prendre les choses en main afin de forcer Saddam Hussein, le dictateur, à se retirer". Les Kurdes et les chiïtes du sud de l'Irak se soulevèrent, mais l'armée américaine retira sa couverture aérienne et les laissa courir au désastre. Nombreux sont les Kurdes qui pensent que les Etats-Unis souhaitaient que la révolte échoue. "Si les Etats-Unis l'avaient voulu, nous aurions pu renverser Saddam Hussein", explique un commandant de l'UPK.

"Mais, au lieu de cela, les Américains ont libéré les militaires irakiens, juste à temps pour leur permettre de se mobiliser et de nous attaquer."

Si George W. Bush veut vraiment mettre fin aux agissements de Saddam Hussein, il doit faire plus que parler de l'"axe du mal". Il doit donner des garanties claires de soutien militaire et de protection aux Irakiens. Il doit également faire savoir à Saddam Hussein que l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes déclencherà les mêmes représailles massives que l'utilisation d'armes chimiques contre les forces américaines. Ce n'est qu'à ce moment qu'il aura une chance de convaincre les leaders kurdes d'apporter leur aide aux plans américains. **Michael Rubin**

\* Le 16 mars 1988, l'armée irakienne a bombardé à l'arme chimique la localité kurde de Halabja. Il y a eu 5 000 morts.

## FÉDÉRALISME

# La clé de la stabilité future

**La nouvelle approche de la question kurde décidera de l'avenir de l'Irak, souligne An Nahar.**

La situation des Kurdes en Irak a beaucoup évolué au cours de ces dernières années. En effet, depuis 1991, les Kurdes vivent une expérience particulière d'autonomie, qui a fait suite au soulèvement du nord de l'Irak au lendemain de la deuxième guerre du Golfe [la première étant la guerre Iran-Irak de 1980-1988]. Les Kurdes jouissent donc d'une autonomie depuis plus de dix ans. Le retour à la situation qui prévalait avant cela ne semble donc plus envisageable. Il est en effet assez difficile d'imaginer que les Kurdes reviennent à la situation d'avant 1990 alors qu'ils ont maintenant goûté aux joies de l'autonomie, qu'ils connaissent désormais le sens d'une indépendance de facto et qu'ils jouissent de la reconnaissance de leurs droits culturels et humains. Cela signifie que la question kurde, quoi qu'il

advienne en Irak, exigera désormais une nouvelle approche des notions de droits et de cohabitation dans un contexte fédéral. Une certaine crainte arabe vis-à-vis de la question kurde est toujours bien présente. Le monde arabe considère avec appréhension les événements qui pourraient se produire en Irak, surtout dans le contexte d'une éventuelle attaque américaine à l'automne prochain, ceux-ci pouvant conduire à une décomposition définitive de l'entité irakienne. Parmi ces craintes, dont se font souvent l'écho les chefs d'Etat arabes, figure donc le scénario favorisant le séparatisme kurde et débouchant sur la désintégration de l'Irak. Cette décomposition risque alors de créer un vide politique qui aura des conséquences sur toute la région. La question kurde a pris ces derniers temps une importance renouvelée dans la mesure où elle constitue une sorte de passage obligé vers la stabilité en Irak. Les Kurdes d'Irak ont en effet réalisé ces dernières années un déve-

loppement notable qui s'est traduit par des progrès spectaculaires dans le domaine de l'enseignement et de l'emploi, ainsi que dans la capacité à gérer leur autonomie. La partie autonome du Kurdistan d'Irak est ainsi regardée aujourd'hui comme un modèle d'une région soumise à des sanctions, tout comme l'Irak, à la différence que les Kurdes, eux, ont réussi à améliorer leur niveau de vie et à gérer leurs affaires malgré cet embargo. Le regain d'intérêt pour les Kurdes illustre bien le caractère incontournable de ces derniers dans toute solution à la question irakienne. C'est en effet dans le nord de l'Irak que pourrait démarrer l'opération qui va aboutir au changement de régime dans ce pays. Tout report d'une solution démocratique à la question kurde en Irak risque bien de contribuer à y maintenir l'instabilité. Dans le cas contraire, les Kurdes seront la clé de la stabilité de l'Irak de demain.

**Chafiq Nazim al-Ghoubra, An Nahar (extraits), Beyrouth**

## Lorsque l'Institut du monde arabe censure les Irakiens

**Un documentaire irakien montrant les souffrances des victimes du régime de Saddam Hussein a été refusé au Festival du film arabe à l'Institut du monde arabe. Explication : la priorité du moment est la Palestine !**

Le Festival du film arabe, qui vient d'avoir lieu à l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris, a refusé de projeter le film du cinéaste irakien Saad Salman sous prétexte que cela n'allait pas dans le sens des priorités liées à la cause arabe et palestinienne. Le film *On/Off Baghdad* est constitué de témoignages de personnes. Elles sont filmées par un exilé irakien qui est entré secrètement en Irak en passant par la Turquie. Les témoignages ainsi rassemblés sont ceux d'Arabes et de Kurdes vivant actuellement dans la zone du nord de l'Irak échappant au contrôle de Bagdad et qui ont souffert des méthodes du régime irakien. Certains d'entre eux ont été déportés dans cette région par le régime, d'autres ont fui jusque-là. On voit par exemple un jeune dont l'oreille gauche a été coupée et qui explique la façon dont sont réalisées les amputations en prison. On y voit des familles qui, pendant l'opération Anfal (en 1988, environ 150 000 Kurdes irakiens ont été tués par l'armée), ont perdu leurs enfants, conjoints, terres et biens. On y voit une veuve de soixante-dix ans qui a perdu tous ses enfants et qui, désormais seule, en est réduite à grimper dans les arbres pour trouver de quoi manger. En résumé, dans ce film on voit des Irakiens aux-

quels le régime de Saddam Hussein a tout pris et auxquels ils ne restent rien, si ce n'est la liberté de raconter sans crainte tout ce qu'ils ont subi. Ce film ne peut que susciter des interrogations dans le monde arabe.

Est-ce le contenu de ces images et de ces témoignages terribles qui a poussé les responsables du Festival du film arabe à refuser de montrer les larmes des Irakiens sous prétexte que cela n'allait pas dans le sens des intérêts de la cause palestinienne ? On ne peut évidemment pas connaître les raisons profondes de cette décision. Certes, cet argument peut se justifier dans la mesure où la politique qui prévaut dans le monde arabe est de placer systématiquement la cause palestinienne au-dessus de toutes les autres.

Et, pourtant, n'y a-t-il pas en Irak plus d'habitants que dans plusieurs autres pays arabes réunis ? Les Irakiens ne sont-ils pas aussi des êtres humains ? Pourquoi certains Arabes bénéficient-ils d'une telle solidarité au nom de l'arabisme alors que d'autres doivent subir une oppression implacable au nom de ce même arabisme ? Pourquoi une telle compassion pour les uns et une telle indifférence pour les autres ? S'il doit en être ainsi, alors le citoyen arabe n'a plus le droit de s'étonner lorsqu'il entend les paroles de cet habitant de Bagdad qui, lorsqu'on lui demande en qui il place ses espoirs pour sauver l'Irak, répond spontanément : *"En Dieu et en l'Amérique"*. **Halkawt Hakim, Al Hayat, Londres**

DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002

CORBIS INTERNATIONAL

## Le manifeste des chiites d'Irak

En Irak, les chiites, qui représentent 60 % de la population, subissent une discrimination. Pour la première fois, leurs leaders signent un texte, en tant que chiites, en réaffirmant néanmoins leur attachement à l'unité du pays.

THE IRAQ FOUNDATION (extraits)

<[www.iraqfoundation.org](http://www.iraqfoundation.org)>

Le problème de la majorité des chiites\* d'Irak se pose aujourd'hui en raison de l'exclusion communautaire dont ils sont victimes. C'est une réalité que le monde entier n'ignore plus. Il ne s'agit plus d'une affaire strictement irakienne. En effet, la communauté internationale admet qu'il existe bien un réel problème communautaire et confessionnel en Irak. La question chiite en Irak est donc désormais publique et tous les efforts du régime, de ses représentants politiques et de ses médias pour essayer de l'étouffer ne serviront à rien. La question chiite est désormais incontournable et rentre dans tous les scénarios politiques concernant l'avenir politique du pays. Ce

manifeste est le résultat de propositions effectuées par les responsables de la communauté chiite en Irak.

Du fait de l'ostracisme subi par les chiites, tous les chiites d'Irak se sentent visés uniquement à cause de leur appartenance au chiisme et non pas pour une autre raison. Dès lors, ils deviennent des citoyens de seconde zone et sont écartés des postes à responsabilité au profit de personnes qui ont souvent moins de compétence qu'eux. Ce système confessionnel est appliqué en Irak depuis déjà très longtemps. Les chiites font en effet l'objet de représailles de la part du pouvoir uniquement pour des raisons liées à leur confession. Les régimes successifs de l'Irak ont toujours mené une politique d'exclusion des chiites de la fonction publique ainsi que d'importants postes à responsabilité, et ont contribué, surtout ces dernières années, à la trans-

formation des chiites en une entité sociale particulière sur la scène irakienne.

L'opposition des chiites au régime en Irak est de nature politique et non pas communautaire. Bien que cette politique de discrimination confessionnelle soit appliquée depuis longtemps, les chiites d'Irak n'ont jamais subi d'ostracisme social de la part des sunnites irakiens. Les discriminations qu'ils ont subies sont donc le fait d'un pouvoir qui a érigé la discrimination confessionnelle en tant que priorité politique. L'histoire de l'Irak a prouvé à maintes reprises que les chiites irakiens n'avaient jamais eu la moindre velléité de créer une entité politique qui leur serait propre. Au contraire, ils ont prouvé par des actes politiques qu'ils étaient attachés à l'unité du territoire irakien et qu'ils entendaient bien préserver l'unité nationale.

**Que veut la majorité chiite en Irak ?**

**1.** La suppression de la dictature et l'instauration d'un régime démocratique (parlementaire et constitutionnel). La dictature a en effet été un moyen de renforcer la politique de discrimination confessionnelle et raciste. Les chiites n'ont pas l'intention d'imposer leur majorité numérique pour créer un nouveau problème de minorité. Ils souhaitent seulement l'installation d'un régime qui protège les droits de toutes les composantes du peuple irakien et qui les traite sur un pied d'égalité.

2. La décentralisation. La concentration de tous les pouvoirs dans la capitale Bagdad constitue une des difficultés essentielles de la gestion d'un pays comme l'Irak. Cela prive en effet les autres régions du pays de toute une série de compétences nécessaires à la gestion des affaires locales. Les droits, les devoirs et les compétences du centre et des régions doivent être déterminés par un cadre constitutionnel qui ne permet à aucune des parties de se séparer de l'Irak dès lors que le pluralisme et la diversité sont les garanties de l'unité nationale.

3. - La suppression de la politique de discrimination confessionnelle. Pour cela il faut tout d'abord revoir la structure administrative de l'Etat irakien, de ses institutions civiles et militaires, afin de pouvoir remettre en cause les procédures d'engagement dans les

différentes strates de l'Etat. L'aptitude professionnelle doit devenir la base pour toutes les nouvelles nominations.

- La constitution d'une caisse pour rembourser tous ceux qui ont été lésés par cette politique confessionnelle.

- La promulgation d'une loi visant à considérer toute discrimination confessionnelle comme un délit réprimé par la loi.

- L'adoption d'une nouvelle loi sur la nationalité irakienne fondée sur le principe de l'appartenance à l'Irak et non pas sur l'appartenance confessionnelle, ethnique ou religieuse.

- Le retour des Irakiens chassés et émigrés et l'octroi à ces derniers de tous leurs droits nationaux et constitutionnels.

4. Sur les droits civils :

- garantie de la liberté de la pratique religieuse pour tous les chiïtes ;

- liberté pour les chiïtes d'édifier des lieux de culte ainsi que droit de gérer les lieux saints du chiïsme ;

- garantie de la liberté d'enseignement dans les écoles théologiques chiïtes sans intervention du pouvoir en place ;

- garantir la possibilité de créer des écoles et des universités chiïtes appliquant le programme national d'enseignement reconnu par l'Etat ;

- faire entrer des éléments de la théologie chiïte dans l'enseignement national ;

- épurer les cours d'enseignement général du confessionnalisme et revoir les précis d'histoire de façon scientifique afin de les vider des attaques contre le chiïsme qui s'y trouvent encore ;

- interdire la profanation des tombeaux chiïtes. ■

\* Le terme "chiïte" a donné naissance à celui de "schisme". Le chiïsme est une branche de l'islam, minoritaire dans le monde musulman sunnite (orthodoxe), mais majoritaire en Irak.

# Ne transformez pas l'Irak en un pays suicidaire !

Depuis 1991, le régime n'a opprimé que son propre peuple. En cas d'invasion, Bagdad pourrait choisir la politique du pire, estime *Al Quds al-Arabi*, quotidien souvent proche des intérêts irakiens.

AL QUDS AL-ARABI

Londres

Contrairement à ce qui se dit généralement, le régime irakien est d'une grande rationalité. Il fait même preuve d'une étonnante retenue face à la menace que les Etats-Unis font planer sur lui. Cela peut s'observer depuis la guerre du Golfe, en 1991. En effet, après avoir compris que l'invasion du Koweït avait été une erreur, il a fait preuve de plus de lucidité en s'abstenant d'utiliser son arsenal d'armes chimiques et biologiques. Cela aurait effectivement provoqué une réponse militaire si massive de la part des Etats-Unis que le régime n'aurait pas pu résister. Depuis, il se comporte comme le roseau qui plie sous la tempête sans se briser.

Vu sous cet angle, on ne peut que s'étonner que le président américain et ses conseillers aient annoncé qu'ils ne reviendraient pas sur leur décision de renverser le régime de Bagdad. Pour peu que Saddam Hussein prenne ces déclarations au sérieux, il aura l'impression de ne plus rien avoir à perdre et pourrait être tenté de vouloir entraîner ses adversaires dans sa propre chute.

Les dirigeants américains ont beau affirmer que l'Irak constitue une menace pour ses voisins et pour la sécurité internationale, qu'il développe des armes de destruction massive et que

même les sanctions se sont révélées inaptes à assurer le retour des inspecteurs et à désamorcer les risques, il n'en reste pas moins que la seule victime de ce régime est le peuple irakien. Ainsi, depuis l'aventure insensée du Koweït, l'armée irakienne s'est toujours abstenue de la moindre réaction aux multiples provocations, telles que les incursions turques sur son territoire, les bombardements aériens [anglo-américains], le soutien à son opposition armée, les mesures économiques ou encore les écarts de langage à son égard.

Il est fort possible que cette retenue s'explique par la volonté de ne pas prendre de risques trop importants. Cela voudrait dire que l'argumentaire des adversaires de l'Irak ne tient pas. On ne peut, en effet, présenter l'Irak comme un "Etat voyou", selon la terminologie qui désigne un Etat doté d'armes de destruction massive et au comportement irresponsable, alors que l'Irak se montre plus responsable que ne le seraient les Etats-Unis ou Israël s'ils se trouvaient dans une situation semblable. Autrement, il faudrait considérer que l'Irak se retient d'utiliser ses armes chimiques ou biologiques parce qu'il n'en possède pas, contrairement à ce que l'on nous répète.

En l'état actuel des choses, l'Irak ne veut donc pas, ou ne peut pas, constituer une menace pour ses voisins. Or ses ennemis sont convaincus que Bagdad veut simplement gagner du temps afin

de se débarrasser des sanctions et de reconstituer son équipement militaire pour finir par constituer une menace encore plus grave que par le passé. L'espoir de l'Irak était que le temps fasse son œuvre et que les sanctions finissent un jour par disparaître. C'est exactement ce que craignent les Etats-Unis. Washington s'inquiète du fait que le monde n'adhère plus à l'idée qu'il faille combattre le régime irakien jusqu'à sa disparition. Cela explique sa volonté de prendre la communauté internationale de court en lançant des frappes avant que la levée de l'embargo ne finisse par faire consensus. Or, si l'Irak devait acquiescer à la certitude qu'il ne lui reste aucune issue, plus rien ne l'empêcherait de frapper aveuglément sans se préoccuper des conséquences pour la région. Contrairement à ce qui s'est passé en 1990, il ne laissera pas cette fois-ci aux forces américaines le temps de se déployer tranquillement dans le Golfe. A l'époque, Bagdad pensait en effet qu'il s'agissait de bluff, alors qu'aujourd'hui le sérieux de la menace ne fait aucun doute.

Par ailleurs, il se trouve en Irak des dizaines de milliers de Moudjahidin du peuple, ces miliciens surarmés de l'opposition iranienne. Sachant que l'effondrement du régime irakien signifierait leur perte, ils pourraient être tentés de se lancer dans un dernier assaut suicidaire contre l'Iran ou d'occuper les zones pétrolifères, avant de périr avec le régime de Bagdad. Un tel scénario pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la région. **Abdelwahab Affandi**

— COURRIER INTERNATIONAL N° 613

DU 1<sup>ER</sup> AU 21 AOÛT 2002

**IRAK** L'ONU et la Maison-Blanche déclinent les invitations de Saddam Hussein

# Washington lance les préparatifs de guerre

Washington :  
de notre correspondant  
Jean-Jacques Mével

Le président Bush affirme n'avoir aucun plan de bataille sur son bureau. Pourtant, les signes précurseurs d'une opération militaire de grande envergure se multiplient aux États-Unis : le Pentagone accélère discrètement le rappel d'unités de combat de l'armée de terre tandis que l'État fédéral reconstitue, dans les cavernes du Texas et de la Louisiane, sa réserve stratégique de pétrole.

Ces préparatifs, révélés hier, coïncident avec un double revers diplomatique pour Bagdad. L'ONU et les États-Unis offrent pour l'heure un front commun face aux dernières manœuvres de Saddam Hussein. Sous couvert de « discussions techniques », l'Irak cherche à rouvrir le débat sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité, sans permettre la destruction de son arsenal biologique, chimique et nucléaire, préalable imposé par les accords de cessez-le-feu de 1991.

Pour la forme, le secrétaire général de l'ONU a décidé de ne pas décliner net les appels du pied de Bagdad. Mais il est ferme sur le fond avec, depuis lundi, le soutien du Conseil de sécurité. Dans la réponse qu'il a faite hier au chef de la diplomatie irakienne, le secrétaire général de l'ONU demande à Bagdad de s'en tenir aux procédures fixées par la résolution 1284. Autrement dit, Kofi Annan verrait « d'un autre œil » l'invitation adressée à l'un

de ses lieutenants si l'Irak acceptait le retour et le travail des inspecteurs en désarmement, poussés hors du pays en 1998. C'est un refus poli.

De son côté, la Maison-Blanche a rejeté, avec l'appui de la majorité démocrate du Sénat, une autre invitation irakienne, destinée à une délégation de *congressmen* celle-là. « *Ce qui manque, ce ne sont pas les bavardages*, dit le porte-parole Sean McCormack. *Le régime de Bagdad doit agir et mettre en œuvre ses engagements.* » Vu de Washington, le nouvel appétit de Saddam Hussein pour les mondanités diplomatiques ne doit pas faire diversion.

George W. Bush l'a totalement ignorée en consacrant à l'Irak une session de son Conseil national de sécurité. Rien n'en a filtré officiellement, mais la presse américaine croit savoir que le général Tommy Franks, chef des forces américaines au Moyen-Orient, a évoqué lundi son nouveau plan de bataille : une force plus légère que les 250 000 à 300 000 hommes envisagés au début de l'année, avec comme cible, dès la première heure, Bagdad et la garde prétorienne du régime.

Le Pentagone laisse entendre comme à l'habitude que l'attaque ne se produira pas avant des mois. La Maison-Blanche, elle, reste étonnamment absente du débat qui fait rage au Congrès et dans la presse.

Après des contacts menés à Londres, le département d'État et le Pentagone viennent de confirmer une invitation lancée pour la mi-août à tous les chefs rivaux de « l'opposition » irakienne. Sous férule américaine, ils

viendront préparer l'après-Saddam Hussein dans la capitale fédérale. Figurent sur la liste Ahmed Chalabi, responsable du Congrès national irakien, Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan, Massoud Barzani chef de Parti démocrate kurde, ainsi que l'ayatollah Mohammed Bakir al-Hakim, dirigeant de la mouvance chiite basée en Iran.

Autre élément d'une planification possible, Washington a décidé de remplir à capacité les quatre grands réservoirs naturels qui alimentent, le long du Golfe du Mexique, la « réserve stratégique » des États-Unis. Le secrétaire à l'Énergie Spencer Abraham explique la mesure par un simple souci de « sécurité générale ». Un assaut américain sur l'Irak pourrait faire flamber le prix du baril. Puiser dans la réserve permettrait alors de calmer le jeu, voire de répondre aux besoins du Pentagone.

Dans ce puzzle, une troisième pièce intrigue encore davantage les experts. C'est le subtil changement opéré par le Pentagone dans ses appels réguliers aux troupes de réserve et à la Garde nationale. Les effectifs restent à peu près constants, mais la ventilation n'est plus la même, laissant prévoir une opération terrestre lourde, sur le modèle de la libération du Koweït.

D'après la compilation menée par le Stratfor, centre de recherche indépendant, l'US Army a désormais la priorité des mobilisations, aux dépens de l'armée de l'air et de la marine, privilégiées en Afghanistan. Plus troublant encore, le calendrier ressemble étrangement à celui engagé en août 1990, six mois avant la guerre du Golfe.

## Saudis will not aid US war effort

Brian Whitaker,  
and John Hooper in Berlin

Saudi Arabia, the main launch pad for the 1991 war against Iraq, has made clear to Washington, publicly and privately, that it will not allow US forces to use its territory in any way for a new attack, the foreign minister, Prince Saud al-Faisal, said yesterday.

"We are against any attack on Iraq because we believe it is not needed, especially now that Iraq is moving to implement United Nations resolutions," the prince said. "For the government of Iraq, the leadership of Iraq, any change that happens there has to come from the Iraqi people."

Last week, as a move towards implementing UN resolutions,

Iraq invited the chief weapons inspector to Baghdad for talks that might lead to a resumption of the inspections, but Britain and the US have dismissed the offer as a ploy.

The Russian foreign minister, Igor Ivanov, said Russia believed it was "extremely important" not to miss out on the opportunities offered by Iraq's invitation. Saudi Arabia, which heavily bankrolled the 1991 war together with Kuwait and Japan, has traditionally been a key US ally in the region. It has no objection to the US contin-

uing to run patrols over Iraq's southern no-fly zone from the American air control centre in the kingdom, Prince Saud said.

His comments followed disclosure of a briefing at the Pentagon last month which portrayed Saudi Arabia as an emerging enemy of the US.

Sources familiar with the briefing said an analyst from the private Rand Corporation urged the US to target Saudi oil fields and overseas assets if the kingdom refused to stop funding Islamic fundamentalism and prohibit anti-American

LE FIGARO MERCREDI 7 AOÛT 2002

The Guardian Thursday August 8 2002

and anti-Israeli statements.

The US secretary of state Colin Powell reportedly phoned Prince Saud yesterday to reassure him that George Bush does not view the kingdom as an enemy. Saudi diplomats see the Pentagon briefing affair as part of a hostile campaign launched by Washington hawks after September 11. Fifteen of the 19 suicide hijackers are believed to have been Saudis.

The prince's comments came amid renewed criticism of US

war plans from Germany — and from a Kurdish leader on whom the US hopes to rely.

In Germany, Chancellor Gerhard Schröder warned that a military strike on Iraq could make it more difficult to combat terrorism. In an article for the tabloid Bild Zeitung, he wrote: "[An invasion of Iraq] would be less easily understood as an act of defence and could destroy the international alliance against terror."

Joschka Fischer, the foreign minister, suggested that after

any invasion the US would need to keep a presence in Iraq for decades. He told the newspaper Süddeutsche Zeitung: "If they were to end their presence there prematurely, we Europeans would bear the fatal consequences as the region's direct neighbours."

Jalal Talabani — leader of Patriotic Union of Kurdistan, one of Iraq's two main Kurdish parties — who is due to meet Iraqi opposition leaders in Washington shortly, warned against "blindly participating" in a mil-

itary attempt to overthrow the Baghdad regime. He told Reuters: "We have made no decision yet to participate or not in the attack. We are not in favour of having a new dictatorship replacing the old one. And we are not for blindly participating in any attack or any plan."

● Pentagon officials urged caution over a report in the Washington Times that the joint chiefs of staff have reached a consensus in support of military force to oust Saddam Hussein.

## Mudhafar Amin

# Britain must do its utmost to avoid war

## Iraq's offers have been rejected. But dialogue could save lives

Since coming to power, the Bush administration has embarked on a systematic campaign of political spin and disinformation against Iraq. Allegations are made on a daily basis against the Iraqi government. The most serious is that Iraq is harbouring weapons of mass destruction. It is said that these could fall into the hands of terrorist organisations and be used to harm US interests — something that could never happen.

Leaked reports from the White House, war scenarios from the Pentagon and hostile rhetoric from the state department have been orchestrated to prepare public opinion for a US military attack against Iraq, without recourse to the authority of the UN. The aim is to replace the Iraqi government with a Karzai of Baghdad.

Tony Blair recently declared his support for a US military attack against Iraq. Mr Blair said he had evidence that Iraq poses a threat to the world, but will not make it public until a decision to bomb Iraq has been taken. If such evidence does exist, the legal course must surely be to

present it to the security council and let the UN decide what action to take. Iraq was and continues to be a UN concern, not the unilateral business of the US or UK.

Iraq responded to Blair's allegations with an open invitation to the British government to send a delegation of experts to carry out an inspection of the sites where the country is supposedly harbouring weapons of mass destruction.

Such a visit could put to rest the concerns of the British government. It could also be used as a stepping stone for the return of UN inspectors. Unfortunately the British government, which made the original allegation against Iraq, has refused to accept the invitation.

Iraq went further to demonstrate that the US claims are based on outdated fabrications and recycled information. It invited Hans Blix, head of the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission, to come to Iraq to discuss outstanding disarmament issues and the procedure for lifting economic sanctions.

The response from the

British government and US administration was to reject outright Iraq's invitation to Mr Blix as a political stunt. The US administration stated that its agenda was not really the return of the inspectors, but a regime change in Iraq. This flies in the face of the legal and moral authority of the UN. The Russians have welcomed the Iraqi initiative, as have the Chinese. The French support the Iraqi initiative because they, like the rest of the world, wish to resolve the impasse between Iraq and the UN through political means and within the context of UN authority

and international law — not through an illegal and unilateral US military action against Iraq.

The position of the British government is crucial. The US cannot attack Iraq without Britain's diplomatic cover and, perhaps, military assistance. Britain and Iraq enjoy a special historical relationship and it behoves Britain to do its utmost to avoid war against Iraq. Everyone in Britain is aware that there is no such thing as a war against one person. If a war is launched against Iraq by the US, it will cause the death of thousands of innocent Iraqi people and will destroy the country's infrastructure, already severely degraded following 11 years of economic sanctions and bombing by British and American planes.

There is no moral or legal authority for military action against Iraq. The UN resolutions clearly state that Iraq has rights and responsibilities. The Iraqi responsibility is to disarm. Iraq's rights are for the UN to lift economic sanctions. Ralph Ekaus and Scott Ritter of the UN Special

The Guardian Thursday August 8 2002

## If Blair supports US military action it will be the beginning of the end of UN authority and international law

Commission have provided substantial evidence that Iraq has disarmed. Yet there has been no sign that the UN intends to lift economic sanctions, for fear of a US veto. Instead, the UN general secretary is insisting on the return of inspectors, without UN agreement on the schedule of inspection or any undertaking to lift sanctions once the inspection is satisfactorily completed.

If there is a chance that dialogue with Iraq would save lives, Britain must take such a chance. If reassurance is needed on Iraq's clean bill of health, the British government should accept Iraq's invitation and dispatch British inspectors to Iraq. If moral guidance is needed, the British government should take note of the words of Dr Rowan Williams, the incoming archbishop of Canterbury: "It is deplorable that the world's most powerful nations continue to regard war and the threat of war as an acceptable instrument for foreign policy."

The UN's moral and legal authority is at a crossroads. If Britain supports US military action against Iraq, it will set in stone the beginning of the end of UN authority and the concept of international law.

Dr Mudhafar Amin is head of the Iraqi Interest Section in London  
comment@guardian.co.uk

Making Saddam squirm ■ By Jim Hoagland

# Talk of attacking Iraq is already paying dividends

WASHINGTON

Like war, talk of war is a blunt instrument. President George W. Bush's repeated promise to change Iraq's regime ripples through the international system and American domestic politics with surprising midsummer velocity. The threat of military action is producing change months before action will come.

Iraq's neighbors are scrambling desperately to find cover, get on board the U.S. war express or help derail it. European politicians on the campaign trail suddenly emphasize their commitments to peace rather than trans-Atlantic solidarity. At home, Senate and House Democrats maneuver to avoid trapping themselves on the wrong side of a politically popular Bush war on Iraq, as many of them did in 1991.

Most of this positioning is self-protective, and much of it is premature. Bush says credibly that a decision to go to war has not been made. But that does not deter media competition for scoops on war plans that will be discarded, overhauled or out of date before strikes on Baghdad come. The hunt produces incomplete snapshots of snapshots.

This cacophony on Iraq is not unhelpful to Bush. He can let Saddam Hussein twist in the windstorm of words through the rest of the year. A well-managed war of nerves raises the pressure on the Iraqi dictator. It could even gain some of Bush's objectives before the shooting starts.

A slow, deliberate buildup to the conflict does not bring only political disadvantages for Washington and its allies, as is widely assumed, or leave the initiative to Iraq. It reshapes the terrain of the eventual battle.

Look at Iran. There the deeply divided government responds to a credible U.S. threat to strike at Baghdad by showing splits on this issue as well.

President Mohammed Khatami's timidly reformist administration has been rocked in recent months by popular demonstrations demanding real change. War next door would bring unpredictable pressures on his failing regime. So Khatami welcomed Saudi Arabia's foreign minister, Prince Saud Faisal, to Tehran last weekend to seek support for an appeal for Iraq "to respect the UN resolutions so as to remove the grounds for an attack."

But Iran's national security and military officials who engaged in an eight-year war with Iraq — as well as conducting a secret arms-for-hostages trade with the Reagan



administration — detest Saddam Hussein even more than they detest the Great Satan. They welcomed prominent members of the Iraqi opposition, including Ahmed Chalabi, the driving force of the Iraqi National Congress, to Tehran this week.

Talks about a post-Saddam Iraq were held in Tehran a few days before Chalabi and the others are due in Washington for similar talks. "There is a broad and growing international consensus on the need for regime change and the role the Iraqi opposition will play in that change," Chalabi told me by telephone from Tehran on Tuesday.

These meetings follow reports on official Iranian Web sites that Tehran has recently rejected personal appeals from Saddam Hussein to return Iraqi jet fighters flown out to safety during the Gulf War and to sell Iraq arms and other materiel to repel an imminent U.S. attack.

Turkey's military establishment is also content to watch the Iraqi dictator twist in the windstorm. Reports from Ankara suggest that Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz's July visit achieved informal understandings of Turkish-U.S. military cooperation in toppling Saddam Hussein. Turkey's politicians are positioning the na-

tion for war next winter.

They have moved up parliamentary elections to Nov. 3 and passed an ambitious legal package of human rights reforms that will improve the lot of Turkey's Kurdish minority. Ankara's relationship with the Kurds in eastern Turkey and northern Iraq was a major topic during Wolfowitz's visit. Turkey gives every sign of having taken Wolfowitz's assurances seriously and having chosen sides.

Iraq's weaker neighbors above all avoid the appearance of having chosen. Jordan's King Abdullah is operating in full-panic mode, loudly proclaiming the United States will not be allowed to use bases in his country and arguing against an attack. The Saudis send the same message.

Such posturing is prudent at this point in a war of nerves. Neither Jordan nor Saudi Arabia wants to give Iraq a pretext for new aggression before the United States is ready.

But if the windstorm turns into a real storm next winter, no government near the path of destruction can afford to be unresponsive to U.S. war needs and goals. That would be choosing suicide.

The Washington Post

International Herald Tribune  
Friday, August 9, 2002



**IRAK** Les Etats-Unis préparent-ils vraiment une nouvelle intervention militaire ?

# Les contre-pieds de Saddam Hussein

LE FIGARO VENDREDI 9 AOÛT 2002

PAR  
**JACQUES BELTRAN**

Une fois de plus, Saddam Hussein joue au chat et à la souris avec les Occidentaux. Une fois de plus, il cherche à diviser Américains et Européens. En proposant à Hans Blix (le responsable de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies) de se rendre à Bagdad pour discuter d'une éventuelle reprise des inspections, Saddam Hussein a tenté une nouvelle fois de prendre Américains et Européens à contre-pied. Depuis sa décision en 2001 de relancer le dialogue sur un éventuel retour des inspecteurs, Bagdad a alterné signes d'ouverture et menaces d'interruption des négociations. Il y a un mois à peine, Saddam Hussein décidait de mettre un terme aux discussions en cours à Vienne, sans toutefois rompre définitivement le dialogue. Ces changements de cap incessants sont loin d'être le fruit d'une politique erratique. Ils participent au contraire d'une stratégie éprouvée visant à gagner du temps et à diviser les Occidentaux.

On se souviendra qu'en 1997 et 1998, Bagdad avait successivement demandé le départ des inspecteurs, puis accepté de les laisser travailler, avant de leur interdire à nouveau l'accès aux fameux « sites présidentiels ». Cette dernière manœuvre avait provoqué une violente campagne de bombardements menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dont le dirigeant irakien était sorti très largement gagnant : il avait maintenu et même renforcé son assise au pouvoir, les inspecteurs avaient quitté l'Irak et les frappes anglo-américaines avaient fortement contribué à

diviser les alliés, dont les vues divergeaient déjà de manière croissante au sujet de l'embargo et de ses conséquences désastreuses pour la population civile irakienne.

En rompant les négociations à Vienne le mois dernier, Bagdad a sans doute estimé que les Etats-Unis n'étaient pas prêts à une intervention et que, par conséquent, l'Irak pouvait encore se permettre de refuser de se plier à ses obligations internationales. Il faut dire qu'un ensemble de facteurs est effectivement susceptible de retarder une intervention : le refus des pays voisins de l'Irak de servir de base à une éventuelle opération militaire américaine, l'escalade du conflit israélo-palestinien, les risques d'embrasement des opinions publiques arabes et, même, la fragilité des places boursières qui risqueraient de s'effondrer encore davantage à l'annonce d'une nouvelle guerre au Proche-Orient. N'oublions pas non plus que les élections au Sénat et à la Chambre des représentants approchent et qu'une mauvaise gestion du dossier irakien par l'Administration Bush pourrait avoir une influence non négligeable sur l'issue d'un scrutin encore bien incertain.

Devant l'obstination irakienne constatée à Vienne, les Occidentaux ont durci le ton : Kofi Annan a décidé de mettre un terme aux négociations, les Etats-Unis ont répété leur détermination à se débarrasser du dirigeant irakien et les Européens - Tony Blair et Jacques Chirac en tête - ont fait savoir que « l'Irak serait bien avisé d'accepter le retour des inspecteurs ». Comme l'on pouvait s'y attendre, devant cette unité retrouvée des Occidentaux, Saddam Hussein a finalement choisi de faire marche arrière et a proposé de rencontrer M. Hans Blix.

Cette nouvelle initiative irakienne n'a pas manqué de jeter les diplomates occidentaux dans l'embarras. Car, même si cette invitation a été officielle-

ment rejetée par le Conseil de sécurité, au motif que les conditions posées par l'Irak pour un éventuel retour des inspecteurs étaient inacceptables, rien ne permet de garantir aujourd'hui que les divergences de vues n'éclateront pas au grand jour si l'option militaire américaine venait à se préciser.

Côté européen, en effet, à l'exception notable de la Grande-Bretagne, dont l'attitude est plus proche de celle de Washington, il est très difficile de soutenir une opération militaire américaine, dans la mesure où l'Irak semble donner des signes d'une volonté de reprendre le dialogue. A Paris, en particulier, les différents

et Américains ne cèdent pas devant les manœuvres de Bagdad et qu'ils évitent à tout prix de reproduire le scénario de 1998. Si les Américains se refusent à tomber dans le piège d'une intervention unilatérale et que les Européens maintiennent une pression diplomatique sans équivoque sur Bagdad, il se pourrait fort que Saddam Hussein soit contraint d'accepter le retour des inspecteurs. Mais les difficultés ne s'arrêteront pas là. Car une fois ce retour effectif, il est fort à parier que Saddam Hussein tentera à nouveau d'empêcher les inspecteurs d'agir à leur guise.

Pour éviter cela, il serait souhaitable que les Américains et Européens imposent à Bagdad une date limite d'aboutisse-

## Le maître de Bagdad tente une nouvelle fois de diviser Américains et Européens

responsables ont toujours fait savoir que leur seul objectif était le respect par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité (en particulier la résolution 687) et que le renversement du régime n'y était nullement mentionné.

Côté américain, la situation n'est guère plus confortable. Bien qu'unanimes quant à leur souhait de voir Saddam Hussein renversé, les différents responsables de l'Administration et du Congrès divergent de manière de plus en plus visible quant à l'opportunité d'une opération militaire. Le Pentagone lui-même semble divisé entre civils et militaires.

Pleinement conscient de ces dissensions entre alliés et s'appuyant sur la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité qui ont accueilli favorablement l'initiative irakienne, Saddam Hussein va sans doute tenter de creuser la brèche et de faire perdre toute légitimité à une intervention américaine. Dans un tel contexte, il est plus que jamais essentiel qu'Européens

ment des négociations ; qu'avant même une éventuelle reprise des inspections ils déterminent avec précision quels seront les contours de la mission et les critères qui permettront de déterminer si l'Irak adopte ou non une attitude coopérative ; enfin, qu'ils s'accordent sur l'attitude à adopter en cas de nouveaux blocages irakiens.

Mais il est tout aussi essentiel que nos partenaires américains et britanniques admettent qu'une équipe d'inspection, même dans l'incapacité de tout contrôler, reste préférable à l'absence totale de surveillance qui laisse l'Irak libre de rebâtir son arsenal biologique et chimique. L'articulation de la menace militaire américaine et d'une fermeté diplomatique européenne peut porter ses fruits. Encore faut-il que les gouvernements concernés sachent résister aux pressions internes qui ne manqueront d'appeler à un nouveau découplage transatlantique.

\* Chargé de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

# Bouleversement des alliances ou intimidation...

PAR  
PIERRE GALLOIS

Le président George W. Bush serait à la veille de prendre une décision lourde de conséquences: S'il donne l'ordre d'attaquer l'Irak, il s'en prend à l'ensemble des pays de l'islam et, plus particulièrement à ceux de l'islam arabe. Or, c'est bouleverser de fond en comble une politique qui fit longtemps de la plupart des pays arabes les alliés des États-Unis.

Autre renversement des alliances: après un demi-siècle d'étroites relations avec l'Arabie saoudite, la voici désignée à la vindicte publique par un important organisme d'études, le Bureau de la politique de Défense rassemblant d'importants personnages de la vie publique américaine, dont l'ancien vice-président Dan Quayle et l'ex-secrétaire d'État Henry Kissinger. Lors des débats, il a été suggéré de prendre pour cibles les installations pétrolières de Riad. Embarrassé, Donald Rumsfeld a déclaré que ce n'était pas là les vues du gouvernement. Mais il est admis officiellement que, désormais, l'Arabie saoudite « est un problème ».

Non politiquement avouée, une alliance avait été conclue durant la guerre froide avec l'islam croyant face au matérialisme marxiste léniniste de l'URSS. Cette alliance se révéla efficace lors de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'Union soviétique et aussi durant la guerre des Balkans; mais, cette fois, contre l'ensemble orthodoxe.

Rappelons que sept ans après la signature du traité de Washington créant l'Alliance atlantique et l'Otan, les États-Unis, un instant associés avec l'URSS pour fustiger l'expédition franco-britannique de Suez, avaient pris parti pour

l'Égypte de Nasser qui venait de nationaliser le canal. A la même époque, soutenant indirectement le FLN algérien, Washington avait refusé d'admettre que les trois départements d'Algérie puissent relever, comme la France métropolitaine, des secours de l'Otan.

De même, en 1973, Henry Kissinger avait agencé la guerre dite du Kippour afin que les Israéliens perçoivent le « vent du boulet », évitant de peu la défaite grâce à l'audacieuse manœuvre du général Sharon et acceptant de composer avec l'Égypte. La « diplomatie » de Kissinger aboutit à la paix israélo-égyptienne de 1979 et le Caire récupérera le Sinaï perdu en 1967.

En 1990-1991, après l'invasion du Koweït, les États-Unis attaquent l'Irak à la tête d'une coalition qui compte dix pays musulmans. Laïque et se disant progressiste, l'Irak est, pour le monde musulman, une dangereuse anomalie. Il est détruit et son peuple plongé dans la misère sans que les gouvernements des autres pays arabes s'en émeuvent. Enfin, ne serait-ce que pour compenser le soutien fourni à l'État d'Israël, Washington crée, en 1994, une fédération croato-musulmane et affermit le régime islamiste de Alija Isetbegovic en Bosnie-Herzégovine et arme les Kosovars albanophones musulmans contre les Serbes.

Entre Washington et Riad, les intérêts pétroliers sont un solide ciment. Les États-Unis font preuve, longtemps, de patience bien que victimes d'attentats dont leurs services de renseignement doivent bien savoir quelle en est l'origine et qui les financent. Mais, le 11 septembre 2001, la mesure est comble. Le territoire des États-Unis est attaqué par un ennemi difficilement identifiable, mais surtout redoutable.

A la Maison-Blanche, au Pentagone, dans les nombreux organismes d'études stratégiques – dont la Rand Corporation – les analyses et les recommandations se succèdent.

D'un côté, les récents évé-

nements financiers incitent le gouvernement à chercher une diversion dans une guerre punitive, par ailleurs stimulante pour une industrie d'armement que la fin de la guerre froide a mise en sommeil.

De l'autre, cette guerre risque d'avoir un formidable retentissement sur l'ensemble des pays de l'islam. Mis à part le soutien inconditionnel de Tony Blair, elle suscite une réprobation quasi-générale ailleurs dans le monde. L'Allemagne s'y oppose, plus discrètement la Russie et la Chine. La France n'y est pas non plus favorable. Enfin le plan d'opérations est difficile à établir, et pour les raisons suivantes :

– Il ne faut plus compter sur l'Arabie saoudite pour en être le tremplin. Un récent sondage de l'opinion de la population saoudienne est révélateur : 95 % des personnes interrogées se déclarent disciples d'Oussama ben Laden. Et l'intransigeant wahhabisme n'est pas disposé à tolérer une nouvelle implantation provisoire de plusieurs dizaines de milliers de soldats des États-Unis. Restent quelques bases dans les Émirats arabes unis et naturellement les eaux internationales : mer Rouge, océan Indien, golfe d'Oman.

– L'allié turc eut été le meilleur des tremplins de l'assaut terrestre faisant suite à l'attaque aérienne massive, conduite à partir de la

mer essentiellement. Mais la Turquie se trouve dans une situation politique et économique difficile. Ses bases aériennes sont, certes, utilisables, mais un chef de gouvernement malade (Bulent Ecevit) est-il en mesure d'engager son pays dans une guerre offensive qui n'est guère mobilisatrice ?

– Reste la Jordanie. Mais il est malaisé de la compromettre en l'opposant à un autre pays musulman, d'autant qu'elle est loin de disposer

d'une armée aussi nombreuse que celle de la Turquie, par ailleurs membre de l'Otan.

Certes, la Turquie a tout intérêt à aider les États-Unis à atteindre leurs objectifs. Elle entretient d'excellentes relations – notamment militaires – avec Israël et, par les barrages qu'elle élève, elle peut contrôler l'irrigation de l'Irak. Se rendant à Ankara, Paul Wolfowitz, représentant du Pentagone, a sans doute ouvert de nouvelles perspectives à ses interlocuteurs turcs. Outre l'aide financière qu'ils sollicitent du FMI et le soutien de Washington pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, Washington prendrait parti dans le référendum qui oppose Ankara à Athènes au sujet de Chypre. Et si, après l'invasion de l'Irak et l'éviction de Saddam Hussein, la carte de ce pays était redessinée, Mossoul et son pétrole pourraient être rattachés à la Turquie et la menace d'un État de Kurdistan définitivement écartée. Resterait à s'en prendre à l'Iran, vieil adversaire des deux alliés et à priver le wahhabisme des ressources saoudiennes, quasi inépuisables.

Cette brutale mise en place, là où coule le pétrole, de régimes musulmans « modérés », c'est-à-dire s'accommodant des intérêts de la superpuissance, risque de créer de terribles « turbulences » : pénurie d'énergie, actes de terrorisme généralisés, chutes de gouvernements arabes renversés par leur population... Et que dire du comportement des quelque cinq millions de musulmans vivant en France ?

A moins qu'il ne s'agisse que de menaces, d'une politique d'intimidation destinée à faire diversion, le séisme financier ayant ébranlé l'économie et le crédit de la superpuissance...

\* Général de l'armée de l'air (CR).

LE FIGARO VENDREDI 9 AOÛT 2002

# Saddam Hussein promet « un fiasco honteux » à Washington

15 000 volontaires ont participé à un défilé militaire dans le centre de Bagdad

**LE PRÉSIDENT** irakien, Saddam Hussein, ne parle en public qu'aux grandes occasions et le 8 août en est une. C'est l'anniversaire de la fin de la guerre qui a opposé son pays à l'Iran pendant huit ans. M. Hussein en a profité, jeudi, pour défier, sans les nommer, les Etats-Unis, qui envisagent une intervention militaire contre son pays, dont l'un des buts est de le renverser. C'est la deuxième fois que le chef de l'Etat irakien commente en personne ces menaces d'intervention - la première remonte au 17 juillet, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution qui, en 1968 avait amené le parti Baas au pouvoir. Comme en juillet, c'est sur le ton de la diatribe qu'il a choisi de riposter jeudi.

« Les forces du Mal vont porter leur cercueil sur leur dos, mourir dans un fiasco honteux, repartir en emportant leurs projets ou creuser leur propre tombe », a-t-il lancé dans un discours d'une vingtaine de minutes. « Lorsque la cupidité se joint à l'arrogance, elles mènent l'opresseur à être injuste envers les autres et lui-même. (...) Il n'y a d'autre choix que de repousser ceux qui ont recours aux menaces et à

l'agression, même s'ils devaient parvenir à toucher leurs cibles. (...) Je le dis en termes très clairs, afin qu'aucune mauviette n' imagine que lorsque nous nous abstenons de réagir à des discours impudents, cela signifie que nous sommes effrayés par les menaces (...) et pour qu'aucun tyran avide ne se lance à tort dans une action dont les conséquences échapperaient à ses calculs ». « Le peuple irakien fera face à l'agression, non seulement par la force des armes mais grâce à sa foi en Dieu », a encore dit le chef de l'Etat irakien.

## « L'ARMÉE DE JÉRUSALEM »

Il a par ailleurs invité les Nations unies à respecter les « engagements qu'ils ont pris envers l'Irak, en vertu de leurs propres résolutions ». Il faisait notamment allusion à la résolution 687, qui prévoit la levée des sanctions économiques une fois que Bagdad aura été dépouillé de ses armes de destruction massive. Bagdad affirme qu'il est déjà totalement désarmé, alors que le Conseil de sécurité de l'ONU exige le retour des inspecteurs du désarmement pour s'assurer que l'Irak, livré à lui-même depuis le départ



« Les forces du Mal vont porter leur cercueil sur leur dos »

SADDAM HUSSEIN

des experts du désarmement en décembre 1998, n'a pas reconstitué son arsenal. Saddam Hussein a également affirmé qu'il attendait toujours de l'ONU des « réponses aux questions posées par l'Irak », en référence à un ensemble de dix-neuf demandes d'éclaircissement soumises au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et qui sont notamment relatives à la levée de l'embargo et au respect de la souveraineté irakienne.

Plus tard, recevant le député travailliste britannique, George Gallo-

way - qui, depuis des années, milite pour la levée des sanctions imposées à Bagdad et se rend régulièrement dans ce pays -, M. Hussein a souhaité que la Grande-Bretagne « ne participe pas à l'agression contre l'Irak et prenne ses distances par rapport à la politique américaine stupide ».

Par ailleurs, dans le cadre de la mobilisation populaire lancée il y a quelques jours par le Parlement irakien en prévision d'une éventuelle attaque américaine, quelque 15 000 volontaires, hommes et femmes, de « l'armée de Jérusalem », ont participé à un défilé militaire dans le centre de la capitale. Certains portaient une cagoule, d'autres brandissaient des drapeaux irakiens et palestiniens ainsi qu'un portrait géant de M. Hussein.

« L'armée de Jérusalem » est une formation paramilitaire créée en 2001 qui, selon les autorités irakiennes groupe plusieurs millions de personnes. L'objectif officiel est de participer à la libération de Jérusalem, mais en réalité l'enrôlement permet un meilleur contrôle de la population mâle irakienne. - (AFP, Reuters.)

SAMEDI 10 AOÛT 2002

Le Monde

## Pour Paris, une attaque contre l'Irak doit être approuvée par l'ONU

**TOUT FAIRE** pour obtenir le retour en Irak des experts du désarmement et ne recourir à la solution militaire qu'avec un mandat clair des Nations unies : c'est la position de la France sur l'affaire irakienne et ce n'est pas la première fois qu'elle se distingue de celle des Etats-Unis. Cette position a été clairement définie par le président de la République le 30 juillet, à l'occasion d'une rencontre à Schwerin, en Allemagne, avec le chancelier Gerhard Schröder. « Je ne veux pas imaginer une attaque contre l'Irak, attaque qui ne pourrait, le cas échéant, être justifiée que s'il existe une décision du Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré Jacques Chirac. La France juge en effet inacceptable une automaticité des frappes, dès lors que Bagdad se soustrait à ses obligations. Déjà fin 1998, à l'occasion de la crise dite des

« sites présidentiels » entre le groupe d'experts onusiens et Bagdad, M. Chirac avait fait valoir qu'« une frappe militaire est un geste très grave, qui justifie (...) que le Conseil de sécurité en débattenne ».

Ce qui ne veut pas dire que le président irakien, Saddam Hussein, peut dormir tranquille et se soustraire aux exigences de ce même Conseil. « Je crois que l'Irak serait bien inspiré de comprendre la nécessité dans laquelle il est de trouver un accord très très vite avec le secrétaire général de l'ONU », à propos du retour sur son territoire des experts du désarmement, a d'ailleurs prévenu M. Chirac. Il a rappelé aux autorités irakiennes qu'il est dans « leur intérêt d'accepter les propositions du secrétaire général de l'ONU, qui comportent à la fois une levée de l'embargo [NDLR : en fait, une suspension reconductible en guise de période

probatoire] pour tout ce qui concerne les biens civils dont l'Irak a besoin et également le retour des inspecteurs qui n'auraient jamais dû partir ».

C'est un reproche à peine voilé à l'initiative prise en décembre 1998 par le chef de la mission d'inspection, Richard Butler, de retirer son équipe avant l'opération « Renard du désert » lancée contre l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La France n'y avait pas participé, pas plus que son aviation ne prend part aux bombardements quasi quotidiens depuis quatre ans, menés par des avions américains et britanniques contre des cibles en territoire irakien. La France, qui participe à la surveillance des zones d'exclusion aérienne imposées à l'Irak dans le nord et le sud de son territoire, a également refusé en 1998 d'étendre du 32<sup>e</sup> au 33<sup>e</sup> parallèle le vol de ses avions, contrairement à ce qu'ont fait Washington et Londres.

Tout en revendiquant sa diffidence d'appréciation de la situation, et une lecture legaliste du droit international, Paris n'entend

pas pour autant, aujourd'hui comme à l'occasion de crises antérieures, se désolidariser de Washington ni contribuer à des divisions au sein du Conseil de sécurité à propos de l'Irak. Pour les autorités françaises, cette attitude est d'autant plus justifiée par les temps qui courent que, soucieuse du sort des populations civiles, en même temps qu'inquiètes des risques de déstabilisation régionale, il leur paraît nécessaire de tenter d'atténuer au moins - faute de pouvoir la modifier totalement - l'attitude américaine vis-à-vis de Bagdad.

## EQUILIBRE RÉGIONAL

Mais Paris demeure intraitable sur l'impérieux retour des experts de l'ONU, l'Irak étant livré à lui-même depuis quatre ans, libre de reconstituer éventuellement son arsenal d'armes de destruction massives et de mettre en danger la sécurité régionale. Paris veut, par ailleurs, convaincre les Etats-Unis de s'impliquer très sérieusement dans la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien.

« Plus nous faisons pression sur le régime irakien, plus nous avons le devoir d'avancer parallèlement sur la recherche de la paix au Proche-Orient », a-plaidé le ministre des affaires étrangères, Dominique de

Villepin, dans un entretien au Monde (Le Monde du 30 juillet).

Chacun aura noté que, contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne ou en Allemagne, une éventuelle attaque de l'Irak ne divi-

se pas la classe politique française. La raison en est qu'il n'y a pas de véritable clivage droite-gauche à propos de l'Irak, comme le montre une certaine constance de la politique française depuis l'invasion du

Koweït par les armées de Saddam Hussein en août 1990.

Mouna Naïm

## Washington tente d'organiser l'opposition à Saddam Hussein

Un leader républicain met en garde M. Bush contre une offensive « non provoquée » en Irak

### WASHINGTON

de notre correspondant

La pression des partisans d'une action rapide contre le régime de Saddam Hussein s'est accentuée après les déclarations du président George Bush qui, mercredi 7 août, dans le Mississippi, a assuré qu'il sera « patient et mesuré », qu'il continuera à « consulter le Congrès et, bien sûr, [les] amis et [les] alliés [des Etats-Unis] » et qu'il explorera « toutes les options ». Vendredi 9 août, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, est revenu à la charge en exprimant le souhait de voir en Irak, comme il y a quelques mois en Afghanistan, un pouvoir « qui soutient le terrorisme » céder la place à un gouvernement fondé sur des principes démocratiques.

M. Rumsfeld a expliqué que les sanctions économiques « s'érodent » avec le temps et que la politique d'« endiguement » vis-à-vis de Saddam Hussein « n'a pas marché et ne marche pas », puisqu'il « continue » de mettre en œuvre un programme d'armes de destruction

massive. Cependant, s'entretenant avec un journaliste de l'agence Associated Press dans son ranch de Crawford, au Texas, M. Bush a répété qu'il n'a pas de calendrier pour décider d'une opération militaire en Irak. A la question de savoir s'il prendra sa décision cette année, il a répondu : « Pas nécessairement ». Le président a déclaré, aussi, que le débat national sur cette question était une bonne chose et que les auditions organisées, il y a dix jours, par le Sénat, étaient « saines ».

La Maison Blanche a refusé, en revanche, de commenter directement les propos du chef de la majorité républicaine de la Chambre des représentants, le Texan Dick Arney, qui a mis en garde M. Bush contre une offensive en Irak. « Mon conseil au président est que nous, les Américains, nous ne lançons pas d'attaques non provoquées contre les autres nations », a-t-il déclaré, jeudi soir, dans l'Iowa.

Chef de file de ceux qui plaident pour une initiative à court terme, le vice-président, Richard Cheney, qui

s'est exprimé aussi mercredi, a paru considérer que le débat était clos – jusqu'à la prochaine fois. Selon un sondage commandé par la chaîne de télévision CBS, les deux tiers des Américains estiment qu'il faudra agir militairement contre Saddam Hussein, mais après avoir obtenu le soutien des alliés des Etats-Unis et non sans que le Congrès en ait débattu.

### RÉUNION CONJOINTE

En attendant, les responsables américains s'affairent à organiser l'opposition à Saddam Hussein. Les représentants de six mouvements irakiens se sont réunis à Washington, vendredi, pour la deuxième fois, après une session tenue en juillet. Ceux que le général Anthony Zinni, alors chef d'état-major du commandement central, avait désignés, dans un rapport, comme « les types à costumes de soie et montres Rolex qui siègent à Londres » ont été reçus au département d'Etat. Des responsables des deux principaux partis kurdes étaient représentés

et, pour la première fois, un dirigeant chiite, Hamid Al-Bayati, membre du Conseil suprême de la révolution islamique, basé à Téhéran, qui a déclaré avoir ressenti « davantage de sérieux et un plus grand engagement des Etats-Unis à renverser le régime de Saddam et à travailler avec l'opposition ».

La réunion organisée au département d'Etat a été présidée conjointement par des collaborateurs de Colin Powell et de Donald Rumsfeld. Il s'agissait de manifester ainsi l'entente des ministères des affaires étrangères et de la défense sur cette question, qui les a longtemps divisés. En fait, le département d'Etat se méfie toujours du Congrès national irakien (CNI) et de son principal dirigeant, Ahmad Chalabi, dont les projets lui paraissent peu convaincants. Le Pentagone a plaidé la cause de M. Chalabi et lui a fourni les financements que lui refusaient M. Powell et son numéro deux, Richard Armitage.

P. J.

## U.S. tells Saddam rivals that goal is democracy

### Iraqi opposition has talks in Washington

By Michael R. Gordon

The New York Times

**WASHINGTON:** Vice President Dick Cheney has told Iraqi opposition leaders that the Bush administration remains determined to oust Saddam Hussein from power and replace him with a democratic government, the Iraqis said.

In their second day of high-level talks in Washington, the opposition leaders conferred by video conference Saturday with Cheney, who is on vacation in Wyoming. They also met at the White House with Defense Secretary Donald Rumsfeld and General Richard Myers, the chairman of the Joint Chiefs of Staff.

Participants in the meeting said afterward that the discussions had dealt with the military situation in Iraq as well as the general principles that would determine how Iraq is governed if Saddam was deposed, specifically the need to preserve its territorial integrity

and ensure that a new government respects democratic principles.

While Cheney and Rumsfeld's statements that the United States wants a democratic government in Iraq may appear to be mostly rhetorical boilerplate, they have important implications. They indicate that Washington would not accept an outcome in which Saddam was toppled in a coup and replaced by another authoritarian figure, even one more amenable to American interests. They suggest that Washington is committed to bring about sweeping changes in Iraq and depose not just Saddam but the entire ruling structure.

While the administration has discussed the desirability of a democratic Iraq, the pledge to the opposition comes at a particularly important juncture as the United States faces questions internationally and in Congress about its ultimate aims if Saddam is overthrown.

It is also significant because discus-

sions between the White House and the Iraqi opposition about the future of Iraq have now begun in earnest.

"The main message was that the U.S. is seriously committed to regime change in Iraq," said Sharif Ali ibn Hussein, one of the opposition leaders.

"There is no decision on how and when, but the U.S. did stress it wants to maintain the territorial integrity and unity of Iraq and the establishment of the democratic rule of law," Ali added. "They support a democratic regime in Iraq. They would not support replacing one dictator with another."

Such a transformation could pay huge strategic dividends for American foreign policy, but it would also require a substantial effort to rebuild Iraq, including the development of new governing institutions.

Rumsfeld alluded to this vision of a new Iraq on Friday when he told reporters that the United States wanted to see an Iraq that did not develop weapons of mass destruction or threaten its neighbors, and which respected the rule of law and gave its citizens a voice in running the country. Such changes should be sought, he said, despite criticism that the United States has made a half-hearted ef-

fort to build new institutions in Afghanistan after toppling the Taliban.

"Wouldn't it be a wonderful thing if Iraq were similar to Afghanistan, if a bad regime was thrown out, people were liberated, food could come in, borders could be opened, repression could stop, prisons could be opened?" Rumsfeld said. "I mean, it would be fabulous."

President George W. Bush was more circumspect Saturday in his comments on Iraq. He said he had "no imminent war plan" or timetable for confronting

Iraq. But he added that Iraq was "an enemy until proven otherwise" because of its programs to develop chemical, biological and nuclear weapons and the missiles that might carry them.

In the Bush administration's discussions with the Iraqi opposition on Friday and Saturday, a U.S. military intervention seemed to be a foregone conclusion. The main goal seemed to be to lay the political groundwork for an eventual U.S. military campaign by encouraging Iraqi opposition figures to put aside

their past feuds and work together.

With encouragement from Washington, the opposition leaders also sought to show that they are an inclusive group that welcomes support from military officers and officials inside Iraq. That is important, since the White House believes that the opposition groups currently have little military ability, and Washington is clearly hoping that Iraqi military units nominally loyal to Saddam would join a campaign against him.

## IRAK Les opinions européennes hostiles à une intervention contre Bagdad

# Saddam Hussein profite des dissensions chez les alliés de Washington

Lors d'une entrevue secrète, le président irakien Saddam Hussein a promis à un parlementaire britannique de donner à des experts en armements un accès sans entrave à son pays, rapporte le *Mail on Sunday*.

Le député George Galloway, membre du Parti travailliste de Tony Blair, qui tient aussi une chronique dans l'édition écossaise du journal dominical, a rencontré le dirigeant irakien dans un bunker souterrain à proximité de Bagdad, selon le *Mail*.

Saddam Hussein a assuré à cette occasion qu'« il appliquerait toutes les résolutions de l'ONU sur l'Irak et admettrait des inspecteurs en armements sans entrave », rapporte le journal.

Le *Mail* précise que le président irakien a appelé de ses vœux de meilleures relations avec la Grande-Bretagne.

« Nous ne savons pas pourquoi vous vous êtes retournés contre nous plus qu'aucun autre pays européen », a dit

Saddam Hussein, selon le journal.

Ces propos n'ont pas semblé modifier l'opinion du Foreign Office à l'égard du président irakien. « Cela ne change rien. Saddam Hussein sait très bien ce qu'il a à faire, c'est-à-dire se conformer aux résolutions des Nations unies. La balle est dans son camp », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères britannique. « Aucune décision n'a été prise quant au lancement d'une opération militaire. Mais nous sommes liés avec les Etats-Unis dans notre détermination à faire face à la menace des armes de destruction massive », a-t-il ajouté.

La rencontre de Saddam avec Galloway, député non conformiste qui a effectué plusieurs visites à Bagdad dans le passé, intervient au moment où le premier ministre britannique se voit reprocher de plus en plus fortement son soutien à la ligne dure adoptée par les Etats-Unis envers l'Irak.

Tony Blair est le seul dirigeant occidental d'un certain

poids à s'être nettement rallié à la position de Washington sur l'Irak, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise quant au déclenchement d'une opération militaire visant à renverser le régime de Bagdad.

Londres et Washington ont rejeté comme une manœuvre dilatoire la récente offre de Bagdad de tenir des discussions techniques sur le retour éventuel des inspecteurs en désarmement de l'ONU. Les inspecteurs ont quitté l'Irak en 1998, peu avant des raids aériens anglo-américains décidés pour punir Bagdad de sa non-coopération avec eux.

Samedi, l'Irak a dit attendre une réponse officielle du Congrès américain, qu'il a invité par lettre à dépêcher une délégation à Bagdad.

Les sondages laissent penser qu'une guerre contre l'Irak serait impopulaire en Grande-Bretagne, et certains membres du Parti travailliste au pouvoir comptent parmi les plus virulents adversaires d'une telle entreprise. En France, selon un

sondage Ifop-*Journal du dimanche*, 76 % des Français ne sont pas favorables à une intervention américaine et 75 % se déclarent hostiles à une participation militaire française dans une éventuelle coalition contre Bagdad. En Allemagne, le chancelier Schröder, en campagne électorale, a redit son opposition à toute attaque et assuré que Berlin ne participerait ni financièrement ni militairement à une telle aventure.

Hier, enfin, c'est l'Arabie Saoudite qui a exprimé ses réserves quant à un soutien à une intervention américaine en Irak. Dans une interview accordée à la chaîne américaine ABC, le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al Fayçal, a estimé que Ryad ne permettrait pas aux Etats-Unis de déployer des troupes sur son territoire. « Dans les circonstances actuelles, sans preuve d'une menace imminente de l'Irak, je ne pense pas que l'Arabie Saoudite participerait », a-t-il déclaré.

(AFP.)

## Americans back war on Iraq, if Congress assents

The Washington Post

**WASHINGTON:** A majority of Americans favor sending U.S. troops to invade Iraq but want President George W. Bush to obtain authorization from Congress before taking military action, according to a new poll by The Washington Post and ABC News.

The survey also found that public support for a ground war could fall dramatically if such an action produced large numbers of American casualties.

As debates about Iraq rage within the administration and Congress, the poll found that an overwhelming majority of Americans agree that President Saddam Hussein of Iraq poses a clear danger to the United States. Most also favor taking military action to force him from power.

But the survey suggests that Americans want Bush to explain in far more detail what he plans to do in Iraq. The public also wants the president to win the support of Congress and U.S. allies for whatever action he chooses to take.

Nearly 6 in 10 of the Americans polled, or 57 percent, said they supported a U.S. invasion of Iraq with ground troops, while 36 percent opposed such an action. When asked whether they would favor a ground war if it were to produce "significant" U.S. casualties, support plummeted to 40 percent and opposition rose to 51 percent.

A total of 1,023 randomly selected adults were interviewed between Aug. 7 and 11. The margin of sampling error was plus or minus 3 percentage points.

Tuesday, August 13, 2002

# Ethnic 'correction' | A new majority Iraqi Kurds feel the brunt of Saddam's 'Arabization'

By John F. Burns  
The New York Times

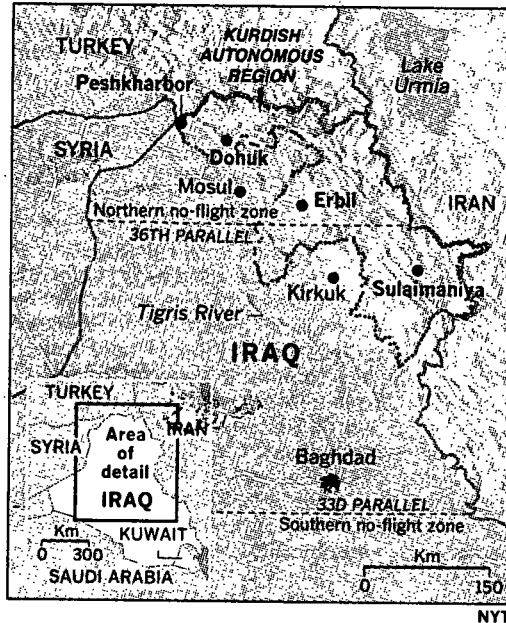
**BARDA QARAMAN, Iraq**  
**W**hen Saddam Hussein's men came for them, Omar Osman Siddiq and his family went quietly. With his wife and eight children, Siddiq silently loaded the family's possessions onto a truck waiting to carry them away from the home in Kirkuk, a city rich in oil, where his forebears had lived for generations.

Then, at a police station, Siddiq surrendered all the personal documents Iraqis need for daily existence, including identity cards, a booklet for weekly food rations, even the registration for the family car.

Flanked by armed guards, he faced one last indignity, signing a paper attesting that everything had been in accordance with law, and voluntary.

By nightfall, the truck reached its final destination: a plot of ground in the arid desert 130 kilometers (80 miles) east of Kirkuk, just outside the 90 percent of Iraq that is governed by Saddam and inside a self-governing Kurdish enclave that leads a precarious existence under Western air protection. To finance their new life as refugees at Barda Qaraman, the Siddiqs had savings of \$30.

The family's deportation in July followed their rejection of Decree 199, a presidential order issued by Saddam to reinforce a population policy that is Iraq's equivalent of ethnic cleansing. The Siddiqs are Kurds, the predominant ethnic group in northern Iraq, and Decree 199, proclaimed last year, lays down a procedure known as "nationality correction." It gives Kurds and other minorities the chance to avow that they "mistakenly" registered themselves as non-Arabs and that they



NYT

wish to reclaim their Arab origins. The policy has been used primarily against Iraq's Kurds, who make up as much as 25 percent of the country's population of 23 million, by far the largest minority. But it has been used against Armenians, Assyrians, Chaldeans and Turkmen, too, among other groups. Creating an Arab majority on the great Mesopotamian plain north of Baghdad is not a new policy for Iraq. Nor is it an innovation by Saddam, who, like all Iraqi leaders since the state's founding in 1921, is an Arab from the Sunni sect of



John F. Burns/The New York Times

More than 800,000 people have fled north to the Kurdish enclave. A kiosk in Erbil offers news of home.

Islam to which most Kurds belong.

But Saddam, especially since his 1991 Gulf War defeat and the creation of the Kurdish enclave, has accelerated efforts to drive minorities out and bring Arabs in.

To resist Saddam's enforcers is to risk severe punishment, including execution, according to Kurdish refugees and human rights organizations. So the Siddiqs took care to say nothing provocative when the men with the truck arrived. The children were coached not to cry or ask questions, and above all to say nothing derogatory about Saddam.

"If you say anything, they will shoot you," said Siddiq, 38, an electrician who owned a repair shop in Kirkuk. "All I told them on the day they came for us was 'O.K., we'll leave, there's no need for any violence.' But my nerves were so taut that if I had had a Kalashnikov rifle, I would have shot every one of them."

The Kurds, as a group, have suffered much more than deportation under Saddam. During the Iran-Iraq war that ended in 1988, when Kurdish separatist groups allied themselves with Iran, his warplanes dropped poison gas on Kurdish towns and villages, killing thousands. Kurdish accounts say that thousands more Kurdish men were arrested and never seen again.

Many thousands more Kurds have disappeared since 1991, when Iraq's defeat by U.S.-led forces in the battle for Kuwait was followed by a Kurdish uprising in the north that was brutally suppressed by Saddam.

That, in turn, led the Western powers to declare the no-flight zone north of the 36th parallel that created the Kurdish enclave.

Many families in the territory have stories about relatives in the areas around Kirkuk and Mosul, another oil city under Saddam's control, who have been led away by the Iraqi secret police since the 1991 uprising and have not been heard from since. Their offense, the families say, was usually that they were related to somebody who joined in the uprising.

But even families that took no part in the political upheavals have been affected by Baghdad's drive to change the ethnic composition in the oil fields.

According to U.S. figures, more than 800,000 people have fled north into the Kurdish enclave since 1991, nearly a fifth of the enclave's population of 3.6 million. But Kurdish refugee organizations say that about 250,000 of those who have moved were forced out after

rejecting "Arabization," like the Siddiqs.

Rizgar Ali, a Kurdish official responsible for helping the resettlement of Kurds in the enclave, cited official Iraqi figures showing that Kurds constituted 54 percent of the population of Kirkuk Province in 1954, compared with only 25 percent now. Meanwhile, he said, Arabs have risen to more than 50 percent of the population from less than 10 percent.

Even if minority families agree to accept Arab nationality, their compliance is often only a prelude to further persecution. Human-rights reports cite cases of families that have signed the conversion papers being prosecuted afterward for having "falsely" claimed to be Kurds.

Some were then stripped of all property and moved from the northern area into the Arab heartland of Iraq. Other families have been told that their changed status makes them only "second-class Arabs," and that their homes and jobs are to be given to "genuine Arabs" who are moving north under policies that provide subsidies to Arab migrants.

In Siddiq's case, Iraqi officials visited his home three times, starting last summer, offering the family a new start as Arabs. Siddiq refused. "I know the history of Saddam against the Kurds," he said. "So I told them, 'I was born a Kurdish man, and I will die a Kurdish man.' On the third visit, they said: 'O.K., you've had your chance. Now you'll have to leave.'"

Ali, the Kurdish official, carries the wistful title of governor of New Kirkuk, which is a broad area south and west of Sulaimaniya, a Kurdish-governed city about 65 kilometers from Barda Qaraman.

But Ali, whose family was forced out of its ancestral home by Iraqi forces creating a belt of Arab-only villages east of Kirkuk in the early 1960s, believes that the deportations are laying the ground for major strife, even if the government in Baghdad changes.

If President George W. Bush succeeds in his repeated vow to use U.S. power to oust Saddam, Ali said, any future Iraqi government that wants to reintegrate the Kurds peacefully into a united Iraq will have to meet Kurdish demands for the restoration of lost property. "We shall not surrender any of our rights, not ever," he said.

In the meantime, at the Barda Qaraman refugee camp, more than 100 Kurdish families struggle to get by without sanitation, and some, like the Siddiqs, without even a tarpaulin for shelter. They say they wish only that Bush will make good on his pledge to get rid of Saddam.

Dealing with Saddam ■ By David L. Phillips

## No UN compromises on weapons inspections

International Herald Tribune  
Tuesday, August 13, 2002

**I**raq realizes that the United States is serious about regime change and, to avert military action, is looking to resume United Nations talks on weapons inspections. While the Bush administration views Iraq's sudden accommodation with distrust, it must be careful not to exacerbate divisions in the international community by opposing UN weapons inspections.

This month Iraq's foreign minister, Najib

Sabri, proposed a joint Iraqi-UN "comprehensive" review of Iraq's weapons program. This proposal was a blatant effort to undermine procedures established by the Security Council for conducting weapons inspections. By feigning compliance, Saddam hopes to obfuscate the extent of his biological, chemical and nuclear programs, as well as Iraq's missile development program.

Baghdad's diplomatic manipulations are nothing new. In 1998, the UN secretary general, Kofi Annan, visited Iraq in an ill-

conceived attempt to head off U.S. air strikes. At first, his success was widely acclaimed. But subsequently Iraq repudiated him and scorned its agreement with the United Nations.

Once burned twice shy, Annan responded appropriately last week by cautiously welcoming Iraq's invitation for further talks. In his reply, he affirmed the Security Council's existing guidelines for conducting weapons inspections. Moreover, he made clear that sanctions would not be lifted unless Iraq fully complies with UN demands.

If Iraq is sincere about its desire to resolve issues with the United Nations, Sabri will have to deal directly with Hans Blix, a former head of the International Atomic Energy Agency and current Executive Chairman of the UN Monitoring, Verification and Inspection Commission. Baghdad will be hard pressed to pull the wool over the eyes of Blix, a seasoned diplomat.

The United States and the United Nations have a common interest in fostering diplomacy to eradicate Iraq's weapons of mass destruction. To this end, Washington should support UN efforts to resume a credible weapons inspections process. If indeed Iraqi leaders have nothing to hide, they will finalize plans for the commission to visit Iraq to discuss modalities for comprehensive inspections. Security Council resolution 1284 directs the commission to draw up a work plan addressing key remaining disarmament tasks. "What is required of Iraq for implementation of each task shall be clearly defined and precise," the resolution says.

To guarantee the integrity of a new inspections regime, the United Nations must ensure that Iraqi authorities have no influence over the composition or itinerary of the inspection team.

There are several points at which the re-

sumption of credible weapons inspections could break down. First, Baghdad may refuse to issue a formal invitation to the commission. Iraqi authorities are already seeking to undermine Blix by insinuating he is a U.S. spy.

Second, Baghdad may take steps to hinder the commission's work by failing to issue visas to team members; limiting the commission's access to sensitive sites; or harassing individual UN experts it deems hostile to its interests.

And third, in the unlikely event that the commission is able to elaborate terms of reference for comprehensive inspections, Baghdad would be unlikely to go along. Invoking prerogatives of national sovereignty, Saddam would denounce the United Nations; reject its list of disarmament tasks; and discontinue discussions with the world body.

The United States should welcome the

recent diplomatic developments. There is little risk for Washington in a resumption of talks between the United Nations and Iraq about implementing Resolution 1284.

The United Nations has learned from experience and will not be fooled again.

Baghdad knows precisely what it must do to normalize relations with the international community. If Saddam fails to comply, detractors of regime change will realize that military action is necessary and justifiable. Diplomacy may run its course just in time for a spring offensive to topple Saddam's heinous regime.

*The writer is deputy director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations in New York. He contributed this comment to the International Herald Tribune.*

# Kurd chief shuns talks on deposing Saddam

## Absence of Barzani is blow to the U.S.

By Patrick E. Tyler

The New York Times

**WASHINGTON:** The most powerful Kurdish chieftain in northern Iraq, Massoud Barzani, refused an invitation from the administration of President George W. Bush to attend the meeting of Iraqi opposition figures at the White House last week, Kurdish and administration officials said.

The absence of Barzani, whose father, Mustafa Barzani, led the largest Kurdish rebellion of the last century and died in exile in the United States, was a blow to Bush administration officials who had orchestrated the meeting in part to demonstrate that Iraqi opposition forces were unified behind a new campaign to depose Saddam Hussein.

In a feverish effort to entice Barzani to leave northern Iraq and travel to Washington, the administration offered to send a private airplane to southeastern Turkey to pick up Barzani, according to Kurdish and American officials.

In an additional inducement, American officials said that if Barzani would travel with his longtime rival, Jalal Talabani, on an American aircraft, it was likely the two Kurdish leaders would be treated to a meeting with President Bush.

In the end, Talabani came by himself and the conference was hosted by the Vice President on video link from Wyoming.

"Barzani, really more so than anyone, is the elder statesman of the Iraqi opposition and we did try to arrange for him to be here, and obviously we did not succeed," an official said.

Barzani's decision to stay in Iraq indicates that a crisis may be looming with Turkey, administration officials said. Turkish officials, in meetings with

senior administration officials and with Kurdish leaders, have warned they are prepared to go to war to prevent the Iraqi Kurds from declaring a kind of Kurdish mini-state within Iraq.

The Turkish government fears that such a state with control over key oil resources around Kirkuk might incite Turkey's repressed Kurds to rebel.

"We are by no means finished discussing things with the Turks," one official said. Kurdish officials said the American dialogue with Ankara about the prospect for an American-led military campaign against Iraq has been more contentious than the Bush administration has conveyed publicly.

In Barzani's absence, Talabani has been more receptive to joining with the United States in a war against Baghdad. He caused a stir Monday when he offered in one television interview to turn the Kurdish region of Northern Iraq into an American military base against Baghdad, and then retracted his statement saying his remarks had been misinterpreted.

Pentagon planners have identified the Kurdish fighters as a credible force to work with U.S. special operations forces, much as the Northern Alliance did in Afghanistan, to attack Iraqi troops, identify targets for American aircraft and conduct other guerrilla operations. Last month, a Pentagon team secretly visited Northern Iraq to inspect the Kurdish Army and evaluate them for training, one official said.

Washington's effort this month to assemble the anti-Saddam coalition was designed to demonstrate to reluctant European and Middle Eastern allies that the United States has recruited Iraqi opposition leaders who command military forces on the battlefield and could participate in an American attack



Dana Smillie/Black Star

Massoud Barzani sent a representative to talk to the Bush administration.

on Baghdad; they could also, along with other opposition groups, step in to create a viable and democratic political structure to replace the current government.

Instead of flying to Washington, Barzani sent a representative to tell the Bush administration that it had failed to follow up on a number of promises made last April when Barzani was spirited into the United States on a Central Intelligence Agency flight for a meeting with top officials of the CIA, Pentagon and State Department.

The officials had been courting Barzani for months in hopes of recruiting 70,000 Kurdish fighters under his control, and those of Talabani, for any military assault on Baghdad.

Chief among the broken promises, Barzani said, was the failure of the United States to address the possibility that Saddam might launch a preemptive strike on the Kurds before the administration built up its forces in the region.

Cheney reiterated Saturday the American position that if Iraq attacked the Kurds, the United States would respond at a time and place of its choosing, according to administration officials and opposition leaders. The Kurds want a more immediate response to protect the 3 million civilians in their towns and villages.

The New York Times

Friday, August 16, 2002



## **Talabani: We will call Turkey for help**

Turkish Daily News August 8, 2002

Iraqi Kurdish leader, Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two Kurdish factions controlling Northern Iraq, stated that they would call on Turkey to protect Northern Iraq if needed.

Talabani talking to Turkish national broadcasting channel CNN Turk, answered a question about PUK's probable attitude toward Turkish troops in Northern Iraq "if we feel the need for troops for protection, Turkey would be the first country we would request help." Turkey with fears that U.S. probable military strike to Iraq may lead Kurds to establish a Kurdish state. Turkey's concerns are focused on Kirkuk, a city which has rich oil beds draws Kurds attention and an important amount of population is Iraqi Turcoman.

Talabani speaking after his meeting with Turkish foreign ministry undersecretary Ugur Ziyal indicated that they had no idea about the aim of a U.S. military strike in Iraq. "As to an attack by the United States, we are not yet assured what will be the purpose of this attack," Talabani, told reporters. We have made no decision yet to participate or not in the attack," Talabani said. "We are Iraqis first, we are democratic Iraqis," he said. "We are not struggling for an independent Kurdistan. On the contrary, we are struggling for a democratic and parliamentary and united Iraq," Talabani said and indicated that he had come to Ankara to reassure Turkey that he wanted no such thing: "It is important for us that the U.S. wants to set up a democratic, parliamentary, secular iraqi regime. We do not want to replace a dictator with another one. If not we are not going to join any operation blindly," Talabani continued.

Talabani stated that he talked about similar issues with Turkish officials and that PUK will be part of Iraq's democratic power. Talabani is on his way to Washington for meetings with top U.S. State and Defense department officials along with other opposition figures. "There is a high possibility of unifying the opposition," NTV television quoted Talabani as saying in an interview. "I think a new front will emerge."

Talabani is among Iraqi opposition leaders invited to Washington to discuss Iraq's future amid rising expectations of a U.S. attack. Washington has made clear it wants to topple Saddam to stop him from developing weapons of mass destruction.

KDP leader Barzani told Reuters last week his forces would not get involved in a U.S. attack without assurances of their future autonomy and safety.

Foreign ministry busy with Iraq

NATO member Turkey is concerned that military action in Iraq could lead to the establishment of an independent Kurdish state that could provoke unrest among Turkey's own Kurdish population in the southeast, just across the border from Iraq. Turkey has been involved in recent heavy diplomatic traffic to discuss the Iraqi situation. Turkish Foreign Minister Sukru Sina Gurel visited Jordan, another Baghdad neighbour, this week to compare notes.

Gurel also met Iraqi Foreign Minister Naji Sabri in Amman. Jordan and Turkey both have extensive economic and trade ties with Baghdad, and Ankara fears a war on its borders could damage its already fragile economy. Prime Minister Bulent Ecevit has said he is trying to dissuade Washington from an attack.

\* \* \* \* \*

## **HADEP at Elections Crossroads**

Milliyet by Can Dunder August 20, 2002

Our tour in the southeast has shown that HADEP is continues to enjoy the status of "the only party in the region."

There is no doubt that this popularity stems from the fact that HADEP has emerged from the pains of the people of the region. The image of the "oppressed" party has certainly contributed to this popularity. For example, despite the fact that one out of two people in Batman voted for HADEP in the last elections, the residents of Batman are represented by ANAP, the DYP, and the SP at the TBMM (Parliament). This is because HADEP was not able to exceed the election threshold in the last elections. How is it possible to tolerate such injustice?

The interventions that were carried out in the ballot boxes in the rural areas during the last elections have reportedly contributed to HADEP's "oppressed" status. This time, however, HADEP seems determined to be in control where its votes are concerned and to exceed the election threshold.

According to my impressions however, despite the fact that HADEP will get more votes than its rivals in the region, it will not easily exceed the election threshold. As a matter of fact, I do not believe that HADEP will be able to maintain the same vote level in these elections.

There are three reasons behind this:

1. The confrontation environment has ended. In the last elections, the MHP collected the votes of those who reacted to the war. Similarly, HADEP was nurtured from the same source in the east. The fact that the war has ended might decrease the popularity of both the MHP and HADEP. 2. Certain issues that HADEP struggled for were resolved within the framework of the EU package. Capital punishment was abolished and the pressures imposed on the Kurdish language were removed. This means that HADEP's mission with regard to these issues has ended. Furthermore, the solution of these problems might eliminate HADEP's image as an "oppressed party."

3. The fact that some of HADEP's municipalities have failed in local administration might result in the reaction of the people of the region against HADEP.

It also appears that the people have already gone beyond problems such as "maintenance" and "identity." Under these conditions, instead of voting for HADEP in spite of the fact that it will not be able to exceed the election threshold, certain voters might prefer voting for other parties. HADEP might insist on its traditional policies and approaches and it might participate in the elections with the same old faces.

Or, it might develop new policies that are in line with Turkey's new reality. It might abandon the "Kurdish party" image and it might assume the role of "a national party that proposes solutions to Turkey's problems." It might participate in the elections with new faces and new alliances that are in line with its new image.

It is certain that HADEP will lose votes if it insists on its old image. If it changes its policies however, it will certainly receive a great number of votes. There is no doubt that the Kurds have been granted, albeit only on paper, only a few of the rights that HADEP has been struggling for.

There is a long way to go. It is not possible to shorten this way by establishing new ranks, however. On the contrary, it will be possible to shorten this way by wise conciliations that will persuade Turkey.

HADEP first tried it with the SHP and the ODP. It did not work.

As a result, it turned to parties that do not put emphasis on their Turkish nature -- in other words, it turned to the Islamist parties. Currently it is trying to establish an alliance with the SP in the region.

Both parties are based on the same grass roots. Furthermore, both parties receive the reaction of the center in the same degree. Will the alliance of these two parties be beneficial? I doubt it. HADEP and the intellectuals called upon the left wing to establish unity. If HADEP is sincere in this call, it should not wait for a reply. It should immediately take action and take new steps.

Our last words are to the state:

If the searches for an alliance constitute one of the reasons behind the strengthening of HADEP, it should not be forgotten that the repetition of the state's mistakes constitutes the second reason.

If the state continues to take "measures" such as detaining the youth who gave out roses to the traders in Batman in order to celebrate the approval of the EU laws, intervening in the ballot boxes in the rural regions, and closing parties, HADEP will probably maintain its old identity and get much stronger after these elections.

\*\*\*\*\*

## **Protect the Kurds**

Washington Post By Peter W. Galbraith August 11, 2002

In making his case to remove Saddam Hussein, President Bush has no more appreciative audience than Iraq's Kurds. Having been on the receiving end of his chemical arsenal, the Kurds want Hussein gone as much as the American president does. Yet, as U.S. officials meet with Kurdish leaders this weekend, they encounter a potent ally whose cooperation cannot be taken for granted.

Nearly 4 million Kurds live in an enclave in the north and east of Iraq. Comprising nearly one-fifth of Iraq's territory and population, the Kurdish enclave has been free from Saddam's control since 1991, thanks in part to regular patrols by U.S. and British aircraft. Since the 1994 breakdown of a common Kurdish government, the enclave has been divided between a region in the north administered by Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party and one of comparable size in the east administered by Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. After intense fighting in the mid-1990s, the two Kurdish parties have made peace and are working together -- cooperation that seems to be increasing as the prospects for eliminating Saddam Hussein grows.

The Kurds possess considerable military resources. Their territory includes Iraqi-built airfields and other facilities that could enable U.S. forces to launch an assault on Baghdad from Iraqi soil. The combined military of the two Kurdish factions now numbers more than 100,000. Constantly training, disciplined and well equipped with light arms, they have recently proved more than a match for the demoralized Iraqi army forces on the front lines opposite them.

The Iraqi Kurds have good reason to want Saddam Hussein gone. Since the 1970s, the Kurds have been particular targets of Hussein and his Ba'ath Party, whose ideology stresses the primacy of the Arabs at the expense of non-Arab minorities such as the Kurds. Hussein has long been vicious toward his foes. In 1983 his forces rounded up hundreds of Barzani's male relatives, who have not been seen since. Barzani believes they may have been used as human guinea pigs to test the lethality of Iraq's chemical weapons.

Nothing, however, rivaled the scale of the campaign that Hussein initiated in 1987 against the Kurds. In three years the Iraqi regime systematically destroyed every village in Kurdistan, more than 4,000 altogether. Hundreds of Kurdish villages and towns were attacked with mustard gas and nerve agents, including the eastern Iraqi city of Halabja. No one knows the total death toll, but I heard firsthand accounts of hundreds of deaths from survivors of 40 villages that were gassed in just three days from Aug. 25 to Aug. 28, 1988. Altogether upward of 100,000 Kurds, and possibly as many as 180,000, died from gas, forced deportation and mass execution between 1987 and 1990. Precisely because of the brutality of Hussein's vengeance, neither Talabani nor Barzani wants to jeopardize the de facto armistice that exists between the Kurdish enclave and the rest of Iraq unless there are assurances of U.S. seriousness and protection.

So far, both men like what they have heard from the Bush administration. Nonetheless, President Bush's strong words cannot erase Kurdish suspicions of American resolve, which date back to a Henry Kissinger double-cross of a 1974 Kurdish rebellion but are felt most acutely with regard to the first President Bush. As every Kurd remembers, the elder Bush called for the Iraqi people to overthrow Hussein and then ignored their pleas for help as Iraqi forces swept north at the end of March 1991 to crush the rebellion.

This weekend, visiting Kurdish leaders are looking for public guarantees that the United States will protect the territory and people of the Kurdish enclave from an Iraqi ground assault. So far, the most any U.S. administration has said is that it will answer an attack on the Kurds in "a manner and time of its choosing." The Kurds will also be seeking assistance with civil defense. With nothing to lose, Hussein has no reason not to use his chemical and biological weapons. While America may be his most desirable target, the Kurds are the closest. Kurdish leaders will ask Pentagon officials for antibiotics and chemical weapons protection gear.

Finally, the Kurdish leaders will be seeking American endorsement of their vision of a post-war Iraq. In the past 11 years, the Iraqi identity has largely disappeared from the north of Iraq. Kurdish television, media and universities have replaced earlier Iraqi counterparts. In schools, Arabic has been demoted from the language of instruction to a foreign language (one considered by young people far less useful than English). Kurds take pride in what they have accomplished on their own -- from rebuilding destroyed villages, to tripling the number of schools, to establishing one of the Middle East's most extensive and accessible Internet networks. In a post-Hussein Iraq, the Kurds will

insist on maintaining the independence they now enjoy. Barzani and Talabani have proposed that a future Iraq be a federal state with Kurdish and Arab entities. In the coming months, they will be moving unilaterally to create a legal structure for a self-governing Kurdistan that will have its own assembly, president, tax and spending powers and police. Believing that written promises in an Iraqi constitution provide scant protection, the Kurdish leaders insist on retaining a Kurdistan self-defense force.

Iraq's neighbors fear federalism as a prelude to the breakup of the country. In fact, it may be the only way to save Iraq. The Kurds know that the Bush administration will have little choice but to block any effort to force them back under Baghdad's control. But Kurds and Arabs do have practical reasons to cooperate, not least of which is their shared interest in Iraq's vast reserves of oil. A voluntary association of two equal peoples is far more likely to produce stability in Iraq than the failed 20th-century strategies of repression and dictatorship.

The writer, a former American ambassador, is a professor at the National War College. He has just returned from northern Iraq.

\* \* \* \* \*

## **REPORT FROM IRAQI KURDISTAN**

By William Eagleton  
(former US Ambassador and Middle East expert) July 2002

### Getting There

With regime change in Iraq a priority for the Bush administration a new band of "Iraqi experts" are now debating rival options and reaching quite differing conclusions. I was last in Iraqi Kurdistan in 1991 and felt in need for an update now that 3.5 million Kurds are managing their own affairs under the protection of U.S. and British air patrols.

I was joined in London by Charles Forrest of INDICT and in Damascus by my son Richard. From there we flew to Qamishli and then by road east to Tel Leilan where Harvey Weiss of Yale University has for many years been digging into an important city state of the 3rd Millenium BC. After another hour we crossed the upper Tigris by outboard motorboat and were soon enjoying the first of many Kurdish banquets, this time with the Governor in Dohuk.

The contrast between the end of the road in Syria and the vitality and new prosperity of the protected Kurdish regions was palpable. Thousands of Kurds had been resettled from those who were displaced in the 1980's when more than 4000 villages were leveled in the infamous Anfal campaign. We found that the UN oil for food program had transformed a depressed Kurdish backwater into a model of human enterprise. But appearances may be deceptive since teachers' salaries range from \$25 to \$40 a month. On the other hand food is available without cost so this is disposable cash that keeps bazaars and supermarkets filled with low budget shoppers. As our guide in Dohuk put it, "many are living on the edge".

### The Barzanis

The 1958 coup against the monarchy permitted the return to Iraq of the legendary Mulla Mustafa Barzani and many of the 500 tribesmen who had taken refuge in the USSR after the collapse of the Mahabad Republic in 1947. In June 1961 Mulla Mustafa sent me a verbal message through a tribal leader in Mahabad. He wanted the United States to know that he was once again taking up arms against Baghdad, though there were no requests for U.S. assistance. Thereafter until 1975, he fought and negotiated with Baghdad without ever reaching a satisfactory agreement on autonomy.

In the mid seventies a painful episode in U.S.-Kurdish relations occurred when the Shah persuaded the Americans to back Mulla Mustafa's revolt, only to strike a deal with Iraqi vice president, Saddam Hussein, which gave the Shah a foothold in the Shatt al Arab waterway in exchange for abandoning the Kurds. Kurdish resistance quickly collapsed and Mulla Mustafa took refuge in Iran and later visited the U.S. for treatment of lung cancer.

He died in a Washington, D. C. hospital March 26, 1979, an irony given that the popular press had once called him

the "Red Mullah", though he was neither red nor a mullah. Barzan village was our first destination after reaching Erbil, the administrative capital of the portion of Iraqi Kurdistan controlled by Mulla Mustafa's son, Masoud, and his Kurdish Democratic Party (KDP). For the first time in more than half a century the village was completely intact. Mulla Mustafa's tomb is impressive in its simplicity. Two thin slabs of native stone at head and foot bear no written word. As we stood in silence our thoughts turned to the several thousand men and boys from the Barzan region who, in 1983, were collected by Saddam's security services. Their burial place is still unknown.

From Barzan village we drove a short distance to Masoud's retreat at Dura village where, with his nephew and son, he received us with his customary courtesy.

#### Masoud and Jalal

A few days later we were received by Masoud's rival, Jalal Talabani, head of the Sulaimaniya regional government and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Mam (uncle) Jalal as he is universally called, has his weekend retreat at Qala Chualan in the mountains east of Sulaimaniya. Jalal's wife, Hero, was there along with Minister of Agriculture, Jamal Fuad and his American wife.

Competition between Masoud and Jalal for leadership led to armed conflict in the mid nineties. Since then American persuasion has helped ease tensions and promote collaboration on some issues of mutual interest including security. In practice the dual system is working without major problems, but many Kurds call for greater unity as the showdown with Saddam approaches.

We found both Masoud and Jalal in good spirits. This does not mean that all of their questions have been answered. Much remains unclear regarding American plans for the future. Both men want to be treated as serious partners, and they would like to know what will happen to Iraqi Kurdistan after Saddam. They are now promoting a secular federal system. Meanwhile as long as protection from Saddam is guaranteed they are prepared to be patient.

#### The Front Line - Kurds face Arab

On our second day in Erbil we took the Mosul highway as far as the Zab river bridge at Kalak where Iraqi controlled territory begins. The Kurdish military report some recent reinforcement on the Iraqi side, but they seem little concerned, and civilian traffic continues to flow through the Iraqi checkpoint. A similar situation exists to the southeast on the Sulaimaniya-Kirkuk highway. The ability of non political Kurds to cross into Iraqi administered territory helps relieve some of their isolation. Nevertheless the proximity of Saddam's army has a sobering effect. Meanwhile the gap between Kurds and Arabs remains as wide as ever. After ten years of isolation, with school curricula in the Kurdish language, the Kurds are less fluent in Arabic than before. What they need is competence in a world language, and English, along with the Internet, is beginning to fill that role.

#### Halabja

In Sulaimaniya we were able to join forces with American human rights advocate Katheryn Porter who has been working on Halabja's problems for several years. This was her first visit to the town where on March 16, 1988 more than five thousand men, women and children died when Iraqi planes dropped chemical weapons on them. So much for Saddam's concern about Iraqi children. For me, Halabja recalled happy days with the Jaf Begzadeh tribal chiefs in 1954-5. Many now look back to the 1950's with a degree of nostalgia and a post Saddam constitutional monarchy is one option.

Halabja was on the front line of the Iran-Iraq War and this perhaps explains why initially there was some confusion regarding the source of the chemical attack. Because of the horror of Halabja many observers overlook the fact that during the 1980s several hundred Kurdish villages were similarly attacked. Halabja is physically and mentally slowly recovering, but we were shown photographs of birth defects that leave no doubt about the long term effect of such weapons of mass destruction.

#### Jund al Islam

Of more immediate interest in Halabja were the activities of an extremist Islamic group of some 200 to 300 armed men operating in the Iranian border area under the name Jund (army) al Islam or Ansar (supporters) al Islam. Their terrorist activities have included the murder of Masoud's Christian advisor, Franso Hariri, the massacre of 42 PUK fighting men last September and on April 2, 2002 an attempt on the life of the PUK's Prime Minister Barham Saleh in Sulaimaniya at the time a senior official of the State Department was meeting nearby with Jalal Talabani. In the

exchange of gunfire 4 of Barham's body guards were killed along with 2 of the 3 gunmen. The 3rd assailant is in custody where his past contacts and activities are being investigated. He is expected to provide useful information that might clarify the extent to which the Ansar might have "Afghani" or Iraqi connections.

The Ansar have recently been driven out of Halabja town, but on the way back to Sulaimaniya we avoided the main road in favor of a parallel way further from the Iranian frontier. When we asked PUK and KDP officials why they did not go after the Ansar they indicated, not very convincingly, that the current standoff was satisfactory. This probably means that they do not want to antagonize the Iranians, who would not welcome a battle on their frontier between secular and Islamic Kurds. They also know that if pressed the Ansar could retreat into Iran. Meanwhile the Ansar's leader, Mulla Krikor, is reportedly in Norway. Since the KDP and PUK are secular parties they have both been targets of Islamic extremists. The latter however, have little support among the Kurdish population.

#### Sayyids, Shaikhs, Aghas and Begs

With the help of Masoud's advisor, Muhsen Dizai, a number of old friends were assembled in Erbil, including chiefs of some major tribes and Naqshabandi shaikhs now displaced from their locations near the frontiers of Iran and Turkey. In Sulaimaniya I was also able to contact several of the Barzenji shaikhs (Qadari, not Naqshabandi) from the family of the Shaikh Mahmud who harassed the British and proclaimed himself King of Kurdistan in the 1920s.

These tribal and religious figures have lost much of their influence but some are prominent as civil servants, judges and leaders of tribes that can still send fighting men into the field. At the end of the Gulf War the rapid success of the Kurdish uprising can be explained by the fact that the tribes, most of whom had been armed by Saddam, turned against him and quickly liberated major areas. With about 30,000 men each under arms, the two regional governments have replaced the tribes as major sources of military power. Meanwhile some tribes and sections of tribes are located on the Iraqi side of the line. As in the past Saddam has little reason to count on their loyalty.

#### The United Nations at Work

As a former UN official I was happy to see the extent to which UN projects were being implemented in the north. Of course we heard the usual complaints about UN bureaucracy and claims that the Arab staff was biased against the Kurds. Much of this could be discounted, but a more serious problem is the refusal of the UN to purchase locally grown wheat, with a bumper crop coming in after several years of drought.

The UN is now buying from outside suppliers at more than twice the local cost. Assuming that there must be a reason, or at least a rationale, for this policy, I decided to call on the Acting Coordinator of Humanitarian Affairs in the village of Ain Kawa near Erbil. When my KDP escort phoned for an appointment he was told the UN would have to obtain Baghdad's permission beforehand, I went to the UN gate assuming I could at least meet someone on a personal basis. When I tried to phone, no one would speak to me.

This ludicrous situation means that no American in the protected Kurdish regions can have any contact with the United Nations there, and this accounts for the fact that no Americans are participating in humanitarian activities. This remains one of the many anomalies in Iraqi Kurdistan where two Kurdish administrations are providing a full range of public services in a legal wonderland. Apparently the UN takes the position that it is acting on behalf of the Iraqi government in the Kurdish region. Hence, every move is checked with Baghdad.

#### The Parliament

On June 4 we were in Erbil for the Tenth Anniversary of the Kurdish Parliament where numerous personalities congregated in a building built by Saddam in the 1980s to house a parliament for what was then mislabeled "The Kurdish Autonomous Region". Most supporters of Jalal Talabani were absent, and it is clear that authority resides in the two regional governments, not the Parliament. Nevertheless, the Parliament remains a symbol of Kurdish unity and democratic rule, and both parties say they want it to function again as part of a democratic system. Thus far the attempt to introduce democracy and respect for human rights has been more successful than most observers could have expected.

## Kirkuk

I had intended to meet with students at the universities in Erbil, Dohuk and Sulaimaniya but final exams intervened. Instead a small gathering with the media in Sulaimaniya and a larger meeting with faculty and scholars at the University in Erbil, produced a lively exchange dominated by concerns about the future. In Erbil the discussion centering on Kurdish rights in the Governate of Kirkuk. Negotiations with Baghdad often failed in the past because of differences on this issue, other claimants being the Turkmen, who were prominent in Kirkuk until the late 50's and the Arabs, most of whom have settled in Kirkuk during the past 30 years. Stand by for further debate on this issue.

The Kurds understand Turkish sensitivities and therefore continue to deny any intention of seeking Kurdish independence. But for many Turks a successful autonomous Iraqi Kurdistan would be unacceptable. As the Kurds put it they are surrounded by difficult neighbors.

## Minorities

Although Iraqi Kurdistan is predominately Sunni Moslem, it is also an area rich in minorities. The ancient Jewish community left for Israel in the late 1940s much to the dismay of many Kurds. Since then Kurdish attitudes toward Israel have ranged from neutral to warm, with periods of collaboration based on mutual self interest.

Other minorities include the Turkomans or Turkmen, a collection of Turkic peoples who settled over the centuries near the Ottoman lines of communication with Baghdad. The Turkmen represented nearly half the population in Kirkuk in the 1950s. Now, along with the Kurds, who were briefly dominant after that date, the Turkmen are being removed to make way for a new Arab majority. They are now represented in the north by a number of political parties which call for the protection of "Turkmen rights". An "Iraqi Turkmen Front", grouping six small parties, is said to have the inside track with the Turkish government. The Kurds remain concerned that the Turkmen issue could be the pretext for Turkish armed interference in Northern Iraq.

The Christians are represented mainly by the Assyrians (Nestorians) and the parallel Chaldeans who are united with Rome. The Chaldean Archbishop who resides at Ain Kawa counts his local flock at about 2000 families. Many more Chaldeans live in the Mosul region and in Baghdad, including Deputy Prime Minister Tarek Aziz.

## The Yazidis

After a final day with friends in Erbil we had a quiet supper at the Salahaddin Guest House with Muhsan Dizai and Masoud Barzani's American educated son, Masrur. The next morning on the way toward the Tigris river crossing to Syria I detoured to the Yazidi shrine at Lalish. This remnant of the pre-Islamic "cult of angels" has survived years of persecutions and massacres. Since the 1950s the Yazidis have been led by their Mir (Prince) Tahsin Beg, who now resides in Mosul. With good reason they are cautious about their neighbors, and they tend to bend with the political wind as it blows from Arabs to Kurds and back. The Iraqi regime has tried to register the Yazidis as Arabs though they are more at home in a Kurdish linguistic and cultural realm.

At the shrine containing Sheikh Adi's tomb, Tahsin Beg's nephew, Kamaran Beg, presided with his considerable presence and dignity. The carved black snake still climbs the wall at the right of the main door, and as prescribed, we stepped carefully over the lintel to reach the vaulted sanctuary with its bubbling spring in the floor and black olive oil lamp drippings. Unlike the related Alevi of Turkey and Syria, there have been no attempts to shelter the Yazidis within Islam. This would be difficult in any case since Lucifer, the Peacock Angel, is recognized as a major player among the forces that shape the universe.

## Final Impressions

Although two weeks is a short time to reach conclusions about the state of mind of Iraqi Kurds a few observations will conclude this narrative. First, the Kurdish leadership seems to be satisfied with what they know of US plans for the future. They are in no hurry as long as they remain protected and can benefit from the oil for food program. The rank and file are more eager to get on with a regime change in Baghdad.

A persistent fallacy is that the removal of Saddam will bring something worse, that Iraq would fall into anarchy. Although we should not underestimate the problems that lie ahead, the Kurdish experience thus far suggests that compromises within a federal system could be the answer. In any case what is worse than Saddam?

There is a widely held view among Kurds that Saddam Hussein would quickly lose the support of his military if the US puts a serious force into the field. In other words, the more force deployed the less need to use it. Very few seem to believe that a CIA managed coup would succeed, or that a special forces operation would be easy. Above all the Kurds want to know that this time the US will not stop half way.

\* \* \* \* \*

## **Turks and Kurds, Washington's uneasy Iraq allies**

Reuters By Steve Bryant August 22, 2002

ISTANBUL - The looming prospect of upheaval in Iraq has exposed long-simmering divisions between the Turkish and Iraqi Kurdish allies Washington may be banking on to help end the rule of Iraqi President Saddam Hussein.

NATO member Turkey and a major Kurdish faction in northern Iraq have been exchanging barbed statements for days in a resurgence of the historic mistrust between the two neighbours.

"Idiocy," was the verdict of Turkey's Sabah daily on reports Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani had said Turkey would suffer defeat if it tried to interfere in northern Iraq. Turkish airbases close to the Iraqi border and Iraqi Kurdish "peshmerga" militia of Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) could both play roles in any U.S.-led strike on Iraq.

U.S. President George Bush says he wants to oust Saddam but has no firm plans. Turkey, facing economic hardship and polls in November, says it is against any strike on Iraq but is likely to extend at least logistical support.

Barzani failed to attend a White House meeting of leading Iraqi opposition figures last week. The New York Times said this was partly due to Ankara hindering his travel across Turkey. His absence was a blow for Bush and sign of difference in visions for a post-Saddam future among two elements he may need.

### **TRAPPINGS OF STATEHOOD**

Saddam's fall, while threatening turmoil, may offer Kurds a chance to entrench frail autonomy they have carved out -- with U.S. and reluctant Turkish support -- since the 1991 Gulf War.

For Turkey, ever watchful of rising Kurdish nationalism, that is the very outcome that must be prevented.

"Whether or not the United States attacks Iraq...(northern Iraq) will continue to occupy Ankara," columnist Sami Kohen wrote in the Milliyet newspaper. Turkey keeps troops in northern Iraq to fight separatist guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) who have largely withdrawn from Turkey since the capture of their leader Abdullah Ocalan in 1999. More than 30,000 have died since the PKK began a campaign in 1984 for a Kurdish state in southeast Turkey.

Barzani recently issued a draft constitution for Iraq, seeing a flag, parliament and presidency for an Iraqi Kurdistan that would be a largely autonomous part of a federal Iraq.

Those trappings of statehood, coupled with a claim to the oil-rich Iraqi city of Kirkuk as a capital and a plan for a meeting of a united Iraqi Kurdish parliament, rang alarm bells in Turkey where the idea of a Kurdish state is unacceptable. "The political parties in northern Iraq...must not forget the need to carefully avoid any assertions about the future of the country," Turkey's Foreign Ministry said in a sharply worded statement issued late on Wednesday.

It reminded Barzani that it is a Turkish airbase from which the U.S. and British warplanes that protect his enclave operate. "The development and security the people of the region have secured in the last 10 years is first and foremost owed to the understanding and cooperation of Turkey," it said.

The KDP says it has tried to convince Turkey it wants to remain a part of Iraq and has no ambitions to full independence. "We've done what we can to alleviate concerns on every occasion to our friends in Ankara," KDP Ankara representative Safeen Dizayee said recently. "We have no designs other than our declared polices. But time and time again we are accused of a secret agenda of (pursuing) an independent state."



## LINGERING CLAIMS

Kohen was blunt. "Barzani's draft of federal -- practically independent -- status for Iraqi Kurdistan...has deeply disturbed Turkish officials." Northern Iraq has been outside Baghdad's control since the Kurds there broke away at the end of the 1991 Gulf War.

Neighbouring Turkey has long opposed any moves towards an independent Kurdish state on its southern borders, fearing it might encourage violent separatism among its own Kurds.

Kurds speaking a range of Kurdish dialects live in a swathe of mountainous territory stretching over Turkey, Iraq, Syria and Iran but have never had their own state. None of the countries where Kurds live want to see them win a state of their own and Kurdish attempts at uprisings across the region have all ended in bloody failure.

The irony is that Turkey has been complicit in sheltering and nurturing the 10 years of de facto Kurdish independence in northern Iraq. The United States sees the Kurds as an important element in the Iraqi opposition and has fostered their autonomy. But historical ties to northern Iraq run deep, particularly among Turkish nationalists who reflect with nostalgia on Ottoman rule of the entire region. A small ethnic Turkish minority of Turkmens in the region only adds to Turkey's concern.

"That is not a region we are about to sacrifice to anyone's interests," nationalist Defence Minister Sabahattin Cakmakoglu said this week. "No matter who is behind them, whatever power, we as officials of the Turkish Republic are here to say, 'No.'"

(Additional reporting by Ayla Jean Yackley in Ankara)

\* \* \* \* \*

## **War of words between Turkey and IKDP**

Turkish Daily News August 22, 2002

The tensions between Turkey and Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) reached a new peak Wednesday when the Kurds reacted strongly to statements by Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu that northern Iraq as well as Kirkuk and Mousul belong to Turks. Massoud Barzani's Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) issued a strong worded statement saying that in the event of a Turkish Army intervention in northern Iraq, "the area will become a Turkish graveyard."

The KDP statement was in response to remarks by Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu on Tuesday who said that Turkey would not sacrifice "northern Iraq for the aspirations of certain people."

The statement was published in the KDP's daily, Brayati (Brotherhood). Recent press reports published in the Turkish media and statements made by Turkish officials were characterized as "provocative" and it was claimed that Turkey was trying to further its interests in the region with using a U.S. operation against Iraq as a pretext.

It was also stated in the KDP statement that certain circles were trying to take control of the Mousul region and that Turkey had no rights in the area. The KDP demanded that Turkey not interfere in northern Iraq's domestic affairs and said that the "provocative" statements being made by Ankara had no effect on them.

### Preparations in Kirkuk and Mousul

The KDP statement continued: "Turkey should remember the fate of the Ottoman Army in northern Iraq. If they insist on their words, let us give them a chance to do this. They will see that we are ready to sacrifice ourselves, and they will see we are ready to make this land a graveyard for the attackers." It was also announced in the statement that necessary military preparations have been made to defend Kirkuk, Erbil and Mousul against a military operation.

Cakmakoglu: Turkey will not sacrifice northern Iraq for the aspirations of certain people

"Turkey considered northern Iraq to be under its direct care and Ankara would not tolerate the region being subjugated due to the aspirations of others," Cakmakoglu had stated on Tuesday.

Cakmakoglu had also stated that Ankara was closely watching developments in neighboring northern Iraq, which he described as being within the borders of the National Pact of 1920, and thus being left to the safekeeping of Turkey. "The territory was forcibly separated from Turkey during the War of Liberation," Cakmakoglu said. "It is not a region we would sacrifice for the aspirations of certain people," he said, in response to a question from a journalist while on a visit to the town of Kutahya in western Turkey. Turkey would oppose "anyone who tried to exploit the situation in the region, whatever force might be behind them."

Meanwhile, Hoshiyar Zebari, a member of the KDP's Politburo responsible for foreign relations, will arrive in Ankara today for a planned visit on his way back to Northern Iraq from Washington. Under the shadow of this discussion, Zebari's visit to Turkey has gained more importance.

\* \* \* \* \*

## **Turkey Backs Iraq's Integrity, Toughens Tone Against Breakaway Kurds**

Tehran Times August 24, 2002

ANKARA -- Turkey, a key NATO and U.S. ally, said Friday the territorial integrity of its neighbor Iraq should be preserved and warned breakaway Kurdish groups in the north of the country against moves towards independence. "Turkey favors the preservation of Iraq's territorial integrity and political unity. We believe that developments deviating from these principles will open the door for regional instability," Tacan Ildem, AFP quoted a spokesman for President Ahmet Necdet Sezer in a news conference.

"The political parties in northern Iraq should take into account our views ... and should act with such an awareness," Ildem said, in reference to a future in Iraq without Saddam Hussein, whom the United States is seeking to oust.

Two main Kurdish factions, part of the Iraqi opposition whom Washington is trying to win over to its side in a bid to remove the Iraqi president, have run northern Iraq since the 1991 Persian Gulf War, outside Baghdad's control and under the protection of a no-fly zone. Media reports have said that Ankara's close ties with one of the factions, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, have recently soured due to alleged plans by the group to move toward independence from Iraq if the United States launches a military operation in the country.

A Kurdish state at its doorstep is a worst-case scenario for Ankara, which fears that such a development, could fan separatist sentiment among its own Kurds in adjacent southeastern Turkey at a time when a rebellion for self-rule there has virtually stopped.

"The political parties in Iraq, including the KDP, will benefit from always keeping in mind the constructive policies Turkey has so far displayed ... the support and help it has ensured," Ildem said. "The need for the leaders there not to abandon common sense and refrain from rhetoric's and policies that are not beneficial for them is the minimal issue that we should remind them," he added.

The no-fly zone protecting the Iraqi Kurds is enforced by U.S. and British jets based in Turkey. Ildem's remarks followed a similar warning by Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu, who was quoted as saying in the press Thursday "northern Iraq is not a region that we will let fall prey to the ambitions of this or that group."

The possibility of a Kurdish state emerging in northern Iraq is one of the main reasons behind Turkey's stiff opposition to a U.S. military operation against the Baghdad regime. Plagued by a deep economic recession, Turkey also fears the financial fallout of a war in the region and constantly reminds Washington that it has suffered losses of up to 40 billion dollars due to the sanctions imposed on Iraq after the Persian Gulf War, when Turkey backed the U.S.

\* \* \* \* \*

AUGUST 13, 2002

## Making a United Front Out of Iraqi Opposition Is a Tall Order for U.S.

### Fractious History Clouds Its Role In Any War, Post-Hussein Regime

#### 'Saddam Is Winning'

By HUGH POPE

LONDON—In an office around the corner from Harrod's department store here, Ahmed Chalabi plots against Iraqi leader Saddam Hussein, wrangles with accountants from the U.S. State Department and squabbles with other Iraqi opposition figures.

Head of the Iraqi National Congress and the country's best-known dissident, the 57-year-old Mr. Chalabi has been trying since the early 1990s to have his fractious coalition of opposition groups ready for the day when Mr. Hussein falls from power. It hasn't been easy. The Iraqi leader played one group off against another with threats, violence and bribes, eventually forcing many of them to abandon bases near the country. In exile, the dissidents fought for ascendancy, vied for U.S. support and bickered all the more when Mr. Chalabi's star intermittently rose in Washington and when American money began to flow to opposition groups in recent years.

Not far away here, Saad Jabr, leader of one of the oldest opposition groups, the Free Iraq Council, says the INC "was created by the Americans ... to dismantle the opposition." Dilshad Miran, a London representative of the powerful Kurdistan Democratic Party, says he thinks Mr. Chalabi has "never been a team player. He has alienated many people with his words and wild ideas."

The Bush administration's heated rhetoric about ousting Mr. Hussein has turned recently to talk of practical issues and strategy, but no clear line has emerged on the role of the Iraqi opposition.

Will dissidents actually fight on the ground? Will they tap their populous tribal links within Iraq? Or will they just provide the political cover the U.S. would need in the absence of a multilateral United Nations mandate, and then set up a government when the dust has settled? And if so, which group or groups?

"Proponents of regime change ... underestimate Saddam's military and political resources, and exaggerate the potential of the Iraqi exile opposition," says David Mack, vice president of the Middle East Institute in Washington and a former American diplomat who worked closely with Mr. Chalabi during INC's birth in 1992.

Six of the leading opposition groups met in Washington during the weekend

with senior officials from the U.S. State and Defense departments, including Secretary of Defense Donald Rumsfeld and Gen. Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff. The group also spoke by video hookup with Vice President Dick Cheney. The U.S. officials pledged to support replacing Mr. Hussein with a democratic government. The extensive consultation with the opposition leaders indicated they represented the makings of at least a transitional government.

"The secretary of defense made it quite clear that they were committed to regime change in Iraq," said Sharif Ali bin al-Hussein, one of the opposition leaders, after the meetings.

The talks were intended in part as a display of unity, both among the opposition groups and within the U.S. agencies dealing with those groups. But behind such occasions lie the convolutions of Middle East history and policy, and Washington's lack of experience or confidence with installing governments, despite its apparent success in Afghanistan.

### Different Country

In fact, barren Afghanistan doesn't present many points of similarity with Iraq, a country of 25 million people which until 1991 was one of the richest, most powerful and most sophisticated states in the Arab world. In Afghanistan, the Northern Alliance offered a well-armed, experienced fighting force and men who had once run the government. In the Iraqi north, Kurdish factions can field perhaps 50,000 men, but the Kurds have never ruled the rest of the country and have no ambition to do so. What ambitions they might have, such as annexing arguably Kurdish towns like oil-rich Kirkuk, could rankle Turkey and other countries in the region dealing with Kurdish nationalism.

The Tehran-based Supreme Council of the Islamic Revolution, or SCIRI, claims several thousand armed men in Iran. Their London representative, Hamid al-Bayati, says, "If there is a serious plan to get rid of Saddam, we'll cooperate." but the group's army is heavily dominated by Tehran and deployment would require a level of U.S.-Iranian trust and cooperation that doesn't yet exist.

Opposition soldiers are only lightly armed. Even with U.S. air power, they are no match for the Iraqi military's tanks, armor and artillery and something the Taliban didn't have: experience in hiding it all.

A popular uprising against Saddam Hussein could tap the many ordinary Iraqis who own rifles and pistols, and could quickly regroup around tribal loyalties in the aftermath of any ousting of Mr. Hussein.

But while they may desire to be rid of Mr. Hussein, Iraqis have shown few signs they want to be unilaterally liberated by Americans, especially without a clear vision for the country's future. Many opposition groups have been outside Iraq for decades and few have traction among brutalized and depoliticized

young Iraqis. A complex history also clouds prospects for an effective alliance.

### Cloudy Prospects

U.S. hostility to the Islamist regime in Tehran raises an obstacle to smooth relations with strong opposition groups based in Iran. U.S. backing for Israel makes Iraq's Arab Muslim majority suspicious of America. Several Iraqi opposition groups are hesitant to commit to U.S. plans because of Washington's past support for Mr. Hussein and withdrawal of support for dissidents. Finally, cooperating with a U.S. offensive also would mean participating in another round of massive destruction for a country that has just about finished painfully rebuilding similar damage in the Persian Gulf War.

Now after 10 years of Washington debating which bloc it should favor and Mr. Hussein sowing friction where he can among the dissidents, it is little wonder the opposition has remained an alphabet soup of competing and discordant interest groups.

"Saddam is winning," says Ayad Alawi, secretary general of the Iraqi National Accord, or INA, which competes with the INC for U.S. attention and funds. "The longer we wait, the further the opposition splits apart."

Among the dozen or so major Iraqi opposition groups, top players include the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the INA and the SCIRI. About 60 smaller organizations also would love to see Mr. Hussein go.

Hundreds of individuals—exiles, dissidents and traitors—also work more or less independently against Mr. Hussein from abroad. The most senior military defector is Nizar al-Khazraji, a former Iraqi army chief of staff, who lives in Denmark and is being investigated for his role in the use of poison gas against Kurdish rebels and civilians in the 1980s. More typical is Ismail al-Qaderi, an Iraqi electrical engineer and a member of the left-leaning, pro-Syrian wing of Saddam Hussein's Baath Party, who fled Iraq during the 1970s and has hopped around the Middle East, been jailed in a Persian Gulf sheikdom and found political asylum here.

### Brutal Suffering

Many dissidents have suffered brutally at the hands of Mr. Hussein's regime. Mr. Alawi of the INA is a former doctor who survived a machete attack by Iraqi agents in his London home in 1978. In just two days in 1983, the Iraqi regime killed 16 relatives in Iraq of leading rebel Baqer al-Hakim, who is backed by Iran. In the 1990s, Iraqi security services executed, tortured or cut out the tongues of opponents, bulldozed their homes and confiscated the businesses of their relatives.

When dissident Gen. Najib al-Salibi, who lives in Virginia, seemed to be gaining U.S. favor in 2000, he received a video of a female relative being raped by Iraqi security agents. As U.S. threats against Baghdad have grown in recent months, Iraqi satellite TV has aired footage of opponents' families in what dissidents



Ahmed Chalabi

see as an attempt to intimidate them.

But shared persecution hasn't forged solidarity. Opposition groups regularly launch venomous attacks on each other, often triggered by shifting U.S. favor. Mr. Chalabi accuses the INA of monopolizing the heart and dollars of the Central Intelligence Agency, which was once a big benefactor of the INC. Mr. Allawi charges Mr. Chalabi with paying journalists to write unfavorable stories about him—something Mr. Chalabi denies. Two splinter opposition outfits that both took the name Islamic Action Group are bickering about who has the rights to it. A founding member of the INC, Hani al-Fekaiki, summed up four decades of Iraqi opposition in the title to his autobiographical book: "Dens of Defeat," published shortly before his death in 1995.

Mr. Chalabi's personal history reflects the winding path of the opposition. He once plotted and carried out military assaults against Baghdad from a network of elegant villas and dusty military camps just 400 kilometers north of the Iraqi capital. Now he deals with U.S. accountants sent to monitor the expenditure of about €12 million that Congress doled out to the INC. Opposition rivals snipe at him for his U.S. ties.

### After the War

In early 1992, after the Persian Gulf War, Mr. Chalabi won U.S. support for a drive to unify Iraqi opposition groups. He helped organize a gathering in Salahuddin, in the part of northern Iraq liberated during the war and called Iraqi Kurdistan. Mr. Chalabi was the son of a prominent family from the era of the Iraqi monarchy before 1958. He had a taste for tweed jackets, a mathematics doctorate from the University of Chicago and a keen feel for the U.S. political system.

The 200 delegates who met in Salahuddin were an impressive cross-section of Iraqi society—turbaned Islamists and lounge-suited secularists, Shia and Sunni Muslims, Kurds and Arabs, communists and generals. A three-man presidency was elected—one Kurd, one Sunni Arab and one Shia Arab, each representing one of Iraq's three main ethnic and religious communities. Mr. Chalabi was chosen to head a 25-man executive committee.

The INC's ability to operate so close to Baghdad was dependent on the Kurds, a fractious ethnic population split into two main Kurdish factions, the KDP and the PUK, that were both members of the INC opposition coalition. When the factions began fighting about money and turf in 1994, however, the INC got caught in the middle. Mr. Hussein moved quickly to fan the competition, sending emissaries to both Kurdish groups with offers of trade concessions and political favors.

Mr. Chalabi at first managed to avoid taking sides, and even negotiated truces where his INC platoons became respected peacekeepers. But relations among the three groups soured in March 1995 when the KDP backed out of an INC-led attack on Mr. Hussein at the last moment.

In August 1996, the KDP invited Mr. Hussein's army into Kurdistan to oust rival PUK fighters from Arbil, the Iraqi Kurdish capital. Mr. Hussein took the opportunity to target INC safe houses and bases in the city, as well. The Iraqis killed 50 of the several thou-

## The Iraqi Opposition

### Iraqi National Congress (INC)

- Key figure: Ahmed Chalabi, 57
- Founded with U.S. support as an umbrella group for the Iraqi opposition in 1992
- Backed by powerful conservatives in Washington and has received \$12 million in U.S. funding since 1999

### Kurdistan Democratic Party (KDP)

- Leader: Masoud Barzani, 57
- Dominates the western half of northern Iraq, and tends to a conservative, tribal outlook reflecting its deep roots and leading role in Kurdish guerrilla movements
- Wants a maximum of federal autonomy for the 3.5 million Kurds

### Patriotic Union of Kurdistan (PUK)

- Leader: Jalal Talabani, 69
- Dominates the eastern half of northern Iraq and represents a more urban population and a left-wing, opportunistic approach. It also wants federal autonomy for the Kurds

### Constitutional Monarchy Movement

- Leader: Sherif All bin al-Hussein, 46, a cousin of the last King of Iraq, who was ousted and murdered in a 1958 coup
- Wants a referendum on the creation of a constitutional monarchy able to arbitrate between Iraq's various religious sects and ethnic factions

### Iraqi National Accord (INA)

- Key figure: Ayad Allawi, 57, a former doctor and ex-member of the secular-nationalist Baath Party that rules Iraq
- Has strong links to the CIA and favors covert action to remove Saddam Hussein

### Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI)

- Leader: Ayatollah Baqir al-Hakim, 63, exiled son of one of the Shia world's most respected clergymen, the late Grand Ayatollah Muhsin al-Hakim
- Founded in Iran, it now differs with Tehran over cooperating with the U.S. against Saddam Hussein

sand INC fighters. A further 100 were captured and executed. The INC retreated to London and to the half of Kurdistan controlled by the PUK—only to be asked to leave a year later as Mr. Hussein ratcheted up pressure.

The Iraqi Kurds have become picky about the INC and how to oust Mr. Hussein since 1992, when the protection of Western jet fighters and United Nations food supplies enabled them to establish a relatively stable, autonomous government.

For the same reason, the KDP and PUK have refused to join any assault on Baghdad this year without U.S.-backed guarantees they would maintain at least their present degree of federal autonomy. INC groups favor this, but such promises are impossible for Washington to make since Iran and Turkey, the two other countries with large Kurdish populations, oppose Kurdish autonomy; and Turkey is a potential launching pad for any attack.

After Mr. Hussein's move against them in 1996, about 700 INC activists and fighters were evacuated to the U.S., along with 6,000 pro-Western Iraqi Kurds. INC headquarters moved to the site near Harrod's. The same year, the U.N. sanctions on Iraq were modified to allow Mr. Hussein to trade the country's oil for food and services. He used the program to bestow favors on neighboring states. In return, dissident groups charge, countries such as Syria, Iran, Turkey and Jordan clamped down on opposition activities inside their borders.

Turkey-Iraq trade soared, reaching about €1 billion last year from almost nothing after the Gulf War, and Ankara restricted travel by Kurdish dissidents

across its border with Iraq. A Turkish official said there was no quid pro quo. After Iraq opened an illicit oil pipeline to Syria, Damascus opened discussions with Iraq on security cooperation. Two months ago it closed down Iraqi opposition newspapers operating in Syria, including one distributed by the INC. Syrian officials declined to comment.

### Border Crossing

Iraqi dissidents were also largely driven from Jordan, once Mr. Chalabi's home, after the U.N. allowed Jordan to import from Iraq nearly all the crude oil it needs at a discount, making Baghdad Jordan's biggest trading partner. A Jordanian spokesman says, "An office for the Iraqi opposition was shut down in Jordan because of accusations that Jordan was interfering with Iraq's internal affairs."

Since 1996, the opposition has increasingly directed its energies toward the U.S. Mr. Chalabi, whose biggest Washington backers include powerful Republican senators such as Jesse Helms, (R., N.C.) and top civilian Defense officials, was a lobbyist for passage of the Iraq Liberation Act of 1998. The bill gave the Defense Department \$97 million (€99 million) to train and equip the Iraqi opposition, and the State Department \$43 million to fund opposition activities. Funds, almost all from the State Department allotment, began flowing to the INC in 1999.

In October of that year, the U.S. picked up the tab for a meeting of 350 opposition figures at the Sheraton Hotel in Manhattan. Mr. Chalabi maintained his seat on the INC's leadership council, but many opposition groups decided to stay out of the

INC framework after that.

By early last year, Mr. Allawi's INA and the SCIRI were coordinating meetings in London with the two Kurdish factions. This became known as the Group of Four. In opposition circles, the U.S. was viewed as anointing the Group of Four when they were invited to meetings at the State and Defense departments in Washington earlier this year.

In May, the U.S. State Department took over from the INC the role of coordi-

nating among opposition groups. "There's a feeling we need to be at the center of this," says Greg Sullivan, a department spokesman. Bringing six main opposition groups together with the State and Defense departments in Washington this month marked a high point in these efforts at coordination. The participants agreed on a larger conference, possibly next month in Europe.

But while many dissidents welcome the U.S. leadership, some worry the in-

tense U.S. involvement could taint the opposition as American lackeys and spoil any chance of its gaining credibility in Iraq. "Since 1991, everything has been going downhill for these groups," says Prince Turki al-Faisal, the former intelligence chief for Saudi Arabia, who paid for the very first opposition conclave in Beirut in 1991. "Every time they meet, they tend to splinter more."

## U.S. aided Iraq in '80s despite gas use, officials say

By Patrick E. Tyler

The New York Times

**WASHINGTON**: A covert U.S. program during the Reagan administration provided Iraq with critical battle planning assistance at a time when U.S. intelligence agencies knew that Iraqi commanders would employ chemical weapons in waging the decisive battles of the Iran-Iraq war, according to senior military officers with direct knowledge of the program.

These officers, most of whom agreed to speak on the condition that they not be named, spoke in response to a reporter's questions about the nature of gas warfare on both sides of the conflict between Iran and Iraq from 1981 to 1988. Iraq's use of gas in that conflict is repeatedly cited by President George W. Bush and, last week, was cited by his national security adviser, Condoleezza Rice, as justification for "regime change" in Iraq.

The covert program was carried out at a time when President Ronald Reagan's senior aides, including Secretary of State George Shultz, Defense Secretary Frank Carlucci and General Colin Powell, then the national security adviser and now the secretary of state, all were publicly condemning Iraq for its use of poison gas, especially after Iraqi forces attacked Kurdish civilians in Halabja in March 1988.

During the Iran-Iraq war, the United States decided it was imperative that Iran be thwarted, so it could not overrun the important oil-producing states in the Gulf. It has long been known that the United States provided intelligence assistance to Iraq in the form of satellite photography to help the Iraqis understand how Iranian forces were deployed against them. But the full nature of the program, as described by former Defense Intelligence Agency officers, was not previously disclosed.

Powell, through a spokesman, said the officers' description of the program was "dead wrong," but declined to discuss it.

Carlucci said, "My understanding is that what was provided" to Iraq "was general order of battle information, not operational intelligence."

"I certainly have no knowledge of U.S. participation in preparing battle and strike packages," he said, "and doubt strongly that that occurred."

Later, Carlucci added, "I did agree that Iraq should not lose the war, but I certainly had no foreknowledge of their use of chemical weapons."

Though senior officials of the Reagan administration publicly condemned Iraq's employment of mustard gas, sarin, VX and other poisonous agents, the U.S. military officers said that Reagan, Vice President George Bush and senior national security aides never withdrew their support for the highly classified program, in which more than 60 officers of the defense agency were

secretly providing the Iraqi general staff with detailed information on Iranian deployments, tactical planning and bomb-damage assessments.

The Iraqis shared their battle plans with the Americans, without admitting the use of chemical weapons, the military officers said. But the Iraqi use of chemical weapons, already established at that point, became more evident in the final phase of the war.

Saudi Arabia played a crucial role in pressing the Reagan administration to offer assistance to Iraq, out of concern that Iranian commanders were sending human waves of young volunteers to overrun Iraqi forces. Prince Bandar bin Sultan, the Saudi ambassador to the United States, then and now, met with President Saddam Hussein of Iraq and then told senior officials of the CIA and the Defense Intelligence Agency that the Iraqi military command was ready to accept U.S. assistance.

In early 1988, after the Iraqi Army, with the aid of U.S. planning assistance, retook the Fao Peninsula, reopening Iraq's access to the Gulf, a defense intelligence officer, Lieutenant Colonel Rick

Francona, now retired, toured the battlefield with Iraqi officers, the former U.S. officers said.

He reported that the Iraqis had used chemical weapons to cinch their victory, one former defense agency official said. Francona saw zones marked off for chemical contamination, and containers for the drug atropine scattered around, indicating that Iraqi soldiers had taken injections to protect themselves from the effects of nerve gas that might blow back over their positions.

(Francona could not be reached for comment.)

CIA officials supported the program to assist Iraq, but were not involved. Separately, the CIA provided Iraq with satellite photography of the war front.

Colonel Walter Lang, retired, the senior defense intelligence officer at the time, said in an interview that he would not discuss classified information, but added that both DIA and CIA officials "were desperate to make sure that Iraq did not lose" to Iran.

"The use of gas on the battlefield by the Iraqis was not a matter of deep strategic concern," he said. What Reagan's top aides were concerned about, he said, was that the Iraqis not break through to the Fao Peninsula and spread the Islamic revolution to Kuwait and Saudi Arabia to the south.

Iraq did turn its chemical weapons against the Kurdish population of northern Iraq, but the intelligence officers say they were not involved in planning any of the military operations in which these assaults occurred.

They said the reason was that there were no major Iranian troop concentrations in the north and the major battles where Iraq's military command wanted assistance were on the southern front.

The New York Times

Monday, August 19, 2002



# Comment les faucons préparent la guerre

Les Américains ont entamé une guerre psychologique pour convaincre le monde entier que le renversement de Saddam Hussein est inéluctable. Seule la date n'est pas fixée.

PAR MIREILLE DUTEIL, JEAN GUISNEL ET OLIVIER WEBER

« **N**e serait-ce pas merveilleux si l'histoire irakienne répétait celle de l'Afghanistan, si un régime détestable était renversé, un peuple libéré, si la nourriture arrivait librement, les frontières étaient libres, la répression terminée, les prisons ouvertes ? » rêvait, le week-end dernier, le fringant Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat américain à la Défense, devant les partis de l'opposition irakienne réunis à Washington. Un conte de fées que les faucons de l'administration américaine ont, semble-t-il, fait avaliser par le président George

W. Bush. Et qu'ils aimeraient voir mis en musique le plus rapidement possible. Mais ils sont les seuls.

« La question n'est pas de savoir si nous attaquerons militairement l'Irak, mais quand nous le ferons », répète à Washington le camp des « va-t-en-guerre », Donald Rumsfeld en tête. Car l'affaire semble entendue. Même si tous ses détails ne sont pas réglés et si les différents acteurs de la pièce qui doit mener au renversement de Saddam Hussein ne semblent pas tous convaincus par le scénario. Tout se passe comme si, à Washington, les fau-

cons qui écrivent le script avaient décidé qu'une longue préparation psychologique et militaire permettrait de le faire accepter, tant aux colombes de l'administration, tel le secrétaire d'Etat, Colin Powell, qu'aux alliés et amis européens, russes et arabes des Etats-Unis.

Ainsi, en ce milieu de l'été, c'est George W. Bush lui-même qui a relancé l'affaire. Le 5 août, délaissant Crawford, son ranch du Texas, pour une réunion électorale du Parti républicain, à Pittsburgh, en Pennsylvanie, il réaffirmait qu'il ne permettrait pas « aux



Donald Rumsfeld, Condoleezza Rice, George W. Bush et Dick Cheney. Faute d'espérer voir Saddam Hussein envahir une seconde fois le Koweït, ils tentent de trouver des prétextes à une invasion de l'Irak.



Paul Wolfowitz.



Karl Rove.

## Les faucons

Dick CHENEY, 61 ans, vice-président. Ancien secrétaire à la Défense de Bush père, son expérience en fait le poids lourd de l'équipe Bush fils. « W » n'a fait rien sans le consulter. Artisan de l'opération « Tempête du désert », en 1991, il pourrait superviser la seconde guerre contre Saddam. Donald RUMSFELD, 70 ans, secrétaire à la Défense. A la tête du Pentagone, ce vieux briscard incarne la ligne des faucons. Il « allume » régulièrement Colin Powell et ses conseils de modération. Son credo : « La faiblesse est une provocation qui ne fait qu'encourager l'ennemi à l'escalade. » Condoleezza RICE, 43 ans, conseillère nationale pour la sécurité. Spécialiste de l'Union soviétique, elle a été

formée à l'école de la guerre froide. Mentor de « W » sur la scène géopolitique, l'unilatéralisme américain lui doit beaucoup. Pour elle, « la défense de l'intérêt national prime tout ». Paul WOLFOVITZ, 58 ans, secrétaire adjoint à la Défense. Le n° 2 du Pentagone ferait presque passer son patron, Donald Rumsfeld, pour un agneau. Il préconisait dès le départ de liquider Saddam dans la foulée de l'Afghanistan. Karl ROVE, 51 ans, conseiller à la Maison Blanche. Il occupe l'ancien bureau de Hillary Clinton, et c'est l'un des plus influents conseillers de George W. Artisan de son ascension depuis le Texas, c'est son homme de liaison avec les milieux ultra-conservateurs républicains et la droite religieuse.

pires dirigeants du monde d'exercer un chantage sur les Etats-Unis et leurs amis et alliés, avec les pires armes du monde ». Sans être nommé, Saddam Hussein était directement visé. Immédiatement, les spéculations sur une rapide intervention militaire américaine en Irak repartaient de plus belle. Faucons et colombes en profitaient pour relancer la bataille médiatique. Comme au printemps, des informateurs distillaient des scénarios à la presse américaine sur les préparatifs militaires. Certains, manifestement, pour retarder une échéance considérée comme regrettable, mais inéluctable. D'autres, peut-être, pour jouer avec les nerfs du maître de Bagdad.

Et sur le terrain, en ce début d'août, 4 000 soldats américains entreprenaient

des manœuvres conjointes avec l'armée jordannienne, à la frontière de l'Irak, tandis qu'en Israël Tsahal déployait, au nord de Tel-Aviv, une batterie de nouveaux missiles Hetz contre les Scud de Saddam Hussein et que les journaux évoquaient l'éventuelle épidémie de variole qui pourrait être propagée par les armes bactériologiques irakiennes.

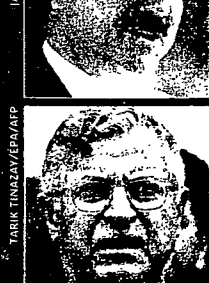
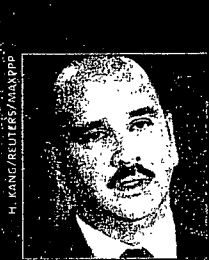
Dans cette guerre des nerfs qui n'en finit pas entre Washington, ses amis et Bagdad, Saddam Hussein n'est pas en reste. Profitant du « jour de la Grande Victoire », qui célèbre la fin de la guerre contre l'Iran, le dictateur irakien faisait, le 8 août, fièrement défiler ses troupes et rappelait dans son discours que « tous les empires et les porteurs du cercueil du mal ont été enterrés avec leurs rêves malades quand

ils ont voulu nuire aux pays arabes et musulmans ».

Devant l'inquiétude de ses alliés réticents à la guerre, George Bush souffle alors le chaud et le froid. « Je suis un homme patient », déclare-t-il, pour faire retomber la tension. Et de Moscou, capitale qui détient une forte ardoise en Irak et craint un changement de régime à Bagdad qui se solderait par des milliards de dollars de pertes, Condoleezza Rice, sa conseillère pour la sécurité nationale, considérée comme un faucon, affirme : « Le président n'a pas encore décidé comment agir. Mais il a souligné que le statu quo est inadmissible, qu'un changement de régime en Irak est indispensable. » « Un plan d'action doit être élaboré entre les Etats-Unis et leurs alliés », précise-t-elle.

## L'opposition en Irak

Les six formations d'opposition consultées par les Etats-Unis, le 10 août



**Le Congrès national irakien (CNI)** d'Ahmad Chalabi. Créé en 1992. Basé à Londres. Regroupe les principales tendances de l'opposition, intérieure ou en exil.

**Le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle.** Fondé à Londres en 1993. Représenté par al-Sharif Ali Bin al-Hussein, cousin du dernier roi d'Irak, Fayçal II, destitué en 1958.

**L'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (Asri).** Fondée en 1982. Basée en Iran. Principal mouvement de l'opposition chiite, présidé par l'ayatollah Mohammad-Baker Hakim.

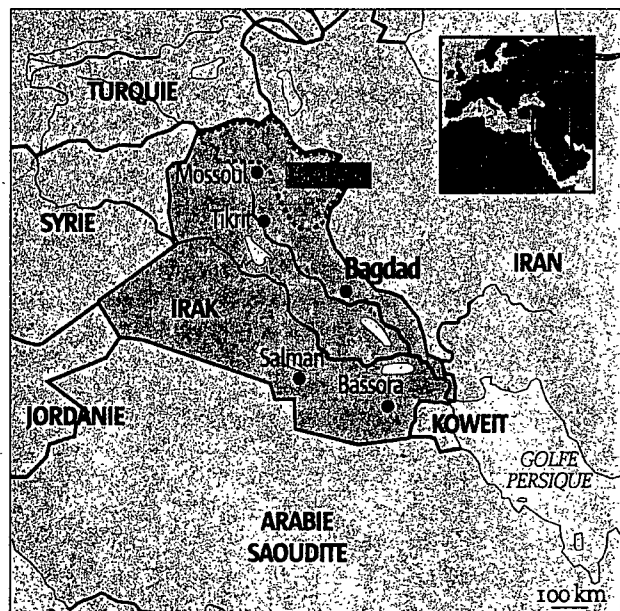
**Le Parti démocratique de Kurdistan (PDK).** Mouvement autonomiste kurde fondé en 1946. Dirigé par Massoud Barzani.

**L'Union patriotique du Kurdistan (UPK).** Fondée en 1997 par un ancien dirigeant du PDK, Jalal Talabani.

**Le Mouvement de l'entente nationale.** Fondé en 1976. Basé à Londres. Dirigé par un ancien cadre du parti Baas, le docteur Iyad Mohammed Alaoui.

► Passés à l'offensive il y a plusieurs mois, les partisans de la manière forte se heurtent à de nombreuses réticences. Celle de Colin Powell d'abord. Moins écouté que par le passé, le secrétaire d'Etat n'en a pas moins demandé récemment un tête-à-tête à George Bush, qu'il a mis en garde contre une aventure militaire qui déstabiliserait la région. On se souvient que, lors de la guerre du Golfe, alors qu'il était chef d'état-major, il avait fait monter les enchères en termes de moyens militaires, espérant éviter l'échéance guerrière. Mais tout lui fut accordé. Deuxième réticence : celle d'une partie du Congrès. « Les Etats-Unis n'auront pas de justification s'il n'y

déstabilisation de la région qui les emporterait. En mars, persuadé que son voyage au Moyen-Orient lui permettrait d'obtenir l'adhésion de ses alliés, le vice-président, Dick Cheney, avait dû déchanter. Puis Moubarak, l'Egyptien, Abdallah de Jordanie, l'allié fidèle, Abdallah, prince héritier du royaume saoudien qui, en 1991, avait payé la facture de la guerre du Golfe, se sont succédé auprès de Bush pour tenter de le détourner de son projet. Pis, les Saoudiens ont fait savoir qu'il n'était plus question d'utiliser le sol du royaume pour lancer une offensive terrestre. Et même la Turquie, où Paul Wolfowitz s'était rendu en juillet pour s'assurer de son soutien militaire (les Etats-Unis



disposent de la base d'Incirlik), a manifesté son peu d'empressement. Certes, sa situation financière précaire ne lui permet pas de se dérober, mais, en pleine crise politique, la Turquie ne fera rien avant les élections du 3 novembre.

Autant de réticences balayées d'un revers de main par les faucons de la Maison-Blanche et du Pentagone. Ceux-ci sont persuadés que le régime de Saddam Hussein, le dictateur honni par son peuple, tombera comme un fruit mûr au moment où

a pas de provocation irakienne », a déclaré Dick Arme, le leader de la majorité. Et, faute d'espérer voir Saddam Hussein envahir une seconde fois le Koweït, les faucons tentent de trouver des prétextes à une invasion. Récemment, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, s'emportait contre deux responsables du FBI qui ne lui fournissaient pas de preuves probantes de liens entre l'Irak et Al-Qaeda.

Bush l'aura décidé. Et que l'arrivée d'un régime ami et si possible démocratique en Irak bouleversera la carte du Moyen-Orient selon leurs vues. Quant à leurs alliés européens, ils finiront par suivre plutôt que de rester sur la touche. Professeur à la Sorbonne, André Kaspi résume ainsi les objectifs américains : « Anéantir les armes de destruction massive de l'Irak, assurer les approvisionnements en pétrole et défendre Israël. » Une évidence : à Washington, les « vœux de guerre » contre l'Irak sont aussi les meilleurs amis d'Ariel Sharon.

Immense réticence, enfin, des alliés européens et arabes. Hormis Tony Blair, l'ami indéfectible de Washington, les responsables européens, de même que les populations, semblent peu pressés de partir en guerre contre le maître de Bagdad. A l'instar de Paris, nombre de capitales estiment que toute décision doit être prise, comme en Afghanistan, sous l'ombrelle des Nations unies. Les Etats arabes, eux, sont farouchement opposés à la guerre, craignant une

Demeurent néanmoins deux grandes inconnues. Quelle est la capacité de résistance de l'armée irakienne et qui s'installera à Bagdad après l'élimination de Saddam Hussein ?

Militairement, d'abord, la différence avec la guerre du Golfe est évidente : il ne s'agit pas de bouter les Irakiens hors d'un Etat qu'ils



ont envahi mais de prendre pied sur leur sol. Les experts militaires estiment que la guerre devrait donc commencer par des frappes aériennes sur quelques milliers de cibles telles que les nœuds routiers, les centres de télécommunications, les centrales électriques, les ponts... L'objectif serait de couper Saddam Hussein de ses troupes, de disloquer l'ossature de son appareil étatique et d'obliger la garde présidentielle (30 000 hommes bien équipés) à se regrouper autour du chef menacé. En un mot, isoler Saddam pour mieux l'abattre.

perts estiment que le Pentagone choisira d'occuper rapidement des régions dans le sud de l'Irak, d'où l'armée se lancera à la conquête du reste du pays. Dans tous les cas, l'effort de logistique sera gigantesque et trois mois seront nécessaires pour ce déploiement, une fois la décision politique prise. On voit mal comment une opération pourrait avoir lieu avant le début de l'année prochaine, soit après les élections du « *mid term* » américain.

Reste l'avenir de l'Irak. Le week-end passé, les six principaux mouvements de l'opposition irakienne ont été conviés à Washington. Ils ont été reçus

des Kurdes, d'anciens militaires en exil, des royalistes et des chiites dévoués à Téhéran. L'une des principales composantes, le Congrès national irakien ou CNI, dirigé par Ahmad Chalabi, 64 ans, mathématicien devenu homme d'affaires, est traversée par maintes querelles. De clans, de personnes, mais aussi de stratégie. « *L'hypothèse d'un bombardement massif de l'Irak ne fait qu'accroître ces dissensions* », reconnaît un membre du CNI, le docteur Sahib el-Hakim, dirigeant de l'Organisation des droits de l'homme en Irak, en exil à Londres.

### Opposition hétéroclite

Les Kurdes eux-mêmes sont divisés. Si les militants des deux mouvements sont prêts à collaborer, il n'en est pas de même de leurs chefs, Jalal Talabani et Massoud Barzani, qui se vouent une profonde inimitié.

« *Nous devons faire taire nos différends. C'est ainsi que les Etats-Unis pourront nous accorder pleinement leur confiance* », dit un proche de Chalabi. Mais les entretiens de Washington n'ont pas levé toutes les zones d'ombre. L'opposition irakienne se souvient comment, en 1996, les hommes de la CIA chargés de protéger à grand renfort de millions de dollars les dirigeants du Congrès national irakien dans les montagnes kurdes décampèrent aux premiers coups de canon lors d'une offensive déclenchée par Bagdad. Sans compter que les Kurdes s'avèrent peu enthousiastes à l'idée d'être chapeautés par des opposants arabes sunnites susceptibles de prendre le pouvoir, avec l'assentiment des Etats-Unis et des pays voisins, peu désireux de voir éclater ce pays en trois morceaux – arabe sunnite au centre, kurde au nord, arabe chiite au sud. D'autant que la rébellion kurde, protégée au nord du 36<sup>e</sup> parallèle par la chasse américaine et britannique qui lui assure une confortable autonomie, tire de substantiel revenus de la contrebande de pétrole organisée par... Saddam Hussein, en taxant les camions qui partent vers la Turquie. Déjà, Jalal Talabani a prévenu qu'il ne soutiendrait pas aveuglément les frappes américaines.

Dans sa recherche d'opposants au maître de Bagdad, Washington n'a que l'embaras du choix. Reste à trouver un successeur crédible, nouveau raïs présentable, héritier apte à colmater les brèches et non à souffler sur les braises du Moyen-Orient ■



Saddam Hussein a profité du 8 août, date de la fin de la guerre Irak-Iran, pour fulminer ■

Un scénario qui ne peut être mis en place dans l'immédiat. D'une part, l'armée américaine est occupée à reconstituer ses stocks de munitions, de missiles de croisière et autres bombes dépensés sans compter en Afghanistan. D'autre part, pour occuper le terrain, elle devrait disposer d'une force composée de Kurdes, comparable dans son efficacité à celle de l'Alliance du Nord en Afghanistan. Or, pour l'instant, les Kurdes ne semblent guère prêts à jouer les suppléants. Les Américains devront ainsi envoyer des troupes au sol. Combien ? 250 000 hommes, disait-on au printemps ; 70 000, selon les derniers scénarios. Quoi qu'il en soit, les bases de départ restent à trouver. Devant les réticences saoudiennes, et même koweïtiennes, bien que l'émirat n'ait pas grand-chose à refuser aux Etats-Unis, qui ont remis la famille régnante sur le trône, les ex-

par Donald Rumsfeld et se sont entretenus par visioconférence avec le vice-président, Dick Cheney. Quelques jours auparavant, ils avaient rencontré quelques responsables de la CIA. Un conseiller de Jalal Talabani à Souleimanieh, ville kurde et siège de l'UPK, l'un des deux partis de l'opposition kurde, affirme que « *les hommes de Bush désirent mettre en place une opposition stable, démocratique, avant les frappes* ». « *Nous allons créer un gouvernement transitoire dans les semaines qui viennent* », annonce Ahmad Bamarni, représentant de l'UPK en Europe, qui se trouve actuellement au Kurdistan.

Les dissensions des ennemis de Saddam Hussein seraient-elles solubles dans la dynamique guerrière ? Pas sûr. Car les anti-Saddam tiennent plus de la coalition disparate que de la Sainte Alliance. Ils rassemblent des nationalistes, des communistes, des islamistes,

# La Maison Blanche est résolue à renverser Saddam Hussein

WASHINGTON

de notre correspondant

En attendant de savoir quand et de quelle manière elle imposera un « changement de régime » en Irak, l'administration américaine continue à préparer l'après-Saddam Hussein.

Les représentants de six mouvements d'opposition se sont réunis à Washington il y a une semaine. Depuis, le 15 août, le département d'Etat a indiqué qu'il avait décidé de débloquer 8 millions de dollars de crédits en faveur du Congrès national irakien (INC), organisation qui regroupe plusieurs formations d'opposants et que dirige Ahmad Chalabi.

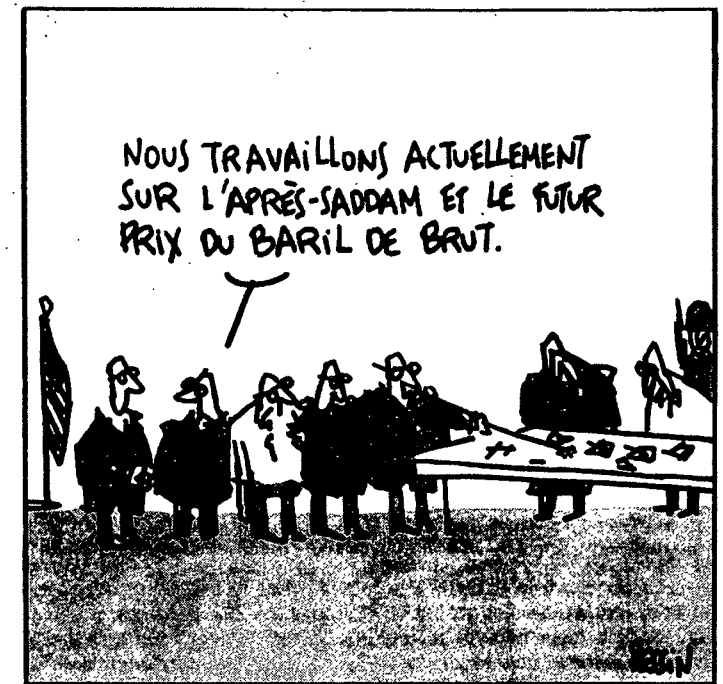
Cette aide est destinée, notamment, à la diffusion de propagande écrite et télévisée en Irak. Cependant, le département d'Etat, toujours méfiant à l'égard de M. Chalabi, a refusé de prendre en charge le financement des opérations clandestines que l'INC pourrait mener dans le pays. C'est le ministère de la défense qui assumera cette responsabilité.

## L'EXEMPLE AFGHAN

De source officieuse est évoquée une conférence de l'opposition irakienne, dans les mois qui

viennent, en Europe. L'idée serait de reproduire l'expérience afghane, en suivant le modèle de la conférence de Bonn qui, en novembre 2001, était parvenue à un accord pour la mise en place d'un gouvernement provisoire, dirigé par Hamid Karzai, l'actuel président afghan. Il y a toutefois deux différences importantes par rapport au cas afghan : d'abord, la réunion de l'opposition irakienne précéderait le renversement de Saddam Hussein ; ensuite, les pays voisins de l'Afghanistan, ou intéressés par son évolution, ont été associés aux discussions de Bonn, ce qui n'est pas encore envisagé dans le cas de l'Irak.

Par ailleurs, le département d'Etat a confirmé une information du *Financial Times* selon laquelle une offre d'aide a été lancée en direction des organisations humanitaires pour un montant de 6,6 millions de dollars. Ces crédits ne sont pas destinés à préparer les lendemains d'une offensive militaire en Irak, mais à financer des actions humanitaires dans la partie kurde du pays, qui échappe déjà largement au contrôle de Bagdad. Votées par le Congrès pour l'année fiscale 2002, qui se termine le 30 septembre, ces sommes n'ont



pas encore été utilisées. Les offres ont été annoncées en juillet.

L'administration Bush s'emploie à justifier sa politique de « changement de régime ». Dans un entretien accordé au réseau radiophonique de la BBC en vue de l'anniversaire des attentats du 11 septembre, Condoleezza Rice, conseillère du président George Bush pour la sécurité nationale, affirme, au sujet de Saddam Hussein : « Laisse à lui-même, il va faire des ravages sur sa propre population, sur ses voisins et, s'il se dote d'armes de destruction massive et des moyens de les transporter, sur nous tous. (...) Nous ne pouvons nous payer le luxe de ne rien faire. »

« L'histoire est jonchée de situations où l'inaction a eu des consé-

quences très graves pour le monde », ajoute M<sup>me</sup> Rice, présentant l'Irak comme l'exemple même de danger justifiant une action préventive.

Parmi les adversaires d'une action de ce genre pour le moment en Irak, Brent Scowcroft, qui fut l'un des mentors de M<sup>me</sup> Rice et le conseiller pour la sécurité nationale du premier président Bush, a réaffirmé son point de vue dans le *Wall Street Journal* du 15 août.

Henry Kissinger, dans le *Washington Post* du 12 août, a félicité George W. Bush de prendre le temps de la réflexion. « Le débat est sain », a répété, vendredi, le président des Etats-Unis.

Patrick Jarreau

## Ariel Sharon appelle à une offensive sans tarder

LE PREMIER ministre israélien, Ariel Sharon, a dit au président George W. Bush que le fait de « reporter à plus tard une opération [contre l'Irak] ne ferait que permettre à Saddam [Husseïn, le président irakien] d'accélérer son programme d'armement, ce qui constituerait une menace encore plus grande », a déclaré vendredi 16 août Raanan Gissin, conseiller du premier ministre.

Dans un entretien à CNN, le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, a lui aussi estimé que la question n'était pas de savoir « s'il faut, mais quand il faut lancer » une attaque. « Si Washington pense que, en attendant, Saddam va changer, ce ne sera que pour le pire, en acquérant plus d'armes », a-t-il ajouté.

Selon un sondage publié vendredi par le quotidien *Maariv*, une majorité d'Israéliens (57 %) se disent favorable à une attaque américaine contre l'Irak. Les Israéliens sont en revanche très divisés sur la question de savoir si leur pays est prêt à faire face à une éventuelle attaque chimi-

que ou biologique irakienne. 45 % estiment qu'il est prêt, 40 % pensent le contraire et 15 % sont sans opinion. Le quotidien *Haaretz* écrivait récemment, citant des sources du renseignement américain, que, si l'Irak réagissait à une intervention américaine en attaquant Israël aux armes non conventionnelles, « Israël répliquerait par une frappe atomique qui rayerait l'Irak de la carte ».

Mercredi, les autorités ont annoncé leur intention de distribuer à la population, « dans un proche avenir » des pilules d'iode destinées à réduire les effets de radiations radioactives. D'après la radio de l'armée, cette mesure a été décidée en raison des risques d'attaque par l'Irak d'installations et de centrales nucléaires israéliennes. Le ministère de la santé a par ailleurs annoncé avoir vacciné contre la variole 700 membres du personnel soignant, et que 15 000 à 150 000 autres personnes, dont des policiers et des ambulanciers, seraient elles aussi vaccinées. - (AFP, Reuters.)

## Mises en garde de MM. Scowcroft et Kissinger

« Une attaque contre l'Irak à l'heure actuelle saboterait, voire détruirait, la campagne antiterroriste globale que nous avons lancée », a écrit Brent Scowcroft dans le *Wall Street Journal* du jeudi 15 août. Une attaque pousserait l'Irak à faire usage de ses armes chimiques ou biologiques afin de déclencher une guerre entre Israël et le monde arabe, a-t-il prévenu. Si les Etats-Unis donnent l'impression de « tourner le dos » au conflit israélo-palestinien « pour s'en prendre à l'Irak, il y aura [dans la région] une explosion de colère ». Henry Kissinger a estimé, dans un article publié le 12 août par le *Washington Post*, que les Etats-Unis doivent « œuvrer à un système international fondé sur plus que la puissance militaire - qui s'efforce de traduire la puissance en coopération. (...) Toute autre attitude isolera graduellement et exténuera l'Amérique. »

Résistances à une intervention américaine

# Coalition contre la guerre en Irak

Bagdad en profite pour gagner du temps et obtenir le soutien de la Chine et de la Russie.

**E**n «approuvant», lundi, la candidature de Saddam Hussein à un nouveau mandat de sept ans, le Parlement irakien n'a peut-être pas seulement défié George W. Bush. Les errements dans les préparatifs américains contre Bagdad pourraient bien permettre au raïs irakien, en place depuis vingt-trois ans, de prolonger encore son bail.

Le nombre croissant de voix qui s'interrogent – aux Etats-Unis mêmes et dans le propre camp de Bush – sur l'urgence et le bien-fondé d'une intervention contre l'Irak laisse une petite marge à Saddam. D'autant que ces voix se recrutent jusque dans le groupe des anciens de l'administration Bush père (lire page 4). Plusieurs voix ont exprimé des réserves sur les chances de succès d'une attaque «sans soutien international». C'est le cas de l'ex-commandant en chef des forces de l'Otan, le général Wesley Clark, pour qui «il est absolument essentiel d'avoir les Européens à [leurs] côtés».

**Frictions.** C'est bien l'un des problèmes de Bush. Car, comme si doutes et résistances «internes» ne suffisaient pas, les «alliés» de Washington traînent les pieds. Certes, les Etats-Unis ont cherché, lundi, à minimiser la gravité des frictions avec l'Allemagne. Ils ont soutenu que, si leur ambassadeur à Berlin avait bien rencontré, la semaine dernière, des membres de l'entourage du chancelier Schröder, c'était seulement pour des consultations «de routine». Manière de démentir le quotidien *New York Times*, qui avait fait état d'un «agacement» de Bush face aux déclarations répétées du chancelier allemand critiquant une intervention



Bush le 15 août dans le Dakota, devant trois présidents américains.

contre Bagdad. «Je ne peux que déconseiller d'ouvrir un nouveau foyer de crise [dans la région]», avait déclaré ce dernier, dimanche, premier des grands alliés des Etats-Unis (et pour l'instant le seul) à avoir exclu le 9 août toute participation de son pays à une telle attaque.

Moins catégorique, Jacques Chirac avait néanmoins affirmé, le 30 juillet, à l'issue du sommet franco-allemand de Schwerin, qu'une «attaque contre l'Irak ne pourrait, le cas échéant, être justifiée que s'il existe une décision du Conseil de sécurité».

Les Israéliens ont été, jusqu'ici, les seuls à se déclarer ouvertement favorables à une telle opération (lire page 4). Et Washington en est apparemment toujours à attendre une position claire de son allié britannique. «Le Premier ministre [britannique] a soutenu les Etats-Unis d'une façon tellement incroyable que les gens de la rue n'imaginent pas aux Etats-Unis que le Royaume-Uni puisse, cette fois, ne pas être avec nous», en était réduit à espérer hier le général Clark.

**«Une attaque contre l'Irak ne pourrait, le cas échéant, être justifiée que s'il existe une décision du Conseil de sécurité de l'ONU.»**  
Jacques Chirac

Le monde arabe n'est évidemment pas davantage favorable à une guerre. Seule la Jordanie a déclaré que Bagdad doit «assumer ses responsabilités» dans son conflit avec Washington en «acceptant le retour des inspecteurs de l'ONU et en se pliant à la volonté internationale». Mais, fait nouveau, l'allié saoudien est aujourd'hui clairement opposé à une offensive militaire pour déloger Saddam Hussein du pouvoir.

Du coup, l'opposition irakienne, dont cinq groupes ont discuté de l'après-Saddam le 11 août avec les Américains à Washington, multiplie les déclarations destinées à rassurer les dirigeants de la région. Depuis Téhéran, l'ASRII, le principal mouvement chiite irakien, a assuré, hier, que les Etats-Unis «ne veulent pas occuper l'Irak, mais changer le régime».

Ce groupe souligne aussi sa volonté de préserver «l'unité de l'Irak» et son «indépendance par rapport à toute velléité de domination étrangère». La position de Moscou, qui travaille à un accord de coopération

## Prise d'otages à l'ambassade d'Irak à Berlin

Une prise d'otages à l'ambassade irakienne à Berlin, commencée hier en début d'après-midi, a pris fin sans effusion de sang après l'intervention des forces spéciales de la police allemande avant 20 heures. Les cinq preneurs d'otages, se revendiquant d'un groupuscule de l'opposition irakienne, ont été arrêtés, et deux d'entre eux ont été légèrement blessés. Parmi les otages figurait Shamir Mohamed, l'ambassadeur irakien à Berlin. Dans sa revendication, l'Opposition démocratique irakienne en Allemagne, organisation jusque-là inconnue, affirmait vouloir mener une «action pacifique et limitée dans le temps», ajoutant que cette prise d'otages constituait «le premier pas contre le régime de terreur de Saddam Hussein». A Bagdad, le ministère irakien des Affaires étrangères a qualifié les preneurs d'otages de «mercenaires des services de renseignements américains et sionistes». La principale coalition de l'opposition irakienne, le Congrès national irakien (CNI), a refusé de cautionner cette action. «La politique de l'opposition consiste à combattre la dictature à l'intérieur de l'Irak et non pas à l'étranger, et nous nous en tenons à cette politique», a déclaré un responsable du CNI, basé à Londres. Selon lui, l'Opposition irakienne démocratique en Allemagne, qui ne fait pas partie du CNI, a été créée il y a quelques mois et rassemble des réfugiés politiques irakiens vivant en Allemagne. (D'après AFP)

économique à long terme portant sur 40 milliards de dollars avec Bagdad, constitue un autre sérieux problème pour les Américains. Washington a donc appelé aux Russes

leurs «obligations envers les sanctions décrétées par l'ONU». L'Irak tente de profiter de ces flottements et en mobilisant ses soutiens et en gagnant du temps. Le chef de sa diplomatie, Naji Sabri, a annoncé, hier, qu'il se rendrait «prochainement» en Russie, puis en Chine, deux pays «amis» sur lesquels l'Irak compte au Conseil de sécurité. Mais, en dépit de ces appuis, le Conseil a décidé, lundi, de ne pas répondre immédiatement à une lettre de Bagdad proposant des «discussions techniques» avec l'ONU «pour évaluer ce qui a été accompli dans la précédente phase [de désarmement] et examiner la façon d'aborder les questions restées en suspens».

**Pétrole.** Dans le même temps, le comité des sanctions du Conseil se réunissait, sur la demande de Moscou, pour discuter du financement du programme «pétrole contre nourriture», dont le déficit s'aggrave. Les exportations irakiennes de pétrole, contrôlées par l'ONU, sont tombées à

600000 barils par jour début août, soit moins d'un tiers de leurs capacités. Cette chute s'explique notamment par la réticence des compagnies pétrolières – surtout américaines, dont les achats sont en chute libre – à se fournir en brut irakien depuis que l'ONU a décidé de fixer le prix du pétrole de Bagdad avec rétroactivité pour éviter des manipula-

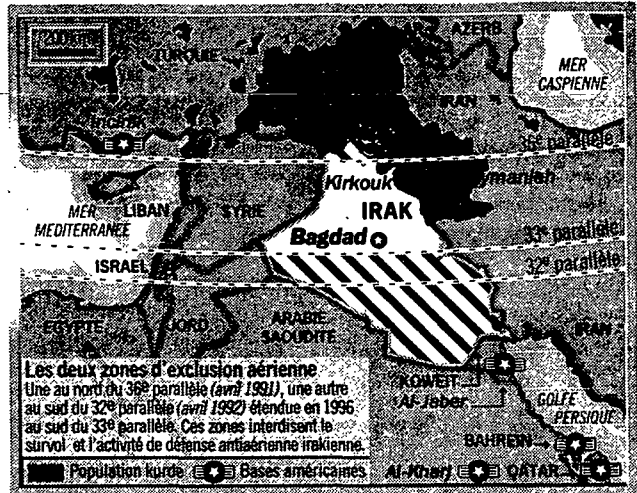
tions irakiennes sur les prix. Pendant ce temps, la Turquie semble croire, elle, à une intervention prochaine contre l'Irak, tout en la redoutant de peur de la voir aggraver la crise économique qui la frappe... et de voir se réveiller les aspirations séparatistes de ses propres Kurdes. Istanbul ne s'en prépare pas moins à faire face à un exode de réfugiés

kurdes irakiens en cas d'attaque. Dès hier, les Turcs ont commencé à installer cinq villages de tentes à leur frontière avec l'Irak. En avril 1991, 500000 Kurdes d'Irak du Nord s'étaient réfugiés en Turquie et un million d'autres en Iran, après la répression menée par Saddam contre les Kurdes dès la fin de la guerre du Golfe ●

Service Etranger

### Les Kurdes d'Irak

Ils représentent 20% des 20 millions de Kurdes vivant aussi en Turquie, en Iran et en Syrie. En 1988, plus de 120 000 d'entre eux ont fui vers la Turquie les bombardements chimiques de Saddam Hussein. Trois ans plus tard, dès la fin de la guerre du Golfe, plus de 2 millions de Kurdes furent la répression irakienne, poussant les alliés occidentaux à instaurer une zone d'exclusion aérienne et une forme d'autonomie. Le Kurdistan irakien (74 000 km<sup>2</sup>) est l'un des territoires les plus minés au monde. Victimes de Saddam et de l'embargo, ses habitants émigrent en masse.



# Les Kurdes irakiens attendent leur heure

## Ils s'activent contre Bagdad sans soutenir Washington.

**Erbil, Souleymanieh (Irak) envoyé spécial**

**E**rbil, la «capitale» occidentale du Kurdistan irakien tenue par Massoud Barzani, est non seulement assommé par la chaleur mais aussi par une pesante incertitude: quand les Américains vont-ils frapper Saddam Hussein? Quels risques et quels espoirs pour les Kurdes? Chance historique de gagner l'autonomie ou erreur stratégique de se commettre avec George Bush, ennemi juré des puissants voisins iraniens et syriens, tout autant que de Saddam? Quid encore des Turcs, prêts à agiter l'alibi de la défense de la minorité turkmène, pour mettre la main sur les champs pétroliers de Mossoul et de Kirkuk? Dans cet Orient compliqué, où les Kurdes ont été plus souvent qu'à leur tour victimes des alliances tournantes, le Kurdistan irakien s'engage à reculer dans une guerre dont la déci-

sion lui échappe. Martyrisés par le régime de Saddam Hussein, qui utilisa même des armes chimiques en 1988 contre leur population civile, lâchés par les Américains en 1991, après que George Bush père les eut exhortés à se soulever, ils assistent en spectateurs à un nouveau tournant de leur destin. Fataliste, Hamid Fandi, le ministre des Peshmergas (les combattants, littéralement, «ceux qui vont au-devant de la mort»), explique: «Nous ne serons pas la tête de pont des Américains pour attaquer Saddam Hussein. Autant que possible, nous resterons en dehors des combats.» Mais le pourra-t-il? **Tanks irakiens.** Le président du gouvernement régional du Kurdistan occidental, Massoud Barzani, habillé de son éternelle tenue de peshmerga,

coiffé d'un keffieh rouge et blanc, a préféré rester dans son nid d'aigle de Salaheddine plutôt que de faire le voyage de Washington où étaient invités la semaine dernière tous les chefs de l'opposition irakienne, Kurdes compris. Il est vrai que les tanks irakiens ne sont qu'à dix kilomètres de la grande ville d'Erbil et, de là, à une demi-heure de Salaheddine, qui surplombe la vallée. Pas question de provoquer les foudres de Saddam Hussein, le Saladin autoproclamé de Bagdad, sans obtenir de solides contre-parties. Dans le bureau du porte-parole de Massoud Barzani, une carte au mur dessine un Kurdistan qui comprend toute la région de Mossoul encore occupée par les Irakiens. «Nous attendions des Américains la garantie d'une protection militaire

immédiate en cas de représailles des troupes irakiennes. Et l'engagement que l'Irak devienne un Etat fédéral et démocratique. Nous n'avons rien obtenu», affirme Fawzi Hariri, le porte-parole de Barzani. Pas question dans ces conditions de jouer les harkis de Washington, fait-il comprendre. Massoud Barzani essaie certes de faire monter les enchères en gardant plusieurs fers au feu. Mais il marche sur le fil du rasoir. Impossible d'échapper à la géographie. Au sud, les forces irakiennes, équipées d'armes lourdes qui font défaut aux peshmergas. Au nord, la Turquie, alliée stratégique de Washington, a fermé la frontière depuis février, tarissant la dime de 1,5 million de dollars par jour prélevée par Barzani sur les exportations de pétrole irakien passant par ce territoire. Ankara est hostile à l'autonomie des Kurdes irakiens, qui pourrait donner des idées à leur vingtaine de millions de

frères en Turquie. «Nos chers voisins nous laissent à peine respirer. Rien de plus», soupire Fawzi Hariri.

**Indépendance.** Le peu d'entrain de Barzani face à une intervention américaine tient surtout au fait que l'actuel statu quo, hérité de la guerre du Golfe, offre des avantages. Protégés par les avions américains et britanniques, les 42000 km<sup>2</sup> du Kurdistan irakien qui échappent au contrôle de Saddam Hussein n'ont jamais connu pareil avant-goût d'indépendance et de liberté: les cybercafés et les antennes de télévision par satellite ont fait leur apparition, le vin australien coule à flots dans les hôtels. La contrebande et le commerce prospèrent de concert. Sur la ligne de front, les 50000 peshmergas sont sur le pied de guerre, mais les affaires continuent. Grâce aussi à la manne perçue au titre de «pétrole contre nourriture», qui accorde

13 %

des revenus de l'or noir irakien aux Kurdes, un début de prospérité voit le jour.

Séparé de son archirival Barzani par une chaîne de montagnes qui culmine à 3000 mètres, Jalal Talabani dirige l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Souleymanieh. Depuis la miniguerre civile de 1996 qui fit plus d'un millier de morts, les relations faites de méfiance, de rivalité mais aussi d'intérêts communs se sont améliorées entre les deux chefs kurdes. Cependant, contrairement à Barzani, Talabani s'est rendu à Washington, espérant monnayer le soutien de ses forces dans la perspective d'une intervention américaine. Des officiers américains et britanniques sont venus faire des repérages ces derniers jours dans les zones tenues par l'UPK. «Nous vivons un moment historique», explique Ahmed Bamarni, un proche de Talabani. Saddam

Hussein possède des armes chimiques et bactériologiques. Il est prêt à les utiliser contre nous, et nous n'avons aucune parade. Cependant, nous ne pouvons rester neutres sur le champ de bataille. D'autant que l'avenir du Kurdistan et de l'Irak dépendra des rapports de force et de notre attitude durant le conflit. Notre seule ressource est de bien jouer nos cartes.»

**Pression régionale.** Outre un changement du régime irakien, l'UPK espère récupérer une partie de la manne pétrolière de Kirkouk, à une quarantaine de kilomètres de la ligne de front de Chamchamal. Les voisins iranien et syrien, qui ne goûtent guère le régime de Saddam Hussein mais qui ont tout à perdre d'une intervention américaine, mettent le Kurdistan sous pression. Ils viennent de durcir les passages de frontières dans les zones tenues par l'UPK. Souleymanieh accuse Téhéran, le parrain officiel de l'UPK, de jouer double

jeu en soutenant en sous-main les attaques perpétrées contre ses peshmergas par les 4000 guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les extrémistes islamistes d'Ansar al-Islam terrés dans les montagnes qui jouxtent l'Iran. Les peshmergas de l'UPK, menacés sur deux fronts, ne peuvent se mobiliser uniquement contre les forces irakiennes. L'objectif de Téhéran et de la Syrie est de conserver une instabilité au Kurdistan irakien, afin de limiter la capacité d'action d'un gouvernement proaméricain à Bagdad. Oscillant entre l'angoisse face à la perspective d'une nouvelle guerre, synonyme de souffrances, et l'espoir d'un Irak fédéral où ils auraient enfin leur place, suspendus aux appétits de leurs voisins, les 3,6 millions de Kurdes d'Irak attendent que Washington tonne de l'heure où les armes tomberont ●

PIERRE HAZAN

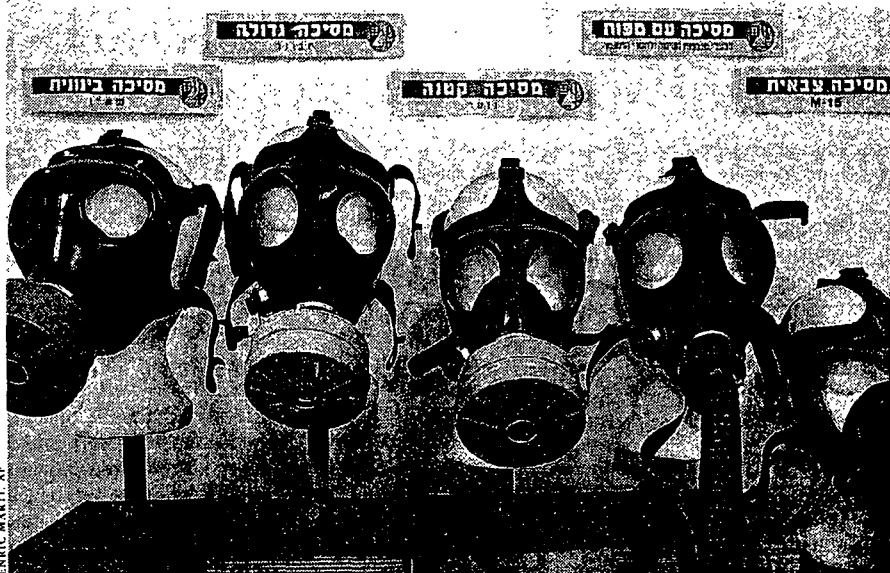
## Union sacrée contre Saddam en Israël

Jérusalem

de notre correspondante

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les Israéliens sont majoritairement favorables à une frappe américaine sur l'Irak et ne le cachent pas. La droite y voit le moyen d'ôter aux Palestiniens un de leurs principaux soutiens, la gauche celui de provoquer une conférence régionale, comme celle de Madrid, qui, au lendemain de la guerre du Golfe, avait ouvert la voie aux accords de paix d'Oslo. «Les Etats-Unis ne trouveront pas à l'avenir de meilleures conditions pour une telle opération», aurait récemment déclaré Ariel Sharon à des officiels américains, à Tel-Aviv.

**«Forces radicales».** Samedi, son conseiller diplomatique est allé plus loin. «Un changement de régime en Irak est essentiel dans la mesure où il affaiblira les forces radicales dans le camp palestinien, qui bénéficient de l'appui du président Saddam Hussein, il bouleversera la donne au Proche-Orient et poussera la direction palestinienne sur la voie du compromis», affirme Zalman Shoval, ex-ambassadeur d'Israël à Washington. L'Irak, qui est un des plus fervents défenseurs des Palestiniens, a annoncé la mobilisation de 6,5 millions de



Masques antigaz, à Jérusalem. En 1991, Israël avait été frappé par des tirs irakiens.

volontaires pour «la libération de la Palestine» et fournit une aide financière aux familles des auteurs d'attentats-suicides en Israël.

Si les autorités israéliennes n'hésitent plus à se déclarer ouvertement favorables à une opération anti-Saddam, c'est qu'une de leurs grandes angoisses s'est envolée. Comme le souligne le correspondant militaire de Haaretz, Zeév Schiff, Ariel Sharon n'avait qu'une peur, il y a quelques mois encore, c'est que George Bush fasse

pression sur lui pour obtenir des concessions généreuses aux Palestiniens, afin de l'aider à monter sa coalition contre Saddam. Une peur que la poursuite des attentats palestiniens a dissipée. Sans retour de la sécurité en Israël, pas question d'évoquer la moindre concession, ont conclu Bush et Sharon.

Le principe d'une attaque est donc désormais acquis en Israël. Le ministre des Affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès, a ainsi déclaré que

«le problème n'est pas de savoir s'il faut [lancer cette attaque] mais quand il faut la lancer». Ce qui inquiète les Israéliens, ce sont plutôt les conséquences d'une telle frappe. La presse s'est ainsi fait l'écho ces dernières semaines des angoisses de la population à l'idée d'une attaque bactériologique et chimique irakienne. Beaucoup estiment en effet que Saddam Hussein pourrait y recourir s'il estimait n'avoir plus rien à perdre. En 1991, Israël avait été atteint par 39 missiles Scud ira-

kiens, qui avaient fait deux morts, des centaines de blessés et des milliers de sans-abri. A l'époque, l'Etat juif n'avait pas réagi, cédant aux injonctions des Etats-Unis, qui ne voulaient pas qu'une intervention israélienne mette en danger la coalition anti-Saddam. Aujourd'hui, les dirigeants israéliens affirment haut et fort qu'ils pourraient recourir à des représailles. «J'ai dit aux Américains qu'ils ne doivent pas s'attendre à ce que nous restions les bras croisés», a déclaré récemment le ministre de la Défense, Benyamin ben Eliezer.

**Nucléaire.** Lundi, Haaretz, citant la lettre américaine spécialisée Nuclear Notebook, affirmait que les avions de combat F-16 pourraient servir de vecteurs aux armes nucléaires d'Israël et qu'un petit nombre de pilotes israéliens avaient déjà été entraînés à des frappes nucléaires à partir d'une ou de plusieurs bases du pays. La semaine dernière, la radio militaire israélienne a, d'autre part, annoncé la décision de distribuer des pilules d'iode à la population «dans un proche avenir», pour faire face à d'éventuelles attaques de missiles ou d'avions irakiens contre des installations et des centrales nucléaires en Israël ●

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

21 AOUT 2002

## AFFAIRES EUROPÉENNES

Politique extérieure  
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)

481. - 15 juillet 2002. - M. Gérard Voisin interroge Mme la ministre déléguée aux affaires européennes sur la situation des droits de l'homme en Turquie. Une décision de la Cour européenne des droits de l'homme du 17 juillet 2001 condamne l'Etat d'Ankara pour avoir violé l'article 6 de la convention au vu des conditions dans lesquelles a été mené le procès de quatre anciens députés kurdes qui sont toujours emprisonnés aujourd'hui. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir si la France est intervenue auprès des autorités de ce pays pour appuyer l'application de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme.

Réponse. - Mme Leyla Zana et deux autres députés, M. Hatip Dicle et M. Orhan Dogan, ont été condamnés en décembre 1994 à dix ans de prison pour complicité avec le PKK, alors qu'ils étaient députés du parti pro-kurde DEP, dans des circonscriptions du sud-est du pays. Dans son arrêt du 17 juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a, comme vous le rappelez, condamné la Turquie pour procès inéquitable sur la base de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme : la Cour de sûreté d'Ankara, où siégeait encore en 1994 un juge militaire, n'offrait pas toutes les garanties d'un tribunal impartial, et les délais de jugement étaient excessifs. Le DEP avait été également dissous : concernant cette dissolution, la cour a, le 11 juin 2002, condamné la Turquie pour violation de l'article du protocole numéro 1 de la Convention, qui garantit la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif. La France souhaite que la Turquie exécute les arrêts de la cour.

Conformément à l'article 46 de la Convention, cet arrêt a été transmis au Comité des ministres du Conseil de l'Europe qui en surveille l'exécution. Le 30 avril 2002, ce comité a ainsi « invité instamment les autorités turques, sans retard supplémentaire, à donner suite aux demandes réitérées du comité afin de remédier rapidement à la situation des requérants et afin de prendre les mesures nécessaires pour rouvrir les procédures incriminées par la cour ». Au sein de ce comité, la France est et restera particulièrement attentive au respect par la Turquie de ses engagements conventionnels. Par ailleurs, la Turquie s'est engagée à respecter les critères politiques définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1993, qui invitait les pays candidats à se doter « d'institutions stables garantissant la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ». La Turquie a, le 3 octobre dernier, voté une importante réforme de la Constitution qui diminue notablement les limites constitutionnelles à la liberté d'expression (révision de l'article 26 de la constitution turque) et qui fixe de nouveaux cadres à l'exercice des libertés publiques en Turquie. Le 7 février et le 25 mars derniers, des réformes législatives importantes ont été votées concernant notamment les partis politiques et les associations. Dans les cas que vous évoquez, le Comité des ministres a, le 30 avril dernier, d'ailleurs également noté que « les autorités turques ont déjà pris certaines mesures générales pour prévenir de nouvelles violations semblables, avec notamment les réformes supprimant le juge militaire au sein des cours de sûreté de l'Etat et la nouvelle garantie constitutionnelle du droit au procès équitable ». Ces modifications constitutionnelles et législatives doivent être encouragées et poursuivies afin de rompre définitivement avec les habitudes du passé. Toutes ces réformes indiquent un changement des mentalités qui doit également se traduire sur le terrain, à travers des cas comme ceux que vous signalez. La France restera particulièrement vigilante sur ce point.

## U.S. weighed strike against Kurds testing poison gases

By Dana Priest and Bradley Graham

The Washington Post

**WASHINGTON:** The administration of President George W. Bush recently considered launching a covert military attack against a tiny, radical Kurdish group in northern Iraq that might be experimenting with toxic agents, according to administration officials.

U.S. officials said that a couple of members of Ansar al Islam, a small, Islamist Kurdish group, had been testing primitive forms of ricin and poisonous cyanide gas on farm animals in a makeshift dwelling. Ricin, a derivative of the castor plant bean, is highly toxic to humans.

In broadcasts Monday, ABC News and CNN characterized the operation as a chemical weapons program in a

laboratory. But officials said it was neither advanced nor sophisticated.

The reports, and the discussion within the administration over whether to take military action against such an inconclusive threat, point to heightened pressure on the Bush administration to make its case against Saddam Hussein, the leader of Iraq.

In recent days, a number of prominent Republicans, including the former national security adviser Brent Scowcroft, have publicly questioned the administration's stance against Iraq.

Officials said the administration did not make a decision about the group or its facilities, which leaves open the possibility of some military or paramilitary action.

Another administration official said that military action was one of many options reviewed, and that while a decision was made not to proceed with the operation at this time, details of the plan remain highly classified.

News of the potential raid coincides with recent reports that senior officials at the Pentagon are looking at a variety of covert operations to expand the role of Special Operations forces in the war on terrorism.

General Charles Holland of the air force, chief of the U.S. Special Opera-

tions Command, met with Defense Secretary Donald Rumsfeld earlier this month to review options.

It could not be determined which forces were considered for the raid. One official said it had been conceived as a combined CIA and Pentagon operation and presumably would have involved Special Operations units such as Delta Force commandos or Navy SEALs and their supporting air crews.

Ansar al Islam is a fundamentalist Islamist group that operates outside the territory controlled by Saddam and is thought to number up to 300 members. Some 10 to 15 members of Ansar al Islam are thought to have gone to Afghanistan for training by Al Qaeda in the past several years.

Intelligence officials, whose operatives would be supplying the Bush administration with information on the chemical weapons and terrorism threat from Iraq, do not know whether the group members involved in the experimentation were those trained by Al Qaeda. Nor do they know whether Saddam was aware of their activities.

Ansar al Islam's link to Saddam Hussein is tenuous. The Iraqi leader is said to pass them arms and other equipment so they might harass the larger Kurdish nationalist groups operating freely in northern Iraq and seeking an independent state.

# Russia and Iraq to sign broad economic accord But Bush aide avoids a rebuke to Putin

By Peter Baker

The Washington Post

**MOSCOW:** Russia and Iraq plan to sign a new five-year economic cooperation agreement worth \$40 billion, reinforcing Moscow's close ties to Baghdad even as the United States weighs a military attack to drive President Saddam Hussein from power, Iraqi and Russian officials said.

Russia's apparent refusal to abandon its longtime ally, despite vigorous U.S. efforts to isolate Iraq, could make it even more difficult for the United States to rally Russian and other world leaders behind any invasion.

The five-year agreement announced Friday will deal with cooperation in a variety of fields — foremost oil, but also electrical energy, chemical products, irrigation, railroad construction and transportation, according to officials here. Soviet or Russian specialists built much of the infrastructure in Iraq, and so Baghdad wants Russian expertise to help repair or upgrade it.

Russia has continued to strengthen ties with all three of the countries branded the "axis of evil" by President George W. Bush: Iran, Iraq and North Korea.

Despite President Vladimir Putin's friendship with Bush and support for the war on terrorism, Moscow last month released a separate plan calling for increased nuclear cooperation with Iran and recently invited the leader of North Korea to visit Russia.

Dan Bartlett, Bush's assistant for communications, declined Sunday to criticize the Russian leader when asked about reports of the trade deal with Iraq. Bartlett said stories last week about

an imminent five-year, \$40 billion economic cooperation between Russia and Iraq noted that the Russians "are going to follow all international sanctions and guidelines.

"We believe that would be the case," Bartlett said, if they were to finalize the agreement.

During an appearance on an ABC television program Sunday, Bartlett said: "We do believe that President Putin and Russia are working in cooperation with the war on terrorism."

Russia has long been one of Iraq's chief benefactors in the international arena and a major trading partner and military supplier. But aides to Bush have expressed hope that the United States could mollify Putin enough to keep protest to a minimum in the event of war.

For its part, Iraq has been lobbying hard to keep Russia in its corner, recognizing the dearth of friends that will stand up for it in a moment of crisis. Few countries have more significant economic interests in Iraq than Russia, totaling billions of dollars both in the form of unpaid Soviet-era debts and unrealized post-Soviet oil contracts.

"Russia was, is and will be our main partner," said Abbas Khalaf, Iraq's ambassador to Russia. "What we need from Moscow is moral, political and diplomatic support because Iraq has shown the whole world that it can defend itself."

Khalaf scoffed at recent speculation that Moscow has privately signaled Washington that it would not seriously object to an attack on Iraq. Russia, he predicted, would do everything it could to stop a war.

"We're sure of it because Russia is a country which supports peace and sta-

bility in the whole world," he said. "It has a moral responsibility to prevent such aggressive plans against Iraq."

Khalaf, a high-ranking Foreign Ministry official and Saddam Hussein's personal translator, was dispatched to Moscow as the new envoy a month ago and has been making the rounds here to solidify the Russian political establishment behind Iraq. He disclosed the planned economic pact in an interview Friday at the embassy in Moscow, and senior Russian officials confirmed it.

Oleg Buklmeshev, a top deputy to Prime Minister Mikhail Kasyanov, confirmed that after years of negotiations the "framework" has been vetted by various government agencies and sent to his boss for final approval.

"All the ministries have agreed to the document," he said in an interview. As for a signing ceremony, he said, "It could happen very soon."

But Buklmeshev stressed that nothing in the economic program would violate UN sanctions imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait and said that no arms would be involved. "I can assure you it's absolutely in line with all the existing international decisions toward Iraq," he said.

State Department officials in Washington expressed hope that any such agreement would remain within limits imposed by UN sanctions. "Russia is a Security Council member and knows full well their obligations under UN Security Council resolutions," a senior State Department official said.

Under UN resolutions, Iraq can sell only limited amounts of oil each year to pay for food and medicine and rebuild the country's infrastructure.

The sanctions are supposed to remain in place until UN inspectors certify that Iraq has eliminated its efforts to obtain nuclear, chemical and biological weapons. But Baghdad threw out the inspectors in 1998.

UN and Iraqi officials have jostled recently over readmitting inspectors. Russia has encouraged a resolution of the issue that would forestall a U.S. military attack.

## Ankara affirme avoir un droit de regard historique dans le nord de l'Irak



ANKARA, 22 août (AFP) - 12h42 - Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a affirmé que la Turquie avait des intérêts historiques dans le nord de l'Irak, indiquant que son pays s'opposerait à la création d'un Etat kurde indépendant dans cette région, rapporte jeudi le journal turc Milliyet.

"Le nord de l'Irak a été détaché de force de la Turquie alors qu'elle menait une guerre de libération" contre les pouvoirs occidentaux au début des années 1920 sur les ruines de l'Empire ottoman, a souligné le ministre, cité par le quotidien.

Après la disparition de l'Empire ottoman dans les années qui suivirent la fin de la Première guerre mondiale en 1918, l'Irak entra sous mandat britannique jusqu'à son indépendance en 1932.

M. Cakmakoglu a précisé que la Turquie s'opposerait à tout plan pour instaurer un Etat kurde dans le nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 et est contrôlé par deux factions kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani.

M. Cakmakoglu réagissait à des questions sur des plans de ces deux factions pour étendre leur contrôle sur deux autres villes, Kirkouk et Mossul, riches en pétrole et où vivent une forte communauté de Turcomans, turcophones et proches de la Turquie.

Ces deux villes sont sous le contrôle du pouvoir central irakien.

"Un Etat qui serait créé à Mossoul et Kirkouk va déranger la Turquie mais aussi les Irakiens de souche turque", a ajouté le ministre turc.

Le PDK a accusé mercredi Ankara de recourir au "langage de la menace" contre les Kurdes d'Irak, réagissant au propos de M. Cakmakoglu.

"Nous rejetons le langage de la menace et de la force auquel ont recours en permanence les responsables turcs", selon un communiqué du PDK publié à Erbil, (nord).

Dans l'éventualité de frappes militaires américaines contre l'Irak, la Turquie, alliée stratégique des Etats-Unis, est réticente à une telle intervention, craignant qu'elle n'aggrave la crise économique qui touche le pays et ne provoque la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak, ce qui pourrait réveiller les aspirations séparatistes de ses propres Kurdes.

Dans le passé, l'armée turque réalisait de fréquentes incursions dans le nord de l'Irak pour y pourchasser les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie). Il est connu qu'elle garde toujours une présence militaire considérable dans la région.

---

## Le PDK accuse Ankara de recourir à la "menace" contre les Kurdes



ERBIL (Irak), 21 août (AFP) - 22h58 - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani a accusé mercredi la Turquie de recourir au "langage de la menace" contre les Kurdes d'Irak.

"Nous rejetons le langage de la menace et de la force auquel ont recours en permanence les responsables turcs", selon un communiqué du PDK publié à Erbil, au Kurdistan irakien (nord).

Le PDK faisait référence à des déclarations du ministre turc de la Défense, qui, selon le parti kurde, a appelé le 19 août les Kurdes d'Irak à renoncer à leurs revendications concernant certaines villes du Kurdistan irakien comme Kirkouk, riche en pétrole.

Selon le PDK, le ministre turc a affirmé que "tout le nord de l'Irak était hostile à la Turquie".

"Nous appelons les Turcs à faire preuve de sagesse et de raison et à s'éloigner du langage de la menace qui ne leur servira à rien", selon les termes du communiqué.

Le PDK contrôle les zones les plus proches de la frontière turque, alors que son rival au Kurdistan irakien, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, contrôle les régions proches de la frontière iranienne.

Le PDK et son rival l'UPK contrôlent le nord de l'Irak, qui échappent au pouvoir central de l'Irak depuis la guerre du Golfe en 1991.

---

## Déploiement militaire iranien à la frontière avec l'Irak (Kurdes)



ERBIL (Irak), 22 août (AFP) - 19h58 - Deux formations kurdes opposées à Téhéran ont affirmé jeudi que l'Iran avait massé ses troupes le long de la frontière avec le Kurdistan irakien en prévision d'une éventuelle frappe américaine en Irak.

Des habitants de la région ont pour leur part indiqué à l'AFP que l'Iran avait "fermé" le principal poste-frontière avec le Kurdistan irakien.

"L'armée iranienne s'attend à ce que les Etats-Unis mènent une guerre contre l'Irak pour s'ingérer dans les affaires de la région kurde et du reste du pays", a déclaré à l'AFP le secrétaire général de l'Union révolutionnaire du Kurdistan, Hussein Yazdanpana, qui réside à Erbil.



"Des unités iraniennes sont revenues dans les positions qu'elles occupaient lors de la guerre Irak-Iran (1980-88) et des Gardiens de la révolution ainsi que d'autres troupes ont été déployées ces derniers jours le long des 2.000 km de frontière irako-iranienne", a-t-il dit.

M. Yazdanpana a affirmé que l'Iran avait aussi "déployé des groupes équipés d'armes perfectionnées (..) comme des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de combattants extrémistes du groupe Ansar Al-Islam".

Il a invité les Etats-Unis à "assurer la protection des Kurdes d'Irak et d'Iran en cas de frappe militaire en Irak".

Pour sa part, un responsable du Parti Démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), également opposé à Téhéran, a fait état de "déploiement important de troupes (iraniennes) dans les régions frontalières".

"Des hélicoptères de combat de l'armée iranienne effectuent des patrouilles de surveillance dans la région frontalière (..) sous prétextes de poursuivre des trafiquants", a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

Un habitant kurde irakien a pour sa part affirmé à l'AFP que "les autorités iraniennes ont fermé cette semaine le principal poste-frontière de Haj Omran".

A Téhéran, le commandant en chef de l'armée iranienne le général Mohammad Salimi a évoqué mercredi de "plans et de dispositifs (...) pour déjouer les menaces américaines contre l'Iran".

## L'Irak dément toute présence d'al-Qaïda au Kurdistan, s'en prend à Talabani



BAGDAD, 24 août (AFP) - 10h13 - Le vice-président irakien Taha Yassine Ramadan a démenti samedi des informations sur la présence d'éléments d'al-Qaïda dans le Kurdistan irakien et s'en est violemment pris au chef kurde Jalal Talabani pour avoir proposé d'aider Washington à renverser le régime de Saddam Hussein.

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire al-Ittihad, M. Ramadan a accusé les Etats-Unis de propager "des mensonges et des affabulations", sur la présence d'éléments liés à al-Qaïda d'Oussama ben Laden dans le nord de l'Irak.

"Ils (les Américains) cherchent à justifier leur présence dans le nord de l'Irak en invoquant le prétexte de pourchasser des éléments d'al-Qaïda", a-t-il ajouté.

"La psychose d'al-Qaïda ne se limite pas au nord de l'Irak, l'Afghanistan ou tout autre pays de la région mais elle va surgir même dans la Maison Blanche", a-t-il ironisé.

La chaîne de télévision américaine ABC avait rapporté lundi que le président George W. Bush s'était refusé à intervenir contre le groupe Ansar al-Islam, présenté comme une unité d'Al-Qaïda, soupçonné d'avoir réalisé des expérimentations dans le nord de l'Irak sur des toxines mortelles.

Ansar al-Islam, qui regroupe des anciens combattants arabes de l'Afghanistan et des islamistes kurdes, est actif dans une région du Kurdistan proche de l'Iran, selon des sources kurdes irakiennes.

M. Ramadan a en outre qualifié de "collaborateur" le chef kurde Jalal Talabani qui s'était dit prêt à la mi-août d'accueillir des troupes américaines dans les territoires qu'il contrôle dans le nord de l'Irak en cas d'une offensive américaine contre le régime du président Saddam Hussein.

"Comme les autres collaborateurs, Talabani est persuadé de pouvoir devenir le chef du peuple kurde en se jetant dans les bras des Américains et en leur offrant des facilités pour frapper l'Irak", a dit M. Ramadan.

Selon lui, M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), "ne représente que lui-même et un groupe de collaborateurs et nous n'accordons pas d'importance à ses déclarations".

L'UPK est l'une des deux factions qui contrôlent le nord de l'Irak échappant à Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991. L'autre faction, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), est dirigée par son rival Massoud Barzani.

# Al-Qaida running new terror camp, say Kurds

Michael Howard  
in Halabjah, Iraqi Kurdistan

**H**igh up in the mountains of Iraqi Kurdistan, a small but powerful Islamist group with links to al-Qaida has for months created a major security headache for the region. This week it attracted the attention of the Bush administration, which suspects it of trying to develop chemical weapons.

The Ansar al-Islam (supporters of Islam) is an extreme Kurdish Salafist group whose 500 fighters have taken control of a series of villages in a remote mountainous area of eastern Kurdistan on the border with Iran.

Intelligence officials in the Kurdish self-rule area say the group is also providing a refuge and major training base for 100-150 al-Qaida fighters fleeing Afghanistan. There are also reports that the group is testing the effect of toxic agents such as cyanide gas and ricin on farm animals.

The "foreigners," as the trainees are called, are kept well away from the Kurdish villagers in the region and have already begun to establish a cave complex in the sides of the towering Sharam mountain on the Iranian border. The area has been dubbed the Kurdish Tora Bora by locals.

The largely inaccessible peaks and plains have been surrounded by mines and are defended by a militia of around 500 Ansar guerrillas. Military advisers for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which controls the south-eastern region of Iraqi Kurdistan, are said to be at a loss as to how to deal with the group.

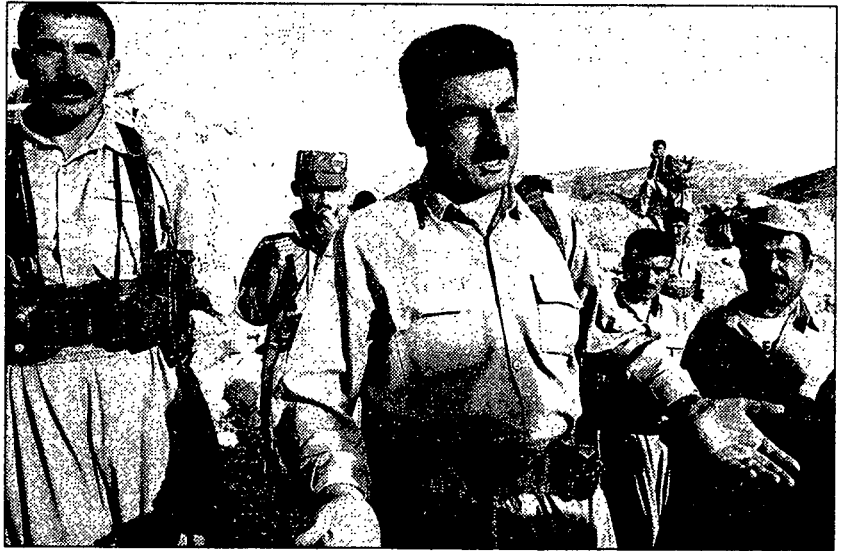
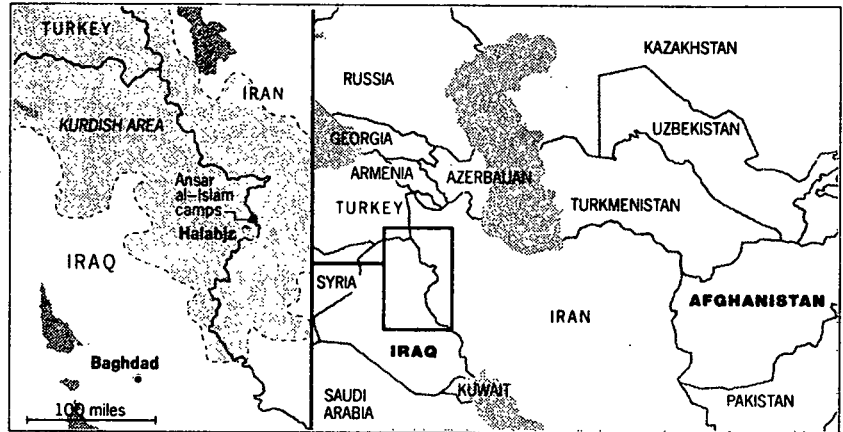
An officer of the PUK's Kurdish intelligence organisation, which has infiltrated the area, said: "They are definitely al-Qaida. And we need help to deal with them."

Despite the Kurds' claims, a true picture of Ansar still remains unclear. And some accuse the PUK of exaggerating the group's links with al-Qaida to draw in US support.

Interviews with Ansar members arrested by the PUK appear however to confirm the claims of connections to the international al-Qaida network, and to the inner circle of Osama bin Laden. They also suggest the group receives logistical, financial and political support from such strange ideological bedfellows as Iran,

**'They are definitely al-Qaida. And we need help to deal with them'**

Saudi Arabia and the Iraqi regime, each with their own reasons for supporting a group that will serve to weaken the largely pro-western Kurds—either during



The mountainous area of eastern Kurdistan, top, is a stronghold for Ansar al-Islam, which is led by Mullah Krekar, left. Iraqi Kurdish forces, above, are attempting flush out the Islamists

a US-led attack on Iraq or in the "nation building" that might follow.

"This unlikely triangle of Iran, Iraq and al-Qaida in support of a small radical Islamic group based in the Iraqi Kurdistan area serves to preoccupy Kurdish forces and possibly sideline them from participation in a US offensive," said the Kurdish intelligence officer.

So far, the extent of Baghdad's involvement with Ansar is largely circumstantial. Barham Salih, the prime minister of the PUK regional government in Sulaymaniyah, said: "This is a matter of speculation. I can't give you hard truth one way or the other. But I can ask in whose interests it is to damage the Kurds at this time."

Though Saddam has been condemned as an unbeliever by Osama bin Laden, analysts say he would not balk at helping an Islamic militant group if he thought it would be to his advantage.

Kurds claim to have captured militants who have told them of secret meetings with agents of the Iraqi mukhabarat. The PUK has also seized some of the TNT used by Ansar in its suicide attacks. The TNT, say Kurdish explosives experts, is produced by the military industrialisation

department in Baghdad, and is released only at the say of the head of Iraqi military intelligence.

Local newspapers in Kurdistan have quoted villagers in the Ansar area as claiming that trucks laden with arms have arrived from the government-controlled area. There have also been reports of western military advisers visiting the region and seeing members of Iraq's Republican Guard in the area around Tawela.

Some of the prisoners in the PUK cells in Sulaymaniyah claim to have had personal contacts with al-Qaida leaders, including an Iranian Arab, who said he smuggled arms from Iraq to Afghanistan.

Another prisoner in the hands of the PUK is a senior Iraqi intelligence agent

who says he was dispatched to the Kurdish area to make contact with Abu Wael, the mufti of Ansar Islam and one of its chief link men with the al-Qaida leadership.

Ansar al-Islam started life as Jund al-Islam, a radical offshoot of an Iranian-backed Kurdish Islamic group, based in Halabjah. A city long the cultural heart of Iraqi Kurdistan, Halabja was also the

scene of one of Saddam's most horrific crimes in his attempt to wipe Kurds from the map during a chemical weapons attack in 1988.

After their formation, Jund seized Tawela and Biyara and declared jihad against the secular Kurdish authorities. There were almost immediate armed clashes with the PUK.

During a battle on September 23 last year, the Jund slit the throats and mutilated the bodies of more than 20 PUK peshmerga fighters (meaning those who face death). "They used swords and machetes," a witness said. "They were speaking Arabic and Persian." They also attempted to assassinate the PUK's prime minister Barham Salih.

Recently, they have outraged moderate Muslim opinion in the region by desecrating Sufi shrines in their area, an act reminiscent of the bombing of the Buddha statues in Afghanistan.

In the winter the Jund merged with another small group called Islah (reform) to form Ansar al-Islam. But Ansar is not just the product of infighting among local Kurdish Islamist groups. The ideological and material influence of al-Qaida has

been there since its inception.

Its leader is the elusive figure of Mullah Krekar, a charismatic 46-year-old Kurd whose links with Afghanistan, like many of his followers, date back to the jihad against the Soviet invasion.

In Pakistan in the 1980s, Krekar studied Islamic jurisprudence under the Palestinian ideologue Abdullah Azzam, the founder of al-Qaida and mentor of Osama bin Laden.

In a rare interview, which took place before the September 11 attacks, Krekar described Osama bin Laden as the "jewel in the crown of the Muslim nation".

Mullah Krekar enjoys asylum status in Norway, where his wife and four children live. His trips to Europe are regularly followed by influxes of thousands of dollars into the Ansar coffers; his brother Khaled is in charge of the group's treasury.

But Krekar disappeared in Iran about two months ago. Norwegian television said yesterday that he had not been seen in Oslo, where he lives, since the September 11 attacks.

## IRAK Après la prise d'otages de Berlin

# Les multiples visages de l'opposition à Saddam Hussein

Isabelle Lasserre

L'Opposition démocratique irakienne en Allemagne (OIDA), le mystérieux groupe d'opposants à Saddam Hussein qui a retenu en otage des membres de l'ambassade d'Irak à Berlin mardi, n'est que le dernier-né d'une myriade de mouvements dissidents qui œuvrent en sous-main pour renverser le pouvoir baasiste. Et sur lesquels Washington, qui cherche depuis 1990 une alternative crédible à l'actuel régime, veut s'appuyer pour réitérer, à Bagdad, le succès remporté contre les talibans à Kaboul.

Le plus connu, et sans doute le plus solide d'entre eux car soutenu par Washington et par Londres, est le Congrès national irakien (CNI), basé à Londres et qui regroupe toutes les tendances de l'opposition irakienne, qu'elle soit islamiste, communiste ou nationaliste. Mais il est loin d'être le seul. Dans le nord irakien semi-autonome, les deux principaux partis

kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (KDP) et l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), pourraient bien, à l'image de l'Alliance du Nord en Afghanistan, jouer un rôle clé dans une action militaire américaine visant à détrôner Saddam Hussein. Sans compter l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), principal mouvement de l'opposition chiite irakienne, basée en Iran et qui prône l'établissement à Bagdad d'un régime identique à celui qui fut établi en Iran par l'ayatollah Khomeyni.

Mais depuis la guerre du Golfe en 1991, c'est en vain que les Etats-Unis ont misé sur l'opposition irakienne pour renverser Saddam Hussein. Morcelés, désunis, privés d'assise et de popularité en Irak, les mouvements d'opposition n'ont pas réussi à organiser ne serait-ce qu'une manifestation en Irak depuis dix ans. La dernière conférence d'opposants irakiens organisée en juillet à Londres par le CNI l'a encore prouvé : de

nombreuses chaises où étaient censés s'asseoir les représentants de groupes dissidents sont restées vides... Alors que la dictature du parti baasiste a permis, selon les analystes, de maintenir la cohésion d'un pays formé de communautés fracturées, l'effondrement du régime de Saddam Hussein pourrait créer, en l'absence d'une force d'opposition crédible, un dangereux vide de pouvoir à Bagdad.

Car les dissidences irakiennes, qu'elles soient internes ou externes, n'ont pas encore réussi à s'accorder sur un projet d'avenir pour leur pays. Alors que les musulmans sunnites, les communistes et les monarchistes veulent le maintien d'un Irak unitaire, les chiïtes au sud et les kurdes au nord réclament une organisation fédérale avec des pouvoirs décentralisés pour leurs communautés.

Le casse-tête, pour l'Administration américaine, ne s'arrête pas là. En s'appuyant sur les Kurdes, Washington risque de s'aliéner le soutien politique de l'un de ses principaux alliés dans la région,

la Turquie. Ankara redoute en effet que les velléités indépendantistes des Kurdes d'Irak créent un précédent pour les quelque douze millions de Kurdes turcs. Mais l'Administration américaine ne peut non plus miser entièrement sur les chiïtes du sud (65 % de la population), à moins de risquer de faire le lit d'un nouveau régime irakien lié aux tendances politiques les plus radicales de l'Iran.

Mais comme le notent certains analystes américains, l'opposition afghane n'était-elle pas elle aussi fragmentée et dépourvue de leader charismatique lorsque la coalition antiterroriste a renversé les talibans ? Ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui de siéger à Kaboul dans une paix relative.

D'autant qu'une autre carte est aujourd'hui étudiée à Washington : celle de l'armée irakienne. En l'absence de mouvements d'opposition civils crédibles, les forces armées pourraient, estiment les stratèges américains, constituer un partenaire de premier plan en cas d'intervention militaire. Et permettre d'éviter que le pays se morcèle entre ses communautés sunnite, chiite et kurde...

**Morcelés, désunis, les mouvements d'opposition n'ont pas réussi à organiser une seule manifestation en Irak depuis dix ans**

# Mideast investors turn sour on U.S. holdings

By Eric Pfanner

International Herald Tribune

**LONDON:** Middle Eastern investors, worried about rising tensions with the United States and the health of the American economy, are growing increasingly wary about holding vast U.S. assets, analysts say. But the analysts warned that there was no evidence of a stampede out of dollar assets.

The dollar retreated briefly against the euro on Wednesday after the Financial Times reported that Saudi investors had pulled assets totaling hundreds of billions of dollars out of the United States since Sept. 11. But the currency later recovered, and the euro was trading little changed at 98 U.S. cents.

Evidence for such withdrawals remains sketchy. Signs do exist that individuals and governments throughout the region may be looking intensively for alternatives to the dollar and dollar-denominated investments.

"It's certainly something that the currency markets have been focusing on," said Neil MacKinnon, chief economist at ECU Group PLC, a London-based currency debt management group. "There is a risk that the Middle Eastern countries could use currency as a weapon against the U.S."

The front-page Financial Times article also suggested that the Saudi withdrawals had increased since a consultant to the Pentagon recently cited

Saudi Arabia as the "kernel of evil" in the Middle East.

Experts with connections to big Saudi investors confirmed Wednesday that they had seen a mood shift among wealthy Middle Easterners since the terrorist attacks, but they questioned the implication that fund withdrawals had accelerated in recent weeks. Some Saudi investors, many of whose U.S. funds were briefly frozen by the U.S. government after Sept. 11 as Washington investigated the attacks — 15 of the 19 hijackers were Saudi nationals — may have already pulled their money out of the United States this year, when the funds were freed up.

"There was a lot of capital flight out of the U.S. that preceded the recent political developments," said Ed Morse, executive adviser at Hess Energy Trading.

If Middle Eastern money does start moving in large amounts out of the United States, it could lead to a further weakening of the dollar. Saudis are concerned about a lawsuit filed last week by victims of the Sept. 11 attacks, accusing several Saudi organizations and charities, as well as some members of the royal family, of financing terrorism.

Middle Easterners are said to have as much as \$1.2 trillion invested in the United States, with perhaps half of that held by Saudis. Some big investors, such as the Prince Walid ibn Talal of Saudi Arabia, have actually been increasing

their U.S. presence lately; last month he added another \$500 million in Citigroup shares to the sizable stake in the bank that he already holds.

But Youssef Ibrahim, a senior fellow at the Council on Foreign Relations, said modestly wealthy individuals with perhaps \$50 million invested in the United States are asking their private bankers for alternatives. These bankers "are getting phone calls every day from clients saying, get me out of here," Ibrahim said.

Where the money is going is unclear. Economists said they had seen few signs of a mass repatriation of Middle Eastern assets, though the relatively closed, illiquid stock markets in Saudi Arabia and Kuwait have risen by 9 percent and 24 percent this year, respectively.

Because oil is traded in dollars, many Middle Eastern investors with a presence in that business may simply prefer to shift their U.S. assets to dollar accounts in European banks.

Some big oil exporters have long sought an alternative to the dollar, but efforts have not gone far. Iraq several years ago did switch over to pricing oil in euros, however, and a Tehran-based newspaper, the Iran Daily, reported Wednesday that that country had shifted more than half of its \$7 billion in foreign currency reserves out of dollars and into euros.

"Given the superiority of the dollar against other hard currencies, the U.S. monopolizes global trade," the paper quoted a lawmaker as saying. "With the entry of euro in international commerce, global trade would become more legitimized," he added.

---

## Share the Iraq evidence

The New York Times

**T**he Bush administration has floated a succession of possible justifications for war with Iraq — Saddam Hussein's purported links with international terrorism, Baghdad's membership in a worldwide "axis of evil," Iraq's efforts to develop nuclear weapons. Few firm facts have been offered in support of any of these claims, but there have been frequent allusions to secret intelligence information that officials are unwilling to make public.

This is a troubling pattern, especially now that President George W. Bush has said he will base his decisions about Iraq on the latest intelligence reports. Intelligence findings should guide presidential policy. That is their principal purpose. But America ought not to be led into war on the basis of information that the American people are

not allowed to share. That is not how American democracy works.

Raw intelligence reports cannot be published without compromising confidential sources and methods. But the basic intelligence evidence that underlies critical national decisions can and must be made public. Past administrations have done that repeatedly, for example by displaying spy plane photos of Russian missiles in Cuba in 1962 or releasing cockpit-to-tower conversations recorded during Moscow's downing of a Korean passenger jet in 1983. Before last fall's air strikes in Afghanistan, Prime Minister Tony Blair of Britain presented a compendium of intelligence findings linking Osama bin Laden and the Taliban to the Sept. 11 attacks. If Bush means to propose launching a preventive war against Iraq, he must do no less.

The case for publicly presenting the evidence is all the more compelling

since many of the administration's past claims on Iraq have been challenged by independent experts. Officials themselves acknowledge that there is no convincing intelligence evidence linking Iraq to the Sept. 11 terrorist attacks.

Although Defense Secretary Donald Rumsfeld concedes that the administration has an obligation to put crucial facts before the American people, he continues to make uncorroborated assertions. This month on NBC Nightly News he asserted the presence of Al Qaeda members in Iraq. When asked by Tom Brokaw whether there was hard evidence of that, he arrogantly answered, "I know that." On Tuesday he made essentially the same assertion, and again dismissed a request for supporting evidence.

What top national security officials claim to know but refuse to discuss isn't good enough. Americans cannot seriously deliberate issues of war and peace while they are denied the relevant facts.

Terror in the Middle East ■ By Patrick Seale

## Who controlled Abu Nidal?

**A**TOURRETTES, France few days ago, on or about Aug. 16, Abu Nidal, the most notorious Palestinian terrorist of the 1970s and 1980s, was gunned down in his Baghdad apartment in what seems to have been a joint Palestinian-Iraqi contract killing. Politically, he had been more or less dead for a decade, but his name still had enough resonance for his enemies to want to bury him.

After the conclusion of the 1993 Oslo Accords, the Palestine Liberation Organization's return to the West Bank and Gaza robbed outside factions, such as Abu Nidal's, of much of their importance. As the center of Palestinian politics moved back to the occupied territories, other Palestinian splinter groups located in Syria, Lebanon, Iraq or elsewhere suffered the same fate. The main challenge to Yasser Arafat, the PLO chairman, no longer came from outside opponents like Abu Nidal or Ahmed Jibril, but from organizations which were fighting Israel inside the territories, such as Hamas and Islamic Jihad.

Yet, even though Abu Nidal was largely a spent force, Arafat had good reason to want him dead: He had done tremendous damage to the Palestinian cause. From 1978 to 1983 he had assassinated the cream of the moderate Palestinian leadership, culminating, in a final deadly flourish in 1991, in the killing in Tunis of Abu Iyad, the PLO's intelligence chief, with whom he had been engaged in a duel to the death for a quarter of a century.

Worse still, by his random violence against international targets he allowed Israel to portray the whole Palestinian national movement as a gang of terrorists.

Saddam Hussein may also have wanted to end Abu Nidal's career. With Washington seeking to connect Iraq to terrorism, it was time to get rid of an embarrassing guest whose presence might have provided the pretext for an attack. By withdrawing protection from Abu Nidal, Saddam may have wished to signal that he had severed his links with terror.

Ideologically, Abu Nidal was never easy to pin down. He cast himself as an extreme "rejectionist," as an opponent of any form of negotiated settlement with Israel. Judging Arafat to be too mild, he

broke with Fatah in the mid-1970s and gradually built up his own secret, hierarchical and extremely violent organization of killers, training camps and far-flung "sleepers," which he ran with great brutality. Apparently without scruple or principle, he was prepared to do the dirty work for a variety of state sponsors: Iraq used him against Syria from 1974 to 1983; Syria used him against Jordan and the Muslim Brothers from 1981 to 1985; Libya then took him over, providing him with a decade-long base for his foreign operations.

In the mid-1990s, after slaughtering scores of his members whom he suspected of plotting against him, he moved briefly to Cairo (where his wife and two children still live), offering his services to Egypt in its war against militant Islamic groups. But once his presence became known, the Egyptian authorities thought it best to expel him. His shadowy troops dispersed — some to Lebanon, others (with Israel's approval) to the Palestinian occupied territories, still others, including Abu Nidal himself, to Iraq, the first sponsor of his terrorist career.

The greatest puzzle about Abu Nidal is whether he also sold his services to Israel. The circumstantial evidence is substantial. It is well-known that, in its long war against Palestinian nationalism, Israel penetrated every faction and recruited a veritable army of Palestinian informers and collaborators. Why not Abu Nidal himself?

Abu Iyad, whom I interviewed at length in 1990 shortly before his death, was convinced of it. Israel wanted to destroy the PLO (as Ariel Sharon today wants to destroy the Palestinian Authority) and prevent negotiations that might lead to a peaceful solution and the creation of an independent Palestinian state. Any genu-

ine negotiations would necessarily involve the surrender of territory, which is why Israel had gone to such lengths to persuade the world that the Palestinians were terrorists with whom no deal could be contemplated. Abu Nidal, he believed, was Israel's prime instrument for this purpose, central to its strategy.

Shortly after Menachem Begin became Israel's prime minister in 1977, Abu Nidal started killing leading Palestinian moderates, the very people Begin, as a champion of "Greater Israel," feared and hated because they favored a two-state solution.

It is an extraordinary fact that although Abu Nidal attacked some Jewish targets in his worldwide rampage, such as the El Al counters in Rome and Vienna and a synagogue in Istanbul, Israel never attacked him. Other Palestinian militants were hunted down mercilessly. He seemed to enjoy immunity. In turn, he never carried out anti-Israeli operations in the occupied territories, not even to throw a stone. Instead, as if to turn opinion against the Palestinians, he mounted spectacular operations in countries most supportive of the Palestinian cause, such as Greece, Cyprus and Sudan.

Of the four men who founded Fatah in 1959, Mohammed Yusuf Najjar was killed in 1973 in his home in Beirut by an Israeli assassination squad, and Abu Jihad, the PLO's military chief, was killed at his home in Tunis in 1988 (two operations in which Ehud Barak played a prominent part).

Then Abu Iyad was killed in January 1991 by an Abu Nidal agent. Of the four founders, only Arafat survives, despite Sharon's efforts. Many less prominent Palestinians were killed but it was not always clear whether Israel or Abu Nidal was responsible, or was it perhaps the one working through the other?

*The writer, author of "Abu Nidal: A Gun for Hire," contributed this comment to the International Herald Tribune.*

# Bush tries to cool Iraq war speculation

## He calls regime change matter of 'consultation'

By Brian Knowlton

International Herald Tribune

**WASHINGTON:** President George W. Bush sought Wednesday to calm what he called a "churning" of speculation about possible U.S. plans to attack Iraq, and he emphasized that he had made no final decision, would examine all options and would move only after full consultations with members of Congress and American allies.

His comments, made at his Texas ranch after a meeting with Defense Secretary Donald Rumsfeld and other top members of his security team, came on a day when Canada, a close ally and NATO member, joined Germany, Russia and other major powers in expressing serious reservations about any armed effort to oust President Saddam Hussein.

The United States, Bush said, would "consult with people who share our interests" in removing Saddam. The administration says he has pursued weapons of mass destruction in defiance of the United Nations and might share them with terrorists.

Bush asserted again that "regime change" in Iraq was "in the interests of the world," but added, "How we achieve that is a matter of consultation and deliberation."

Dismissing the "intense speculation over a possible attack on Iraq that he said was gripping the news media, Bush added: "I'm a patient man. And when I say I'm a patient man I mean I'm a patient man, and that we will look at all options, and all technologies available to us." Diplomacy is one of the options, he said.

Bush's remarks appeared to reflect a concern that the public debate had outrun any adminis-

tration timetable, allowing strong voices of opposition to emerge at home and abroad before the United States has fully laid out its evidence and arguments for an attack.

The attack, if it happens, is generally expected some time early next year. Bush did say

Wednesday that General Tommy Franks, who commanded the U.S. operation in Afghanistan and presumably would oversee any future Iraq action, was preparing plans "for all contingencies," including "in the particular country that you seem to be riveted on."

But he pointedly noted that Franks had not been invited to the Wednesday meeting. Joining Bush and Rumsfeld in the meeting Wednesday were Vice President Dick Cheney; the national security adviser, Condoleezza Rice; the chairman of the Joint Chiefs of Staff, General Richard Myers, and the White House chief of staff, Andrew Card.

But while Bush and Rumsfeld sought to turn attention away from Iraq — they had announced that the meeting would concentrate on long-range planning with no Iraq focus, and Bush said Wednesday that "the subject didn't come up" — administration comments have helped keep the subject in newspaper headlines in the United States and abroad.

Rumsfeld said Tuesday, for example, that there were Al Qaeda militants in Iraq, and that he presumed its "vicious, repressive" government was aware of their presence. The administration has vowed to pursue the militants it blames for the Sept. 11 terrorist attacks wherever they might be found.

The public debate has sharpened since Bush called for regime change and declared a doctrine of preemptive

attack, which was taken to be directed first at Iraq because of its reported pursuit of powerful and unconventional weapons.

But a series of news leaks has focused on doubts about the efficacy of Pentagon plans, and the risks to the world economy and to regional stability that an attack on Iraq might bring.

"It's a mistake for the press and the media to focus excessively on this one subject and particularize everything to it," Rumsfeld said Tuesday. "I find that the debate and the discussion and the national dialogue and the international dialogue is a little out of balance."

He suggested that some criticism of a possible attack was inspired by Democrats' electoral purposes, ahead of the midterm elections in November, although some prominent Republicans have joined in the criticism.

But Bush received strong backing Wednesday from a senior Republican legislator, Representative Tom DeLay of Texas, the House majority whip. In remarks prepared for a business group in Houston, DeLay said: "President Bush has it exactly right. Only a regime change can keep nuclear weapons from Saddam's control."

DeLay said it was up to Bush to "decide when it's time for action" but that he should "come to Congress" first.

Rumsfeld said after the Crawford meeting that the international coalition assembled by Bush for the global war on terrorism "is broad, it's deep, it's impressive and it is in fact what is helping the forward progress that we're achieving."

Asked about the suggestions by Germany, Canada and other allies that they might not join the United States in a strike against Iraq unless a better case is presented, Rumsfeld said, "The president has not asked them to."

## Iraq's Berlin envoy blames 'mercenaries' for takeover

By Steven Erlanger

The New York Times

**BERLIN:** Shamil Mohammed, the top Iraqi diplomat in Berlin, said Wednesday that the five men who seized his embassy for five hours were "gangsters, paid mercenaries, who were getting their orders from outside, on their cell phones."

In an interview, Mohammed, 47, who was among those held hostage during the takeover Tuesday, said the attack "was aimed not only against Iraq but also against Germany."

He praised the actions of the German police in ending the crisis and the policy of the Chancellor, Gerhard

Schroeder, who has warned against an American-led war with Iraq and ruled out German military participation.

"This was a political message for Germany, because Germany has very positive attitudes toward a war with Iraq," Mohammed said. Like the Iraqi Foreign Ministry on Tuesday, he also said that the Israeli and U.S. governments were behind the action, a charge both countries deny.

The men who took the embassy called themselves the Democratic Iraqi Opposition of Germany and called for the end of "the terrorist regime of Saddam Hussein and his killers." The seizure, the group said in a statement, "is intended to make the German people, its organi-

zations and its political powers understand that our people have the desire to be free and will act on it."

The five hostage takers appeared in court Wednesday, where a judge ordered them detained for further questioning. Their names were not released, but they range in age from 32 to 43, are believed to be Iraqis and had been living at a hostel for asylum seekers in Brandenburg state, which surrounds Berlin, said Ariane Faust, a spokeswoman for the Berlin judiciary. Four of the men had registered as asylum seekers in Berlin in March of this year, and the fifth had done so last year, she said.

Other known Iraqi opposition groups, including the main Iraqi National Congress, headed by Ahmad Chalabi, said they did not know the men

or the group they said they represented.

According to the German police and Mohammed, the five men burst through the front gates of the new embassy in a residential area of Berlin, firing two shots and using pepper-spray against the staff. There were seven Iraqis in the building, Mohammed said, including Iraqi security personnel.

The German police do not guard the embassy building but patrol the neigh-

borhood, although the embassy has an emergency contact number for the police.

The intruders were armed with a Czech-made 8-millimeter pistol, two pepper-gas guns, an electric prod and a small ax. They immediately moved to the second floor, where the offices are, and took four hostages, including Mohammed, tying their hands and feet and binding them to chairs. "They told us if we moved we would be shot," Mo-

ammed said.

After receiving permission from Baghdad, some 30 German special police, the SEK, stormed the building at dusk. They knocked the pistol from the hand of one intruder and quickly subdued the rest, releasing the hostages within two minutes.

"It was done in a very professional way, and it was over in seconds," Mohammed said.

## Case for war could get a boost from alleged Qaeda haven in Iraq

By Bradley Graham

The Washington Post

**WASHINGTON:** At least a handful of ranking members of Al Qaeda have taken refuge in Iraq, according to U.S. intelligence officials. Their presence would complicate U.S. efforts against the terrorist network's leadership but also would give the administration of President George W. Bush another rationale for possible military action against the Iraqi government.

Iraq has frequently been cited by administration officials as a haven for Qaeda fighters who have fled the U.S. military campaign in Afghanistan.

Mindful of the additional advantage that any verifiable association with Al Qaeda would hand the Bush administration, the Iraqi government has appeared

to distance itself from the fugitives. A senior U.S. intelligence official said there was no evidence that President Saddam Hussein had formally "welcomed in or sheltered" the terrorists.

"They aren't the official guests of the government," another official said, describing them largely as still "on the run." What is new, officials said, is the number and senior rank of the Qaeda members who have been mentioned in recent classified intelligence reports as being in Iraq.

"There are some names you'd recognize," one defense official said.

Alluding to these reports, Defense Secretary Donald Rumsfeld repeated earlier assertions about Al Qaeda's presence in Iraq, but he declined to elaborate on the evidence.

"I suppose that, at some moment, it

may make sense to discuss that publicly," he said Tuesday at a news conference. "It doesn't today. But what I have said is a fact — that there are Al Qaeda in a number of locations in Iraq."

The reports of a more significant Qaeda presence in Iraq come amid Pentagon planning for a possible invasion of the country and would appear to back Bush's arguments for toppling Saddam.

Eager to bolster the case for military action, administration hawks have pressed for months for whatever evidence can be uncovered about links between Saddam's government and Osama bin Laden's terrorist network.

One of the most tantalizing claims, involving a Czech report of a meeting in Prague in April 2001 between one of the Sept. 11 hijackers, Mohammed Atta, and an Iraqi intelligence agent, has not been corroborated. But U.S. officials continue to probe this and other possible connections.

As fresh evidence of Saddam's links to terrorism, the White House spokesman, Ari Fleischer, pointed to the death this week of the Palestinian terrorist Abu Nidal, who died in Baghdad, where he had been living for the past four years. "The fact that only Iraq would give safe haven to Abu Nidal demonstrates the Iraqi regime's complicity with global terror," Fleischer said.

Rumsfeld scoffed at the notion that Qaeda members were hiding in Iraq without the knowledge of the government or its protection. "In a vicious, repressive dictatorship that exercises near-total control over its population, it's very hard to imagine that the government is

not aware of what's taking place in the country," the defense secretary said.

Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, said in an interview with CBS News that members of Al Qaeda were operating in Iraq, but in the northern part of the country under the control of the Kurdish opposition leader Jalal Talabani, "an ally of Mr. Rumsfeld."

"It is not under the control of the government," Aziz said.

The Bush administration has been working with Talabani and the leaders of other Iraqi opposition groups to build a united front against Saddam.

Qubad Talabani, Washington representative of the Patriotic Union of Kurdistan, which operates in northern Iraq, said that a group of about 120 Arabs with some links to Al Qaeda did arrive in the eastern town of Biyara last September. Their numbers have grown since the U.S. war in Afghanistan began, Talabani said.

Al Qaeda has often used northern Iraq to travel between Afghanistan and other countries. So, U.S. officials said, they are not surprised to find some members taking shelter in Iraq.

"Given that people dispersed in a variety of different directions, you would expect those with Iraqi ties or nationality to show up in Iraq," the intelligence official said.

Of particular interest to U.S. authorities are what two officials characterized as a handful of "second- and third-tier" Qaeda operatives in Iraq. People of this rank have become a greater focus of U.S. anti-terrorism efforts around the world as bin Laden and his top lieutenants have dropped from view.

International Herald Tribune  
Thursday, August 22, 2002

## Feu vert pour l'établissement de trois banques privées dans le Kurdistan



BAGDAD, 27 août (AFP) - 16h37 - Le gouverneur de la Banque centrale irakienne Essam Rachid Houeich a indiqué mardi avoir donné son feu vert pour l'établissement de trois banques privées dans le Kurdistan irakien, qui échappe au pouvoir de Bagdad depuis 1991.

"La Banque centrale a approuvé l'établissement de trois banques privées dans la région autonome du Kurdistan", dans le nord de l'Irak, a déclaré M. Houeich dans une interview publiée mardi par l'hebdomadaire irakien Al-Rafidain.

Il a ajouté que des hommes d'affaires de la région du Kurdistan avaient émis des demandes pour la création de trois banques privées dans les provinces de Dohuk, Sulaimaniya et Erbil.

M. Houeich a précisé que la Banque centrale "supervisera directement les activités de ces établissements financiers".

Le Cabinet irakien, sous la présidence du chef d'Etat Saddam Hussein, avait chargé à la mi-août la Banque centrale "d'accorder des permis pour l'établissement de banques nationales sous sa supervision dans le Kurdistan.

Le Kurdistan irakien s'était soulevé à la fin de la guerre du Golfe en 1991. Depuis, Bagdad n'a plus de prise sur cette région, contrôlée par deux principales factions kurdes rivales

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani, contrôle la partie est du Kurdistan d'Irak frontalière de l'Iran, alors que son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani tient le secteur proche de la Turquie.

Saddam Hussein avait offert à maintes reprises d'entamer un dialogue avec les Kurdes, mais avait cependant menacé en novembre 1991 de recourir à la force au Kurdistan s'il s'avérait impossible d'établir un dialogue entre Bagdad et les factions kurdes.

---

## Mesut Yilmaz affirme soutenir le rôle de l'armée dans la politique



ANKARA, 28 août (AFP) - 14h58 - Le vice-Premier ministre turc Mesut Yilmaz, chargé des relations avec l'Union européenne, a indiqué mercredi que l'UE devait comprendre la position de l'armée turque qui n'hésite pas à intervenir pour peser sur la vie politique contre l'islam politique et le séparatisme kurde.

"Nous expliquons à nos interlocuteurs européens que les militaires sont sensibles sur deux questions: le caractère laïque du régime et l'indivisibilité du pays", a dit M. Yilmaz devant la presse.

Il a estimé que quand les partis politiques turcs cesseront d'utiliser ces thèmes pour des buts électoraux "pour avancer vers une attitude plus mature, l'armée n'aura plus de raisons de faire preuve de ces sensibilités".

"Mais tant que ces deux sujets continueront d'être exploités, la poursuite de cette situation est inévitable", a-t-il dit.

M. Yilmaz, un fervent partisan de l'intégration de son pays à l'UE, avait pourtant provoqué par le passé l'ire des militaires qu'il accusait de s'opposer à l'adoption de réformes nécessaires pour entamer des négociations d'adhésion avec l'UE.

L'armée se pose en farouche gardienne des principes laïcs du régime et intervient dans la politique du pays par le biais du Conseil national de sécurité (MGK) qui réunit tous les mois les plus hauts dirigeants civils et militaires.

M. Yilmaz a appelé les Quinze à évaluer la Turquie dans cette perspective des choses. "Aucun pays ne peut rester indifférent aux menaces à son intégrité territoriale et ne pas regarder si un parti utilise la démocratie pour détruire la démocratie", a-t-il ajouté.

Le parlement turc a adopté à une large majorité le 3 août une série d'importantes réformes démocratiques -- abolition de la peine de mort et un enseignement et une radio-télédiffusion en kurde -- pour rapprocher la Turquie des normes de l'UE à laquelle elle est candidate.



# Maquis islamiste au Kurdistan d'Irak

*Le groupe Ansar al-Islam, renforcé par des hommes d'Al-Qaeda, harcèle les soldats du «gouvernement» kurde au nord d'Halabja.*



Halabja, Kurdistan irakien  
envoyé spécial

**E**n cas d'intervention américaine contre Bagdad, c'est sur ce front presque oublié, loin des troupes irakiennes, que pourrait commencer la guerre. A quelques kilomètres au nord d'Halabja, la ville symbole du martyr kurde, où 5000 civils périrent gazés en 1988 par l'armée de Saddam Hussein, cette zone est déjà surnommée «le Tora Bora de l'Irak»: terrés dans les montagnes adossées à la frontière iranienne, 400 à 800 islamistes kurdes de l'organisation Ansar al-Islam, renforcés par 70 combattants d'Al-Qaeda, des Arabes revenus d'Afghanistan, guerroient contre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

«Aux mortiers, aux kalachnikovs et aux lance-roquettes, les combattants d'Ansar al-Islam et d'Al-Qaeda nous tirent dessus quotidiennement. Et nous répliquons», explique le commandant Shekh Jafar, de l'UPK, la formation qui dirige le «gouvernement» kurde de Soulemanieh. Depuis juillet, Shekh Jafar a reçu l'appui de 2000 soldats supplémentaires – ils sont désormais 3000 – prêts à en découdre avec les militants islamistes. A l'aide de bulldozers, les peshmergas (combattants kurdes) de l'UPK multiplient positions militaires, tranchées et nids de mitrailleuses, afin d'étouffer dans l'œuf la menace que font planer sur eux les extrémistes islamistes. Début août, des officiers britanniques et américains sont venus repérer les lieux, pour préparer vraisemblablement un appui aérien, en cas d'offensive de l'UPK.

**«Il suffit de regarder la carte. Comment les combattants d'Ansar al-Islam pourraient-ils survivre sans aide iranienne?»  
Un officier kurde**

officiers britanniques et américains sont venus repérer les lieux, pour préparer vraisemblablement un appui aérien, en cas d'offensive de l'UPK.

**Alliance de circonstance.** Le groupe Ansar al-Islam («Partisans de l'Islam»), explique-t-on de source kurde, bénéficierait d'une étrange alliance de circonstance: il est soutenu logistiquement et militairement par la république islamique d'Iran, et financièrement par le régime de Saddam Hussein. Les deux Etats ennemis partagent la même crainte d'une interven-



PHIEN LAM PHUC - VU

Des peshmergas au Kurdistan. Américains et Britanniques prépareraient un soutien aérien en cas d'offensive de l'UPK contre Ansar.

tion américaine en Irak. «Bagdad a livré récemment des armes chimiques aux combattants d'Ansar al-Islam», affirme même à Libération le commandant Shekh Jafar. Si cette allégation sur le soutien irakien se vérifiait, ce serait la première fois qu'un lien direct serait établi entre Al-Qaeda et Saddam Hussein.

Ansar al-Islam est bien plus qu'une épine dans le pied de l'UPK, dont le chef, Jalal Talabani, a promis son soutien à une intervention militaire américaine. De leurs bases de Tawela, de Panjwin et de Behara, les combattants islamistes attaquent à revers les peshmergas. Ces escarmouches quotidiennes empêchent ces derniers de se mobiliser entièrement contre les soldats irakiens au sud. Dans l'hypothèse d'une attaque américaine, cela limiterait la capacité militaire de Talabani à s'emparer des champs pétrolifères de Kirkouk, à une quarantaine de kilomètres de la ligne de cessez-le-feu de Chamchamal.

Les islamistes d'Ansar ont une réelle capacité de nuisance et opèrent de spectaculaires coups de main. En juin dernier, un de leurs commandos s'est infiltré jusqu'à la capitale du Kurdistan méridional, Soulemanieh, pour y assassiner le «président» Talabani. Celui-ci étant trop protégé ce jour-là (il recevait une délégation américaine), ils se sont rabattus sur le Premier ministre, Barham Saleh, qui s'en est tiré d'urt cheveu. Ses cinq gardes du corps y ont laissé leur vie: D'où le désir des autorités kurdes de Soulemanieh de casser cette menace constante. Scénario possible: dès

le début des hostilités, l'UPK, aidée par les avions anglo-américains, liquiderait rapidement les combattants d'Ansar pour se concentrer sur l'ennemi irakien. Mais l'affaire est compliquée. La première offensive des peshmergas, à l'automne dernier, a tourné au fiasco: «Cent vingt de nos hommes ont été tués et, parmi eux, vingt-cinq de nos soldats faits prisonniers ont été retrouvés la gorge tranchée, horriblement mutilés», reconnaît le commandant Jafar. L'Iran voisin joue une diplomatie subtile d'équilibre. Officiellement, Téhéran entretient de bonnes relations avec les Kurdes de l'UPK, mais ceux-ci soup-

çonnent la République islamique de double jeu: «Il suffit de regarder la carte. Comment les combattants d'Ansar al-Islam pourraient-ils survivre sans aide iranienne?», s'exclame un officier. Mais, pris en tenailles entre Saddam Hussein au sud, les Kurdes rivaux du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et la Syrie, qui, elle aussi, maintient plusieurs fers au feu, il est impossible pour les Kurdes de Soulemanieh de se mettre l'Iran à dos. Ce pays représente malgré tout pour eux un rare ballon d'oxygène.

**Bastion islamiste.** Outre le jeu de Téhéran s'ajoute celui, très local, des rapports de force à Halabja. La ville est le seul bastion islamiste d'un Kurdistan dominé par les partis laïques. Coiffé d'un turban blanc, chaussé d'épaisses lunettes, assis devant l'emblème du Mouvement islamique du Kurdistan (MIK) – un kalachnikov qui protège le Coran –, le mollah Ali, chef du MIK, affirme: «Saddam Hussein est un criminel de guerre, et nous ferons tout pour nous en débarrasser. Mais nous sommes hostiles à une intervention américaine. Si nous en avons les moyens, nous tenterons de nous y opposer.» Lui-même dément tout lien avec Ansar, même si certains des membres du groupe sont d'anciens du MIK. «Ils n'ont pas la tête à la politique. Ils imitent Ben Laden, qui s'est mis le monde entier à dos. Ce sont des irresponsables», affirme le mollah à Libération. Les militaires de l'UPK doutent de la bonne foi du mollah Ali, affirmant que ses peshmergas aident en sous-main les combattants d'Ansar al-Islam. A Halabja, la population, qui endure encore aujourd'hui les terribles souffrances – difficultés respiratoires, problèmes oculaires, malformations, fausses couches... –, provoquées par les bombes chimiques de Saddam Hussein, attend dans l'angoisse une nouvelle confrontation militaire ●

PIERRE HAZAN

## Ansar al-Islam expérimente des toxines mortelles

Recherché par plusieurs services secrets occidentaux, le mollah Krekar, chef présumé du groupe islamiste kurde Ansar al-Islam, vit à Oslo depuis 1991 avec sa famille, mais se trouverait actuellement en Irak, selon la chaîne de télévision publique norvégienne NRK. «Cet homme bénéficie depuis 1991 du statut de réfugié en Norvège et dispose à ce titre d'un permis de séjour», a confirmé jeudi la Direction norvégienne de l'immigration, qui «enquête sur cette affaire». Les «Partisans de l'Islam» de Krekar sont suspectés de cacher dans leurs rangs de 70 à 150 membres d'Al-Qaeda, anciens combattants arabes d'Afghanistan. Lundi dernier, la chaîne américaine ABC avait révélé que Washington avait été informé qu'Ansar avait expérimenté des toxines mortelles. Mais le gouvernement se serait refusé à intervenir: vu le caractère mineur et artisanal de ces tests, la Maison Blanche aurait jugé qu'il ne valait pas la peine de risquer la vie d'Américains pour y mettre fin et risquer par la même occasion un tollé général contre une telle opération en territoire irakien. Sous le couvert de l'anonymat, un responsable américain a précisé que la toxine mortelle testée «sur des volailles et au moins une personne» était la ricine. Ansar al-Islam a mené ces expériences ces derniers mois dans une région de l'Irak qui n'est pas contrôlée par le régime de Saddam Hussein, et aucun élément ne prouve que ce dernier était au courant des activités du groupe. (D'après AFP)

Saddam and terrorism ■ By William Safire

# Interrogations link Al Qaeda to Iraq

WASHINGTON

Brent Scowcroft and his leave-Saddam-alone acolytes on the president's Foreign Intelligence Advisory Board insist that "there is scant evidence to tie Saddam to terrorist organizations." But here are two names of intense current interest to American counterterror agents:

One is Fowzi Saad Obeidi, an Iraqi intelligence officer. Under the name Abu Zubair, Saad headed a force of 120 Arab terrorists backed by about 400 renegade Kurds who were remnants of a defeated separatist group.

Their "Supporters of Islam" organization was sent by Saddam into the portion of northern Iraq under U.S. aerial protection to assassinate the democratic Kurdish leadership and to establish crude chemical warfare facilities

in villages near the Iranian border.

The other name is of a senior Al Qaeda commander, Abu Omer Kurdi. Known at Qaeda headquarters in Jalalabad, Afghanistan, by the name Rafid Fatah, this aide to Osama bin Laden helped train many of these infiltrators and accompanied them on their mission.

Several of their attempts to kill the Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani or their deputies late last year, with the latest strike at a top aide just last week, were bloodily repulsed, with a score of the terrorists captured – including the Saddam agent, Saad, and the Qaeda operative, Kurdi.

However, the terrorist mission to set up facilities to weaponize poisons in Iraqi Kurdistan has been more successful. One produces a form of cyanide cream that kills on contact. A shipment

of this rudimentary panic-spreader, produced by what interrogators say is a Qaeda-Saddam joint venture, was recently intercepted in Turkey on its way to terror cells in the West. These chemicals are not weapons of mass destruction, but for individuals who touch it – 'tis enough, 'twill do.

Such verification of data obtained from the captured terrorists awakened CIA bureaucrats who for nearly a year waved reporters away from evidence of Qaeda-Iraqi links lest it justify U.S. action. Belatedly, a CIA team interrogated some of the terrorists held in northern Iraq – comparing what they found with information gleaned from Al Qaeda prisoners at Guantánamo Bay.

Even religiously motivated terrorists crack in dismay at how much their CIA interrogator already knows. When added to prisoners' family de-

tails provided by Kurdish sources, the scope of U.S. knowledge led captives in Kurdistan to talk about poison production and Iraqi links because they figured there was little left to hide.

The new information has changed much intelligence analysis. The CIA has even stopped discrediting reports from Czech intelligence about a different point of Qaeda-Saddam contact: the meeting between a Sept. 11 hijackers' leader, Mohamed Atta, and a top Saddam spymaster in Prague.

But the new evidence of Saddam's close connection with terrorists seeking to kill Kurds under American air protection and to export crude poison weaponry poses an immediate opera-

tional problem: Should the United States send in special forces to find and root out the hidden facilities near the Iraq-Iran border? The answer, apparently, is, "Not now." Why? For the same reason America has not sent anti-tank weapons and gas masks to the 70,000 Kurdish fighters eager to join an American effort to topple the Iraqi dictator: It might provide a provocation for Saddam to take out the lightly armed Kurds before America has forces in place to launch a coordinated assault, probably early next year.

Let's not pretend we must "make the case" that Saddam, personally directed the events of Sept. 11. The need to strike at an aggressive despot before he gains

the power to blackmail the United States with the horrific weapons he is building and hiding is apparent to most Americans, including those who will bear the brunt of the fight.

But it would make sense for him to use his new weaponry through terrorist cutouts. That is why it is worthwhile to discover and expose the likelihood of Saddam's previous and present connections to mass murder.

That is why people who oppose the finishing of this fight — on strategic, self-justifying, political or pacifist grounds — should open their minds to the signs that terror's most dangerous supporter can be found in Baghdad.

The New York Times

# Irak : Dick Cheney partisan de la manière forte

Isabelle Lasserre

C'est un nouveau coup de chaud dans les relations tumultueuses qu'entretiennent depuis le début de l'été les partisans et les détracteurs d'une intervention militaire américaine en Irak. A l'occasion d'une visite à Nashville, dans le Tennessee, le vice-président américain, Dick Cheney, a justifié lundi l'urgence d'une opération contre le régime de Saddam Hussein. « *Le risque d'une inaction est plus grand que celui de l'action. Le temps joue contre nous* », a-t-il martelé, en soulignant qu'il ne fallait pas attendre que Saddam Hussein se dote de l'arme nucléaire pour agir.

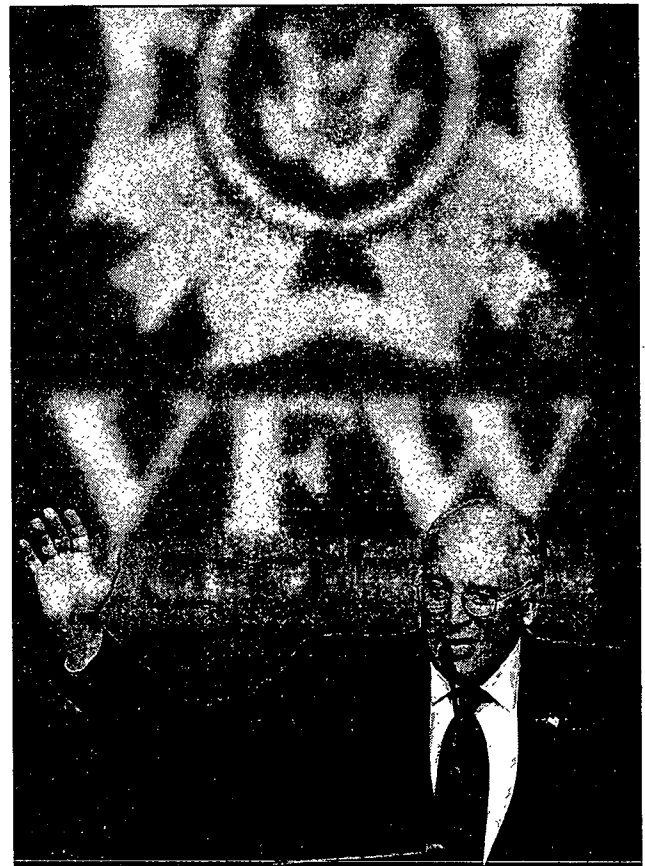
Ancien ministre de la Défense pendant la guerre du Golfe de 1991, Dick Cheney s'est inquiété du fait que des « *armes de destruction massives puissent se retrouver entre les mains d'un réseau terroriste ou d'un dictateur sanglant, ou les deux travaillant ensemble, et lancées avec des missiles* ». La prolifération des armes de destruction massive en Irak, combinée au refus de Bagdad d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU censés vérifier la réalité du désarmement, « *crée un impératif pour l'action préventive* ». « *Notre pays ne vivra pas à la merci de terroristes ou de régimes de terreur* », a-t-il prévenu.

Ces commentaires très dé-

terminés interviennent alors que les experts juridiques de George W. Bush ont affirmé que le président américain pourrait, s'il le voulait, se passer de l'approbation du Congrès pour lancer une intervention militaire contre l'Irak. Tout en confirmant que George W. Bush avait le droit d'ordonner une offensive militaire, le porte-parole de la présidence, Ari Fleischer, a cependant dédramatisé les conclusions des experts juridiques. « *S'il fallait en arriver là, a-t-il affirmé, le président consulterait le Congrès, car le Congrès a un rôle important à jouer.* »

Cette remontée au créneau des partisans de la manière forte au sein de l'Administration américaine est en fait, selon les analystes, une réponse aux critiques qui fusent d'Europe, des pays arabes, mais aussi, depuis quelque temps, du camp républicain et des proches du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. Tout en réitérant la fermeté de la position présidentielle, Dick Cheney s'est en fait attaché à la justifier. « *Face à un danger mortel, nous ne devons pas céder aux bien-pensants ou aux aveugles obstinés... Le monde entier doit savoir que nous entreprendrons toutes les actions nécessaires à la défense de notre liberté et de notre sécurité.* »

Accusé par l'Europe, par les pays arabes et par une partie de l'Administration américaine d'agir de manière unilatérale, sans consulter ses par-



Le vice-président américain a justifié l'urgence d'une attaque contre l'Irak, lundi à Nashville, lors de la convention des vétérans des guerres étrangères. (Photo M. Humphrey/AP.)

tenaires de la coalition antiterroriste, le clan des va-t-en-guerre américains, qui malgré l'hyperpuissance des Etats-Unis est conscient qu'il ne peut agir contre la volonté du monde entier, rechercherait désormais l'apaisement. Le président Bush a ainsi reçu

hier l'ambassadeur d'Arabie Saoudite dans son ranch au Texas. L'Administration américaine a aussi promis d'écouter les doléances de l'Europe.

Diplomacy backed by force ■ By James A. Baker 3d

# The right way to change Iraq's regime

**W**HILE there may be little evidence that Iraq has ties to Al Qaeda or to the attacks of Sept. 11, there is no question but that its present government, under Saddam Hussein, is an outlaw regime, is in violation of UN Security Council resolutions, is embarked upon a program of developing weapons of mass destruction and is a threat to peace and stability, both in the Middle East and, because of the risk of proliferation of these weapons, in other parts of the globe.

Peace-loving nations have a moral responsibility to fight against the development and proliferation of weapons of mass destruction by rogues like Saddam. We owe it to our children and grandchildren to do so, and leading that fight is, and must continue to be, an important foreign policy priority for America.

And thus regime change in Iraq is the policy of the current administration, just as it was the policy of its predecessor. That being the case, the issue for policymakers to resolve is not whether to use military force to achieve this, but how to go about it.

Covert action has been tried before and failed every time. Iraqi opposition groups are not strong enough to get the job done. It will not happen through internal revolt, either by the army or by the civilian population. We would have to be extremely lucky to take out the top leadership through insertion into Iraq of a small rapid-strike force. And this last approach carries significant political risks for the administration, as President Jimmy Carter found out in April 1980.

The only realistic way to effect regime change in Iraq is through the application of military force, including sufficient ground troops to occupy the country (including Baghdad), depose the current leadership and install a successor government. Anyone who thinks regime change can be effected in Iraq with anything less than this is simply not realistic.

It cannot be done on the cheap. It will require substantial forces and substantial time to put those forces in place to move. The United States had more than 500,000 Americans, and more soldiers from many allies, for the Gulf War.

There will be casualties, probably quite a few more than in that war, since the Iraqis will be fighting to defend their homeland. Sadly, there also will be civilian deaths. The victors will face the problem of how long to occupy and administer a big, fractious country and what type of government or administration should follow. Finding Saddam and his top associates will be difficult. It took two weeks to locate Manuel Noriega in Panama, a small country where the United States had military bases.

Unless we do it in the right way, there will be costs to other American foreign policy interests, including our relationships with practically all other Arab countries (and even many of our customary allies in

Europe and elsewhere) and perhaps even to our top foreign policy priority, the war on terrorism.

Finally, there will be the cost to the American taxpayer of a military undertaking of this magnitude. The Gulf War cost somewhere in the range of \$60 billion, but we were able to convince our many allies in that effort to bear the brunt of the costs.

So how to effect regime change in Iraq?

Although the United States could certainly succeed, we should try our best not to have to go it alone, and the president should reject the advice of those who counsel doing so. The costs in all areas will be

much greater, as will the political risks, both domestic and international, if we end up going it alone or with only one or two other countries. The president should do his best to stop his advisers and their surrogates from playing out their differences publicly and try to get everybody on the same page.

The United States should advocate adoption by the UN Security Council of a simple and straightforward resolution requiring that Iraq submit to intrusive inspections anytime, anywhere, with no exceptions, and authorizing all necessary means to enforce it. It is technically true that the United Nations already has sufficient legal authority to deal with Iraq, but the failure to act when Saddam ejected the inspectors has weakened that authority. Seeking new authorization now is necessary, politically and practically, and will help build international support.

Some will argue, as was done in 1990, that going for United Nations authority and not getting it would weaken our case. I disagree. By proposing to proceed in such a way, we will be doing the right thing, both politically and substantively. We will occupy the moral high ground and put the burden of supporting an outlaw regime and proliferation of weapons of mass destruction on any countries that vote "no." History will be an unkind judge for those who prefer to do business rather than to do the right thing.

And even if the administration fails in the Security Council, it is still free — citing Iraq's flouting of the international community's resolutions and perhaps Article 51 of the UN Charter, which guarantees a nation's right to self-defense — to weigh the costs versus the benefit of going forward alone.

Others will argue that this approach would give Saddam a way out because he might agree and then begin the cheat-and-retreat tactics he used during the first inspection regime. The first time he resorts to these tactics, we should apply whatever means are necessary to change the regime. And the international community must know during the Security Council debate that this will be American policy.

We should frankly recognize that our problem in accomplishing regime change in Iraq is made more difficult by the way our policy on the Arab-Israeli dispute is perceived around the world. Sadly, in international politics, as in domestic politics, perception is sometimes more important than reality.

We cannot allow our policy toward Iraq to be linked to the Arab-Israeli dispute, as Saddam will cynically demand, just as he did in 1990 and 1991. But to avoid that we need to move affirmatively, aggressively and in a fair and balanced way to implement the president's vision for a settlement of the Arab-Israeli dispute, as laid out in his June speech. That means, of course, reform by Palestinians and an end to terror tactics. But it also means withdrawal by Israeli forces to positions occupied before September 2000 and an immediate end to settlement activity.

To change the regime in Iraq, the country will have to be occupied militarily. The costs, politically, economically and in terms of casualties, could be great. They will be lessened if the president brings together an international coalition. That would help to achieve the continuing support of the American people, a necessary prerequisite for any successful foreign policy.

*The writer was secretary of state from 1989 to 1992. He contributed this comment to The New York Times.*

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**

August 26, 2002

## **Islamist Party Back Barzani in Confronting Turkish Campaign**

Al-Hayat August 27, 2002 by Ismail Zayir

The Hague -- The Islamic Movement in Iraqi Kurdistan -- led by Shaykh Ali Abd-al-Aziz -- has backed (Masoud Barzani's) Kurdistan Democratic Party in its conflict with the Turkish Government. During his visit to Arbil where the Kurdish Administration has its headquarters, the movement's leader said that "the movement, with all its means, supports the KDP in confronting the fierce campaign waged by the Turkish Government and stands by its side against any outside threats."

This position was confirmed to Al-Hayat by Ihsan Abdulaziz, son of the Islamic Movement's leader and his representative in London, bearing in mind that there is a broad campaign launched by the Iraqi opposition circles in protest against statements made by Turkish Defense Minister Cakmakoglu last week and in which he hinted that the provinces of Kirkuk and Mosul belong to his country.

Shaykh Ali Abdulaziz a few days ago moved to Arbil and held several meetings with Barzani and the KDP leadership to express the support of the Kurdish Islamic organizations for Barzani in the current crisis with Turkey.

Meanwhile, the Kurdish Islamic Movement representative met, the day before yesterday, with officials in the British Foreign Office to reaffirm "the movement's peaceful line in Kurdistan and its position on avoiding extremism and respecting other people's views." Ihsan Abdulaziz said that he told the Foreign Office officials that the movement is willing to receive a US or European delegation "to establish the facts and examine the claims against the Islamist trend, particularly those about the presence of Al-Qaeda elements or the existence of chemical laboratories in Iraqi Kurdistan."

He added that he told the British officials that "the Islamic Movement sees the need to find a way out of the current political situation in the province through a unified government of technocrats in which educated people and people with experience are represented, and which would supervise new elections that will pave the way for a new (Kurdish) parliament."

In another context, sources in the Ansar al-Islam group have denied that the group executed elements accused of having infiltrated the group. The sources told Al-Hayat that 17 security agents from various Kurdish and other organizations "were arrested for their involvement" in actions against the group and for possessing weapons and explosives.

\* \* \* \* \*

## **A Knot the Arabs will Have to Open with Their Teeth**

Al-Sharq Al-Awsat By Salah al-Qallab August 29, 2002

Few days ago, Kurdish leader Masoud Barzani dropped a political bombshell when he opined that the northern region of Iraq would become a "graveyard" for Turkish soldiers if they ever tried to occupy it during the expected American military campaign to overthrow Saddam Hussein's regime and establish a democratic, pluralistic and federal regime that ensures participation, fairness, and rights to all the people regardless of ethnicity and sectarian groupings.

This clear and frank threat came in response to a surprising and provocative threat made by the Turkish defense minister about the Iraqi wilayet of Mosul being considered "still" part of the Turkish territories according to a decision taken by the Turkish parliament in 1920. The Mosul wilayet, as it is known, included in that period the territories north of Himreen Mountains, up to the Turkish borders, in addition to the cities of Kirkuk, Dohuk, Erbil, Suleimaniyah, and Mosul. Although all the Arab capitals, including Baghdad, kept silent and did not respond to Cakmakoglu's statement and the serious political indications it included, they did not even respond to Barzani's threat or support them. The Turks tried to ease the situation through the official spokesperson of the Turkish President indicating that the defense minister meant that the Mosul wilayet is Turkomani.

Despite the American assurances to the Turks to protect Iraq's sovereignty and to the Kurds that there will be no Turkish land forces in case of any attack on Iraq, some Turkish ideologues still dream of possible restoration of the

properties of the Ottoman Empire in neighboring countries. What whetted their appetite was their occupation of part of Cyprus in 1974, which they had vacated earlier under pressure of the British Empire, which still has military bases there. There are some Turks who still think they could restore part of the Balkans or some islands which are part of Greece. There are some Turks, including Cakmakoglu, who still insist that Mosul wilayet is part of the Turkish territories and wait to seize the opportunity to restore it. For those who do not know, there is an article in the Turkish budget that allocates one Turkish lire for Mosul wilayet. This is comparable to China's non-recognition of Taiwan as the Chinese army fires one grenade every morning in the direction of Taiwan.

The allegations of the Turkish ideologues stems from the fact that the Iraqi state established by King Faisal included in the first two years the wilayets of Basra and Baghdad only. They still refer to the Turkish parliament's decision that Mosul wilayet is a Turkish wilayet, although the matter was finalized between the British and French with Mustafa Kemal's agreement 1925. At the same time the issue of the Iskenderun district was finalized, although Syria up to recently considered it Syrian territory.

These ideologues are still angry that the Arabs revolted against them and rid themselves from the occupation. The reality is that Turkey considers itself the greatest state in the region and looks at Iraq as the sick state where the Turks should have a major role in drawing the Iraqi picture after getting rid of Saddam Hussayn. The Turks want American assurances that the Kurds in Iraq would not serve to motivate Kurds in Turkey to seek more than the cultural rights they have received after European pressures.

The Turks refuse to accept that Kurds in Iraq receive autonomy, federalism, and of course, independence. It is afraid of any secret agreements between the US and the two major Kurdish parties to obtain future independence, and is therefore trying to take a direct military role in the expected attack on Iraq and establish a permanent military presence in the Iraqi Kurdistan region. This is Turkey's short term goal, whereas its long term goals are mentioned by the Turkish defense minister. Turkey is trying to exploit the small Turkoman minority in Iraq and insists their numbers are more than two million, i.e. ten times more than the real number. Turkey also says it represents the majority in the whole of Mosul wilayet, meaning Mosul city and whatever lies north of the Himreen Mountains. This ignores reality on the ground, as well as past and present history.

The problem here is that while Turkey is taking these actions and the future of an Arab country is being auctioned, Arab countries continue a policy of "hiding behind their fingers" and repeating the phrase "we are against any military action against Iraq and interference in its internal affairs" to an extent that it has become so boring and unconvincing that this is actual Arab position.

The United States insists on military action against Iraq and interference in its internal affairs. It continuously announces that it will oust the regime of Saddam Hussayn and will reformulate the political map on the basis of federalism. Turkey announces whatever it announces and exploits the Arab absence and the Western fear to come to the table where the future of an Arab country [Iraq] which borders Syria, Jordan, Saudi Arabia, and Kuwait is being drawn. The future of this country [Iraq] will have big impact on the future of all the Arab countries, near and far.

The Arabs are against any military action against Iraq, which is good and necessary. They are also against the intervention in the affairs of a sister Arab country. But as the US insists on military action against Iraq and interfering in its internal affairs, will Arab states continue their policy of hiding behind their fingers and leaving Turkey alone at the table where the future of Iraq is being drawn, with the United States which might respond at a moment to Turkey's desires for its own interests or a retaliation to the Arab positions?

If the Arabs cannot stop the American military action, they should at least act unashamedly not to let the Americans and Turks be the only ones who decide the future of a major Arab state. And shake Barzani's hand that, despite his delicate and difficult situation, and sanctions and his desperate need for the Turkish exits, he did not hesitate to say that Mosul wilayet and northern Iraq regions will become a graveyard for Turkish soldiers...

The Arabs should bear in mind that Iran will not keep silent if Turkey participates with ground troops in any military action or occupies Mosul or Kirkuk, or any region of northern Iraq. The Arabs should realize that the Iranian military preparedness at the northern Iraqi borders is not against the US, but Turkey. The Arabs should also take into consideration that their absence from the table where the future of Iraq is being drawn will cost them a lot in future. And the quote says if you don't start opening the nod with your fingers you will have to use your teeth later on.

\* \* \* \* \*

# 2 Qaeda chiefs may be in Iran

## Arabs point to border shelters

By Peter Finn

The Washington Post

**JIDDA:** Two figures who have assumed critical roles in the Qaeda hierarchy in recent months, including one reported dead by the Pentagon, are being sheltered in Iran along with dozens of other Al Qaeda fighters in hotels and guest houses in the border cities of Meshed and Zabol, according to Arab intelligence sources.

The two — Saif Adel, an Egyptian on the FBI's list of 22 most-wanted terrorists, and Mahfouz Ould Walid, also known as Abu Hafs the Mauritanian, whom U.S. officials reported had been killed near the eastern Afghan city of Khost in January — are directly involved in planning Al Qaeda terrorist operations, according to the intelligence sources, who are outside Saudi Arabia and did not want their names or countries disclosed.

With Osama bin Laden and his second-in-command, Ayman Zawahiri, in hiding, the sources said, and with the death of the Al Qaeda military chief, Mohammed Atef, the two have assumed operational control of Al Qaeda's military committee, which directs attacks, and its ideological or religious committee, which issues fatwas, or decrees, to justify those attacks.

Iran denied the report on Wednesday, Reuters reported from Tehran.

["It has become a bad habit of some American circles to issue repetitious and baseless charges against Iran," said a spokesman for the Iranian Foreign Ministry, Hamid Reza. "Those Al Qaeda members are not in Iran."

[Iran has said it arrested and deported 150 people with suspected links to the former Taliban government in Afghanistan and to Al Qaeda who had illegally entered Iran from Afghanistan. Sixteen of the suspects were handed over to Saudi Arabia.

[In response to Iran's denial, the United States on Wednesday warned Tehran against harboring terrorists. "We expect every government not to harbor terrorists in their country and not to provide them with safe haven," a White House spokesman, Scott McClellan, said in Crawford, Texas, where President George W. Bush is spending a month at his ranch. "And that's what we call on the Iranian government to do as well," McClellan said. "We want to be very clear to the Iranian government on that message."]

The idea of the transfer of power

within Al Qaeda arose after the attacks in New York and at the Pentagon on Sept. 11, when it became apparent to Al Qaeda that the United States might attack Afghanistan and capture or kill some of its senior leaders, the sources said. The need to put the transfer into practice became even more apparent in March with the capture in Pakistan of Abu Zubaida, a Palestinian and senior Al Qaeda planner.

The sources also said that one of bin Laden's sons, Saad, who is in his early 20s, was being groomed as his father's successor because of the symbolism offered by the idea of a dynasty. And while the sources said that Saad had not assumed a formal position, he had increasingly been communicating with operatives worldwide in order to burnish his standing with them.

"Saad has authority, but Zawahiri is still No. 2," a senior Arab intelligence officer said.

Dozens of other Al Qaeda fighters, and possibly more, are also staying in a cluster of hotels in Meshed, in northeastern Iran near the borders with Turkmenistan and Afghanistan, and in guest houses in Zabol, about 650 kilometers, or 400 miles, farther south on the Iranian-Afghan border, the sources said.

The report from these sources supported the Bush administration's longstanding assertion that Iran — or at least hard-liners in the conservative clerical line of authority that controls the army and intelligence services — is harboring Al Qaeda fighters.

The sources said that Adel and Walid had met regularly with lieutenants in Meshed and Zabol, and that Iran had also been used as a way station to other countries for Al Qaeda fighters who had fled Afghanistan since the Taliban was defeated in November.

The sources said Iran's transfer of the 16 suspected Al Qaeda operatives to Saudi Arabia in June, along with the deportations to other countries, were a pretense used to rebut the Bush administration's allegations and encourage the idea that it was cooperating in the U.S.-led campaign against terrorism.

The Saudi foreign minister, Prince Saud al Faisal, cited the June transfer as an instance of such cooperation in an interview this month.

Officials in Arab countries said that captured Al Qaeda operatives had said in interrogations that their Iranian hosts had told some of them they had to leave after Bush included Iran in what he described as an "axis of evil" in his State of the Union address in January.

But crucial Al Qaeda figures were allowed to stay in Iran, the officials said, and some of those who left were provided with false papers or had their passports cleaned of incriminating stamps. Still others, or their wives and children, were turned over to their home governments in a display of solidarity with the United States and its allies.

In one case, the wife of a prominent Al Qaeda figure was sent home and told officials when she arrived that her husband was still in Iran, another intelligence officer said.

"There is an Iranian role in hosting Al Qaeda and sponsoring the movement of Al Qaeda," the senior Arab intelligence officer said. The officer said Iran's reformist government, which may have qualms about aiding Al Qaeda, was powerless to prevent the military and the intelligence service from assisting fugitives from Afghanistan.

Iran's motives are not entirely clear. Its seemingly contradictory actions may be explained by tensions between reformers and conservatives within the government, Arab officials said. Moreover, the hard-line conservatives, in sheltering Al Qaeda, do not appear to be acting out of any sympathy for bin Laden's group, the sources said.

Some elements in the Iranian system seem to believe that they can use Al Qaeda for their own unstated purposes, a source said. An intelligence officer noted that a number of captured Al Qaeda operatives had said the Iranians told them before their departure that they may be called on at some point to assist Iran. But they were not told how.

The two most important figures said to remain in Iran are Adel and Walid.

Adel was the head of Al Qaeda's security committee, a position he apparently still holds. He has been indicted in the United States for murder, conspiracy to kill U.S. nationals and the destruction of buildings and property of the United States, all in connection with the embassy bombings in Tanzania and Kenya in 1998.

Walid, a longtime bin Laden lieutenant, is from the North African country of Mauritania and has played a role in developing the doctrine to justify Al Qaeda attacks. He now has assumed control of Al Qaeda's religious committee and, because he is in Iran with Adel, is also participating in military planning, the sources said.

Pentagon officials said Jan. 8 that Walid had been killed in Afghanistan. But the sources said that assertion was incorrect, and added that reliable information from Iran indicated that he was increasingly important to Al Qaeda's future.

The sources also said Al Qaeda was now working on the assumption that its e-mail and phone communications were being monitored. The group, they said, is becoming increasingly sophisticated in using electronic communications to send messages and deceive intelligence agencies, and is also relying on human couriers, often women.

Under Adel, two other key operatives

are rising in the organization's military structure, the sources said. And through them, Al Qaeda, traditionally a small, hard-core group, is building alliances with other Islamic extremists who can act as proxies.

Among them is Khalid Sheikh Mohammed, a Pakistani born in Kuwait

also known as "The Brain," who has been described as the logistics expert behind the Sept. 11 attacks. He is now said to be operating out of Pakistan. He has been linked by a phone intercept with the incendiary attack on a synagogue in Tunisia in April that killed 14 German tourists, 6 Tunisians and a Frenchman,

according to German officials.

Mohammed is also reported to have visited Germany in 1999, but a Western intelligence official said the report had been based on information from only one source, although he described the source as normally reliable.

## Iran's reformist president is seeking enhanced powers

The Associated Press

**TEHRAN:** President Mohammed Khatami boldly challenged the religious hard-liners blocking his efforts to make Iran more democratic, vowing Wednesday to present a bill to Parliament that would give him more power.

Khatami's public initiative was a sharp change from the behind-the-scenes lobbying he has used in the past to push his reform program. It risks a rebuke from his unelected opponents, who wield most of the power here.

"The best, most secure and legal option for this country is Islamic democracy, where both religion and

freedoms are respected," Khatami told a packed news conference in Tehran. "That is my promise to the nation."

The president appeared to be gambling to enhance his standing with a public impatient with the slow pace of liberalization.

Since his election in 1997, Khatami has seen his power eroded through the arrests of pro-reform activists and closures of liberal newspapers. But he was re-elected last year.

His promises to bring civil freedoms to Iran have been sabotaged by the hard-liners, who control unelected institutions like the judiciary and are supported by the supreme leader,

Ayatollah Ali Khamenei, the appointed religious figure who outranks the elected president.

Khatami said: "My repeated warnings on violations of the constitution have been ignored. The president should be empowered to fulfill his constitutional responsibilities. Therefore, I will present a bill to the Parliament soon that would allow me to fulfill my responsibilities with greater powers, absolutely within the constitution."

He acknowledged that public disappointment was on the rise because of his government's failure to implement promised reforms, but said Iranians were aware of the obstacles that had hampered his efforts.

### LIBRE OPINION

LE DEVOIR

30 AOÛT 2002

## Les Kurdes ne sont pas des peureux

ANDRÉ POUPART

Faculté de droit, Université de Montréal

ANNE LÉGARÉ

Département de sciences politiques, UQAM

**B**ien que d'accord avec l'éditorial de Serge Truffaut («L'isolement de Bush», 26 août 2002) sur la question irakienne, son résumé de la position kurde, qui ne tiendrait qu'en un seul mot, la peur, nous semble particulièrement injuste et inapproprié. De retour d'un séjour d'un mois au Kurdistan irakien au cours duquel nous avons rencontré de nombreux universitaires et les plus hauts dirigeants politiques, nous pouvons attester que la peur n'a jamais été un sentiment présent chez les Kurdes, ni dans leur discours ni dans leur conduite.

Les Kurdes ne sont pas des peureux. Au contraire, ils ont enduré les plus grandes souffrances (y compris les gaz toxiques à Halabjah et la destruction de milliers de villages) pour défendre leur identité contre des États créés artificiellement à la fin de la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, les Kurdes vivent une expérience de totale indépendance *de facto*. Leur situation n'a jamais

été aussi bonne depuis 4000 ans (Nasreen M. Sadeek, ministre de la Reconstruction. *Wall Street Journal*, 12 février 2002).

Cette liberté (provisoire), les Kurdes d'Irak en ont tiré le meilleur parti malgré des voisins qui tentent de les diviser et de leur nuire par tous les moyens. Les Kurdes ont organisé des élections nationales et un Parlement siége à Erbil, malgré une guerre civile et la division subséquente du territoire entre les forces de Barzani et celles de Talabani.

Dans ce contexte difficile, malgré des traditions héritées d'une société tribale en bute à l'hostilité de tous ses voisins, y compris celle de leurs compatriotes irakiens arabes, les Kurdes d'Irak construisent une société démocratique modèle pour la région: liberté d'expression, de communication et de représentation à l'Assemblée nationale, accès à toutes les chaînes de télévision (CNN, TV5, RAI, BBC, etc.) et création de Kurdsat, accès Internet libre et facile, téléphone cellulaire ouvert sur le monde. S'il n'y a pas de postes ni de journaux étrangers, c'est que les voisins ne le permettent pas. L'instruction supérieure, étroitement contrôlée sous le régime irakien, devient l'objet d'un souci particulier; les universités de Dohouk et Souleimanie ont été construites et dévelop-

pées en moins de 10 ans par des hommes ouverts et tenaces et celle d'Erbil, la plus ancienne, continue à s'affirmer. Les publics de ces trois universités devant lesquels nous avons prononcé des conférences ont manifesté une ouverture et un intérêt exceptionnels malgré leur isolement.

Les Kurdes n'ont pas peur. Ils souhaitent, avec l'appui d'une importante diaspora, construire une société libre, ouverte sur le monde et prospère, à l'abri des interventions de leurs voisins hostiles. Ils travaillent à l'adoption d'une constitution fédérale avec d'autres éléments de l'Irak post-Saddam Hussein. La sagesse politique veut que les Kurdes n'attaquent pas leurs futurs partenaires irakiens. Par ailleurs, les Kurdes se savent irakiens et ne veulent surtout pas tomber sous le joug des Turcs, leurs pires ennemis, même à l'heure de l'Europe.

Paradoxalement, les intérêts kurdes dépendent aujourd'hui des intérêts géostratégiques des États-Unis qui les ont déjà abandonnés dans des situations tragiques. Ce paradoxe les amène à travailler avec détermination à la constitution d'une société libre, afin que les États-Unis ne puissent les abandonner à la férocité des appétits régionaux attisés par le pétrole.



# Chirac warns against unilateral action in Iraq

By Elaine Sciolino

The New York Times

**PARIS:** President Jacques Chirac of France on Thursday reiterated his demand that any military action against Iraq must be approved by the United Nations Security Council and criticized what he called a "attempts to legitimize the use of unilateral and preemptive use of force."

Without mentioning the United States by name, Chirac called such attempts "worrying," adding, "This runs contrary to the vision of the collective security of France, a vision that is based on cooperation among states, respect of the law and the authority of the Security Council. We shall repeat these rules as often as needed, and notably over Iraq."

Chirac's remarks, delivered in a speech at the Elysee Palace to French ambassadors, contrasted with a softer line articulated by his foreign minister, Dominique de Villepin, in a speech on Tuesday.

The remarks surprised some of his own senior aides, who were convinced that the new center-right government was determined to avoid any criticism of the Bush administration as a means

of gaining the maximum leverage over any decision by Washington to wage war against Saddam Hussein.

But Chirac is his own man, and Wednesday evening and again Thursday morning he tinkered with his speech, toughening the tone in the process, a senior French official said. The official insisted that Chirac had no intention of antagonizing Washington, stressing that Chirac did not mention the United States by name in his criticism of a preemptive strike.

"His message was clear, but it was not harsh," the official said. "What to do about Iraq and the use of preemptive action are two separate issues."

Still, in the world of diplomacy, words matter, and Chirac's words are likely to be interpreted in Washington as just another criticism of the United States by France. Chirac clearly wanted to respond to a speech by Vice President Dick Cheney on Monday in which he said that arguments against a preemptive strike were misguided and that if the world waited until there was proof that Iraq had nuclear weapons, it would have waited too long, French officials said.

De Villepin, by contrast, tends to play down the importance of the war talk emanating from Washington, telling people that "Colin and I," referring to Colin Powell, the U.S. secretary of state, speak often about Iraq and agree on the fundamentals of what needs to be done.

In the past, Chirac has expressed strong support for U.S. demands that Iraq allow United Nations weapons inspectors to return without conditions and he repeated that demand Thursday.

"If Baghdad persists in refusing the unconditional return of inspectors, the Security Council will have to decide which measures to take," he said.

Chirac did not say whether France ultimately would approve the use of force against Baghdad, a move that aides said reflected his desire to keep all options open.

France, which historically had a close relationship with Baghdad and was one of Iraq's largest arms suppliers during the 1980-1988 Iran-Iraq war, wants to hedge its bets should the United States wage war and win, senior French officials said.

France currently has substantial oil interests in Iraq, which has the second largest oil reserves in the world after Saudi Arabia.

The New York Times

August 30, 2002

## Une famille kurde pourrait obtenir le droit d'asile au terme d'une grève de la faim

M. Sarkozy a accordé une autorisation à résidence

TOULON

de notre correspondant

Yusuf Askoy, un Kurde d'origine turque et quatre membres de sa famille, dont deux femmes enceintes de huit mois, pourraient obtenir le droit d'asile au terme d'une grève de la faim de 43 jours. Le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, a accordé l'autorisation à résidence du chef de famille, « afin de lui permettre de faire valoir les éléments complémentaires » en vue du réexamen de sa demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). La préfecture du Var, qui lui avait opposé un refus, a précisé que « le ministre [avait] saisi la dimension humanitaire de la situation actuelle de cette famille ».

Maçon âgé de 32 ans, séjournant irrégulièrement en France depuis le mois d'août 1996, M. Askoy avait engagé sa grève de la faim le

18 juillet, à la cathédrale de Saint-Raphaël (Var). Il avait auparavant épuisé toutes les démarches pour éviter une reconduite à la frontière. L'arrivée, en décembre 2001, de son épouse, de leurs trois fillettes, de sa sœur, de la fille de celle-ci et de son cousin avait nettement compliqué sa situation. Les enfants n'avaient pu être scolarisés - « vu le type de papiers que me réclamait la mairie », explique-t-il, ajoutant : « Ma femme ne pouvait subir les examens pré-natals. J'étais à bout, j'ai craqué. »

La Ligue des droits de l'homme, l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, le Secours catholique et des membres de la communauté kurde ont rapidement constitué un comité de soutien. Le curé de la paroisse s'est également montré solidaire, jus-

que dans ses homélies. Mais la situation se prolongeait dans l'indifférence des élus et de la population. Le 5 août, Mgr Dominique Rey, évêque de Fréjus-Toulon, a écrit au préfet du Var, Pierre-Etienne Bisch, pour lui demander « d'accorder à titre humanitaire et exceptionnel une carte de séjour avec accès au travail pour les trois adultes ». Yusuf Askoy disposait de promesses d'embauche qui lui auraient permis de faire vivre sa famille et d'échapper aux menaces des autorités turques dont il disait avoir été l'objet.

**LE REFUS DU PRÉFET**

Le préfet a refusé d'accéder à cette requête. Il estimait alors que le cas de M. Askoy et sa famille ne relevait pas d'un « problème humanitaire », mais constituait « une irrégularité » impossible à

réglé. « Ils sont, comme des milliers d'autres, en situation d'être reconduits chez eux », assurait-il, annonçant qu'il serait « ferme sur l'application de la loi ». Quant aux risques d'un retour en Turquie, le préfet se voulait optimiste : « Ce pays entreprend des réformes pour se mettre en accord avec les droits de l'homme, conformément aux exigences de l'Union européenne, qu'il souhaite rejoindre. Violent la loi pour cette famille serait une manière de discréditer les efforts de la Turquie. »

Yusuf Askoy a été hospitalisé le 23 août alors qu'il avait perdu 15 kilos. Il cherche aujourd'hui pour son fils à naître un prénom qui puisse témoigner de son combat « pour une cause juste, dit-il, à laquelle la France ne pouvait pas rester sourde ».

Le Monde

VENDREDI 30 AOÛT 2002

José Lenzini

BRITISH PRIME MINISTER SEES NEED TO BUILD INTERNATIONAL COALITION AGAINST  
SADDAM HUSSEIN'S REGIME

# Blair may seek new UN terms for Iraq war

By James Blitz and  
Cathy Newman in London

A fresh United Nations resolution to cover a military strike against Iraq is being considered by Tony Blair, the British prime minister, in an effort to shore up an international coalition against Saddam Hussein.

At the end of a week that has seen the US make the bluntest statement yet of its determination to wage war on Iraq, Mr Blair believes the move may be the only way he can back Washington's military plans.

One reason for pursuing the option is that there are growing signs that Russia and China - two members of the UN security council - would support its passage.

The main thrust of official UK policy towards Iraq continues to be that Mr Hussein should readmit UN weapons inspectors to Iraq.

But the Iraqi leader shows no sign of allowing this to happen, and US vice-president Dick Cheney has this week strongly played down the value of getting the inspectors in anyway.

Mr Blair is now considering how he might persuade Washington to push for a new resolution as a precursor to any attack.

"He [Mr Blair] is certainly listening very carefully to the argument that a fresh UN resolution is needed," said one senior diplomat last night.

Another official close to the prime minister said: "The ques-

tion being asked is whether this [a fresh UN resolution] could help build the coalition against Saddam Hussein. We are at the stage of posing that question."

On the need for Russian and Chinese support, the diplomat added: "The Russians and Chinese won't be part of the coalition but they won't block a UN resolution either."

He noted that the Chinese president, Jiang Zemin, is due in October to visit President George W. Bush at his ranch in Crawford, Texas.

"You don't go and see Bush in Crawford and then block him in the UN," the diplomat said.

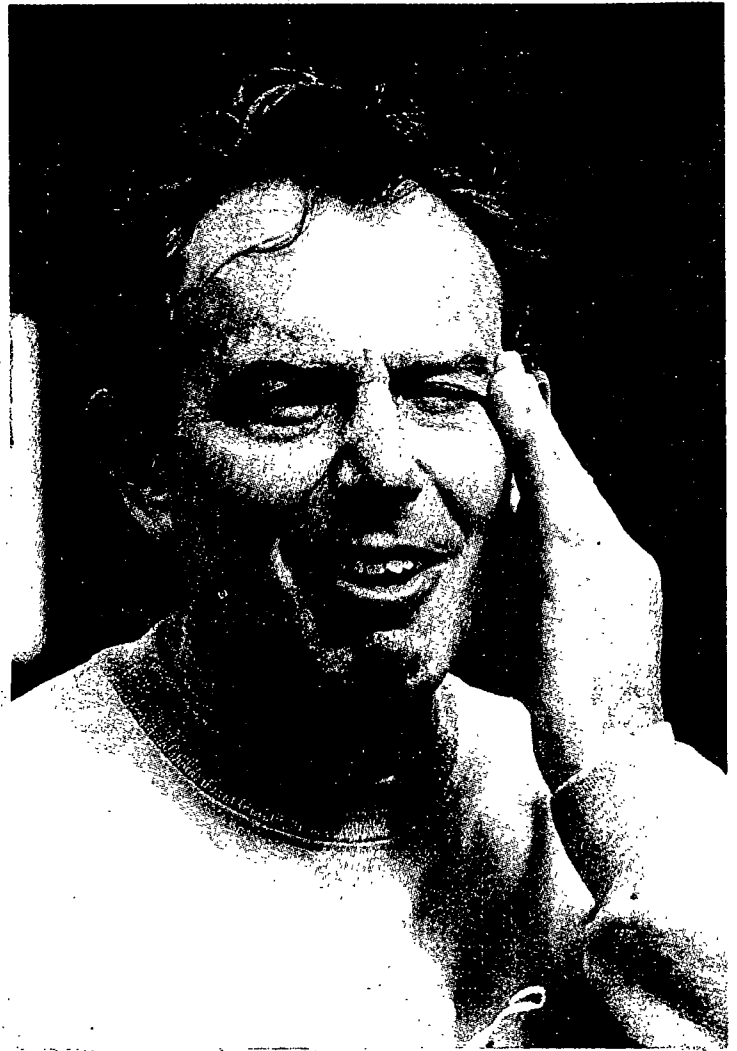
There have also been signs this week that some Bush aides may be open to the idea of making one last effort to win UN backing.

Above all, however, Mr Blair is facing mounting pressure from his ruling Labour party and the country's trade union leaders - his party's traditional backers - to counter the White House's determination to wage war on Iraq.

The search for international backing for an attack on Baghdad has been sharpened by growing international criticism of the US administration's increasingly hard line on Iraq.

Aside from concerns about domestic opposition, Mr Blair is also anxious to allay European hostility to unilateral US action. Iraq is on the agenda of European foreign ministers due to meet today in Elsinore, Denmark.

France, also a permanent mem-



Sweating it out: Tony Blair in London yesterday launching a scheme to boost tennis in inner cities

ber of the Security Council, has indicated that it would not block a resolution against Iraq if other members of the council supported it.

The head of one powerful UK trade union said: "If the government wants to maintain support within the movement it must send a clear signal that it will only embark on military action if it has the authority of the UN."

A senior British civil servant said: "For the sake of international legitimacy there's something to be said for getting the backing of a security council resolution. "It gives you the air

of legitimacy; it strengthens your hand with the rest of the international community."

Aides to Mr Blair said yesterday that there was no question of the prime minister seeking to put pressure on the White House to back the idea of a resolution. "It does not help if you join the chorus of countries which say the US must do this or that," said one.

The aides also made it clear that there was no way Mr Blair would ever back the idea of a UN resolution if it were to delay dealing with the fundamental issue, which was depriving Mr Hussein of his weapons of mass destruction.

# M. Chirac fonde sa diplomatie sur les règles de la sécurité collective

Au sujet de l'Irak, le président de la République juge « inquiétante » la tentation de l'unilatéralisme américain et conditionne toute intervention contre Bagdad à un mandat des Nations unies. L'élargissement et la réforme de l'Europe doivent s'accomplir « sous l'impulsion » franco-allemande

**REFUS** de voir les Etats-Unis jouer les gendarmes du monde, volonté de renforcer l'intégration européenne et de refonder la relation franco-allemande, souhait de voir la France s'engager à nouveau davantage en Afrique et au Maghreb : le discours prononcé, jeudi 29 août par Jacques Chirac, en clôture de la conférence annuelle des ambassadeurs, s'inscrit dans le droit fil d'une tradition gaullienne que le chef de l'Etat revendique. Maintenant que le pays « est désor mais plus rassemblé », la France, souligne-t-il, a de nouveau « vocation » à faire entendre sa voix.

Finie la cohabitation. Certes, les ambitions françaises ne sont plus de vouloir compter parmi les grandes puissances. Mais Jacques Chirac estime que le pays à une ambition à faire valoir, celle de peser, à travers l'Union européenne, les Nations Unies et ses réseaux d'amitié, dans le monde sur la mondialisation.

L'affaire irakienne et les menaces d'intervention militaire américaine permettent au président de se poser en défenseur de l'ONU contre toute action que pourrait être tenté de mener le président américain George W. Bush. Les propos du chef de l'Etat sont sans ambiguïté. « On voit poindre la tentation de légitimer l'usage unilatéral et préventif de la force. Cette évolution est inquiétante », juge-t-il, estimant que, si « Bagdad s'obstine à refuser le retour sans conditions des inspecteurs, il faudra alors que le Conseil de sécurité et lui seul soit en mesure de décider des mesures à prendre ».

Son ministre des affaires étran-

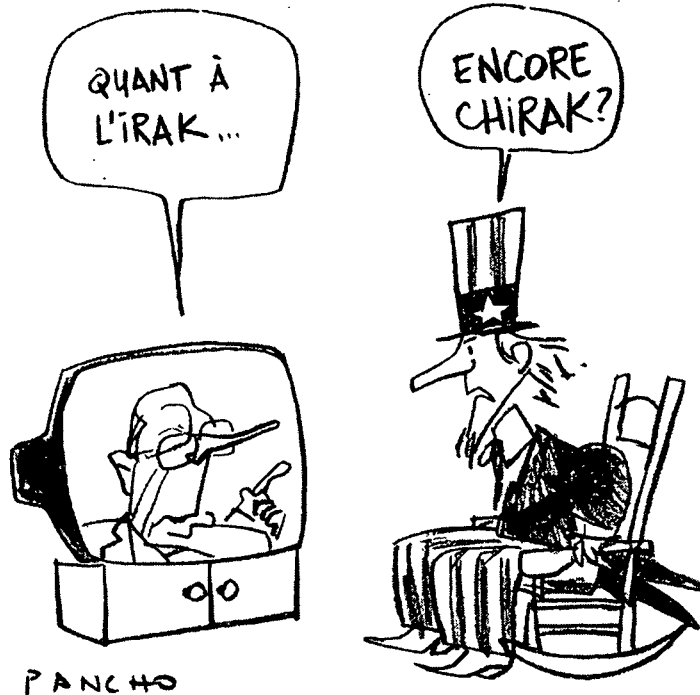
gères, Dominique de Villepin, avait lui aussi souligné, mardi, en ouvrant la réunion des ambassadeurs, le refus de toute action militaire « sans une décision du Conseil de sécurité ». Mais il avait paru justifier la volonté des Américains d'en finir avec le régime irakien. « Nous Européens, savons trop le prix de la faiblesse face aux dictatures pour fermer les yeux et accepter d'entrer dans le jeu de la passivité », avait-il dit.

## RAPPORTS DE FORCES

Le rôle accru des Nations unies, le chef de l'Etat le voit aussi bien en matière de sécurité collective que pour tenter de mieux réguler la mondialisation. Il invite ainsi l'ONU à prendre de nouvelles initiatives en matière de non prolifération des armes de destruction massive et souhaite la création, pour gérer les problèmes de développement et les crises financières, d'un nouveau Conseil de sécurité économique et social, dont l'action compléterait le club très fermé des huit grands pays industrialisés de la planète qui ont pris l'habitude de se concerter sur les affaires du monde dans le cadre du G 8.

Cette vision se heurte aux réalités des rapports de forces. La crise du Proche Orient, où les efforts des Nations unies et de l'Europe pour une solution de paix n'ont jamais eu beaucoup d'effets, est là pour en témoigner. Jacques Chirac le reconnaît, qui implore les Etats-Unis de faire accepter par Israël l'idée d'une conférence de paix.

L'ambition de la France passe



par la réalisation de l'Europe élargie, qui seule pourrait avoir le poids nécessaire pour jouer parmi les grands. C'est le message qu'ont martelé en cette rentrée politique aussi bien le chef de l'Etat que son premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et son ministre des affaires étrangères.

« L'Europe n'est pas cette monstruosité distante et éloignée ; l'Europe, c'est nous. C'est nous qui la constituons. C'est en grande partie nous qui l'animerons. L'Europe c'est notre avenir, mais surtout l'Europe, c'est notre projet », a plaidé, mercredi, M. Raffarin en recevant à Matignon les ambassadeurs. Jacques Chirac s'est engagé à ce que les délais soient tenus pour que l'élargissement de l'Union aux pays candidats d'Europe centrale et orientale puisse commencer comme prévu en 2004. Les négociations avec les dix plus avancés d'entre eux doivent être conclues d'ici la fin de l'année. Cela promet des négociations encore difficiles, notamment sur le financement.

## EXAMEN DE CONSCIENCE

Dans cette négociation, Paris entend aussi défendre ses intérêts. Jacques Chirac a réaffirmé son

refus de rouvrir, à ce stade, la réforme de la politique agricole commune. Aux Allemands, qui réclament le contraire, il rétorque qu'on ne pourra faire la réforme qu'après l'élargissement avec les nouveaux adhérents, dont plusieurs ont une agriculture importante.

Le renforcement de la relation avec l'Allemagne est pourtant plus que jamais à l'ordre du jour. Jacques Chirac a réaffirmé qu'il souhaitait profiter du 40<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Elysée, signé par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer en 1963, afin de refonder cette relation. « Nous avons été un peu déçus du contenu de cette amitié immense mais qui trouve peu ou pas suffisamment de réalité concrète », avait estimé M. Raffarin. Une fois passées les élections allemandes du 22 septembre, on ne pourra pas faire l'économie d'un examen de conscience, de part et d'autre du Rhin.

Henri de Bresson

## L'effacement du premier ministre

Il est de tradition que le chef du gouvernement, après son ministre des affaires étrangères et avant le président de la République, définisse la « feuille de route » des ambassadeurs réunis à Paris. Jean-Pierre Raffarin s'est acquitté de cette obligation, mercredi 28 août, dans la plus grande discrétion, la diffusion de son discours n'ayant pas même été prévue par le service de presse de Matignon. En exorde, le premier ministre a rappelé que ce fut l'un de ses prédécesseurs, « A. Juppé », qui avait initié la conférence annuelle des ambassadeurs de France, à sa dixième édition cette année...

Pour sa part, Jacques Chirac a ouvert son discours en constatant que la réunion des représentants de la France à l'étranger s'était tenue « autour de Dominique de Villepin », diplomate de carrière qui, a-t-il rappelé, avait été, comme secrétaire général de l'Elysée, son « premier collaborateur ». Sans doute avec une ambiguïté involontaire, le président a ajouté, devant les ambassadeurs : « Voilà ce qui nous rapproche encore davantage. »